UNIVERSITÉ DE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

ÉCOLE DOCTORALE

« SOCIÉTÉS, ESPACES, PRATIQUES, TEMPS »

Thèse en vue de l'obtention du titre de docteur en

SOCIOLOGIE

VIVRE À GAZA :

POUR UNE SOCIOLOGIE DE LA RÉSILIENCE

Présentée et soutenue publiquement par

ELENA QLEIBO

Le 23 novembre 2017

Sous la direction de M. le Professeur Gilles FERRÉOL

Membres du jury :

Francis FARRUGIA, Professeur émérite à l'Université de Bourgogne-Franche-Comté

Gilles FERRÉOL, Professeur à l'Université de Franche-Comté (*directeur*)

Monique HIRSCHHORN, Professeure émérite à l'Université de Paris-Descartes

Armel HUET, Professeur émérite à l'Université de Rennes 2 (*rapporteur*)

Aissa KADRI, Professeur émérite à l'Université de Paris 8 (*rapporteur*)

REMERCIEMENTS

La thèse que je présente ici est le résultat d'une réflexion et d'un travail commencés en 2004, d'une longue "gestation " qui n'a été possible que grâce au soutien et au suivi d'une chère amie et collègue, Mme Monique Hirschhorn. Elle m'a toujours montré une confiance indéfectible, même lorsque j'ai dû interrompre ma recherche à cause des trois conflits à Gaza en 2008-2009, fin 2012 et juillet -août 2014.

J'ai profité de l'amitié de deux amis du couvent St. Étienne de Jérusalem, le fr. Jean-Baptiste Humbert qui m'a relue et conseillé des lectures pour améliorer mon français ainsi que le fr. Jean-Michel de Tarragon pour son enseignement typographique et l'attention au texte écrit. Ils n'ont pas compté leur temps et j'ai aussi profité de leur bonne connaissance de Gaza. Je veux remercier spécialement le fr. Humbert de m'avoir offert un abri dans le laboratoire d'archéologie à l'École biblique pendant les conflits répétés de Gaza, quand il ne m'était plus possible d'y rester. J'ai profité de la chaude amitié qui règne dans le laboratoire et aussi, bien sûr, d'avoir gracieusement à ma disposition toute la technologie informatique nécessaire. Je remercie spécialement la direction de l'École biblique de m'avoir permis de fréquenter sa bibliothèque exceptionnelle.

Mes remerciements les plus vifs vont à mon directeur de thèse, Gilles Ferréol, qui a assumé une lourde responsibilité de diriger mon travail, en dépit de mon éloignement et des retards dûs à mes engagements gaziotes professionnels. Je lui sais gré de sa patience et de m'avoir invitée à être plus rigoureuse, surtout dans les dernières phases de la rédaction. J'ai beaucoup appris de lui pour maîtriser le processus des corrections et de la réécriture.

Merci aux amis qui m'ont soutenue par mille conseils et relectures, et la liste est longue. Je veux remercier en particulier Alain Chambon, Gaëlle Thévenin, Marie-Hélène Thuillier, Jean-Paul Martin et Pilar Quirós. Ma dette est très grande envers Yohanan Manor qui m'a fait mieux comprendre les subtilités de l'histoire moderne de Gaza et envers Sara Roy pour ses études pertinentes sur Gaza. Merci à mon ami Kurt et à ma famille, ma sœur Diana du Costa Rica, mon mari Ali et ma fille Aïda à Jérusalem, pour des traductions et leurs diverses

suggestions. Tous ont montré une disponibilité sans limite, mais en dépit de l'appui que j'ai reçu de tous tout au long de ma recherche, je demeure seule responsable des erreurs ou des omissions éventuelles.

Enfin, je tiens à témoigner mon immense gratitude et mon profond respect à mes amis gaziotes, toujours prêts à répondre à toutes mes questions et à mes demandes interminables de clarification. Ils ont été, au fil des années, les meilleurs guides que je pouvais avoir et je ne l'oublierai jamais.

RÉSUMÉ

VIVRE À GAZA : UNE SOCIOLOGIE DE LA RÉSILIENCE

Comment les Gaziotes parviennent-il à surmonter les épreuves que leur impose un blocus qui, commencé en 2000, est devenu pratiquement total à partir de 2006 ? Comment expliquer la résilience sociale dont ils ont fait preuve jusqu'à maintenant ?

À cette question la thèse d'une chercheuse en sociologie et anthropologie, qui a partagé la vie les Gaziotes pendant plus de dix ans, essaie de répondre. L'analyse est fondée sur des entretiens approfondis auprès d'une population de 120 personnes, sur de nombreuses observations de la vie quotidienne ainsi que sur les résultats de diverses études et rapports sur les conditions de vie à Gaza.

La thèse montre qu'il faut chercher l'origine de la résilience dans les ressources que sont, pour les Gaziotes, la solidité de leurs institutions sociales et la référence à une histoire partagée. Au-delà du cas de Gaza, ce travail représente une contribution à une réflexion sur ce qui peut permettre aux sociétés comme aux individus, de surmonter les crises.

Les mots clés :

Bande de Gaza

Chômage

Enfermement

Épreuves

Intifada

Résilience

Société

ABSTRACT

LIFE IN GAZA: TOWARDS A SOCIOLOGY OF RESILIENCE

How to explain the social resilience evidenced by Gazans notwithstanding the challenges imposed by what began as a partial blockade in the year 2000 to become a practically unmitigated situation since the year 2006?

Having shared the daily life of Gaza for over ten years, a researcher in sociology and anthropology tries to answer the question.

This thesis is the result of the analysis of in-depth interviews of a population of circa 120 individuals, men and women, coupled by immersion in the daily life and availing herself of numerous and diverse reports and studies on the condition of life in Gaza.

The researcher concludes that one has to probe for the origin of this resilience in the resources that constitute for the Gazans the solidity of their social institutions and the reference to a shared history.

Beyond the Gaza case, this work is a contribution to an analysis of what may allow societies and individuals that conform them to overcome crisis.

Keywords:

Closure/blockade

Gaza Strip

Intifada

Hardship/life challenges

Resilience

Resources

Society

Unemployment

VIVRE À GAZA :

POUR UNE SOCIOLOGIE DE LA RÉSILIENCE

VOLUME I

PRÉSENTATION DE L'OBJET DE RECHERCHE, DE LA MÉTHODE

ET DU CONTEXTE HISTORIQUE

TABLE DE MATIÈRES

REMERCIEMENTS **2**
RÉSUMÉ **4**
ABSTRACT **5**

***VOLUME I* :**
PRÉSENTATION DE L'OBJET DE RECHERCHE, DE LA MÉTHODE ET DU CONTEXTE HISTORIQUE **6**
Introduction **13**
Pourquoi Gaza ? 13
Le choix du sujet 17
Présentation du plan 21
CHAPITRE I : MÉTHODOLOGIE ET PROBLÉMATIQUE **27**
1. La méthodologie **28**
1.1. Le choix d'une méthodologie qualitative 28
1.2. Une « population » aussi diversifiée que possible 29
1.3. Une démarche compréhensive 32
1.4 Une enquête dans des conditions particulières 32
1.4. La sociabilité gaziote 33
1.6. L'usage de la langue de l'enquêté 33
1.7. L'interconnaissance gaziote 34
1.8. L'identité composite de l'enquêteur 34
1.9. La conduite des entretiens 36
1.10. L'analyse des entretiens 37
2. La problématique **38**
2.1. L'existence d'une société 39
2.2. Le maintien de la société : une énigme sociologique 40
2.3. La résilience : faire face à des épreuves grâce à des ressources 41

CHAPITRE II : LA BANDE DE GAZA DANS L'HISTOIRE DE LA PALESTINE 44

1. Introduction 45

2. La période ottomane de 1516 à 1917 45

3 La présence britannique en Palestine 1917 à 1948 55

4 Les prémices de la partition à partir de 1917 61

5. L'autorisation en novembre 1947 du plan de partition et ses conséquences 66

6. Le problème des réfugiés palestiniens 71

7. L'administration égyptienne de 1949 à 1967 82

8. La création de l'Organisation de libération Palestinienne (OLP), mai 1964 92

9. Les mouvements nationalistes palestiniens 95

10. La Ligue des étudiants palestiniens au Caire 97

11. Les mouvements clandestins pour la libération de la Palestine 98

12. Le début de l'occupation israélienne, en juin 1967 103

13. Une économie d'intégration 111

14. La guerre d'octobre 1973 114

15. L'installation des colonies israéliennes à Gaza par Ariel Sharon 117

16. La première Intifada à la fin de 1987 121

17. Le changement de politique du gouvernement israélien envers les Palestiniens 124

18. Les accords d'Oslo et la création de l'Autorité palestinienne en 1994 127

19. La dynamique politique liée à la mise en place du blocus 132

20. Le désengagement, août 2005 138

21. Conclusion : La fabrique de l'histoire, du récit au mythe 143

CHAPITRE III : LA SOCIETÉ GAZIOTE FACE AU BLOCUS DU DÉBUT DU XXIE SIÈCLE 149

1. Introduction 150

1.1. Une forte croissance démographique 150

1.2 Une population jeune et urbaine 150

1.3. Une population composée aux deux tiers de réfugiés et de descendants de réfugiés.152
2. Une société de familles 152
2.1. Des familles étendues 155
2.2. Les groupements de bédouins 159
2.3. Les familles de notables urbains : Les *ayan* 162
2.4. Les clans 163
3. Les chrétiens de Gaza 166
4. L'islam gaziote : Identité religieuse, identité culturelle 167
5. La situation économique de la société gaziote de 2000 à 2017 181
5.1. La politique israélienne de *portes ouvertes* 182
5.2. La première Intifada et ses répercussions sur l'emploi 183
5.3. Le tournant politique israélien 186
5.4 Les bouleversements produites par le succès électoral du Hamas en 2006 188
5.5. Le conflit de décembre 2008 à janvier 2009 191
5.6. Les effets du printemps arabe à Gaza 193
5.7. Le conflit de novembre 2012 195
5.8. La chute des Frères musulmans en Égypte et le retour au blocus 197
5.9. Le conflit de juillet 2014 à août 2014 et ses conséquences 200
5.10. La pénurie d'eau et d'électricité 202
5.11. Gaza souffre : Les séquelles de conflits à répétition 206
VOLUME II :
LA RÉSILIENCE DES GAZIOTES FACE AUX ÉPREUVES COLLECTIVES 211
CHAPITRE IV : LES ÉPREUVES ET LES RESSOURCES 212
1. Introduction : Le concept de résilience 213
2. L'épreuve collective du manque de travail 219
3. L'épreuve du manque de travail : Les différentes catégories 224
4. Cas illustrant les différents catégories 224
4.1 La catégorie 1 : Ceux qui ont travaillé mais sont actuellement sans activité 225
4.1.1 Le cas de Haidar, entretien n° 18 226
4.1.2. Le cas de Mahdi, entretien n° 19 233
4.1.3. Le cas de Maher, entretien n° 20 241

4.1.4. Le cas de Abed, entretien n° 11 248
4.1.5. Le cas de Salim, entretien n° 44 259

4.2. Catégorie 2 : Ceux qui voient leur activité professionnelle réduite de façon considérable 268

4.2.1 Le cas de Mo'otaz, entretien n° 45 268
4.2.2. Le cas de Mounir, entretien n° 28 274
4.2.3. Le cas de Wajdi, entretien n° 21 277
4.2.4. Le cas de Ali, entretien n° 17 281

4.3. Catégorie 3 : Ceux qui continuent à être payés mais qui ne travaillent plus, le *chômage payé* des employés de l'Autorité palestinienne 290

4.3.1. Le cas de Antar, entretien n° 31 291
4.3.2. Le cas de Akram, entretien n° 34 303

4.4. Catégorie 4 : Ceux qui n'ont pas perdu leur travail mais qui expriment la pression croissante de l'environnement social pour aider 304

4.4.1. Le cas de Ahmed, entretien n° 28 305
4.4.2. Le cas de Ayman, entretien n° 4 309

4.5. Catégorie 5 : Les jeunes qui n'ont jamais travaillé 317

4.5.1. Le cas de Imad, entretien n° 10 318
4.5.3. Le cas de Mahmud, entretien n° 39 325

5. L'épreuve collective de l'enfermement 330

5.1. La Bande de Gaza : Une prison à deux portes 330

5.2. Une sortie soumise aux contraints administratives arbitraires 337

5.2.1. Le fonctionnement du passage d'Erez 338
5.2.2. Le fonctionnement du passage de Rafah 342

6. Les catégories de l'enfermement 345

7. Le vécu de l'épreuve de l'enfermement 350

7.1. Le cas de Zahara, entretien n° 12 352

7.2. Le cas de Mahmud, entretien n° 39 360

7.3. Le cas de Mounir, entretien n° 28 361

7.4. Le cas du Dr Nabil, entretien n° 50 369

7.5. Le cas de Ali Sha'arawi, entretien n° 2 382

7.6. Le cas de Tawfiq, entretien n° 33 388

7.7. Le cas de Kamal, entretien n° 44 390

7.8. Le cas de Omar, entretien n° 35 398

7.9. Le cas de Ghada, entretien n° 7 414

7.10. Le cas de Fadl, entretien n° 43 424
7.11. Le cas de Ala'a, entretien n° 1 426
7.12. Le cas de Munira, entretien n° 5 432
7.13. Le cas de Samira, entretien n° 16 447
7.14. Le cas de Nemer, entretien n° 13 463
CONCLUSION : S'EN SORTIR SANS SORTIE 476
BIBLIOGRAPHIE 488
ANNEXE 1 : Caractéristiques des personnes interviewées 506
ANNEXE 2 : La détérioration de la situation du travail à travers des entretiens collectives 529
ANNEXE 3 : Le concepte de résilience chez les humanitaires 534

Figures

Figure 1 : Palestine sous Mandat britannique 1923-1948 62

Figure 2 : Propositions de partition 69

Figure 3 : Les territoires palestiniens occupés 72

Figure 4 : la Stern et l'Irgoun ont assez brutalement occupe un village des environs ouest de jerusalem, faisant sauter les maisons, tuant ainsi 200 arabes, femmes et enfants en majorite… 76

Figure 5 : Article du journal le monde du 13 avril 1948, page 2 - Palestine 77

Figure 6 : Division géographique du ministère français des affaires etrangères 83

Figure 7 : Le plan Allon qui montre la division de la cisjordanie et l'incorporation de la Bande de Gaza en Israël 104

Tableau 8 : Données de la croissance de la population de la Bande de Gaza 151

Tableau 9 : Données estimées de la population de la ville de Gaza. 151

Figure 10 : Le graphique montre le pourcentage age d'ouvriers palestiniens employés en Israël. en rouge : les ouvriers gaziotes travaillant en Israël entre 1968-2000 184

Figure 11 : Main d'œuvre gaziote entre 1993 et 2001 185

Figure 12 : Type d'emploi dans la ville de Gaza pour les personnes agées de plus de 15 ans 201

Figure 13 : Distances pour la pêche assignee par Israël 202

Figure 14 : Quantité minimale d'approvisionnement en eau selon les standards humanitaires 204

Figure 15 : Graphisme du mouvement à travers du passage d'Erez 2016 et 2017 346

Figure 16 : Graphisme du passage Rafah 347

Figure 17 : Zones de pêche autorisées aux pêcheurs en Méditerranée devant Gaza en milles Nautiques 364

Figure 18 : Le limite de pêche de la Bande de Gaza, avril 2016 368

Introduction

Pourquoi Gaza ?

Je garde un souvenir très vif de mon premier contact avec Gaza. C'était en 1987. Ma future belle-mère était venue me chercher à l'aéroport de Tel-Aviv et elle m'a tout de suite demandé si je pouvais conduire la voiture pour l'emmener à Gaza, car sa famille y avait une propriété et elle devait s'y rendre pour payer son salaire au *bayarji* (celui qui entretient le *bayara*, les plantations d'orangers, de citronniers et d'oliviers) et lui donner de quoi acheter l'essence qui permet de faire fonctionner la pompe à eau et de remplir les canaux d'irrigation. Il y avait encore, dans cette période où la Bande de Gaza était beaucoup moins peuplée qu'aujourd'hui, de grandes propriétés terriennes et il n'y avait pas dans la ville de grands immeubles modernes mais surtout des villas et des maisons datant de la période du mandat britannique et de l'administration égyptienne.

Pendant que je conduisais, elle me racontait l'histoire de la famille des Qleibo, comment l'aîné de la famille, Abdel Razeq Qleibo, était devenu, dans les années 1890, un *qa'em maqam*, un officier participant à l'administration du district de Ber Sheba et comment il avait profité de cette situation pour acheter des propriétés terriennes à Ber Sheba et à Gaza. Un peu plus tard, sous le mandat britannique, il avait exercé la même fonction à Gaza et il y avait vécu avec sa femme et ses enfants. Des membres de sa famille, qui n'étaient donc ni des Gaziotes, ni des réfugiés proprement dit[1] s'y trouvaient encore et nous allions leur rendre visite.

Tout en écoutant cette histoire, je conduisais et je découvrais la beauté des paysages palestiniens. À l'approche de Gaza, l'odeur des orangers qui étaient alors en pleine floraison envahissait la voiture et m'enivrait. Il y avait alors deux possibilités pour entrer dans la bande de Gaza : soit par Beit Hanoun (Erez du côté israélien), la frontière créée par la guerre arabo-juive de 1948, soit par Ber Sheba. Comme nous venions de Tel-Aviv, c'était la route par Beit

---

[1] Durant l'administration ottomane et, plus tard, sous le Mandat britannique, on avait pris l'habitude dans le but d'éviter le népotisme, de ne pas nommer aux postes administratifs des membres des familles locales. En revanche, les *effendis* (titre donné aux magistrats et dignitaires à ces périodes) étaient envoyés ailleurs pour travailler. Il était courant d'être de Gaza mais de se voir nommé à Jérusalem, Hébron ou Jaffa. Toutefois, après l'armistice de 1949, cette branche de la famille Qleibo a été considérée par l'UNRWA comme une famille de réfugiés, car elle n'était pas originaire de Gaza.

Hanoun/Erez qui était la plus directe. La première Intifada n'avait pas encore eu lieu et lorsque l'on venait d'Israël, il n'y avait aucun contrôle des entrées à pied ou en voiture.

Arrivées à la propriété, nous avons donné l'argent au *bayarji* et pris, comme c'est l'usage dans le monde arabe et en Palestine lorsque l'on rentre dans une maison, le thé avec la famille. Puis nous sommes allés rendre visite aux Qleibo. Ils habitaient une maison de deux étages dans un quartier commencé sous le mandat, qui s'était développé sous l'administration égyptienne et où se trouve l'hôpital Shifa. On nous a servi cette fois le café et on m'a proposé d'aller voir la mer. Nous avons pris une ruelle vers l'ouest et traversé le camp de réfugiés de la Plage. La plupart des rues n'étaient pas goudronnées. Bien que nous nous trouvions à proximité du Centre-ville, il y avait encore beaucoup d'espaces non construits et très peu de maisons inachevées, comme c'est souvent le cas dans les Territoires. Un chemin longeait une grande plage qui n'était pas bordée comme aujourd'hui par des maisons et des hôtels. Comme il faisait chaud, des hommes et surtout des enfants se baignaient. On m'a expliqué qu'il s'agissait de pêcheurs et de bédouins. Le reste de la population ne se baignait pas et se contentait de se promener le long de la plage. Plus tard, de retour à la maison, ma future belle-mère et une autre femme de la famille m'ont raconté qu'elles allaient dans les années 1970 et jusqu'au début des années 1980 dans les rares hôtels au bord de la plage qui étaient fréquentés par des étrangers dont beaucoup travaillaient à l'UNRWRA et qu'elles se baignaient en maillot de bain comme on Occident. Elles m'ont même montré des photos. Les mœurs avaient changé. Ce n'était plus possible, mais en ville, il y avait encore de nombreuses femmes qui étaient voilées.

Ces premières impressions sont restées pour moi inoubliables, car elles sont associées à la découverte de ma nouvelle famille et à une douceur de la vie que je n'ai retrouvée que dans l'oasis de Jéricho où nous avions aussi une petite maison. Si j'en parle ici, c'est que je me suis rendue compte par la suite que ce sentiment est partagé par tous ceux qui sont allés à Gaza, aussi bien les Israéliens que les Palestiniens. La Bande de Gaza, proche de l'Egypte, appartient à un autre monde que celui de la Cisjordanie. Les gens y ont toujours été plus gais, plus accueillants. Leur accent est plus doux que celui de Jérusalem. Gaza représente ce que les Français appelleraient le Midi de la Palestine. Par la suite, bien qu'habitant la vieille ville de Jérusalem, j'y suis retournée presque toutes les semaines, ressentant toujours le même plaisir à quitter l'atmosphère souvent austère de Jérusalem pour retrouver celle plus facile de Gaza.

C'est aussi pendant cette période que j'ai découverte le monde palestinien. J'avais suivi des études d'anthropologie aux États-Unis à la fin des années 1970 à l'Université Temple de

Philadelphie. Une expérience très forte car coexistaient à ce moment des courants de pensée très divers et même opposés. Une partie de nos professeurs : Clifford Geertz, Peter Rigby, Dale Eickelman, Abdel Hamid Al Zein, qui se situaient dans la ligne de l'Ecole de Chicago, accordaient beaucoup d'importance aux études empiriques ; d'autres étaient influencés par l'école anglaise et en particulier par le fonctionnalisme de Bronislaw Malinowsky, d'Evans Pritchard, de Meyer Fortes et de Sir Edmund Leach ; d'autres encore se voulaient structuralistes et sémiologues et nous faisaient lire Lévi-Strauss et Ferdinand de Saussure. Pour ma part, j'ai surtout été influencée par les enseignements de Clifford Geertz, par sa notion de *thick description,* description dense, et par l'anthropologie symbolique qu'il avait développée dans ses recherches sur Java, Bali et le Maroc. J'ai fait mon mémoire de Master sur le thème du syncrétisme religieux au Brésil dans la ville de Bahia en me référant beaucoup aux travaux de Roger Bastide et, pour mon doctorat, j'ai choisi de travailler sur le Moyen Orient. J'ai donc commencé à suivre des cours d'arabe et je me suis intégrée à un groupe d'étudiants arabes. Leur univers culturel était très différent du mien (je venais du Costa-Rica) et de celui que j'avais exploré dans mon mémoire de maîtrise sur les Afro-Brésiliens. J'avais tout à découvrir : la langue, la culture, la littérature, et bien entendu, l'Islam. J'ai beaucoup lu, et, en particulier, les écrits des féministes arabes comme Nawal al Sa'adawi, Leila Baalbaki, Assia Djebar, Fatima Marnissi, Ghada al Sama'an et Sahar Kahlifeh qui m'ont beaucoup servi par la suite quand mon travail dans l'humanitaire m'a conduit à m'intéresser très directement aux problèmes que rencontraient les femmes.

Mais c'est seulement en arrivant en Palestine, en étant accueillie dans une famille palestinienne, que j'ai pu réaliser le rêve de tout anthropologue : investir un terrain de l'intérieur. J'ai ainsi appris l'arabe, non pas comme je l'avais fait précédemment en suivant des cours, mais en faisant la cuisine, en apprenant à préparer des plats, à me servir des épices, en buvant le thé avec la famille ou des amis, en participant à des fêtes avec nos cousins. Ce qui me permettait certes d'enrichir mon vocabulaire, mais aussi, ce qui était essentiel, d'acquérir les manières de vivre, de penser, de comprendre le sens des silences et des regards. La langue et la culture arabe se sont introduites dans mes sentiments, dans mes raisonnements, dans mon imaginaire de telle sorte qu'il m'a été possible, comme le dit Louis Dumont[2], de mettre mes pieds *dans les chaussures de l'autre*. J'ai vécu cette expérience d'acculturation comme une chance

---

[2] DUMONT, L. 1985 (1983). Essaies sur l'individualisme. Une perspective anthropologique sur l'idéologie moderne. Paris, Le Seuil, pp. 15-20.

extraordinaire car elle ne m'a jamais été imposée et parce que le chemin que j'ai fait vers l'autre ne m'a pas obligé à remettre en cause la personne que j'étais. Cette expérience réussie et heureuse de la rencontre avec ce monde palestinien devait pour moi déboucher nécessairement sur un travail de recherche, sur un doctorat. Tout naturellement, car je vivais dans la vieille ville de Jérusalem, je pensais qu'il m'était plus facile de travailler sur cette ville même si elle n'avait pas pour moi le même charme de Gaza. Pour cela, je ne me contentais pas des observations que je pouvais faire dans le cadre de ma vie quotidienne. Sans avoir encore un projet précis, je commençais déjà à réunir des matériaux, en me faisant raconter par des membres de la famille et leurs amis leur histoire et celle de la Palestine. C'est ainsi que j'ai découvert l'importance de la place qu'ils accordaient par-delà leurs histoires individuelles à leur histoire collective, à quel point celle-ci était un élément constitutif de leur identité. J'ai aussi entre 2002 et 2004, dans le cadre d'un contrat de recherche français, participé à une étude franco-palestinienne sur la réhabilitation des centres anciens de Bethlehem et d'Hébron en situation de conflit.

Mais l'élément décisif pour le choix de mon sujet de thèse a été la possibilité qui m'a été offerte de réaliser ce dont j'avais envie depuis mon arrivée en Palestine : vivre à Gaza. Bien que les conditions de vie y devenaient de plus en plus difficiles, je continuais à m'y rendre régulièrement, y compris au moment de la seconde Intifada et des attaques israéliennes de 2002 à Beit Hanoun. À partir de 2003, j'ai commencé à travailler à temps partiel à Gaza avec le centre de recherche SHAML de Ramallah qui voulait ouvrir une antenne dans la ville. La direction du centre m'a demandé de réaliser plusieurs études sur la situation de la population. En décembre 2005, j'étais sur place au moment où du *taskir,* de la fermeture de Gaza par Israël, et l'un de responsables d'OXFAM à Jérusalem m'a demandé si je pouvais gérer les projets sur place puisqu'ils n'avaient plus la possibilité de se rendre à Gaza en voiture. Seules les voitures diplomatiques et celles de la Croix Rouge pouvaient passer à Erez. Sinon, il fallait entrer à pied et, en tant qu'étrangère, je n'avais pas encore besoin d'un permis de travail. J'ai donc accepté la proposition. Je me suis installée à Gaza d'abord en habitant dans la maison de la famille, puis un an plus tard, en louant un appartement à des amis et j'ai commencé ce travail dans l'humanitaire qui m'a permis de rentrer en contact avec des gens que je n'avais pas fréquentés jusqu'alors. Entre le moment où j'avais découvert Gaza pour la première fois, dans le milieu des années 1980 et celui où j'ai commencé à y travailler de façon permanente en 2005, les choses avaient beaucoup changé. La population avait considérablement augmenté et partant le nombre des constructions. L'entrée nord avait été dévastée et un grand nombre

d'arbres avaient été coupés pendant les incursions israéliennes. On voyait partout les traces des attaques et les conditions de vie devenaient de plus en plus difficiles. Beaucoup de familles ne survivaient que grâce à l'aide alimentaire. La douceur de la vie que j'avais connue dans le milieu des années 1980 n'était plus présente de la même façon. Mais je n'ai pas hésité car c'était une occasion de partager la vie de gens que je connaissais depuis de longues années, que j'avais appris à aimer et qui ne me voyaient plus comme une étrangère mais comme une Palestinienne de Jérusalem. Et cela a été aussi pour moi la possibilité de préparer une thèse de doctorat, ce à quoi ma formation anthropologique me destinait.

Le choix du sujet

J'ai d'abord pensé prendre comme sujet la situation des réfugiés dans la Bande de Gaza. Travaillant pour une organisation humanitaire, je disposais d'une position privilégiée pour mener une recherche sur la manière dont ces familles, des réfugiés le plus souvent, réussissaient à maintenir leur mode de vie en dépit de conditions éprouvantes. Je pouvais de plus bénéficier de la confiance de dizaines de personnes prêtes à se remémorer leurs trajectoires de vies et à revivre leurs souffrances. Mais quatre raisons m'ont fait renoncer à ce projet. La première tenait à ma position : il m'était difficile de trouver ma place à la fois comme chercheur et comme représentant d'une ONG dont l'objectif était d'améliorer l'alimentation des plus démunis en les aidant à créer des élevages de lapins et des jardins potagers. Il m'était certes possible, tout en essayant de convaincre mes interlocuteurs de l'intérêt des pratiques que je leur proposais, d'observer comment ils vivaient et même leur demander de m'accorder un entretien pour qu'ils me fassent part de leur expérience, mais ce mélange des genres était assez éprouvant à pratiquer.

La seconde raison est que je me suis rendue compte en lisant la littérature sur la question que les réfugiés avaient déjà fait l'objet de toute une série de travaux[3] par des chercheurs palestiniens ainsi que par des chercheurs étrangers. Moi-même, j'avais travaillé dans un Centre de recherche qui s'intéressait à l'histoire orale des réfugiés. Par ailleurs,

---

[3] *Cf.* MORRIS, Benny (2001 et 2004), *Righteous Victims: A History of the Zionist-Arab Conflict, 1881-2001*, New York, Knopf, 2001 (1re éd. 1999); *The Birth of the Palestinian Refugee Problem Revisited* Cambridge, UK: Cambridge University Press, 2004 (1re éd. 1988); PAPPE Ilan (2006), *The Ethnic Cleansing of Palestine*, Oxford, Oneworld Publications; MASAHLA Nur (1991), "A critique of Benny Morris ", *Journal of Palestine Studies*, vol. 21, n° 1; PETTET Julie (2005), *Landscape of Hope and Despair: Palestinian Refugee Camps*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press. Il existe aussi des revues comme le *Journal of Palestine Studies* à Washington ainsi que de nombreux blogs et un site *Palestine remembered* sur lequel on trouve des articles sur les familles des villages détruits.

l'UNRWA, l'organisme chargé de la prise en charge des réfugiés, avait financé des nombreux rapports de bonne qualité. Mon apport serait donc moins original que j'aurais pu le souhaiter.

La troisième, la plus dirimante, était que la réalité que recouvrait le terme de réfugiés n'était plus la même. Certes, il y avait toujours des camps de réfugiés et l'UNRWA qui les gérait, mais le temps avait passé. Beaucoup d'anciens réfugiés vivaient en dehors des camps. Certains avaient réussi à retrouver des positions sociales satisfaisantes. Par ailleurs, dans la population pauvre, il y avait aussi des Gaziotes qui, n'ayant plus de travail, se trouvaient souvent dans des situations plus difficiles que les réfugiés qui pouvaient au moins bénéficier des avantages que leur accorde leur statut (scolarisation, hébergement, gratuité de l'eau et de l'électricité).

La dernière raison qui m'a fait abandonner la question des réfugiés est enfin la demande de mes amis Gaziotes. Ils me pressaient d'écrire sur Gaza du point de vue de ses habitants, sur leur capacité à rendre la vie supportable dans un contexte où domine l'incertitude et la précarité. Comme le disait l'un d'entre eux, il faut que tu expliques que *« nous ne sommes pas des terroristes qui détestent les Israéliens et les occidentaux ! Les chrétiens et les musulmans habitent Gaza depuis des générations ils fréquentent les mêmes écoles, et rencontrent les mêmes problèmes avec des nuances différentes. Nous sommes aussi des individus… pas si différents des populations des autres pays du monde. Tu peux même nous trouver en France où nous gardons notre façon d'être… Notre particularité est de vivre dans une grande cage, les frontières gardées par Égypte au sud et par les forces d'Occupation tout autour, le ciel et la mer inclus. Gaza est devenue une prison à ciel ouvert sans solution apparente »*[4] . C'est à eux que je dois le sujet de ma thèse : la vie quotidienne à Gaza sous le blocus israélien.

Par rapport à mon choix précédent, ce sujet avait deux intérêts. Il était beaucoup plus large. Je n'allais pas m'intéresser seulement à une partie de la population de Gaza, mais aux différentes couches sociales que j'étais amenée à rencontrer dans le cadre de mon activité professionnelle et de ma vie personnelle : non seulement les familles les plus démunies, mais aussi les familles plus aisées, les commerçants, les chefs d'entreprises, les propriétaires terriens, les politiques, les fonctionnaires… L'autre intérêt tenait bien évidemment au fait qu'il n'avait pratiquement jamais été étudié dans une perspective vue socio-anthropologique. Mais cela ne signifiait pas qu'il n'ait pas été traité, bien au contraire. La production de reportages, de

[4] Conversation à Gaza 2008.

témoignages sous forme de livres, d'articles ou de blogs[5] sur la vie quotidienne à Gaza dans la période du blocus est assez importante et la plupart constituent des témoignages souvent très émouvants et de grande qualité. Il y a aussi quelques très bons films qui sont un moyen très intéressant de pénétrer dans l'univers des Gaziotes [6].

Mais ce choix présentait aussi des risques. L'un était que je fasse, moi aussi, sous couvert de thèse, un travail de type journalistique qui, pour être intéressant, resterait à la surface des choses et ne correspondrait pas à cette « description dense » que nous avait apprise Geertz. Ayant en tête toujours, comme cible de recherche de comprendre, d'après Linton et Kardiner, que : *« Chaque société,* […], *façonne à sa manière, consciemment ou non, la personnalité des individus par son système éducatif, ses institutions, l'ensemble de ses modèles et de ses normes »*[7]. Il y avait aussi la question de ma posture. En acceptant de répondre à cette demande : *« Explique-leur qui nous sommes. Montre-leur que nous sommes des gens comme les autres »*, n'allais-je pas perdre la distance sans laquelle il n'y a plus de travail scientifique ? Pour avoir lu les travaux de Max Weber, je savais qu'il est illusoire de croire qu'un chercheur puisse être totalement neutre par rapport à son objet, que le choix de celui-ci représente toujours un engagement par rapport à des

---

[5] Pour plus des sources cf. la bibliographie. A titre d'exemple : KHOURY-TADIÉ, Arlette (2002), *Une enfance à Gaza, 1942-1958*, Paris, Maisonneuve & Larose, SACCO, Joe (2009), *Footnotes in Gaza*, London, Jonathan Cape, HASS, Amira (1999), *Drinking the Sea at Gaza : Days and Nights in a Land under Siege*, New York, Metropolitan Books, ROY, Sara (2004), *The Gaza Strip, the political economy of de-development*, Washington, DC, Institute of Palestine Studies (1re éd. 1995), FILIU, Jean-Pierre (2012), *Histoire de Gaza*, Paris, Fayard, FELDMAN, Ilana (2008), *Governing Gaza - Bureaucracy, authority, and the work of rule, 1917-1967*. Durham and London, DUKE University Press, KEMPF Hervé et EQUER Jérôme (2005), *Gaza, La vie en cage*, Paris, Le Seuil, NORWEGIAN REFUGEE COUNCIL (2012), *Customary Dispute Resolution Mechanisms in the Gaza Strip*, (2011), *The Shari'a Courts and Personal Status Laws in the Gaza Strip*, SHLAIM, Avi (1990), " The Rise and Fall of the All-Palestine Government in Gaza", *Journal of Palestine Studies,* vol. 20, n° 1, automne, pp. 37-53. LESCH, Ann M. (1985), " Gaza: Forgotten Corner of Palestine ", *Journal of Palestine Studies,* vol. 15, n° 1, pp. 43-61. Parmis mes blogs favoris, il y a celui de Carol Scheller que j'ai connue à Gaza chez une de mes interviewés http://carol.blog.tdg.ch , les blogs diplomatiques https://blog.mondediplo.net/+-Palestine-Gaza-+, live.aljazeera.com/Event/Gaza_Blog, https://electronicintifada.net/blogs/ Il y en a aussi les sites d'Al Mezan Centre for Human Rights et du PCHR Palestinian Centre for Human Rights qui offrent de très bonnes information sur la situation à Gaza.

[6] Je cite ici seulement trois films qui ont été présentés à l'étranger ; *Le Chanteur de Gaza* qui raconte l'histoire du succès de Mohammed Assaf qui a gagné un prix de la chanson très important dans le monde arabe ; *Le cochon de Gaza* réalisé par des Israéliens avec un protagoniste palestinien. Le film, qui n'a pas été réalisé à Gaza est une comédie tragique qui raconte l'histoire d'un pauvre pêcheur qui pêche un cochon dans ces filets. Son unique souci est de survivre au jour le jour et qui, pour cela, il est prêt a tout, même à négocier avec les soldats israéliens. Le message du film est que l'on peut s'entendre à l'échelle individuelle et que la paix est possible. à l'échelle collective en dépit de tous les différences. Le plus intéressant est certainement *Dégradé* qui a été réalisé par les frères Arab et Tarzan Nasser, deux Gaziotes, et présenté à Paris au Musée de l'homme dans le cadre d'un congrès sur la Bande de Gaza en 2016. C'est un huis clos dans un salon de coiffure où des femmes qui se font coiffer se retrouvent enfermées, car à l'extérieur la police palestinienne affronte des maffieux qui ont volé l'unique lion du zoo de Gaza. Traité de façon à la fois réaliste et humoristique, c'est une métaphore de ce qu'est la vie à Gaza et particulièrement de celle des femmes.

[7] FERRÉOL, Gilles, DEUBEL, Philippe (1993), *Méthodologie des sciences sociales*, Paris, Armand Colin, p. 32.

valeurs. Ce n'était pas par hasard, comme je viens de l'expliquer, que j'avais choisi de travailler sur Gaza et de m'interroger sur la manière dont ses habitants parvenaient à résister aux conditions de vie épouvantables qui leur étaient faites. Mais je savais aussi que je ne ferais un travail réellement scientifique que si j'étais capable de ne pas être seulement « un témoin engagé », que si j'arrivais à montrer aussi objectivement que possible ce qui se passait, et, après avoir soumis mes hypothèses au démenti des faits, à l'expliquer et à le comprendre.

L'entreprise a été difficile.

D'abord, parce que pour savoir ce qui se passait réellement, je ne pouvais me contenter de données de seconde main, même si je disposais de matériaux assez riches. Il fallait que je fasse une solide enquête qualitative reposant à la fois sur des entretiens et des observations, adoptant ainsi la perspective de Jacques Berque, lorsque dans la préface de son livre sur les pays arabes, il dit *« […]. J'ai voulu, en effet, ne me fonder que sur la notation personnelle, ou sur des sources locales. C'est à dire sur le direct et l'éprouvé. Et aussi sur le dialogué, par cela même que la plupart des faits recueillis ou des opinions citées me viennent tout droit de leur contexte de passion, dont il ne faut pas plus les abstraire* […][8] *».*

Je disposais alors d'un réseau assez étendu de personnes avec qui je pouvais m'entretenir en arabe et l'on m'accordait très facilement des entretiens, car, la sociabilité gardant une place très importante pour les Gaziotes, il est normal de prendre du temps pour se rencontrer et se parler. Bien qu'étant obligée pour obtenir les informations dont j'avais besoin de faire des entretiens approfondis et de revoir plusieurs fois mes interlocuteurs, je pensais être en mesure de réaliser ce travail dans le délai habituel d'une thèse. C'est ce qui se serait passé si les attaques des Israéliens en décembre 2008 et en janvier 2009 n'avaient pas rendu la vie très difficile pour tous les Gaziotes et ne m'avaient pas empêché de poursuivre mon activité professionnelle et scientifique. J'ai donc pris un retard considérable mais dont j'ai pu tirer parti. Car, habitant et travaillant à Gaza pratiquement sans interruption de 2005 à 2016, j'ai partagé au plus près la vie de la population que j'étudiais et j'ai eu le temps d'analyser les matériaux que j'avais recueillis et de modifier mes hypothèses de travail.

Ensuite, parce que, venant de reprendre des études de sociologie, j'étais partie initialement sur une mauvaise piste. Je m'étais centrée sur l'expérience individuelle. Or plus

---

[8] BERQUE Jacques (1960), *Les Arabes d'hier à demain*, Paris, Esprit, Seuil, p. 7.

j'avançais dans mon enquête, plus j'observais de l'intérieur la vie à Gaza, plus je m'informais, à travers la lecture de multiples rapports et d'études, des conditions de vie des Gaziotes et de la façon dont ils se comportaient, plus je me rendais compte qu'en m'intéressant exclusivement aux individus, je passais à côté de ce qui fait la spécificité de Gaza : l'existence d'une *société* qui n'est pas à proprement parler une société traditionnelle, car la modernité a bien évidemment pénétré à Gaza comme dans le reste du monde, mais qui n'est pas non plus, comme dans les sociétés dites du Nord, une société de la seconde modernité. Le processus d'individuation, auquel les sociologues contemporains et, en particulier, les sociologues français se sont beaucoup intéressés, n'y est pas aussi manifeste. La famille élargie constitue encore pour la majorité des individus leur cadre naturel de vie. Il en est de même pour le processus de sécularisation. Il n'y a pas de religion à la carte, d'interrogation inquiète sur le sens de la vie. L'incroyance n'est que le fait d'une minorité. C'est toujours l'Islam qui, sous sa forme traditionnelle, apporte à ceux qui en respectent les préceptes et les rituels une vision du monde et un ensemble de règles morales à partir desquelles s'organisent les pratiques de la vie quotidienne. Et, ce que me montrait mes observations sur la vie quotidienne à Gaza ainsi qu'un certain nombre de données quantitatives (le fort taux de natalité, le nombre important de création d'entreprises, de constructions, la faiblesse de la délinquance et de l'émigration), c'est qu'en dépit de conditions très difficiles, cette société continuait encore à fonctionner. J'ai vu alors peu à peu se dessiner la question, à laquelle ma thèse essaye de répondre et qui est son véritable objet : qu'est-ce qui permet à la société gaziote de se maintenir alors même qu'il ne manque d'exemples historiques et contemporains du basculement de sociétés dans le désordre ou dans ce que Durkheim appelle l'anomie.

Présentation du plan

Le plan comprend quatre chapitres. Comme c'est l'usage, le premier chapitre présente les instruments théoriques et méthodologiques en inversant toutefois l'ordre habituel qui est de commencer par la théorie. Il m'a semblé en effet plus logique de partir de la méthodologie, car c'est son utilisation qui m'a fourni les données grâce auxquelles j'ai pu avancer dans mon questionnement. Celle-ci est pour l'essentiel une méthodologie qualitative relevant de la technique de l'entretien compréhensif telle que l'a pratiquée Olivier Schwartz[9] ou encore Jean-

[9] SCHWARTZ, Olivier (2012), *Le monde privé des ouvriers*, Paris, PUF (1re éd. 1990).

Claude Kaufmann, ce dernier ayant même consacré un ouvrage[10] à cette technique dont il rappelle qu'elle est fortement inspirée de l'anthropologie. Viennent ensuite les instruments théoriques et conceptuels qui ont permis de donner forme et sens à mes intuitions et surtout aux matériaux empiriques que j'ai recueillis. Les premiers sont les concepts de société et d'institution, dont les anthropologues ont fait grand usage, mais qui sont actuellement remis en cause par une partie des sociologues et sur lesquels il m'a donc paru donc important de revenir. Mais ils ne m'ont été d'aucune utilité pour répondre à la question de savoir pourquoi la société gaziote se maintenait, pourquoi les institutions résistaient. C'est pourquoi j'ai dû recourir à d'autres instruments théoriques. Le plus approprié semblait être le concept de résilience emprunté à la physique, mais repris par les psychologues pour exprimer la capacité d'un individu à surmonter des traumatismes et à retrouver son équilibre, mais qui s'est révélé plus descriptif qu'explicatif. En revanche, j'ai trouvé dans la sociologie analytique développée par Raymond Boudon un cadre d'analyse, car le postulat, selon lequel, dans toutes les sociétés humaines, les acteurs sociaux sont capables de donner un sens à leurs actes, est en accord avec la démarche anthropologique qui demeure la mienne. Même si l'on ne parlait pas encore en 1955 de sociologie analytique, c'est bien ce cadre qu'utilise Georges Balandier dans sa *Sociologie des Brazzavilles noires*, lorsqu'il montre que les Africains sont des hommes comme les autres, et que, loin d'être voués, comme le voulait l'ethnologie traditionnelle, à la conservation des traditions, ils sont en train d'inventer dans des villes comme Dakar ou Brazzaville une autre manière de vivre. Encore faut-il pour reconstruire ce sens être en mesure de reconstituer le contexte dans lequel vivent les acteurs sociaux et les situations auxquelles ils sont affrontés. C'est pourquoi il m'a semblé opportun de recourir au concept d'*épreuve* que Danilo Martuccelli[11] a introduit en sociologie[12] et à celui de *ressource* qu'a beaucoup utilisé la sociologie des organisations.

Le deuxième chapitre porte sur l'histoire de la Bande de Gaza. Il m'a semblé en effet que l'on ne pouvait pas espérer comprendre les Gaziotes si l'on ne connaissait pas leur histoire, car elle a laissé des traces dans leurs institutions actuelles et, surtout, des éléments de celle-ci, évidemment reconstruits et réinterprétés en fonction des expériences personnelles et

---

[10] KAUFMANN Jean-Claude (2014), *L'Enquête et ses méthodes, L'Entretien compréhensif* (3re éd.), Paris, Armand Colin.

[11] MARTUCCELLI Danilo (2006), Forgé par l'épreuve. L'individu dans la France contemporaine, Paris, Armand Colin.

[12] MARTUCCELLI, Danilo (2005), « Les trois voies de l'individu sociologique », *Théorie,* juin 2005, pp. 1-12.

collectives, sont transmis de génération en génération et constituent un des supports de l'identité gaziote et, partant, une des ressources qu'ils mobilisent pour faire face à l'adversité.

Mais, même s'il paraissait évident qu'il fallait suivre la chronologie, il restait le problème de savoir à partir de quelle époque il fallait reconstituer cette histoire. J'ai choisi de partir du début de la période ottomane, car, bien que des historiens palestiniens aient fait des recherches sur la période grecque et romaine et qu'il existe actuellement à Gaza un département des Antiquités dont le directeur est fort soucieux d'assurer la conservation du patrimoine, les Gaziotes dans leur grande majorité n'y accordent aucun intérêt. C'est une histoire que ne leur parle pas, car elle leur semble être celle de peuples étrangers.

Sur cette base, j'ai donc divisé le chapitre II en deux grandes parties : la première qui va de 1516 à 1948 et la seconde de 1949 à 2000. La raison de cette coupure tient à l'histoire spécifique de la Bande de Gaza qui ne se confond pas avec celle de la Cisjordanie. Avant 1949 la Bande de Gaza n'existe pas en tant que territoire spécifique. Elle est comme les autres territoires palestiniens d'abord sous la domination de l'empire ottoman, puis sous le mandat britannique. À partir de 1949, avec la signature des conventions d'armistice de février 1949, qui met fin à la guerre entre Israël et les autres pays arabes et qui crée l'Etat d'Israël, la situation se modifie radicalement. Le territoire auquel correspond la Bande de Gaza se retrouve sous l'administration égyptienne et son histoire devient différente de celles des autres territoires palestiniens.

À l'intérieur de ces deux grandes parties, j'ai également distingué en suivant toujours la chronologie les périodes qui correspondent à des changements radicaux. Ainsi, dans la première partie, j'ai isolé la période ottomane qui s'étend sur plusieurs siècles de 1516 à 1917 et dont on peut encore trouver des traces dans les constructions, les modes d'administration, le droit et d'une façon plus générale dans la culture, de la période beaucoup plus courte qui correspond au mandat britannique de 1917 à 1948, mais qui a constitué une période cruciale pour le développement urbain de Gaza et l'aménagement du foncier.

Dans la seconde partie, j'ai aussi distingué diverses périodes. La première est celle qui commence en 1949 avec l'administration par l'Egypte de la Bande de Gaza et va s'achever en 1967 lorsque les Israéliens, ayant gagné la guerre arabo-juive vont occuper tous les territoires de la Palestine mandataire. Les Gaziotes en gardent une mémoire (directe ou indirecte) très vive, car son début correspond à l'afflux massif des réfugiés qui conservent le souvenir d'*el watan* (la patrie) d'où ils sont venus. La seconde, qui commence fin juillet 1967 est celle de

l'annexion de la Bande de Gaza. Commence alors pour les Gaziotes le temps de l'occupation qui va bouleverser la vie sociale et économique de la ville de Gaza et le processus que la politologue américaine Sara Roy appelle le dé-développement de la Bande de Gaza. Période qui est aussi marquée par des événements qui affectent plus ou moins directement les Gaziotes : l'accord de paix avec l'Égypte entre Sadate et Begin en 1977 ; la création de l'Université Islamique, la première université de Gaza[13] par des Frères musulmans revenus d'Égypte en 1978; la mise en place du système de colonisation à Gaza par Ariel Sharon avec le développement de colonies surtout agricoles, accompagné d'une exploitation intensive des ressources naturelles, et la création un réseau de routes de séparation qui s'initie avec la création du premier bloc de colonies israéliens à Gaza, le « bloc » de Goush Katif qui date déjà de 1970 ; l'invasion israélienne du Liban et les massacres de Sabra et Chatila en septembre 1982[14] ; la guerre du Golfe en 1990 que résulte en un nouvel exode palestinien hors du Koweït et de l'Irak après la chute du régime de Saddam Hussein ; la croissance de l'influence des Frères musulmans à Gaza avec l'accord tacite d'Israël pendant la première Intifada en 1987 ; Oslo et la création de l'autorité palestinienne en 1983/1984 concomitante à la fin de la politique israélienne des « ponts ouverts » qui aboutit à la construction de la barrière sécuritaire autour de la Bande de Gaza entre 1994 et 1996 ; en 1994 les accords d'Oslo qui permettent la création de l'autorité palestinienne et à Gaza d'être enfin administrée par les Palestiniens, mais lié au manque d'expérience et à une mauvaise utilisation des fonds, le désordre civil s'installe rapidement. Suit une section couvrant la période des accords de Camp David en juillet 2000 au désengagement en août 2005 qui présente la dynamique politique contextualisant la mise en place du blocus, thème que je reprenne dans le troisième chapitre de façon détaillé et allant de 2000 à 2017. La période du blocus total correspond à la période pendant laquelle j'ai fait mon terrain et constitue une expérience que j'ai partagée avec les Gaziotes et j'ai préféré l'inscrire dans le troisième chapitre que j'ai consacré à la société gaziote au XXIe siècle.

Comme je l'ai rappelé précédemment, mes premières observations de terrain et mes premiers entretiens m'ont rapidement convaincu que j'avais à faire à des individus fortement inscrits dans une société, que, si je puis oser cette expression dont abusent les politiques et

---

[13] L'université islamique devient une de meilleur centre d'enseignement universitaire bien que l'éducation reste ségréguée.

[14] Connues comme les massacres du *septembre noir*.

grammaticalement peu correcte, mais qui ici a le mérite de coller à la réalité, que « les Gaziotes faisaient société ». Il m'a donc apparu indispensable de consacrer le troisième chapitre à ce qu'est actuellement. Comment comprendre en effet ce que ressentent les Gaziotes, ce qu'ils vivent en ignorant qu'est leur société. M'inspirant de *Français, comme vous avez changé* d'Henri Mendras[15] ainsi que de *Dans quelle société vivons-nous ?* de François Dubet et de Danilo Martuccelli[16], j'ai donc essayé de caractériser cette société, d'abord sur un plan morphologique en prenant en compte les données démographiques ainsi que les catégories sociales. J'ai aussi essayé d'apporter une analyse des deux institutions majeures que sont d'une part l'institution familiale et la religion, les deux étant étroitement liées. En ce qui concerne l'Islam, qui n'est pas la seule religion représentée à Gaza, puisqu'il y a également une minorité chrétienne, j'ai essayé de l'aborder non pas du point de vue d'un sociologue des religions ce que je ne suis pas, mais d'une anthropologue qui s'intéresse à la façon dont la religion est présente dans la vie quotidienne, la place qu'elle y prend.

Enfin, j'ai aussi inclus dans cette partie sous l'intitulé : *La situation économique de la société gaziote de 2000 à 2017* une analyse des événements économique et sociopolitiques depuis la seconde Intifada jusqu'à 2017 et de leurs conséquences économiques et sociales. Pour la plupart de mes interviewés, après le succès aux élections du Hamas en 2006 et sa prise de pouvoir en 2007, que le blocus a commencé à s'instaurer et que ses effets dramatiques sur la société gaziote s'est fait sentir. A quoi se sont ajoutés les conséquences de trois conflits qui se succèdent dans une période très courte de 2008 à 2009, en novembre 2012, de juillet à septembre 2014, le dernier étant le plus dévastateur s'étant conclu par un cessez le feu qui tient encore et où j'offre une mise à jour de la situation dans le troisième quart de 2017.

Ce n'est donc que dans le quatrième chapitre que j'aborde ce qui constitue le cœur de ma thèse : la résilience des Gaziotes face aux deux épreuves majeures que constituent pour eux l'absence de travail et l'enfermement. Tout l'enjeu étant non seulement d'identifier ces épreuves, la manière dont elles étaient vécues, mais aussi d'arriver à comprendre pourquoi dans la majorité des cas les Gaziotes parviennent à y survivre, pourquoi le désordre ne s'installe pas, pourquoi au moins jusqu'à présent leur société continue à fonctionner. On peut

---

[15] Dans ses œuvres *La fin des paysans : essaie*, Actes sud et *Français, comme vous avez changé* avec Laurence Duboys Fresnay, Tallandier.

[16] DUBET François & MARTUCCELLI Danilo (1998), *Dans quelle société vivons-nous?* Paris, Le Seuil.

certes comme le fait Julie Peteet[17] analysant le comportement des réfugiés du Liban se réfèrer à un dynamisme intérieur, à *l'agency*, mais il m'a semblé que celui-ci ne pouvait se maintenir que s'il trouvait ces supports que sont des institutions comme la famille, la religion ou encore une histoire partagée. Il se produit alors un cercle que l'on peut appeler vertueux. Les individus résistent parce qu'ils ont à leur disposition des institutions fortes, mais ces institutions qui n'existent qu'à travers les individus se trouvent du même coup renforcés en tant qu'elles n'apparaissent pas comme des contraintes s'opposant aux aspirations des individus, mais des protections

Reste la question à laquelle mon travail ne peut répondre. Ce cercle vertueux que je crois avoir constaté se maintiendra-t-il avec le renouvellement générationnel, l'expérience d'individus qui n'ont vécu que dans un univers marqué par la destruction ?

---

[17] PETEET, Julie (2005), *Landscape of Hope and Despair: Palestinian Refugee Camps*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press.

CHAPITRE I : MÉTHODOLOGIE ET PROBLÉMATIQUE

Il est habituel de présenter d'abord la problématique et ensuite la méthodologie, la seconde dérivant de la première. Après avoir élaboré des hypothèses, on choisit les méthodes qui vont permettre de les vérifier. Le seul inconvénient de cette démarche qui convient parfaitement aux réponses aux appels d'offre et à la réalisation des études que nous avons réalisées dans le cadre de notre travail dans l'association SHAML, c'est qu'elle suppose d'une certaine façon que l'on sait ce que l'on va trouver. Or si l'on sort des études pour se placer dans celui d'une recherche, la situation est toute différente. Il est illusoire de croire que l'on va disposer d'emblée d'un cadre théorique et que celui-ci servira jusqu'à la fin du travail. Inévitablement les hypothèses de départ qui vont se modifier, se déplacer en fonction des matériaux empiriques que l'on va recueillir et de l'analyse que l'on va en faire. Et c'est cette évolution qui va relancer la recherche empirique, qui va nous obliger à nous poser de nouvelles questions et à découvrir des pans de la réalité que l'on avait négligés.

Il est très difficile, sauf en tenant un journal de la recherche et en restituant le contenu fidèlement, ce qui serait fort fastidieux, de rendre compte fidèlement de ce va et vient entre la théorie et l'empirie. A défaut, même si ce n'est pas totalement satisfaisant, nous avons choisi ici de commencer par exposer notre méthodologie, car c'est bien à partir des premières données que nous avons recueillies à travers des entretiens et des observations que nous sommes passés, comme nous l'avons expliqué dans l'introduction, d'un sujet de recherche qui nous avait été fourni par les Gaziotes eux-mêmes à un objet de recherche, c'est-à-dire à un questionnement original.

1. La méthodologie

1.1. Le choix d'une méthodologie qualitative

Pour tenter de répondre à la demande qui nous était faire de montrer comment les Gaziotes continuent à vivre sous le blocus que leur imposent les Israéliens, il fallait arriver à connaître ce qu'était leur vie quotidienne, les difficultés qu'ils rencontraient, les sentiments qu'ils éprouvaient, la manière dont ils analysaient la situation. Il fallait d'une certaine façon rentrer dans leur intimité. A l'évidence, le choix d'une méthodologie quantitative passant par l'administration d'un questionnaire standardisé était totalement inadapté. Il ne nous aurait permis que de recueillir des données factuelles que l'on pouvait d'ailleurs retrouver dans d'autres études qui ont était faites sur la Bande de Gaza. La méthodologie qualitative que nous avions déjà mise en œuvre lors de nos études d'anthropologie s'est donc imposée comme une

évidence. Ce n'est qu'à travers des entretiens approfondis et des observations répétées que nous pouvions espérer atteindre notre objectif, saisir ce qui se passait réellement. Ce qui n'excluait pas par ailleurs, et c'est important de la souligner, que nous ne puissions utiliser d'autres sources. Pour construire notre objet, nous avons été en effet amenés à de nombreuses reprises à exploiter des données qui ne venaient pas de notre enquête qualitative : données statistiques, travaux d'historiens, archives.

1.2. Une « population » aussi diversifiée que possible

La détermination de la population sur laquelle on va travailler est une des premières difficultés que pose l'usage d'une méthodologie qualitative. Dans le cadre des méthodes quantitatives, il existe en effet des règles très précises qui permettent la construction d'un échantillon représentatif de la population que l'on veut étudier et qu'appliquent, par exemple, avec succès, les instituts de sondages. Il n'en va nullement de même dans le cadre d'une méthode qualitative où la population sur laquelle on travaille ne peut être qualifiée d'échantillon que par une analogie discutable avec le quantitatif. Cela ne signifie pas pour autant que l'on puisse faire n'importe quoi. Les critères par lesquelles on sélectionne la population doivent répondre aux objectifs de l'enquête et impliquer au moins la recherche de la diversité grâce à laquelle on saura si ce que l'on aura constaté correspond à une expérience collective ou au contraire une expérience singulière.

Au regard de notre sujet : montrer comment les habitants de la bande de Gaza résistaient par rapport au Blocus, une première question se posait. Fallait-il prendre des habitants dans toute la Bande de Gaza (des ruraux et des urbains) ou seulement dans la ville de Gaza ? Il était évidemment beaucoup plus simple de réaliser des entretiens dans l'endroit où l'on vit et où l'on a la plus grande partie de son activité professionnelle, en l'occurrence la ville de Gaza. Mais, outre l'argument non négligeable dans un contexte où les déplacements sont difficiles, il y avait aussi celui qui tenait au fait que la croissance démographique de la bande Gaza avait effacé progressivement l'opposition ville/campagne en fabriquant ce qu'on appelle aujourd'hui du péri-urbain (rappelons cependant que la densité de la Bande de Gaza est de 4000 habitants au klm2. Mais nous avons réalisé cependant, quand nous en avons eu l'occasion des entretiens, dans d'autres villes de la Bande de Gaza, Khan Younes, Rafah et Deir el Balah et des camps de réfugiés comme el Bureij et al Nuseirat.

En revanche, même si nous n'avions aucunement l'objectif, comme cela a été dit précédemment de chercher la représentativité, puisqu'il s'agissait des conditions de vie et

l'expérience quotidienne, nous avons tenu compte pour constituer cette population d'un certain nombre de critères. D'abord la position professionnelle. Nous avons essayé d'avoir de ce point de vue la représentation la plus large possible : du chauffeur de taxi au professeur d'université en passant par les commerçants, les artisans, les journalistes, les ouvriers, les chefs d'entreprise, les médecins, les chômeurs pris en charge par les ONG, les personnels de service, les retraités, les femmes au foyers… employé par l'autorité locale ou travaillant dans le privé, journalistes, médecins, propriétaires, entrepreneurs, femmes au foyer, coiffeurs, chômeurs bénéficiaires des ONG, personnels chargé du ménage….

Ensuite la position sociale. On objectera qu'elle est liée à la position professionnelle. Ce n'est qu'en partie vrai. La société gaziote est une société hiérarchisée dans laquelle les positions de chaque famille gardent une grande importance. Nous avons donc été attentifs à avoir à la fois des représentants de familles de notables, de clans connus et des représentants de familles « ordinaires », des représentants des bédouins qui jusqu'à aujourd'hui constituent celui des groupes à part, n'ayant pas les mêmes traditions que les autres ainsi que des réfugiés, même si, comme nous l'avons déjà souligné, la distinction entre réfugiés et non réfugiés tend à s'affaiblir.

Enfin le genre et l'âge. Dans un univers social et familial où les définitions des rôles des hommes et des femmes restent très différentes, il était indispensable de pouvoir recueillir aussi bien le point de vue des hommes que celui des femmes et nous avons donc choisi de prendre autant d'hommes que de femmes. Quant à l'âge, il nous a permis, en prenant des individus entre 22 et 65 ans, voire même plus âgés, d'accéder à des expériences et à des représentations très différentes, puisque nous avons dans notre population aussi bien des Gaziotes, qui ont vécu en 1967 le début de l'occupation israélienne et dont les parents (qui sont parfois encore en vie) ont vécu ou assisté à la *nakba*, que de jeunes Gaziotes qui n'ont pratiquement connu que la situation de blocus.

Nous avons sur cette base réalisée 120 entretiens[18] que l'on peut classer en trois catégories. Une vingtaine d'entretiens exploratoires ont été faits avant l'inscription en thèse. Il s'agissait alors de rentrer dans l'univers gaziote et ce sont moins des entretiens que des récits de vie dont le grand intérêt est qu'ils permettent de voir la force de l'histoire partagée, du récit collectif, qu'il s'agisse de la *nakba*, de la guerre de 1967, de la visite de Sadat à Jérusalem en

[18] *Cf.* en annexe les caractéristiques des Gaziotes avec lesquels nous avons eu des entretiens.

1973, des deux Intifadas, et, même, lorsque nous avons revus une partie de ces personnes un peu plus tard, pour des événements plus récents comme la prise du pouvoir par Hamas en juin 2007, les attaques sur Gaza par les Israéliens en décembre 2008/2009, les deux dernières conflits armés de 2012 et celui de juillet-août 2014[19]. Une quarantaine d'entretiens courts ont été ensuite réalisées avec d'autres personnes avec comme objectif d'avoir plus de précisions sur ce qui semblaient être des moments historiques marquants. Mais le cœur de notre enquête a été la réalisation d'une soixantaine d'entretiens approfondis qui ont nécessité plusieurs rencontres (entre 4 et 6) échelonnée sur une période assez longue qui a dépendu de la disponibilité des personnes et de leur facilité qu'ils ont eu ou non à nous raconter leur histoire personnelle.

Les entretiens ont été réalisés entre 2007 et 2016 et nous avons repris contact par Skype avec une partie de nos interlocuteurs en 2017 pour savoir comment ils avaient vécus les derniers événements. Au regard de notre objet de recherche, ce nombre d'entretiens, bien que considérable pour un seul chercheur (aucun des entretiens n'a été sous-traité), peut paraître relativement limité, car nous n'avons été en contact été en contact qu'avec à peine plus d'une centaine de personnes alors que la ville de Gaza compte environ 900 000 habitants et la Bande Gaza plus de 3 millions. Mais faut-il le rappeler ? Nous ne nous situons pas dans le cadre d'une enquête quantitative. Par ailleurs, il est un autre élément dont il est important de devenir compte. Il n'existe pratiquement pas de Gaziotes isolés, coupés de tout lien social, qui seraient dans le vocabulaire de Robert Castel, des individus « désaffiliés ». On pourrait dire au contraire qu'ils sont « suraffiliés ». Non seulement nos interlocuteurs appartiennent à des fratries nombreuses (entre quatre et septe enfants), mais aussi à une famille élargie qui comprend plusieurs générations le plus souvent réunie sous un même toit, famille elle-même alliée du fait des mariages et de la consanguinité à d'autres familles du même type, à quoi s'ajoutent les relations amicales liées au voisinage qui dans un monde où l'on ne peut se déplacer, prend encore plus d'importance et à la vie professionnelle. De ce fait, l'entretien individuel ne donne pas seulement accès à l'expérience d'un individu, mais aussi à celle du « collectif » auquel il appartient et qui souvent s'est manifesté lorsque les entretiens avaient lieu à domicile. Sans exagération, on peut ainsi considérer que nous avons établi des contacts indirects avec près de 600 personnes auxquelles il faut ajouter toutes celles avec qui nous avons travaillé (notre

[19] A noter, mais nous y reviendrons, que les Accords d'Oslo, même s'ils sont connus de nos interlocuteurs, ne s'inscrivent pas dans ce récit collectif et consensuel.

activité professionnelle dans l'humanitaire ayant une forte dimension relationnelle) et celles avec qui j'ai des relations amicales et familiales. On arrive donc facilement à un total de plus d'un millier de personnes, chiffre qui cette fois-ci pourrait paraître trop important, mais qui s'explique à la fois par ce qui précède et par la durée de notre séjour à Gaza (plus d'une dizaine d'années de présence continue).

1.3. Une démarche compréhensive

Tous nos entretiens s'inscrivent dans le cadre d'une démarche compréhensive dont nous avons trouvé le modèle essentiellement dans deux ouvrages qui nous ont servi de guide : celui d'Olivier Schwartz sur *Le Monde privé des ouvriers* et Jean-Claude Kaufmann *L'Entretien compréhensif*.

Bien que l'un soit la présentation des résultats d'une enquête et l'autre un ouvrage de méthodologie à destination des étudiants et qu'ils appartiennent de ce fait à des genres différents, ils ont ceci en commun qu'ils comportent l'un et l'autre une réflexion méthodologique fondée sur une pratique effective d'enquête qualitative et qu'ils s'inscrivent dans une démarche qui est celle de la sociologie compréhensive. L'objectif n'étant pas seulement de savoir ce que font les acteurs sociaux, mais d'accéder à la signification qu'ils donnent à leurs actes, à leurs représentations, à leur vision du monde, car sans cette compréhension, l'explication reste lettre morte et ne se réduit qu'à des corrélations que l'on transforme trop souvent en des relations causales dont on ne vérifie pas la validité. Comme l'a souligné Clifford Geertz, auquel Jean-Claude Kaufmann se réfère également, il faut entrer dans l'univers de l'autre, voir les choses de son point de vue, se saisir des catégories mentales qu'il utilise, admettre comme le dit Jean-Claude Kaufmann [20] que « *l'homme ordinaire est porteur d'une culture inconnue, presque qu'aussi étrange, presque autant à découvrir que celle des Bororos* ».

1.4 Une enquête dans des conditions particulières

Il s'en suit qu'un entretien qui s'inscrit dans cette démarche ne peut être mené de la même manière qu'un entretien réalisé pour une étude quantitative. Comme le souligne Jean-Claude Kaufmann aussi bien qu'Olivier Schwartz, la première condition est l'établissement d'une relation de confiance avec l'enquêté. Dans notre cas, la confiance a été assez facile à

---

[20] Kaufmann Jean-Claude, *op. cit.*, p. 87.

établir, mais il est intéressant d'en comprendre les raisons, car elles permettent d'entrer dans le dispositif d'enquête.

1.4. La sociabilité gaziote

Ce qui nous a facilité la tâche est d'abord la sociabilité qui règne dans la société gaziote. Prendre le temps de se rendre visite, consacrer du temps à se parler, prendre des nouvelles des uns et des autres est une activité « normale », mieux que l'on doit pratiquer. Celui qui se coupe des autres, se replie sur lui-même, se met en marge de la société, commet presque une faute. L'idée que l'on a du mérite à rester sur son quant à soi est tout à fait étrangère à cet univers social. Bien évidemment, les sujets que nous abordions lors des entretiens n'étaient pas les mêmes que ceux de la conversation ordinaire, mais l'existence de cette sociabilité a grandement facilité l'enquête. Notre activité d'enquêteur n'a pas été identifiée comme une activité surprenante. Elle s'est insérée facilement dans les pratiques ordinaires de sociabilité comme en témoigne le fait que très souvent la réponse à la demande d'entretien s'est accompagnée d'une invitation à venir au domicile de l'interviewé. Certains entretiens ont eu lieu toutefois dans un des cafés. Cela nous a également permis sans difficulté de demander un ou plusieurs entretiens complémentaires et même dans la dernière phase de l'enquête à un moment où nous ne pouvions plus revenir sur le terrain de faire des mises à jour par téléphone.

1.6. L'usage de la langue de l'enquêté

C'est un point qui est central, car beaucoup d'études réalisées en Palestine se font en utilisant l'anglais ou avec l'assistance d'un traducteur. Un anthropologue qui ne connait pas ou de façon très imparfaite la langue du groupe qu'il étudie est inévitablement dépendant d'un informateur privilégié qui s'interpose entre lui et ceux qu'il interroge et lui transmet des informations plus ou moins fidèles et même parfois déformées dans le sens qui lui convient. Même si le recours à un traducteur ne pose pas exactement le même problème, il n'en reste pas moins qu'il supprime toute spontanéité, introduit une dimension beaucoup plus formelle.

Mais, en ce qui concerne l'arabe, la difficulté ne se limite pas à cela. Avec l'anglais (qui est presque toujours la langue de traduction), ce sont d'abord – et c'est essentiel- des éléments culturels qui disparaissent. On ne commence pas une conversation en anglais ou en français comme on la commence en arabe. L'usage de la langue implique un rituel de prise de contact passant par des salutations respectives, qui n'est pas traduisible, mais qui s'il n'est pas respecté, ne permet pas justement l'établissement de la confiance indispensable au bon déroulement de

l'entretien. Il est d'ailleurs surprenant de voir parfois des chercheurs qui ont une connaissance scolaire de l'arabe, commencer une conversation en arabe comme ils la commenceraient s'ils s'exprimaient en anglais. Et il en va de même dans le cours de l'entretien. L'empathie que le chercheur manifeste par rapport aux souffrances dont on lui fait part, ne sera perçue que si elle s'exprime à travers les formules convenables, mais aussi à travers une gestualité appropriée. Par ailleurs, se pose aussi la question du vocabulaire. L'arabe étant une langue extrêmement riche de ce point de vue, toute traduction entraîne nécessairement un appauvrissement, voire une dénaturation du sens. Certains ont probablement, à juste titre, considérer que l'échec des négociations entre Palestiniens et Israéliens était pour une part imputable à ce que la langue de négociation était l'anglais, que les Israéliens maîtrisaient souvent beaucoup mieux que les Palestiniens, mais qui surtout ne permettait pas aux Palestiniens d'exprimer effectivement leur pensée. A titre d'exemple, le mot anglais pour territoire correspond à plus d'une dizaine de termes en arabe.

1.7. L'interconnaissance gaziote

Un des problèmes que rencontre l'enquêteur est de se présenter, d'expliquer en des termes compréhensibles par ceux auxquels il s'adresse qui il est et ce qu'il fait. Dans le cas de notre enquête, ce problème ne s'est guère posé. La majorité des personnes avec qui nous avons réalisé des entretiens, même s'ils ne nous connaissaient pas personnellement, n'avaient aucune peine à nous situer sur le plan social et professionnel. Il ne nous restait qu'à expliquer l'objet de nos entretiens qui s'inscrivaient très logiquement dans le prolongement d'une activité professionnelle dans l'humanitaire. Il en allait d'ailleurs de même pour nous. Nous n'avons pratiquement jamais rencontré des personnes que nous n'étions pas capables de situer socialement, qui n'étaient pas liées d'une manière ou d'une autre à des familles que nous connaissions. Cette interconnaissance, qui fait de Gaza "*a small world*", un entre soi comme on en trouve dans certaines petites villes ou dans certains milieux, est donc, à condition que l'on soit accepté et que l'on n'ait pas une image négative, indéniablement un élément facilitateur.

1.8. L'identité composite de l'enquêteur

Il faut aussi faire une place à nos caractéristiques en tant qu'enquêteur. Comme nous venons de l'expliquer, notre activité d'enquête n'était pas en rupture à notre activité professionnelle, et nos interlocuteurs n'avaient aucun mal à nous identifier. Mais nous disposions aussi de des atouts supplémentaires. Le premier est d'être du fait de notre position

personnelle à la fois dedans et dehors, à la fois étrangère et indigène. Palestinienne par le mariage, mais costaricaine par la naissance et de culture anglaise et française, femme de notable, mais aussi salariée d'une ONG, cette identité composite que l'on me reconnaissait nous a donné un accès facile aux plus pauvres comme aux plus riches, mais a aussi constitué pour ceux-ci un garantissait à nos interlocuteurs que nous étions capables de comprendre ce qu'ils vivaient, leur univers mental, mais que nous pouvions entre ce qu'ils n'auraient pas nécessairement voulu confier à l'un des leurs.

Le second atout est – et il ne faut pas le sous-estimer – tient au fait d'être une femme. Dans une société musulmane qui reste assez traditionnelle et qui, même du fait de la prise du pouvoir par un pari islamique, a vu, même si elle est moins répressive celles qui existent dans d'autres pays musulmans comme l'Iran ou l'Arabie saoudite, « une police des mœurs » s'instituer, il aurait été beaucoup plus difficile à un enquêteur homme d'avoir des entretiens avec des femmes et, de toute façon, elles lui auraient probablement confiés beaucoup moins de choses. En revanche, le fait d'être une femme n'a posé aucun problème dans les entretiens avec les hommes. Une femme à partir du moment où elle est vue comme « respectable » faisant au contraire l'objet d'une attention particulièrement courtoise. Et, enfin, il faut le dire, l'âge a été aussi un atout, cat il conduisait nos interlocuteurs plus âgés à considérer que nous avions une expérience de la vie qui nous permettrait de comprendre plus facilement ce qu'il voulait nous communiquer.

Enfin un troisième tout aussi décisif a été notre propre histoire. Habitant Gaza, partageant les conditions de vie de la population pendant le blocus, nous étions devenus des Gaziotes d'adoption, nous avions une expérience directe de ce qu'ils nous racontaient. Toutefois, ces caractéristiques personnelles jointes à celles spécifiques à la société gaziote (importance de la sociabilité et de l'interconnaissance), qui nous ont permis d'établir facilement une relation de confiance avec les enquêtés, nous ont aussi posé des problèmes. La relation de confiance avec nos interlocuteurs était telle que, comme nous l'avons rappelé dans l'introduction, ils étaient souvent très tentés de voir en nous un témoin privilégié et de nous demander d'être leur porte-parole, ce qui nous aurait fait perdre toute distance critique et de surcroît pouvait les conduire à nous tenir un discours fabriqué pour les besoins de la cause. Notre recherche aurait alors perdu toute rigueur scientifique et se serait apparentée à ces très nombreux reportages, dont certains au demeurant sont fort bien faits et très suggestifs, qui ont été réalisés sur les conditions de vie à Gaza.

1.9. La conduite des entretiens

C'est par la conduite des entretiens que nous avons essayé de surmonter ces obstacles. Et, suivant les conseils de Jean-Claude Kaufmann[21] : *« s'approcher du style de la conversation sans se laisser aller à une vraie conversation »*, nous avons été très attentifs, une fois la relation établie, à la manière dont nous menions l'entretien. Bien entendu, il ne s'agissait nullement de soumettre l'enquêté à un questionnaire qui aurait introduit une hiérarchie dans la relation avec d'un côté l'enquêteur, celui qui questionne, et de l'autre, l'enquêté, celui qui répond. Moins familiers avec les sondages d'opinion qu'une population occidentale, ils auraient été déconcertés par cette pratique et y auraient probablement vu un comportement intrusif. Nous n'avons donc pas abordé les entretiens avec une liste de questions précises, mais en ayant rédigé un guide d'entretien thématique que nous avons pu mémoriser très facilement et auquel nous n'avions pas besoin de me reporter en cours d'entretien. Nous posions à nos interlocuteurs des questions très ouvertes autour de leur histoire, de leur vie en nous autorisant à sortir du sujet, à bavarder autour de notre sujet, à laisser l'enquêté aborder des sujets qui ne rentraient pas dans le cadre de l'enquête, mais en restant toujours attentive à ce qui était dit afin de pouvoir le moment venu revenir sur les points qui nous intéressaient. Une relation amicale, voire même chaleureuse s'est fréquemment établie permettant la prolongation de l'entretien au-delà de ce que nous avions prévu. Car dans une société où la réflexivité est peu pratiquée, l'entretien, le fait d'être écouté, d'être au contre de l'attention constituait une expérience nouvelle, importante, agréable.

Nous avons également à plusieurs reprises sur une thématique très précise utilisé, comme nous le faisions également dans notre activité professionnelle, la technique de l'entretien collectif (en l'occurrence le plus souvent avec des femmes) qui avait le grand intérêt sur un sujet particulier de croiser les informations et les interprétations. Je l'ai utilisé en particulier pour savoir à partir de quel moment : en 2000 au début de la seconde Intifada ou en 2006 quand le blocus devient presque total, nous devions commencer l'analyse des conditions de vie des Gaziotes.

Outre la manière de conduire les entretiens, la possibilité, que nous avons eu de revoir nos interlocuteurs à plusieurs reprises, a joué un rôle très important. Il nous a été possible ainsi de « réparer » les ratés des premiers entretiens, de revenir sur des points que nous n'avions pas

---

[21] KAUFMANN Jean-Claude (2006), *L'Entretien compréhensive* (2e éd. 2007), Paris, Armand Colin, p. 48.

compris, de croiser les informations et les interprétations que nous apportaient analyses des entretiens avant de reprendre des contacts d'autant plus intéressants qu'il est arrivé, compte tenu du temps que nous avons passé sur le terrain, que cela soit six mois, voire un an ou deux ans plus tard, et que cela nous permettait de voir comment la situation avait évolué. En revanche, nous avons rencontré un problème que nous n'avions pas envisagé qui a été de faire accepter à nos enquêtés qu'ils nous revoient à plusieurs reprises. Cet engagement sur la durée n'avait pas de sens pour eux, car ils avaient l'impression d'avoir dit ce qu'ils avaient à dire. Lorsqu'ils ont accepté de nous revoir, c'est que des liens d'amitié s'étaient développés et que nos entretiens entraient dans les pratiques ordinaires de sociabilité.

Ce qui nous a grandement facilité la tâche a été la possibilité d'enregistrer les entretiens. Quand cela n'a pas été possible pour des raisons diverses tenant soit à des conditions matérielles (entretien téléphonique par Skype, trop de bruit dans l'endroit (un café) où se déroulait l'entretien, présence de tiers), nous avons essayé de prendre quelques notes et surtout de reconstituer l'entretien de mémoire par écrit, le plus rapidement possible après l'avoir réalisé. En revanche, à quelques rares exemples près, nos interlocuteurs ont accepté sans difficulté d'être enregistré, après que nous ayons bien entendu pris l'engagement que leurs propos seraient rendus anonymes, ce qui n'était d'ailleurs pas, sauf lorsqu'il s'agissait d'éléments de la vie privée (comme la relation à l'intérieur d'un couple ou avec la famille) la préoccupation majeure des enquêtés, beaucoup voyant au contraire dans l'entretien une possibilité de publiciser ce qu'ils vivaient et ce qu'ils pensaient. Nous avions ainsi la possibilité de réécouter l'entretien, d'analyser non seulement si ce qui avait été dit, mais la manière dont nous étions comportés et les éventuelles erreurs que nous avions commises dans la conduite dans l'entretien. Et, en particulier, d'identifier une de nos difficultés récurrentes qui a été de trouver la bonne posture quant à notre engagement. Une trop grande neutralité aurait été en contradiction avec l'empathie sans laquelle la relation de confiance n'aurait pu s'installer et avec l'image que les enquêtés avaient de nous. Il fallait donc que nous arrivions à donner notre avis, à exprimer nos émotions et nos sentiments sans pour autant influencer notre interlocuteur, le conduire à modifier ses positions pour répondre à notre attente.

1.10. L'analyse des entretiens

C'est évidemment un point central, car rien ne sert d'avoir recueilli de bons matériaux si l'on n'est pas capable de les analyser correctement. Bien plus c'est l'analyse des entretiens faite au fur et à mesure qui a permis de faire évoluer la problématique. Nous avons fait le choix de

ne pas retranscrire les entretiens dans leur totalité comme se fait souvent, d'abord parce qu'ils étaient souvent fort longs, ensuite parce qu'il y avait un problème quasi-insoluble. Nous faisions, comme nous venons de le dire, nos entretiens en arable et nous écrivions notre thèse en français. Fallait-il les retranscrire en les traduisant ou faire l'effort d'avoir un texte en arabe qu'il aurait fallu ensuite traduire ?

Nous nous sommes contentés, suivant encore ici les conseils de Jean-Claude Kaufmann, de faire à propos de chaque enquêté une fiche dans laquelle nous pouvions retrouver ses caractéristiques, les conditions (le lieu et le moment en ne mentionnant pas seulement pas la date et l'heure, mais aussi le contexte historique (ce qui se passait à Gaza dans cette période) dans lesquelles les entretiens avaient été réalisés, les observations que nous avions pu faire sur les réactions de l'enquêté (comme par exemple l'intensité d'une émotion) et que nous ne retrouverions pas nécessairement en écoutant l'enregistrement, les thèmes abordés et les propos qui nous avaient semblé les plus significatifs. Ces fiches se sont d'ailleurs modifiées au cours de la recherche, car, même si nous n'avions fait un nouvel entretien avec les enquêtées, nous avons été souvent conduits à réécouter des entretiens antérieurs pour vérifier les nouvelles hypothèses que le développement de l'enquête nous a conduits à formuler.

2. La problématique

Comme nous l'avons dit précédemment, c'est dans un va et vient entre l'empirie et la théorie que la problématique se construit. Ce sont les données de l'enquête qui obligent à modifier les hypothèses que l'on avait pu faire au départ, mais c'est aussi le remaniement des cadres théoriques qui relance la recherche empirique en conduisant à se poser des questions que l'on ne se posait pas, à voir une réalité que l'on ne voyait pas. Mais une chose est de croire à l'existence de ce qu'Anselm Strauss appelle la *Grounded theory*, autre chose de le mettre en pratique. En abordant le terrain, dans notre volonté de faire un travail scientifique et nous voulions avoir d'emblée une hypothèse de travail et nous avons cru la trouver dans l'idée d'individuation. A la manière de Danilo Martuccelli dont nous avions lu les ouvrages, nous voulions nous demander s'il existait dans les sociétés du Sud comme dans les sociétés du Nord des individus remettant en cause les statuts, les normes, les valeurs, en proie à des contradictions diverses, s'interrogeant sur leur identité, cherchant à inventer d'autres manières de vivre et de penser. Une question dont le grand mérite à nos yeux était de nous permettre de prendre distance à l'égard de la demande qui nous était faite d'être seulement un témoin et de nous inscrire dans un courant de pensée sociologique contemporain.

Mais, que le questionnement porte sur le processus d'individuation ou sur la manière dont les Gaziotes arrivaient à survivre, il fallait passer par une méthodologie qualitative et, dès l'analyse des premiers entretiens, nous nous sommes rendus compte, que, s'il existait probablement des manifestations du processus d'individuation – la société gaziote n'échappe pas radicalement aux effets de la seconde modernité - il aurait fallu pour les saisir prendre un sujet très différent de celui que nous avions choisi, plus limité, qu'il y avait donc une contradiction entre cette hypothèse et l'enquête que nous menions sur ce qu'avaient vécu et étaient en train de vivre les Gaziotes. Lors de la vingtaine d'entretiens préparatoires où nous avions recueilli des récits de vie, ce que nous constations, c'est à quel point l'histoire personnelle et l'histoire collective était imbriquée, la force de ce que les historiens appellent aujourd'hui lorsqu'il s'agit d'une nation, ce que n'est pas la Bande de Gaza « un roman national », c'est-à-dire de la construction d'un récit historique auquel tout le monde adhère. Il y avait une forte inadéquation entre les matériaux recueillis et notre hypothèse, rien n'allait dans le sens de ce que nous attendions.

2.1. L'existence d'une société

Et progressivement, nous avons commencé à penser en d'autres termes, à nous référer à un concept que nous avions beaucoup utilisé en faisant de l'anthropologie, mais que nous voulant sociologues, nous hésitions à employer, celui de *société,* car, beaucoup de sociologues contemporains, comme François Dubet et Danilo Martuccelli[22], y voient un héritage périmé de la sociologie durkheimienne dont il faudrait se débarrasser. Une des idées fortes de la sociologie contemporaine est en effet que la société au sens durkheimien est en train de se défaire, que, si l'on parle aujourd'hui de société, il faudrait lui ajouter, comme le fait Danilo Martuccelli, le qualificatif de *« singulariste »*[23] et admettre qu'il n'y a plus d'unité entre l'acteur et le système, l'objectivité et la subjectivité. Notre hypothèse est que cette lecture ne s'applique pas à ce que nous avons pu voir de ce qui se passe à Gaza, que nous trouvons bien devant des individus dont la vie est réglée par des institutions, qui partagent les mêmes croyances, respectent un ensemble de règles de comportement, ont une culture commune, se réfèrent à une même histoire. Parler de « société » nous a permis pour mieux comprendre ce que nous disaient nos enquêtés de nous interroger sur ce que nous ne connaissions que de manière

---

[22] Op. cit.

[23] Martuccelli Danilo (2010), *La société singulariste*, Paris, Armand Colin.

intuitive et souvent approximative : le fonctionnement de la famille, les rapports hommes/ femmes, les rapports entre les groupes d'âge, les hiérarchies sociales, les structures administratives et politiques, les modes d'éducation, le système de croyances, les formes de sociabilité, les croyances religieuses … et de découvrir au passage qui, si les sociétés arabes anciennes ont été étudiées par les historiens et les sociétés arabes contemporaines par les politologues, on ne trouve pratiquement pas de travaux sociologiques sur ces dernières qui ne sont ni des sociétés traditionnelles, ni des sociétés modernes au sens des sociétés occidentales actuelles, mais un entre-deux au demeurant assez fréquent dans le monde contemporain, mais que les chercheurs n'ont guère cherché jusqu'à présent à analyser.

Mais nous avons pris garde en l'utilisant de ne pas considérer que la société et les institutions constituaient des données intangibles qui s'imposeraient aux individus, qui iraient de soi et échapperaient au temps et à la possibilité du changement. Nous situant dans le cadre d'une sociologie analytique, nous avons considéré la société comme étant aussi le produit conjuguée des actions individuelles lesquelles peuvent être affectées par les transformations du contexte, ce qui explique que les sociétés changent, se renouvellent, qu'elles peuvent même se décomposer, se défaire, basculer dans le désordre.

2.2. Le maintien de la société : une énigme sociologique

Du coup, l'usage du concept de société nous a conduit à nous poser la question autour de laquelle s'est structurée notre problématique. Comment comprendre et expliquer qu'en dépit d'une dégradation continue et de plus en plus épouvantable des conditions de vie, la société se maintiennent, que le désordre ne s'installe pas, comme nous avons pu le vérifier à travers des indicateurs comme la faible délinquance, l'absence d'une émigration massive, le maintien des solidarités familiales… et bien plus que se manifeste fortement, au moins jusqu'à ces deux dernières années, à travers le maintien d'un taux élevé de natalité, le développement de l'immobilier et des entreprises ? Question que les études et les recherches en sciences sociales qui portent sur des points particuliers : la dimension économique, la question politique, la situation de blocus, les problèmes urbains, la condition des femmes, des réfugiés… ne se posent pas, mais à laquelle il n'y a pas de réponse évidente. On peut donc la traiter comme une énigme au sens où l'entend Raymond Boudon, c'est-à-dire, comme un phénomène social opaque, qui ne se laisse pas décrypter facilement. Pour ce dernier qui prend entre autres l'exemple des travaux de Tocqueville, la sociologie n'est véritablement une discipline scientifique que si elle parvient à résoudre des énigmes du type celles que se posait

Alexis de Tocqueville dans son ouvrage sur *L'ancien régime et la révolution* lorsqu'il compare l'Angleterre et la France et se demande par exemple pourquoi l'agriculture anglaise a connu à la fin du XVIIIe un développement beaucoup plus important que celui de l'agriculture française, pourquoi a-t-elle fait l'économie d'une révolution ? Nous avons donc choisi à travers nos observations, nos lectures et l'analyse des entretiens d'essayer de répondre à cette énigme.

2.3. La résilience : faire face à des épreuves grâce à des ressources

Dans la recherche d'une réponse à cette question, nous avons rencontré un concept qui nous a paru approprié : celui de résilience. Ce terme, qui, en physique, exprime la capacité d'un matériau à retrouver sa forme initiale après une déformation, a été introduit en psychologie par Emily Warner en 1950. La psychiatrie et les sciences sociales anglo-saxonnes s'en emparent à partir des années 1980[24] et, comme c'est le cas pour de nombreux concepts, il ne devient populaire en France et dans d'autres pays francophones qu'à partir des années 1990[25]. Appliqué à ces autres domaines, le concept renvoie à la capacité de surmonter les traumatismes et de retrouver l'équilibre. Pour Michel Manciaux[26], « résilier c'est se reprendre, rebondir, aller de l'avant après une maladie, un traumatisme, un stress. C'est surmonter les crises de l'existence, c'est-à-dire y résister, puis les dépasser pour continuer à vivre le mieux possible » comme pour Boris Cyrulnik[27] la résilience un processus de réparation de chocs, de traumatismes ou encore de violences qui permet de progresser, de se construire dans les épreuves et les malheurs : *« La résilience est un tricot qui noue une laine développementale avec une laine affective et sociale* […]. [Ce] *n'est pas une substance mais un maillage ».* Il était alors évidemment tentant alors d'élargir le champ du concept, de l'appliquer aux réactions des individus pris dans des conflits[28] ou même, comme cela vient d'être fait par Peter A. Hall et Michèle Lamont d'en faire un concept sociologique en parlant de résilience sociale dans un livre[29] dont l'objectif est

---

[24] Werner et Smith, 1982, 2001 ; Bowlby, 1984 ; Block & Block, 1980 ; Anthony, 1974, 1987 ; Rutter, 1985, 1993, etc.

[25] Parmi ces auteurs nous pouvons citer Boris Cyrulnik, Michel Manciaux et Stanislas Tomkiewicz ou encore Michel Lemay et Stéphane Vanistendael. Voir Anaut Marie (2005), « Le concept de résilience et ses applications cliniques », *Recherche en soins infirmiers*, n° 82, pp. 4-11.

[26] MANCIAUX Michel *et al.* (2001) *La résilience : résister et se construire*, Genève, Cahiers médicaux et sociaux.

[27] CYRULNIK Boris (2002), *Un merveilleux malheur,* Paris, Odile Jacob, (1re éd., 2000).

[28] BARDER Brian et DOTY Samuel (2013), "How can a majority be resilient? Critiquing the utility of the Construct of Resilience through a focus on Youth in Contexts of Political Conflict", p. 233 *in Handbook of Resilience in Children of War*, C. Fernando and M. Ferrari (éd.), New York, Springer Science.

[29] HALL Peter A., LAMONT Michèle, éd. (2013), *Social Resilience in the Neoliberal Era*, Cambridge University Press.

de comprendre comment les acteurs individuels et collectifs ont pu surmonter les changements introduits par l'ère néolibérale et continuer à mener « une bonne vie ».

Nous n'avions pas lu cet ouvrage que nous avons découvert récemment et qui a été publié en 2013 bien après que nous avons où nous avons commencé à utiliser le concept de résilience pour analyser les comportements des Gaziotes. Mais il nous donne raison *a posteriori*. Bien qu'ils utilisent le concept de résilience, les auteurs ne se limitent pas expliquer la résilience des individus par leur résilience. Ce qui serait quasiment tautologique, sauf à faire de la résilience une mystérieuse force interne aux individus. Pour en donner une explication, ils montrent comment les individus mobilisent les ressources que constituent les supports sociaux et les facteurs culturels. C'est également ce que nous avons fait. Très vite, nous avons compris qu'une sociologie de la résilience ne pouvait être explicative que si elle s'appuyait sur une sociologie analytique qui, postulant que les comportements des individus relèvent d'une rationalité contextualisée, était capable de retrouver le sens que ceux-ci leur donnent et les expliquent.

Restait alors à rendre compte de l'expérience à la fois individuelle et collective que vivaient les Gaziotes et à ma mettre en forme. Pour cela le concept d'épreuve[30] qui a à la fois une dimension subjective – c'est ce que subit un individu, ce qui l'affecte, qui l'ébranle – et une dimension objective - un contenu- , que nous avons trouvé chez Danilo Martuccelli nous a paru parfaitement adapté à la grande différence près que, les épreuves auxquelles sont soumis les Gaziotes, ne sont pas, selon la définition de Martuccelli des « défis » socialement produits que les individus sont contraints d'affronter et qu'ils peuvent perdre ou réussir, ce sont des événements douloureux provoqués non par la société dans laquelle ils se trouvent, mais par des forces extérieures. En revanche, comme les épreuves que rencontrent les individus dans la société française, elles sont inégalement distribuées. Les deux grandes épreuves auxquelles font face les Gaziotes : le manque de travail et l'enfermement ne prennent pas la même forme selon les positions sociales des individus.

Après avoir identifié les épreuves, en restant dans le cadre de la sociologie analytique, il ne restait plus qu'à relire les entretiens pour trouver ce qui leur permettait de résister, à savoir les ressources non pas les ressources psychologiques, mais les ressources sociales et c'est là que nous avons retrouvé pour une part de nouveau le concept de société avec le rôle

[30] MARTUCCELLI Danilo, Forgé par l'épreuve, op. cit.

déterminant d'institution comme la famille, la religion, l'histoire partagée, même si d'autres éléments peuvent aussi intervenir. C'est ce cadre d'analyse utilisant quatre concepts : société, résilience, épreuve, ressource- qui nous semble être en mesure d'apporter une réponse à la question de savoir.

CHAPITRE II : LA BANDE DE GAZA DANS L'HISTOIRE DE LA PALESTINE

1. Introduction

L'entité que l'on appelle aujourd'hui la Bande de Gaza est une bande étroite de quarante-et-un kilomètres de long sur six à douze de large, bordée à l'ouest sur toute sa longueur par la Méditerranée, ayant au nord, à l'est et au sud-est une frontière commune avec Israël et au sud-ouest avec l'Égypte. C'est donc un petit territoire de 360 km^2 sur lequel vivent, en 2016 environs 1,8 million d'habitants. Son histoire s'est longtemps confondue avec celle du reste de la Palestine et ce n'est qu'après les accords de Rhodes de 1949, par lesquels se termine la guerre arabo-juive, que cette partie des territoires palestiniens devient la Bande de Gaza et passe sous le contrôle de l'administration égyptienne.

On pourrait donc limiter l'histoire de la Bande de Gaza à ce qui s'est passé après 1949, d'autant que les habitants les plus âgés en ont une mémoire directe. Toutefois, sans en revenir comme le font les historiens gaziotes Skeik ou Sisalem ou, plus récemment, al Umbaied pour la ville de Gaza, à la période grecque et romaine, il est très important de connaître l'histoire de la période ottomane et celle du mandat britannique car toutes deux ont laissé leur empreinte jusqu'à nos jours, ainsi que la période égyptienne qui s'est ouverte ensuite. Cette histoire est profondément liée aux sentiments (*moa'ana)* dont souffrent les Palestiniens, surtout les réfugiés. Elle est également transmise et vécue par ceux qui sont nés plus tard, à travers les histoires répétées par les aïeux, dans un effort conscient de leur responsabilité de préserver la mémoire d'*el watan* (la patrie) comme ils la concevaient du temps des frontières du Mandat britannique.

2. La période ottomane de 1516 à 1917

Quelques mois après la victoire en 1516, à Alep, des armées de Selim Ier sur les Mamelouks[31], la ville de Gaza, importante pour accéder à l'Égypte[32], est conquise. Elle fait, dès lors, partie comme le territoire actuel de la Bande de Gaza de la province ottomane (*sandjak*) de Syrie, elle-même divisée en quatre pachaliks (divisions administratives dirigées par un

---

[31] Selim Ier ou Yavuz Sultan Selim Han, dit le brave ou *Le terrible*, est le neuvième des Sultans ottomans. Né le 10 octobre 1470 à Amasya, il est mort le 20 septembre 1520 à Istanbul. Il est le premier Sultan ottoman à porter le titre de calife en 1517.

[32] BUTT Gerald (1995), pp. 30-42.

pacha) : Damas, Alep, Tripoli et Sidon[33]. Après avoir supplanté les Mamelouks au pouvoir, les Ottomans partagent la plupart des terres en de grandes propriétés féodales, *timar* et *ziamat*, des fiefs à l'ottomane, concédés à différents militaires en récompense de la conquête[34]. Ces derniers, nommés pachas lèvent les impôts, en espèces ou en nature, et en donnent leur fermage à des notables locaux qui reçoivent en paiement, selon le système accordé, des bénéfices personnels et, parfois, des terrains. Ces derniers peuvent alors prélever deux ou trois fois plus que l'impôt réellement dû à l'administration ottomane et s'approprier les surplus des récoltes de « leurs » paysans. Certains d'entre eux tirent aussi des bénéfices de la gestion des nombreuses propriétés religieuses, dédiées à la bienfaisance, nommées *awqaf*[35] qui financent des activités bénévoles dans les nombreuses villes saintes de la Palestine. Enfin, ils rendent aussi la justice locale et participent annuellement à la protection de la grande caravane du Hajj (le pèlerinage), de Damas vers la Mecque.

Par ailleurs, la Palestine se distingue des pays voisins par le maintien de l'*asabiya qabaliya*[36], l'esprit de corps tribal caractéristique des tribus bédouines *badu*, tant dans les clans de paysans que dans ceux des citadins, *hadar*. L'*asabiyya* tribal prend ses racines dans le nasab, lien de parenté. Ce sont ces alliances qui relient les clans (voir *hamuleh* ou *hamael* au pluriel : groupements des familles) et les familles des notables entre elles et qui donnent lieu à l'émergence d'une configuration palestinienne relevant surtout de la solidarité clanique ou tribale[37].

L'Empire ottoman et l'Orient exercent un immense attrait pour l'Europe des XVIIIe et XIXe siècles. À la fin du XVIIIe siècle, la France confie au jeune général Bonaparte[38] la campagne d'Égypte. Les préparatifs de l'expédition française – qui durera de 1798 à 1801 – se déroulent dans le plus grand secret. La France souhaite éviter que la Grande-Bretagne n'ait

---

[33] Différemment, au XIXe siècle, les cartes montrent le pachalik de Gaza comme une région distincte qui inclut les villes de Ramla et Jaffa.

[34] MA'OZ Moshe (1975), *Studies on Palestine during the Ottoman Period*, Jérusalem, éd. Magnes Press.

[35] *Awqaf*, pluriel de *waqf* est, dans le droit islamique, une donation faite à perpétuité par un particulier à une œuvre d'utilité publique, pieuse ou charitable. Le bien donné en usufruit est, dès lors, placé sous séquestre et devient inaliénable. La propriété ne peut alors être vendue. *Cf.* HOURANI Albert, *A history of the Arab peoples,* Croydon, CPI Bookmarque, 2005, p. 254 (1re éd.: 1991).

[36] BARAKAT Halim (1993), *The Arab World, Society, Culture and State*, Berkeley, University of California Press, pp. 52-54.

[37] *Ibid.* Dans le cas de la Palestine, les liens de parenté sont, pour la plupart, symbiotiques et imaginés.

[38] À l'issue de l'éclatante campagne d'Italie menée par Bonaparte, l'Autriche vaincue est contrainte de signer le traité de Campo Formio en octobre 1797, la France charge alors Napoléon de l'expédition d'Égypte.

connaissance de la destination de l'expédition et surtout n'ait vent de son but principal qui est de bloquer les forces navales de celle-ci et son accès à la route des Indes, fleuron de la couronne britannique[39]. La campagne, bien que militaire, est aussi scientifique, voire même civilisatrice[40]. Bonaparte fait constituer par Gaspard Monge, l'un des fondateurs de l'École polytechnique de Paris, un large groupe de savants issus de plusieurs disciplines[41], dans le but de former une « Commission des sciences et arts ». Il envahit alors l'Égypte en juillet 1798 et un mois plus tard, en août, il crée l'Institut d'Égypte et en confie la présidence à Monge. Les travaux de l'Institut vont porter sur l'Antiquité pharaonique et gréco-romaine, mais aussi sur la société égyptienne : l'architecture, la langue, les structures sociales, mais aussi sur l'état sanitaire, le régime des eaux, la musique, l'artisanat, l'industrie, la topographie, la minéralogie. Ils conduiront à la publication de l'ouvrage monumental intitulé *Description de l'Égypte* (1809-1822), ainsi que d'une cartographie de l'Égypte (1826) elle-même.

Quelques mois après la conquête de ce pays, Bonaparte dirige ses troupes vers al'Arish dans le sud du pays et entre à Gaza en février 1799. Ses armées sont les premières d'Occident à envahir la Palestine depuis l'époque des croisés du Moyen-Âge. Si le passage de Bonaparte par la Palestine et son séjour à Gaza n'ont pas été de longue durée[42], l'expédition a toutefois déclenché un éveil culturel local[43] et a conduit à accorder une nouvelle attention à la Palestine, à la *Terre Sainte*[44], qui vaut non pour ses richesses, mais pour sa valeur symbolique, étant *perçue comme un pays source, un pays des origines*[45]. Les Gaziotes ont gardé la mémoire de cet épisode[46] et le Palais, devenu aujourd'hui l'école des filles al-Zahra, dans lequel Bonaparte aurait passé la nuit est encore aujourd'hui appelé *le palais de Napoléon*.

---

[39] DOWTY Alan (2014), « Prelude to the Arab-Israel Conflict, European Penetration of Nineteenth-century Ottoman, Palestine », *Contemporary Review of the Middle East*, v. 1, n° 1, pp. 3-24.

[40] LAURENS Henry (1997), *L'Expédition d'Égypte 1897-1801*, Paris, Seuil.

[41] La commission sera composée de plus de cent soixante membres, dont des médecins, techniciens civils, ingénieurs et savants, entre autres Claude L. Berthollet, Étienne Geoffroy Saint-Hilaire et Joseph Fourier, dirigée par Gaspard Monge.

[42] Les armées ottomanes la reprennent et en font leur base. Et, dès 1801, elles occupent à nouveau l'Égypte avec le soutien du gouvernement britannique.

[43] DOUMANI Beshara (1995), « Rediscovering Palestine », Londres, University of California Press, p. 6, aussi *in* MAZZA Roberto (2014), *Jerusalem, from the Ottomans to the British,* London-New York, I.B. Tauris, p. 13 (1re éd. : 2009).

[44] VOLNEY Constantin-François (1787), *Voyage en Syrie et en Égypte (1783-1785)*, Paris.

[45] SANBAR Elias (2004), Figures du Palestinien. Identité des origines, identité de devenir, Paris, Gallimard, p. 72.

[46] Conversations avec Jrir al Qudua, 1995.

Avec le soutien du gouvernement britannique, les armées ottomanes reprennent Gaza en 1801 et en font leur base principale pour réoccuper l'Égypte. A la tête des troupes qui ont vaincu les armées françaises et repris l'Égypte, se trouve Mohammed Ali, un militaire d'origine albanaise. Il devient vice-roi en 1805 [47] et prend ses distances à l'égard de la Sublime Porte. En 1831, son fils, Ibrahim Pacha, devient gouverneur de Syrie, le *sandjak* dont faisaient partie la région et la ville de Gaza.

C'est une étape importante dans l'histoire de la Bande de Gaza. Pour la première fois, exception faite de la période mamelouke[48], les Gaziotes passent sous le contrôle des Égyptiens. Dans un premier temps, leur arrivée est bien acceptée car ils créent des conseils locaux auxquels participent les habitants, ce qui n'avait jamais existé sous l'administration ottomane[49]. Toutefois, les Égyptiens lèvent de très lourds impôts et mettent en place la conscription. De jeunes Gaziotes sont alors envoyés au Yémen où ils doivent rejoindre l'armée pour lutter contre des Arabes, musulmans comme eux[50]. De fait, les Gaziotes n'éprouveront aucun regret lorsque le gouvernement britannique, qui n'apprécie pas Mohammed Ali, le force à quitter la Syrie en 1841 en lui offrant un poste, héréditaire, de gouverneur d'Égypte. Cette dernière faisant partie, bien que de façon nominale seulement, de l'Empire ottoman.

Avec le retour des Ottomans, la situation des habitants de la ville et de la région de Gaza est à nouveau modifiée. Le Sultan Mahmoud II (1839-1861) initie dans tout l'Empire un ensemble de réformes (*Tanzimat*) entre 1839 et 1876[51] dans le souci de mettre un terme à la décentralisation, qui avait été très exagérée au cours du XVIIe siècle, de renouveler les systèmes en place et d'obtenir le soutien européen dans sa lutte contre Mohammed Ali, qui menace l'Empire par son désir d'autonomie. Les réformes ont pour objet la centralisation du système et la rénovation d'institutions inadaptées. Le gouvernement, présidé par le Grand vizir, est alors réorganisé en divers ministères, avec un conseil des ministres. Les reformes

---

[47] MAZZA Roberto (2014), pp. 13-14.

[48] Le cas était différent avec les Mamelouks qui dirigeaient, en 1260, la Palestine depuis l'Égypte jusqu'à que les Ottomans, avec Salim Ier, les vainquent en 1517, initiant l'occupation ottomane.

[49] BUTT Gerald (1995), pp. 30-42.

[50] Le Dr. Salim al Umbaied, historien gaziote, explique que son grand-père a pu retourner à Gaza par miracle, depuis le pays que l'on connaît aujourd'hui comme étant l'Irak, en marchant à travers le désert pendant des semaines. Arrivé à Damas, il a trouvé un transporteur pour Gaza. Tout le monde l'avait cru mort !

[51] MAZZA Roberto (2014), pp. 16-20.

administratives visent également à développer l'économie et à améliorer l'éducation. L'objectif est de créer un *ottomanisme* qui donnerait aux sujets de l'Empire une identité non religieuse[52].

L'Empire ottoman, pour utiliser une expression d'Albert Hourani, bien qu'étant dynastique, turc et musulman, se montre *universaliste*[53]. En mettant fin aux monopoles de l'Etat, tels les fermages et le contrôle de la propriété de la terre par le Sultan, il libère l'activité commerciale et permet aux non-musulmans de devenir propriétaires. Il supprime ainsi le fermage assigné à des personnes privées qui leur permettait de s'enrichir en prélevant beaucoup plus que la part due à l'État. Il crée des écoles militaires dans lesquelles l'enseignement est dispensé par des professeurs étrangers, développant ainsi un enseignement supérieur, ouvert aux idées issues des Lumières et de la Révolution française[54], sauf à Gaza. Les grandes écoles secondaires et spécialisées se trouvent ailleurs : à Jérusalem, à Beyrouth, à Damas, au Caire, à Istanbul, mais seuls les enfants des familles les plus aisées peuvent y accéder. Une autre réforme notoire est la promulgation, en janvier 1869, de la loi sur la nationalité qui fait de tout habitant de l'Empire un éventuel citoyen ottoman. Un autre élément d'une grande importance, et qui touche directement Gaza jusqu'à nos jours, est la promulgation en 1871 du Code civil ottoman. Il s'agit là de la première codification légale de cette période. La *Shari'a* ne s'applique plus que pour le statut personnel qui concerne le divorce et l'héritage[55]. Il faut noter que, jusqu'à présent, cette loi, presque dans sa totalité, est encore en vigueur, avec seulement quelques modifications. Sont aussi mises en place les nouvelles institutions visant à développer l'administration urbaine, qui n'existe pas dans la tradition musulmane, avec la création des municipalités avec un conseil local[56], pour l'administration démocratique des besoins de la population. En 1893, enfin, la ville de Gaza devient l'une des premières *baladiyat* (municipalité) de la région[57].

Les réformes du XIXe siècle, qui ont pour but de recueillir les impôts de façon plus directe, vont réduire l'efficacité des alliances de pouvoirs entre paysans, citadins et bédouins.

---

52 HANIOGLU Sukru (2008), *A Brief History of the Late Ottoman Empire*, Princeton, University Press, p. 106, *in* MAZZA Roberto, p. 18.

53 BUTT Gerald (1995), *op. cit.*

54 MANSFIELD Peter (1992), *The Arabs*, London, Penguin History, p. 136 (1re éd. 1976).

55 Cette codification légale reste valide pendant l'administration égyptienne en 1948 avec quelques changements.

56 MAZZA Roberto (2014), p. 19.

57 FELDMAN Ilana (2008), *Governing Gaza. Bureaucracy, authority, and the work of rule, 1917-1967,* Durham-Londres, Duke University Press. Une autre grande ville de la région, Khan Younes, avait un conseil municipal et était aussi considérée comme une *baladiya,* p. 61.

La plupart des impôts versés par les Palestiniens à l'administration ottomane sont utilisés ailleurs, surtout à Istanbul pour régler les dépenses de l'administration centrale, mais aussi à Damas pour entretenir l'armée et financer la caravane du pèlerinage de la Mecque qui quitte Gaza puis y revient. Ainsi, très peu de fonds sont dépensés pour des projets locaux. En revanche, ils couvrent les frais de l'administration locale et ceux des soldats participant aux guerres de l'Empire. Les recruteurs choisissent des jeunes issus de familles aisées pour qu'ils puissent payer un remplaçant, *badal,* au sein des couches sociales populaires plus démunies[58]. Nous pouvons encore rencontrer aujourd'hui des personnes à Gaza se souvenant de leurs grands-pères qu'ils croyaient décédés, revenus à la fin de la guerre, faméliques mais bien vivants.

La guerre de Crimée en 1854-1855 représente un tournant pour la Palestine pour ce qui concerne l'enjeu de la protection des lieux saints. Au cours de l'année 1855, l'esplanade du Haram al Sharif, l'esplanade de la Mosquée à Jérusalem, est ouverte aux visiteurs étrangers. Les négociations menées en vue de la signature du Traité de Paris, en mars 1856, pour mettre un terme à la guerre de Crimée, vont s'accompagner de la promulgation, en février, de réformes administratives définissant et consacrant le système juridique des Capitulations, ainsi que les traités signés entre l'Empire ottoman et les États chrétiens de l'Europe, associés au droit extraterritorial des sujets chrétiens pendant leur séjour ou durant leur résidence, dans les territoires de l'Empire. Cela permet le développement des pèlerinages et favorise le développement d'un artisanat principalement consacré à la production de souvenirs des lieux saints. L'agriculture se développe également, favorisée par un climat varié et tempéré qui permet, comme l'écrit Elias Sanbar, « *une production de nourritures physiques et d'aliments de rêve* [59] ».

Cette deuxième moitié du XIXe siècle, est donc assez florissante. La ville de Gaza devient un centre de commerce local et régional surtout pour l'exportation de grains – blé et orge –, produits dans les champs de Beersheba ; mais également un centre artisanal centré sur la fabrication de poteries, de savons et de tissus. En 1878, le géographe français Elisée Reclus[60]

---

[58] Les chrétiens sont dispensés de la conscription.

[59] FELDMAN Ilana (2008), p. 61.

[60] RECLUS Élisée dans SEREEN Hélène, « Le réseau urbain 1879-2000. Permanences spatiales et stratégies de contournement de la contrainte colonial », *in* SOUIAH Sid-Ahmed éd. (2005), *Villes Arabes en Mouvement, Paris*, L'Harmattan.

considère que Gaza était une de plus grandes villes de Palestine[61] avec une population de 18 000 habitants, derrière *al Quds*, Jérusalem, la ville principale, qui en comptait 30 000, mais devant Hébron (17 600) et Naplouse (13 000). La présence des étrangers ainsi que la protection et les bénéfices offerts par les Capitulations, facilitent l'arrivée d'immigrants juifs, préparant ainsi le développement prochain des organisations qui deviendront la base du futur État juif. Apparaissent en même temps une nouvelle bourgeoisie, des commerçants et des banquiers locaux et étrangers qui s'intéressent plus à l'agriculture qu'à la propriété terrienne[62]. Les visiteurs, pèlerins, touristes et scientifiques, parmi lesquels de nombreux membres du *Palestine Exploration Fund,* produisent des travaux archéologiques et scientifiques, liés à la recherche biblique, et tentent de lier la Terre sainte du Nouveau testament à la réalité de la Palestine. Concomitamment, les vocations religieuses en Europe augmentent et des communautés arrivent pour fonder des monastères et des églises.

La région de Gaza, ayant moins de lieux bibliques, est moins convoitée par l'immigration juive. Elle reste au XIXe siècle un lieu de passage, un lieu de commerce important et un point de rencontre entre l'Égypte et la région levantine où arrivent les caravanes de la Mecque. Gaza est un grand marché bédouin pour les populations du Sinaï et du Néguev et un point de transit à destination de Jaffa. Ses notables et ses propriétaires terriens ne sont ainsi que de simples intermédiaires pour les marchands de Jaffa avec qui Gaza communique en permanence par la mer. Terre sainte pour les musulmans, la Palestine attire également les chrétiens et les juifs : le symbolisme spirituel et les intérêts politiques ont pour effet d'accroître la pénétration européenne et ses implantations diplomatiques, scientifiques et religieuses. La figure du « consul » devient ainsi un élément-clé dans le jeu d'influences et de protection de la population locale.

Avec la création du *Palestine Exploration Fund* (PEF) en 1865, une réplique anglaise de l'expédition égyptienne française, et sa commission des sciences et arts ainsi que son Institut d'Égypte, la Grande-Bretagne pose les bases du contexte idéal pour l'étude et la recherche ethnographique, archéologique et biblique sur la Palestine. Une recherche académique différente des récits de pèlerins, du clergé et des voyageurs du XIXe siècle. En 1878, Claude R. Conder publie dans *Palestine Exploration Fund*, l'*« Index of Places West of Jordan mentioned in the*

---

[61] SANBAR Élias (2004), Figures de Palestinien, Identité des origines, identité de devenir, Paris, Gallimard.
[62] MANOR Yohanan (1981), *Naissance du sionisme politique*, Paris, Gallimard.

Bible and the Apocrypha » qui recense six cent vingt-deux sites sacrés pour les musulmans et les chrétiens. Tawfiq Canaan, père de l'anthropologie palestinienne, quant à lui, insiste sur le caractère tolérant des Palestiniens à travers ses articles, issus des informations que lui donnent ses interlocuteurs. Faisant écho aux mots de Finn sur la tolérance palestinienne, Canaan décrit la convivialité intercommunautaire en Palestine : des musulmans qui baptisent leurs enfants dans les églises grecque-orthodoxes et des chrétiens fréquentant les mosquées du village pendant les fêtes populaires. Les fêtes des saints et les célébrations saisonnières, les *mawasim*, donnent lieu à des rencontres entre diverses communautés religieuses ; parmi les plus importantes, celles de nabi Musa, nabi Dahoud et nabi Rubin, qui sont alors l'occasion de célébrations de fêtes populaires. C'est aussi la période de la naissance de l'archéologie biblique et de la recherche de liens entre l'idéalisation de la Terre sainte et la réalité palestinienne. Comme l'écrit le consul britannique de l'époque, James Finn, « *malgré les apparences, il y a peu de pays au monde où existe, en pratique, une aussi grande tolérance religieuse* »[63]. En Palestine, les gens du pays s'avèrent peu disposés aux luttes intercommunautaires.

Le sultan Abdel Hamid II accède au pouvoir en 1876 alors que l'Empire connait déjà un fort affaiblissement. L'intervention étrangère de pouvoirs occidentaux et les manifestations d'indépendance à travers diverses provinces de l'Empire le conduisent à prendre des mesures de répression pour contrôler la situation. Il dissout le Parlement en février 1878, met en place la censure ainsi qu'un réseau d'espionnage de grande ampleur. Mais il rencontre l'opposition des Jeunes-Turcs, mouvement étudiant comptant en majorité des musulmans turcs, arabes et kurdes, mais aussi un petit nombre de chrétiens, de juifs et d'arméniens. Désireux de produire une nouvelle élite civile et militaire, inspirée par l'esprit des réformes des Tanzimat (1839-1876) et de la Révolution française, ils demandent la restauration de la Constitution de 1876, supprimée par le Sultan Abdel Hamid II en 1878. Le mouvement gagne en popularité dans l'Empire, mais aussi à l'extérieur, parmi des groupes de jeunes Turcs réfugiés au Caire, en Grande-Bretagne, en Suisse, en France ou encore en Roumanie pour échapper à la répression ottomane à Istanbul. Jusqu'en 1907, ils ne constituent pas une véritable menace, leur action se limitant à des campagnes de presse, mais la décision d'initier la révolte armée est prise alors que surviennent des bouleversements dans différentes régions de l'Empire.

---

[63] SANBAR Élias (2004), pp. 50-57.

Les élections de novembre 1908 donnent la majorité des sièges du Parlement au Comité Union et Progrès. Les Turcs, minoritaires dans l'Empire, restent les plus représentés. Le sultan destitué est remplacé par Mehmed V qui n'a pas de réel pouvoir[64]. La langue turque est imposée comme langue de l'Empire[65], ce qui est là une régression pour les populations arabes habituées à utiliser leur propre langue dans l'éducation et l'administration[66]. La présence des pouvoirs étrangers se cristallise de plus en plus à travers les missions consulaires, commerciales, religieuses et scientifiques. C'est la parution en 1913 de *The Immovable East*, aboutissement du travail de Philip Baldensperger, qui va modifier la lecture de la réalité palestinienne en décrivant une région figée dans la pierre, « immobile ». *Plongée dans le grand sommeil de l'Islam, la Palestine doit être réveillée par l'Occident chrétien*[67] et sera ainsi convoitée pour son poids symbolique et non pour ses ressources. Cette analyse coïncide avec l'apparition des discours millénaristes et fondamentalistes ainsi que de la création du *Fund* (PEF) qui recherchent, à travers l'archéologie, les lieux du Nouveau testament.

Le pouvoir de l'Empire ottoman se détériore et les révoltes nationalistes se multiplient. Avec le déclenchement de la Première Guerre mondiale, en août 1914, l'Empire Ottoman s'allie à l'Allemagne et à l'Empire Austro-hongrois contre la Grande-Bretagne et la France, ce qui va accélérer sa chute[68]. Ces deux dernières profitent de la situation pour négocier un plan de partage des provinces arabes de l'Empire qui aboutit aux accords secrets de Sykes-Picot[69], signés le 16 mai 1916, entérinant le démembrement de l'Empire ottoman et redistribuant les territoires situés en Irak (Mésopotamie), en Syrie, en Palestine et en Transjordanie. Sans connaître les arrangements secrets, l'anxiété grandit dans les provinces arabes de l'Empire, les populations étant dans l'expectative quant à leur avenir.

En signant l'armistice de Moudros, le 29 octobre 1918, les Ottomans mettent un terme à toute activité militaire[70]. Suite à cela, l'accord Sykes-Picot est modifié, toujours en secret, par

---

[64] Le Comité Union et Progrès s'est imposé peu à peu comme le parti unique et, en janvier 1913, un coup d'État lui a donné le pouvoir jusqu'à l'éclatement final de l'Empire ottoman en 1918.

[65]http://www.archivesdefrance.culture.gouv.fr/action-culturelle/celebrations-nationales/recueil-2013/economie-et-societe/congres-general-arabe

[66] BUTT Gerald (1995).

[67] SANBAR Élias (2004), p. 75.

[68] MANSFIELD Peter (1992), *The Arabs*, London, Penguin Books, p. 167 (1re éd., 1976).

[69] http://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/accord_Sykes-Picot/145649.

[70] LEWIS Bernand (1995), The Middle East, 200 years of history from the rise of Christianity to the present days, Phoenix, Giant Paperback.

Lloyd George et Clemenceau, la France cédant à la Grande-Bretagne le vilayet de Mossoul et la Palestine en échange du contrôle direct de la Syrie et d'une participation dans la compagnie *Turkish Petroleum*[71]. En novembre de la même année, le gouvernement révolutionnaire russe divulgue l'accord Sykes-Picot, ce qui provoque l'indignation dans les provinces arabes de l'Empire, l'accord ne respectant pas les engagements territoriaux pris par Sir Henry McMahon avec Hussein, le chérif de la Mecque (et père de Faysal) en 1915. Le traité de paix qui marque la fin de la Première Guerre mondiale, entre l'Allemagne et les puissances alliées, est signé le 28 juin 1919 au château de Versailles[72]. Avec le traité de Sèvres d'août 1920, l'Empire ottoman perd ses anciens territoires et le califat musulman est alors aboli.

Pendant la conférence de paix suivant la première guerre mondial, l'Emir Faysal, le fils de Hussein le Cherif de la Mecque et arrière grand-père du roi Hussein de la Jordanie, signe un accord avec le Dr Chaïm Weizmann soutenant les droits des juifs en Palestine. Joignant l'accord, Faysal écrit à la main une note subordonnant l'accord à l'accomplissement des promesses de la Grande Bretagne de constituer un « État arabe » avec l'inclusion de la Syrie. La contrainte pour les anglais étant les promesses faites par la Grande Bretagne à la France déjà en 1916 pendant la signature de l'accord Sykes-Picot. C'était aussi le moment quand laissant la Syrie devenir un mandat français, Faysal accepte de devenir roi d'Iraq. Dans le même esprit de promesses impossible car contradictoires, le gouvernement britannique publie en novembre 1917 la Déclaration Balfour recommandant la création d'un foyer national juif en Palestine. Après cette annonce explicite, l'administration militaire va avoir du mal à maintenir une situation de *statu quo* dans les divers aspects de la vie quotidienne des territoires conquis. La révolte menée en Anatolie depuis mai 1919 par le nationaliste turc Kemal Atatürk[73] est dirigée contre les résolutions de paix imposées à l'Empire par les Alliés et se focalise contre les efforts de la Grèce qui souhaite s'approprier Smyrne et ses alentours. La victoire contre les Grecs garantit une révision du traité de paix signé à Sèvres en 1920 qui aboutira aux accords de Lausanne de 1923.

---

[71] BUZATU Gheorghe (2004), *A History of Romanian Oil*, vol. 2, Bucarest, Editura Mica Valahie, p. 130. https://books.google.co.il/books?isbn=9737858689

[72] La conférence de paix a été dominée par quatre membres, Clemenceau pour la France, Lloyd George pour la Grande-Bretagne, Orlando pour l'Italie et Woodrow Wilson pour les États-Unis.

[73] En 1921, Atatürk établit un gouvernement provisoire à Ankara qui devient en 1923, après l'abolition formelle du sultanat, la république laïque de Turquie. Il en est le premier président.

En 1922, les Britanniques décident de retirer la partie orientale, la Transjordanie du Foyer national juif tel qu'il avait été défini à la conférence de San Remo en 1920. Voir le chapitre et la carte sur cette question.

3 La présence britannique en Palestine 1917 à 1948

En 1915, l'occupation britannique de l'Égypte, si elle n'est pas explicitement déclarée, est un fait établi, administrativement et dans la vie quotidienne. Cette présence constitue une base essentielle pour la mise en œuvre d'un plan d'attaque britannique en direction de Gaza, alors encore sous le contrôle total de l'Empire ottoman. Le général britannique Murray s'installe à Rafah, en qualité de chef des Forces du corps expéditionnaire égyptien,[74]et commande les premières attaques contre la ville. Les militaires ottomans contraignent des milliers de Gaziotes à partir afin de mieux se préparer à défendre Gaza des attaques des armées britanniques et détruisent des toitures et confisquent des meubles pour utiliser le bois comme matériau de guerre. Dans les archives de la mairie de Gaza, cette expulsion s'appelle *the Gaza Emigration*[75]. Après un an de lutte acharnée et deux campagnes infructueuses, Murray est remplacé, en janvier 1916, par le général Edmund Allenby, réputé fin stratège. Sous sa direction, les forces britanniques parviennent à briser les lignes ottomanes à Gaza et à Beersheba et, lors de la troisième bataille de Gaza, prennent la ville en 1917 après un siège de deux années[76]. En décembre de la même année, Allenby entre à Jérusalem triomphalement proclamant la loi martiale[77]. Alors, s'organise à Londres, une chaîne de Commandement qui gère l'Administration de la région depuis le Département de la Guerre, tandis que le Bureau des Affaires étrangères se charge de la situation politique. Un administrateur en chef dirige la région au nom du général Allenby, mais c'est ce dernier qui choisit les gouverneurs militaires contrôlant les cinq districts sur place, et parmi eux celui de Gaza[78]. L'administration militaire gérait les agences locales qui s'occupaient des services municipaux, des cours de justice et du prélèvement des impôts.

---

[74] Les Forces expéditionnaires égyptiennes sont créées en mars 1916 pour veiller au protectorat égyptien et apporter un soutien au front ouest pendant la Première Guerre mondiale.

[75] FELDMAN Ilana (2008), Governing Gaza. Bureaucracy, Authority, and the Work of Rule 1917-1967, Duke University Press, p. 127.

[76] MANSFIELD Peter (1992), *The Arabs*, London, Penguin Books, p. 167 (1re éd. 1976).

[77] La loi martiale va régir la ville jusqu'en 1920 lorsque le Mandat britannique pour la Palestine est proclamé.

[78] MC TAGUE Jr. John (1978), «The British Military Administration in Palestine 1917-1920 », *Journal of Palestine Studies,* vol. VII, n° 3, pp. 55-76.

Très rapidement, la population arabe s'est rendue compte du danger que représentait une présence sioniste croissante. Les sionistes, quant à eux, désespéraient de la lenteur des autorités militaires à établir le foyer national juif. Le plan de partage des provinces arabes de l'Empire, selon l'accord Sykes-Picot de 1918, devient ainsi réalité et, à la fin du mois d'avril 1920, à la Conférence de San Remo, la Société des nations délivre deux mandats : pour la France, celui de la Syrie et, pour la Grande-Bretagne, celui de la Palestine. Tous deux seront formellement ratifiés en novembre 1922[79]. Par la suite, le 1er juillet 1920, le gouvernement de la Grande-Bretagne décide de dissoudre l'administration militaire et nomme Sir Herbert Samuel à la tête de l'administration civile[80]. Nommé[81] au Haut-commissariat britannique de 1920 à 1925, le premier à occuper cette fonction, il tâche d'être équitable à l'égard de la population, aussi bien musulmane que chrétienne et juive, mais ne parvient pas à établir une entente entre les communautés juives et arabes. Les Juifs bénéficient de privilèges évidents pour acheter des terres, du fait de l'Agence juive spécialement créée à cette fin. Le peu d'importance de la communauté juive de Gaza[82], ajouté au fait que la région est éloignée des autres grandes villes comme Naplouse, Hébron ou Jérusalem, et qu'elle ne compte pas de lieux saints comme en Cisjordanie, réduit l'intérêt que lui porte l'Agence juive concernant l'acquisition de terres, après la Déclaration Balfour de 1917[83].

Durant le Mandat britannique, de 1917 à 1948, le territoire de la Palestine est divisé en plusieurs régions administratives appelées districts, divisions ou *sub-districts*, leur nombre et leur proximité connaissant divers ajustements au fil des années. Le district de Gaza passe, comme tous les autres territoires ottomans, d'une administration militaire au Mandat[84] de la Grande-

---

[79] Les Mandats pour le Liban et l'Irak sont également ratifiés par le Conseil de la Ligue des Nations en juillet 1922, y compris par les États-Unis qui ne sont pourtant pas l'un des membres. Cinq nouveaux États émergent du démembrement de l'Empire ottoman : la Syrie, le Liban, la Transjordanie (qui devient un royaume en 1946 avant de prendre le nom de Royaume de Jordanie en 1949), l'Irak et les territoires formant la Palestine.

[80] PICAUDOU Nadine (1992), La décennie qui ébranla le Moyen-Orient 1914-1923, Bruxelles, Complexe.

[81] Samuel, d'origine juive, a été le premier à avancer en 1914 l'idée d'un foyer juif en Palestine.

[82] HADAWI Sami (1945), *Village Statistics 1945* et *site web PalestineRemembered.com* « Village Statitstics Project », basé sur les données statistiques du Gouvernement de la Palestine pour les Nations Unies en 1945, Government of Palestine.

[83] L'Agence juive achetait des terres aux Palestiniens résidant ailleurs, au Liban ou en Syrie, dans des zones dites « ayant une tradition biblique »; *cf.* ROY Sara (2005), « Reflections on the Disengagement from Gaza », *Journal of Palestine Studies,* vol. XXXIV, n° 4, pp. 64-74.

[84] INQUIRY, A. A. C. O. (1947), The Information of the Anglo-American Committee of Inquiry, *A Survey of Palestine,* prepared in December 1945 and January 1946 for the information of the Anglo-American Committee of Inquiry, Ann Arbor (Michigan), The Institute for Palestine Studies, Washington DC.

Bretagne, pour une durée de trente ans[85]. Suite à la ratification dudit Mandat et à la mise en place d'une administration civile, la *Palestine Order in Council* devient la loi organique de base de la législation et des décisions exécutives[86]. Le système légal perpétue la coexistence de tribunaux civil et religieux en accord avec les décrets ottomans. L'administration de 1921 détaille les directives à suivre dans le *Town Planning Act*, exposant ainsi les grandes lignes d'aménagement des villes et de leur développement, *d'une façon saine et organisée*[87]. Le haut-commissaire, Sir Herbert Samuel, accompagné de l'Attorney General Bentwich, met sur pied le concept de *town planning*. D'après Home, spécialiste de l'administration britannique coloniale, les deux hommes, convaincus des principes de la Déclaration Balfour, considèrent l'aménagement du territoire comme la meilleure méthode d'administration coloniale[88].

Jusqu'alors, le développement urbain de Gaza était étroitement lié aux conséquences de la Première Guerre mondiale et aux accords qui ont suivi[89]. Ce conflit avait laissé la ville complètement dévastée, ses belles maisons avaient été détruites, tant par les attaques des armées britanniques et leurs impressionnants bombardements que par les actions des Ottomans avant leur départ. En effet, ceux-ci s'étaient évertués à polluer les nombreux puits d'eau potable en y déversant toutes sortes de débris pour empêcher les troupes conquérantes d'avoir de l'eau fraîche. Assiégée durant près de deux ans, la population de la ville s'était alors déplacée, se réduisant d'un tiers et passant de 42 000 habitants dénombrés avant 1917, à 17 500 à la fin du siège[90]. À l'arrivée des armées britanniques, la ville de Gaza compte deux parties distinctes : la vieille ville, éloignée de la mer, perchée sur un promontoire, et la nouvelle. La première constitue le vieux noyau résidentiel et commercial, c'est *« un labyrinthe de ruelles étroites et sales »*[91] très dense. Des vergers et des terres agricoles se situent à l'est, dans le voisinage de *Shaja'ia* et *Al-Zaitoun*[92]. Bien que la ville ne soit pas ceinte de murs, les terres

---

[85] Confirmation du partage déjà acté dans l'accord Sykes-Picot des années auparavant.

[86] BUTT Gerald (1995).

[87] HOME Robert (1997), *Of Planting and Planning, The making of British colonial cities*, Oxford, Spon pp. 178. Notre traduction.

[88] HOME Robert (1997), pp. 177.

[89] HANSEN Kurt (2013), *Gaza city : Analyse des transformations urbaines 1917-2011*, Thèse de doctorat en Géographie, Rennes, Université de Rennes 2.

[90] DEPARMENT OF STATISTICS, GOP (1944-45), *Statistical Abstract of Palestine*.

[91] Un rapport, dans *The Times of London*, 1917, mentionne que la ville de Gaza avait été nommée par les soldats britanniques *« Belgravia »* comme le voisinage à Londres ; *cf.* BUTT Gerald (1995).

[92] HANSEN Kurt (2013), *Gaza city: Analyse des transformations urbaines 1917-2011,* Thèse de doctorat en Géographie, Rennes, Université de Rennes 2.

noires entourant les maisons donnent l'impression d'une ville encerclée par des murailles. Alors qu'à côté d'elle, la ville nouvelle est formée de rayons en direction de l'est, à l'extérieur du noyau central. Dans les lettres qu'il envoie à son épouse, Sir Herbert Samuel évoque une vieille ville et une nouvelle[93]. Pour les habitants qui avaient quitté la ville, les avantages étaient bien minces qui auraient pu les encourager à revenir. Des personnes venant d'ailleurs n'étaient pas non plus intéressées pour la repeupler. Sir Herbert Samuel la compare aux zones dévastées de France et de Belgique à la fin de la guerre avec une destruction des bâtiments quasi totale. Il rappelle que la ville était la troisième de Palestine et relativement importante en matière d'économie et de commerce[94]. Sa reconstruction après la Première Guerre mondiale est une priorité pour les habitants. Tout est à rebâtir, les maisons, les petits ateliers industriels et artisanaux, les vergers sont à replanter, l'économie et les infrastructures doivent être remises sur pied. Certaines familles aisées, des propriétaires terriens, ont pris en charge une partie de la réhabilitation mais les progrès sont lents et les logements manquent cruellement. L'administration mise en place souffre de ressources financières limitées freinant une reconstruction à grande échelle, qui semble alors hors de portée.

D'après *Village Statistics*[95], en 1922 la ville de Gaza compte 17 426 habitants. Sa population est constituée de grands et de petits propriétaires fonciers, de travailleurs agricoles produisant essentiellement pour le marché local, d'employés du service civil britannique ainsi que d'autres qualifiés dans l'importation travaillant pour des compagnies situées aux alentours de la ville[96]. Le recensement de 1931 fait état de trois grands districts divisés en dix-huit *sub-districts*[97]. Celui du sud, auquel nous nous attachons ici, était divisé en quatre : Beersheba, Gaza, Jaffa et Ramleh. En 1936, le *Town Planning Ordinance n°28* établit le cadre légal et les

---

[93] FELDMAN Ilana (2008), Governing Gaza - Bureaucracy, Authority, and the Work of Rule 1917-1967, Duke, Duke University Press.

[94] BUTT Gerald (1995), pp. 42-43, note que la population de la ville de Gaza s'était considérablement réduite sans toutefois donner de chiffres Le géographe français Élisée Reclus révèle qu'en 1878 Gaza comptait 18 000 habitants. *Survey of Palestine* fait état d'une population de 17 426 en 1942. SEREEN H., « Le réseau urbain 1879-2000. Permanences spatiales et stratégies de contournement de la contrainte colonial », *in* SOURIAH S.-A., éd. (2005), *Villes Arabes en Mouvement,* Paris, L'Harmattan.

[95] HADAWI Sami (1945), *Village Statistics 1945* et *site web PalestineRemembered.com* « Village Statistics Project », basé sur les données statistiques du Gouvernement de la Palestine pour les Nations Unies en 1945, Government of Palestine.

[96] ROY Sara (2004), *The Gaza Strip, the political economy of de-development,* Washington (DC), Institute of Palestine Studies, 1re éd. 1995, pp. 35- 55.

[97] *A Survey of Palestine* : Prepared in December, 1945 and January, 1946 for The Information of the Anglo-American Committee of Inquiry, J. V. W. Shaw, Vol. I, p. 125.

mécanismes permettant l'aménagement à travers toute la Palestine[98]. Après 1939, le partage est à nouveau considéré et la région est découpée en six districts, parmi lesquels celui de Gaza, coupé lui-même en deux *sub-districts*, Beersheba et Gaza. La ville conservera ce statut jusqu'à la partition[99].

Pour la reconstruction, à Gaza en particulier mais dans les autres territoires sous Mandat également, les autorités profitent des lois ottomanes concernant la terre, précisées dans le Code ottoman de 1877[100], donnant aux municipalités le pouvoir de construire et de réhabiliter, sans toutefois de ligne directrice ou de plan d'aménagement. La mise à jour des éléments du cadastre, déjà initiée par l'Empire en 1858, puis poursuivie par le *British Survey of Palestine*, indique la codification de la propriété terrienne en trois grandes catégories : des terrains privés[101] (*mulk*), des terres appartenant au Sultan (*jiftlik*)[102] et d'autres réservées au développement. La législation pour l'aménagement du sol, codifiée sous le Mandat britannique, constitue la base en matière de développement urbain et rural pour les territoires occupés et, par extension, en ce qui concerne la ville de Gaza. Le gouvernement du Mandat ayant désigné le *Schéma de développement de Gaza* vise principalement à mettre en place un système de récolte de fonds pour la reconstruction de la ville[103]. Pour ce faire, des terrains sont octroyés à la municipalité de Gaza, situés dans les dunes de sable à l'ouest, vers la mer, particulièrement adéquats pour les projets de logement. L'idée de la municipalité était de vendre les terrains et de verser l'argent à la Société Foncière Gaziote afin d'accorder des prêts aux propriétaires qui avaient perdus leurs maisons pendant la Guerre. Ce plan a été accepté

---

98 HANSEN Kurt (2013), *Gaza city : Analyse des transformations urbaines 1917-2011*, Thèse de doctorat en Géographie, Rennes, Université de Rennes 2.

99 HADAWI Sami (1945), *Village Statistics 1945* et *site web PalestineRemembered.com* « Village Statitstics Project », basé sur les données statistiques du Gouvernement de la Palestine pour les Nations Unies en 1945, Government of Palestine.

100 EFRAT Elisha (1998), *Physical Planning Prospects in Israel During 50 Years of Statehood, Mobility and Norm Change*, Berlin, Galda and Wilch Verlag, pp. 106.

101 Qui se réfèrent avant cette date seulement aux propriétés foncières de l'Empire. Ce n'est que suite aux réformes du gouvernement central, qu'ils concernent également d'autres personnes. Ce code marque ainsi le début de l'existence de la propriété privée concernant des terres qui appartenaient exclusivement à l'Empire.

102 Avec l'Empire ottoman, les terres étaient classées en types différentes: *miri, jiftlik, mahsa'a, matruka,* etc. SHEHADEH Raja (1982), The Land of Law of Palestine: An Analysis of the Definition of State Lands, *Journal of Palestine Studies,* vol. 11, hiver, pp. 82-99.

103 HANSEN Kurt (2013), *Gaza city: Analyse des transformations urbaines 1917-2011*, Thèse de doctorat en Géographie, Rennes, Université de Rennes 2.

par les Britanniques en 1924 mais n'a été ratifié qu'en août 1933[104]. En dépit du retard, il débute lentement dans le voisinage de Rimal (sable en arabe) en direction de la mer, guidant ainsi l'extension de la ville vers l'ouest.

Souhaitant développer l'économie en Palestine, la ville de Gaza, dotée d'un Conseil municipal depuis 1893, est proclamée capitale du district. Jusqu'alors, elle avait surtout développé son activité commerciale, liée à l'exportation d'agrumes et d'orge, en provenance des grands domaines de Beersheba, attachés à la culture des céréales nécessaires à la fabrication de la bière en Grande-Bretagne, et avec qui le district de Gaza formait une unité[105]. La production de maïs et de légumes était, quant à elle, surtout destinée au marché local[106]. Un chemin de fer reliant les territoires palestiniens à l'Égypte passait par Gaza, lien vers l'extérieur pour les personnes comme pour les biens et le commerce. Les autorités du Mandat firent également construire un port pour exporter les agrumes et les céréales. Les navires de grand tonnage ne pouvant pas atteindre la côte à cause des fonds marins de grès (*kurkar*) trop accidentés, typiques du littoral gaziote, les cargaisons étaient transportées à dos de chameaux et de porteurs pour être chargées sur de grandes barge et emmenées sur les bateaux qui attendaient au large[107]. Cette politique visait à l'amélioration de l'économie palestinienne, et de Gaza en particulier, en exploitant sa position géographique avantageuse. Toutefois, si, à travers toute la Palestine sous Mandat britannique, l'administration collecte des impôts qui conduisent les petits propriétaires au bord de la faillite, elle aussi protège l'industrie locale, majoritairement juive, malgré la faible importance de cette communauté dans la population globale.

Parallèlement, le Mandat ne cherche pas à valoriser la culture locale arabe, considérée comme un frein au progrès et à la modernité. Dès 1917, les Juifs ont entamé un dialogue direct avec les autorités britanniques, alors que les Arabes ne sont jamais parvenus à une telle position, surtout du fait de leur claire opposition au plan de partition des terres[108]. Malgré l'éloignement de Gaza du reste de la Palestine, de Jérusalem et de la Jordanie (l'union de deux

---

[104] FELDMAN Ilana (2008), Governing Gaza - Bureaucracy, Authority, and the Work of Rule 1917-1967, Duke, Duke University Press, p. 145.

[105] SEREEN H., « Le réseau urbain 1879-2000. Permanences spatiales et stratégies de contournement de la contrainte colonial », *in* SOURIAH S.-A., éd. (2005), *Villes Arabes en Mouvement,* Paris, L'Harmattan.

[106] ROY Sara (2004), *The Gaza Strip, the political economy of de-development,* Washington (DC), Institute of Palestine Studies, pp. 32-48 (1re éd. 1995), pp. 35-36.

[107] SKEIK Ibrahim (1965), *Gaza through history* (*Ghaza abretarik* en arabe), Gaza, Palestine.

[108] SKEIK Ibrahim (1965).

rives du Jourdain), la population de la ville s'est donc souvent soulevée, manifestant sa violente opposition à l'égard de la politique du Mandat qui s'était engagé à ce que la Palestine devienne le foyer national juif et était donc favorable aux activités du mouvement sioniste. Pour illustrer notre propos, citons par exemple, suite à la décision des autorités de modifier le nom d'une route, appelée jusqu'en 1931 *Jamal Pasha*, les protestations des Gaziotes et de leur maire, Fahmi al Husseini, qui la nomment *in memoriam* dOmar al-Mukhtar, héros nationaliste libyen, appellation qu'elle conserve encore de nos jours. Concernant l'éducation, les programmes sont identiques dans tous les districts sous Mandat, avec d'importants moyens pour favoriser l'apprentissage de l'anglais. Durant les entretiens que nous avons menés à Gaza, nous avons appris que malgré le développement du système scolaire, des inégalités subsistent parmi les habitants, les citadins étant scolarisés alors qu'un grand nombre de personnes demeurent illettrées dans les villages.

4 Les prémices de la partition à partir de 1917

Avant même les débuts du Mandat britannique de la Palestine, le gouvernement anglais publie la déclaration de Balfour en 1917 avec la recommandation de créer un foyer juif dans la Palestine. Depuis cette déclaration et tous les événements qui s'ensuivent, les promesses faites aux Juifs et les engagements pris à l'égard des Arabes ne sont pas compatibles.

Figure 1 : Palestine sous Mandat britannique 1923-1948

Source : Palestinian Academic Society for the Study of International Affairs, PASSIA.

Sir John Chancellor, haut-commissaire de 1928 à 1931, propose bien de supprimer les privilèges attribués aux Juifs et de doter les Arabes d'un gouvernement autonome, mais les rapports entre Londres et les dirigeants sionistes sont si étroits que cette proposition est tout simplement ignorée. Il y avait des tensions et de frictions fréquents néanmoins dans la vie quotidienne, les populations se connaissaient et se côtoyaient comme de bons voisins. Un de nos interviewés né à Hébron parce que son père y travaillait dans le service postal britannique, nous raconte l'histoire d'un massacre qui a eu lieu en août 1929. Il avait huit ans quand il se souvient qu'il y a eu une effervescence dans la ville : *« Il y avait des tires par tout et ma mère nous a caché dans une chambre fermée à clé. Elle a ouverte la porte pour laisser passer la famille de nos voisins, qui étaient des juifs et nous donnant de la nourriture, elle a refermé la porte à clé. Nous étions ensemble quelques heures jusqu'à que mon père cette fois, a ouverte la porte pour nous laisser sortir. Nos voisins n'étaient pas blessés mais il y a eu beaucoup des arabes et des juives blessés et mortes ».*

Dans une article du Courrier international, Tom Segev écrit: « *Un des jours les plus noirs du mandat a lieu en 1929 à Hébron* […]. *La plupart des Juifs d'Hébron ont été sauvés par leurs voisins arabes. La veille du massacre, il y avait entre 600 et 800 Juifs à Hébron. Ils appartenaient aux communautés -religieuses ashkénaze et séfarade. Le 24 août 1929, 66 d'entre eux ont été assassinés et des dizaines d'autres grièvement blessés* […]. *L'unité de police britannique stationnée à Hébron était trop faible, mais son commandant, Raymond Cafferata, a fait de son mieux pour sauver le plus de gens -possible. Les archives sionistes ont conservé la liste des Juifs qui ont pu se réfugier chez des Arabes. Cette liste compte pas moins de 435 noms, ce qui signifie que plus de la moitié de la communauté juive d'Hébron a trouvé refuge dans 28 maisons arabes, certains Arabes parvenant à cacher plusieurs dizaines de Juifs* »[109] .

À la fin des années 1930, les rapports entre les populations britanniques et locales se détériorent progressivement[110], l'administration du Mandat ne parvenant pas à apaiser le malaise[111] des deux côtés : les Arabes voient la Déclaration Balfour comme une trahison, et les Juifs considèrent que le Mandat ne les aide pas suffisamment, car il fixe des quotas pour l'entrée de nouveaux Juifs en Palestine.

Au milieu des années 1930, le mouvement sioniste est parvenu à faire de la Palestine un lieu de refuge pour les Juifs d'Europe, ce qui était le but de l'Agence juive et qui avait été ratifié déjà par la déclaration Balfour en 1917. Les diverses vagues d'immigration juive transocéanique qui sont d'abord lentes et sans un rythme régulier, s'intensifient surtout avec la persécution de juifs en Allemagne, après l'Autriche et la Tchécoslovaquie entre 1932 et 1939. Durant ces huit ans, 224 785 juifs rentrent. À ce moment les statistiques indiquent que la Palestine a absorbé 46 % de l'immigration transocéanique juive[112]. La population juive s'accroît et la cohabitation avec la population locale arabe est alors de plus en plus difficile ; les fréquentes frictions entre les populations aboutissent à des affrontements meurtriers entre Arabes palestiniens et Juifs. À Gaza, en 1936, la grève générale est décrétée par les mouvements étudiants et garçons et filles occupent la rue et s'opposent aux autorités à coup de pierres. Les forces de police britanniques paralysent la circulation des véhicules à travers toute la ville. Nos recherches ont permis d'obtenir des renseignements sur cette période de

---

[109] SEGEV Tom (2009), « Retour sur l'histoire. Le massacre d'Hébron n'était pas un pogrom », *Courrier international*, 26 août.

[110] PAPPE Ilan (2006), *The Ethnic Cleansing of Palestine,* Oxford, Oneworld Publications.

[111] HOURANI Albert (2005), *A history of the Arab peoples*, Croydon, CPI Bookmarque, (1re. éd. 1991).

[112] VAUMAS Étienne de (1954), « Les trois périodes de l'immigration juive en Palestine », *Annales de Géographie*, vol. 63, n° 335, pp. 71-72.

troubles, en particulier chez un instituteur révolutionnaire, Abdel Khaleq Yaghmour[113] qui, avec ses jeunes élèves, a lutté avec ferveur contre l'armée britannique. Nous avons également retrouvé les poèmes d'un militant, un certain Mo'in Bsesso[114], alors jeune étudiant, permettant d'avoir une idée du degré d'insatisfaction à travers Gaza.

Durant les révoltes entre 1935 et 1937, environ cinq mille Arabes ont perdu la vie et deux mille ont été blessés. Pour faire face à cette situation critique, le gouvernement britannique envoie une commission d'enquête menée par Lord Peel (1936-1937) qui conclu que la poursuite du Mandat n'est pas envisageable et recommande la « partition ». S'ouvre alors une longue période de tergiversations pour le gouvernement, dont la politique ne cesse de varier : parfois favorable à l'expansion sioniste, soucieuse des relations avec les populations arabes à d'autres moments, avec à l'esprit l'imminence d'un nouveau conflit mondial qui nécessitera le soutien de tous. Pour renforcer les alliances, la Grande-Bretagne fait pression pour l'établissement de la Ligue des États arabes, en mars 1945[115].

Cette année-là (1945), d'après l'historien Elisée Reclus, Gaza est une de plus grandes villes de Palestine après Jérusalem[116] mais la situation démographique dans son district est différente du reste de la Palestine : sa population est alors majoritairement arabe, musulmane et chrétienne, l'Islam étant la religion dominante. Les données étudiées montrent que, malgré l'accroissement de la population juive dans d'autres régions, le 31 décembre 1946, sur près de deux millions d'habitants recensés, les Arabes constituent la majorité de la population, représentant 69 % des individus, soit environ 1 370 000 personnes, pour seulement 608 000 Juifs, soit 31 % de la population[117]. Concernant plus particulièrement la ville de Gaza, la même source l'estime à 34 290 Arabes et 80 Juifs. La population juive se concentre à près de 90 % dans les villes (mixtes) de Jérusalem et Haïfa et autour de Netanya, Hadera et Tel-Aviv, sur un territoire estimé à 4 % de la Palestine mandataire. Cette majorité évidente n'entrave en rien la décision de partition qui attribue 56 % des terres aux Juifs et 43 % aux Arabes.

---

113 BSISSO Mo'in, (1988), *Entre l'épi et le fusil,* trad. fr., Tunis, Lotus Book.

114 Mo'in Bsisso, poète gaziote communiste.

115 KHANI A. (1971), *Étude synoptique sur la Ligue des États arabes : historique, structure et prérogatives, réalisations politiques, économiques, militaires, sociales, nationales, résolutions, documents*, Office arabe de presse et de documentation.

116 SEREEN Hélène, « Le réseau urbain 1879-2000. Permanences spatiales et stratégies de contournement de la contrainte coloniale », *in* SOURIAH S.-A. éd. (2005), *Villes Arabes en Mouvement,* Paris, L'Harmattan, p. 133.

117 HADAWI Sami (1945), *Village Statistics 1945* et *site web PalestineRemembered.com* « Village Statistics Project », basé sur les données statistiques du Gouvernement de la Palestine pour les Nations Unies en 1945, Government of Palestine.

Les troubles devenant de plus en plus nombreux dans la région, la Grande-Bretagne demande aux Nations Unies que soit formé un Comité chargé de préparer des recommandations sur la situation de la Palestine en vue de la prochaine session de l'Assemblé générale. Le Comité spécial des Nations Unies pour la Palestine, UNSCOP[118], composé de onze membres (l'Australie, le Canada, la Tchécoslovaquie, le Guatemala, l'Inde, l'Iran, la Hollande, le Pérou, la Suède, l'Uruguay et la Yougoslavie) recommande, dans son rapport (mai 1947), la partition de la Palestine en deux États, l'un arabe, l'autre juif, unifiés économiquement, Jérusalem et ses voisins ayant un statut international[119]. Dans un tel contexte de doute, les Nations Unies autorisent le plan de partition[120].

La proposition (résolution 181) prévoit le découpage de la Palestine en sept enclaves, trois d'entre elles formant un État juif, trois autres un État arabe et la dernière, Jérusalem, étant définie comme un *corpus separatum* internationalisé[121]. La résolution 182 est votée le 29 novembre 1947 à une faible majorité par l'Assemblée générale des Nations Unies, sans préciser de plan de gestion et de financement. La Grande-Bretagne qui avait déjà annoncé son intention de rendre son Mandat en Palestine le 15 avril de 1948 ne veut prendre aucun parti Si, dans un premier temps, Juifs et Arabes refusaient toute partition, les sionistes changèrent progressivement de position, celle-ci leur apportant l'État qu'ils désiraient[122].

Les Arabes, en revanche, se sentent floués et mis devant le faite accompli : désormais, un État juif est né alors même que ce sont les Arabes qui représentent la majorité de la population[123]. Le Haut-Conseil arabe, dirigé par le *hajj* Amin al Husseini, demande alors à la Ligue arabe, créée en 1945, de le soutenir dans sa volonté de fonder un gouvernement sous contrôle du Conseil. Dans un premier temps, la Ligue refuse de répondre favorablement à sa requête. Les confrontations se multiplient et se transforment en une guerre civile au moment où les autorités du Mandat démantèlent leur administration.

---

118 Le Comité spécial des Nations Unies pour la Palestine (UNSCOP) est créé le 15 mai 1947 en réponse aux demandes de la Grande-Bretagne à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies de faire des recommandations sous l'article 10 de son Mandat, relatif au futur gouvernement de la Palestine.

119 MANSFIELD Peter (1992), *The Arabs*, Londres, Penguin, pp. 234 (1re éd. 1976).

120 HOURANI Albert (2005), *A history of the Arab peoples*, Croydon, CPI Bookmarque, p. 254.

121 FENAUX Pascal (1998), « Un éternel "cauchemar " démographique », *La revue nouvelle*, n 5/6, mai-juin, pp. 44-59.

122 EL-EINI Roza (2006), Mandated Landscape, British Rule in Palestine, 1929-1948, Cambridge, Routledge.

123 SHLEIN Avi (1990), « The Rise and Fall of the All-Palestine Government in Gaza », *Journal of Palestine Studies,* vol. XX, n 1, p. 37.

Après la déclaration de création de l'État d'Israël en mai 1948, la guerre éclate. Mais les sionistes s'étant mobilisés pour former leur État, aucun retour en arrière n'est envisageable. Le groupe terroriste Irgun, en collaboration avec l'organisation militaire Haganah[124], avait d'ailleurs commencé, au début du mois d'avril 1948, le lancement du Plan *Dalet*[125] visant la prise de territoires palestiniens. Celui-ci est fondé sur trois précédents, le Plan B de septembre 1945, un plan datant de mai 1946 et le Plan Yehoshua de 1948. Le Plan *Dalet* était un plan de défense contre une invasion arabe, et visait la conquête par n'importe quel moyen dont le « nettoyage » ethnique du pays. L'objectif « est de prendre le contrôle des zones de l'Etat hébreu et de défendre ses frontières. Il vise également à prendre le contrôle des zones de colonisation et de concentration juives qui se situent à l'extérieur des frontières [de l'Etat hébreu] aux petites forces régulières et semi-régulières opérant depuis des bases à l'extérieur ou à l'intérieur de l'État. »

Rappelons que les armées arabes ne sont entrées en Palestine qu'après le départ des Britanniques, le 15 mai, et que malgré leur succès hors des régions contrôlées par les Juifs, comme Gaza, Beersheba, les montagnes de Naplouse et de Hébron, il était déjà trop tard.

5. L'autorisation en novembre 1947 du plan de partition et ses conséquences

De nombreux documents présentent le refus des Palestiniens à l'égard de la partition comme une erreur historique[126] qu'ils vont devoir payer et payent encore très cher. Un anthropologue palestinien l'explique en disant que les Palestiniens n'agissent pas selon leur raison mais pour l'honneur et que, selon lui, ils ne sont pas pragmatiques : *L'honneur,* al sharaf*, joue un rôle essentiel dans la structure identitaire palestinienne. « C'est à cause du concept d'honneur que les individus placent les valeurs émotionnelles au-dessus de la logique, la fierté au-dessus de ce qui est pratique ou convenable, et l'honneur au-dessus du pragmatisme. Les priorités de l'individu sont claires. La passion est*

---

[124] La Haganah, en tant qu'organisation privée, est dissoute pour devenir l'armée nationale de l'État d'Israël. Son nom est le nom officiel des Israel Defense Forces, Tzva Haganah le-Yisra'el.

[125] KHALIDI Walid (1988), « Plan Dalet: Master Plan for the Conquest of Palestine », *Journal of Palestine Studies*, vol. 18, n°. 1, Palestine 1948, pp. 4-33.

[126] FENAUX Pascal (1998).

puissante. Nationalisme ou trahison, amour ou haine, joie ou colère, nous [les Palestiniens] *vivons ce qui nous importe dans la vie toujours dans le cadre de l'honneur »*[127].

En 1947, lorsque la partition est proposée, la Palestine est à 70 % arabe. Déjà en 1937 la Grande-Bretagne avait envisagé d'y installer un État juif. Ce partage impliquait le déplacement des populations arabes palestiniennes en dehors de ce nouvel État[128]. Les rapports de la Commission Peel étaient clairs sur ce point : *« Il n'existe pas d'autre moyen que de déplacer les Arabes dans les pays voisins »*. Toutefois, une exception serait faite pour les populations des vielles villes de Jérusalem, Bethlehem et Nazareth pour lesquelles le rapport parle de *dotation sacrée de la civilisation* et qui, par ailleurs, sont des lieux auxquels l'accès doit être garanti au monde entier[129].

Les sionistes étaient également très clairs concernant leurs actes à venir : « Nous ne devons pas laisser un seul village, une seule tribu […]. C'est seulement ainsi que le pays pourra recevoir des millions de nos frères et que la question juive sera résolue une fois pour toutes »[130]. Le médiateur suédois, le Comte Folke Bernadotte[131], ayant obtenu un cessez-le-feu de quatre semaines à compter du 11 juin 1948[132], présente une proposition pour régler la situation. Toutefois, la lutte continue et le deuxième cessez-le-feu n'a pas, non plus, le succès espéré. En janvier 1949, les confrontations cessent, après que les groupes juifs prennent le

---

[127] « Honour, sharaf, plays a paramount importance in the structure of our identity. Because of the notion of honour the individual favours emotionally charged values over logic, pride over convenience and honour over pragmatism. One's priorities are clearly demarcated. Passion is powerful. Whether it is nationalism or treason, love or hate, joy or anger, we experience what is important in our lives within the perimeters of honour ». QLEIBO Ali (2012), "Sharaf in Palestinian Society", *This week in Palestine*, Ramallah, janvier. Notre traduction.

[128] NORTON MOORE John (1974), *The Arab-Israeli Conflict*, vol. III, Princeton University Press, pp. 150-183.

[129] Rapport Peel, chapitre XXII, « Un plan de partition », p. 2. Le plan de partition de la Palestine est sujet à l'impératif de maintenir la sainteté de Jérusalem et de Bethléem et d'assurer leur libre et sûr accès pour tout le monde. Cela, dans le sens plénier de la formule mandataire, est *« un engagement sacré de civilisation »*, un engagement non seulement de la part des populations de Palestine mais aussi de la part de multitudes d'autres peuples dans d'autres contrées pour lesquels l'une de ces villes ou les deux ensemble, sont des Lieux saints.

[130] MORRIS Benny (2004-a), *The Birth of the Palestinian refugee problem revisited* Cambridge (Mass.), Cambridge University Press, (1re éd. 1988) ; HALEVI Ilan (1978), *Sous Israël, la Palestine*, Paris, Le Sycomore, p. 148.

[131] Des militants juifs habillés en soldats juifs assassinent le Comte Bernadotte le 17 septembre 1948, (*The Independent,* 2 mai 2012). Archives diplomatiques françaises du ministère des Affaires étrangères.

[132] Israël accepte la trêve. Extrait de la lettre de l'ambassadeur Aba Eban au Secrétaire général (S/834), 10 juin 1948 : depuis que le Conseil de sécurité a passé la Résolution 181, le 29 mai, le comte Bernadotte s'est occupé de régler les détails de la trêve. Israël insiste sur un nombre de points qu'il considéré comme vitaux, dont le *statu quo* militaire, l'approvisionnement en vivres de Jérusalem, l'immigration juive libre, sans quota, la levée du blocage maritime égyptien des rivages israéliens et l'interdiction d'expédier des armes aux pays impliqués dans la guerre. Après une longue délibération le Gouvernement d'Israël a finalement accepté la trêve. La décision est communiquée au Secrétaire général le 10 juin par M. Eban.

Négueb jusqu'à la frontière entre l'Égypte et la Palestine mandataire, alors qu'il ne reste plus que 21 % de la Palestine du Mandat aux mains des Arabes. Ceux-ci refusent l'idée d'un accord de paix sauf si Israël promet de laisser les réfugiés retourner chez eux ou accepte de payer des compensations pour leurs propriétés. Israël, de son côté, insiste pour que le problème des réfugiés soit résolu dans le cadre d'un accord de paix accepté par tous les pays arabes. Dans un tel contexte, Israël est reconnu en mai 1949 comme État membre des Nations Unies. Le nouveau médiateur de l'Organisation, l'américain Ralph Bunche, propose des accords d'armistice séparés entre Israël et l'Égypte, d'une part, et Israël et les autres États arabes, d'autre part. L'Irak n'accepte pas cette proposition et aucun accord de paix n'est alors conclu.

Les accords d'armistice signés à Rhodes en février 1949 mettent fin à la guerre entre Israël et les autres pays arabes : l'Égypte, le Liban, la Jordanie et la Syrie[133]. L'Égypte est chargée de l'administration du nouveau territoire (la bande de Gaza) jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée au *problème des réfugiés* déplacés du fait de la guerre et du fait de la partition[134]. La ville de Jérusalem, à son tour, est divisée en deux : l'est, arabe, sous l'administration de la Jordanie et l'ouest, juive. Parallèlement aux accords de Rhodes, les pays arabes font tout leur possible pour empêcher la création d'un État palestinien dans la Bande de Gaza et la Cisjordanie[135].

Comme le roi Farouk d'Égypte, les gouvernements arabes considèrent que le problème de la Palestine concerne tous les Arabes et que la solution ne peut être la création d'un État. Le Roi Abdallah de Jordanie s'oppose à la création d'un gouvernement arabe pour les territoires composant l'ancienne Palestine du Mandat amputée du nouvel État d'Israël. Il déclare que cette démarche, initiée par le Haut-Conseil arabe, dirigé par le hadj Amin al Husseini, est synonyme de soutien à l'égard de la partition de la part des Arabes palestiniens et que cette décision n'est pas acceptable pour les autres pays arabes. Le Roi Abdallah propose plutôt un royaume arabe uni, composé de la Transjordanie[136], la Cisjordanie et Gaza[137].

---

[133] *A Survey of Palestine*: Prepared in December 1945 and January 1946 for The Information of the Anglo-American Committee of Inquiry, J. V. W. Shaw (Editor), vol. I, p. 143.

[134] Nous traiterons ce sujet dans la section consacrée à la partition et la réduction de taille de la Bande de Gaza.

[135] SAYIGH Yezid (1999), Armed struggle and the search for State, the Palestinian national movement, 1949-1993, Oxford, Oxford University Press, pp. 35-37.

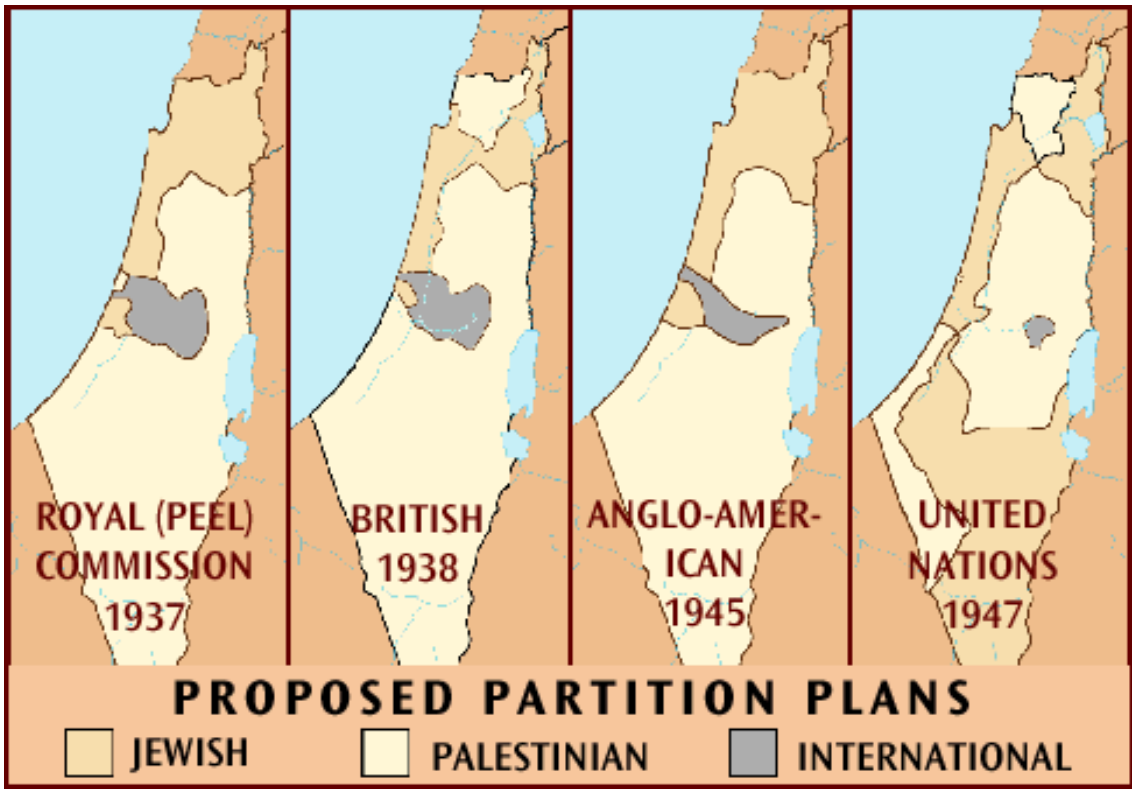
[136] État du Proche-Orient placé sous mandat britannique en 1922

[137] BALAWI Hassan (2008), Dans les coulisses du mouvement national palestinien, Paris, Denoël, pp. 15-17.

Toutefois, la Ligue arabe soutient la démarche du hadj Amin et le nouveau gouvernement, le *All Palestine Government*, est formé en juillet 1948, siégeant à Gaza.

En octobre 1948, le *All Palestine government*, « le gouvernement de toute la Palestine », décide de faire revivre l'Armée de la guerre sainte, sa mission étant de libérer toute la Palestine. Ahmed Helmi pacha en est nommé chef, quand tout le monde sait que c'est le hadj Amin al Husseini qui tire les ficelles. L'une des premières actions du gouvernement est de mettre en place un passeport palestinien reconnu seulement par la Ligue arabe. En représailles de quoi, le roi Abdallah se retire et ne ménage pas ses efforts pour empêcher la restructuration de l'armée. En décembre 1948, la Ligue arabe dissout l'Armée de libération qui avait lutté pendant la guerre en faveur de la Palestine arabe. Les autorités égyptiennes confisquent toutes les armes, non seulement celles des résistants palestiniens, mais aussi celles des mercenaires, et empêchent la radio locale d'émettre. En outre, elles rapatrient vers l'Égypte des centaines de volontaires égyptiens qui avaient pris part aux combats.

Figure 2 : Propositions de partition



Le roi Farouk d'Égypte n'a jamais pardonné au hadj Amin d'avoir rencontré Hitler en 1941 et d'avoir donné son soutien avec enthousiasme envers la *« solution finale »* à la question juive. Cette « solution » proposée, d'après les sources offertes par Shlomo Aronson, *« était*

l'accomplissement d'un carnage d'envergure majeur, visant l'éradication totale et exclusive des juifs […] »[138]. Farouk ne pense pas que la lutte contre le sionisme et la libération de la Palestine soit de la responsabilité seule des Palestiniens. Pour lui, tous les Arabes sont responsables. Et d'après certains de nos interviewés qui ont vécu ces années, les arabes ne voulaient pas une Palestine indépendante et ils ont utilisé toute leurs influences pour l'empêcher. Sous l'influence du roi Abdallah, il ordonne au Premier ministre égyptien d'envoyer un message au hadj Amin lui demandant de quitter Gaza *dans les quarante-huit heures*. Au grand étonnement de beaucoup de Palestiniens, le hadj Amin accepte de partir en exil, suivi par les membres du Haut-Comité arabe, ainsi que les autres ministres du *All Palestine government*[139] qui, en 1949, avaient presque tous disparu. À sa place, un gouverneur militaire égyptien est nommé pour administrer ce qui allait devenir la Bande de Gaza avant des armistices entre Israël et les autres pays arabes. Le Roi Abdallah a un intérêt évident à annexer les territoires de la Cisjordanie, et il a pour cela le pouvoir nécessaire pour le faire. Nous relevons clairement cela dans sa déclaration d'annexion, en décembre 1948 : un congrès s'est tenu à Jéricho, en présence de quelque trois mille participants, dont les maires d'Hébron, de Bethléem et de Ramallah, ainsi que les gouverneurs militaires des villes contrôlées par la Ligue arabe. Tous ont voté l'union de la Palestine et de la partie orientale, la Transjordanie[140], reconnaissant le Roi Abdallah de Jordanie comme chef d'un pays unifié.

Dans son analyse de la période qui a suivi la *nakba* (la catastrophe palestinienne), l'historien israélien Avi Shlein estime que le *All Palestine government* est l'unique effort – bien que de courte durée – consenti par les Palestiniens pour avancer dans le sens de l'autonomie par rapport au reste des pays arabes. Hassan Balawi est du même avis, le décrivant comme *la première tentative de création d'une entité palestinienne, et elle a eu lieu à Gaza*[141].

---

[138] ARONSON Shlomo (1982), The Politics and Strategy of Nuclear Weapons in the Middle East. Opacity, Theory, and Reality, 1960-1991: An Israeli Perspective, New York, State University of New York Press, pp. 47-48.

[139] SHLEIN Avi (1990), « The Rise and Fall of the All-Palestine Government in Gaza », *Journal of Palestine Studies,* vol. XX, n°1, p. 37.

[140] La Transjordanie devait formé partie du foyer national juif d'accord aux promesses faites par la Grande Bretagne au moment de la conférence de San Remo en 1922.

[141] BALAWI Hassan (2008), pp. 15-17.

6. Le problème des réfugiés palestiniens

Al hijra, l'exode, s'emploie en référence au départ forcé des Palestiniens, laissant leurs terres et leurs biens, entre les années 1947 et 1949, conséquence de la guerre entre Arabes et Juifs suite au plan de partition et au départ de l'administration britannique. *Al hijra* désigne la manière et le moment où environ 750 000 Palestiniens quittent leurs terres, laissant tout derrière eux.

Des historiens arabes, Constantine Zureik[142] en particulier, qualifient les événements de *nakba,* « catastrophe » palestinienne, utilisant le terme pour la première fois en 1948 dans son livre *Ma'na al-Nakba*. Le terme devient aussi le titre du livre monumental de l'historien palestinien 'Arif Al-'Arif, *Le désastre*[143] : *le désastre de Jérusalem et le paradis perdu 1947-1952*[144]. Le mot *nakba*, utilisé surtout par les intellectuels, les politiciens et les nouvelles générations, symbolise ce moment de cassure, fondateur du manque de patrie, qui blesse toujours les Palestiniens, en particulier les réfugiés, car symbolisant ce qu'ils ont perdu. Ces événements ont atteint leur point culminant avec l'expulsion et, parfois, la fuite de milliers d'individus. Les Palestiniens, dans leur ensemble, les désignent comme *al-ahdaath*, une traduction floue pour *les jours des événements*, ou comme *ayyam al-hijrah*, les jours de l'exode. *Al nakba* est un terme peu utilisé par les *muhajereen* (les exilés, les refugiés) qui attendent encore le retour chez eux. Le terme *laji'* est rarement employé pour parler de soi, sauf dans le contexte de *la carte* par laquelle l'organisation des Nations unies a donné à l'UNRWA la charge des réfugiés. C'est plutôt une terminologie politique employée pour décrire le statut de tout individu ayant perdu ses terres et ses biens à la suite du conflit judéo-arabe de 1948.

Aujourd'hui encore, au XXIe siècle, ce terme est inscrit sur la carte que l'UNRWA établit aux réfugiés pour leur mo'an (approvisionnement). En revanche, les réfugiés parlent d'eux comme des *muhajereen*, de *al-hijrah*, de la racine *hjr*, abandonner, laisser derrière[145]. Nous avons eu l'occasion de nous entretenir avec de nombreuses personnes ayant perdu leurs biens

---

142 ZUREIK Constantin, « Ma'na al-Nakba (The Meaning of the Nakba) 1948 », in PICADOU Nadine éd. (2006), *Territoires palestiniens de mémoire*, Paris, Beyrouth, Karthala, IFPO.

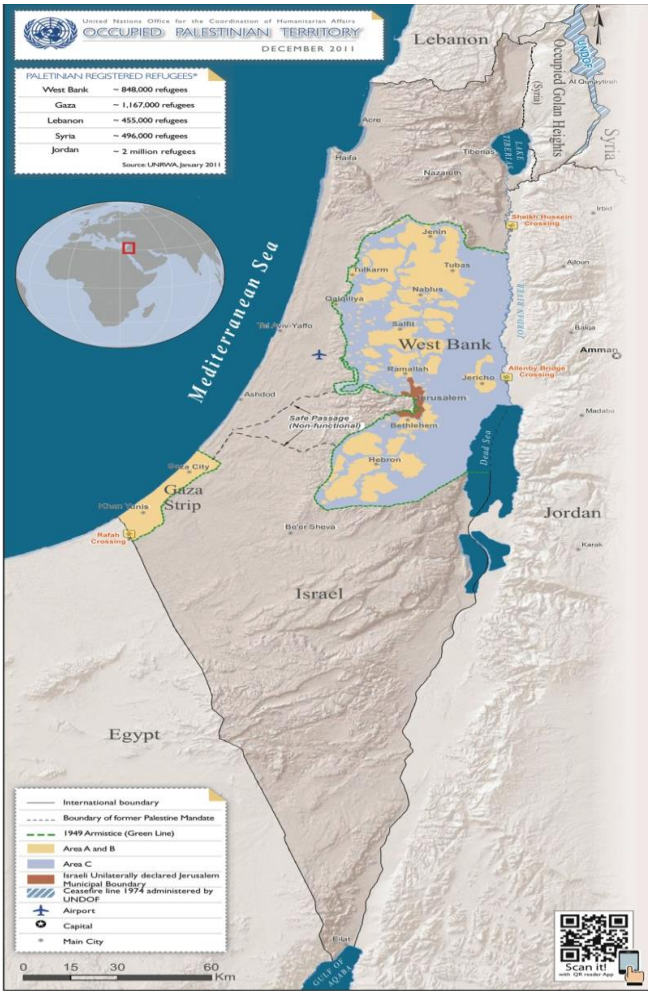
143 Nadine Picadou traduit *nakba* comme désastre.

144 AL-'ARIF, 'Arif. *The Disaster : The Disaster of Jerusalem and the Lost Paradise 1947-52* [Al-Nakba : Nakbat Bayt al-Maqdis Wal-Firdaws al-Mafqud, 1947–1952, Beirut et Sidon, Liban, Al-Maktaba al-'Asriyya, 1958-1960, en arabe].

145 Ali (2009), "Reflections on Palestinian Identity Al-Nakba: An Open Wound," *This Week In Palestine*, février, Ramallah, Tourbo.

dans la *hijra* (l'exode)[146] ; elles n'ont jamais parlé de nakba. Un anthropologue palestinien[147] parle du parallèle que beaucoup de personnes font entre al-*hijrah* et al-*Hijrah al-Nabawiyyeh*, la migration forcée du Prophète Mohammed de La Mecque vers Médine alors que sa vie et celle de ses amis étaient en péril. Il note que le calendrier musulman marque al *Hijrah al-Nabawiyyeh* comme le début d'une ère historique, un nouveau calendrier, un nouveau point de départ. Nous pouvons dire que l'histoire récente des Palestiniens commence après la *nakba*.

Figure 3 : Les territoires palestiniens occupés[148]



Source : OCHA.

---

[146] Nadine Picadou mentionne aussi cette perception dans son livre PICADOU Nadine *et al.* (2006), *Territoires palestiniens de mémoire*, Paris, Beyrouth, Karthala, IFPO.

[147] QLEIBO Ali (2013), "Pilgrimage to Al-Aqsa Mosque The Symbolism of Jerusalem in Islam", *This week in Palestine*, novembre, Turbo design, Jerusalem, Studio Alpha.

[148] La Cisjordanie est divisée en trois zones: A, B et C d'accord au contrôle israélien au palestinien d'après les accords d'Oslo.

Al hijra, l'exode arabe de la Palestine mandataire a été surtout étudié par l'historien contemporain Benny Morris[149]. Avant son travail de recherche, la majorité des analyses se fondait sur des archives ouvertes et des entretiens avec les réfugiés. Dans son livre, il se fonde moins sur des entretiens qu'il ne puise dans les archives israéliennes devenues libres d'accès. Il trouve que la réminiscence des événements rapportés il y a plus de cinquante ans est conflictuelle, que les documents présentent souvent des réalités recréées. Il utilise les entretiens pour donner de la couleur et de la texture à son récit, sans pour autant établir des faits. Morris écrit en 1989 son premier livre sur la façon dont est né le problème du refugié palestinien. En 2004, il présente une version révisée, dans laquelle il s'appuie sur des informations relevées dans des archives rendues publiques récemment. Des historiens israéliens et arabes en font la critique. La principale, que Morris rapporte lui-même, est celle de Nur Masalha[150] qui affirme que l'un des piliers du mouvement sioniste est le *transfert*, l'expulsion des populations arabes des centres urbains et ruraux. Il ne s'agit pas pour nous d'être ou non d'accord avec cette critique. Morris explique dans son livre que, si le *transfert* n'était pas planifié après les attaques sur Haïfa et le départ massif des Arabes, Ben Gurion a commencé à donner des ordres pour inciter au départ et faciliter les expulsions. Le parti Mapam était opposé à l'expulsion et ses membres soutenaient aussi le retour des Arabes dans les villes et villages qu'ils avaient quittés lors des premières attaques. Nous prenons en compte les recherches de Morris parce qu'elles sont à présent les seules sérieuses et approfondies, basées sur des archives sionistes et de la Haganah qui ont été rendues publiques[151].

Dans la région qui nous concerne, connue sous le Mandat britannique et en 1947 comme le district de Gaza, les chiffres de l'UNRWA comptabilisant les réfugiés arrivés entre 1947 et 1949 indiquent que leur nombre s'élevait à environ 200 000. Morris explique que l'exode arabe s'est produit en quatre vagues principales. La première, entre décembre 1947 et mars 1948, concerne les centres urbains de Haiffa, Jaffa, Jérusalem et les villages alentours. La deuxième vague, entre avril et juin 1948, est le plus grand exode de masse. La troisième, entre juillet et octobre 1948, apporte un total de 100 000 nouveaux réfugiés dans l'est de la Palestine sous le contrôle de la Jordanie et le territoire qui deviendra la Bande de Gaza. (L'auteur ne

---

149 MORRIS Benny (2004), Righteous Victims - A History of the Zionist-Arab Conflict 188 - 2000, Knopf, (1reéd. 1999).

150 MASALHA Noor (1991), « A critique of Benny Morris », *Journal of Palestine Studies*, XXI, n° 1, pp. 90-97.

151 MORRIS Benny (2004), p. 46 (1re éd. 1988).

donne pas de chiffres particuliers pour la région de Gaza.) La dernière vague, considérée par Morris comme la quatrième, a lieu entre octobre et novembre 1948, et concerne environ 130 000 exilés qui entrent dans la Bande de Gaza, atteignant ainsi un total de 230 000 à la fin de 1948. Pour la ville de Gaza, l'estimation est à ce moment-là d'environ 25 000 personnes auxquelles viennent s'ajouter 60 000 réfugiés à la fin de l'année 1948[152].

Les refugiés n'arrivent pas tous en même temps mais ils commencent à affluer à partir de 1947 en plusieurs vagues[153]. Pour gérer leur hébergement, les Nations Unies créent en 1948 huit camps sur tout le territoire. Les parents des familles aisées comme al Wazir, Shawa, Sourani, Khouzondar, Mushtaha, qui travaillaient en différents lieux de Palestine pendant le Mandat britannique, arrivent à Gaza par centaines. Le seul camp de refugiés créé dans la ville de Gaza est celui de la Plage (*Shati)* ; il est constitué d'une série de tentes en toile sur une belle plage éloignée du centre-ville[154]. En 1948, il y a 23 000 réfugiés. Mis à part le grand nombre de réfugiés ruraux, la ville a vu aussi arriver des réfugiés plus aisés en provenance d'autres villes palestiniennes, telle Jaffa, qui sont immédiatement parvenu à louer des maisons dans la ville de Gaza et n'ont jamais habité dans les campements de l'UNRWA.

Dans les centres urbains, les vivres manquent ou se vendent à des prix prohibitifs, et les réserves s'épuisent rapidement. Dans les zones rurales, en revanche, les gens s'en sortent mieux au quotidien. Leurs provisions, *mouane* (les dépôts d'huile), les *shwals* (de blé), le *bourghol*, le *friké*, les fruits secs, le *jmid* (yaourt séché), le fromage, etc. et la récolte qui approche, offrent une sécurité que les gens des villes ne connaissent pas.

La population de Gaza, disposant d'une solide économie agricole, n'a pas à s'inquiéter pour son approvisionnement en vivres au début de la guerre. Arlette Tadié-Khoury, qui raconte son enfance dans la ville de Gaza dans ces années-là, énumère la quantité de vivres et de provisions stockées dans leur réserve : l'huile, les grains, le sucre, le riz, le lait en poudre, le savon à l'huile produit à Gaza ou importé de Naplouse, les olives, vertes et noires, les confitures d'orange amère et d'abricot, les *mkhallal* ou *torchi* (cornichons), les dattes et les figues, le fromage, le yaourt sec, la *samneh* (beurre clarifié) et la sauce tomate en été, le thé et le

---

152 MORRIS Benny (2004), *idem.*

153 Ibid.

154 Actuellement, Gaza s'est étendue et le camp est devenu parti intégrant de la ville. En 2014 le camp de la Plage (Shati) est le lieu de résidence de plus de 87 000 réfugiés sur 0,52 km². 38 % des habitants ont moins de 14 ans, 32 % entre 15 et 30 ans, 22 % sont âgés de 31 à 60 ans et 8 % ont plus de 60 ans.

café en grains[155]. La situation change avec l'arrivée de vagues de réfugiés plus importantes en mars, lors des attaques de l'Irgoun et du groupe Stern sur Jaffa et de la fuite de ses résidents par voies maritime et terrestre. Citons Arlette Tadié-Khoury qui, dans son livre *Une enfance à Gaza*, raconte la situation de cette ville après le plan de partage :

> *« Un nouveau mot allait faire irruption dans notre vocabulaire : muhajerin, réfugié* […]. *À Gaza, nous voyions arriver des milliers de gens, tous l'air hagard ; ils ne demandaient même pas à boire ou à manger. Quand on leur offrait quelque nourriture, parfois ils la refusaient le regard hébété, parfois ils se jetaient dessus, affamés. Jamais nous n'avions vu pareil spectacle. Les rues, généralement vides, tout d'un coup charriaient des foules immenses qui semblaient errer sans but, personne ne savait où allaient ces gens ; et devant qui ou quoi ils fuyaient. La rue principale était parcourue dans les deux sens ; certains arrivaient de la mer : ils étaient venus en barque depuis Jaffa, ils avaient longé la côte ; d'autres arrivaient à pied des régions voisines »*[156].

Lors de la première vague, les individus des classes aisées et moyennes partent à l'étranger, surtout vers le Liban et la Syrie. Les mouvements de population sont similaires à ceux qui se sont produits durant les émeutes de 1920, 1922 et 1936. Parallèlement, des mouvements de population sont constatés vers l'intérieur des centres urbains, tels Wadi al Nosnas à Haïfa, Bethléeem, Nazareth et Naplouse. Les vivres ont alors commencé à manquer et les prix se sont envolés. Les mouvements des populations rurales de la plaine côtière se sont faits surtout en direction de l'intérieur, vers Tulkarem et Qalquilya, et quelques tribus bédouines, surtout celles de la région de Beisan traversant le Jourdain. Vers la fin du mois de mars 1948, le nombre d'exilés s'élève à environ 100 000 personnes[157]. Morris note qu'au début du mois d'avril 1948, pendant la deuxième vague, les *makhatirs* (notables de village), les comités locaux[158] et les soldats volontaires ou mercenaires de villages comme Burayr, au nord du district de Gaza dans le voisinage d'al Majdal[159] et dans d'autres villages à travers la Palestine, ont tenté d'arrêter l'exode : en vain. Quelques villages ont passé des accords avec leurs voisins juifs pour être protégés. Dans certains cas, les femmes, les enfants et les personnes âgées ont été envoyés ailleurs par mesure de précaution et de protection.

---

155 KHOURY-TADIÉ Arlette (2002), *Une enfance à Gaza, 1942-1958,* Paris, Maisonneuve & Larose, pp. 57-70

156 *Ibid.* pp. 210-212.

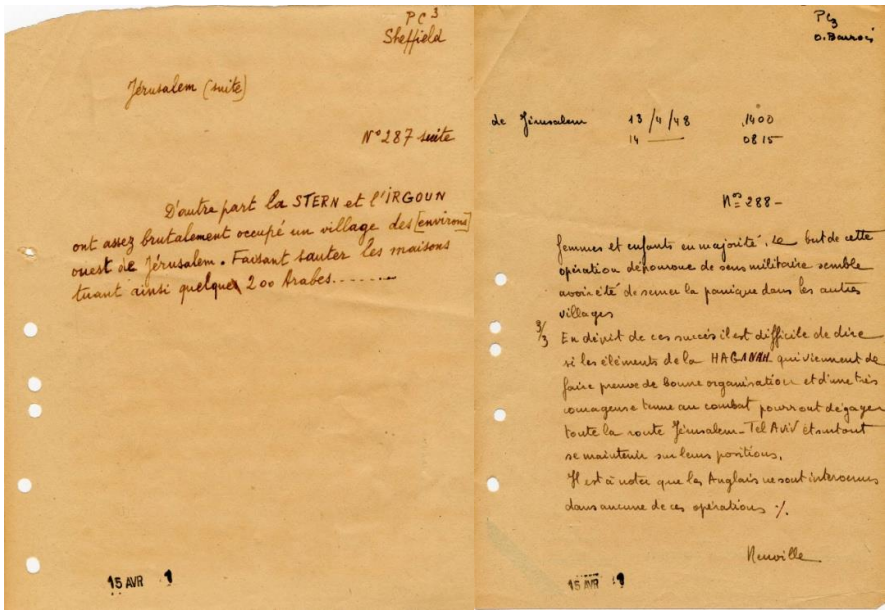
157 MORRIS Benny (2004), p. 57, (1re éd. 1988).

158 À l'instar du Haut-comité arabe, les villages ont formé des comités locaux pour gérer la coopération avec les armées arabes.

159 MORRIS Benny (2004), p. 179, (1re éd. 1988).

Un incident a lieu le 9 avril 1948 dont la narration sème la panique. L'attaque sur Deir Yassine, le 9 avril, dans une zone placée par le plan de partition sous contrôle international, à quelques kilomètres de Jérusalem, semble marquer un tournant important pour les populations arabes palestiniennes dans leur comportement envers les Juifs. Dès lors, la peur grandit et l'image de la cruauté des attaquants de l'Irgoun[160] et du groupe Stern[161] propage l'effroi. Un télégramme diplomatique[162] adressé le 13 avril 1948 au ministère français des Affaires étrangères par le Consul général de France à Jérusalem, René Neuville, en rend compte :

Figure 4 : la Stern et l'Irgoun ont assez brutalement occupe un village des environs ouest de jerusalem, faisant sauter les maisons, tuant ainsi 200 arabes, femmes et enfants en majorite...


PC 3
Sheffield

Jérusalem (suite)

N°287 suite

D'autre part la STERN et l'IRGOUN ont assez brutalement occupé un village des [environs] ouest de Jérusalem. Faisant sauter les maisons tuant ainsi quelques 200 Arabes.....

15 AVR 1

P 3
O. Bauron

de Jérusalem 13/4/48 1400
14 0815

N° 288 -

femmes et enfants en majorité. Le but de cette opération dénoncée de sous militaire semble avoir été de semer la panique dans les autres villages

3/3 En dépit de ces succès il est difficile de dire si les éléments de la HAGANAH qui viennent de faire preuve de bonne organisation et d'une très courageuse tenue au combat pourront dégager toute la route Jérusalem-Tel Aviv étant tout se maintenir sur leurs positions.

Il est à noter que les Anglais ne sont intervenus dans aucune de ces opérations ./.

Neuville

15 AVR 1

---

[160] L'Irgoun est une organisation nationaliste juive armée. Née d'une scission avec la Haganah en 1931, elle organise, à partir de cette date, l'immigration clandestine de Juifs en Palestine, des opérations de représailles et des attentats contre des civils arabes et les forces d'occupation britanniques. Lors de la proclamation d'Indépendance d'Israël en 1948, ses éléments sont intégrés à la nouvelle armée et le parti Hérout (matrice de l'actuel Likoud) est institué pour défendre, à la Knesset, les positions de l'organisation dissoute.

[161] Le Stern est un groupe armé radical créé en septembre 1940 qui n'hésite pas à se déclarer, lui-même, « terroriste ». Il se fixe pour objectif l'éviction par la force du Mandat britannique sur la Palestine afin de permettre une émigration sans restriction des Juifs vers leur terre et la formation d'un État hébreu sur toute la Palestine et l'actuelle Jordanie. Controversé du fait de ses tentatives de rapprochement avec l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie, le Lehi, souvent désigné par l'appellation, en référence à son fondateur, « Groupe Stern », reste célèbre pour ses nombreux coups de force et l'assassinat de Folke Bernadotte, un émissaire des Nations Unies.

[162] TÉLÉGRAMMES, A. D. M. D. A. É. C. D. 1948. Le massacre de Deir Yassin : télégramme et article en ligne. http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/photos-videos-publications/archives-diplomatiques-3512/expositions/expositions-diverses/60e-anniversaire-de-l-etat-d/article/le-massacre-de-deir-yassin-d-apres#.

Source : Archives diplomatiques.

Le journal *Le Monde* publie pour sa part le mardi 13 avril 1948 un article sur la Palestine dans sa rubrique *Nouvelles de l'étranger*. La nouvelle de ce massacre d'enfants, de femmes et d'hommes dans un village tranquille, connu pour avoir de bonnes relations avec ses voisins juifs, se propage à travers les territoires, jusqu'à Gaza, ainsi qu'en attestent les archives[163].

Figure 5 : Article du journal le monde du 13 avril 1948, page 2 - Palestine

centrée le long de la frontière grecque, en Yougoslavie, en Bulgarie et en Albanie, et cette armée reçoit une aide de la Yougoslavie, de la Bulgarie et d'officiers et sous-officiers allemands des formations des armées du général von Paulus qui, malgré les démentis, ont été organisées en territoire soviétique. »

Le rapport demande aux puissances libres de mettre un terme aux entreprises soviétiques, « qui conduiront à la guerre si elles se poursuivent ».

PETITES NOUVELLES DE L'ÉTRANGER

GRANDE-BRETAGNE. — « Le parti travailliste britannique compte 4.685.699 adhérents contre 3.322.358 en 1946 », a déclaré M. Morgan Philips, secrétaire général du parti travailliste, au cours d'une réunion du parti à Birmingham.

EIRE. — Les élections au Sénat ont donné les résultats suivants :

Sur quarante-neuf élus vingt-six appartiennent aux partis politiques représentés au gouvernement; dix-huit au parti d'opposition; cinq sont considérés comme indépendants.

Le premier ministre devra en outre nommer onze sénateurs pour compléter la Haute Assemblée.

GRECE. — L'amiral Alex Sakolariou, ministre de la marine, a annoncé l'arrestation de cent seize marins, dont un certain nombre d'officiers.

Ils sont accusés d'espionnage et d'avoir essayé de faire sauter quatre contre-torpilleurs.

ETATS-UNIS. — Le vapeur soviétique *Rossia* a quitté New-York ayant à son bord cent douze passagers se rendant soit à Odessa, soit dans divers ports méditerranéens où le navire fera escale.

Il laisse toutefois derrière lui cinq mille huit sacs de courrier que les dockers new-yorkais ont refusé de charger.

Un fonctionnaire postal a déclaré qu'il s'agit de sacs contenant du courrier destiné à la Russie ou aux pays d'Europe orientale. Du côté russe on affirme qu'une partie de ce courrier était destinée à l'Italie.

CHINE. — Des manifestations anti-communistes ont été organisées à Pékin en réponse aux récentes manifestations estudiantines antigouvernementales. Plusieurs milliers de manifestants, pour la plupart membres des organisations syndicales du Kouomintang, de la chambre de commerce et des étudiants, ont lapidé les vitres de l'université, saccagé la résidence d'un professeur et malmené plusieurs étudiants.

AUSTRALIE. — Le docteur Evatt, ministre des affaires étrangères, a annoncé que l'Australie allait envoyer au cours de la prochaine quinzaine 2.000 tonnes de ravitaillement aux enfants d'Europe.

BIRMANIE. — On confirme officiellement la mort du prince Taw Paya Gyi, petit-fils du feu roi Thibaw, assassiné par les rebelles communistes. On apprend également de source officielle que dans la même région les communistes ont attaqué un train de voyageurs.

NOUVELLES DE L'ÉTRANGER

ITALIE

Un discours du comte Sforza souligne l'importance des accords franco-italiens

Au cours d'un discours qu'il a prononcé hier dimanche à Milan, le comte Sforza a souligné l'importance des récents accords franco-italiens.

« Le fait que ces accords aient été accueillis avec autant de satisfaction des deux côtés des Alpes, a-t-il déclaré, *est un signe de la maturité politique des deux peuples. Des deux côtés des Alpes on a souri, et non sans raison, lorsque certains ont tenté de combattre l'union économique franco-italienne qui est animée par le même esprit créateur que le plan Marshall. »*

En ce qui concerne les rapports de l'Italie avec les pays de l'Europe orientale, le ministre des affaires étrangères d'Italie a affirmé que « ce serait une folie d'oublier l'importance qu'ont pour l'Italie les exportations en direction des Balkans et de l'Europe orientale ».

Abordant les problèmes de politique internationale, le comte Sforza a affirmé que « le plan Marshall n'était pas la manifestation d'une politique d'hégémonie des Etats-Unis en Europe ».

« Vous verrez bientôt, a conclu le comte Sforza, *combien la nation italienne saura démontrer sa valeur, non seulement en Europe, mais aussi en Afrique où, mis à part les mandats qui nous seront accordés, peuvent être mises sur pied de vastes réalisations dans un esprit de collaboration européenne. »*

Grève d'une heure à Rome

La grève s'est déroulée entre 10 heures et 11 heures (heure italienne) sans incident.

A Rome les services publics et les P.T.T. ont participé à cette manifestation.

AUTRICHE

Le trafic automobile entre la zone britannique et Vienne arrêté par ordre soviétique

Vienne, 12 avril. — Les autorités britanniques annoncent que le trafic militaire automobile a été arrêté entre la zone britannique d'Autriche et Vienne à la suite d'un ordre soviétique.

Les Soviets avaient demandé que désormais tous les militaires venant de la zone britannique par la route fussent munis de cartes d'identité avec photographie en plus du laissez-passer quadriparti qui suffisait jusqu'ici.

Les Britanniques ont refusé d'obtempérer. — *(U.P.)*

ALLEMAGNE

Mort du docteur Kuelz président du parti libéral démocrate

Le docteur Wilhelm Kuelz, président du parti libéral démocrate, est mort à l'âge de soixante-treize ans.

Le docteur Kuelz exerça les fonctions de bourgmestre de Dresde et fut député au Reichstag, puis ministre de l'intérieur du second cabinet Luther, où Stresemann était ministre des affaires étrangères.

PALESTINE

Le massacre de 254 Arabes par l'Irgoun et le groupe Stern

Les envoyés de la Croix-Rouge internationale qui se sont rendus dans le village arabe de Der-Yassin, pris d'assaut vendredi par les troupes de l'Irgoun et du groupe Stern, ont découvert les cadavres de 254 Arabes tués lors de la bataille.

Le secrétaire du haut comité arabe, le docteur Khalidi, a accusé devant la presse à Jérusalem les deux organisations terroristes d'avoir « froidement perpétré, au cours de ce raid, le massacre d'innocents, parmi lesquels l'on compte plus de 130 femmes et enfants ».

De son côté l'Agence juive a publié un communiqué condamnant « l'action barbare des groupes dissidents dans l'attaque de Der-Yassin, et demandant à tous les combattants juifs de respecter les droits des populations civiles ».

ETATS-UNIS

Le général Eisenhower refuse de nouveau d'être candidat à la présidence

Le général Eisenhower a de nouveau repoussé les propositions qu'on lui faisait de se présenter aux prochaines élections présidentielles. Il a déclaré qu'il continuait à penser exactement ce qu'il a dit le 23 janvier dernier à ce sujet.

Dans ce discours, le général Eisenhower affirmait que ses nouvelles fonctions ne pouvaient lui permettre de briguer la présidence.

Vers la fin de la grève des mineurs

La grève des mineurs, déclenchée en signe de protestation contre le non-fonctionnement du fonds d'assistance aux mineurs, prendra sans doute fin d'ici peu.

En effet, les compagnies et les chefs du syndicat ont réussi à se mettre d'accord sur le choix du troisième administrateur du fonds d'assistance.

situation internationale qui empirait d'une conférence à l'autre la Tchécoslovaquie apparaissait de plus en plus comme le maillon le plus faible de la chaîne slave et communiste de l'Europe centrale et orientale.

Des libertés choquantes...

Il y existait une presse relativement libre. Une caricature désobligeante du maréchal Tito y a pu paraître sans que le journal (catholique en plus!) fût confisqué, malgré la protestation formelle de l'ambassade de Yougoslavie. Un autre journal chrétien démocrate, *Obzory*, n'a pas craint de rappeler aux Russes la collaboration Molotov-Ribbentrop: il n'a pas été suspendu, en dépit d'une note soviétique signée par M. Zorin lui-même, et, malgré les résolutions provoquées des travailleurs de plusieurs grandes usines. Fréquemment ont été publiées dans la presse tchèque et slovaque des critiques ou des allusions déplaisantes sur le compte de Mme Anna Pauker et de la Pasionaria. On y a même osé discuter les mérites respectifs de l'armée américaine et de l'armée soviétique à la libération de Prague.

Enfin un livre y a paru, dont le tirage a vite atteint 200.000 exemplaires. Un simple livre de Mémoires pourtant, mais dont l'auteur n'était autre que M. Eduard Bénès, président de la République: celui qui, dans le passé, a tout fait pour rapprocher la Russie de l'Europe et de l'Occident; celui qui, malgré l'avis du gouvernement anglais, a signé dès décembre 1943 une alliance militaire avec l'Union soviétique, liant les deux pays avant même la fin de la guerre; celui qui à cette occasion a négocié avec les leaders du parti communiste tchécoslovaque réfugiés à Moscou, sur des bases qui déjà à cette époque donnaient plus de soucis que d'espoirs aux vrais démocrates tchécoslovaques; celui qui a été le plus déçu par l'Occident, en 1938, et qui n'a jamais cessé d'être obsédé par le danger du voisinage allemand; celui-là y a osé parler de la période de la collaboration soviéto-nazie entre 1939-1941, et y a sans ménagements exprimé son opinion sur l'attitude des communistes tchécoslovaques — un sujet considéré jusqu'alors comme « tabou » dans toute la région à l'est de l'Allemagne.

On ne peut plus compter sur Bénès !

Ces Mémoires firent sensation, d'autant plus que le bruit se répandit bientôt à Prague que M. Bénès avait légèrement modifié le texte de son livre lors de sa mise en pages. Pas grand'chose, certes. M. Bénès y avait tout simplement mis au passé quelques verbes qu'il avait employés au présent. Par exemple: « Je crois à la sincérité de l'Union soviétique » est devenu dans la version définitive: « A cette époque-là j'ai cru encore à la sincérité de l'U.R.S.S. »

Grosse émotion! L'ambassade soviétique à Prague informe Moscou, le parti communiste tchécoslovaque envoie un rapport au Kominform. Vraisemblablement ni Moscou ni Belgrade ne prennent à la légère ces retouches. Et la conclusion est très simple: on ne peut même plus être sûr de Bénès! C'est à partir de ce moment que l'on entendit raconter dans les milieux communistes que le président commençait à vieillir

Source : Archives diplomatiques.

Les récits faits à la radio des attaques sont émaillés de détails relatifs à la brutalité de l'événement, et cette violence évoquée, réelle ou non, diminue les efforts de paix et de trêves à l'intérieur des villages avec les voisins juifs.

---

[163] MORRIS Benny (2004), p. 116, (1re éd., 1988).

Après la massacre de Deir Yassin qui a semé la panique parmi les Palestiniens, les nouvelles attaques au mortier sur Jaffa à la fin du mois d'avril 1948 par les groupes de l'Irgoun et la Stern[164], qui dureront trois jours, laissent les populations complètement découragées. Le représentant de la Croix Rouge, Jacques de Reynier, décrit la panique du personnel hospitalier de Jaffa : les infirmières, les médecins parfois, partent sans penser à leur devoir, pris de panique ; les ambulanciers prennent leur véhicule pour fuir avec leur famille[165]. Ces attaques ont précipité la fuite en masse vers la Transjordanie et Gaza, par voies maritime et terrestre. Les départs *via* la route se sont souvent déroulés sous la protection d'escortes britanniques.

La première trêve, de quatre semaines, est obtenue par le médiateur suédois des Nations unies, le Comte Bernadotte[166] qui tente d'organiser un accord entre les armées juives et arabes, sans succès. La troisième vague, que Morris situe entre juillet et octobre 1948, commence après la rupture de la trêve par l'armée égyptienne, lorsque celle-ci attaque les armées juives dans le sud le 8 juillet. Dès le lendemain, commence l'opération dite des *dix jours* : des attaques simultanées dans toute la Palestine. Pour le centre et le sud qui nous concernent, ces attaques entraînent le départ précipité des habitants des villages du sud qui, paniqués, gagnent les territoires sous contrôle jordanien : la Galilée, le Liban et le territoire qui va devenir la Bande de Gaza. Les attaques de Ramleh et Lod entraînent l'exode massif des habitants vers la Bande de Gaza et la partie sous contrôle jordanien. Le départ de la population intervient après les tueries que les archives de la Haganah traitent en détail. Nous ne connaissons pas exactement l'ampleur de cet exode mais les sources rapportent *une fuite générale sérieuse* confirmée par l'arrivée d'environ 70 000 réfugiés à Ramallah qui comptait seulement 10 000 habitants auparavant.

Le médiateur obtient une deuxième trêve, du 18 juillet au 15 octobre, mais celle-ci non plus ne perdure pas. Pendant cette période, les armées juives poursuivent leurs opérations de « nettoyage ». Le calme relatif incite toutefois certains déplacés à retourner chez eux pour ramasser leurs récoltes. Les armées juives font le nécessaire pour empêcher ces infiltrations et

---

164 *Ibid.*

165 MORRIS Benny (2004), pp. 212-214, (1re éd. 1988).

166 Après de longues discussions Israël accepte la trêve. Lettre de l'Ambassadeur Eban au Secrétaire général (S/834), 10 juin, 1948 : le Conseil de sécurité a délivré la Résolution 801 du 29 mai. Le Comte Bernadotte se décide à gérer les détails de la trêve. Israël insiste sur de nombreux enjeux qu'il considère vitaux incluant le statu quo, l'approvisionnement de Jérusalem en nourriture, la fin du blocus naval égyptien pour les bateaux israéliens et l'interdiction de transport d'armes pour les pays qui étaient en guerre.

lorsqu'ils sont découverts, les Arabes sont, le plus souvent, expulsés[167]. Pendant cette période – Opération des dix jours et *nettoyages* –, ce sont près de 100 000 Arabes qui se réfugient dans le territoire qui deviendra la Bande de Gaza et la partie sous contrôle jordanien. Au mois de septembre, le médiateur, le comte Bernadotte, propose le Négueb aux Arabes contre la Galilée, le nord étant réservé aux Juifs. Toutefois, cette offre ainsi que la situation géographique des implantations, entourées par des villages arabes, devaient provoquer la violation de la trêve. Les Juifs élaborent toute une mise en scène de façon à entraîner une réponse rapide des Égyptiens et aboutir à un *casus belli*. La trêve est rompue avec l'opération *Yoav* : des attaques durant trois semaines qui provoquent le grand exode final avant la fin de l'année 1948[168]. Celui-ci, entre octobre et novembre, est considéré par Morris comme la quatrième vague. Pendant ces trois semaines, les armées juives ont nettoyé la côte sud de la Méditerranée et les collines d'Hébron. Dans la ville de Beersheba, les habitants les plus fortunés sont partis entre avril et mai, les autres sont entassés dans des camions et poussés par les Juifs en direction de la mer, vers ce qui deviendra la Bande de Gaza[169].

Un observateur américain décrit la situation de la ville de Gaza durant ces mois :

> *« Une petite ville arabe avec une population d'environ 25 000 habitants reçoit environ 60 000 réfugiés. Ils sont sur les trottoirs, dans les terrains vagues et le marché public, ils occupent les basses-cours et, enfin, ils remplissent chaque endroit vide que la ville peut offrir. Ils habitent dans les églises, les mosquées, les écoles et les bâtiments publics […]. Ces gens ne reçoivent pas de ration humanitaire [parce que] ils viennent d'arriver »*[170].

En outre, la ville de Gaza est également bombardée. Ses habitants se réfugient dans les dunes pour se cacher, mais ils rentrent chez eux quelques jours plus tard. De nombreuses personnes sont tuées près de la gare. Les Gaziotes n'ont pas où partir. Le problème lié au nombre croissant de réfugiés et la crise majeure qui se développe dans le sud, sous contrôle égyptien, sont connus partout dans le monde. Au début de l'année 1948, deux membres de

---

[167] Ben Gurion ordonne l'expulsion de la population arabe de Lod et Ramleh.

[168] MORRIS Benny (2004), pp. 426-453, (1re éd. 1988).

[169] *Ibid.*, pp. 462-488.

[170] Ibid.

l'American Friends Service Committee (AFSC) qui connaissent bien la région, arrivent sur le terrain pour évaluer la situation[171].

Pour répondre au « problème des réfugiés », les Nations Unies créent en novembre 1948 l'UNRPR, *United Nations Relief for Palestine*[172]. Après la résolution 302 de décembre 1949, les Nations unies établissent l'UNRWA, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient, *pour gérer les problèmes des réfugiés jusqu'à une résolution de leur situation et un possible retour chez eux*[173]. La mise en œuvre de l'organisation ayant pris du temps, les Nations Unies ont demandé à l'AFSC de gérer le programme humanitaire pendant un an. Quelques-uns de ceux qui étaient en Palestine, à Ramallah, craignent que la participation à une opération similaire ne viole le *principe Quaker de partialité* utilisé par les *Friends* dans la médiation, pour lequel ils ont d'ailleurs obtenu le Prix Nobel de la Paix en 1947. En particulier, le directeur de l'école des filles de Ramallah qui craignait que les Nations Unies ne convainquent les Quakers de délocaliser les réfugiés palestiniens loin de leur foyer et de leurs terres. Finalement, le Comité a accepté de travailler à court terme afin d'aider les Nations Unies dans leur volonté de loger et de soigner les réfugiés.

Les Quakers arrivent à Gaza en 1948 et, avec eux, des pacifistes et quelques personnes effectuant leur service civil public au lieu du service militaire. Ils racontent que les conditions dans les camps sont épouvantables, les fortes pluies de l'hiver rendant difficile tout déplacement et les égouts ouverts s'écoulant dans les rues. Environ 250 000 réfugiés s'abritent dans des taudis rudimentaires, la nourriture est très limitée et les bénévoles travaillent sous les bombes avec des dizaines de morts autour d'eux et des blessés arrivant quotidiennement en grand nombre. La venue massive de près de 200 000 réfugiés[174] entre 1947 est 1949, échappant

---

[171] QUAKERS IN ACTION: Jerusalem and Gaza 1947-1950 http://www.quakersintheworld.org/quakers-in-action/216

[172] Qui est réfugié palestinien ? Selon la définition de l'UNRWA, les réfugiés palestiniens sont les personnes habitant en Palestine entre juin 1946 et mai 1948, qui ont perdu leur résidence et leurs moyens d'existence à cause du conflit arabo-juif (devenu arabo-israélien) de 1948. Toute personne demeurant dans les régions où l'UNRWA est présente, inscrite auprès de l'organisation et ayant besoin de soutien, peut prétendre à une aide de l'organisation. Est aussi considéré comme réfugié tout descendant de réfugiés originaires de Palestine. Quand l'Office débute ses actions en 1950, il apportait une aide à environ 750 000 réfugiés. Aujourd'hui, 5 millions de Palestiniens peuvent s'inscrire pour recevoir de l'aide et des services de l'UNRWA. Les réfugiés reçoivent une carte d'inscription leur permettant d'obtenir une aide en nature ou en espèces ainsi que des services. Elle est présente dans la Bande de Gaza, la Cisjordanie, la Jordanie, la Syrie et le Liban.

[173] UNRWA, archives de 1948 sur la population réfugié à Gaza.

[174] Dans l'annexe de son livre, Morris indique que les chiffres indiqués par le Mandat, comme ceux de l'UNRWA, enregistrent plus de 210 000 réfugiés à Gaza. *Statistiques de l'UNRWA pour l'année 1950.*

à la lutte armée, traumatisés et ayant laissé leurs terres et leurs propriétés derrière eux, a exercé une pression inattendue dans un contexte économique déjà précaire, à la fin du Mandat britannique. Pour les *Friends*, la priorité est donc l'établissement d'un service de santé public. L'AFSC travaille également avec l'Organisation mondiale de la santé pour mettre en place un programme de lutte contre la malaria, en pulvérisant des insecticides dans les lieux où l'eau stagne afin d'éviter la prolifération des moustiques. Les *Friends* construisent aussi des douches et une buanderie, réduisant ainsi considérablement les infections cutanées devenues endémiques. Il est vrai que les vêtements venus des États-Unis ne conviennent pas, notamment aux femmes palestiniennes, et l'AFSC a mis en place des ateliers de tissage et de couture. Les *Friends* établissent, en outre, des écoles sous des tentes pour les enfants en se basant sur la scolarité égyptienne. Déjà en mars 1949, ils nourrissaient 16 000 enfants. En 1950, le travail humanitaire de l'AFSC[175] a été repris par l'UNRWA, qui est encore à Gaza de nos jours.

Environ 150 000 Palestiniens sont restés dans le nouvel État d'Israël en 1948, parmi lesquels 20 à 30 000 ont été bannis dans les huit mois suivants. 48 000 réfugiés ou déplacés qui sont restés en Israël même, dont 17 000 Juifs, sont pris en charge par l'ONU jusqu'en 1952[176].

Les réfugiés palestiniens qui restent dans des villages tout au long de la ligne verte sont soumit à un régime militaire juif. Ceux qui étaient inscrits formellement sous l'Ordonnance d'inscription de résidents de 1949 ont reçu la citoyenneté israélienne. D'autres sont demeurés sans statut légal, donc susceptibles d'être déportés. Toute propriété appartenant aux réfugiés est déclarée abandonnée et expropriée par l'État. L'État juif et l'Agence du Fond national juif contrôlaient 90 % des terres en garantissant l'extension des contrats aux locataires juifs mais pas aux arabes. Ceux qui résidaient dans le voisinage d'arabes ont été soumis à la loi martiale jusqu'en 1966. Les réfugiés les plus pauvres sont, initialement, installés dans des camps, sur des terres appartenant à l'État ou à des propriétaires privés. Dans la plupart des cas, la terre avait été louée pour une période indéfinie, jusqu'à la résolution du problème de ces réfugiés. Elle n'est pas attribuée aux réfugiés en tant que propriétaires mais comme locataires ; ils ont le droit d'utiliser ces parcelles mais elles ne leur appartiennent pas[177]. Ils se retrouvent dans les

---

[175] Les Quakers sont parmi les premières ONG qui ont mené l'aide humanitaire pour l'UNRWA.

[176] AL HUSSEINI Jalal (2010-2011), « L'assistance humanitaire en faveur des réfugiés de Palestine, instrument de la politique étrangère américaine au Proche-Orient ? », *Politique américaine*, pp. 57-74.

[177] Archives de l'UNRWA en ligne ; utilisation le 15 mai 2012, https://www.unrwa.org/tags/archive

camps de façon temporaire jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée au problème qui dure déjà depuis plus de 60 ans !

L'UNRWA devient l'institution spécifique, par excellence, qui veille à aider[178] les réfugiés de Palestine. À Gaza, elle répond à leurs besoins de première nécessité : l'abri gratuit, des rations de nourriture, des services sociaux, des écoles et des cliniques ainsi que les services municipaux de distribution d'eau et d'électricité. Une minorité, le reste des habitants non réfugiés, surtout dans les camps, vit grâce aux aides humanitaires : les non réfugiés, qui ne sont pas propriétaires fonciers mais des gens simples et pauvres, ne sont soutenus par aucune institution bien qu'ils se retrouvent, eux aussi, dans le plus grand dénuement, manquant de ressources pour satisfaire leurs besoins élémentaires. Concernant l'emploi, les conditions sont plus difficiles pour les réfugiés jusqu'en 1960, le taux de chômage à Gaza étant de 80 % pour les réfugiés et de 35 % chez les autochtones[179]. Ce n'est qu'après la Guerres des six jours de 1967 que le chômage diminuera avec la politique des *portes ouvertes* mise en œuvre par Israël. Le mandat de l'UNRWA, renouvelé tous les trois ans, est financé depuis plus de cinquante ans en grande partie par les États-Unis[180]. Depuis sa création, l'organisation a constitué, en particulier dans la Bande de Gaza, *un État dans l'État* [181]. Bien que l'Égypte gère déjà, de fait, les affaires de la Bande de Gaza avec l'UNRWA, l'accord d'armistice de 1949 lui confie formellement cette région. L'Égypte administre Gaza pendant 18 ans, de 1949 jusqu'à la guerre de juin 1967.

7. L'administration égyptienne de 1949 à 1967

Les combats entre Juifs et Arabes prennent fin en février 1949 avec les traités d'armistice signés à Rhodes en fixant une ligne de démarcation, la *ligne verte*[182], qui demeurera jusqu'en 1967. Ces accords marquent la victoire israélienne dans les combats contre les pays

---

[178] Cette opinion est décrite aussi par Stéphanie Latte-Abdallah, dans S. LATTE-ABDALLAH (2005), *Images aux frontières, Représentations et constructions sociales et politiques Palestine, Jordanie 1948-2000*, Beyrouth, IFPO.

[179] SARA Roy (2004), *The Gaza Strip, the political economy of de-development*, Institute of Palestine Studies, Washington, DC (1re éd. 1995).

[180] AL HUSSEINI Jalal (2011).

[181] UNRWA, archives pour l'année 2010: http//rsq.oxfordjournals.org on May 30 2010. *Refugee Survey Quarterly*, vol. XXVIII, n° 2-3, UNHCR.

[182] La ligne verte désigne, de manière générale, les frontières issues d'un conflit militaire. La ligne d'armistice, ici, est connue sous le nom *ligne verte* car le crayon utilisé pour tracer la carte issue de l'armistice était de couleur verte. C'était la séparation entre Israël et la Jordanie de 1949 à 1967. Aujourd'hui, la ligne correspond aux frontières nord, sud et ouest du territoire israélien conquit (la Judée et la Samarie) où vivent majoritairement des résidents palestiniens.

arabes. La *ligne verte*, quant à elle, devait servir d'outil temporaire de séparation des territoires. Après son tracé, la Palestine du Mandat est divisée en trois[183] : le nouvel État d'Israël, la Cisjordanie, annexée par le royaume de la Jordanie, et la Bande de Gaza.

Figure 6 : Division géographique du ministère français des affaires etrangères

Source : Jean-Pierre Derriennic, Le Moyen-Orient au XXe siècle, Armand Colin, 1980.

[183] La division reste, de fait, en vigueur entre les années 1949 et 1967.

Le territoire de la Bande de Gaza est placé sous la tutelle de l'Égypte[184] qui ne l'incorpore que partiellement dans son système légal. Trois mois après l'annexion militaire de la Cisjordanie par la Transjordanie, lors de la guerre avec Israël, le Parlement du Royaume jordanien approuve officiellement l'union des deux rives du Jourdain en un seul État, le Royaume hachémite de Jordanie, créé en 1949, placé sous la souveraineté du roi Abdallah. La population de Cisjordanie reçoit des passeports temporaires jordaniens à la différence des Palestiniens de la Bande de Gaza qui se voient attribuer un laissez-passer égyptien. L'administration égyptienne reconnaît toujours les résidents de la Bande de Gaza comme citoyens palestiniens car la directive du Mandat de 1925 sur la citoyenneté est encore en vigueur[185]. Résultat des conquêtes des armées juives au moment de l'armistice, le territoire, comme son nom l'indique, c'est une longue bande s'étendant sur 42 km, bordée à l'ouest par la mer Méditerranée, à l'est par Israël. Au sud, la moitié de la région de Rafah sert de frontière avec l'Egypte, le nord étant limitrophe de Beit Hanoun. Sa partie la plus large est de 12 km et la plus étroite, au centre, ne s'étend que sur 6 km.

Afin de rapporter cette taille modeste à celle de la période de l'administration britannique, rappelons que la Palestine du Mandat s'étendait sur 26 323 023 *dunum* (environ 26 324 km^2) alors que le territoire du district[186] ne couvrait que 1 110 501 *dunum*[187]. Après la guerre arabo-juive et l'armistice de 1949, la Bande de Gaza, ou plus précisément ce qui reste du *sub-district* de Gaza, représente seulement 365 000 *dunum*, ou 365 km^2, soit 0, 27 % de la totalité des territoires du Mandat en Palestine et seulement le 33% du district de Gaza[188]. La population totale de la ville de Gaza, après ce découpage et après l'arrivée de plusieurs vagues de réfugiés, est estimée à 80 000 habitants, alors que le nombre de personnes demeurant dans la ville, selon l'enquête de 1945[189], s'élevait à près de 25 000[190]. La situation devient dès lors critique.

---

184 Anglo American Committee of Inquiry (1946), *A Survey of Palestine*, vol. I, p. 143.

185 Le Mandat britannique met en place (officiellement) le 1er août 1925 la *Palestinian Citizenship Order* qui définit la citoyenneté palestinienne comme des personnes : sujets turcs résidents dans le territoire de la Palestine le 1er août 1925 : *Turkish subjects habitually resident in the territory of Palestine upon the 1st day of August, 1925*. NRC, *Undocumented and stateless*, janvier 2012.

186 Parfois on parle, dans la littérature, du *sub-district* de Gaza parce qu'elle est considérée ici avec Bier Sheba.

187 Mesure ottoman de terrain utilisé jusqu'à présent dans les territoires occupés, environ 1 000 m^2.

188 DEPARMENT OF STATISTICS, G. O. P. 1944-45, *Statistical Abstract of Palestine,* Palestine, Printed by the Government Printer.

189 Ibid.

Après l'échec arabe de 1948, la jeune génération des camps de réfugiés et de la ville de Gaza, lassée du jeu stérile des élites palestiniennes et de leurs parrains arabes, décide de prendre en main la lutte pour libérer la Palestine. Yasir Arafat, Khalil al-Wazir (Abu Jihad), Faruq al-Qadumi et Salah Khalaf (Abu Iyad) créent un mouvement national révolutionnaire indépendant qui, ils l'espèrent, unira la jeunesse palestinienne autour d'un même idéal : la libération du territoire palestinien. Ils commencent à recruter des partisans à Gaza puis se rendent au Koweït où ils enrôlent de jeunes exilés palestiniens instruits qui constitueront des années plus tard le mouvement *al Fatah*[191], Mouvement de libération nationale de la Palestine et principale composante de l'OLP. Bien que l'administration égyptienne impose des mesures coercitives dans le but de décourager la création d'associations et de syndicats et que les expressions politiques publiques soient restreintes, des groupes œuvrent dans la clandestinité, tels le parti communiste et les Frères musulmans, surtout dans les camps de réfugiés et dans les écoles secondaires où des élèves sont souvent interpelés et emprisonnés par les autorités égyptiennes. Dans la Bande de Gaza, comme en Jordanie, les partis nationalistes avaient pour principal objectif la libération de la Palestine et étaient des mouvements islamistes : le parti Ba'th et le parti national syrien. Proche de Nasser, le Mouvement des nationalistes arabes trouve sa raison d'être dans son programme politique centralisé sur la Palestine. La prolifération des partis mineurs montre, dans les années 1960, toute la désillusion de la population à l'égard des partis arabes formels et du manque de dirigeants charismatiques pour capter l'intérêt de nouvelles recrues. La majorité des Palestiniens, de toutes classes sociales, reste alors en marge des affiliations politiques. Bien que les petits propriétaires aient commencé à perdre leurs terres bien avant 1948, *al hijra*, l'exode, a complètement détruit ceux qui avaient maintenu, durant des années, un équilibre fragile entre la pauvreté dignifiée (les *mastourin*) et le dénuement. Dans ce contexte, *al hijra* n'a pas manqué de produire un nationalisme palestinien. Ce sentiment nationaliste était évident, en particulier dans les camps de réfugiés où se trouvait la population rurale qui, dans sa grande majorité, avait perdu ses biens, les moyens de répondre aux besoins nécessaires pour une vie décente et pour préserver fierté et identité[192]. Après les tracés issus de l'armistice, les frontières avec Israël n'étaient pas

---

[190] « Prepared in December 1945 and January, 1946 for the Information of the Anglo-American Committee of Inquiry », vol. I, *Institute for Palestine Studies* (1991), pp. 12-13.

[191] Fatah en arabe *al-Fatah* ou *al-Fath*, conquête. Acronyme inversé de *Harakat al-Tahrir al-Watani al-Filasiniyya*, Mouvement de libération nationale de la Palestine.

[192] SAYIGH Yezid (1999), pp. 46-54.

hermétiques et de nombreux réfugiés continuaient à se rendre sur leurs terres pour en rapporter les récoltes abandonnées lors de leur fuite. Des centaines de personnes passant ainsi d'un côté à l'autre de la *ligne verte*, Israël demande au gouvernement égyptien de surveiller les frontières. Malgré cela, les infiltrations se poursuivent, entraînant la mort de plusieurs personnes.

À Gaza, l'agriculture reste la principale activité soutenue par l'administration égyptienne[193]. Le secteur industriel, principalement artisanal, est constitué de petits ateliers[194]. Les habitants de Gaza, avant 1947, étaient de grands et petits propriétaires fonciers. Les premiers produisaient des grains et des agrumes destinés à l'exportation et les petits, tout en travaillant leurs propres terres, cultivaient des produits pour le marché local. Les autres habitants étaient employés du secteur privé, dans l'administration civile britannique mais aussi dans des compagnies étrangères disposant de bureaux dans d'autres villes de la Palestine du Mandat.

Sous l'administration égyptienne, les liens avec le monde extérieur se maintiennent grâce au système ferroviaire et au port, comme au temps du Mandat britannique, mais la seule destination est l'Égypte, qui exporte les agrumes en Asie et en Europe. Dépossédée des champs de Beersheba, Gaza ne produit plus de grains. Les droits de douane étant plus bas qu'en Égypte, la différence de prix permet au troc et au commerce de se développer par le biais de la contrebande et du trafic illégal de marchandises de luxe. La revente, assortie d'un profit substantiel, devient la source de fonds principale et fait la réussite économique de certains commerçants locaux[195], jusqu'alors gênés par l'émergence du secteur entrepreneurial. La Bande de Gaza devient un grand marché noir et le centre de trafics illégaux, une sorte de « zone libre ». En 1949, la Bande de Gaza n'a pas de matières premières, elle dispose de ressources naturelles très limitées et souffre d'une réglementation stricte pour ce qui est des échanges avec l'Égypte. Ces différents éléments et le budget limité de l'administration militaire égyptienne qui doit gérer prioritairement la prévision des besoins de la population, limitent

---

[193] L'agriculture pendant le Mandat britannique est dirigée vers les marchés égyptiens pour les agrumes et les grains, l'orge, quant à elle, est exportée pour la bière vers le marché britannique. Nous allons voir les conséquences de cette situation de nos jours, comme l'indique Roy dans son livre sur le dé-développement : *cf.* ROY Sara (2004), *The Gaza Strip : the Political Economy of De-Development,* Washington, DC, Institute of Palestine Studies.

[194] EFRAT Elisha (2006), *The West Bank and Gaza Strip - A geography of occupation and disengagement*, Londres, Routledge.

[195] BUTT Gerald (1995), pp. 59-60.

considérablement le développement. À cela s'ajoute la dépendance du gouvernement égyptien envers l'UNRWA, source de commodités premières[196]. L'emploi d'environ 5 000 personnes dans l'administration et la police exacerbe d'avantage encore ces effets pervers. Les Palestiniens sont exclus des postes importants dans les services publics, monopolisés par les Égyptiens, à l'exception des municipalités de la Bande de Gaza, dans lesquelles ils ne comptent pas moins de 6 000 employés. Les réfugiés des camps tentent de recréer leurs villages en poursuivant les pratiques datant du Mandat, aidés dans ces efforts par l'UNRWA qui cherche les *makhatirs*[197] pour organiser les villageois autour des notables. Les habitants étaient à la recherche de leurs voisins et parents pour, eux aussi, essayer de reconstituer leurs villages d'origine, ensemble, avec le *mukhtar* et les conseils de *chyukh*, représentant l'autorité sociale et de résolution traditionnelle des conflits avant 1948. Pour la population villageoise, le traumatisme d'*al hijra* signifie un déracinement et une cassure des liens traditionnels, du concept d'un chez moi *a'ela*, d'une famille étendue et de la *hamula*[198]. Pour les réfugiés ils ne sont pas stigmatisés seulement pour leur condition de pauvreté, mais aussi pour avoir laissé leurs biens dans leur fuite. Ce sentiment de dégradation leur procure un attachement aux structures sociales traditionnelles déjà en péril avant 1948. L'institution du *mukhtar* nommé aussi le *kbir* (grand, pour vieux)[199] pendant l'Empire ottoman, fonctionnait comme intermédiaire entre une ou plusieurs familles du village et l'autorité centrale ; il était chargé de certaines tâches administratives, et il avait aussi la responsabilité de résoudre les problèmes afin de maintenir la sécurité. Après la guerre arabo-juive, l'UNRWA utilise le *mukhtar* de chaque village pour l'aide au recensement des personnes.

L'un des grands changements liés au passage du Mandat britannique à l'administration égyptienne concerne, selon les dires de la population[200], l'éducation. Durant la période britannique, l'éducation concernait surtout le niveau primaire et visait un bon niveau en anglais, mais tout le monde n'était pas concerné. Il s'agissait surtout d'écoles publiques,

---

196 ROY Sara (2004), *The Gaza Strip, the Political Economy of De-Development* ,Washington, DC, Institute of Palestine Studies (1re éd. 1995), pp. 65-70.

197 Notables du village, pluriel de *mukhtar*. Aussi nommés ainés ou anciens a qui respect est dû, *cheikh* (singulier) et *chiukh* (pluriel).

198 Groupement de familles étendues.

199 Dans son article sur l'identité palestinienne, Pirinoli mentionne le mot kbir pour se référer aux hommes âgés de la famille, qui vont former les comités ou comme elle l'appelle l' « assemblé de grands hommes », p. 102.

200 Entretien n° 53 avec Mlle Leila Qleibo, 2010. Également dans les entretiens n° 63 avec Mme Rawia Shawwa et n° 51 avec M. Ghaleb al Wazir.

quelques-unes privées, appartenant à des missions chrétiennes, les baptistes notamment[201]. Pendant la période égyptienne, l'éducation primaire, secondaire et universitaire, devient accessible à tous. Du fait du manque d'universités dans la Bande de Gaza, celles d'Égypte ouvrent gratuitement leurs portes aux Palestiniens, garçons et filles. Les étudiants reçoivent du gouvernement égyptien une bourse afin de payer leurs frais de séjour, impossibles sans cela à financer pour la majorité des familles peu aisées de Gaza. Avec l'administration égyptienne, et plus tard l'UNRWA, dans les années 1950, la possibilité d'étudier est accordée pour la première fois aux réfugiés. Grâce aux informations obtenues lors des entretiens que nous avons réalisés au camp de la Plage, et dans d'autres de la Bande de Gaza[202], nous constatons que la plupart des refugiés s'efforcent, avec acharnement, à étudier. Nous relevons une transformation du ressenti des réfugiés palestiniens quant à leur perception de l'éducation. Au lieu d'avoir des terres et des maisons, que nombre d'entre eux avaient perdues dans *al hijra*, ou n'avaient parfois pas du tout, les Palestiniens commencent à apprécier les occasions de sortir de Palestine et la sécurité personnelle et économique croissante que leur permet l'éducation[203]. Elle devient la seule voie d'atteindre une source identitaire digne dans la société. Et c'est bien ce niveau de formation qui va leur ouvrir les portes de l'Irak, de l'Arabie Saoudite et, plus tard, des pays du Golfe qui les reçoivent à bras ouverts pour soutenir leur processus de développement ; c'est notamment le cas du Koweït. La migration liée au travail vers les pays du Golfe autorisant l'envoi de sommes d'argent à Gaza, constitue l'une des ressources vitales pour les familles dans un contexte de manque d'entreprises productives concrètes ou d'emplois professionnels. Les dépenses sont consacrées aux besoins quotidiens de la maison, à l'éducation et aux fonctions sociales. L'éducation transforme de simples paysans, petits artisans ou commerçants, en employés de bureau travaillant soit à l'UNRWA, soit pour l'administration égyptienne[204]. La petite bourgeoisie palestinienne dans le *shatat* (la diaspora) obtient des passeports, selon le processus de naturalisation, mais elle a un pouvoir politique limité, son influence étant réservée au secteur commercial privé. Dans des pays tels que ceux

---

[201] Les baptistes fondent un hôpital en 1916, encore sous l'Empire ottoman, ainsi qu'une école primaire et un institut qui permet d'obtenir le diplôme d'infirmière.

[202] Entretiens et conversations du chercheur entre 1993 et 2010 dans des camps de réfugiés de Gaza.

[203] Entretien avec M. Ghaleb al Wazir et son épouse, par l'auteur, mai 2011.

[204] SAYIGH Yezid (1999), pp. 40-45. Il en va de même de la population rurale de la Cisjordanie annexée au Royaume de Jordanie.

du Golfe, l'Égypte, la Syrie ou le Liban, la naturalisation leur est refusée, augmentant de fait leur marginalité.

Bien que les investissements de l'administration égyptienne aient été limités, ils suivent les grandes lignes des plans d'aménagement du Mandat. Les Égyptiens construisent des boulevards et des espaces verts, étendent les rues principales, poursuivent le lotissement des terres, que l'administration cède à bas coûts aux employées publics, et encouragent la construction d'hôtels. Ainsi, Gaza bénéficie, par le biais de l'Égypte, du tourisme venu du monde arabe, et, en priorité, les « internationaux » venus travailler aux Nations Unies arrivant à l'aéroport,[205] local construit en 1927 par les autorités du Mandat et utilisé par l'UNRWA dans les années 1950 pour le courrier ainsi que pour les déplacements de ses personnels. Après la création de l'UNRWA en 1948 et la formalisation de la prise en charge par l'Égypte de l'administration de Gaza, l'UNRWA et l'administration égyptienne travaillent en étroite collaboration pour gérer les affaires quotidiennes de la population. Pendant des années, les pauvres de Gaza, les locaux qui n'avaient pas eu la carte de l'UNRWA et n'étaient pas considérés comme réfugiés, ne bénéficieront ni d'aides alimentaires et économiques, ni des systèmes de santé et d'éducation gratuits[206]. À la fin des années 1950, l'UNRWA intensifie ses efforts en matière d'éducation avec l'ouverture à tous de ses écoles de tentes. De plus, la bureaucratie pléthorique de l'UNRWA employait des milliers de réfugiés dans ses bureaux.

L'administration égyptienne n'a pas modifié les lois du Mandat, la *British Town and Building Ordinance* de 1936 reste en vigueur, n'apportant que des changements mineurs relatifs aux membres des autorités responsables[207]. Les changements qui ont eu lieu en Égypte avec l'abolition de la loi de la *Shari'a* n'ont en rien concerné le judiciaire civil et les cours de *Shari'a* à Gaza n'ont pas été affectés. En revanche, la loi sur le droit des familles de 1954 a été appliquée et reste la première référence législative pour les résidents de la Bande de Gaza[208]. Le système le plus populaire de résolution des conflits chez les Palestiniens reste toutefois la *soulha* qui

---

[205] HERBERT Gilbert et SOSNOVSKY Silvina (1993), *Bauhaus on the Carmel and the Crossroads of Empire*, Yad Izhak Ben-Zvi, Publications, Jérusalem. En 1927, le British Imperial Airways passe un accord avec le gouvernement du Mandat pour opérer un service de poste aérienne, la ligne Le Caire/Baghdad, s'arrêtant à Gaza, pp. 51-52. Voir aussi SHRITEH Fakher (2014), *Gaza, The Bleeding Wound.*

[206] Ce n'est qu'en 1991 que le Programme alimentaire mondial (WFP) entre à Gaza et en Cisjordanie pour aider la population non-réfugiée.

[207] Entretien avec l'ingénieur Ali Abu Shahla, *in* HANSEN Kurt (2013) *Gaza city : Analyse des transformations urbaines 1917-2011*, Thèse de doctorat en Géographie, Rennes, Université de Rennes 2.

[208] NORWEGIAN REFUGEE COUNCIL (2011), *The Shari'a Courts and Personal Status Laws in the Gaza Strip.*

désigne les pratiques coutumières de règlements des différends. Elles font référence aux valeurs morales, voire religieuses, du groupe et mettent en œuvre des mécanismes de médiation et de réconciliation traditionnels[209].

Au début des années 1950, l'Égypte connaît des moments difficiles avec une monarchie au bord de l'effondrement. Jamal Abdel Nasser et Anwar al Sadat sont de ceux ayant formé une organisation secrète au sein de l'armée fin des années 1940, le *mouvement des officiers libres* pour en finir avec la monarchie et la présence européenne en Égypte. La corruption qui prime dans le Royaume et la défaite de la guerre qui a opposé les Juifs aux Arabes sont les déclencheurs en 1952 de la révolution égyptienne. Le Roi Farouk abdique en faveur de son très jeune fils Fouad II et, peu après, en 1953, la monarchie est officiellement abolie. En juin de la même année, la République d'Égypte est proclamée. Un officier du mouvement, soldat de métier et membre du mouvement des officier libres qui s'est distingué dans la guerre de 1948, devient le premier président nommé de la République[210]. Il gouverne moins d'un an puis, après une brève lutte pour le pouvoir entre les officiers du mouvement, Jamal Abdel Nasser prend la présidence. Dans l'opinion des Gaziotes, bien qu'il tente de créer un État socialiste non aligné et d'influencer la direction du monde arabe musulman, l'existence d'Israël et le jeu de pouvoir des alliés occidentaux ne lui permettent pas d'atteindre son but.

Nasser décide de gérer la crise du Canal de Suez en juillet 1956 à son avantage et nationalise le canal sans qu'aucune répercussion ne se fasse sentir dans la circulation des bateaux étrangers. Les troupes britanniques partent sans engendrer aucun désordre. Nasser promet de verser des compensations aux propriétaires du canal, une compagnie internationale basée à Paris, et garantit le droit de passage pour tous les bateaux, exception faite de ceux battant pavillon israélien. Les Israéliens n'acceptent pas cette décision et passent un accord secret avec la France et la Grande-Bretagne en vue de préparer une action contre l'Égypte. Les attaques initiées en 1956 par la France, la Grande-Bretagne et Israël sur le Canal de Suez et la Bande de Gaza[211] semblent avoir eu des causes multiples. Les assauts constants contre les colonies israéliennes de la Bande de Gaza sont l'une des raisons avancées par Israël. Pour sa part, la France ne souhaite pas que l'Égypte aide la rébellion algérienne, et la Grande-Bretagne,

---

[209] SIGNOLES Aude (2005), « Les représentations du passé en Palestine. Municipalités d'hier, municipalités d'aujourd'hui », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. X, n° 4, pp. 109-126.

[210] L'officier est Mohammad Naguib.

[211] SAYIGH Yezid (1999), pp. 60-66.

chassée d'Égypte après l'accord de 1954, considère cela comme un affront. Dans le détail, les choses sont encore plus compliquées : devant le refus des États-Unis, de la France et de la Grande-Bretagne de fournir de l'armement à l'Egypte pour se défendre contre Israël, Nasser a passé un accord en 1954 pour l'achat d'armes avec la Tchécoslovaquie puis, un an après, avec l'Union soviétique. Cet accord est l'un des premiers succès de l'URSS dans sa volonté d'accroître son influence au Moyen-Orient[212].

Les États-Unis tentent de calmer les esprits afin d'éviter une guerre qui pourrait compromettre la circulation des bateaux par Suez ; mais la France et la Grande-Bretagne s'arrangent secrètement avec Israël pour déclencher une invasion, attaquent les forces de l'armée égyptienne par le Sinaï et prennent le Canal. Les attaques sont intenses et les forces égyptiennes sont vaincues après une farouche résistance face aux armées et à l'aviation des trois pays. Au début du mois de novembre 1956, les troupes françaises et britanniques prennent le contrôle du Canal de Suez, les troupes israéliennes s'emparant quant à elles de Gaza et s'y maintenant jusqu'en mars 1957. Afin d'éviter un conflit avec l'Union Soviétique, la France et la Grande-Bretagne acceptent le cessez-le-feu demandé par les États-Unis et les Nations Unies et retirent leurs troupes vers la fin de l'année 1956. En mars 1957, Israël doit également quitter le Sinaï sous la pression des États-Unis[213]. L'Égypte ouvre le Canal au mois d'avril pour tous les pays à l'exception d'Israël, cette situation ne changeant qu'après la guerre arabo-israélienne et la défaite arabe de juin 1967. La guerre a été un réel succès pour Israël et lui a permis une coopération accrue avec la France et la construction d'un réacteur nucléaire. Suite à la dure répression israélienne, finalement, les infiltrations des Palestiniens en Israël se réduisent : plus de 1 500 *feda'iyyun* fuient Gaza pour la Cisjordanie et environ 4 000 sont emprisonnés par l'armée israélienne qui procède à quelques centaines d'exécutions[214]. Plus de 1 000 Palestiniens sont tués lors du départ de l'armée israélienne de la Bande de Gaza en 1957.

Après la guerre de Suez et la brève occupation israélienne de la Bande de Gaza, l'Égypte porte son intérêt en matière de politique étrangère vers le conflit palestino-israélien. Jamal Abdel Nasser autorise, par le biais de l'administration égyptienne, une activité politique majeure dans la Bande de Gaza, permettant aux Palestiniens un plus grand espace de

---

212 http://www.globalsecurity.org/military/world/war/egypt2.htm

213 La France et la Grande-Bretagne ont retiré leurs troupes sous la menace d'une attaque nucléaire soviétique, les États-Unis étaient partis prenante dans cet ultimatum.

214 SAYIGH Yezid (1999), pp. 60-66.

manœuvre pour leurs activités politique et une plus grande influence au sein de la société civile.

Dans les années 1960, la situation de l'Égypte dans le monde arabe est fragile. Nasser devient plus conciliant avec les autres chefs d'États et cherche une trêve avec le roi Saoud d'Arabie Saoudite pour mettre un terme au conflit au Yémen du Nord[215]. Le plan israélien de déviation du cours des eaux du Jourdain est une raison suffisante pour chercher une réconciliation. La première conférence arabe a lieu au Caire en janvier 1964 pour traiter de cet enjeu critique. Deux décisions y sont prises. La première a pour but d'établir un Commandement arabe unifié; il supervisera les préparatifs militaires dans le cas d'une guerre avec Israël. La deuxième consiste à empêcher tout détournement des eaux du Jourdain au profit d'Israël. Pendant la conférence, un *mémorandum* irakien soulève le sujet litigieux de la création d'une entité palestinienne. La libération de la Palestine ne fait pas partie de l'agenda d'annexion permanente de la Cisjordanie suivi par le Royaume jordanien et il n'est donc pas surprenant que, en raison de la forte opposition jordanienne, la conférence ne prenne aucune décision liée à la question de la Palestine. En revanche, les chefs d'États donnent au représentant de la Palestine devant la Ligue arabe, Ahmed al Shuqayri, la responsabilité d'en assurer le suivi. Même Nasser ne peut rien pour faire avancer la cause palestinienne à ce moment-là. La recommandation est de poursuivre les consultations avec les États membres et les Palestiniens, avec pour objectif de les organiser afin de leur permettre de jouer leur rôle dans la libération de la Palestine et dans la définition de son identité.

8. La création de l'Organisation de libération Palestinienne (OLP), mai 1964

Quelques semaines plus tard, Shuqayri présente à Nasser le projet pour une organisation palestinienne, avec une charte nationale, des statuts internes et des directives concernant les activités politiques, militaires et économiques. D'après ses mémoires, Shuqayri a eu l'approbation de Nasser pour la gestion des gardes-frontières palestiniens et la préparation d'une ébauche de loi de conscription. Shuqayri présente ses idées aux Palestiniens, depuis le Caire, sur les ondes radio, en février de la même année, avançant les propositions de principe à

---

[215] L'Égypte avait envoyé au Yémen du nord 70 000 hommes pour aider les républicains qui avaient déclaré la république contre les royalistes appuyés par l'Arabie Saoudite et la Jordanie. L'Égypte a finalement terminé le conflit après la défaite de la guerre de 1967 contre Israël.

la création d'un État palestinien. Il organise une présentation à Jérusalem à la fin du mois de mai, à laquelle il invite quatre cent vingt-deux personnes. La conférence est organisée dans cette ville car le roi Hussein veut donner l'image d'une coopération avec l'Égypte. Les officiers de renseignement jordaniens sont très présents. L'assemblée propose un décret établissant l'Organisation de libération palestinienne, l'OLP, approuve sa charte nationale et les autres documents juridiques et se constitue en Conseil national palestinien[216]. Celui-ci est composé de dix membres élus et de trente cadres supérieurs du secteur public nommés, ce qui démontre la volonté de l'administration d'inclure davantage de Gaziotes dans l'administration des affaires civiles, en particulier la santé, l'éducation et le travail. Le Conseil qui se forme en 1962 a à sa tête le Dr Haidar Abdel Shafi, médecin palestinien de renom, fils d'une famille gaziote bien connue. En septembre 1963, à Gaza, au siège du Conseil législatif, Nasser admet n'avoir pas de plan de libération pour la Palestine et affirme que les autres États arabes n'en ont pas non plus[217]. La notion de *panarabisme* devient alors un point d'interrogation.

Les membres des mouvements comme le Fatah et le Mouvement des nationalistes arabes n'ont pas confiance en Shuqayri et ses liens nasséristes. Le Fatah, néanmoins, soutient la formation de *l'entité*. Shuqayri veut l'unification des autres partis au sein de l'OLP, mais le Fatah n'est pas intéressé car, pour lui, *l'entité* doit être révolutionnaire. La crédibilité de l'OLP dans les gouvernements arabes laisse penser au Fatah qu'il doit prendre le contrôle de l'OLP pour, plus tard, le rendre révolutionnaire[218]. La reconnaissance de l'OLP et de sa branche militaire, l'Armée de libération palestinienne, par la deuxième conférence arabe est très importante pour le Fatah car Nasser lui transfère la direction de la Garde palestinienne des frontières. Si le Fatah soutient également la constitution de l'armée palestinienne, en 1964 Khalil al-Wazir[219], connu sous le nom d'Abu Jihad, qui est considéré comme l'un des fondateurs d'el Fatah, pense que l'OLP va faire avorter la révolution populaire dans l'esprit des pays arabes[220]. La création de l'OLP précipite alors la lutte armée pour la libération de la

---

216 SAYIGH Yezid (1999), pp. 95-100.

217 *Idem.*

218 Conversation avec les filles de Shuqayri à Jéricho, 1996.

219 Khalil Ibrahim al Wazir, connu sous le nom d'Abu Jihad, est considéré comme l'un des fondateurs du Fatah. Fils d'une famille gaziote, il a dû quitter Ramla avec sa famille, où son père travaillait pour l'administration du Mandat, alors qu'il était âgé de 13 ans, en 1948, expulsé par les juifs. Il a grandi dans la Bande de Gaza où il rencontre Yasser Arafat en 1951. Après la création du Fatah, en 1958, il devient l'un des adjoints d'Arafat. Il est assassiné chez lui, en Tunisie, en 1988; il aurait été tué par des commandos israéliens, selon la rumeur.

220 SAYIGH Yezid (1999), pp. 80-94.

Palestine. Le Fatah intensifie ses contacts dans le monde arabe et ouvre une base à Alger. Arafat et d'autres membres visitent le Koweït, l'Arabie Saoudite, la Libye, l'Irak et la Syrie. Ils trouvent des fonds pour mettre en œuvre la révolution palestinienne. La création de l'OLP aide les efforts du Fatah dans la préparation d'attaques armées sur Israël. Celles-ci sont davantage des infiltrations en territoire israélien qui s'avèreront être des échecs à répétition, même si chaque fois Arafat les a habilement transformées en succès[221]. Le mois de décembre 1965 est célébré comme étant le début de la lutte armée par le Fatah qui insiste alors sur le fait que les gouvernements arabes ne s'intéressent à la cause palestinienne que s'ils peuvent en tirer profit. Des frictions se font jour tant entre les deux mouvements principaux qu'au sein de chacun d'eux, et l'un des plus difficiles enjeux d'entente est alors la lutte armée.

En 1964, l'administration égyptienne permet l'établissement de l'OLP[222], pour laquelle le Dr Haidar Abdel Shaffi est le conseiller et, un an plus tard, le Conseil ratifie les lois sur le travail qui accordent aux ouvriers le droit de s'organiser, permettant la création de syndicats associés à l'OLP, ainsi que des réunions estudiantines dans Gaza. La Fédération des syndicats a été formée avec l'approbation du gouvernement égyptien et comprend six catégories d'unions : agriculteurs, transporteurs, tailleurs, ferronniers, constructeurs et employés du service public. Il faut noter que pour les Gaziotes, les Égyptiens étaient des arabes et non des étrangers, et que leur administration, même si elle n'était pas très pacifique, reste dans les mémoires de beaucoup comme une époque très appréciée. L'OLP reçoit la permission d'ouvrir des camps de formation militaire à Gaza tandis que l'Égypte fournit des armes légères avec pour objet de créer un front de résistance pour lutter contre l'État. Les forces armées de l'OLP, celles des forces d'urgence des Nations Unies et la bureaucratie de l'UNRWA[223] deviennent les sources principales d'emplois. Bien que ceux proposés par les services gouvernementaux augmentent, ils n'engendrent pas de croissance économique. En l'absence de structures économiques, les salaires versés ne parviennent pas à améliorer les conditions de vie des individus. Dans le secteur agricole, surtout dans les *bayaras,* les vergers d'agrumes, le travail est sujet aux fluctuations saisonnières et l'industrie et la construction emploient surtout des personnes non-qualifiées. Les emplois de service, en revanche, paraissent s'accroître mais, du fait d'un manque

---

[221] Conversation avec Djarrar al Qudua, un oncle d'Arafat, Gaza, 1998.

[222] Après la défaite arabe de 1967 Yasser Arafat devient le chef de l'OLP ainsi que du parti ou Fatah.

[223] UNRWA: United Nations Relief and Works Agency for refugees of Palestine.

de transformations économiques, le revenu des habitants reste insuffisant et aléatoire. Le chômage est une réalité omniprésente[224].

9. Les mouvements nationalistes palestiniens

Les Frères musulmans ouvrent leur premier bureau en Palestine en 1946. Ils ont le soutien du hadj Amin al Husseini, l'un des amis du fondateur spirituel des Frères, Hasan al Banna. L'Islam, en tant que mouvement politique, est le seul qui ait gagné en importance durant les années 1950 dans les camps[225]. L'attachement à la religion des paysans était lié au conservatisme traditionnel. Ceux-ci acceptaient l'union de la religion et de l'identité arabe et avaient, comme les mouvements islamistes, une antipathie à l'égard des partis politiques modernes et idéologiques. Seule la montée du panarabisme incarné par Jamal Abdel Nasser, et son affrontement avec les Frères musulmans en 1954, renforce la bonne opinion des réfugiés envers ce mouvement. L'influence de l'Islam dans l'éducation familiale à Gaza explique l'attrait des Frères, dont le style d'organisation sécrète était lui aussi très prenant[226]. Des formations idéologiques et militaires leur étaient offertes par des cadres venus d'Égypte. Les membres palestiniens n'étaient pas connus pour leur piété mais plutôt pour leur intérêt pour l'apprentissage dans le maniement des armes et pour l'organisation clandestine comme moyen de libération de la Palestine.

Parmi les groupes nationalistes présents après 1948, ceux ayant le plus d'influence étaient le Mouvement des nationalistes arabes (*Harakat al Qawmiyyinal'Arab*) et le Mouvement national palestinien de libération, connu par son acronyme inversé *al Fatah* : *Harakat al-Tahrir al-Watani al-Filastini.* Du Mouvement des nationalistes arabes (duquel *al Fatah* était issu) sont aussi sortis deux compétiteurs importants pour la lutte d'influence : le PFLP, Front populaire pour la libération de la Palestine, et le PDFLP, Front démocratique pour la libération de la Palestine. Les fondateurs du Mouvement des nationalistes arabes venaient de régions et de classes socio-économiques diverses et puisaient dans des sources idéologiques différentes avec un objectif commun : la guerre contre Israël et la reconquête de la patrie, la Palestine. Pour

---

[224] Comme il a été noté précédemment, jusqu'en 1960 le taux de chômage chez les réfugiés atteint 80 %, pour les autochtones il s'élève à 35 %. ROY Sara (2004), *The Gaza Strip : The Political Economy of De-Development,* Washington (DC), Institute for Palestine Studies, pp. 59-60. (1re éd. 1995).

[225] SAYIGH Yezid (1999), pp. 49-53.

[226] *Ibid.* p. 86.

comprendre la formation de ces divers mouvements présents à Gaza nous devons donner quelques détails sur leur formation.

Les partis idéologiques étaient, pour la plupart, issus des classes moyennes avec une large proportion de chrétiens. Beaucoup d'entre eux avaient également des liens avec l'Union soviétique. Après 1948, les partis changent de noms et de dirigeants. Parmi les partis pertinents dans le contexte qui nous occupe, le Bloc nationaliste arabe forme en 1952, d'un côté le Mouvement des nationalistes arabes et, de l'autre, le Parti de libération islamique créé et développé en Jordanie la même année avec des antennes en Syrie et au Liban. Aucune formation n'avait une majorité importante de membres. Contrairement aux autres partis développés à partir de bureaucraties expatriées, le parti communiste était différent parce qu'il avait, depuis sa formation, des dirigeants dans la Bande de Gaza et en Cisjordanie. Sayigh[227] indique qu'à Gaza en 1954, les communistes étaient environ 2 300, les Frères musulmans entre 700 et 1 000 et le Mouvement des nationalistes arabes quelques centaines d'individus. Ce dernier est le mouvement qui a également engendré le Fatah.

Entre 1956 et 1957 se développe le Mouvement des nationalistes avec des branches en Jordanie, à Jérusalem, en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza où il attire des membres des Frères musulmans et des éducateurs de l'UNRWA travaillant dans les camps de réfugiés. Le mouvement gagne en importance avec l'arrivée au pouvoir de Jamal Abdel Nasser en Égypte.

D'autres mouvements nationalistes laïques sont également présents mais ne sont guère populaires ni dans les camps de la Bande de Gaza, ni en Cisjordanie. Le Haut comité arabe a certes fait des efforts pour assurer la loyauté des camps mais, dans de nombreux cas, les hommes envoyés par le Grand Mufti Hadj Amin al Husseini (qui avait été à la tête du Haut conseil national) n'ont pas pu imposer son influence du fait de son attitude paternaliste et de son favoritisme.

Le Mouvement arabe des nationalistes devient autonome et Habash, Haddad et al Hindi assurent la direction du comité exécutif de la branche palestinienne. Des années avant la décision d'autonomie prise par le Mouvement des nationalistes arabes, *al Fatah* s'était déjà constitué en tant que branche palestinienne. La majorité de ses cadres étaient des réfugiés arrivés à Gaza après 1948. Ils étaient très jeunes, n'avaient guère plus de vingt ans, comme

---

[227] SAYIGH Yezid (1999), p. 86. Celui-ci va prendre la direction de l'OLP et du mouvement de guérillas dans les années 1960.

Mohammed Yusef al Najjar, Salim al Za'nun et Fathi Bal'awi, tous membres des Frères musulmans lorsque ceux-ci ouvrirent leur branche palestinienne en 1946. Certains étaient encore plus jeunes comme Khalil al Wazir, Salah Khalaf, Kamal 'Udwan et Yahya 'Ashur. Ils avaient fréquenté l'école secondaire en même temps et étaient membres des Frères musulmans, alors très populaires à Gaza surtout après la guerre de 1948. L'un des activistes palestiniens qui se disait aussi membre des Frères, mais cette appartenance n'est pas avérée, était un jeune étudiant en ingénierie de 20 ans à l'Université du Caire, Mohammad 'Abdel Ra'uf al-Qudua al Husseini, qui sera connu plus tard par ses noms de guerre, Abu Ammar uu Yasser Arafat. Il avait une relation distante avec Hadj Amin al Husseini et la rumeur affirme qu'il aurait lutté sous 'Abdel Qadir al Husseini, avec les Frères à Gaza puis à Jérusalem. Très actif dans la Ligue des étudiants palestiniens dont il est devenu le responsable en 1952, il va y rencontrer nombre de ses futurs compagnons qui dirigeront *al Fatah*. L'autre personnage clé est Khalil al Wazir qui avait fui Ramla avec sa famille, considéré par beaucoup comme le vrai fondateur du Fatah. Devenu membre des Frères musulmans en 1951, cet adolescent dynamique forme son propre groupe de militants à l'âge de 16 ans et, accompagné de Salah Khalaf, constitue deux groupes militaires clandestins dont le but est de mener des attaques en Israël, bien que les Frères, depuis l'Égypte, ne soient pas d'accord avec ce procédé.

L'intérêt croissant des Frères musulmans pour la politique égyptienne et leur réticence quant aux opérations militaires visant Israël les séparent de la préoccupation des Frères palestiniens pour la Palestine et sa libération. Le fait que la plupart d'entre eux s'intéressent peu à la religion mais bien davantage à la cause palestinienne engendre des frictions avec les Frères en Égypte allant jusqu'à produire une cassure entre les deux tendances. Les groupes clandestins préparent des opérations militaires en Israël qui surviennent après les attaques israéliennes sur Gaza. La poursuite des raids israéliens amène les Égyptiens à former la Police palestinienne des frontières, et Najjar est détenu en 1954 pendant les manifestations demandant la constitution d'une armée palestinienne et d'une loi sur la conscription.

10. La Ligue des étudiants palestiniens au Caire

Afin de mieux comprendre l'ancienneté du conflit entre le Hamas et *al Fatah*, il nous faut revenir sur la naissance des deux mouvements, sur leurs idéologies et sur le rôle de la Ligue des étudiants palestiniens du Caire dans la formation du Fatah. Celui-ci naît en 1959 et

le Hamas seulement en 1987, tous deux sont le produit de moments similaires dans leur intensité et leur raison d'être : la lutte contre l'occupation israélienne. Ainsi que le dit Balawi[228], les membres des deux organisations sont issus d'une même source, presque dans leur totalité : les universités égyptiennes et surtout l'université d'al Azhar au Caire à la fin des années 1940, lorsque l'Égypte accueillait encore des centaines d'étudiants palestiniens. La majorité a étudié dans cette, université, la plus prestigieuse du monde arabe. Comme toujours dans ce milieu, les étudiants tentent de former une union ou un syndicat. Un groupe d'étudiants palestiniens issus de la bourgeoisie et quelques membres du parti communiste sont à l'initiative de la première union. Les étudiants « islamistes » s'y sont opposés et des bagarres ont éclaté avant que ne soit décidé l'ouverture d'un dialogue et a décision d'organiser un vote pour la création d'une Ligue d'étudiants palestiniens. Les premières élections ont eu lieu en 1952, remportées par la jeunesse islamique, dirigé par Fathi Balawi. Hamed Abu Sitta en devient le premier président[229] et Fathi Balawi, le secrétaire général. Les élections de 1953 conduisent Yasser Arafat, un indépendant décrit par Balawi comme *un étudiant actif et charismatique*,[230] à la présidence de la Ligue.

Dans les années 1950, après l'annexion d'une partie de la Palestine, que le roi Abdallah nomme Cisjordanie, la Jordanie y crée un Haut comité islamique, qui va se charger de gérer les affaires islamiques des sites religieux, surtout ceux d'*al Haram al Sharif* et d'*al Aqsa*. Le comité a développé un réseau de mosquées, de centres culturels et de jardins d'enfants dans le but de construire une bonne société musulmane placée sous la protection du roi Abdallah. La stratégie des partis nationalistes, en revanche, reste clairement la libération de la Palestine, la lutte contre l'occupation israélienne et la création finale d'un État palestinien.

11. Les mouvements clandestins pour la libération de la Palestine

Quand les Frères musulmans sont déclarés hors la loi à Gaza par le gouvernement égyptien, les jeunes militants gaziotes décident de quitter définitivement les Frères et de poursuivre les opérations de sabotage sous le nom de *Katiba al Haq*, constituant des cellules secrètes pour mener les attaques. Khalil al Wazir cherchait à créer, comme il l'explique dans ses

---

[228] BALAWI Hassan (2008), pp. 19-20.

[229] Il sera, ensuite, membre du comité exécutif de l'OLP.

[230] BALAWI Hassan (2008), p. 20.

écrits,[231] *une atmosphère explosive qui augmenterait l'attention de tout Palestinien* et sa fierté. Le gouvernement égyptien ne s'oppose pas à la réponse armée envers Israël et décide de promouvoir un programme de formation militaire à destination des écoles secondaires de Gaza, celui-ci étant dispensée par des étudiants des universités égyptiennes travaillant comme volontaires. Lors de la visite à Gaza d'une délégation de la Ligue d'étudiants palestiniens, Arafat rencontre Wazir pour la première fois. Il reviendra par la suite en qualité d'instructeur militaire et une certaine amitié naîtra avec Wazir lorsque celui-ci rejoindra l'Université du Caire au milieu de l'année 1956, quelques mois avant l'invasion tripartite de l'Égypte[232].

Le débat entre les futurs fondateurs d'*al Fatah* dans les années 1950, n'est pas de savoir comment attirer le plus grand nombre de Palestiniens vers une activité armée à Gaza, mais concerne bien davantage l'absence totale d'organisations palestiniennes autonomes. L'éclatement total des Frères musulmans après l'invasion israélienne et la décision de l'Égypte de mettre un terme aux actions de *feda'iyyun* en mars 1957, forcent le groupe fondateur à agir de façon indépendante. Wazir identifie dans son analyse trois positions : une population de jeunes au Caire qui tente en vain de constituer une structure de dirigeants sans obtenir de réponse positive de la part des cadres dirigeants ; un deuxième groupe estimant qu'il faut déclarer un gouvernement en exil, comme le *all Palestine government*[233], mais qui se heurte à l'opposition des gouvernements arabes ; enfin, une troisième position qui considère que la mise en place d'une organisation palestinienne dans un tel contexte est impossible et que l'unique solution pour les Palestiniens est de militer clandestinement jusqu'au moment où une organisation pourra s'imposer comme une réalité et forcer sa reconnaissance[234]. La décision du hadj Amin al Husseini de s'exiler, comme le dit Balawi, a marqué les consciences palestiniennes : *« Khalil Ibrahim al Wazir* […] *a ainsi expliqué combien se plier à un ordre émanant d'un dirigeant arabe fut une terrible erreur historique. Pour lui, le grand mufti n'aurait pas dû quitter la Palestine car, en s'enfuyant, il a ruiné les revendications nationales »*[235]. Wazir prend la décision de lutter pour la libération de la Palestine dans la clandestinité. Il écrit un mémorandum privé à l'adresse des Frères musulmans, en juillet 1957, pour établir une organisation palestinienne parallèlement à

---

231 HAMZA M. (1971), *Bidaiat (al Wazir) Génese,* Le Caire, Al Quds Press.

232 L'invasion par la France, la Grande-Bretagne et Israël sur le canal de Suez en 1956.

233 SHLEIN Avi (1990), « The Rise and Fall of the All-Palestine Government in Gaza », *Journal of Palestine Studies,* vol. XX n° 1, p. 37.

234 Entretien n° 51 avec Ghaleb Abu Maher el Wazir, frère d'Abu Jihad, Gaza, 2007.

235 BALAWI Hassan (2008), p. 16-17.

la leur, dont la position ne serait pas ouvertement islamiste, afin de promouvoir la lutte armée pour la libération de la Palestine. L'organisation des Frères musulmans ne prend pas au sérieux cette demande et, des années plus tard, plusieurs de ses membres rejoindront les rangs du *Fatah*.

Des activistes d'orientations différentes s'unissent peu à peu pour former *al Fatah*. Leur objectif est de détruire Israël et de retrouver la Palestine telle qu'elle avait existé avant 1948. Les membres d'*al Fatah* expliquent qu'Israël avait réussit à obscurcir et à minimiser la tragédie palestinienne en réduisant le problème palestinien à une simple question de frontières, de réfugiés et à l'enjeu de l'eau. Pour *al Fatah*, les droits palestiniens ont été minimisés par rapport aux deux millions de survivants du nazisme ayant trouvé protection dans un tout petit pays. Ses partisans estiment que les Palestiniens regagneront respect et dignité seulement par le biais de la révolution. *Al Fatah* fait appel à la notion d'entité, *kayan*, et cette idée devient la base de son programme politique dans les années 1960. Assortie à la conviction selon laquelle les gouvernements arabes chercheraient à supprimer l'identité palestinienne, elle est une notion centrale pour *al Fatah*[236]. Le *Fatah*, la révolution, ainsi que le dit Fanon dans ses écrits concernant celle d'Algérie, a un effet purifiant pour ceux qui la font[237]. Révolution et lutte armée étaient les deux composantes idéologiques principales de la plate-forme du Fatah. Wazir comparait cette dynamique à la lutte des Noirs en Amérique du nord, le Mau Mau au Kenya et les nationalistes algériens. Pour le *Fatah*, l'enjeu était de réaffirmer, aux yeux du monde, l'existence palestinienne[238].

Le Mouvement des nationalistes arabes, déjà mentionné, développe une idéologie différente de celle d'*al Fatah*, liée davantage au nassérisme et à son idéal panarabe. Pour les groupes palestiniens déjà constitués et inspirés de ce Mouvement, la libération de la Palestine se produira par le biais des efforts des pays arabes.

La position d'*al Fatah* et les activités militantes qu'il mène exercent une pression constante sur les dirigeants du Mouvement qui réclament, en 1964, la création du Commandement Palestinien d'Action. Celui-ci devint alors une branche autonome, avec l'approbation de George Habash et de Wadieh Haddad, constituant celle de la lutte armée. Le

---

[236] Conversation avec le cousin d'Abu Ammar, M. Djarir al Qudua, Gaza, 2002.

[237] Yezid Sayigh évoque le même sentiment et indique que le livre de Franz Fanon a été traduit, dans une version abrégée, en arabe sur des tracts d'information du *Fatah*.

[238] SAYIGH Yezid (1999), *Armed struggle and the search for State, the Palestinian national movement, 1949-1993*, p. 91.

courant le plus extrême de la gauche du Mouvement, qui n'est pas palestinien, n'est pas favorable à sa création. Sa ligne directrice est celle de Nasser, opposée aux attaques armées à l'encontre d'Israël. En 1967, Habash se rend à Beyrouth et fonde le Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP), union de trois organisations : les Héros du retour, les Jeunesses de la vengeance et le Front de libération de la Palestine d'Ahmed Jibril. Son attitude intransigeante et autoritaire semble être la raison des futures scissions au sein du parti. La principale fraction, dans le cas de Gaza, est celle dirigée par Nayef Hawatmeh, qui forme le Front démocratique populaire de libération pour la Palestine (FDLP), idéologiquement plus proche des maoïstes.

De retour à Amman, Habash se lance dans les actions violentes pour la libération de la Palestine. Il met sur pied des détournements d'avions et constitue des commandos suicides contre des objectifs liés à Israël. Mais, l'opération qui provoquera l'intervention du roi Hussein est le triple détournement vers Amman en septembre 1970, réalisé par les résistants du PFLP, le Front populaire pour la libération de la Palestine[239]. Le roi envoie son armée contre les *fedayins,* ce qui met fin aux relations avec la résistance palestinienne qui se délocalise à Beyrouth. Deux années plus tard, Habash renonce aux détournements aériens, reconnaissant qu'ils n'ont aucune raison d'être dans le contexte du moment. Il demeure l'homme intransigeant de l'OLP, dénonçant toutes les *capitulations* des Palestiniens face à une solution négociée avec Israël. Durant ses dernières années, il apporte son soutien à la position d'Arafat en faveur d'une *solution transitoire* et autorise ses représentants à se rallier au comité exécutif[240].

L'alliance entre l'Union soviétique et l'Égypte se renforce avec le don d'équipements modernes militaires, blindés et avions, non seulement pour l'Égypte mais également pour la Syrie. La France, ainsi que d'autres puissances occidentales, envoient à leur tour du matériel militaire performant. En mai 1967, l'Égypte demande aux Nations unis de retirer les Casques bleus présents dans le Sinaï depuis 1957. Cette décision fait suite à la réoccupation égyptienne de Charm-el-Cheikh et au placement de blindés dans le Sinaï. Il en va d'ailleurs de même pour

---

[239] Les résistants du mouvement populaire pour la libération de la Palestine, dirigé par George Habash, détournent trois avions vers un désert jordanien où ils les font alors exploser. Cet événement est à l'origine de septembre noir.

[240] http://www.lemonde.fr/disparitions/article/2008/01/26/georges-habache-le-fondateur-du-front-populaire-de-liberation-de-la-palestine-est-mort_1004222_3382.html#44d3EhqHS0xekKft.99.

la Syrie sur sa frontière avec Israël. L'Égypte, la Syrie et la Jordanie se préparent à une confrontation qui semble désormais inéluctable.

Israël lance une campagne préventive le 5 juin 1967 qui durera six jours au succès dévastateur pour les forces égyptiennes, syriennes, irakiennes et jordaniennes. Yitzhak Rabin, le général israélien qui la commande fait poursuivre les opérations avec des blindés jusqu'à Gaza, le Sinaï et Charem el-Cheikh du 5 à 8 juin. Entre temps, il conquiert la Cisjordanie du roi Hussein et s'empare du plateau du Golan pour marcher vers Damas. La fin de la campagne est exigée par les Nations unies le 7 juin, mais Rabin ne s'arrête que le 10. La Syrie perd le plateau du Golan, la Jordanie se voit privée de la Cisjordanie, Jérusalem incluse, et l'Égypte est amputée du Sinaï et de la Bande de Gaza.

Les pays arabes se concertent après la guerre, lors du Sommet de Khartoum en août 1967, afin de prendre les décisions qui s'imposent. Une déclaration est faite affirmant qu'il n'y aura ni réconciliation, ni négociation, ni reconnaissance possible de l'État d'Israël[241]. Quelques mois plus tard, fin novembre, les Nations unies décident, dans la résolution 242, des conditions politiques nécessaires pour le retour à la paix : le retrait israélien des territoires occupés, la reconnaissance d'Israël par les États arabes et une solution raisonnable au problème des réfugiés palestiniens. Malgré l'annonce faite lors du Sommet de Khartoum, le président égyptien, Jamal Abdel Nasser, et le roi Hussein de Jordanie acceptent la Résolution 242[242] issue du Conseil de sécurité des Nations Unies en novembre de la même année.

Toutefois, les tensions perdurent entre Israël et les autres pays arabes qui ont perdu des territoires dans la guerre. Nasser pense toujours que la lutte armée a toute sa place dans la relation avec Israël pour augmenter les possibilités de négociations et recommencer des attaques le long du Canal de Suez. Israël ne rend pas les territoires gagnés dans la guerre. La médiation des États-Unis n'obtient pas le succès escompté car le gouvernement israélien, et sa coalition, le mouvement travailliste et la droite, s'opposent à toute concession. En attendant, Israël reçoit un armement toujours plus important de la part du gouvernement américain, le

---

[241] KERR Malcolm (1971), *The Arab Cold War : Gamal 'Abd al-Nasir and His Rivals, 1958-1970*, Oxford, Oxford University Press.

[242] La résolution 242 du Conseil de Sécurité de Nations unies de novembre 1967 est basée sur le départ des forces armées israéliennes des territoires occupés pendant la guerre de 1967, sur la fin de l'état de belligérance et sur la reconnaissance mutuelle de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de chaque État dans la région et de leur droit de vivre en paix et en sécurité. Finalement, c'est une juste résolution du problème des réfugiés.

président Nixon maintenant de cette façon la suprématie militaire de l'Etat hébreu dans la région. La présence de madame Golda Meir à la tête du gouvernement ne facilite pas les négociations. Israël et l'URSS, tour à tour, rejettent les propositions de paix des États-Unis. Nasser se sent plus fort avec les armes soviétiques qui renforcent l'armée égyptienne et, pendant le premier semestre 1970, les attaques égyptiennes contre Israël se multiplient, surtout parce que le Président égyptien a le sentiment que la construction de la ligne de protection Bar Lev par Israël, le long du Canal de Suez, pourrait signifier une permanence des frontières. L'armée Israélienne répond par des incursions en Égypte et en menaçant le gouvernement égyptien d'un éventuel effondrement. Nasser accepte, finalement, en juillet 1970, le cessez-le-feu proposé par les États-Unis. En septembre de la même année, il meurt d'une crise cardiaque et Anwar al Sadat accède à la présidence de l'Égypte, initiant presque immédiatement la *dé-nassérisation* du pays.

Le résultat de la guerre de juin 1967 a transformé les données territoriales : Israël occupe davantage de territoires que prévu par le plan de partition et, en juin 1967, il domine toute la Palestine du Mandat.

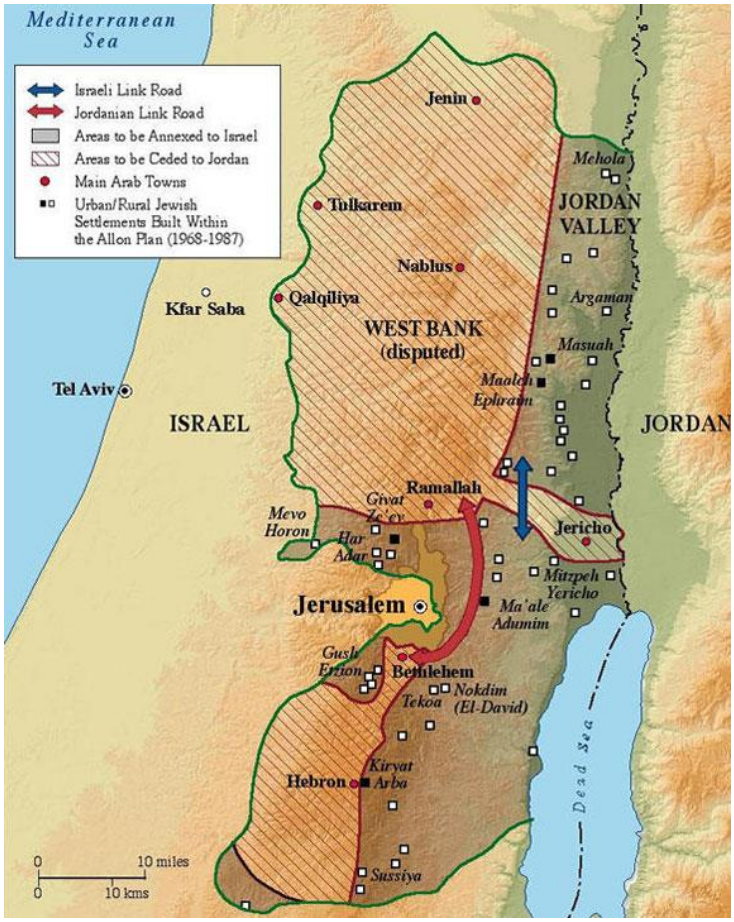
12. Le début de l'occupation israélienne, en juin 1967

La défaite arabe rend illusoire la disparition éventuelle d'Israël. L'OLP et son président Shuqayri sont si discrédités que celui-ci démissionne en décembre de la même année. Le Conseil national palestinien élit alors Yasser Arafat à la tête de l'OLP. Le Fatah (mouvement que dirige Arafat) qui prend officiellement le contrôle de l'Organisation pour la libération de la Palestine, est formellement reconnu, légitimant ainsi sa présence à Gaza. Quelques semaines après la fin de la guerre, en juillet, les Israéliens considèrent la conquête de la Bande de Gaza comme une évidence, de même que la relocalisation de près de 350 000 personnes dans le nord du Sinaï et en Cisjordanie. Ces dispositions sont fondées dans le Plan Allon[243]. Le plan

[243] ALLON Yigal (1976), « Israël : The Case for Defensible Borders », *Foreign Affairs*, octobre, Israël. Le Plan Allon rend la rive ouest du Jourdain à la Jordanie, tout en conservant une étroite bande d'implantation en bordure du fleuve. La Jordanie est liée à Ramallah par un corridor passant à travers Jéricho et s'étendant jusqu'au pont du Roi Hussein. La Mer Morte et le désert de Judée représentent, pour Israël, la ligne défensive à l'est. Gaza revient à Israël mais la plus grande partie du Sinaï retourne à l'Égypte. Selon ce plan, la Bande de Gaza sert d'accès à la Méditerranée pour la Jordanie, Israël accordant certains droits de passage. Le but d'Allon est d'offrir à Israël des frontières défendables.

n'a pas été adopté officiellement par Israël, en revanche il a guidé la politique israélienne envers la Cisjordanie pendant des années[244].

Figure 7 : Le plan Allon qui montre la division de la cisjordanie et l'incorporation de la Bande de Gaza en Israël



Source : GILBERT Martin (2012), Atlas of the Arab-Israeli Conflict, 10th Edition, London/New York, Routledge, p.137.

En septembre 1967, Israël recense la population de la Bande de Gaza et de Cisjordanie. Toutes les personnes dénombrées alors sont considérées comme des résidents permanents dans le registre de population « *Palestinian Population Registry* ». Les Palestiniens qui n'étaient pas physiquement présents au moment de ce recensement sont exclus du droit de résidence dans les territoires palestiniens[245]. Tout Palestinien de sexe masculin âgé de plus de

---

[244] L'option jordanienne a été abandonnée quand la Jordanie annonce son « désengagement » de la Cisjordanie en 1988.

[245] NRC (2012), *Undocumented and stateless*, p. 9.

seize ans est éligible et, finalement, autorisé à détenir une carte d'identité délivrée par les autorités israéliennes. Toutefois, le gouvernement israélien crée deux types de cartes, une ce couleur bleue pour Israël proprement dit, les Arabes de Jérusalem et les Israéliens, et une autre, de couleur verte, pour les habitants de Cisjordanie et de la Bande de Gaza. Les étudiants gaziotes qui, au moment du conflit, étaient à l'extérieur – dans le monde arabe ou ailleurs –, perdent leur droit à détenir une carte d'identité israélienne qui leur donnerait l'autorisation de résider en Israël et dans les territoires devenus occupés. Les autorités israéliennes accordent à nombre de ces jeunes gens la possibilité de rentrer par le biais d'un *regroupement familiale*, après 1967.

Tout Palestinien quittant les territoires pour voyager au départ de l'aéroport de Tel Aviv[246] ou des points de passage, doit laisser sa carte d'identité pour recevoir en échange une *carte de sortie* (*exit card*). Si son absence est supérieure à trois ans, il risque de voir son nom effacé du *Population Registry* et perdre ainsi son droit de résidence. Environ 140 000 résidents palestiniens de Cisjordanie ont ainsi perdu ce droit, 10 000 d'entre eux étant toutefois parvenus à récupérer leurs papiers[247].

Au début de l'année 1968, Tom Segev, l'un des nouveaux historiens israéliens[248], mentionne qu'un groupe de cinq personnes, dirigé par un militaire israélien, « encourage » la population des camps à quitter Gaza. Ces individus travaillent avec des *indicateurs*, connus dans collaborateurs en Israël et les territoires palestiniens et Jérusalem, qui visitent les camps, promettant une certaine somme d'argent en contrepartie d'un départ de Gaza. L'opération est dirigée par le gouvernement militaire, le *Shabak* (service secret israélien), en étroite collaboration avec le conseiller présidentiel aux affaires arabes. Eshkol, le Premier ministre israélien, emploie pour cela Ada Sereni, une spécialiste du travail clandestin. Selon lui, cette dernière est capable de "voir sans être vue" (*see but not be seen*). Pour lui, selon ses propres dires, les Palestiniens de Gaza doivent quitter ce territoire même si c'est pour aller sur la lune « *I want them all to go, even if they go to the moon* ». Il cite alors l'exemple de l'émigration juive des villages

---

[246] Depuis la deuxième intifada de 2000, les passeports palestiniens doivent être assortis d'un permis spécial pour pouvoir être utilisés à l'aéroport Ben Gurion.

[247] Il n'y a pas d'estimations précises du nombre de Gaziotes perdant leur droit de résidence de cette façon. *Cf.* NRC (2012).

[248] Historien et journaliste israélien.

russes vers l'Amérique et évoque la façon dont les Juifs sont partis, utilisant des compagnies de voyages qui transportaient les gens comme s'il s'agissait de moutons[249].

Les six premiers mois qui suivent la guerre, le Bureau central israélien des statistiques indique qu'environ 20 000 personnes ont émigré et quitté la Bande de Gaza. L'ensemble des personnes ayant quitté Gaza et la Cisjordanie frôle les 250 000[250]. Bien que les Forces de l'armée israélienne, ainsi que les Nations unies, comptabilisent les personnes traversant les ponts pour la Jordanie, il n'y a pas de chiffres exacts établis. Le *Fatah* tente de stopper le nouvel exode, cette fois à partir de Gaza, mais les forces d'occupation poursuivent leur objectif qui est de vider la Bande du plus grand nombre de réfugiés possible[251]. Entre juin 1967 et décembre 1968, Israël expulse 75 000 résidents vers la Cisjordanie et la Jordanie, une partie d'entre eux *via* les transports israéliens. Ainsi, la population de la Bande décroît, passant de 400 000 à 325 900 habitants[252]. Le gouvernement israélien offre, en outre, la citoyenneté israélienne aux résidents originaires de Gaza qui n'ont pas droit à la citoyenneté jordanienne ou égyptienne, mais les Gaziotes, fiers, rejettent cette offre, préférant demeurer des Palestiniens sans État.

Les forces d'occupation israéliennes maintiennent la *British Town and Building Ordinance* de 1936, encore en vigueur dans sa quasi totalité durant l'administration égyptienne[253]. Cette loi est seulement modifiée par l'adjonction de *mesures d'urgence*, pour des raisons de *sécurité des Israéliens*, empêchant, de fait, le développement de lois pour le droit des personnes. Déjà, sous l'administration égyptienne, l'abolition de la *Shari'a* en Égypte n'avait affecté ni le système judiciaire civil ni les tribunaux à Gaza. En revanche, la loi de 1954 fixant les droits de la famille est appliquée durant l'administration égyptienne et reste la première source du droit des personnes de la Bande de Gaza[254]. Pendant la période de l'occupation des tribunaux de Shari'a de première instance, d'autres, supplémentaires, ont été établis à Jabalia et à Rafah[255]. Alors, la

---

249 SEGEV Tom (2007), 1967: Israel, the War, and the Year that Transformed the Middle East, New York, Metropolitan Books.

250 Chapitre 21, The Blunder, *in* SEGEV Tom (2007), *1967: Israel, the War, and the Year that Transformed the Middle East*, New York, Metropolitan Books.

251 PAPPE Ilan (2006), *The Ethnic Cleansing of Palestine,* Oxford, Oneworld Publications.

252 ABU-LUGHOD Janet *in* ROY Sara, *The Gaza Strip, the Political Economy of De-development,* Washington, (DC), Institute of Palestine Studies, 2004, pp. 139.

253 Entretien ingénieur Ali Abu Shahla *in* HANSEN Kurt (2013).

254 Norwegian Refugee Council (2011),

255 Idem.

négociation traditionnelle en cas de problèmes demeure le principal outil de résolution des conflits.

Après la défaite des pays arabes dans la guerre contre Israël, l'Égypte et la Syrie laissent les résistants palestiniens sans protection. Une confrontation dramatique survient en mars 1968 entre la branche armée du Fatah et les forces armées israéliennes ; le Fatah perd des hommes, les Israéliens des soldats, et cet événement accroît la popularité du mouvement. Débute alors une période de tension entre la branche du Fatah, qui soutient les résistants, et celle qui veut se consacrer à la construction de l'État en exil. C'est finalement cette dernière qui l'emporte après que le roi Hussein ait décidé de mettre au pas la résistance palestinienne durant les événements qui avaient entraîné les violents combats en Jordanie, connus sous le nom de *septembre noir* en 1970, véritable révolution civile entre les résistants palestiniens de l'OLP et l'armée jordanienne[256]. Sayegh qualifie cette période *d'intense reformulation idéologique postrévolutionnaire*[257] pour le Fatah. Depuis ce tournant, l'OLP se développe dans l'exil, comme un *quasi*-État[258], sans base territoriale. Ses membres tentent de construire une structure étatique composée de bureaux ministériels, d'associations de bénévoles, d'orphelinats, de centaines de boursiers, à cela s'ajoute un système mis en place pour apporter de l'aide dans les camps de réfugiés, au Liban et en Syrie par exemple.

Depuis le début de l'occupation israélienne, la population de la Bande de Gaza, et en particulier la ville même de Gaza, devient le symbole de la résistance civique et armée. Guidés par le principe de la lutte armée *el kifah al musalah*, ces opposants cherchent à vaincre Israël et à le remplacer par un État palestinien. Outre des résistants armés, toute la population lutte : les jeunes scolarisés, filles et garçons, se jettent dans la rue en réclamant le départ des forces d'occupation[259]. C'est entre 1969 et 1971 que la lutte armée est la plus intense. Après la défaite de 1967, l'OLP semble la force politique la plus importante, avec une présence militaire

---

[256] Entre le 6 et le 9 septembre, les militants du Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP) détournent quatre avions; ils font exploser l'un d'entre eux immédiatement et en déroutent trois autres vers un aéroport situé dans le désert jordanien, où ils les font exploser le 12 septembre. Bien qu'Arafat négocie la libération des otages, il autorise les militants de l'OLP à attaquer des cibles jordaniennes. Environ 15 000 Palestiniens, militaires et civils, meurent dans la lutte, nombre d'entre eux dans les villes et les camps de refugiés palestiniens. Les armes de l'OLP, leurs bases et leurs hommes, ont été décimés par l'armée jordanienne. SAYIGH Yezid (1999), *op. cit.*, pp. 262-268.

[257] SAYIGH Yezid (1999), p. 148.

[258] *Ibid.* pp. 448-453.

[259] ROY Sara, *The Gaza Strip, the Political Economy of De-development,* Washington (DC), Institute of Palestine Studies 2004, p. 104.

évidente dans la Bande de Gaza[260]. La vie quotidienne retrouve son rythme précédent : les mairies récupèrent certains de leurs services mais de façon limitée du fait des nouvelles données liées à l'occupation ; les écoles primaires et secondaires dispensent à nouveau leurs cours au mois de septembre. Celles-ci, publiques et de l'UNRWA, suivent de préférence le cursus égyptien, élaboré par l'administration de ce pays, usant des mêmes ouvrages de base. La seule différence relevée concerne la censure israélienne dont l'objet a été de *blanchir* les pages faisant mention du sionisme, d'Israël, de la Palestine, de la *nakba* et celles mentionnant des personnes jugées dangereuses par les autorités israéliennes. Il résulte de cette action des livres avec des pages et des lignes blanches, masquant les mots et les faits considérés comme subversifs par les autorités militaires israéliennes[261].

La Bande de Gaza compte quatre mairies en 1967 : Gaza ville, Rafah, Deir el-Balah et Khan Younes, dont l'autorité émane d'une loi du Mandat britannique de 1934, la *Municipal Corporation Ordinance*. Malgré la validité de celle-ci, l'administration israélienne coopte ses propres instances décisionnaires par le biais de règlements militaires, invoquant des raisons de sécurité à l'égard de l'État d'Israël pour justifier ses actes. Avant l'arrivée de l'Autorité palestinienne, chaque décision municipale devait être ratifiée par l'administration civile israélienne[262]. Les municipalités se chargent de la gestion des projets, malgré les faibles ressources qu'elles reçoivent des bailleurs de fonds de Jordanie et d'autres pays arabes. Ces budgets bien maigres et des prérogatives très limitées constituent de réels freins à leurs projets d'aménagement du territoire et de développement d'infrastructures nécessaires.

Dans ce contexte particulier, où la présence de l'occupant israélien limite le travail des mairies et les droits des Palestiniens plus généralement, des associations de toutes sortes prolifèrent : syndicats professionnels, associations d'étudiants, chambres de commerce et d'industrie, associations caritatives et religieuses ou encore associations de femmes qui, toutes, contribuent à la mise en place d'une réelle société civile. Les groupes qui se forment durant ces années ont pour objectif de fournir des services plutôt que de résister à l'occupation. Ainsi, nulle alternative n'est possible face à l'occupation israélienne et aucun domaine, même culturel ou social, ne peut se développer pour rivaliser avec elle. C'est également durant ces années

---

[260] En 1967, l'OLP n'est pas encore reconnue comme la représentante du peuple palestinien.

[261] Entretiens n° 55 Sana'a al Khuzondar, et n° 47 Nizzar dans l'Annexe I et n° 12 Zahara, dans le texte de *L'épreuve collective de l'enfermement*. Tous trois sont utiles pour comprendre la situation durant ces années.

[262] ROY Sara (1995), pp. 226-228.

troublées que les *Ikhwan*, les Frères musulmans, s'immiscent dans la société par le biais d'associations de bénévoles[263]. Sous l'occupation, les diverses organisations de la société civile symbolisaient une forme de résistance, formant des groupes de soutien communautaire. Ces années voient aussi la formation d'ONG locales. Certaines de ces associations non gouvernementales apparaissent d'abord comme des paravents pour des partis politiques interdits par Israël. Tel est le cas des PARC[264], associations en faveur du développement rural, créées par le parti communiste[265].

Le manque d'institutions locales fortes est à nouveau souligné dans un rapport réalisé par le même organisme, en partenariat avec le PNUD, peu de temps après les accords d'Oslo. Ceux-ci dénombrent, en effet, les localités rurales de plus de 1 000 habitants dépourvues de tout statut juridique, soit quinze au total[266]. Ce vide juridique ainsi souligné renvoie surtout à la situation qui prévaut au officiellement sein des municipalités palestiniennes suite aux accords d'Oslo, à savoir la « disparition » des équipes dirigeantes et la quasi-fermeture des services techniques. Cette situation de fait ne peut se comprendre que rapportée à une double réalité : la stratégie territoriale changeante du gouvernement israélien, qui l'a conduit à adopter une politique de cooptation/répression à l'égard des notables locaux, et l'implantation progressive de l'OLP dans les Territoires et la prétention de l'Organisation de parler au nom de l'ensemble des Palestiniens, où qu'ils se trouvent[267].

Se développe alors dans la Bande de Gaza un mouvement de résistance qui cible les forces armées israéliennes, les civils israéliens et, plus tard, les implantations et les indicateurs[268], ce qui inclut parfois ceux qui sortent travailler en Israël. Les camps de réfugiés deviennent des lieux de repli où les ruelles étroites permettent aux résistants de se dissimuler et d'échapper avec facilité aux soldats israéliens. Le FPLP poursuit ses actions violentes contre l'occupation, dans les territoires occupés, en Israël et ailleurs, mais différemment de la Cisjordanie où divers groupes politiques s'activent pour le contrôle des territoires. À Gaza,

---

263 Les Frères musulmanes à Gaza sont connus par leur présence dans le domaine de la bienfaisance et l'aide aux besogneuses. Le succès du Hamas dans les élections législatives du 2006 se doit beaucoup à cette présence.

264 Palestinian Agricultural Relief Committees.

265 ABU-SADA Caroline (2007), *ONG Palestiniennes et Construction Étatique,* Beyrouth, Institut français du Proche-Orient.

266 Archives de l'ingénieur Emad Jaradah.

267 SIGNOLES Aude (2005), pp. 109-126.

268 Sabah considère que l'indicateur voir le *collaborateur* par excellence apparaît avec l'occupation israélienne. Entretien Sabah Taleb, février 2009, camp de la Plage.

l'Égypte avait empêché la formation d'une classe dirigeante locale du fait des interdictions imposées[269]. La lutte armée s'accompagne d'une désobéissance civile répandue. Le gouvernement israélien, entre 1969 et 1971, emprisonne six cent quinze résidents, qui seront ensuite déportés en Jordanie ou au Sinaï.

Les années 1970 sont difficiles pour les Frères musulmans en raison de la prééminence du nationalisme arabe et de la popularité des groupes de gauche dans la lutte de guérilla. Malgré ces complications, ils persévèrent et poursuivent leur travail de *da'wah* (prêcher) auprès des familles nécessiteuses et dans les mosquées. Ils diffusent leurs idées par le biais d'associations communautaires qui servent de base aux succès politiques.

Quand en 1970 Ariel Sharon devient le Chef des forces armées du Commandement sud, il entame une campagne meurtrière contre la résistance de la Bande de Gaza avec deux objectifs principaux : contrôler la situation et mettre en place les bases nécessaires à l'implantation de colonies juives à travers toute la Bande. En 1971, l'administration militaire israélienne impose la démission du maire nommé par les Égyptiens, Ragheb el Alami, assortie de la dissolution du Conseil municipal[270]. Entre juillet 1971 et février 1972, la Bande de Gaza, à l'exception de Rafah, est encerclée, interdisant de fait tout passage par l'installation de barrières de sécurité sur environ quatre-vingt-cinq kilomètres.

Le camp de la Plage (Shati), dans la ville de Gaza, par exemple, a souffert de l'entrée des bulldozers qui ont transformé ses rues étroites en boulevards permettant le passage de chars[271]. Durant ces mois, les grands propriétaires fonciers sont demeurés à l'écart du monde politique alors que, traditionnellement, ils constituaient une ressource pour les dirigeants politiques. À la demande des autorités israéliennes, le *hadj* Rashad Showa[272], l'un des propriétaires et commerçants de renom, accepte la fonction de maire de Gaza en septembre 1971 et constitue un Conseil municipal issu des catégories aisées de la ville. Son arrivée à la tête de la mairie entraîne une vive polémique du côté des nationalistes qui voient là une action

---

[269] ROY Sara (2004), pp. 226- 228.

[270] SAYIGH Yezid (1999), pp. 286-292.

[271] Entretien avec Sabah Taleb, Directeur du centre du programme des femmes (UNRWA) au camp de la Plage, en février 2009.

[272] L'un des enjeux problématiques pour nombre de Gaziotes se retrouve dans le soutien des notables, comme le *hadj* Rashad, accordé au roi Hussein de Jordanie et à son idée de création d'un Royaume uni de Jordanie, une fédération formée idéalement par Gaza et la Cisjordanie.

visant à se compromettre avec l'Occupation[273]. Pour sa part, *« Il pensait que c'était l'unique façon d'améliorer la situation qui était critique. Il pensait surtout que c'était le moment pour la lutte politique et non pas armée »*[274]. Quelle que soit la coopération établie avec l'administration militaire, celle-ci est mal perçue et, parfois même, qualifiée de *collaboration*. Comme l'écrit clairement Sara Roy, la loi militaire israélienne était basée sur la restriction et la négation des droits des Palestiniens, en tant qu'individus, et de la Palestine en qualité de société[275].

En 1972, Sharon réussit finalement à maîtriser la situation dans Gaza après avoir fait tuer ou expulser un grand nombre de résistants et l'armée prend ainsi le contrôle des camps. Le moment devient alors propice à l'implantation de ceux qu'il appelle *les doigts juifs*. Dans son autobiographie, il écrit : *« Je voulais* [une implantation] *entre Gaza et Deir el Balah, une entre Deir el Balah et Khan Younes, une entre Khan Younes et Rafah et une autre à l'ouest de Rafah* […]. *Si, dans le futur, nous voulons contrôler cette zone, nous aurons besoin d'établir une présence juive dès maintenant. Sinon, nous n'aurons pas d'influence, de* "levier", *à l'arrivée de temps difficiles»*[276] .

13. Une économie d'intégration

La politique de Moshe Dayan[277] après 1967 s'attache au développement des nouveaux territoires de manière à les intégrer à l'économie israélienne. Dayan ouvre les frontières aux résidents des territoires conquis, leur permettant de rejoindre les pays du monde arabe en passant par la Jordanie. Cette « unification » de la Bande de Gaza et de la Cisjordanie avec les terres occupées par les Israéliens en 1948 permet aux familles et aux amis de se retrouver. Mais cela signifie aussi l'interruption des contacts entre la population palestinienne et l'Égypte. Les produits d'Israël et de la Cisjordanie occupée entrent à Gaza sans restrictions[278], avec un impact économique qui va se sentir jusqu'au XXIe siècle. La croissance rapide est alors liée à la circulation de l'argent rentrant à Gaza grâce aux salaires des ouvriers formant une main-d'œuvre bon marché en Israël. Cet afflux financier, toutefois, ne s'est pas traduit par un

---

273 SAYIGH Yezid (1999), *Ibid.*

274 Conversation avec Madame Rawia Shawa, Gaza ville, février 2010.

275 ROY Sara, « Civil Society in the Gaza Strip : Obstacles to Social Reconstruction », *in* NORTON Augustus Richard éd (1996), *Civil Society in the Middle East Volume 2,* Leiden, Brill.

276 Notre traduction. SHARON Ariel, CHARNOFF David (2001), *Warrior : an autobiograhpy,* New York City, Simon & Schuster, p. 258, (1re éd. 1989).

277 Ministre de la Défense sous Levi Eshkol pendant la guerre de 1967.

278 Pour l'inégalité de commerce entre Gaza et Israël, BENDELAC Jacques (1999), *L'Économie palestinienne, de la dépendance à l'autonomie*, Paris, L'Harmattan, pp. 17-22 ; voir aussi ROY Sara (2004).

développement économique car il n'a servi aucun processus de réhabilitation. Ont été ressentis, certes, des avantages au niveau des individus et de la société, mais ils ont surtout été individuels, sans effet positif évident sur le contexte de la vie politique, sociale et économique. L'augmentation des revenus a permis une élévation du consumérisme, une expérience nouvelle pour les Gaziotes. L'occupation israélienne amène de l'électricité dans toute la Bande de Gaza, même si sa fourniture était sujette à restriction et limitation, *via* la seule compagnie du genre israélienne. Le progrès apparent est toutefois illusoire, car il résulte d'une *injection* de salaires en espèces, que les ouvriers percevaient auparavant en Israël. Toutes les autres ressources palestiniennes sont transférées à l'économie israélienne du fait de sa dépendance toujours croissante et de l'acceptation de conditions de travail et d'aides offertes par Israël[279]. Ainsi, le développement de l'économie palestinienne ne s'opère pas, le libre mouvement des travailleurs engendre simplement deux espaces économiques séparés auxquels s'ajoute une dépendance accrue chaque jour vis-à-vis d'Israël. La gauche israélienne de son coté, espère dans ces années 1970 que les palestiniens allaient coopérer et participer à ce qu'ils considèrent les bienfaits de l'occupation avec enthousiasme[280].

Depuis les années 1970, des milliers d'ouvriers, gaziotes pour la plupart, travaillent pour ou en Israël. Des centaines d'ateliers de couture voient le jour pour assouvir les besoins de la mode et du prêt-à-porter vendu dans les boutiques chics de Tel-Aviv. Les couturiers, des ouvriers peu payés, copient et produisent rapidement pour le marché israélien. Nombre d'entre eux sortent également pour travailler dans le secteur de la construction et dans l'agriculture, d'autres, moins nombreux, pour étudier et pratiquer la médecine. Pendant plus de trente ans, Gaza s'est convertie pour devenir le réservoir de main-d'œuvre d'Israël. Les ateliers de couture constituent un parfait exemple illustrant la sous-traitance israélienne, mais ce n'est pas le seul, il y en a des centaines à travers la ville. Dans le centre, des couturières et des tailleurs spécialisés travaillent à Daraj, Al Sheikh Radwan, Zaitoun, au camp de la Plage, un peu partout. De nombreuses femmes trouvent là un emploi ou bien travaillent à domicile. Mais les ateliers ne créent ni ne développent un secteur économique viable, bien au contraire. Lorsque la demande s'arrête et que les frontières se ferment, les ateliers disparaissent également ainsi que les salaires qu'ils engendraient.

---

[279] BENDELAC Jacques (1999), *ibid.*

[280] CARRÉ Olivier (1993), *Le nationalisme arabe*, Paris, Fayard, pp. 121-154.

La situation propice à celui-ci est déjà amorcée avec le Mandat britannique. En effet, la région de Gaza et Beersheba pratiquait alors des monocultures, surtout de l'orge, pour le marché céréalier de Grande-Bretagne et des agrumes pour l'exportation[281]. La culture des légumes était consacrée au marché local. Aucun soutien n'était apporté aux industries indigènes. Israël engendre, peut-être de manière non-intentionnelle mais par défaut de ses actions, la stagnation de l'économie locale de Gaza, empêchant ainsi la croissance des mécanismes sociaux qui auraient permis les transformations structurelles nécessaires à une accumulation de capital[282]. Les efforts éventuels, entrepris ultérieurement, pour réduire la dépendance ne sont pas suffisants.

Dans sa recherche sur la Bande de Gaza, Sara Roy explique qu'un pays sous-développé peut croître mais un pays qui a été privé de toutes ses ressources, naturelles et humaines, souffre de dé-développement[283]. La proximité de ces deux régions, Israël et la Bande de Gaza, fait que la balance concernant le pouvoir économique et politique penche en faveur d'Israël, créant une interdépendance coloniale et donnant à Gaza un caractère atypique. La politologue ajoute que le processus de « *dé-développement fragilise la capacité de croissance d'une économie de s'étendre en empêchant l'utilisation de ressources cruciales qui sont recherchées pour promouvoir la croissance interne au-delà d'un niveau structurel spécifique. À Gaza, le dé-développement* […] *a transformé l'économie gaziote en économie auxiliaire de l'État d'Israël* »[284].

En 1970, seulement trois ans après le début de l'occupation, l'administration construit une zone d'industrie légère, Erez, dans la région de Beit Hanoun, à la frontière avec Israël. Une centaine d'entreprises israéliennes s'y sont installées avec la promesse d'une main-d'œuvre bon marché et l'exemption d'impôts qu'elles devaient payer en Israël. Cette zone a progressivement employé environ cinq mille ouvriers. Parallèlement, les Israéliens ont engagé une politique d'expropriation et d'expansion en même temps que d'intégration économique, utilisant la main-d'œuvre palestinienne pour asseoir leur économie. Ils ciblent les ressources stratégiques, comme l'eau et la terre, et imposent des restrictions en matière d'aménagement

---

[281] Élias Sanbar avance une interprétation différente : la Palestine n'était pas exposée au danger de la monoculture ; SANBAR Elias (2004), pp. 46-53.

[282] ROY Sara (2004), pp. 128-129.

[283] Yezid Sayigh, analyste économique arabe, entre autres, évoque la situation de dépendance qui fragilise et paupérise, sans offrir de conclusion convaincante. SAYIGH Yezid (1986), « The Palestinian Economy under Occupation: Dependency and Pauperisation », *Journal of Palestine Studies 60*, vol. XV, n 4, pp. 46-67.

[284] ROY Sara (2004), pp. 128-129.

du territoire et de développement des capacités de production. On ne peut nier que l'occupation apporte aux Gaziotes certains avantages, mais ceux-ci n'ont aucune répercussion aux niveaux social, politique, ou économique, restant essentiellement individuels. Ainsi, la contribution d'Israël, durant près de quarante ans d'occupation de la Bande de Gaza, a été quasiment négligeable. Il semble même évident que sa présence a favorisé une stagnation déjà bien présente. Entre les années 1970 et 1980, période de rapide injection de liquidités, le résultat des restrictions dans la Bande de Gaza sur un plan économique, qui avaient été organisées par l'occupation, entraîne une baisse de l'activité agricole et industrielle du fait des difficultés liées à l'utilisation de la terre ainsi qu'à la réduction du nombre de permis accordés aux entreprises industrielles et commerciales pour construire des infrastructures. Ces restrictions ont profondément affecté la possibilité de développement des divers secteurs économiques. Les milieux agricoles et industriels se détériorent de plus en plus du fait de la fuite de la main-d'œuvre. Les Israéliens sont parvenus à mettre en place, dans la Bande de Gaza, un marché captif tout azimuts : économique, mais aussi relatif au travail, avec la réduction des emplois sur un territoire qui ne disposait pas d'une infrastructure industrielle et sans possibilité de développement, car bloquée par les politiques israéliennes. Durant ces années-là, Israël interdit les importations en direction de son territoire, par crainte d'être submergé de produits bon marché[285].

14. La guerre d'octobre 1973

Le 6 octobre 1973, le jour de l'expiation (*kippur*), les attaques des armées égyptiennes et syriennes dans le Sinaï et sur le plateau du Golan surprennent les Israéliens. Que les Égyptiens tentent de reconquérir la Palestine par la force est ressenti par les Gaziotes et les autres populations arabes avec enthousiasme[286]. La guerre est imminente, toutefois l'économie égyptienne comme celle d'Israël ne sont pas en mesure de supporter une cinquième guerre arabo-israélienne. Ainsi, le Président égyptien Anouar el-Sadate fait le premier pas en rencontrant Menahem Begin à Jérusalem en novembre 1977. Son geste détend la situation, en

---

285 GRINBERG Lev Luis (2005), « Discours économiques et construction des frontières dans l'espace israélo-palestinien depuis 1967 », *in* LATTE-ABDALLAH Stéphanie (éd.), *Images aux frontières Représentations et constructions sociales et politiques Palestine, Jordanie 1948-2000,* Beyrouth, IFPO.

286 Tamimi note que le *cheikh* Ahmed Yassin était convaincu que la guerre était une manipulation préparant le terrain pour la paix entre Israël et l'Égypte. TAMIMI Azzam (2007), *Hamas: A History from Within*, Northampton, Olive Branch Press.

revanche il entraîne une vive réaction de la part des pays arabes opposés à la décision de Sadate, qu'ils considèrent comme une « capitulation » face à Israël. En décembre de la même année, le Premier ministre israélien se déplace pour assister à la Conférence d'Ismaïlia en Égypte, après quoi les relations entreront dans l'impasse. Les États-Unis rejoignent alors la partie et décident de relancer le processus de paix. La politique du Président Carter vise la résolution du conflit non seulement entre les deux belligérants, mais dans toute la région[287]. Les accords de Camp David, en 1978, entre l'Égypte et Israël, négociés par Sadate et Begin, facilités par Jimmy Carter, constituent pour les Gaziotes un moment critique. Ils rejettent les accords, ce qui entraîne des mesures coercitives de la part du gouvernement égyptien à l'encontre de la Bande de Gaza. Celui-ci bloque l'admission des étudiants gaziotes aux universités égyptiennes et cesse de verser les salaires des employés travaillant pour l'administration égyptienne avant 1967[288]. Les Gaziotes descendent alors par centaines dans la rue, réclamant des négociations – qui incluraient la participation de l'OLP – en vue de l'autonomie palestinienne. Après cette manifestation, les Israéliens interdisent toute activité politique ainsi que toutes réunions des partis[289].

Ces accords de paix sont la cause de nombreuses attaques sur Gaza, en particulier à Rafah. Ainsi que le note Jean-Pierre Filiu dans son livre *Histoire de Gaza*[290], la frontière de 1906[291] qui, jusqu'alors, était un simple tracé, plutôt symbolique, établi au début du siècle pour la protection du Canal de Suez, devient une réalité. La ville de Rafah est divisée en deux : un côté égyptien, l'autre palestinien. Il s'agissait là d'une réelle séparation formée de barbelés et de tours de guet. L'armée israélienne met en place un dispositif de surveillance tout au long du *couloir de Philadelphie*, la zone tampon entre l'Égypte et Israël (Rafah palestinienne)[292]. Le

---

[287] C'est le moment où l'Iran quitte l'alliance avec les États-Unis, démontrant son influence au Proche-Orient. Bien que les Accords aient fait partie d'une solution partielle, la politique des États-Unis durant les années de Guerre froide (1947-1991) est influencée, pour une large part, par ce que Kissinger appelle la politique des *« petits pas »*.

[288] Entretiens avec Abu Ayman Hamouda qui travaillait pour l'administration égyptienne. Information vérifié par d'autres interviewés, Gaza 2009.

[289]HASS Amira (1999), Drinking the Sea of Gaza: Days and Nights in a Land Under Siege, New York, Metropolitan Books.

[290] FILIU Jean-Pierre (2012), *Histoire de Gaza*, Paris, Fayard, pp. 190-192.

[291] Frontières du Sinaï. Un siècle de diplomatie au Moyen-Orient, 1840-1948. Voir le site :

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/polit_0032-342x_1971_num_36_2_1992.

[292] Grâce aux manœuvres de *Lord* Cromer et à sa fermeté à l'égard de la Sublime Porte, l'Empire ottoman confirme le retrait des troupes turques de Taba et la mission égypto-turque pour le tracé des frontières dans le Sinaï, en mai 1906. Les Britanniques protègent ainsi le Canal de Suez.

résultat de cette partition en est un transfert de réfugiés vers le côté palestinien, Rafah, vers la zone de Tell el Sultan, ainsi que la destruction de quelques centaines de maisons. En outre, les pêcheurs palestiniens n'ont plus le droit d'accéder aux eaux égyptiennes. De très nombreuses familles sont divisées et les colonies israéliennes du Sinaï se déplacent vers celles de Gaza, au « bloc » de Goush Katif dans les années 1970. De plus, des terres appartenant en partie à la famille Showa dans le Mountar, la colline la plus élevée de Gaza, se dressant à 81 mètres au-dessus du niveau de la mer, sont confisquées par les Israéliens pour créer un poste militaire et, plus tard, le passage commercial de Karni[293].

Les attaques et la répression israélienne envers les Palestiniens se poursuivent, démoralisant complètement la population qui voie là une véritable trahison perpétrée par Anouar el-Sadat. Après sa mort, Hosni Moubarak, nouvellement élu à la présidence égyptienne, poursuit la même politique à l'égard d'Israël. Le sentiment de trahison perçu par les Gaziotes se comprend du fait qu'ils considéraient l'Égypte comme un allié de la cause palestinienne. Cette période est ressentie par certains des individus que nous avons interviewés comme la mort du rêve du *panarabisme* et de la cause palestinienne, sous la direction de l'OLP.

En 1978, un nombre croissant de diplômés appartenant aux Frères musulmans revient d'Égypte, et d'ailleurs, à Gaza et, constatant l'absence d'établissements d'enseignement supérieur, décident de créer l'Université islamique, la première université de la ville[294]. Son niveau est d'excellente qualité avec, toutefois, une orientation islamique. La fondation de l'université s'est faite avec l'accord d'Arafat et elle compte alors au sein de son Comité de direction la moitié de membres parmi les gens du *Fatah*[295]. Avant sa fondation, les jeunes devaient se rendre en Égypte, en Cisjordanie ou ailleurs pour poursuivre leurs études universitaires. Pendant des années, lorsque les Gaziotes et les Cisjordaniens pouvaient circuler librement à travers les territoires occupés et Israël, l'université recevait de nombreux étudiants venant de Cisjordanie. Sa création est importante pour le mouvement islamiste, constituant

---

[293] Entretien n° 63 avec Mme Rawia Showa, décembre 2010. Information citée aussi par LESCH Ann, (1985) « Gaza : Forgotten Corner of Palestine », *Journal of Palestine Studies,* vol. XV, n° 1, pp. 43-61 et voir aussi FILIU Jean-Pierre, 2012.

[294] Dans le cas de la Cisjordanie, depuis les années 1970, des écoles secondaires se sont muées en centre de hautes études comme Birzeit par exemple, d'abord centre d'étude pour des programmes de deux années et, plus tard, en université. La deuxième institution est l'université de Bethléem fondée par les Frères des Écoles chrétiennes, sous la forme d'une institution catholique mixte (homme et femmes) d'enseignement.

[295] Tamimi, dans son livre *Hamas*, note que les membres du *Fatah* étaient des sympathisants des Frères musulmans.

une sorte de plate-forme[296] pour la réunification des groupes des Frères musulmans qui, jusque dans les années 1970, étaient divisés entre le groupe palestinien et celui de Cisjordanie affilié au groupe jordano-arabe. En 1978, les groupes s'unifient dans l'organisation *Tanzim Bilad al-Sham* (organisation des pays de la Syrie historique, du Levant, de la Syrie, du Liban, de la Jordanie et de la Palestine). Le groupe palestinien demandait la création d'un Comité de soutien pour les Frères en Palestine, en raison des événements qui se déroulaient contre l'occupation israélienne. La première réunion (*shura*) de l'organisation accepte la création d'un comité pour la Palestine. La popularité du groupe augmente avec la revitalisation des Frères musulmans en Égypte et par la prise du pouvoir de Khomeiny en Iran, en 1979. Celui-ci abolit la monarchie et institue une République islamique ; son succès doit se comprendre dans le cadre d'un autre, encore plus important, contre l'Occident.

15. L'installation des colonies israéliennes à Gaza par Ariel Sharon

La première colonie israélienne dans la bande de Gaza est créée en 1970, dans le sud, entre Rafah et Deir el Balah dans le « bloc » de Goush Katif. Trois autres sont implantées à l'extrême nord et une isolée au centre du territoire. Le système de colonisation à Gaza s'accompagne d'une exploitation intensive des ressources terrestres et naturelles, particulièrement de l'eau. Vingt-et-une implantations, regroupant une population de 5 à 7 000 colons[297], agricoles pour la plupart, sont le résultat des efforts d'Ariel Sharon et du mouvement de reconquête de la terre d'Erez Israël. Le gouvernement israélien subventionne services et logements et fournit également les routes spéciales de contournement, interdites aux Arabes. D'après une étude effectuée par le quotidien israélien *Ha'aretz*, le gouvernement israélien dépenserait alors environ 500 millions de dollars par an pour les colonies, sans compter les dépenses sécuritaires et militaires.

L'installation de ces colonies a connu deux phases principales : la première, travailliste, puis la phase Likoud[298]. Les implantations coupent la Bande de Gaza en divers morceaux

---

[296] L'université islamique était aussi le lieu de célébration des dates clés qui, autrement, ne pouvaient pas être commémorées.

[297] Colonies (israéliennes dans les Territoires Occupés) | Institut MEDEA :

http://www.medea.be/fr/pays/palestine/colonies-israeliennes-dans-les-territoires-occupes/

[298] De 1968 à 1977, le gouvernement travailliste avait centré son programme de colonisation (plan Allon) sur les régions à faible population palestinienne, sur la création d'une ceinture juive autour de Jérusalem-Est, dans la vallée du Jourdain et sur le Golan, dans l'idée d'une éventuelle rétrocession d'une partie du territoire palestinien à

empêchant la circulation entre le nord, le centre et le sud. Beaucoup d'employés qui travaillaient à Gaza tout en résidant au sud et qui en avaient les moyens, avaient loué un pied-à-terre avec d'autres personnes pour réduire les frais de voyages jusque chez eux, en attendant la fin de la semaine[299]. Le téléphone portable devient ainsi un outil crucial pour communiquer avec la famille. Les parents de ces jeunes gens deviennent alors extrêmement anxieux et il n'est pas rare d'en voir se « promenant » devant leurs maisons, attendant le retour de leurs enfants. Bien que les implantations aient coupé de façon dramatique la Bande, de nombreux Gaziotes restent nostalgiques depuis leur départ, car elle représentait, surtout jusque dans les années 1980, une grande source d'emploi dans le secteur de l'agriculture[300].

Dans les années 1980, l'administration militaire israélienne avait promis des élections municipales dans les Territoires occupés. Deux maires de Cisjordanie, ceux d'Hébron et de Halhul, sont déportés. Une grande vague de désobéissance civique se manifeste à Gaza. Le gouvernement israélien décide, immédiatement, de créer une administration civile en lieu et place de l'administration militaire, mais ce nouvel organisme appelé CIVAD (organisme d'administration civile)[301] fait partie intégrante de la structure militaire qui opère à Gaza. La CIVAD agit depuis décembre 1981, détenant la responsabilité des secteurs non militaires de la santé, de l'éducation et des services sociaux. Elle est considérée comme le premier élément en faveur du plan de Begin pour l'annexion des territoires. De fait, sa constitution est source de grande anxiété parmi les Gaziotes, d'autant plus qu'Israël vient d'annexer le plateau du Golan. Le maire et les employés de la mairie de Gaza boycottent la CIVAD et en appellent, avec certains de leurs collègues de Cisjordanie, à une grève générale en 1982. Les maires de Cisjordanie sont remplacés, mais à Gaza les Israéliens demandent personnellement au maire, Monsieur Shawa, de cesser la grève. Son refus entraîne sa destitution et la dissolution du

---

la Jordanie en cas de négociations. Déjà intensifiée dans les dernières années du gouvernement travailliste (sous l'impulsion de Shimon Pérès), cette politique s'est radicalisée avec l'arrivée du Likoud au pouvoir en 1977. La colonisation s'accélère et vise à empêcher tout *compromis territorial* par l'installation de nombreuses colonies dans les zones palestiniennes densément peuplées.

[299] Durant ces années, et ce jusqu'au désengagement d'août 2005, il est fréquent de rencontrer des étudiants qui doivent chercher un lieu où passer la nuit, ayant attendu en vain pendant des heures de pouvoir passer les barrages.

[300] Le déplacement de colonies hors de Gaza a lieu en août 2005 ; des relations amicales demeurent entre Palestiniens et Israéliens même dix ans après leur départ de Gaza.

[301] ROY Sara (2004), *The Gaza Strip, the Political Eeconomy of De-development*, Washington, (DC), Institute of Palestine Studies. Roy mentionne *« A Plan For The Development of the Gaza Strip Through The Year 2000 »,* Tel Aviv, Ministry of Defence and Gaza Civil Administration, 1986, p. 200

Conseil municipal. La branche de Gaza du ministère israélien de l'Intérieur assume directement le contrôle du territoire.

Les accords de Camp David, bien qu'empêchant une nouvelle guerre entre Israël et les pays arabes, aboutissent à une impasse car ils n'ont pas négocié l'autonomie palestinienne. Le débat entre Sadate et Begin sur le *problème palestinien* a eu lieu sans la présence de la Jordanie et de l'OLP. En février 1980, Israël et l'Égypte accueillent leurs ambassadeurs respectifs et, dès le mois d'avril, l'Egypte autorise les relations économiques directes avec l'Etat hébreu. L'assassinat de Sadate, en octobre 1981, tué par un soldat opposé au traité, entraîne une attitude plus ferme de la part du Caire sur la question palestinienne. Le vice-président de l'époque, Hosni Moubarak, lui succède, le 14 octobre, à la présidence de l'État.

La situation laisse aux Israéliens une large marge de manœuvre, leur permettant d'agir selon leur bon vouloir. L'Égypte, pour sa part, prend garde à ne pas tenter un retour au Sinaï. Enfin, le monde arabe est divisé, et l'OLP isolée. Le gouvernement israélien accélère la colonisation, alors que la répression militaire augmente en Cisjordanie et à Gaza. Au Liban, les opérations de l'armée israélienne se multiplient. La tension augmente encore en 1981, surtout après la *crise des missiles*, avec la Syrie au printemps. Le déclencheur en est l'attaque de la centrale nucléaire irakienne de Tamouz le 7 juin puis, en décembre, l'annexion du plateau du Golan. Durant le mois de juillet, de nombreuses attaques ont été perpétrées entre les armées israéliennes et les troupes de l'OLP basées au Sud-Liban, au point que les États-Unis ont dû négocier un cessez-le feu, qui est respecté[302].

En 1982, l'armée israélienne quitte définitivement le Sinaï, mais c'est pour envahir le Liban au cours d'une opération appelée *Paix en Galilée*[303]. L'Égypte rappelle son ambassadeur qui ne reviendra pas en Israël avant huit mois. Cette invasion est présentée par Begin aux États-Unis et à la France comme une urgence en matière de lutte contre le terrorisme, car il espère leur accord tacite. Le résultat le plus important touchant les Palestiniens est l'évacuation de l'OLP par la Marine française ainsi que d'autres Gaziotes qui résidaient au Liban, parmi eux

---

[302] http://boutique.monde-diplomatique.fr/extrait-cent-cles-guerre-de-1982, p. 1, Extrait des « 100 clés du Proche-Orient », article consulté le 27/06/2015.

[303] Le but des attaques israéliennes est l'élimination de la résistance palestinienne de Beyrouth, où l'OLP est installée, et du Liban, de forcer la Syrie à quitter le Liban et de favoriser la victoire des forces libanaises et l'accès à la présidence de la République de leur chef, Bachir Gémayel.

http://www.lesclesdumoyenorient.com/Operation-Paix-en-Galilee.html

le poète Mo'in Bseiso, tous étant menacés de mort s'ils demeuraient dans le pays. Une autre conséquence majeure, et pour le moins inattendue, pour les Israéliens : c'est la première fois dans l'histoire de l'État d'Israël qu'une initiative militaire est perçue par l'opinion publique internationale comme illégitime, *parce que non-nécessaire à sa défense,* a fortiori *à sa survie*. Le portrait d'Israël se dégrade davantage encore du fait de la diffusion dans les médias internationaux d'images tragiques du siège de Beyrouth et de Sabra et Chatila[304]. Ces deux massacres, en septembre 1982, perpétrés par les miliciens libanais chrétiens, après le départ de l'OLP, avec la caution tacite des Israéliens, donnent à la population palestinienne un sentiment d'impuissance. Une partie même de la population israélienne accuse Sharon et Begin, les considérant responsables de cette horreur. Le premier doit quitter le ministère de la Défense mais reste toutefois au gouvernement en qualité de ministre sans-portefeuille[305]. D'ailleurs, une commission d'enquête israélienne a été établie pour examiner les responsabilités ; d'où le *rapport de la Commission Kahan*.

Les Frères musulmans en profitent pour accroître leur influence dans Gaza. Lors de l'élection pour la direction de l'Université islamique, ils remportent 51 % des votes des étudiants et de la plupart des personnels administratifs. Les enseignants sont, alors, dans leur grande majorité, islamistes et prennent le contrôle total de l'université. Ainsi que le disent certaines personnes interviewées, tout comme Filiu dans son livre[306] : l'atmosphère de *dissidence* (*inshiqaq*) se fait de plus en plus sentir. Il est important de comprendre l'influence du Hamas au travers de son travail pacifique d'éducation, d'aide médicale, sa préoccupation à l'égard de la jeunesse et pour les plus démunis, sans oublier l'action de la *Mujamah al islami* et sa réticence à entrer dans la résistance armée, la pression de la rue n'étant pas jugée encore suffisante. Le groupe des Frères musulmans constitue le berceau de mouvements plus laïques, tel le *Fatah*, ainsi que de mouvements musulmans nationalistes comme le Hamas et le MJIP (Mouvement de Jihad islamique palestinien) qui reprennent certains éléments idéologiques des Frères musulmans, en se référant à la libération de la Palestine, un but commun à tous les mouvement islamistes locaux. Le Jihad Islamique est créé dans les années 1980, par un Frère musulman, Fathi al-Shiqaqi. Les frictions entre les deux organisations, quand al-Shiqaqi rentre

---

[304] ABU AMR Zyad (1994), *Islamic Fundamentalism in the West Bank and Gaza: Muslim Brotherhood and Islamic Jihad*, Indiana, Indiana University Press.

[305] FILIU Jean-Pierre (2012), pp. 193-194. Voir aussi Tamimi (2007), *Hamas*.

[306] *Idem*, p. 195.

à Gaza, sont fréquentes, le Jihad Islamique tentant de recruter parmi Frères musulmans et également les sympathisants du Fatah.

Conscient de la faiblesse du Fatah et de l'OLP, du fait de ces nouveaux développements dus à l'influence croissante des islamistes dans la population, surtout à Gaza, Arafat décide de *faire la paix* avec Moubarak et tente de conclure un accord avec le roi Hussein de Jordanie.

16. La première Intifada à la fin de 1987

Au cours du dernier trimestre 1987, la population organise des manifestations de plus en plus fréquentes, traduisant son malaise et son désespoir. La réponse ne se fait pas attendre du côté d'Israël : la répression s'intensifie. Depuis août 1987, dans la Bande de Gaza, les quatre partis existant formalisent leur coordination : le Fatah, le FDLP, le FPLP et le Parti communiste. Ce sont eux qui vont former, immédiatement après le déclanchement de la rébellion de fin décembre, un Commandement national unifié du soulèvement (CNUS)[307]. Cette rébellion, que les medias appellent *la révolte des pierres*, prend son essor après un incident survenu à Jabalia le 9 décembre 1987 : la nuit précédente, un accident de la circulation a eu lieu, le conducteur d'un poids-lourd ayant percuté deux camionnettes transportant des ouvriers palestiniens. Trois d'entre eux sont tués et sept autres blessés. L'incident, décrit par *l'Associated press* comme un accident, est considéré par les habitants de Gaza comme une action intentionnelle. Des centaines de personnes se sont présentées à l'hôpital Shifa pour faire un don de sang[308].

C'est cette date symbolique que choisit Tamimi comme date de fondation du HAMAS, abréviation des lettres H M et S de *Harakat al-Muqawamah al-Islamiyah* : le mouvement de la résistance islamique[309]. La population occupe alors la rue en signe de protestation, mais l'armée israélienne riposte à balles réelles et instaure un couvre-feu qui durera des semaines, avec interdiction formelle de sortir, même pour l'UNRWA qui a, de fait, bien du mal à distribuer ses aides humanitaires. La presse internationale et les Nations unies condamnent la réaction israélienne sans que pourtant celle-ci ne cesse, la répression s'intensifiant davantage

---

[307] FILIU Jean-Pierre (2012), pp. 195.

[308] Conversation avec Fares, habitant de Jabalyia, âgé de quinze ans en 1987, qui a donné son sang à Shifa.

[309] Pour plus d'informations sur le Hamas voir TAMIMI (2007), *Hamas a History from Within*.

encore. De nouveaux civils rejoignent le soulèvement. Les camps de réfugiés sont encerclés et gardés durant des jours, parfois même des semaines. La brutalité israélienne et le spectacle donné par ces attaques à l'encontre de civils non armés engendrent le lancement des premiers cocktails Molotov. Les *bayan*, ou tracts, distribués alors sont signés par le Commandement unifié. Les mosquées s'allient également au mouvement et annoncent, par le biais de leurs haut-parleurs, les alertes, les protestations et aussi le *nashid* (forme de chant patriotique sans accompagnement musical)[310]. Les autorités israéliennes désignent le meneur de l'*Intifada* : le *cheikh* Yassin.

Le soulèvement, connu comme la première *Intifada,* s'étend comme un feu de paille à travers les Territoires palestiniens occupés. La ville de Gaza est alors sans maire élu ni Conseil municipal et ne dispose même pas du droit de rassemblement public. Ce n'est que quatre ans plus tard, en 1991, que le ministère israélien de la Défense décidera finalement de former un Conseil municipal sous la direction d'un avocat et activiste bien connu, Fayez Abu Rahme. Durant ces années, « l'intégration », aménagée par Moshe Dayan entre les économies israélienne et palestinienne, s'avère profonde. L'OLP tente de revendiquer immédiatement le mouvement et nomme Abu Jihad pour la coordination entre le siège à Tunis, la Cisjordanie et la Bande de Gaza. La réponse israélienne est brutale : des tirs à courte distance, le passage à tabac de nombreux enfants et de plusieurs femmes, et l'instauration du couvre-feu. S'ensuit une série de restrictions collectives sans toutefois parvenir à mettre un terme à la rébellion qui constitue une échappatoire à une jeuneuse désespérée. Comme l'explique Zyad Abu-Amr dans son ouvrage *Islamic Fundamentalism in the West Bank and Gaza*[311], l'*Intifada* a pris les Frères musulmans par surprise, tout comme l'OLP dans les territoires palestiniens. Elle marque l'entrée du mouvement islamique dans une phase de véritable résistance à l'occupation, c'est le *jihad* actif. La différence est notable avec le travail qu'ils avaient réalisé jusqu'alors, tout du moins dans le cadre de la société civile.

Ibrahim Al-Quqa, membre éminent du Hamas, décrit ainsi l'objectif de l'Intifada :

---

[310] TAMIMI (2007), *Hamas a History from Within*, p. 54.

[311] ABU-AMR Zyad (1994), *Islamic Fundamentalism in the West Bank and Gaza*, Bloomington, Indiana University Press.

« Le but de l'Intifada est […] *de libérer la terre, toute la terre, l'honneur et la religion. L'Intifada cible une libération totale* [de la Palestine] *des mains des oppresseurs impérialistes et la restitution de la cause à son contexte indépendant islamique »*[312].

La réunification des Frères musulmans donne au comité local les moyens de s'organiser pour gérer les actions à Gaza et en Cisjordanie[313]. De la même façon que l'OLP tente de s'approprier et d'utiliser le soulèvement à ses fins, *cheikh* Ahmad Yassin, le leader du mouvement islamiste, tient des réunions, d'abord à Gaza puis, plus tard en Cisjordanie, pour préparer une réponse unifiée. La détention du *cheikh* Yassin et d'autres leaders du Hamas par les Israéliens n'a pas induit l'arrêt de leurs activités, et l'organisation gère la situation de manière à régénérer son leadership. Le fait que le Hamas soit dirigé par un Comité de consultation, *majlis shura*, comprenant des membres externes aussi bien qu'internes aux territoires occupés, donne une souplesse au mouvement dans le cas d'attaques ou de la disparition de dirigeants.

Au début de l'année 1988, Yasser Arafat, depuis Tunis, déclare qu'il n'y aura pas de lutte armée durant l'*Intifada*. Cette décision, étonnante, marque un tournant pour un mouvement jusqu'alors armé, et même le Jihad islamique s'est joint à cette déclaration alors qu'il avait préparé des opérations armées et mis en place un cadre de résistance[314]. Toutefois, les Frères musulmans, le *cheikh* Ahmad Yassin à leur tête, bien qu'ayant récemment créé leur branche armée, *al-Majd*, ne font pas de déclaration sur la décision d'Arafat, mais poursuivent en revanche leurs actions de résistance. Les attaques, les arrestations et les bannissements sont à l'ordre du jour en 1988. Itzhak Rabin est à la tête du gouvernement israélien et Ariel Sharon toujours présent. C'est ensemble qu'ils planifient le démantèlement du Commandement national unifié ainsi que l'arrestation des chefs du Hamas, parmi lesquels Rantissi. De nombreuses personnes interviewées ont expliqué que c'est pendant la première *Intifada* qu'Israël avait soutenu tacitement la montée du Hamas en opposition au Fatah. Moi-même, sur place à Gaza à l'époque, peux témoigner de cette ascension. Le soutien implicite d'Israël remonte à l'acceptation de l'inscription légale d'al-*Mujamma' al Islami*, présidée par le *cheikh*

---

312 TAMIMI (2007), p. 62.

313 Le premier camp de réfugiés qui s'unit à l'*Intifada* est celui de Ballata à Naplouse.

314 Nous étions à Gaza en ce moment historique et des connaissances jihadistes que nous avions nous ont expliqué la décision de changer l'image des Palestiniens pour essayer, comme Gandhi, une résistance pacifique. Filiu mentionne la même remarque dans son livre *Histoire de Gaza*, ainsi que la volonté du Jihad islamique de ne pas prendre les armes pendant l'Intifada : FILIU J.-P., (2012).

Yassin à Gaza, en 1979, ainsi que l'autorisation de fonder l'Université islamique[315]. La création du Hamas, pendant la première *Intifada*, met en place un processus de contestation du sécularisme lié au nationalisme de façon directe contre le Fatah. Pour la plupart des personnes que nous avons interrogées, ce mouvement de *résistance* marque un tournant majeur dans leur vie, qui revient fréquemment dans les conversations.

Déjà, lors de la première *Intifada*, à partir de 1987, quelques-uns des individus que nous avons interviewés expliquent qu'il y avait eu à Gaza des agressions contre des femmes non voilées. Celles-ci faisaient partie de groupes militants nationalistes, laïcs et les agresseurs étaient des « extrémistes ». Le *Commandement général* dirigeant l'Intifada n'a pas immédiatement publié de *bayan* (communiqué) contre ces attaques. Et ce n'est finalement que plusieurs jours après qu'a été diffusé un message, surprenant pour les femmes, mentionnant que les *laïcs* ne défendaient pas leur droit à décider de la tenue qu'elles portaient, mais en appelaient à la tradition. Leur défense était alors basée sur le statut de la femme en qualité de mère de famille palestinienne, perpétuant un stéréotype. Pour ces femmes, c'était là un raisonnement préoccupant et certaines d'entre elles qui travaillaient dans des associations de la société civile, aux côtés de femmes voilées, ont alors exprimé leur sentiment de pression sociale croissante les poussant à se voiler. Et ce qui était plus préoccupant c'est qu'il y avait une confusion entre le laïcisme et les intérêts nationalistes des diverses factions envers le respect et le droit de la femme. La friction entre les laïcs et les extrémistes augmente ainsi la scission de la société palestinienne en deux factions[316].

17. Le changement de politique du gouvernement israélien envers les Palestiniens

Après vingt ans d'occupation, le bilan de l'économie palestinienne montre une dépendance quasi totale à l'économie israélienne. L'économie palestinienne génère alors seulement deux tiers de ses revenus nationaux. La consommation est supérieure à la production et le déficit est comblé par des importations israéliennes. La majeure partie du budget, sans compter les salaires de l'administration civile à destination des Israéliens et des locaux, est consacrée à la santé, dont un tiers aux aides sociales. Le budget destiné au

---

[315] TAMIMI Azzam (2007), *Hamas, A History from Within*. Northampton, Mass., Olive Branch Press.
[316] Entretien n° 5, Munira.

développement est négligeable, attestant un désintérêt évident de l'administration, guère préoccupée par le *statu quo* relatif au développement[317]. En revanche, la participation de la population de la Bande de Gaza au budget total de l'État d'Israël est importante et se fait par le biais du paiement de ce que Meron Benvenisti[318] appelle l'*occupation tax* (impôt de l'occupation). Les revenus reçus par la CIVAD (l'administration civile israélienne) dépassent le montant de l'investissement du gouvernement israélien à Gaza. L'une des principales actions de la CIVAD était, avec le ministère de la Défense, en 1986, d'enquêter et de rechercher des projections jusqu'à l'année 2000 pour établir un document confidentiel appelé le *Gaza Plan*[319]. Celui-ci présente une série de stratégies concernant des enjeux critiques qui sont, plus ou moins les mêmes, inclus dans l'accord de Gaza et Jéricho sur l'eau, la terre et les colonies. Il est important de rappeler une autre réaction israélienne face à la première *Intifada* : il s'agit de la construction du mur initial de sécurité autour de Gaza, en 1994. Celui-ci est conçu pour être hermétique, ce qui explique sa composition en dur pour quelques sections, et en constitué de barrières électrifiées ailleurs. Il permet alors au gouvernement israélien d'assurer son contrôle dans les colonies de la Bande de Gaza et de surveiller en permanence les mouvements de près d'un million six cent mille Palestiniens. Ces sections, au nombre de trois, s'étendent sur près de 365 km^2.

La Guerre du Golfe, en 1990, annonce de profonds changements dans l'approche politique d'Israël à l'égard des Territoires occupés, et de la Bande de Gaza tout particulièrement. Saddam Hussein, dans un effort pour réhabiliter son nom et sa popularité, au plus bas après les huit ans de guerre avec l'Iran, décide d'envahir le petit émirat du Koweït. Cette intrusion, soutenue par Yasser Arafat, entraîne un nouvel exode et une perte financière dramatique pour des centaines de Palestiniens qui travaillaient au Koweït depuis de nombreuses années. Concomitamment, Israël annule les permis de sortie pour les habitants de la Bande de Gaza et de Cisjordanie[320]. Cette mesure, en apparence temporaire, est prise par

---

317 ROY Sara (2004), *The Gaza Strip, the Political Economy of De-development,* Washington, DC, Institute of Palestine Studies, p. 195.

318 BENVENISTI Meron et KHAYAT Shlomo (1988), *The West Bank and Gaza Atlas,* Jerusalem, The Jerusalem Post Press.

319 ROY Sara (2004), p. 95.

320 Pour quitter les Territoires occupés et rentrer en Israël, les habitants de Gaza et de Cisjordanie doivent avoir une carte magnétique – le permis pour rentrer en Israël. Quand il y a des bouclages, la validité du permis est suspendue. La fermeture est de divers types : elle peut être générale ou seulement interne. Celles qui sont imposées à Gaza sont habituellement d'ordre général.

Israël du fait des tensions politiques et de la fréquence des couvre-feux, mais devient, au fil du temps, un fait accompli. La CIVAD encourage alors les investissements palestiniens à Gaza et accorde, pour la première fois, des permis, jusqu'alors interdits, pour l'établissement d'usines et d'entreprises industrielles. L'idée de zones d'activités commerciales devient populaire. La « transition » est avérée et, au lieu de laisser les « portes ouvertes », Israël décide de garder les Palestiniens dans la Bande de Gaza tout en les faisant travailler pour Israël[321]. La situation économique dans les années 1990 est assez précaire, surtout à Gaza, du fait de l'absence de ressources naturelles et d'un manque évident de matières premières comme le charbon, le pétrole ou le gaz[322] ainsi que des terres cultivables de superficies limitées[323]. La Bande de Gaza dispose d'un secteur public désorganisé et d'un système bancaire fragile lié à une forte croissance démographique.

La crise du Golfe affecte aussi l'exportation des agrumes. Les acheteurs les plus importants étaient l'Irak, désormais en guerre, le Koweït, l'Arabie Saoudite et les Émirats. Tous ferment leurs marchés devant le soutien des Palestiniens à la guerre irakienne. L'aide d'Arafat à l'égard de Saaddam Hussein induit que des milliers de Palestiniens sont chassés de ces pays et qu'une vague de déplacés, provenant du Golfe, arrive à Gaza et en Cisjordanie[324]. La poursuite des attaques en Israël tend davantage encore la situation. En réponse aux actions des Palestiniens en Israël, les autorités d'occupation ferment les territoires en mars 1993, quelques mois avant les accords d'Oslo. Le bouclage empêche presque totalement le contact entre la Bande de Gaza et la Cisjordanie, isolant les territoires entre eux et les coupant du marché arabe le plus important, Jérusalem. Un permis spécial est requis pour se déplacer entre les territoires[325]. En mai 1994, Israël termine son redéploiement militaire dans la Bande de

---

321 BENDELAC Jacques (1999), L'Économie palestinienne, de la dépendance à l'autonomie, Paris, L'Harmattan.

322 Un rapport du PECDAR, en 2005, annonce que du gaz naturel vient d'être découvert dans la Bande de Gaza. Le journal libanais *Daily Star Lebanon* rapporte (26 avril 2010) que *British Gas* et Israël élaborent des plans pour utiliser ces réserves naturelles.

323 EFRAT Elisha (2006), *The West Bank and Gaza Strip - A Geography of Occupation and Disengagement*, Londres, Routledge.

324 Le phénomène se répète actuellement avec les événements du printemps arabe, mais de manière marginale. Entretien au ministère des Affaires sociales, septembre 2011. Des réfugiés venant de Lybie, de Syrie et du Yémen arrivent dans la Bande de Gaza en 2011 à la suite du printemps arabe, en passant par les tunnels de Rafah.

325 Sara Roy emploie le concept de *« bantustanisation »*. Voir aussi FARKASH L., « Palestinian Labor Flows to the Israeli Economy : A Finished Story ? », *Journal of Palestine Studies* 125, vol. 32, n° 1, 2002, pp. 13-27. Le terme *« bantoustan »* est tiré de la littérature sud-africaine. Il permet de décrire la position du peuple Bantu dans ses terres et l'impossibilité à sortir sauf en présentant un permis de sortie accordé par les autorités gouvernementales.

Gaza, qui reste segmentée en trois parties, entrecoupée par des colonies israéliennes et leur réseau routier assorti de passages et de barrages.

18. Les accords d'Oslo et la création de l'Autorité palestinienne en 1994

Les Accords d'Oslo ont constitué, pour la population des Territoires occupés, une réelle surprise, bien que la première phase représentait seulement *Gaza and Jéricho*.

Le Hamas a condamné la signature de la *Déclaration de principes* le 13 septembre 1993, considérant qu'il s'agissait là d'une trahison à l'égard des droits fondamentaux des Palestiniens. Citons ici Hassan Balawi : *« Or, les dirigeants de l'OLP, qui incarnent le nationalisme palestinien, ont signé des accords de paix avant même de pouvoir récupérer leur terre »* [326] .

Les arrangements étaient secrets, les termes employés n'étaient pas acceptables et les Palestiniens n'étaient pas prêts pour un tel compromis. Suite aux Accords d'Oslo, le Premier ministre israélien et Yasser Arafat signent l'accord du Caire en mai 1994, en présence de représentants soviétiques, américains et égyptiens. Celui-ci confère à l'Autorité palestinienne le contrôle de la Bande de Gaza et 65 km² de la région de Jéricho, frontalière de la Jordanie, et son voisinage ; les Israéliens conservent le contrôle des frontières entre ces territoires autonomes, les colonies juives de la Bande de Gaza et les routes principales d'accès à ces régions. Balawi le souligne : « *Aujourd'hui, nous* [Israéliens et Palestiniens] *sommes ensemble sur un même bateau. Le bateau ne nous embarque pas les uns après les autres pour faire un tour séparément et puis revenir. Nous sommes à bord, ensemble. Quel autre choix avons-nous que de nous réconcilier ? La réconciliation exige néanmoins l'égalité. Car sans égalité, aucun avenir commun ne sera possible. L'échec des négociations dites d'Oslo est aussi celui du concept de partenaires* »[327].

L'OLP, ce quasi-État[328] sans territoire, devient *l'Autorité palestinienne* à Jéricho et Gaza d'abord. L'arrivée d'Arafat à Jéricho puis, plus tard, à Gaza est gravée dans les mémoires. À Jéricho, les gens arrivent en grand nombre au stade pour voir Arafat venu avec son *keffieh* noir, façonné comme la carte de la Palestine, ses yeux brillant d'émotion devant la victoire. À Gaza, les rues ont été envahies par la foule, désireuse de participer à ce rare moment empli de promesses, chacun agitant un petit drapeau palestinien. L'arrivée de l'Autorité palestinienne

---

[326] BALAWI Hassan (2008), p. 9.
[327] BALAWI Hassan (2008), *ibid.*
[328] SAYIGH Yezid (1999), pp. 659-674.

change le quotidien même des Gaziotes. Désormais, un pouvoir central entre en action aux côtés des mairies et des ONG locales, influençant, de fait, leur manière de travailler. Des organisations qui étaient devenues presque étatiques doivent, dès lors, apporter leur soutien à l'Autorité palestinienne. S'ouvre alors une période de tensions, avant que ne s'établisse un *modus vivendi*, un peu forcé du fait de la présence des bailleurs de fonds qui, parfois, choisissent les ONG avant l'Autorité comme organisations de référence pour la gestion de leurs programmes d'aide humanitaire ou de développement.

L'Autorité palestinienne s'est établie comme un corps autonome à Gaza et dans une partie de la Cisjordanie, la région de Jéricho. C'est là un premier pas, avant même le départ des forces d'occupation israélienne du reste de la Cisjordanie. Son principal effort a été la création d'institutions étatiques, d'un plan d'aménagement et d'évaluation de projets à présenter aux bailleurs de fonds qui offrent leur assistance dans le processus de genèse de l'État. Ces derniers sont d'ailleurs fortement intervenus dans les programmes et le développement de l'Autorité palestinienne de la Bande de Gaza[329]. L'enceinte territoriale crée des contraintes insurmontables qui entravent l'autonomie économique et de production : sa situation géographique, entre l'Égypte et Israël, et son manque de ressources naturelles ne font pas de la Bande une région autonome viable. Le seul moyen pour que ces aspects ne soient plus exclusivement négatifs serait que la zone devienne une région de libre-échange. C'est là le souhait de beaucoup de Palestiniens et d'étrangers qui ont mentionné cette notion à plusieurs reprises, évoquant sa position historique de passage commercial.

Depuis les Accords d'Oslo, et tous les autres efforts de paix qui ont suivi, le programme des bailleurs de fonds s'est modifié pour « s'adapter » aux besoins et aux restrictions gouvernementales de chacun. Durant les dix ans qui ont suivi les Accords, les fonds ont couvert les besoins budgétaires de l'Autorité palestinienne et de plusieurs investissements en matière d'infrastructures. Par la suite, plusieurs opérations militaires israéliennes se sont succédées à Gaza, la plus dévastatrice d'entre elles, au niveau des infrastructures économiques, ayant été l'opération *plomb durci* à la fin 2008 et au début de l'année suivante[330]. Sara Roy, dans le *post-scriptum* de son livre sur la Bande de Gaza, publié il y a

---

[329] Il en va de même pour leur intervention en Cisjordanie.

[330] Nous verrons plus tard que l'opération de 2012 visait des cibles précises mais celle qui a dévasté l'économie et le moral de la population gaziote a été la dernière, cinquante-et-un jours de bombardements entre juillet et septembre 2014.

déjà plus de vingt ans, fait un commentaire toujours pertinent : *« Les programmes des bailleurs de fonds* [depuis 1993] *essaient d'atténuer les effets pernicieux du blocus et les restes de mesures restrictives au lieu de les éradiquer. Les résultats* [de ces programmes] *ont confiné l'aide internationale et les initiatives de développement dans un cadre étroit de paramètres d'action ».*

Mises à part quelques municipalités qui ont continué à fonctionner dans le cas des plus grandes villes, il y avait, avant les accords d'Oslo, peu de structures locales de gouvernement autres que celles montées de toutes pièces par les autorités militaires d'occupation. Ces dernières avaient été instaurées principalement dans les localités palestiniennes prêtes à collaborer avec les autorités militaires. Cela a notamment été le cas des petites villes, bourgades et villages. Le constat est ici celui d'un vide de pouvoir ou, pour être plus juste, celui d'une dépossession du pouvoir local au profit de l'occupant pendant plus de cinquante ans.

L'étude *Masterplanning the State of Palestine ; suggested guidelines for comprehensive development* publiée en 1992, soit un an avant les accords d'Oslo, antérieure donc à l'instauration de l'Autorité palestinienne dans les territoires, a été réalisée par le Centre d'ingénierie et d'aménagement (CEP) de Ramallah. Le CEP est l'un des rares cabinets d'expertise palestiniens présents durant l'occupation israélienne. Il produit là le premier rapport d'audit révélant l'existence d'un vide juridique et institutionnel au niveau local. Cette étude met l'accent sur le manque d'institutions politiques locales, pourtant légalement reconnues en Palestine, et sur la faiblesse des institutions existantes. Il conseille la création d'un certain nombre de municipalités, le remplacement de plusieurs conseils existants, dans trois districts de Cisjordanie et de la Bande de Gaza notamment, dans la perspective de la forte croissance démographique attendue.

Le manque d'institutions locales est de nouveau souligné dans un rapport réalisé par le même organisme, en partenariat avec le PNUD, peu de temps après les accords d'Oslo. Celui-ci recense les localités rurales de plus de 1 000 habitants dépourvues de tout statut juridique. Mais le vide juridique mis en évidence par les différents rapports renvoie surtout à la situation qui prévalait à l'intérieur des municipalités palestiniennes officiellement reconnues au moment des accords d'Oslo, à savoir la « disparition » des équipes dirigeantes et la quasi-fermeture des services techniques. Cette situation ne peut se comprendre que rapportée à une double réalité : la stratégie territoriale changeante du gouvernement israélien qui l'a conduit à adopter une

politique de cooptation et de répression à l'égard des notables locaux, et l'implantation progressive de l'OLP dans les Territoires et sa prétention à parler au nom de l'ensemble des Palestiniens où qu'ils soient[331].

La bureaucratie formée pendant les années d'exil revient en Palestine. Les *autochtones*, ceux de *dedans*[332], qui ont prouvé leur force face à l'occupation et qui ont travaillé avec des moyens limités, par le biais de mairies et d'associations de la société civile, ont mis de côté leurs peurs et leurs critiques pour laisser place à la construction de l'État. Les ministères se sont formés dont l'un des plus importants, celui de l'Aménagement du territoire. Nous tenons à le mentionner car, pour les Palestiniens, l'une des restrictions les plus gênantes durant les années d'occupation a été leur impossibilité de concevoir le développement de leurs villes, ou simplement de pouvoir demander un permis de construire pour une maison. Avec l'administration israélienne, il était, en effet, particulièrement difficile d'obtenir ce permis, la plupart des demandes étant rejetées. Les immeubles, à Gaza et ailleurs, ont donc été érigés clandestinement, illégalement, sans aucune garantie que la résidence ne serait pas démolie peu après sa construction. Mais les Palestiniens, inlassablement, continuent de dresser des bâtiments, c'est là une forme de résistance. La nouvelle Autorité n'a pas mené un travail gouvernemental cohérent au niveau de la ville dans le but de changer les comportements. En revanche, cela a été fait *ad hoc* par des organisations de la société civile qui ont tenté d'augmenter la conscience civique de la population, sans programme préétabli toutefois. Le nouveau gouvernement est formé en grande partie de rapatriés (*a'edin*), qui ne sont pas en mesure de connaître les mœurs et les habitudes des *autochtones*, des gens de *dedans* et, de fait, les frictions restent, comme à l'arrivée de l'Autorité, assez fréquentes.

Les associations de la société civile sont habituées à se faire respecter et à lutter contre l'occupation. Paradoxalement, le préjudice le plus important observé à l'égard des pouvoirs locaux et les abus principaux relevés à l'encontre des organisations de la société civile, à l'exception de l'occupation israélienne de Gaza, apparaissent après les accords d'Oslo. Se met

---

331 SIGNOLES Aude (2005), *Les Représentations du passé en Palestine. Municipalités d'hier, municipalités d'aujourd'hui,* éd. de l'EHESS, pp. 109-126.

332 Khalil Shikaki parle de la vieille garde et de la nouvelle, les autochtones, les gens du dedans et les rapatriés, les gens du dehors. SHIKAKI Khalil (2001), *Old Guard, Young Guard: the Palestinian Authority and the Peace Process at Crossroads.* http: //www.pcpsr.org/strategic/occasionalpapers/youngvsoldguard.html: PSR - Strategic Analysis Unit, Occasional Papers. Voir aussi LEGRAIN Jean-François (2006), « La dynamique de la « guerre civile » en Palestine ou comment refuser à Hamas d'exercer son mandat », *Critique internationale* n°36, juillet-septembre, documents additionnels numériques.

alors en place un pouvoir central qui porte, effectivement, atteinte aux libertés publiques, à l'indépendance de la presse et de la justice. Depuis la signature des dits accords, l'Autorité palestinienne n'est pas parvenue à développer les institutions nationales ni la société civile. Les gens commencent à douter du succès du processus de paix. Progressivement, un certain nombre d'associations se mettent au service des factions politiques dont les motivations sont davantage personnelles et politiques que professionnelles.

Une explication possible de ces abus contre la société civile est avancée par Abu Sada dans sa recherche sur les ONG palestiniennes, sur la position « étatique » acquise par celles-ci pendant l'occupation israélienne. Elle s'interroge sur la notion de *vie associative*, de société civile, appliquée au cas palestinien. Dans les *territoires palestiniens occupés*, les associations de la société civile ont proliféré du fait de l'absence d'État pour s'occuper du travail étatique. La force de ces associations, comme elle l'indique, vient du fait que la population « peut rester rassemblée autour de structures sociales traditionnelles et se mobiliser autour de discours et de modes d'action dits modernes. » Les *hamulas* (les groupements des familles étendues) et l'importance des *chiukh* (les notables de village, parmi lesquels les *makhatir*), dans la société traditionnelle, sont intégrés aux réseaux de ces associations. Avec l'autorité palestinienne (à l'arrivé d'Abu Ammar) et encore plus avec le Hamas, le *mukhtar* gagne énormément en importance[333] par sa participation dans des comités de réconciliation[334] et d'intermédiaire dans les cas des problèmes familiaux.

Malgré tous ces éléments qui pourraient nous laisser entrevoir une absence de société civile à Gaza, la vie associative persiste et se dynamise en permanence[335]. Le PNGO (Réseau Palestinien des organisations non gouvernementales) regroupe cent trente-deux ONG, dont les plus importantes. Nous relevons des dizaines d'associations de moindre importance qui travaillent avec des fonds privés ou par le biais de projets d'ONG. « La prolifération des ONG

---

[333] Pendant l'occupation israélienne les *makhatir* avaient perdu leur position sociale parce qu'ils ont été accusé avec fréquence de collaborer avec les autorités israéliennes. S'il n'a actuellement pas de charge officielle, le *mukhtar* remplit le même rôle de médiateur en cas de conflit. Lorsque des familles s'adressent à lui, l'Autorité accepte son jugement. Entretien n° 5 Munira.

[334] Ces comités de réconciliation dépendent du Département des affaires tribales *(dâ' erat shu-ûn al-'ashâ' er),* lequel relève directement du bureau du Président Arafat. Ils étaient très présents pendant la première Intifada. Les comités de réconciliation ont été créés pendant l'intifada pour pallier l'absence de système judiciaire palestinien et éviter de recourir à celui de l'occupant. PIRINOLI Christine (2002), « Entre terre et territoire : enracinement de l'identité palestinienne », *Études rurales* 2002/3-4, N 163-164, pp. 91-107.

[335] PAYES, *in* ABU-SADA Caroline (2007), *ONG palestiniennes et construction étatique,* Beyrouth, Institut français du Proche-Orient (IFPO), p. 225.

remet en question l'affirmation, commune à la plupart de la littérature scientifique, selon laquelle la société palestinienne en Israël (et dans les territoires occupés) est incapable de se mobiliser en fonction de structures sociales traditionnelles telle que la *hamulah*. En effet, l'émergence des ONG en tant que canal moderne nouveau et caractéristique de la mobilité politique est un phénomène mondial ; mais particulièrement concentré dans les pays en développement »[336].

Le système de médiation et celui lié aux traditions restent dominants, passant outre les cours formelles, *Nizami*[337] et *Shari'a*[338]. L'autorité favorise des solutions négociées, en matière de conflits, en suivant le *sulah* (conciliation menée par les notables des communautés pertinentes), en accord avec l'*urf*, la loi coutumière et les traditions[339], dans une sorte de *tribalisation* de la politique. En même temps, durant son mandat, Yasser Arafat soutient les politiques des clans, minant le cadre institutionnel naissant qui ne résiste pas et s'effondre dès la seconde *Intifada*. La société palestinienne est forcée de fonctionner avec un manque cruel d'institutions formelles alors que règnent les clans et les armes[340].

Dans le but d'aboutir à la proclamation de l'État, qui demeure le rêve d'Arafat, celui-ci négocie la visite du Président des États-Unis, Bill Clinton, dans les Territoires occupés. De nombreux Gaziotes se souviennent de sa visite et de celle de son épouse Hilary, à la fin de l'année 1998[341]. Cette venue, tant attendue, ne concrétise pas l'idée de la création d'un État palestinien et la tension entre l'occupation israélienne et les territoires palestiniens enfle au quotidien.

19. La dynamique politique liée à la mise en place du blocus

Nous allons traiter ici des certains événements qui conduisent au blocus presque complet d'après 2006 qui s'initie peu après des accords d'Oslo et que se met en place de façon plus évident après la deuxième Intifada en septembre de 2000.

---

336 *Ibid.*

337 Cour formelle avec juridiction pour les affaires criminelles, les successions, etc.

338 Système légal semi-formel avec juridiction sur les affaires liées au statut des personnes, concernant les conflits liés au mariage, au divorce, à la garde des enfants, au paiement des pensions alimentaires et aux successions.

339 Norwegian Refugee Council (January 2011), *The Shar'ia Courts and Personal Status Laws in the Gaza Strip.*

340 ROBINSON Glen E. (2008), « Palestinian Tribes, Clans, and Notable Families », *Strategic Insights*, Center for Contemporary Conflict.

341 En revanche, la visite de Nelson Mandela l'année suivante a été oubliée par la plupart des jeunes.

Le sommet de Camp David II de juillet 2000 entre Arafat, Barak et Clinton, facilité par ce dernier, doit permettre la mise en œuvre des déploiements israéliens, dans une *dévolution* du contrôle israélien dans les territoires prévus par les accords d'Oslo. La faillite de la rencontre met en évidence les faiblesses de ces accords. Avec 24 % du territoire palestinien sous son contrôle, Barak piège Arafat en lui demandant d'entamer des pourparlers sur le statut final tout en n'ayant rendu aux Palestiniens que seulement 18 % du territoire de la Bande de Gaza et la Cisjordanie[342]. Cet échec augmente la frustration de la population après de multiples désillusions quant à l'installation d'une paix durable.

La multiplication des colonies et des colons armés, protégés par l'armée israélienne, à laquelle s'ajoutent des confiscations massives de terres pour les extensions, est un élément important qui va empêcher une possible paix, depuis la signature des accords d'Oslo en 1993. Les mouvements entre la Bande de Gaza et la Cisjordanie restent limités, sauf en ce qui concerne l'élite politique et quelques entrepreneurs. Un premier mur avait été bâti autour de Gaza durant la première *Intifada* (1987-1993), et Israël décide d'entourer la Bande de Gaza d'une barrière électrifiée supposée hermétique[343]. L'État israélien maintient son autorité sur ses seize colonies, soit 20 % de la Bande, et contrôle les mouvements d'1 200 000 habitants dans les trois gouvernorats séparés d'un espace à peine deux fois plus grand que la ville de Washington. La popularité de Yasser Arafat et de l'Autorité diminue graduellement avec l'enfermement qui s'accroît et les rumeurs de corruption qui se développent. Les ouvriers qui se rendaient en Israël pour travailler ne sont plus autorisés à accéder aux autres villes du territoire palestinien ; ils ne peuvent entrer que dans celles mentionnées sur leur permis de sortie. Le *safe passage*, le corridor mis en place en 1999 qui doit permettre la libre circulation entre la Bande de Gaza et la Cisjordanie, périclite rapidement. Toutefois, il ne s'agissait là que d'un système de plus à compter parmi d'autres déjà existants[344].

Dans ces conditions, la visite d'Ariel Sharon, leader du parti du Likoud, au Haram al-Sharif, la Mosquée al-Aqsa, est considérée comme le déclencheur de la deuxième *Intifada*. Cette

---

342 HAMAMI Rima et TAMARI Salim (2000), « Anatomy of Another Rebellion », *in Middle East Research and Information Project*, MER217, (http://merip.org/mer/mer217/anatomy-another-rebellion).

343 La barrière de sécurité a une emprise au sol d'une cinquantaine de mètres de largeur du côté palestinien. Elle se compose d'un fossé, suivi d'un chemin de patrouille, d'une barrière thermosensible au centre et d'une bande de sable pour que les traces de pas puissent être visibles. À certains endroits, elle prend la forme d'un mur de béton, de près de huit mètres de hauteur, visant à empêcher les tirs des tireurs d'élite. *Recherches et écriture : LEPAC / Jean-Christophe Victor Réalisation : Frédéric Lernoud* http://lsjinfo.free.fr/barla/Israel_Palestine.pdf

344 HAMAMI Rima, TAMARI Salim (2000), p. 3.

visite avait été autorisée par Barak, alors Premier ministre israélien. À la différence de la première *Intifada*, celle-ci prend un caractère religieux international du fait de la *violation* d'un lieu saint[345] par un militaire israélien. Initialement, le soulèvement est dominé par des actions armées contre l'armée, les colons et les Israéliens vivant à l'intérieur de la *ligne verte*, la frontière entre Israël et les territoires palestiniens d'avant 1967. Les affrontements violents se limitent aux barrages et aux zones limitrophes des régions palestiniennes autonomes, aux abords des colonies juives et aux postes de contrôle de l'armée[346].

La différence notoire entre les deux *Intifadas* réside dans le fait que, jusqu'à la fin des années 1980, la société civile palestinienne est très forte et que le Front national unifié de l'Intifada est dirigé par l'OLP à distance depuis Tunis[347]. La première *Intifada* est donc un mouvement de toute la population, alors qu'en 2000 il y a une bureaucratie étatique, l'Autorité palestinienne, qui gère le processus de paix depuis son instauration sept ans auparavant. Elle contrôle toute une série de fragments de territoires déconnectés, encerclés par des implantations israéliennes qui ne cessent de s'étendre. L'Intifada al-Aqsa a bénéficié du soutien de milliers de personnes dans le monde arabe, alors que dans le territoire palestinien, dont Gaza, la participation de la population est demeurée extrêmement réduite. La société civile est absente, le gouvernement et le conseil législatif restent silencieux, ne donnant aucune directive.

L'arrivée au pouvoir d'Ariel Sharon, devenu Premier ministre en février 2001, exacerbe la violence des deux côtés. Seulement quelques mois après son accession à la tête de l'État, les premiers avions de guerre, les F-16, prennent pour cible des objectifs dans Gaza. Les attentats-suicides se succèdent, parfois revendiqués par le Hamas, parfois par le Front populaire pour la libération de la Palestine. Les attaques de mars 2002, que les Israéliens qualifient de *mars noir*, décident Sharon à lancer l'Opération rempart, dont les cibles dans Gaza sont les individus qualifiés par l'armée israélienne de *terroristes palestiniens*. Les frappes concernent des cibles chirurgicales (la personne visée est atteinte *via* son téléphone portable ou par un explosif placé dans sa voiture qui se déclenche durant le trajet, ce qui réduit l'étendue de l'attaque) mais, inévitablement, il arrive qu'elles tuent, ou du moins blessent, des

---

[345] Les Arabes, en général, considèrent la visite comme une violation de l'esplanade du Haram al-Sharif et al-Aqsa. Voir : http://www.medea.be/fr/themes/conflit-israelo-arabe/deuxieme-intifada/

[346] HAMAMI Rima, TAMARI Salim, *idem.*

[347] Depuis le début de la première *Intifada*, l'OLP tente de s'approprier le mouvement populaire.

individus du voisinage. Les Israéliens renforcent alors les mesures de sécurité. Les colonies et les réseaux de communication demeurent dans la Bande de Gaza mais un système de barrages contrôle les mouvements entre les cinq gouvernorats. La violence engendrée par *l'Intifada al-Aqsa* exacerbe davantage encore les restrictions de mouvement dans Gaza pour les Gaziotes ainsi que les mesures de sécurité pour la protection des colonies et colons, pris pour cible avec l'armée par les groupes de résistants. L'exacerbation de la violence de la part de l'armée s'étend aussi à la mer, la marine israélienne s'étant alors attachée à en restreindre l'accès en justifiant sa position par le fait que les pêcheurs font du trafic d'armes et s'infiltrent en Israël. La limite nautique était encore, d'après les accords d'Oslo, de vingt milles marins, bien que l'armée israélienne ait contraint les pêcheurs à limiter cette distance, de façon arbitraire, à douze, six et parfois même seulement trois milles.

L'une des images les plus marquantes symbolisant la deuxième *Intifada* est la mort d'un jeune garçon de douze ans, Mohammed al Durrah, tué au carrefour de Nezarim deux jours après la visite de Sharon sur l'Esplanade de la Mosquée, à Jérusalem, le 30 septembre. C'est une chaîne de télévision française qui filme la scène : un affrontement violent entre Palestiniens et Israéliens a lieu alors que le père et l'enfant passent par hasard. Subitement, l'homme protège le corps de l'enfant derrière un tonneau, contre un mur. Après quarante minutes de tirs intensifs, le corps de l'enfant s'écroule, apparemment mort. Son décès devient alors un appel à la violence qui enflamme les territoires[348]. Fin mars 2002, le président Arafat est à Ramallah lorsque Sharon lance une offensive majeure connue des Israéliens comme étant l'opération *Rempart*. Arafat est encerclé dans ses bureaux de Ramallah à la *mouqata'a*[349] et ne pourra jamais retourner à Gaza. Les violences se poursuivent selon un cycle meurtrier infernal. De cette « opération », le journal *Ha'aretz* ne comptabilise pas les Palestiniens tués, il mentionne seulement les cent trente-trois soldats israéliens tués. Sharon aurait pu facilement tuer Arafat mais il ne l'a pas fait. Pendant ces semaines de 2002, Arafat a refusé toutes les propositions d'exil qui lui ont été proposées par l'entremise de Colin Powell et d'autres

---

[348] Immédiatement, la réaction israélienne a été de faire des excuses, expliquant que c'était là le résultat du *fog of war* le brouillard, la confusion liée à la guerre. Toutefois, par la suite, l'armée a convenu que la projection relevait de la mise en scène. Voir le site : http://www.independent.co.uk/news/world/middle-east/the-killing-of-12yearold-mohammed-aldurrah-in-gaza-became-the-defining-image-of-the-second-intifada-only-israel-claims-it-was-all-a-fake-8624311.html

[349] La *mouqata* : les bureaux administratives du mandat britannique à Ramallah utilisé plus tard par l'administration de l'occupation et plus tard par l'autorité palestinienne. Elle a été partiellement détruite par les bulldozers israéliens pendant le site d'Arafat en 2003.

émissaires. Les États-Unis et Israël lui avaient promis, ainsi qu'à ses hommes, l'ouverture d'un passage s'il acceptait de s'exiler. Comme l'écrit Balawi, *« Le gouvernement israélien avait beau lui promettre de le laisser partir en toute sécurité, accompagné de ses hommes, Yasser Arafat considérait qu'au contraire d'Amin al Husseini, il devait rester coûte que coûte en Palestine »*[350]. Le Hadj Amin, le grand mufti, s'était, lui, exilé avec le statut de réfugié politique et est décédé à Beyrouth en 1974, oublié de tous. Balawi souligne qu'Arafat parlait souvent d'Amin al Husseini dont il considérait la décision de quitter la Palestine comme une grande erreur. Bien que la situation soit sans issue possible, Arafat a préféré rester et se battre même s'il devait mourir, *« S'il a accepté les accords d'Oslo, s'il était prêt à faire des concessions aux Israéliens, c'était avant tout pour revenir en Palestine et être à nouveau sur le terrain »*[351].

À Gaza, la surprise et la peur des bombardements se joignent à l'anxiété générée par la fermeture des passages de circulation pour les personnes comme pour le commerce, ainsi que par le gel de certains projets d'infrastructures. Le nombre de permis de sortie accordés aux ouvriers travaillant en Israël se réduit progressivement, à mesure que le « blocus » de Gaza s'intensifie. Dans un contexte de désorganisation totale de l'Autorité palestinienne auquel s'ajoutent les violences israéliennes continuelles, l'ouverture des nouveaux bâtiments du Centre culturel français en 2003, dans la rue Victor Hugo du quartier Rimal de Gaza, constitue un événement incroyable, surtout pour les jeunes. Cet espace devient un lieu de rencontre où sont présentés des films et proposées des expositions artistiques. La France développe des programmes en français dans les écoles qui le souhaitent, travaillant pour ce faire étroitement avec le ministère de l'Éducation palestinienne de Gaza en vue d'élaborer un programme de niveau universitaire. Cette présence culturelle étrangère forte est connue et appréciée de la population. Vont alors avoir lieu des célébrations annuelles comme la Nuit blanche ou la Fête de la musique. Celle-ci est un forum idéal pour les groupes musicaux qui se forment et, parmi eux, les groupes de *rap* qui gagneront en popularité dans les années suivantes.

La communauté internationale s'efforce d'ouvrir un chemin vers des réconciliations susceptibles de relancer les accords de paix. Parallèlement, la *feuille de route*, présentée par les membres du Quartet (États-Unis, Russie, Union européenne et Nations unies) le 30 avril 2003, constitue une autre initiative en faveur de la résolution du conflit et de la création d'un État

---

[350] BALAWI Hassan (2008), Gaza : dans les coulisses du mouvement national palestinien, Paris, Éditions Denoël, p. 17

[351] *Ibid.*

palestinien à côté de celui d'Israël. Il était ici demandé à Arafat et Sharon de s'engager à mettre en œuvre un plan de paix. Toutefois, la poursuite de la violence de part et d'autre montre que les actions visant à l'apaisement n'ont pas eu les effets escomptés. En outre, une initiative de paix non officielle est parrainée par la Suisse, le 1er décembre 2003, avec le soutien de Yossi Beilin, Amran Mizna, Yaser Abed Rabu et Qadura Fares[352]. Le plan suisse aborde des détails jusqu'alors jamais résolus par les autres accords, tels le statut des réfugiés, celui de Jérusalem et le sort des colonies. Les islamistes ne sont pas représentés dans le groupe mais pourraient être inclus. Si Ariel Sharon et des formations de droite s'opposent à cet accord, ainsi que certains groupes palestiniens, Arafat y est immédiatement favorable. Hélas, les accords n'aboutissent pas à des résultats concrets. Pour le Hamas, la seule initiative de paix possible est une trêve à long terme et ce pragmatisme prend de l'ampleur dans ses rangs, mais il n'est pas sûr qu'Israël et la communauté internationale soient prêts à accepter un tel accord sans reconnaissance formelle de l'État d'Israël et sans accord de paix[353].

Hassan Balawi prend l'exemple des croisades pour clarifier la dynamique du Hamas depuis la mort de son fondateur, cheikh Ahmad Yassine en mars 2004[354]. Il explique qu'il y a dans ce mouvement deux branches qui s'affrontent : les radicaux, qui n'acceptent pas l'idée de faire la paix avec Israël et les pragmatiques, qui considèrent qu'une trêve à long terme peut être conclue, envisageant même une période de vingt ans. Cette seconde ligne, conçue avec l'appui du fondateur, est reprise par les modérés du mouvement. Balawi souligne que la différence entre la problématique du Hamas et celle de l'OLP tient au fait que le Hamas n'est pas seulement un mouvement politique : « *Si c'était le cas, il pourrait justifier un accord de paix avec Israël, mais en s'inscrivant dans la tradition islamique qui envisage la Palestine comme un* Waqf, *un tel accord ne peut se conclure qu'en fonction d'une jurisprudence religieuse l'autorisant. Les accords de Ramlah pourraient*

---

[352] Le Dr Yossi Beilin a été ministre de la Justice d'Israël. Il est connu pour être l'architecte des accords d'Oslo et de l'initiative de paix de Genève. Amran Mizna, politicien israélien, a été général dans les forces armées israéliennes (jusqu'en 1993), maire de Haifa jusqu'en 2003, et leader du parti travailliste. Il est membre de la *Knesset*. Abed Rabo est, quant à lui, un politicien palestinien, membre de l'OLP, ayant participé à la préparation de l'initiative de Genève, il est membre de l'équipe qui négocie la paix avec Israël. Qadura Fares a été l'un des ministres palestiniens sans portefeuille entre 2003 et 2005 et membre du Conseil législatif. Il a participé à l'initiative de Genève et a soutenu l'accord de La Mecque pour la formation d'un gouvernement d'unité entre le Fatah et le Hamas.

[353] GUELPA Beatrice et WADIMOFF Nicolas (2005), Dans les coulisses de l'accord. Histoire intime d'un plan de paix né à Genève, Genève, Labor et Fides.

[354] BALAWI Hassan (2008), p. 17.

faire office de jurisprudence, car les religieux n'utiliseraient pas le terme de paix, mais de trêve[355]. *Au-delà des mots, il s'agirait cependant d'une réelle reconnaissance car Saladin avait, à l'époque, reconnu la souveraineté des croisés* »[356].

En mai 2004, trois ans après le début de la deuxième *Intifada*, le cycle de violence est intense et touche Palestiniens et Israéliens avec 3 057 morts du côté palestinien et 918 chez les Israéliens[357]. Yasser Arafat, encerclé à Ramallah, est très malade. Le président français, Jacques Chirac, lui vient en aide, lui permettant de voyager jusqu'à Paris, où il meurt à l'hôpital le 11 novembre 2004. Les attaques israéliennes se poursuivent en réponse aux attentats suicides. Le jour même de la mort de Yasser Arafat, le Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine (CEOLP) se réunit pour désigner, parmi les siens, le président de l'organisation chargé de la représentation des intérêts palestiniens dans le monde. Mahmoud Abbas (Abu-Mazin), secrétaire général du CEOLP et ancien Premier ministre de l'Autorité d'autonomie, est investi et les élections présidentielles de 2005 le portent à la présidence. Avec son élection, les diverses factions s'entendent sur une trêve avec Israël. Les dernières années du Fatah à Gaza, entre 2002 et 2005 en particulier, ont vu le territoire sombrer dans le désordre civique, et l'insécurité et la prolifération des armes ont permis à divers clans de se constituer en groupuscules d'autorité contrôlant leur voisinage, principalement les centres urbains, et engendrant peur et incertitude parmi la population : les parents craignent de voir sortir les jeunes, les jeunes hommes en particulier, les voitures disparaissent, les habitations sont cambriolées, voire parfois vandalisées.

20. Le désengagement, août 2005

Le gouvernement israélien encourage les sociétés présentes dans la zone industrielle d'Erez à déménager à Ashkelon, ou ailleurs, leur accordant des subventions pour couvrir les coûts de production et de main-d'œuvre plus élevés, ce qui occasionne une perte considérable d'emplois pour la population gaziote. La politique israélienne de séparation totale de la Bande de Gaza culmine avec la décision unilatérale d'Ariel Sharon de délocaliser les colonies et les

---

[355] Quand Richard Cœur de Lion ne parvint pas à prendre la région côtière de Tyr à Jaffa pendant la troisième croisade, il fut contraint de signer une trêve avec Salah al-Din, le 2 septembre 1192 à Ramlah. Celle-ci marque la fin de la troisième croisade.

[356] BALAWI Hassan (2008), p. 5.

[357] http://www.medea.be/fr/themes/conflit-israelo-arabe/deuxieme-intifada/

postes de l'armée israélienne hors de Gaza, un plan de retrait préparé par le gouvernement bien avant 2005.

La nouvelle de ce désengagement laisse poindre une évolution de la situation : la communauté internationale se dit prête dès juin 2005 à débloquer des fonds pour aider les territoires palestiniens dans leurs projets, dont la rénovation de la zone industrielle d'Erez. En août, Ariel Sharon met en œuvre le démantèlement des implantations israéliennes de Gaza, considéré comme le point culminant de la politique israélienne de séparation.

Le *désengagement* lève le blocus interne mais entraîne la suppression de centaines d'emplois agricoles. Malgré cette perte, le départ a permis un mouvement interne fluide. En revanche, celui hors de Gaza devient plus difficile et, le long de la frontière entre la Bande et Israël, la zone tampon s'est élargie, ce qui signifie la perte des meilleures terres agricoles. Brusquement, sans synchronisation avec l'Autorité palestinienne, les dix-neuf implantations[358] ou colonies disparaissent. Vidées de leurs habitants, les résidences et la plupart des constructions ont été démontées ou détruites, les installations militaires démantelées et les champs, les routes, et même la mer, jusque-là interdits à la circulation des Palestiniens, deviennent accessibles. Seuls les axes routiers et les connections électriques demeurent en place afin de rester reliés aux réseaux de Gaza. Quelques serres sont également préservées qui, avec le soutien de la Banque mondiale, peuvent être utilisées par les Palestiniens pour la culture de certains fruits et légumes destinés à l'exportation[359].

Si, pour certain journaux israéliens, cette situation signifie qu'après le retrait des colonies, Gaza n'est plus « occupée », la réalité est bien autre ! Les colons israéliens et les militaires quittent la Bande de Gaza pour être basés ailleurs en Israël, et l'occupation reste une ombre omniprésente dans la vie des Palestiniens des territoires occupés. Bien que les Israéliens aient quitté la Bande de Gaza, ils continuent à contrôler l'économie, la circulation des personnes, et c'est finalement la vie entière des habitants qui reste sous leur joug. Pourtant, les Gaziotes, surtout les plus jeunes, oublient rapidement les barrages, les arrestations et la peur

---

[358] Selon les chiffres de 2004, un an avant le désengagement, ces implantations étaient, pour la plupart, agricoles ; ce fut le résultat des efforts d'Ariel Sharon et du mouvement de reconquête d'Erez de la part d'Israël par la colonisation des territoires. *Colonies israéliennes dans les Territoires Occupés* | Institut MEDEA, http://www.medea.be/fr/pays/palestine/colonies-israeliennes-dans-les-territoires-occupes/

[359] En août 2005, Ariel Sharon, Premier ministre, décide le retrait unilatéral d'Israël de la Bande de Gaza, avec l'évacuation totale des colons et la destruction des infrastructures des colonies dans leur quasi-totalité. Voir ARONSON Geoffrey (2005), « Issues arising from the implementation of Israel's disengagement from the Gaza Strip », *Journal of Palestine Studies,* vol. 34, n 4, pp. 49-63.

de leurs parents quand ils veulent sortir. Beaucoup de terres, interdites aux Palestiniens depuis les années 1970, retournent à leurs propriétaires et aux autorités. Ce sont les dernières terres agricoles qui restent à Gaza, à Khan Younes et à Rafah dans le Sud. Le *Nezarim bloc* (3 500 *dunum*[360]), comme l'appellent les Israéliens, sera donné en grande partie à la Mairie de Gaza plus tard[361]. Les Israéliens sont physiquement partis, certes, mais ils bloquent les mouvements des personnes, entravent la circulation des produits destinés à l'exportation et gênent l'accès à la mer et aux voies aériennes. L'enfermement et l'embargo commercial érodent progressivement une économie déjà précaire. Un sentiment de désespoir s'empare des Gaziotes et il est difficile de comprendre qu'on puisse se réjouir de la fin de l'occupation alors même que tous les éléments nécessaires à la vie quotidienne d'un territoire sont contrôlés par Israël. Ainsi que l'expliquera des années après Amira Hass dans un article du 14 juillet 2014[362], Israël continuera à contrôler tout à Gaza : *« Israël continue de contrôler le registre de la population de Gaza et de la Cisjordanie. Tout nouveau-né palestinien, à Gaza comme en Cisjordanie, doit être enregistré auprès du ministère de l'Intérieur israélien (via l'Administration de coordination et de liaison) pour pouvoir obtenir une carte d'identité à 16 ans. L'information imprimée sur les cartes est aussi en hébreu. Avez-vous entendu parler d'un État indépendant dont les habitants doivent être enregistrés dans l'État voisin (occupant et agresseur) – et que sinon, ils n'obtiendraient aucuns papiers et n'existeraient pas officiellement ? »*

Le départ des Israéliens implique également leur disparition du passage de Rafah, entraînant de fait l'arrêt de l'entrée de produits par cette voie. Le passage reste fermé pendant trois mois jusqu'à ce que l'Accord du mouvement et d'accès (AMA) soit signé par l'Autorité palestinienne avec l'Égypte et Israël en novembre 2005, selon lequel l'Autorité palestinienne est responsable d'organiser le passage avec l'Égypte sous la supervision de l'EUBAM[363] – une

---

360 EFRAT Elisha (2006).

361 Seulement en 2011.

362 HASS Amira (juillet 2014), « Israel showed restraint in Gaza before attacking? You must be kidding », http://www.haaretz.com/news/diplomacy-defense/premium-1.604844.

363 C'est une mission sous le *Common Security and Defence Policy* (CSDP). Il s'agit d'une mission civile, non-armée, formée d'officiers de la police des frontières et des douanes. Elle représente une forme de contribution au processus de paix au Moyen-Orient et à la mise en œuvre des accords d'accès et de mouvement. Son rôle est celui d'une tierce présence au point de passage de Rafah. La mission gère également un bureau de Liaison à Kerem abu Salem où sont coordonnées les opérations du passage de Rafah. Enfin, elle doit promouvoir et améliorer les compétences des officiers de l'autorité. Les opérations de l'EUBAM sont suspendues le 13 juin 2007 à l'arrivée au pouvoir du Hamas. L'EUBAM reste dans la région en attendant son redéploiement lorsque sa réactivation sera nécessaire. Le Parlement européenne a décidé, en juillet 2013, de prolonger le mandat de la mission EUBAM pour une période de douze mois en attendant de pouvoir redéployer la mission dans le passage de Rafah. Voir le site : http://www.eubam-rafah.eu/node/2311, http://www.eu-un.europa.eu/articles/en/article_5307_en.htm

mission de supervision, suivie par l'Union européenne et créée sur ce point précis. L'accord permet aux Gaziotes en possession de cartes d'identités valides d'emprunter le passage. Durant sept mois, cela a fonctionné correctement avec près de 1 320 personnes le traversant quotidiennement. Maintenant, Israël le contrôle *via* la supervision des passagers circulant hors et en direction de Gaza depuis une chambre d'opération située à Kerem Abu Salem où des officiers enregistrent les voyageurs, décidant qui peut rentrer et fermant le passage selon leur gré. Leur présence, bien qu'invisible, est toutefois réelle, entravant la sortie de Gaza mais interdisant également l'entrée. L'objectif, après le *désengagement*, est de permettre à l'Autorité palestinienne à Gaza et Ramallah de gérer une frontière, encore sous la supervision d'un tiers, l'Europe, en novembre 2005. Le corridor de Philadelphie, la section de *no man's land* entre Gaza et l'Égypte, n'est plus un lieu de patrouille israélien mais passe désormais sous la responsabilité des Égyptiens. Le désengagement complique davantage encore la circulation, affectant d'autant et de façon critique le passage de Rafah, avec le redéploiement des Israéliens hors de la Bande de Gaza et la transformation par Israël du passage d'Erez en frontière internationale. Toutefois, les permis continuent à être délivré aux résidents par l'armée plutôt que par le ministère israélien de l'Intérieur.

Le désengagement israélien de Gaza est considéré par le Hamas comme son propre succès alors que les Israéliens se donnent incidemment une occasion idéale de se construire auprès des Gaziotes une image dynamique et chargée de promesses de changement pour l'avenir. Dans cette ambiance triomphale, les élections législatives sont programmées pour janvier 2006 dans les territoires palestiniens occupés[364]. Ce type d'événement, à Gaza, est suivi de près par des observateurs internationaux (parmi ceux-ci l'ex-président des États-Unis, Jimmy Carter), tout comme les procédures liées aux élections, afin que tout se déroule sans erreurs. Les premiers résultats annoncent une majorité des deux tiers au Conseil législatif en faveur du Hamas, avec soixante-seize sièges sur cent trente-deux, alors que le Fatah n'en obtient que quarante-trois[365]. Ce succès dans une élection démocratique[366] peut être compris à raison de la corruption du gouvernement et du manque d'organisation dans le cadre d'un changement qui semble nécessaire à la majorité de la population de la Bande de Gaza.

---

[364] Cisjordanie et Bande de Gaza.

[365] *BBCnews.com.* 26 janvier 2006, 21h 07 GMT.

[366] Le processus électoral était soigneusement suivi par des observateurs internationaux ainsi que les procédures qui lui sont liées afin que tout se déroule sans défaut, ainsi que les observateurs l'ont documenté.

Néanmoins, une phase politique de violence interne fait suite à cette victoire. Par ailleurs, ce succès ne semble important ni pour la communauté internationale ni pour Israël. Le fait que les élections aient été soutenues par les États-Unis et que des centaines d'observateurs internationaux aient été présents n'a pas empêché l'arrêt presque complet des projets internationaux, ainsi que le « blocus » commercial total et une suppression des permis de travail. Israël ferme quasiment tous les passages, ne permettant que certains mouvements liés aux urgences médicales et ceux de personnalités, dont les hommes d'affaires en possession d'un permis. Cette victoire aux élections législatives de janvier 2006 peut être comprise comme un changement par la majorité de la population de la Bande de Gaza, qui le considère nécessaire, mais non comme une allégeance aux principes du Hamas. Ce dernier, surpris par son propre succès, se rend compte que ses compétences sont limitées pour gouverner et, de fait, entame des démarches dans le but de former un gouvernement d'unité avec les autres factions[367].

L'enlèvement de Gilad Shalit, en juin 2006, aggrave la situation. Ce soldat israélien a été enlevé au cours d'une opération menée par une unité d'élite du Hamas *via* un tunnel près de *Kerem abu Salem*, le passage du trafic commercial entre Israël et Gaza. Cette opération, nommée plus tard *dissipating illusion*, avait pour but de démontrer aux Israéliens le pouvoir et les compétences du groupe[368]. Après l'enlèvement, le passage de Rafah est fermé de juin 2006 à 2007, pour n'être rouvert que 76 % de l'année. Dès lors, le fonctionnement de l'AMA (Accord de mouvement et d'accès) est suspendu, et Rafah ne peut ouvrir que quelques jours chaque mois et seulement pour les malades, les étrangers et autres personnes détenant des visas à destination de pays étrangers[369]. Cette restriction permet à seulement 8 % des personnes qui devaient sortir de voyager. L'échec du gouvernement d'unité, quelques mois plus tard, accroît encore la tension entre le Fatah et le Hamas. La séparation territoriale entre la Bande de Gaza et la Cisjordanie constitue un élément supplémentaire en matière de rupture gouvernementale. Depuis les élections de 2006, la communauté internationale a gelé les projets pour lesquels il y avait des transferts de fonds ou de matériaux, et il n'est pas facile de développer des aides indirectes. Ainsi les financements destinés à la Bande de Gaza pour

---

[367] Entretien n° 63 avec Mme. Rawia Shawa, Gaza, 2010.

[368] Le Hamas appelle l'opération *dissipating illusion* dans une Vidéo diffusée sur *Youtube*, téléchargée sur Internet pour montrer les compétences de celui-ci. Le soldat n'est libéré qu'au bout de cinq ans, en octobre 2011, dans le cadre d'un échange de prisonniers.

[369] En mai 2008, les étudiants sont inclus à ces personnes.

mettre en place des infrastructures sont-ils interdits dans la majorité des cas, sauf s'ils transitent par des organismes internationaux comme l'UNRWA ou la Commission européenne. Alors, ces fonds sont redirigés vers le secteur privé pour le développement de projets spécifiques. En juillet 2006, peu après l'enlèvement, Israël annonce que la distance d'accès à la mer est réduite à six milles. La pêche dans cette zone limitée épuise les poissons et tue les œufs, réduisant chaque jour un peu plus le nombre de prises dans les filets.

21. Conclusion : La fabrique de l'histoire, du récit au mythe

Alors que notre enquête commence en 2006 quand le Hamas gagne les élections, et que le blocus total est instauré, le blocus commence vraiment dans l'année 2000. Il peut sembler hors sujet que nous retracions l' « histoire » de la Bande de Gaza depuis les Ottomans, soit depuis 1516 ! Or cette première période est déterminante pour comprendre la complexité des structures sociales de la société gaziote comme de toute la Palestine. Les événements décisifs de la *Nakba* en 1948 ont aussi été particulièrement évoqués car ils expliquent combien la population s'avère hétérogène. Le regard sur les différentes autorités qui ont gouverné les Gaziotes (britannique, égyptienne, israélienne et palestinienne) permet aussi de suivre le développement des programmes d'enseignement vu que le territoire a toujours été administré.

Qui plus est, des pans entiers de l'histoire de la Bande de Gaza sous-tendent l'identité gaziote en nourrissant la mémoire collective des habitants. Comme l'histoire est importante quand on vit enfermé en proie à un avenir incertain. Toutefois, il existe un fort décalage entre l'histoire que nous avons tenté de reconstituer avec le meilleur des travaux historiques et celle qui est racontée par les Gaziotes. Nous aimerions maintenant exposer à travers quelques témoignages cette histoire différente, celle des Gaziotes comme on l'entend de leurs bouches et comme on la lit dans leurs manuels scolaires.

Précisons tout d'abord que raconter l'histoire constitue l'un des passe-temps préférés des Gaziotes d'autant plus prisé que celui qui parle fut témoin oculaire. La meilleure occasion reste la réunion familiale qu'elle soit joyeuse ou triste. Grâce aux souvenirs transmis oralement, les générations reprennent possession de leur histoire. En la transmettant, ils l'intègrent dans le présent. On peut aussi dire que le passé revit dans le présent ou encore que le présent est imprégné de l'esprit du passé. La mémoire collective gaziote est si riche d'expériences

marquantes et d'images fortes que le pays semble réellement se livrer avec ses chants et ses senteurs. Cependant, curieusement, nos interlocuteurs parlent très souvent de ce qu'ils appellent *el nisian*, l'oubli du passé[370] et même des événements récents. En cherchant le sens donné à ce terme, nous avons compris que cette terminologie quasi culturelle ne recouvre pas l'idée d'oubli mais celle de censure, d'autocensure. Les souvenirs personnels, accompagnés fréquemment d'une pléthore de détails, sont en fait encadrés par un discours normatif qui permet la représentation collective du passé. Il existe donc des sujets dicibles. Ainsi se constitue un musée virtuel d'histoires orales personnelles sur fond d'événements historiques partagés qui forment la base des chroniques orales des Gaziotes et en disent la « vérité » et la « réalité ». Pour les enfants de réfugiés, ces histoires orales leur conservent de façon vivante le souvenir du pays perdu. Chaque famille possède ainsi sa propre histoire qui au fil des récits s'amplifie en se transformant en histoire quasi épique à laquelle on ajoute parfois des détails imaginés. On est donc évidemment très loin de « cette histoire mémorielle » nourrie de l'enchevêtrement de la mémoire individuelle et de la mémoire collective. On est tout aussi loin de l'histoire académique pour qui « la mémoire est toujours suspecte à l'histoire, dont la mission vraie est de la détruire et de la refouler. » [371] À travers le discours collectif, chacun a la possibilité de s'approprier l'histoire et de trouver sens à son propre vécu.

Le meilleur exemple de la transmission orale concerne le récit de la *Nakba*, sans doute l'un des souvenirs les plus racontés. Il permet aussi de constater que l'événement reconnu collectivement comme fondateur s'appuie sur deux mémoires, celle des originaires de Gaza et celle des réfugiés.

Rawya El Shawwa, fille de *Hadj* Rashad Shawwa, ancien maire de la ville de Gaza d'une famille de notables du quartier de Shaja'ia évoque les centaines de réfugiés arrivés à Gaza en 1948 à la recherche d'un abri :

> *« Ils ont campé dans nos jardins et nous avons partagé avec eux nourriture et histoires. Des membres de ma famille se trouvaient aussi parmi eux […] Ils sont arrivés dans un état de choc, épuisés, affamés et assoiffés. J'étais encore enfant. Je leur ai parlé. Je leur ai demandé ce qui s'était passé et beaucoup d'entre eux ne se souvenaient pas ».*

---

[370] Ce thème de l'oubli mériterait une recherche approfondie mais dépasse le cadre de notre étude présente.
[371] SAND Shlomo (2010), *Comment le peuple juif fut inventé, de la Bible au sionisme*, Paris, Flammarion, p. 43.

Dans ce témoignage, la mémoire de la jeune gaziote, comme l'oubli des déplacés, se mêle dans un discours où tous les souvenirs du peuple palestinien feront du passé la matrice du présent. La recherche ethnographique sur l'influence des événements historiques sur les itinéraires de vies pose alors un défi à l'historien : le déroulement de l'histoire prend des accents personnels et devient complexe.

Lisons maintenant les souvenirs d'Abu Maher, un autre Gaziote de souche :

> *« Nous sommes des Gaziotes de la famille al Wazir. Mon père travaillait à Ramleh où je suis né, sous les Anglais. Après le massacre de Deir Yassin, il faut le dire : les gens étaient très anxieux et les adultes avaient le sommeil léger. La nuit, les militaires appelaient la population à monter dans des transports avec uniquement ce qu'elle avait sur elle. Ma mère et ma grand-mère n'ont pu prendre que peu de vivres. Les transports nous ont laissés hors de la ville et nous avons dû marcher jusqu'à Gaza où nous avons trouvé notre famille nullement surprise de notre arrivée. Nous étions des milliers d'habitants à avoir été expulsés. Le plus difficile, c'était pour les vieux. Il faisait chaud pendant la journée* […]. *Quand je pense que mon professeur d'histoire était juif ! Cela n'avait pas d'importance à mon époque. Il nous faisait cours à l'aide d'images dans des livres. Nous avons appris l'histoire des Juifs, de la tour de Babel et du Jugement Dernier. Des années plus tard, nous étions expulsés par les Juifs. Rétrospectivement, je réalise que le complot pour s'accaparer de la terre de la Palestine avait déjà été décidé et j'ai lu des années plus tard que c'était une partie du Plan Dalet mise en place par Moshe Dayan et Itzhak Rabin. Je sais que nous partions dans des transports que les Juifs avaient préparés pour nous qui nous ont laissés au bord de la ville. Je ne me souviens pas exactement comment finalement ce départ si soudain est arrivé* […]. *Je crois entendre que les gens craignaient un deuxième Deir Yassin mais je ne suis pas certain. »*

Les départs sous la contrainte sont surtout dans la mémoire des villageois. Les autres interviewés répètent pour la plupart ce qu'ils ont lu ou encore vu dans les photos de l'UNRWA. L'histoire telle qu'elle est énoncée par le peuple palestinien n'est pas forcément diachronique mais elle est porteuse d'une identité forte et fait la part belle dans les souvenirs aux actes de solidarité. En conséquence, l'anthropologue doit réunir les mille et un morceaux dans un tout cohérent comme s'il s'agissait de restaurer une vieille mosaïque tout en respectant l'attachement viscéral des témoins aux images restées vives dans leur mémoire. Lévi-Strauss nous enjoint de distinguer les catégories naturelles de la pensée, nourries des expériences individuelles, des stratégies politiques ; ces dernières jouant un rôle déterminant dans l'élaboration de l'histoire formelle.

Sans aucun pouvoir, vaincus et vivant sous le blocus, les réfugiés, surtout les plus âgés, caressent pourtant le rêve de retourner à leur lieu d'origine. En voici un témoignage, celui d'Abu Hazem, refugié du village d'Al Bre'r :

> *« Je n'ai pas fréquenté l'école. Nous nous occupions de nos terres. Pendant la période du Mandat britannique, les écoles se trouvaient en ville. Néanmoins, je connais l'histoire de mon pays mieux que beaucoup d'autres : c'était juste après la récolte*[372]*. Des Juifs armés sont arrivés pendant la nuit. Ils ont menacé de nous tuer si nous ne partions pas. Nous avons essayé de nous arranger avec eux en leur assurant que nous ne les molesterions pas et même que nous les protégerions. Mais à la fin, nous sommes partis, craignant un autre Deir Yassin. Je suis venu avec ma famille dans le camp de réfugiés de Jabaliyah. Je venais de me marier avec ma cousine. Nous sommes rentrés plusieurs fois pour aller au village pour rapporter une partie de la récolte que nous avions laissée derrière nous. Depuis, je suis ici à Jabaliyah. J'ai rêvé du retour toute ma vie durant et, jusqu'à récemment, je le croyais possible. Avez-vous entendu parler d'Ariel Sharon ? Il nous a pris nos terres pour son ranch et, de surcroît, il nous a poursuivis jusqu'à Jabaliyah avec ses chars, ses avions d'attaque F-16 et tous ses moyens de semer la terreur. J'ai vu des photos de son ranch : on peut y voir nos deux puits et les figuiers à côté des puits ».*

L'analyse de la manière dont l'histoire s'enseigne et s'apprend, dont se construit un discours normatif autorisant ou non le rappel d'événements passés et encadrant les souvenirs personnels, dépasse le cadre de cette enquête. Cependant, nous avons recueilli des témoignages sur la façon dont, selon les périodes, l'histoire est racontée. Ainsi, Abu Ghazi Mushtaha, 91 ans qui vient d'une des familles notables de l'est de la ville de Gaza dans le quartier de Shaja'ia connait la bande de Gaza depuis 1920 jusqu'à la période actuelle. Scolarisé sous le Mandat britannique, il a fait ses études supérieures sous l'administration égyptienne et est devenu chimiste, responsable d'un laboratoire. Il raconte comment la vision de l'histoire s'est transformée selon les périodes : *« Dans les trois décennies que j'ai vécues, j'ai été témoin de l'ascension et de la chute des Ottomans ! Sous le Mandat britannique, c'étaient des méchants tyrans ; sous les Égyptiens, des patriotes musulmans, protecteurs de la Palestine ; aujourd'hui, on les voit comme des alliés amis. Ce changement de représentation s'est traduit par des modifications des programmes dans les écoles ».*

Ali Abu Shahla, un des premiers ingénieurs de Gaza, responsable de l'aménagement du territoire à la municipalité de Gaza dans les années 1970 a vécu la fin de l'administration

---

[372] Ce moment de la saison est dans toute la mémoire des villageois.

égyptienne et a aussi observé que « *le programme des écoles a changé ces dernières années. C'est comme un miroir des différentes occupations dont la Bande de Gaza a pâti* ».

Dans ces deux témoignages, il est rappelé que les programmes scolaires changent au gré des différentes administrations. Ainsi, on enseigne une "histoire" révisée dans la perspective d'une réalité politique particulière.

Nizar, né dans le camp de réfugiés d'Al Bureij peu d'années avant le début de l'occupation israélienne (en 1967) raconte : *« Sous l'occupation israélienne, l'histoire n'était pas enseignée dans les écoles. Nous dévorions des livres de la bibliothèque du Croissant Rouge tenue à jour par le Dr Haidar Abd Al-Shafi. Nous lisions aussi des magazines des partis politiques introduits illégalement dans la bande de Gaza. Mon père était résistant ; alors je n'avais pas besoin de livres pour apprendre l'histoire. La plupart des livres étaient révisionnistes : ils ne disaient pas la vérité. Les nombreuses pages qui parlaient du sionisme ou d'Israël ou de tout sujet en rapport avec la Palestine étaient censurées. J'ai intégré les histoires de mes grands-parents et mes parents, racontées presque comme s'il s'agissait de secrets, comme mes propres souvenirs à moi. Je les garde vivants avec des images en moi – on dirait que je les ai vraiment vécues ! ».*

Ce dernier témoignage est particulièrement intéressant car il fait le lien entre l'histoire portée par la mémoire collective et l'histoire enseignée. Quand cette dernière n'est plus crédible, ce sont les souvenirs mêmes réinventés, le mythe, qui dise la vérité.

Dans notre étude, nous souhaitons donner un cadre aux souvenirs des Gaziotes que les gens ont partagés dans de nombreux entretiens effectués ces quinze dernières années. Nous citons des sources pour clarifier et pour combler les lacunes dans les récits des habitants. L'histoire est présente dans leur discours ; notre « histoire » devient leur mémoire, les enjeux et les souvenirs qui donnent du sens à leur vie présente. La mémoire des Gaziotes autochtones et celle des réfugiés se mêlent ; leurs points de vue différents donnent à la narration un esprit dynamique et montrent souvent leur sens de l'humour.

Les éléments choisis dans cette deuxième partie qui se termine avec la victoire du Hamas aux élections se fondent sur les événements les plus importants qu'ont vécus nos interviewés à Gaza comme ils l'ont signalé eux-mêmes. La ligne chronologique suggérée par le panel de nos interviewés commence en 2000 et se termine fin 2015. La mise à jour faite en 2016 montre que les Gaziotes n'ont perçu aucune amélioration réelle du blocus. Entre avril et décembre 2016, les restrictions concernant les matériaux de construction, pour les maisons détruites ou abimées pendant le dernier conflit de 2014, se sont aggravées prolongeant la vulnérabilité de plus de 10 000 familles qui continuent à se trouver sans maison.

Traumatisés pas ce blocus que la politique impose, les gens survivent en cultivant un discours de plus en plus riche exprimant leur désir ardent du pays rêvé. Tout est sous-entendu dans les silences, les hésitations et les oublis. Le blocus mis en place progressivement à la fin des années 1990 s'est renforcé en 2000 avec la deuxième Intifada pour devenir total en 2007. Les Gaziotes sont de plus en plus isolés du reste du monde. Ils ont aussi perdu la possibilité de sortir de la Bande de Gaza ou d'y entrer quand les tunnels ont été détruits et que le passage de Rafah au sud de Gaza a été encore plus sujet à des fermetures. Privée de ce "cordon ombilical", Gaza est devenue la plus grande prison au monde.

CHAPITRE III : LA SOCIETÉ GAZIOTE FACE AU BLOCUS DU DÉBUT DU XXIE SIÈCLE

1. Introduction

Si la connaissance de l'histoire de la Bande de Gaza s'est avérée nécessaire pour comprendre la situation politique actuelle du territoire, l'étude de la société gaziote permettra d'éclaircir au mieux son aptitude à la résilience. La Bande de Gaza n'est nullement devenue le Singapour du Moyen-Orient comme l'envisageaient quelques utopistes à la veille des accords d'Oslo. Néanmoins, en dépit du blocus qui s'installe en 2000 et devient presque total en 2007, et que depuis 2006 les d'affrontements politiques violents se font fréquents, les Gaziotes n'ont pas sombré dans la guerre civile ou dans le désordre généralisé. La Bande de Gaza reste un territoire administré avec une autorité politique, une fonction publique et une police. Quand elle n'est pas bombardée, les enfants se rendent à l'école, les étudiants à l'université, les hôpitaux fonctionnent et les ordures sont ramassées. La société gaziote existe et nous allons tenter de la décrire dans ses particularités.

1.1. Une forte croissance démographique

La Bande de Gaza est bien connue pour la vitalité de sa croissance démographique. Cette caractéristique n'est pas sans s'apparenter à une forme de résilience. Depuis son arrivée, l'Autorité palestinienne en 1994 a effectué deux recensements de la population, l'un en 1997 et l'autre en 2007. Ce dernier, interrompu par la prise du pouvoir par le Hamas en juillet 2007 a été repris quelques temps après[373]. Le calcul des projections de croissance de la population conduit à estimer qu'en 2016 la ville de Gaza comptera 583 870 habitants et que la population totale de la Bande de Gaza sera d'environ 1 880 000 personnes (956 000 hommes et 925 000 femmes).

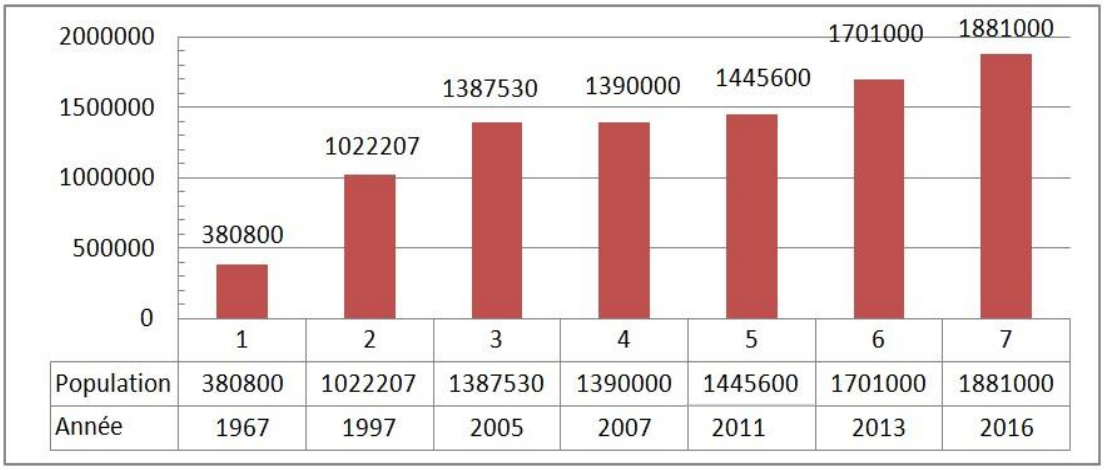
1.2 Une population jeune et urbaine

La population de Gaza est jeune. Il suffit de se promener dans la rue pour le constater. La population âgée de 0 à 14 ans représente 42, 8 % de la population totale contre seulement 13, 9 % pour les plus de 65 ans. Le taux de fécondité reste encore très élevé jusqu'

[373] Nous pouvons en témoigner ayant nous-mêmes reçu la visite d'un enquêteur à la fin de l'année 2007.

à aujourd'hui (6, 9 en 1997, 5, 2 entre 2008 et 2009, de 6, 5 en 2013 et de 5, 7 pour la période après 2015)[374].

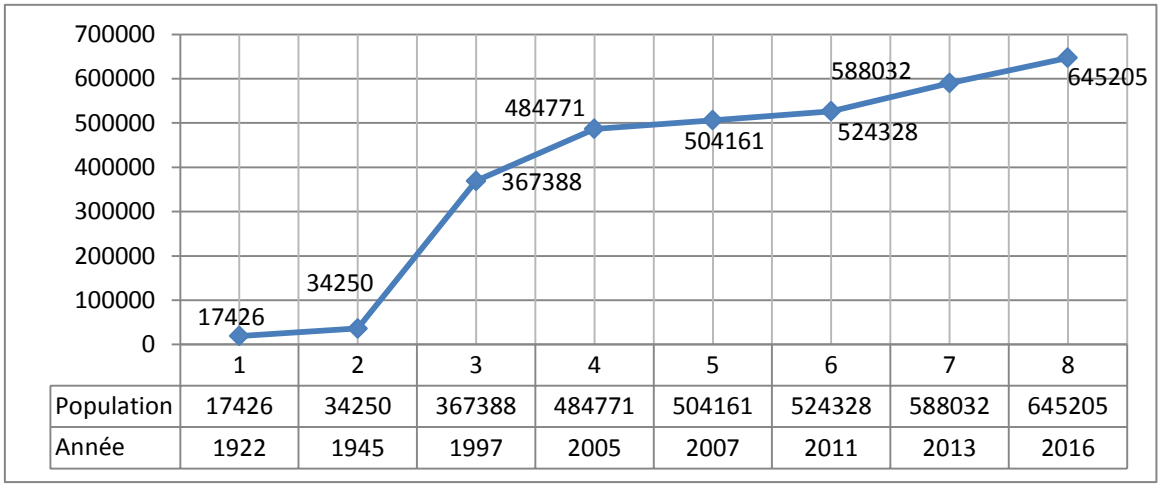
Tableau 8 : Données de la croissance de la population de la Bande de Gaza



Source : (PCBS) On the Eve of the International Population Day, juillet 2016.

La densité de la population est très élevée dans la Bande de Gaza : près de 5 154 personnes par km^2 contre 519 en Cisjordanie[375]. C'est une population essentiellement urbaine à 90 %. Seulement 9, 5 % d'entre elle se trouve dans les espaces ruraux.

Tableau 9 : Données estimées de la population de la ville de Gaza.



---

[374] Palestinian Central Bureau of Statistics (PCBS) On the Eve of the International Population Day 11/7/2016 http://www.pcbs.gov.ps/portals/_pcbs/PressRelease/Press_En_International%20Population%20Day%202016.pdf

[375] *Ibid.*

Source : Mairie de Gaza.

1.3. Une population composée aux deux tiers de réfugiés et de descendants de réfugiés

Plus des deux tiers des habitants de Gaza appartiennent à des familles de réfugiés de 1948. Compte tenu de la forte croissance, réfugiés et descendants de réfugiés, pour la plus grande partie d'entre eux, n'habitent plus dans les camps. Un grand nombre inscrit sur les registres de l'UNRWA habite la ville de Gaza. Dans les huit camps de réfugiés, réside actuellement 16, 6 % de la population totale. Non entourés de murs, les camps ont fini par se fondre dans le tissu urbain de Gaza. Le camp de la Plage (camp de Shati) où résident 87 000 personnes se trouve même dans la ville de Gaza. Par ses activités commerciales, il participe à l'économie de la ville. Il se caractérise simplement par une urbanisation anarchique : des immeubles construits sans permis pour répondre à la croissance des familles. Au camp de la Plage, la répartition par tranche d'âge de la population est semblable à celle de la ville de Gaza : 38 % entre 0 et 14 ans, 32 % entre 15 et 30 ans, 22 % entre 31 et 60 ans et 8 % pour les plus de 60[376].

2. Une société de familles

« *Quel est votre nom ?* » demandons-nous à notre interviewé et il répond : « *je m'appelle Ibrahim Ali Salama* ». Il nous donne trois noms : le sien, celui de son père et finalement celui de son grand-père désignant la *hamulah* à laquelle il appartient. La société gaziote constitue sans nul doute une « société de familles » ni tout à fait moderne ni tout à fait traditionnelle. Dans une certaine mesure, elle peut se dire « moderne » car désireuse de progresser économiquement pour avoir accès à la consommation mais elle n'est pas individualiste. Nous pouvons même y trouver des aspects qu'on peut qualifier de holistes[377].

Un observateur avisé percevra immédiatement cet état de fait : la société gaziote ne constitue pas une "société d'individus ". Aussi, est-il extrêmement rare qu'un individu jeune ou âgé se retrouve seul et abandonné à lui-même, c'est-à-dire "désaffilié" pour reprendre le

---

[376] Statistiques de l'UNRWA pour l'année 2014.

[377] Holisme : idéologie qui valorise la totalité sociale et néglige ou subordonne l'individu humain (à l'opposé de l'individualisme méthodologique); Louis (1985), *Essais sur l'individualisme. Une perspective anthropologique sur l'idéologie moderne*, Paris, Le Seuil (1re éd. 1983), pp. 83-85.

terme de Robert Castel. Néanmoins, nous ne pouvons ignorer qu'en dépit d'un blocus qui dure déjà depuis plus de dix ans, la société gaziote, sous le coup d'influences diverses, s'est dotée d'un vernis de modernité sans avoir, pour autant, entamé une révolution sociale à la manière de l'Occident. En effet, comme l'indique Olivier Carré, on considère toujours que la modernisation équivaut à une occidentalisation[378]. C'est pourquoi nous préférons parler d'un vernis de modernité touchant seulement aux aspects économiques. D'ailleurs, quand nous utilisons le mot *modernité,* c'est dans le sens que lui donne Sharabi : « *mode of being* », « *un style de vie* » hérité des pays européens à l'époque coloniale grâce à la croissance d'une sorte de « *capitalisme dépendant* ». La société gaziote et palestinienne dans son ensemble n'a jamais connu l'expérience de l'indépendance se développant toujours sous le joug colonial. Le mouvement existentialiste et les bouleversements de Mai 1968 en Europe n'ont pas connu d'échos profonds en Palestine (Bande de Gaza et Cisjordanie). Peut-être doit-on l'imputer à la situation politique du moment : la victoire israélienne à la guerre de 1967 et le début de l'occupation ; les Palestiniens d'alors expérimentant un type de «*modernisation occidentalisée* », « *à l'israélienne* »[379].

Ainsi, cette société originellement patriarcale se "déforme" en quelque sorte et devient selon la définition de Sharabi « *néopatriarcale* »[380]. Cette définition convient, selon nous, à merveille à la société gaziote en ce début du XXIe siècle. Toutefois, ce nouveau système patriarcal dans la Bande de Gaza s'articule toujours dans le cadre de valeurs collectives où l'honneur et la honte sont primordiaux. En effet, honneur et honte ne concernent pas l'individu mais intéressent toute la famille élargie. Hérité à la naissance des générations précédentes, l'honneur doit être préservé car il constitue la respectabilité et la renommée de la famille. Il serait même le "visage" de la famille et par conséquent, il entre dans le domaine public.

Au sujet de cette image publique un anthropologue palestinien nous dit :

---

378 CARRÉ Olivier (1993), *Le nationalisme arabe*, Paris, Fayard, pp. 23-24. L'occidentalisation, elle même variée, peut être coulée dans des moules culturels arabes et musulmans très déterminants.

379 *Ibid.*

380 SHARABI Hisham (1988), *Neopatriarchy,* p. 5.

« Les palestiniens apprennent dès l'enfance à s'habiller d'un visage public, ayb[381] *est une phrase utilisée souvent pour corriger un enfant, suivi en même temps par qu'est-ce que vont dire les gens ? »*[382].

Ambiguïté de la notion d'honneur : tout en étant une qualité personnelle, elle dépend aussi de la reconnaissance des autres membres de la société. Dans une société comme celle de Gaza, l'homme ne souhaite pas être libre par peur de cette désaffiliation qui le laisse sans "protection". De fait, les liens sociaux ne sont pas choisis par l'individu ; ils sont inhérents à la naissance car ceux de la famille élargie. Or, ces types de liens sont antinomiques de ceux qui fondent une société moderne. Les " *individus* " dans une société individualiste et moderne, comme le dit de façon éloquente François de Singly, ne veulent pas être seuls ; ils créent des liens différents, composés de plus d'un fil que le seul lien antérieur propre aux sociétés holistes, traditionnelles. Les individus de la modernité, désireux d'avoir une diversité de liens et non ce lien unique, choisissent plusieurs appartenances. Si nous observons ces fils un à un, ils sont presque tous cassables (qu'ils soient inhérents ou choisis), « *c'est dans le tressage que réside le secret, éventuel, de fabrique d'une société moderne*, *relativement stabilisée* »[383]. Ce tressage dont parle de Singly rend les liens forts et résistants. Dans une société européenne, pour devenir moderne, un individu n'est pas tenu de renoncer à son histoire mais il peut choisir ou non de conserver des liens avec ses origines. Le processus de devenir d'un individu requiert une "désaffiliation" volontaire permettant la construction d'une identité propre. Libéré des contraintes familiales, l'individu opte pour un projet de vie personnel. Nullement envisageable pour un Gaziote, sa modernité se résumant à l'Internet, il n'entame pas de processus pour gagner en autonomie ; il ne se pose pas en sujet agissant et pesant sur ses choix de vie.

A la suite de la partition de la Palestine en 1947, les Palestiniens de Gaza, des réfugiés pour les deux tiers, ont presque tout perdu, leurs biens comme leurs terres à cause de *la hijra*, exode forcé, jusqu'à l'armistice de Rhodes 1949 qui entérine la création de l'État d'Israël. Gaza, gouvernorat sous le Mandat britannique devient alors la Bande de Gaza, un

---

381 *Ayb* veux dire pour la honte!

382 QLEIBO Ali (2011), "The Semiology of the Palestinian Face The Dichotomy of Private versus Public Space", *This Week in Palestine*, septembre, Ramallah, Turbo.

383 SINGLY, François De (2004), *Les uns avec les autres, quand l'individualisme crée du lien,* Paris, Armin Colin, p. 51 (1re éd. 2003).

territoire réduit, sous administration égyptienne, pauvre et avec peu de ressources surtout après cet afflux massif de réfugiés de 1948. Pour Israël en pleine croissance, la population de la Bande de Gaza devient alors un réservoir de main d'œuvre non qualifiée, bon marché et prête à travailler n'importe où pour une faible rémunération. Payés en espèces, ces salaires permettent une nouvelle forme de consommation assez similaire à celle des pays développés. Néanmoins, une détérioration continue des infrastructures, déjà fragiles, ne permettent pas le développement d'une économie viable comme nous allons l'expliquer dans le chapitre suivant sur le blocus. Dans ce contexte d'érosion économique occulté par l'afflux d'argent provenant de l'aide humanitaire, le processus de dé-développement continue inexorablement.

2.1. Des familles étendues

La plus petite unité sociale s'appelle la « famille nucléaire » (parents et enfants) en arabe *'a'ela* ou *usra*[384] : elle maintient toujours des relations d'interdépendance et de réciprocité. Barakat[385] la considère comme la miniature d'une société familiale : elle se retrouve dans les groupements de bédouins, dans les familles citadines, que ce soient des notables ou non, dans les familles des réfugiés vivant dans les camps ou hors des camps.

Dans le cadre de l'aide humanitaire, lorsque nous parlons de famille à Gaza, nous entendons cette famille nucléaire. Chez les plus pauvres, elle peut compter jusqu'à sept enfants ou plus. Dans les classes moyennes et plus aisées, le nombre d'enfants est environ de quatre. Parfois, les grands-parents sont à charge ou encore une tante non mariée. Depuis la guerre de juillet-août 2014, compte tenu du nombre important de destructions de maisons, beaucoup de familles nucléaires ont dû rejoindre leurs familles étendues pour cohabiter.

Chaque unité familiale constitue une cellule économique plus ou moins autonome protégée en permanence par la famille étendue qui s'efforce d'en assurer la subsistance, la perpétuation et sa place au sein de la société. Parfois, dans les camps comme en ville, des familles nucléaires font table commune avec la famille élargie par coutume, par manque de moyens ou quand les deux parents travaillent à l'extérieur. Certaines familles nucléaires qui

---

[384] La racine de *'a'ela* et d'*usra* signifie "soutenir", BARAKAT Halim (1993), p. 98. D'autres chercheurs comme Sharabi utilisent *'a'ela* pour famille élargie. Sur le terrain, les interviewés utilisent le mot *ahli* pour famille élargie.

[385] BARAKAT Halim (1993), *The Arab World: Society, Culture, and State*, Berkeley, University of California Press, p. 23. Le livre de Barakat est un ouvrage de référence d'autant qu'il présente la société arabe dans ses développements historiques.

mangeaient auparavant séparément sont obligées, par nécessité économique, de rejoindre la famille étendue pour simplement manger ou améliorer leur ordinaire. Nous verrons ce genre de cas chez certains de nos interviewés.

Dans le gouvernorat de Gaza incluant la ville de Gaza et trois " villages " ruraux et péri-urbains, le recensement de la population en 2007 faisait état de 484 628 personnes, soit 75 023 familles. 20 % (13 355) d'entre elles appartiennent à des familles étendues, 77 % (52 650) à des familles nucléaires, 2 % (1 581) résident seules et 1 % n'est pas identifié. Il semble donc que la famille nucléaire soit dominante. D'après le Bureau central palestinien des statistiques, PCBS, qui a réalisé une enquête sur des échantillons certes assez limités, le nombre de familles nucléaires a considérablement augmenté après les trois guerres de 2008 à 2009, 2012 et surtout après celle de juillet à août 2014.

Toutefois, notre expérience du terrain en tant que responsable d'une ONG et pour cette étude ne confirme pas cette tendance. Les familles que nous avons côtoyées étaient rarement des familles nucléaires : la plupart des foyers que nous avons visités étaient des familles étendues de la lignée paternelle[386]. Le chef de famille, le père, la mère, les fils mariés, leurs épouses respectives leurs enfants, auxquels s'ajoutaient le grand-père, la grand-mère et des célibataires de la famille de la lignée paternelle vivaient sous le même toit ou dans des appartements voisins mais dans le même immeuble, partageant parfois la même cuisine. Certains couples et familles qui mangeaient à part depuis des années reviennent manger avec leurs parents à cause des vicissitudes économiques.

Ce phénomène est significatif. Il est évident que la solidarité qui règne dans la famille étendue permet une protection plus grande que celle que confère la famille nucléaire même si les membres de celle-ci gardent des liens très forts avec leur groupe familial. Quand l'autonomie économique est possible, les familles nucléaires prolifèrent. Or, le blocus en détériorant l'économie dans les secteurs industriels publics et privés a fait avorter ce processus. Toutefois, il serait inexact d'opposer ces deux types de familles et de considérer la famille nucléaire comme une structure plus moderne remettant en cause le modèle traditionnel qui reste patriarcal. Ainsi, au moment du mariage, l'épouse rejoint la famille du

---

[386] Hormis notre expérience du terrain, nous ne disposons pas de statistiques à jour sur la cohabitation dans la Bande de Gaza mais seulement d'enquêtes ponctuelles menées par des ONG. Nous avons aussi reçu des informations lors de conversations privées avec des fonctionnaires du Bureau central palestinien des statistiques.

mari et les enfants prennent le nom de leur père qui est aussi celui du père de ce dernier. Le couple va d'habitude vivre dans la maison du père du mari ou dans un appartement, construit à l'étage ou en annexe de la maison parentale. Certaines jeunes femmes réclament un appartement indépendant mais ce n'est pas la norme. Nous avons aussi constaté qu'après quelques mois de vie séparée ou quand la situation économique se dégrade, le couple rejoint la maison parentale.

La famille patriarcale tire sa structure des liens *d'autorité, de domination et de dépendance* qui reflètent les relations sociales[387]. Dans ce modèle, la hiérarchie familiale consacre le père, chef de famille, agent central de répression et de contrôle. L'autorité imposée est donc verticale. Le pouvoir tient par la peur du châtiment et de l'abandon. Le personnage de Sayed Ahmed Abdel Gawwad, caractère principal de la trilogie *Impasse des deux palais* de l'écrivain Nagib Mahfouz illustre à merveille ce schéma.

Toutefois, bien que les « vrais » liens soient du côté du père, *ulad al 'am*, les liens utérins *silet el rahem* du côté de la mère comptent aussi impliquant responsabilité et solidarité. Par ailleurs, les rôles sont très clairement définis. Le père représente une autorité avec des obligations et des responsabilités qui ne sont jamais remises en question. Il est *rab-al usra*, le maître de la famille et doit pourvoir aux besoins de tous mais aussi être obéi par tous. L'épouse-mère est la maîtresse de maison, attachée ou liée à son mari, *'aquila* ou *qarina* et aussi, *hirma*, interdite. Les enfants qui, jeunes, sont *'iyal*, dépendants atteignent le stade de la maturité de *sanad* (ceux qui soutiennent) au moment où les parents vieillissent. Selon la tradition, les parents se nomment *Abu* (le père de) et *Um* (la mère de) du fils aîné. Ces désignations expriment la force des rôles paternel et maternel et l'engagement qu'ils impliquent[388]. Lorsque les fils deviennent adultes, ils sont responsables de leur mère en l'absence du père. Les jeunes sont subordonnés aux plus âgés et les femmes au chef de famille. Si le père est malade ou absent, le fils aîné ou celui qui assume les responsabilités de fils aîné doit prendre en charge les parents, les sœurs et les frères plus jeunes.

---

387 SHARABI Hisham (1988), *op. cit.*, pp. 41-43.

388 BARAKAT Halim (1993), *op. cit.,* pp. 97-100.

Les recherches anthropologiques[389], ces vingt dernières années ont montré que dans toutes les sociétés arabes en voie de développement, même si le nombre de familles nucléaires a tendance à augmenter, le modèle traditionnel de la famille étendue se maintient. Ce modèle avec ses liens de parenté confère le bien-être à tous ses membres car il est synonyme de sécurité et de ressources. Il facilite aussi les unions endogames. Pour les Palestiniens, à cause du blocus quasi total depuis 2006 et de la dernière guerre de juillet-août 2014, de nombreuses familles ayant basculé dans la pauvreté n'ont plus qu'un seul choix : se tourner de plus en plus vers leur famille étendue.

Cependant, on constate que l'image du père s'est affaiblie. Lors de la première Intifada fin des années 1990, les pères ont perdu de leur prestige : ils ont été humiliés devant leurs enfants par des soldats israéliens qui leur demandaient d'effacer des graffitis ou de rester debout sous un soleil de plomb pendant des heures.

Depuis la seconde Intifada (en 2000), la réduction progressive des permis de travail en Israël a entraîné une perte massive d'emplois. La capacité du père à faire vivre sa famille a été remise en cause. Il n'est plus désormais un "homme" au sens coranique de virilité. Il ne peut plus faire preuve de cette générosité qui manifeste la grâce de Dieu[390]. La mère-épouse, quand elle contribue directement à l'amélioration des conditions de la vie familiale change alors de statut. C'est d'elle dont dépend maintenant la famille ; elle peut empêcher son mari de perdre la face. Cependant, malgré ce phénomène croissant dû au blocus et à la réduction du travail des hommes, le père symbolise toujours l'autorité principale dans la famille et l'épouse n'a de cesse de lui conserver cette image. Dans les familles nécessiteuses, ce fonctionnement est particulièrement visible.

Il n'existe pas à Gaza de structures sociales parfaites mais plutôt des adaptations sociales selon le contexte, différentes selon les origines, la situation économique et l'engagement politique. Nous dirons que les habitants de Gaza se classent en trois *types* de

---

389 Voir FURSTENBERG Frank (2005), "Banking on Families: How Families Generate and Distribute Social Capital", *Journal of Marriage and Family*, 67, novembre, pp. 809-921; AL-HAJ Majid (1989) "Social Research on Family Lifestyles among Arabs in Israel", *Journal of Comparative Family Studies* vol. 20, n° 2 (Summer), pp. 175-195; BARAKAT Halim (1985), "The Arab Family and the Challenge of Social Transformation" *in* Elizabeth Warnock-Fernea (ed), *Women and Family in The Middle East*, Austin, University of Texas Press, pp. 27- 48 ; et aussi BARAKAT Halim (1993), pp. 97-100 et BARAKAT Halim (2011), *Lebanon in Strife,* Austin, Texas, Texas University Press (1ère éd. 1979).

390 **اما بنعمه ربك فحدث (الضحى آية: 11**. On doit jouir de la générosité de Dieu et montrer la bienveillance divine à travers ses manières et son style de vie.

groupements familiaux caractéristiques des structures tribales de *style clanique* : les groupements en *hama'el* de bédouins proprement dits, les familles (*hama'el* pluriel de *hamuleh*) de notables ou *a'ayan* (formant des familles étendues) et les clans (constituant des familles étendues, *hama'el*), venant des villages détruits qui forment la plupart des réfugiés. Ces trois groupes disposent d'attributs similaires, possèdent tous des obligations (surtout les hommes), tissent des réseaux informels. Leur système culturel est fondé sur l'honneur et la honte, inspiré dans leurs mœurs par les traditions bédouines.

2.2. Les groupements de bédouins

La société arabe traditionnelle se considère comme originaire de la Péninsule arabique au temps du Prophète Muhammad. Les Palestiniens aussi se considèrent comme des descendants des '*arab* à l'état de nomades dans la Péninsule arabique[391]. Ils s'appellent eux-mêmes des Arabes *Adnani* ou *Qahtani;* la première appellation fait référence à Adnan l'ancêtre mythique des Quaysites qui ont émigré du nord de la Péninsule arabique, la deuxième s'apparente à Qahtan, figure ancestrale des Arabes du sud de la péninsule, le Yémen.

Ces tribus bédouines unies par de puissants liens de consanguinité s'avèrent extrêmement solidaires malgré l'éloignement géographique qui leur a été imposé à cause de la partition de la Palestine en 1948 et l'occupation israélienne depuis 1967. Les bédouins restent donc profondément unis au nom de leurs racines dans la patrie d'origine, *al watan*.

Pendant l'Empire ottoman mais aussi sous le Mandat britannique, il était encore possible de raisonner en termes de tribus (*qabileh*), groupements de fratries (*ashireh*), de clans voire de lignages (*afkhad*), de familles étendues (*hamuleh*) : toutes sortes de groupes familiaux dont les membres se considèrent comme descendants d'un ancêtre commun. Les tribus étaient dispersées dans un territoire tacitement connu d'elles toutes. Aussi, les divers clans évoluaient-ils ensemble dans le même espace tribal mais sans empiéter l'un sur l'autre[392]. Les notions de *tribu* et de *hamuleh* s'apparentent donc à cet espace territorial et en particulier au

---

[391] Même les Arabes chrétiens considèrent comme un honneur de situer leurs origines dans la péninsule arabique. Dans les interviews, les Gaziotes nous ont expliqué qu'avant la première Intifada, les gens se disaient avant tout Arabes puis donnaient leur affiliation religieuse et ensuite signalaient leur localité de naissance Gaza, Jaffa, Jérusalem, etc. Depuis la première Intifada, ils se présentent comme Palestiniens.

[392] MARX Emmanuel (1977), " The Tribe as a Unit of Subsistence: Nomadic Pastoralism in the Middle East ", *American Anthropologist*, v. 119, n ° 1, pp. 261–526.

dharb, l'endroit où les bédouins plantent leurs tentes. L'espace territorial est totalement décentralisé avec des tentes disséminées[393]. La tente bédouine correspond à une famille nucléaire que les chercheurs nomment *a'ela* ou *usra*. Elle est divisée en deux chambres et un salon de réception. Un certain nombre de familles étendues partageant un ancêtre commun comme arrière-grand-père forment *la hamuleh,* le clan. Plusieurs *hamuleh* avec un ancêtre commun sont connues comme *ashireh* (fratrie). Un groupe de fratries *ashireh* forme une tribu, *al qabileh*, avec un territoire commun qui est leur patrie, *al watan.*

Les bédouins comme les paysans et les citadins se servent du concept de *muwatanah* pour se distinguer des déplacées, des réfugiés et des étrangers. Les habitants de la Bande de Gaza ayant des racines historiques ou *muwatinun* (les gens du pays, *watan*, autochtones, locaux) ne sont pas les seuls à avoir développé la notion de patrie ; les réfugiés *lajiyun* expulsés de leurs terres entre 1946 et 1948 possèdent aussi leur propre concept de *muwatanah.* Il existe aussi des *muwatinun* et des *lajiyun* parmi les *hadaris*, les citadins et les bédouins. Il n'y a pas de corrélation directe entre les deux classifications.

La structure tribale traditionnelle suit la hiérarchie dans ses affiliations de consanguinité[394]. La famille étendue " idéale ", la *hamuleh* comprend d'habitude quatre générations. Chaque groupe familial habite dans des tentes séparées, *beit el sha'er.* Si une famille étendue partage une grande tente, chaque groupe habite séparément sa section ou *al shuq'* qui a engendré le concept de *shuq'ah* pour l'appartement dans un immeuble ou une tour résidentielle par exemple dans la ville de Gaza. *Beit el sha'er* donnera plus tard le nom *beit* singulier et *biut* pluriel à la pièce qui va héberger chaque famille nucléaire dans la maison en ville et plus tard, à la maison de famille utilisée dans les villes par les *hadari,* les citadins. Les chercheurs utilisent ces termes pour le classement en catégories.

Aujourd'hui en 2016, ces catégories n'existent plus dans la Bande de Gaza. Les groupements bédouins ont souffert des nombreux changements géopolitiques. Leur organisation économique s'est donc modifiée. Toutefois, nous observons à Gaza que tout en

---

[393] En ce qui concerne les Bédouins des montagnes d'Hébron à Beit Jibrin, quand ils s'installent dans des caves, celles doivent être distribuées selon les liens claniques ; ils deviennent alors semi-sédentarisés et se consacrent aussi à l'agriculture.

[394] Voir MARX Emmanuel (1977), " The Tribe as a Unit of Subsistence : nomadic Pastoralism in the Middle East", *American Anthropologist*, v. 119, n°1, pp. 261–526 et voir aussi BARAKAT Halim (1993). Aussi *in* SHARABI, H. 1977. *In Psychological Dimensions of Near Eastern Studies*, ed. L Carl Brown and Norman Itzkowitz, Princeton, N.J. Darwin Press.

s'adaptant aux restrictions de mouvement qui limitent leur mode de vie nomade, les bédouins conservent le souvenir d'une organisation spatiale selon les tentes *hama'el*. Les tribus bédouines devenues semi-nomades dans la Bande de Gaza et en Cisjordanie se sont regroupées en familles étendues (*hamuleh*) formant seulement 5 % de la population.

A Gaza, nous avons constaté que chaque famille nucléaire habite, parfois avec la grand-mère, dans une tente *beit el sha'er*, constituée de deux chambres *al shuq'* [395] et d'un salon de réception pour les visiteurs[396]. Même quand la famille déménage dans une maison en dur, elle garde une distribution similaire. Le manque de terre et l'impossibilité de sortir de la Bande de Gaza rend de plus en plus difficile l'élevage de moutons, de chèvres et de chameaux. Les bédouins ne peuvent donc survivre que par l'entraide des familles étendues et leurs bonnes relations avec la communauté voisine. Leur importance sociale et politique étant très faible, ils doivent impérativement posséder des relations avec des familles vivant en Cisjordanie, surtout dans la région de Jéricho. En effet, ces tribus bédouines partagent des liens de sang avec celles de la Jordanie bien que le mouvement entre Gaza et la Jordanie soit restreint. Toujours unies entre elles par la lignée paternelle, tirant leurs origines d'une même souche, se référant à un ancêtre fondateur, les tribus bédouines ont dû développer des relations de clientélisme pour vendre leurs produits afin de survivre. Dans certains cas, les jeunes cherchent à faire des études et accéder à un travail rémunéré[397]. D'une façon plus générale, on assiste à une détribalisation des Palestiniens due à l'abandon forcé du mode de vie nomade sous l'effet des restrictions territoriales, de la modernisation et de l'importance considérable qu'ont pris la propriété et les droits à la terre dans le contexte du conflit israélo-palestinien[398].

Après de nombreuses lectures de chercheurs, spécialistes du sujet, nous avons jugé pertinent d'exposer le point de vue d'un de nos interviewés, un bédouin habitant à Rafah :

> *« Nous sommes originaires du sud de la province arabique, du Yémen et c'est là que nous trouvons nos racines, el watan. Notre qabileh provient de Bir Sheba, les Hanajrah. Nous avons été déplacés en 1948 pendant la guerre entre Juifs et Arabes. C'était un peu avant la déclaration*

---

[395] Le terme *shuqq'ah* qui désigne un appartement tire son origine d'*al shuq'*, l'espace séparé dans la tente familiale bédouine.

[396] Abu Kamal, bédouin de 92 ans habitant à Rafah décrit ainsi son *beit sha'er*.

[397] SHARABI, Hisham (1988), *op. cit.,* pp. 26-32.

[398] *Ibid.*, p. 1.

de leur [juifs] État. Mon père et mon oncle avec leur familles se sont réfugiés dans les montagnes d'Hébron chez les bédouins Sa'atari. L'UNRWA nous a inscrits comme appartenant à leur hamulah qui aussi lié à notre ashireh, qui nous avait accueillis.

Mon oncle décide de continuer vers la Auja qui comme Rafah faisait partie de notre madhrab (notre territorial tribal) et où nous avions aussi des parents, pendant que mon père, l'aîné, avec ma grand-mère, préféra continuer vers Rafah parce qu'elle ne voulait pas s'éloigner trop des lieux connus. C'est comme ça que nous avons rejoint notre madhrab à Rafah (aujourd'hui Rafah gaziote) et nous avons établi notre dharb [nos logements] dans des nouvelles conditions plutôt sédentaires[399]*. Mon père me racontait que nous avions dû planter deux tentes avec plusieurs piquets parce qu'il y a beaucoup de vent dans cette région. Dans une tente, il y avait mon père, ma mère, ma grand-mère et mes deux autres frères et dans l'autre, mon frère aîné qui venait de se marier. Je suis né un an après notre arrivée. Mon oncle, le chef d'une fakhd de notre* ashira [fratrie] *a fait son madhrab à la Auja, près de Jéricho. On ne pouvait pas concevoir à cette époque que nous allions être séparés et que perdre la guerre pour les Arabes signifierait de nouvelles frontières difficiles à franchir. Notre vie a changé complétement avec les années et la réduction progressive du territoire. Nous devenons semi-nomades par force. Nos déplacements d'été sont du passé ! ».*

Les tribus bédouines ont été éparpillées après 1948 et encore plus après 1967. De leurs formations tribales, il ne reste que leurs structures patriarcales perdurant dans les familles étendues. Interrogeons-nous sur la nature de celles-ci ? Quelles sont donc les relations hiérarchiques non seulement chez les bédouins mais aussi chez les familles de notables et les groupes claniques qui tous se réfèrent encore avec fierté à leur ascendance tribale.

2.3. Les familles de notables urbains : Les *ayan*

Il est difficile de séparer les *ayan* des *clans* dans nos entretiens. Beaucoup de Gaziotes appartenant aux *ayan* se réfèrent à leur " groupe " comme *hamuleh* à l'instar du membre d'un clan Les mots *ayan* et clans sont utilisés par les chercheurs pour expliquer leurs différentes origines alors que dans les interviews des Gaziotes, ils sont employés de façon interchangeable.

---

[399] La façon dont Abu Kamal parle du *madhrab* dénote que le territoire tribal était large mais pas nécessairement contigu. Quand il parle du *dharb*, il semble dire que les campements, dans son propre cas deux tentes, ont rejoint d'autres groupements bédouins vivant à Rafah.

Les groupements de familles citadines, les *ayan* ou plusieurs *hama'el* de notables ont acquis plus de pouvoir politique que les groupements bédouins, simple survivance historique[400]. Elles constituent une « formation sociale typique parmi les populations des terres arabes de l'Empire ottoman »[401] dans la ville islamique « traditionnelle » comme dans la ville aux relations capitalistes marchandes. Les différents pouvoirs qui ont administré Gaza en ont tenu compte. L'Empire ottoman avait choisi les Husseini et les Rayyes alors que le Mandat s'appuyait sur la famille Shawa[402]. En compensation, ces familles ont reçu des terres en gérance sur lesquelles elles ont levé des impôts[403]. Toutefois, à cause de la montée en puissance d'une classe moyenne éduquée qui constitue une élite politique nouvelle depuis les années 1980, leur importance s'est affaiblie. Néanmoins, elles continuent à jouer un rôle politique à cause de la grande proximité de la plupart d'entre elles avec le Fatah.

2.4. Les clans

Les clans des familles de réfugiés ou regroupements de familles étendues (*hama'el*) ont existé d'abord au sein des villages où, pendant la période ottomane, ceux qui étaient à leur tête, les *makhatirs* s'occupaient de protéger et de gérer la terre communale, *mush'a*. Ce rôle a été remis en question avec la loi des terres imposée en 1858 par les autorités de l'Empire ottoman ainsi que par la reconnaissance de la propriété privée sous le Mandat britannique. Chaque village de la Palestine mandataire était lié à un clan par des liens de consanguinité, descendant d'un ancêtre commun, accompagné d'alliances exogènes avec d'autres villages, la ville la plus proche et même certains groupes de bédouins afin de s'assurer une protection. Même si les *makhatirs* n'ont plus cette fonction de protéger et gérer les terres communales, ils continuent cependant à jouir d'un pouvoir réel. Ils ont même pris de l'importance au fur et à mesure que les institutions étatiques qui favorisaient les familles des notables[404] se sont détériorées. L'effondrement des structures de l'Autorité palestinienne lors de la Deuxième

---

[400] Norwegian Refugee Council (2012), *Customary Dispute Resolution Mechanisms in the Gaza Strip*, p. 13.

[401] International Crisis Group (2007), "Inside Gaza : The Challenge of Clans and Families", *Middle East Report*, n°71, 20, décembre, p. 1.

[402] À Jérusalem, pendant le Mandat britannique, l'antagonisme entre les familles Huseyni et Nashashibi est connu.

[403] Des détails supplémentaires dans le chapitre II : La période ottomane de 1516 à 1917.

[404] Centre for Contemporary Conflict, Strategic Insights, Glenn E. Robinson, 2008. *Palestinian Tribes, Clans, and Notable Families* http://www.ccc.nps.navy.mil/si/2008/Sep/robinsonSep08.asp. D'après notre expérience de terrain à Gaza, la recherche de Robinson est très incomplète et le thème nécessite une recherche approfondie.

Intifada[405] les a encore renforcés. Même si les *hama'el* revendiquent un ancêtre commun et par conséquent un lien du sang, ces liens de parenté claniques sont donc imaginaires pour la plupart. Dans les camps de réfugiés, ces liens sont évidemment fictifs d'autant que les familles ont été dispersées.

Le modèle villageois se reconstitue en "inventant" des liens du sang : on s'allie à une famille quand elle possède un certain pouvoir et qu'elle peut aider à accroître l'importance de la *hamuleh*. En s'unissant, les gens se créent un système de protection. Par exemple, un individu n'osera pas attaquer un membre d'un clan puissant par peur du *tha'ir,* la vengeance. Les *makhatirs* sans terres communales, gèrent maintenant à côté des chefs de clans des fondations d'entraide envers les membres démunis de certaines *hama'el*. Ces fondations répondent aux besoins des familles les plus vulnérables du clan. En particulier à Gaza, ces fonds permettent la survie de familles de notables ou de clans connus sans ressources économiques dont les chefs n'ont plus aucun travail. Il est nécessaire de rappeler que ces sortes d'associations existent aussi bien chez les *ayan* que dans les clans. D'ailleurs, le *mukhtar* pour chaque *hamuleh* constitue une particularité commune aux *ayan* et aux clans; ce qui peut se prêter à confusion dans les entretiens. Pour résumer, les structures claniques sont donc très puissantes et assurent en permanence l'ordre social.

A Gaza sous l'autorité du Hamas, les cours de justice fonctionnent très lentement et il y a un manque criant d'avocats. Le système traditionnel de justice est donc très utilisé voire plus que la justice formelle. Certaines ONG proposent des programmes de formation des *makhatirs* et de leurs épouses[406] afin que ces dernières fassent valoir leurs droits de femmes qui sont, en principe, protégés dans la *sharia*. Leur mission consiste, comme autrefois, à rédiger des documents administratifs officiels et résoudre des conflits y compris des délits tombant sous le coup de la loi : si les deux familles (celle du plaignant et celle de l'accusé) s'entendent sur une compensation, l'affaire n'aura pas de suite et leur décision sera acceptée par la police.

---

[405] PIRINOLI Christine (2002), « Entre terre et territoire: enracinement de l'identité palestinienne », *Études rurales* 2002/3-4, n° 163-164, pp. 91-107.

[406] Norwegian Refugee Council.

Dans les *diwans*[407], assemblées, se retrouvent les hommes d'un même clan et les *makhatirs* résolvent les conflits. On peut citer le *diwan* au *madafa* Mushtaha à Shaja'ia, le *diwan* al-Raies à Rimal, *diwan* es-Shawa et *diwan* Jaradah également dans la ville de Gaza, le *diwan* Shorrab et al-Farrah à Khan Younis, etc. Ils appartiennent tous aux familles des *ayan*.

Même si les clans ont pris de l'importance au fur et à mesure que les institutions étatiques de l'Autorité palestinienne favorisant les familles des notables[408] se détérioraient, les *hama'el* ont maintenu leur pouvoir dans la société par l'aide accordée aux familles. Pirinoli explique *« Les fonctions importantes au sein de l'Autorité* [palestinienne]*, hormis les postes clés détenus par les cadres de l'OLP revenus d'exil, ont été distribuées d'après un savant dosage entre les grandes familles locales et leur origine (réfugiés, résidents, bédouins), redonnant ainsi à* la hamulah *- le clan ou la famille élargie - un rôle central dans la structure de l'État* […] *»*[409].

L'État s'organise selon le modèle patriarcal de *la hamuleh* d'autant qu'à Gaza, il n'a pas la capacité d'offrir une protection semblable à celle de ces structures primaires (famille, clan). Dans une telle conjecture, réside le danger que l'État soit perçu comme une force extérieure et oppressive respectant uniquement les riches et les puissants. Sharabi fait remarquer que dans une société *néopatriarcale* telle que nous définissons la société gaziote, on se conduit de façon morale au jour le jour seulement dans les structures primaires. Cette dualité reflète « la division fondamentale dans l'idéologie musulmane entre le monde externe et conflictuel hors des limites de la communauté (*dar el Harb*) et le monde de la paix et de l'harmonie (*dar al Islam*) qui existe à l'intérieur. Il précise que cette idéologie peine à reconnaître que pour les populations le domaine du désordre et des luttes » se trouve précisément au cœur de la société[410] » et nous ajoutons dans les familles mêmes. Le blocus de Gaza devenu *statu quo* accroît ces sentiments.

Christine Pirinoli considère aussi que l'État suit le modèle de la famille traditionnelle :

> *« Ce pseudo-rétablissement de l'ordre " traditionnel " s'apparente, en réalité, à une tentative très moderne d'instauration d'un système néo-patrimonial.* […]. *La structure Étatique [ainsi que la*

---

[407] Assemblée des hommes d'un clan ou lieu de réunion.

[408] Centre for Contemporary Conflict, Strategic Insights, Glenn E. Robinson, 2008. *Palestinian Tribes, Clans, and Notable Families* http://www.ccc.nps.navy.mil/si/2008/Sep/robinsonSep08.asp, voir aussi PIRINOLI Christine (2002).

[409] PIRINOLI Christine (2002), « Entre terre et territoire : Enracinement de l'identité palestinienne », *Études rurales* 2002/3-4, n° 163-164, p. 99.

[410] SHARABI Hisham, *op. cit.*, p. 35.

hamuleh], s'édifie […], *comme une sorte de pyramide de liens de dépendance, récréant de nouvelles appartenances " primordiales " qui génèrent un mode de solidarité similaire à celui de la famille " traditionnelle " »*[411].

3. Les chrétiens de Gaza

On recense aujourd'hui environ 1500 Chrétiens à Gaza appartenant aux églises latine, orthodoxe ou protestante d'après les enquêtes de terrain et les statistiques du bureau central Palestinien alors qu'ils étaient plus de 3500 avant 2007. Cette baisse s'explique par le renforcement du blocus. Le père Manuel Mussallam, pasteur de l'église de la Sainte Famille à Gaza pendant des années, maintenant à la retraite, suit avec attention la situation des chrétiens de Gaza. D'après lui, les Chrétiens orthodoxes représentent 70 % de l'ensemble des Chrétiens gaziotes. Il note qu'en 2016 le nombre de Chrétiens autorisé à se rendre à Jérusalem pour les fêtes de Pâques a considérablement augmenté. Pouvoir sortir de Gaza permet de respirer et pour certains de rencontrer aussi les membres de leur famille à Jérusalem ou en Cisjordanie[412].

Le Hamas comme l'Autorité palestinienne auparavant prend soin de conserver une présence chrétienne. D'ailleurs, il n'est pas rare de trouver à Gaza des Chrétiens dans les groupes de résistance. Les églises servent aussi de refuge à la population pendant les attaques israéliennes comme ce fut le cas dans le dernier conflit de 2014. Toutefois, des groupes extrémistes ont attaqué des églises chrétiennes : ce qui a contraint le Hamas à assurer leur protection avec un service d'ordre. De plus, un Chrétien Ramy Ayad a été assassiné par des extrémistes salafistes[413]. Libraire, il diffusait de la littérature très universelle et philosophique et fut accusé de faire du prosélytisme.

La relation entre Chrétiens et Musulmans à Gaza est traditionnellement bonne aussi bien dans les affaires commerciales que dans les relations privées. Les uns comme les autres connaissent les mêmes souffrances et les mêmes conditions de pénurie surtout après les trois

---

411 PIRINOLI Christine (2002), « Entre terre et territoire: enracinement de l'identité palestinienne », *Études rurales* 2002/3-4, n ° 163-164, pp. 91-107.

412 Conversation avec le père Musallam, 2016.

413 Le *salafisme* (en arabe: **السلفية**), mouvement religieux de l'islam sunnite prône un retour aux pratiques en vigueur dans la communauté musulmane à l'époque du prophète Mahomet et de ses premiers disciples — appelés les pieux ancêtres (*salaf*) — et la rééducation morale de la communauté musulmane.

dernières guerres. Bien que peu nombreux en nombre, 30 % de l'économie gaziote est tenue par dix familles chrétiennes. Aussi, sont-ils influents et favorisés[414].

4. L'islam gaziote : Identité religieuse, identité culturelle

Notre décision d'écrire une section sur l'islam, bien que nous ne soyons pas spécialistes de ce thème et en l'absence de recherches académiques sur cet aspect de la société gaziote, tient à notre volonté d'analyser sa pertinence dans le cadre social, culturel et identitaire de cette société[415]. Nous parlerons ici de l'islam ainsi que de la sexualité car notre expérience de terrain a permis de mettre en évidence un lien très important entre eux, s'agissant d'une norme surtout concernant les relations hommes/femmes qui impactent la vie de la population. Notre étude propose de simples pistes qu'il conviendrait d'approfondir pour évaluer les transformations survenues dans la société gaziote même à long terme. Voilà donc pourquoi nous avons décidé de dévoiler les témoignages recueillis ces dix dernières années, au cours de conversations ou autres d'interviews plus formelles – que nous avons eu le soin, par la suite, de transcrire –, en lien avec l'islam et la sexualité. Ces propos que nous avons compilés constituent, pour nous, un recueil d'expériences vécues que nous traiterons selon une approche ethnographique afin de produire une description *dense*[416] permettant de mieux comprendre les actes des Gaziotes.

À Gaza, l'islam est la religion de la vie quotidienne. Ainsi que le dit Charnay[417], *« il existe une islamité du quotidien qui* […], *ne résulte pas seulement de quelques prescriptions morales, mais est engendrée par les structures sociales établies par le Coran* […] *»*[418]. Les Gaziotes respectent les cinq

---

[414] Conversation avec le maire de Gaza 2015.

[415] Ici, des articles sur l'homosexualité et sur la condition des femmes célibataires ainsi que les problèmes qu'elles connaissent au cœur de la société gaziote bien qu'il n'y ait pas de recherches académiques sur le thème. Nous avons interviewé de jeunes homosexuels mais n'avons pu connaître leurs expériences que de façon très superficielle. Dernièrement, des livres ont été publiés sur des troubles vécus par leurs auteurs. Ainsi, abordent-ils des sujets liés au sexe, considérés comme indécents. Le livre en question est *Crime in Ramallah*, et sa vente a été interdite par le procureur de l'autorité palestinienne à Ramallah en février 2017 parce qu'il présentait des textes indécents et considérés come dangereux pour la moralité publique. L'auteur, alors absent de Ramallah, craint pour sa sécurité lorsqu'il regagnera sa ville.

[416] *Thick description* a été traduit en français comme une description très détaillée valant une étude ethnographique approfondie. Cf. Clifford Geertz, « La description dense : Vers une théorie interprétative de la culture », traduit par André Mary, in *Enquête*, archives, 6 | 1998, pp. 73-105, ou « La description dense », in *Enquête* [En ligne], 6 | 1998, mis en ligne le 15 juillet 2013, consulté le 30 septembre 2016. URL : http://enquete.revues.org/1443 ; DOI : 10.4000/enquete.1443.

[417] CHARNAY Jean-Paul (2009), *Islam profond, vision du monde*, Paris, Editions de Paris, p. 18.

[418] *Ibid.*

piliers de l'islam : la profession de foi, la chahada ; les cinq prières, la *çalat* ; le jeune diurne pendant le mois de Ramadan, le *çawm* ; la dîme aumônière, la *zaqat* ; et, enfin, le pèlerinage à la Mecque si possible, le *hadj*. Sauf exception, la vie à Gaza est ponctuée par les cinq prières rituelles et la population jeûne durant le mois de Ramadan, propice aux fêtes et aux manifestations de générosité. Avant l'arrivée au pouvoir du Hamas en 2007, celles et ceux qui ne pratiquaient pas le jeûne, ne mangeaient pas en public par égard pour les autres. Certains cafés servaient donc leurs clients la porte fermée afin de ne pas gêner autrui car la discrétion et le respect sont finalement la norme. Avec le Hamas, le gouvernement nouvellement établi exerce peu à peu une pression qui impacte aussi bien les aspects sociaux que religieux, et les seuls lieux où les non-musulmans et ceux qui ne jeûnent pas peuvent se restaurer sont les hôtels. Même pour les Gaziotes non-pratiquants, l'islam est un cadre éthique constitutif de leur vie, faisant subir des épreuves dont il absorbe les ondes de choc. D'après l'expérience de terrain qui est la nôtre, nous pouvons avancer que l'islam devient une ressource, au même titre que la famille étendue, en matière de gestion des défis quotidiens, voire des épreuves.

La population de la Bande de Gaza est majoritairement musulmane. L'islam gaziote est conforme au modèle patriarcal de la société palestinienne vécu dans le cadre particulier que constituent l'enfermement et l'isolement géographique et culturel liés au blocus. Sunnites, ses fidèles suivent pour la plupart les préceptes de l'hanéfisme, école juridique moins rigoriste, par exemple, que les courants wahhabites, très puritains, ou la hanbalite connue pour son rejet de toute forme d'innovation ou de rationalisme[419], les deux étant en vigueur en Arabie Saoudite. À l'école, le Coran est étudié durant le cours dit *Beit el Islam* ; où les enfants sont invités à le mémoriser. Rares sont les enfants des personnes que nous interviewées qui suivent des cours supplémentaires spécialisés dans l'étude du Coran. Dans une école primaire pour filles telle *Dar el Arkam*, financée par le Hamas et renommée pour son niveau, des prix de lecture du Coran sont distribués à l'issue de compétitions. Le Hamas organise par ailleurs, dans des centres, des camps d'été où, là encore, le Coran est enseigné. Les centres d'éducation à Gaza, sauf concernant l'école maternelle et les formations dispensées par des universités privées, connaissent une certaine ségrégation. La liberté entre en conflit avec le rigorisme des Frères musulmans, récupérée par l'idéologie politique du Hamas. Le mythe des 70 vierges du paradis montre toute l'ignorance des ceux qui y croient.

---

[419] CHARNAY Jean-Paul (2009), *op.cit.*, « Glossaire », p. 500.

Il convient, en effet, de le considérer comme une réplique populaire. Enfin, pour les plus âgés, l'université islamique dispense des enseignements – séparant les hommes et les femmes – de la sharia pour devenir professeur ou avocat. La répression du Hamas et l'enfermement ont développé un sentiment de frénésie quant à la fréquentation des réseaux sociaux sur la toile. La jeunesse est, de fait, informée de la liberté de mœurs en Occident. Nous avons constaté chez certains une frustration violente qui participait de la colère anti-occidentale. Les efforts du Hamas, ne cessant de dresser des obstacles, créant de multiples filtres pour empêcher l'accès à certains sites, ne portent pas toujours les fruits escomptés. La Bande de Gaza est bien connue pour ses *hackers*.

Les pirates informatiques[420] gaziotes ont attaqué Israël pendant la dernière guerre de 2014. Leur nombre est en continuelle évolution et ils travaillent, le plus fréquemment, en groupes bien organisés sur des sujets divers : les nationalistes ciblent l'administration israélienne et leur propres intérêts par exemple.

Depuis les cinq dernières années, des structures privées proposent des formations techniques en informatique tournées vers la cyber-sécurité. L'une d'elle, *Vision Plus*, s'est ainsi spécialisée dispensant des formations pour des tarifs variant entre 100 et 150 dollars. Depuis son entrée en activité, en 2013, elle a formé plus de 600 personnes. Afin de se prémunir de toute action frauduleuse, lors de son inscription, la personne venue se former est tenue de signer un accord attestant que le but de la formation est la cyber-sécurité et non un apprentissage à des fins de hacking. Le directeur de l'établissement explique, lors de l'entretien que nous avons obtenu de lui, que, actuellement, de nombreuses personnes se désistent car leur but est, en réalité, le piratage. L'intérêt principal des participants est de se protéger, à titre personnel, certes, mais aussi afin de sécuriser leurs associations. La signature d'un accord représente un acte contraignant à Gaza, du fait du poids de la religion et de la notion de protection du nom de famille, qui doit être hors d'atteinte de toute salissure.

---

[420] Alors que la loi palestinienne, particulièrement à Gaza, reste celle de 1936 (de l'époque du Mandat britannique), le piratage informatique, lui, est un phénomène moderne. Certains efforts ont été faits pour développer une législation qui régule ce type d'attaques : articles 43, 44 et 45 sur les actes de transactions électroniques palestiniennes, n°6 de 2013, qui considèrent comme criminels les individus pénétrant illégalement les systèmes privés ou utilisant les données personnelles sans les autorisations nécessaires. La peine va de dix ans d'emprisonnement à des amendes variant entre 2 000 à 20 000 dinars jordaniens. Toutefois, dans la pratique, cette loi n'est pas en vigueur à Gaza.

Ainsi, concernant l'islam gaziote, nous évoquerons la religiosité dans la vie quotidienne. De fait, chez les autochtones bédouins, citadins ou paysans comme chez les réfugiés arrivés après la *nakba,* cette religiosité islamique[421] se manifeste-t-elle par ce qu'il est commun d'appeler depuis Ibn Khaldun[422] *al-'asabieh al qabalieh.* Le terme *asabiyyah* désignant la cohésion d'une communauté comme constituant son identité propre, c'est-à-dire les familles et les clans. Idéalement, dans la vie de tous les jours, le musulman doit se comporter selon l'*adab* qui, dans sa conception coranique, consiste en des règles de conduite assez contraignantes. Il emprunte des éléments moraux à la *badâwîya* (idéal nomade) sans déroger à la règle de la coexistence sociale[423]. La honte, l'honneur, le succès et l'échec forment un système de valeurs collectives et un pouvoir coercitif dans lequel la conscience de soi se forme dans le mariage et la fidélité aux liens parentaux, puis dans le partage des rôles selon des schémas mentaux. Ainsi, la virilité s'incarne-t-elle toujours dans le cadre du système patriarcal. Ce thème – liens et responsabilités – est répété dans le Coran : *l'homme qui subvient aux besoins du foyer et fait des enfants prouve ainsi sa virilité*. L'islam imprègne la conception de la virilité, la liant au succès – en fait économique –, qui va faire de lui un homme véritablement quand il peut accomplir ses devoirs de pourvoyeur.

Cette vision du monde, héritage direct des sociétés de l'Antiquité, garantie par la religion, donne un sens à la vie des individus. Ainsi, la société gaziote pourrait-elle être rapprochée de celle décrite par Gabriel Axel dans le film *Le festin de Babette*, inspiré d'une nouvelle de Karen Blixen[424]. La liberté n'est pas constitutive de ce mode de vie. De la société danoise du XIXe siècle, traditionnelle et régie par la religion, le modèle du protestantisme puritain n'est pas si éloigné de la société gaziote même quand elle est déjà prise dans les turbulences de la modernité.

---

[421] Nous signalerons aussi d'autres éléments de religiosité en relation avec la perception de l'image masculine.

[422] Historien et philosophe arabe, né en Tunisie en 1332, Ibn Khaldun emploie le terme *asabiyyah* pour décrire le lien de cohésion entre les personnes d'une communauté *al qabalieh* parmi les populations bédouines.

[423] CHARNEY Jean-Paul (2009), *op.cit.*, pp. 319-324.

[424] L'action se déroule dans l'Europe du XIXe siècle. Babette, célèbre chef parisien échappe à la répression sordide de la Commune et quitte Paris en 1871. Pris dans une tempête, son bateau acoste sur la côte sauvage du Jutland au Danemark. Babette devient la domestique des deux filles très puritaines d'un pasteur. Grâce à son savoir-faire, elle s'intègre facilement dans l'austère petite communauté. Dans cette contrée éloignée et sauvage où les pêcheurs partent en mer sans savoir s'ils reviendront, la religion unit les habitants entre eux en les protégeant de l'adversité et de l'isolement. Dans cette société imparfaite, dotée de son lot de tensions, de rêves brisés et d'amours inachevés, la religion, au nom du bien et du mal, guide les comportements.

D'une manière générale, la société gaziote évolue comme celles d'autres pays, malgré des conflits liés à une idéologie régnante. Et nous pouvons penser que l'évolution se fera par les femmes en raison de leur nouveau rôle au sein de la famille qui semble assurer une transformation structurelle, malgré ce qui peut être annoncé. Le pouvoir perçu de la femme est dû à son repositionnement dans la famille. En effet, occupant une place de plus en plus importante et prenant davantage de responsabilités quant à la satisfaction des besoins essentiels, le personnage féminin devient crucial pour la subsistance de la famille. Les témoignages que nous avons recueillis au cours des nombreux entretiens que nous avons menés, révèlent des situations fréquentes où la femme, qu'il s'agisse de la fille ou de l'épouse, doit prendre le relais, remplaçant l'homme en matière d'apport financier pour la famille. Bien sûr, à cela viennent s'adjoindre les effets subis par l'homme. La gestion de la famille avait déjà été lentement instaurée durant les absences du chef de famille, habituelles chez les ouvriers gaziotes qui ne reviennent qu'une fois par semaine chez eux, à Gaza, après avoir passé la semaine en Israël, avec des Israéliens et d'autres étrangers. Par manque de travail en Israël, l'homme demeure tout le temps à la maison sauf s'il trouve un travail occasionnel. Sa présence oblige l'épouse à gérer les frictions et à protéger sa position de *pater familias* qui, dans la plupart des cas, reste symbolique, étant donné que c'est la femme qui devient soutien de famille.

Ces changements survenus au sein de la société gaziote sont nés, entre autres, de la situation économique forcée, qui n'a fait que de se détériorer du fait du le blocus, et de l'enfermement. Ils ont accru la nécessité que les femmes étudient et aillent travailler à l'extérieur. Parfois simplement pour aller chercher des bons d'aide alimentaire pour nourrir les membres du foyer et subvenir aux besoins de première nécessité.

Les lieux de travail sont propices aux rencontres et, parfois, il arrive que les relations en découlant aillent au-delà de simples rapports professionnels. Des sentiments amoureux peuvent naître, plus forts que les traditions culturelles. Néanmoins ce genre de situation engendre des défis nouveaux lorsque la relation en question ne se termine pas rapidement par un mariage. En effet, dans la société gaziote, une telle relation peut être source de rumeur et de commérages qui peuvent s'avérer dangereux pour l'honneur et la sécurité d'une femme. Ainsi, une telle fréquentation peut-elle conduire à de la violence. Celles du père, du frère, des oncles, allant même jusqu'au crime d'honneur dans certains cas ou simplement à

une sanction publique par le *khutab*[425] du vendredi au finir par l'arrêt du couple trouvé dans un lieu publique par la police du Hamas. Des jeunes couples d'amis mariés qui ont été arrêté alors qu'ils se promenaient en voiture sans leur certificat de mariage sur eux, ont déposé plainte auprès du Hamas pour le comportent abusif de la police de mœurs. Le fait est que toute relation homme/femme est automatiquement sexualisée.

Le système patriarcal se fait sentir dans cette surveillance extrême des femmes. Les comportements et les relations hommes/femmes se focalisent sur le seul féminin car dans la société gaziote palestinienne, d'ordinaire, les jeunes hommes sont autorisés à faire ce que bon leur semble concernant leurs amitiés et les relations sexuelles qu'ils entretiennent, sans se soucier le moins du monde d'une éventuelle punition. Les « instincts » sexuels masculins considérés comme primaires et irrépressibles font de l'homme une personne bien différente de la femme. Et, de fait, c'est la raison pour laquelle le jeune garçon parvenu à un certain âge, celui où la virilité commence à s'exprimer, va avoir davantage de liberté concernant son comportement et son jugement. En revanche, les actions, voire même le vocabulaire utilisé par les filles/femmes non mariées, sont-ils sources d'anxiété permanente pour les pères, les frères et, finalement, toute la famille, le nom de celle-ci et son honneur étant symbolisés par ses femmes. Les restrictions du genre sont telles que les filles non mariées sont largement interrogées sur leurs amitiés mixtes. Les préoccupations liées à ces dernières trouvent leurs racines dans les traditions culturelles plus que dans des injonctions religieuses. Dans le cadre du mariage traditionnel, qui reste encore la norme, les parents attendent que le futur époux ne rencontre sa promise qu'à partir du moment où le mariage est conclu entre les deux familles.

La société gaziote, comme toutes celles qui sont traditionnelles, encourage le mariage et la procréation, souhaitée par le Coran : devenir père est essentiel pour devenir adulte, pour entrer dans la communauté, prouver sa virilité et, pour l'autre sexe, sa féminité. Il n'est pas rare, alors, de consulter des médecins spécialistes de la fertilité. Ainsi, parmi les personnes que nous avons interrogées, plusieurs ont dû recourir à une procréation assistée, hélas parfois sans succès. La plupart des familles rencontrées appartiennent à la classe ouvrière, maintenant sans travail permanent. Nous sommes dès lors en mesure de dire que l'une des conséquences du blocus sur la sexualité et la perception de la famille, semble être la

réduction de nombre d'enfants. Bien qu'une large descendance ait été considérée comme une arme démographique efficace contre l'occupation, nous relevons tout de même une considérable réduction de la taille des familles. Les chiffres établis par le PCBS sont parlants : le taux de natalité à Gaza, en 1997, s'élevait à 6,9, tombant à seulement 4,5 entre 2011 et 2013[426]. Ainsi, la tendance à Gaza est-elle à une moindre procréation, même si les choses ne vont pas toujours dans le sens escompté. Dès lors, il est possible d'avancer l'hypothèse selon laquelle un affaiblissement de la doctrine concernant la fertilité des femmes qui serait la meilleure arme contre Israël, est palpable. Les aléas de la vie largement impactée par le blocus et les maigres ressources de tous peuvent être des enjeux importants[427] de ces transformations.

Les mariages arrangés, qui continuent à être la norme dans la société gaziote – considérés comme les plus pérennes et couronnés de succès –, ne sont toutefois pas gages de réussite étant donné le nombre croissant de divorces ces dernières années. En revanche, il est indéniable que la nouvelle génération de femmes ne se plie pas à un mari qui ne comble pas ses attentes, surtout au niveau sexuel, d'autant si elles bénéficient du soutien du père et du reste de la famille.

Les filles des familles pauvres, elles, n'ont pas le choix. Il n'est pas rare qu'elles soient « troquées » par un *maher*[428] généreux qui les sorte des problèmes, au moins actuels, d'une famille nombreuse avec bien d'autres enfants à éduquer. Dans tous les cas, la consommation du mariage constitue, plus que nous ne le pensons, un enjeu de taille pour les hommes mariés trop jeunes et qui arrivent vierges au jour de l'union. L'impuissance devient alors un enjeu critique pour nombre de divorces survenus chez les plus jeunes couples. Parfois, le fait que l'époux soit vierge le jour de la cérémonie peut être le signe d'un manque de confiance en soi, alors cette inexpérience peut influencer sa performance sans pour autant qu'il soit frappé d'impuissance. Etre dans l'incapacité de consommer son mariage est vu comme une faute grave dans la société gaziote. Et si rien n'est tenté pour améliorer la situation, la famille, comme le jeune homme impuissant, deviennent la cible des critiques. Ici, nous pouvons

---

426 Palestinian Central Bureau of Statistics (PCBS) On the Eve of the International Population Day 11/7/2016 http://www.pcbs.gov.ps/portals/_pcbs/PressRelease/Press_En_International%20Population%20Day%202016.pdf

427 Bien que cette tendance se généralise en Cisjordanie et à Jérusalem.

428 Dans la société palestinienne, il s'agit de la somme que le marié promet de verser à sa femme en cas de divorce. Parfois el *maher* est utilisé par la couple pour s'aider à compléter les besoins de la maison.

illustrer notre propos en citant le cas du neveu de Nemer, rencontré dans le cadre de notre étude. Au moment de notre rendez-vous, cela fait deux semaines que son neveu habite chez lui. En effet, après seulement quelques mois de mariage, l'épouse de celui-ci est retournée chez ses parents (*hardane*). Le *harad*[429] constitue une ressource pour l'épouse afin d'attirer l'attention sur sa détresse. Elle n'avait pas été écoutée, son insistance avait été ignorée. Le jeune homme, ou plutôt sa famille, n'ont rien fait pour résoudre la crise.

Ni Nemer ni son frère aîné, chef de famille à la mort du père, n'étaient au courant du problème. Le neveu de Nemer lui a finalement avoué, très embarrassé, qu'il n'avait pas réussi à consommer le mariage. Nemer est très étonné de ne pas avoir été informé de cela. Le frère aîné, quant à lui, est furieux. Nemer invite alors le jeune homme, âgé de vingt-cinq ans, à s'installer chez lui quelques temps afin de se détendre et de faire en sorte que son existence s'arrange. Puis, le jeune homme a consulté un physiothérapeute pour surmonter ses angoisses. Quelques semaines plus tard, se sentant mieux, il a demandé à son épouse de le rejoindre. Celle-ci, âgée de dix-neuf ans, a refusé allant même jusqu'à demander le divorce pour mettre un terme à cette situation qui n'avait pas été réglée par la famille de son conjoint. Aussi, le scandale a-t-il éclaté. Le jeune homme éconduit, désormais, ne veut plus paraître en public.

Épreuve particulièrement stressante pour Nemer, le divorce signifie, selon lui, le déchirement d'une famille causant douleur et honte. La situation étant désormais connue de tous, la famille et le jeune homme sont blessés au plus profond de leur honneur. Nemer pensant à l'avenir de son neveu est convaincu que ce dernier aura maintenant du mal à trouver une autre épouse. Des commentaires plus acerbes parlent d'impuissance. Personne ne songe un seul instant qu'il s'agit là d'un problème qui peut être traité. Le secret, puis une situation qui a traîné en longueur, ont tout compliqué. Si les frères avaient pu intervenir immédiatement, le neveu aurait pu être aidé à temps. Nemer voit en la famille une ressource vitale mais cette fois-ci elle a été gaspillée, sous-utilisée, car ils sont tous intervenus trop tard. Il en résulte une famille déchirée, des frictions entre les chefs de familles et la douleur des conjoints. Désormais, il n'y a pas d'autre issue que le divorce. La noblesse de cœur étant de

---

[429] Le *harad* est quand l'épouse quitte le domicile conjugal pour retourner chez ses parents jusqu'à ce que son mari propose une conciliation afin de la faire revenir au foyer.

mise, les frères doivent faire en sorte que la situation se règle avec l'élégance qui s'impose. Le neveu de Nemer retourne chez ses parents.

Bien que la sexualité et les relations sexuelles dans le couple soient discutées avec assez d'ouverture, ce sont des thèmes plus faciles à évoquer avec d'autres femmes ou avec un professionnel, voire un conseiller ou un médecin. Ainsi, il conviendrait que le conseiller (homme ou femme) du couple soit marié lui-même pour avoir une quelconque expérience du mariage. Il semble inimaginable qu'une femme célibataire puisse effectuer ce travail autrement.

Tania qui a suivi des études sur le genre et la procréation à Manchester veut devenir conseiller matrimonial auprès de couples rencontrant des problèmes dans ce domaine. Elle a trouvé une place temporaire, dans le cadre d'un projet de l'ONG *Islamic relief UK* en faveur des couples au sein desquels le mari s'est retrouvé handicapé à la suite de blessures de guerre. Elle travaille en qualité d'assistante, remplaçant une infirmière venant d'accoucher. Tania se montre efficace et les patients l'apprécient. Les couples assistés parlent bien d'elle et le directeur de l'ONG veut la garder en permanence. Tout va bien jusqu'à ce que l'un des patients découvre son célibat. Bien que Tania se soit montrée très efficace, gérant les traitements et le suivi des couples le plus professionnellement possible, le fait qu'elle ne soit pas mariée représente une contrainte considérable pour son travail de conseil. En effet, bien que dans la religion musulmane le sexe et les pratiques sexuelles puissent être évoqués, ce genre de discussion se tient toujours dans le cadre de la relation maritale. Sa jeunesse, et surtout son célibat, rendent son travail improbable. Or, l'islam à Gaza n'est pas puritain et dans le contexte du mariage, comme le dit Malek Chebel : *« L'islam a libéré le sexe et en a fait un lieu d'extrême sociabilité* […], *le désir* étant *d'abord un désir d'affirmation et de création »*[430]. Nous avons déjà mentionné l'offuscation qui est la nôtre, étant de culture chrétienne, considérant la liberté de propos entre les hommes et les femmes lorsqu'il s'agit de sexe. La phrase *fish aeb* « il n'y a pas de gêne » revient régulièrement lorsque les interviewés (hommes et femmes) évoquent la sexualité conjugale. Après le conflit entre le Fatah et le Hamas en juillet 2007 et la guerre de 2008-2009, beaucoup de jeunes hommes sont devenus handicapés et plus encore après la guerre de 2014. Pour les hommes mariés qui avaient perdu leur(s) jambe(s), des

---

[430] CHEBEL Malek (2004), *Dictionnaire amoureux de l'islam,* Paris, Éditions Plon, p. 561.

centres de soins ont organisé des sessions de conseil à destination des couples afin qu'ils poursuivent leurs relations sexuelles.

Dans l'islam, il n'existe pas de restriction quant au moment ou à la manière de faire l'amour. Ainsi, la femme devient la prêtresse de la chair qui enchante l'homme la menant à son objectif principal : devenir mère. La femme devient « complète » quand elle devient mère, surtout d'un garçon. Toutefois, le plaisir féminin n'est pas négligé. La femme musulmane, l'épouse, souhaite s'épanouir idéalement dans l'amour, le plaisir charnel et la maternité[431]. Pendant le dernier conflit de 2014, beaucoup de familles ayant perdu leur maison étaient logés dans des écoles-refuges. On apprend par les rapports des organisations internationales que les hommes se plaignaient qu'il n'y ait pas de lieux dédiés là aux relations intimes.

L'homme, dans la vie quotidienne, se plaint également que, à Gaza, les amitiés homme/femme ne soient pas faciles. D'autant que, parfois, les gens parlent et salissent des relations pourtant bien innocentes, les mâtinant de sexualité pourtant inexistante ici. Le Dr Nabil doit ainsi cacher à son épouse l'amitié qui existe avec une femme qu'il connaît depuis sa jeunesse en Lybie, mariée à un ami de la famille. Il a parfois même le sentiment d'être coupable de quelque chose. Il choisit de taire ses rencontres à son épouse parce qu'elle pourrait devenir soupçonneuse. Lui, il a vécu toute sa jeunesse hors de Gaza, mais son épouse, ainsi qu'il l'explique, est Gaziote. Il ne peut espérer qu'elle comprenne un sentiment qu'elle ignore. Dans l'Islam, les relations sexuelles dans le mariage ne sont pas taboues et ne le sont pas non plus dans une discussion et, nous concernant, nous étions parfois surpris d'une telle franchise ! Ce sujet, librement abordé, est la preuve d'une atmosphère détendue qui existe désormais entre les personnes interrogées et nous.

Nous comptons parmi nos interviewés des individus qui désirent un espace privé dans une existence où l'espace privé est presque inexistant et où le lieu pour faire l'amour est très important dans la maison.

La religiosité présente n'empêche pas les relations extra-conjugales ainsi que la prostitution. Il est bien possible que les nombreuses années de fréquentation des Israéliens ait produit, de fait, une sorte d'éducation et une pratique d'une sexualité séparée de la

---

[431] CHEBEL Malek, *op. cit.*, p. 564.

fécondation. Entre les deux Intifada, des milliers de travailleurs gaziotes clandestins dans la conurbation de Tel Aviv et ailleurs en Israël, ne rentraient chez eux que le vendredi à midi. Nous estimons qu'ils ont constitué une bonne part de la clientèle des maisons de passe (russes surtout) de la région. Leur enfermement dans Gaza a pu engendrer une certaine nostalgie de " la chose " ou, au contraire, en réaction, les motiver à se tourner vers le traditionalisme identitaire. On sait qu'il y a des maisons closes à Gaza et nous savons de sources sûres que quelques-unes ont été identifiées par le Hamas, notamment dans le voisinage des universités de la ville. Après tout, comme le dit le frère de l'un de nos interviewés qui a été professeur d'histoire dans le Golfe et qui est revenu à Gaza maintenant pour travailler dans la sécurité du Hamas :

> *« C'est le plus vieux métier du monde ! J'ai visité le lupanar [utiliser en anglais dans l'entretien] de Pompéi, vieux de six siècles avant l'ère chrétienne ! Pourquoi n'y en aurait-il pas ici à Gaza ?*
>
> *Avec la ségrégation scolaire et universitaire, je ne comprends pas pourquoi les gens s'étonnent. Déjà nous savons que parmi les ouvriers qui partaient en Israël, grand nombre devenaient des clients de ces maisons closes de Tel Aviv ou Rishon le Zion et un peu partout en Israël.*
>
> *Quand j'ai rendu visite à mon cousin qui travaillait en Israël, pendant des années, nous nous sommes rendus ensemble dans l'une de ces maisons closes à Haifa. Je suis devenu un client assidu et j'aimais parler avec Madame* [utilisé dans l'entretien], *une russe qui m'appelle encore pour me demander des nouvelles de la situation à Gaza !*
>
> *Je n'ai jamais voulu me marier et pour avoir des relations sexuelles sans étant marié à Gaza, il faut être ingénieux. »*

Les entretiens que nous avons eus avec d'anciens ouvriers en Israël se sont généralement déroulés de façon individuelle. Beaucoup d'entre eux considèrent que, hier comme aujourd'hui, les " instincts " sexuels masculins sont la raison tout en étant " l'excuse " de leurs visites aux maisons closes en Israël quand ils y travaillaient, sans que nulle culpabilité ne vienne les tarauder. Il s'agissait d'une durée trop importante passée hors de la maison, sans femme, et au travers de nos échanges nous semblons déceler là une sorte de rationalisation : avec une Israélienne, l'acte sexuel peut-être ne constituerait-il pas le *zina*[432].

---

[432] *Zinna* (زِنَاء) dans la religion musulmane, renvoie à une relation sexuelle interdite, comme l'adultère et le viol.

Ces hommes évoquent, par ailleurs, la pression née de la performance sexuelle. Entre les conjoints, elle est très importante existant sans nul doute dans la relation maritale gaziote. L'un des ouvriers que nous avons interviewés, se livrant assez ouvertement, explique que, jusqu'à ce jour, il considère que, après tout, malgré ses expériences sexuelles extra-conjugales pendant ses années de travail en Israël, sa femme reste sa meilleure partenaire sexuelle. Il ajoute avoir toujours été, au cours de sa longue sexualité, dynamique et vigoureux. Et ce, jusqu'à il y a maintenant sept ans, quand il a perdu son travail étant dès lors obligé de vivre en permanence avec sa famille. Il doit sa subsistance à l'aide humanitaire qu'il reçoit et au soutien de son frère qui, travaillant encore dans le Golfe, qui l'envoie de l'argent périodiquement. Mais depuis, ses performances sexuelles s'en ressentent douloureusement. Il se sent faible, soufrant de longs moments de lassitude. Il lui a été recommandé de manger beaucoup de passiflore[433], lorsque c'est la saison. Il a même demandé de l'aide à l'un de ses amis, médecin, afin qu'il lui prescrive du Viagra ou tout autre fortifiant sexuel qui lui rendrait sa vigueur passée.

L'islam, ainsi que le défendent plusieurs de nos interviewés, n'est pas une religion qui incite à la violence, au contraire, elle est pleine de tolérance. En revanche, du fait d'une éducation clairement *genrée* (en particulier depuis le contrôle imposé par le Hamas), l'habitude n'est pas à la mixité, ni du point de vue du genre, ni de celui de la diversité, pour encourager la tolérance. Dans un entretien réalisé en 2010 parlant de l'islam à Gaza, la personne rencontrée évoque son expérience choquante du point de vue du christianisme : un groupe d'enfants qui sortaient de l'école près de l'hôpital Shifa dans le voisinage d'Al Mina, où se trouvent beaucoup de familles chrétiennes, est entré en scène. Sa voisine, une dame chrétienne qui l'a vue naître, promenait son mari en chaise roulant en fin de matinée, à l'heure de la sortie des écoles. Alors, un groupe d'écoliers les a pris à partie, criant : *« regardez la chrétienne »* en signalant la petite croix pendant à son cou. L'action pouvait être considérée comme un véritable harcèlement de la part de ce couple. Elle a eu peur pour son mari jusqu'à que son voisin sorte pour repousser les enfants. Sa famille, ainsi que d'autres, chrétiennes elles aussi, habitent ensemble depuis des générations et jamais elle a entendu d'un incident de pareille méchanceté de la part des jeunes. Notre interviewée considère que c'est l'exacerbation du blocus et du sentiment d'enfermement qui est propice à l'extrémisme

---

[433] Fruit connu à Gaza sous le nom de passiflore, fruit de la passion. Il est considéré comme étant aphrodisiaque.

religieux. Dès lors, celui-ci convainc les individus que l'islam est la véritable religion toutes les autres étant suivies par les non-musulmans, les *kafer* (les mécréants).

Un autre des individus interrogés, Ali Sha'arawi, considère que lorsqu'une personne est dans une situation d'enfermement comme à Gaza, pressée par le blocus impitoyable, la religion prend le relais en l'occurrence et nous entendons des hommes et des femmes, devenus fatalistes, qui abandonnent leur sort à la volonté divine. Nous entendons alors *Al hamdullilah ; ba'en Alla'h* (tout est entre les mains divines); nous n'avons pas réussi, c'était le *nasib* (le destin).

La religion fournit aux gens le vocabulaire de la patience, les mots pour exprimer leurs souffrances et leurs inquiétudes existentielles ; elle devient un instrument de réponse aux questions vitales. Pour ceux qui ont la foi, elle leur permet de gérer leurs anxiétés existentielles et leurs détresses. La religion à Gaza fait office de calmant, apprenant la patience, par la transcendance qu'elle assure, protégeant de l'incertitude. La religion et la famille sont de plus en plus contraignantes mais elles ne sont pas perçues comme des épreuves. Elles sont vécues telles des ressources[434] qu'il convient d'accepter et de considérer comme telles.

Les épouses de certains de nos interviewés ainsi que les personnes directement interrogées encore célibataires, expliquent que le Hamas travaille activement auprès des femmes des classes moyenne et basse par le biais de conférences données par un cheikh dans diverses mosquées ainsi que par des associations qui lui sont liées, dispensant alors des cours et organisant des activités de loisirs pour les jeunes, hors périodes scolaires et pendant l'été.

Nous avons entendu parler des conférences tenues à la mosquée située dans le Midan Abu Mazen, à Rimal sud, un quartier résidentiel, très populaires chez les femmes. Quels sont donc les sujets abordés par le cheikh lors de ces conférences ? L'islam, la patience, la charité et la nécessité que les femmes soient de bonnes épouses et de bonnes filles auprès de leurs mari et parents. Par ailleurs, il fait la lecture de certains passages du Coran, tâchant de les expliquer en les appliquant à la vie moderne. Toutes les femmes se rendant à la mosquée pour écouter ces conférences portent le hijab et nombreuses sont celles qui ne le portaient pas il y a dix ans de cela.

---

[434] La politique non plus n'est pas conçue comme un fardeau ni comme une épreuve. Bien qu'elle divise des familles, aliénant les frères et les parents, elle est plutôt vue comme un choix identitaire.

Il est étonnant de penser que l'OLP, alors en fonction depuis la Jordanie et le Liban, était le promoteur de la création des associations de soutien social qui se fondaient sur la laïcité. Le Hamas cooptera celles-ci, quant à lui, depuis la création du *Mujama al islami*, les transformant en organisations basées sur la religion cette fois.

Ce sont ces associations qui vont donner au mouvement sa popularité au moment de sa création en 1987, lui permettant, des années plus tard, de sortir vainqueur des élections législatives de 2006. Le Hamas agissait en faveur de la communauté musulmane au nom du principe islamique selon lequel la foi doit relier la personne au créateur tout en impactant, en même temps, la vie quotidienne. Le Hamas créait des associations dédiées aux handicapés, aux enfants et à leurs parents, aux hommes et à leurs épouses ainsi que d'autres tournées vers l'aide aux personnes plus âgées[435]. Comme le dit Nemer, l'un de nos interviewés :

> *« Dans l'islam, la foi du croyant ne doit pas rester enfermée dans l'intimité de son cœur ou au sein de la* " sphère de la vie privée " *mais elle doit, nécessairement, irradier son environnement social afin d'œuvrer à la promotion d'un idéal de justice ».*

La réislamisation des mœurs liée à la mainmise du Hamas, " grâce " à l'enfermement, a des effets sur certaines pratiques sociales : la façon de s'habiller et même certaines expressions linguistiques que nous avons notées, comme par exemple, les mots employés pour présenter des condoléances à l'occasion de funérailles ou les *aza*[436]. Aujourd'hui, ils sont différents, plus " islamiques "[437]. Comme le fait remarquer Sara Roy :

> *« Le Hamas a pu se créer un tel soutien électoral car il a offert avec beaucoup de professionnalisme des services dont les gens avaient besoin. En résumé, ce n'est pas le caractère islamique des institutions du Hamas qui explique son pouvoir d'attraction. Certes, cet aspect n'est pas à négliger dans un contexte où l'identité commune est constamment en danger ainsi que le tissu social et politique de la société gaziote à cause de l'occupation »*[438].

---

[435] *Al-Ihsan* association pour les handicapés (enfants et adultes).

[436] *Aza,* les trois jours de deuil qui suivent un décès. Pendant l'*aza* la famille du mort, les parents ou les amis paient chaque jour pour la nourriture et pour les *chiukh* qui lisent le coran. Dans les familles pauvres, c'est un enregistrement du coran qui est utilisé à la place du cheikh.

[437] D'habitude des formules de la tradition étaient récitées, comme Islam rasak ou bil afrah (qu'on se rencontre la prochaine fois dans des occasions heureuses comme un mariage), et la réponse était Islam dinak et imanak. Maintenant les paroles changent, prenant un tour davantage « islamique », favorisant l'emploie de akhramak Allah 'azam اجركم الله عظم traduit comme que Allah accroît vos récompenses.

[438] ROY Sara (2011), *Hamas and Civil Society in Gaza: Engaging the Islamist Social Sector*, Princeton, Princeton University Press, pp. 5-6.

5. La situation économique de la société gaziote de 2000 à 2017

Après le profond bouleversement qu'a connu la société palestinienne en 1948, un changement majeur s'est produit en 1967. Israël occupant la Bande de Gaza, la frontière avec le reste de la Palestine mandataire devenue Etat israélien et la Cisjordanie n'existe plus. Aussi, les familles se retrouvent-elles, les liens rompus se reforment et les diverses formes de sociabilité se rétablissent. Avec quelle rapidité, les taxis collectifs se sont-ils développés dans le centre-ville ! Ceux qui n'avaient pas de voiture s'offraient les services d'un taxi ou encore des familles entières louaient un bus ou un minibus.

De fait, la société gaziote a connu, à partir des années 1970, une période de relative prospérité économique et de *quasi* plein emploi, grâce à la politique favorisée pendant ces années appelée " frontières ouvertes " (*Open Bridges*) par Moshe Dayan[439]. L'idée de ce dernier était que les Palestiniens des Territoires – notamment de la Bande de Gaza –, essentiellement non-qualifiés, œuvreraient au développement économique, agricole et industriel de l'Etat d'Israël. Les Gaziotes ont donc abandonné leur secteur agricole pour devenir des manœuvres journaliers dans les usines, sur les marchés, dans les *mochavim* (colonies agricoles israéliennes) et sur les chantiers, etc. Les ouvriers gaziotes sont partis massivement travailler en Israël vu que les autorités d'occupation décourageaient systématiquement voire empêchaient tout projet industriel ainsi que la création d'infrastructures à Gaza. Grâce à l'occupation, Israël a pu maintenir les Palestiniens comme main-d'œuvre non-qualifié et bon marché, toujours à portée de main et bien sûr exclus de tout système de protection sociale.

Les bienfaits du travail en Israël furent, tout compte fait, relatifs. Beaucoup de jeunes ont délaissé leurs études. Ces nouvelles opportunités d'emploi hors de Gaza ont surtout bouleversé la vie familiale. Gaza se transforme en ville-dortoir. Certains ouvriers ne reviennent qu'à la fin de la semaine louant une chambre à Tel-Aviv ou à Jaffa. Pour pallier l'absence de l'homme, l'épouse devient responsable des enfants et s'occupe du foyer. Bien que cette situation puisse faire songer à un système matriarcal, il faut comprendre que le pouvoir de la femme n'est que conjoncturel. Il n'est en aucun cas traditionnel et fonctionne simplement en qualité de support au système patriarcal[440].

---

[439] Militaire israélien, ministre de la Défense pendant le gouvernement Levi Eshkol (1963-1969).

[440] Notre expérience du terrain confirme l'opinion de Barakat à ce sujet. BARAKAT Halim (1993).

Les produits israéliens inondant le marché gaziote, les ouvriers dépensent leurs émoluments dans l'achat d'appareils électroménagers, de mobilier et de cadeaux pour la famille et les amis. Ces dernières dépenses ajoutées aux diverses invitations finissent par devenir coûteuses, les visites et autres célébrations se multipliant au sein des familles étendues. Les produits israéliens envahissant les marchés deviennent les plus recherchés comme le fromage jaune *Emek* et le café arabe conditionné en Israël. De mémoire d'homme, la population n'a jamais connu de telles possibilités de consommation. Ce tourbillon de dépenses des vingt premières années de l'occupation israélienne pourrait-il nous faire penser aux "trente glorieuses" de la France après la Seconde guerre mondiale ? Malheureusement non, pour les Gaziotes, ce n'est qu'une illusion de progrès. Si la France (et aussi l'Europe) a connu une réelle modernisation par l'industrialisation marquant de fait la "fin du monde paysan" et inaugurant le développement d'une société de services, Gaza n'a été qu'un simple réservoir de main d'œuvre pour construire les infrastructures du jeune État d'Israël. Malgré cet appel d'air, vivre et habiter à Gaza reste difficile. Ainsi, un Gaziote qui désire se marier doit en priorité bâtir une maison mais, pour un jeune, acheter un terrain n'est pas à portée de bourse. On se résout donc à construire une extension de la maison parentale soit verticalement avec un étage, soit horizontalement avec une annexe. Les jardins se réduisent mais il n'y a pas de taudis comme dans d'autres pays. L'essentiel de l'épargne est destiné à ces constructions.

5.1. La politique israélienne de *portes ouvertes*

Dès 1970, l'administration israélienne aménage la zone industrielle d'Erez, à la frontière Nord avec Israël. Trois années après le début de l'occupation, une centaine d'entreprises se créent parmi lesquelles des ateliers de charpentiers et de forgerons, des garages automobiles et des usines textiles. Les Israéliens, surtout la gauche israélienne à cette époque, espéraient que les Palestiniens allaient avec enthousiasme coopérer avec eux étant donné qu'ils allaient bénéficier de retombées financières[441]. Dans cet état d'esprit, les Israéliens considéraient la zone Erez comme le meilleur exemple de cette coopération idéale (sic) : les Gaziotes y trouvent du travail et les sociétés israéliennes y emploient une main-d'œuvre bon marché exempte de taxes.

---

[441] CARRÉ Olivier, (1993) *Le nationalisme arabe*, Paris, Fayard, pp. 121-154.

Dans les années 1980, l'activité des ateliers de couture prend de l'ampleur s'étendant à toute la Bande de Gaza pour répondre à la demande des boutiques de prêt-à-porter chic de Tel Aviv. Des couturiers, peu payés, copient et produisent rapidement pour le marché versatile de la mode en Israël. Nombreuses sont les femmes gaziotes qui trouvent un emploi le plus souvent dans la zone industrielle d'Erez, d'autres dans les ateliers de Gaza et d'autres encore cousent à domicile. Ces ateliers de confection illustrent à merveille la sous-traitance des entreprises israéliennes. Ils se comptent par centaines. Dans Gaza des couturiers et autres tailleurs spécialisés se trouvent à Daraj, à Al Sheikh Radwan, à Zeitoun, au camp d'Al Nuseirat, au camp de la Plage (Shati), un peu partout donc. Toutefois, ces ateliers ne créent ni ne développent un secteur économique viable.

5.2. La première Intifada et ses répercussions sur l'emploi

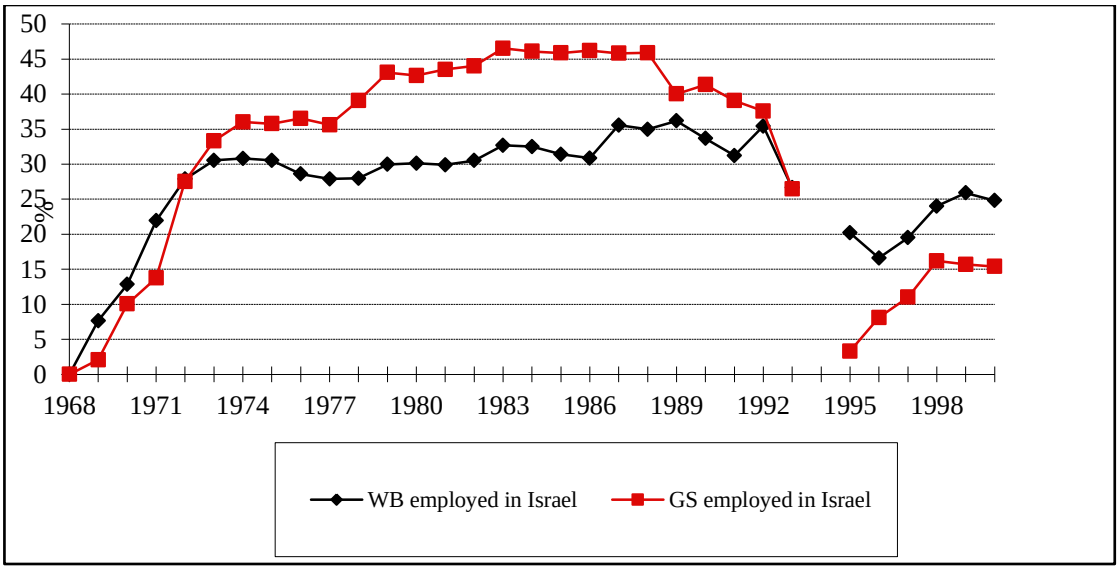
En 1987, éclate la première Intifada. Le statut du *pater familias* s'érode à cause des humiliations que lui impose l'occupant[442]. Pendant cette période, les enfants font face à l'armée et les femmes jouent un rôle essentiel dans le cercle familial grandement bouleversé. La résistance s'exprime à travers des affrontements constants entre l'armée et la population mais aussi par la désobéissance civile. En 1991, l'Etat d'Israël décide de ne plus délivrer de permis d'entrée aux ouvriers de la Bande de Gaza et de Cisjordanie et dans le même temps impose des couvre-feux fréquents. Cette politique israélienne que les Gaziotes ont crue temporaire comme représailles à l'Intifada se renforce pendant la Guerre du Golfe entre 1991 et 1993. Se crée alors le passage d'Erez qui devient avec le temps un point de passage quasi frontalier. Il apparaît clairement alors que l'Etat d'Israël après toutes les années de "frontières ouvertes" s'oriente vers une politique de "séparation" de la Bande de Gaza. De fait, quand Erez est fermé, la zone industrielle d'Erez n'est plus accessible aux ouvriers gaziotes qui se retrouvent alors au chômage.

Dans le graphisme n° 3, on constate que les Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie n'ont cessé de grossir les rangs de la main d'œuvre dans l'Etat d'Israël qui a profité grassement de cet " arrangement " de l'*Open Bridges*. En effet, le gouvernement a touché des

[442] Comme nous l'avons déjà fait remarquer dans la section sur la famille.

revenus en provenance de la Bande très supérieurs aux investissements qu'il a pu y faire[443] tandis que l'économie palestinienne interne n'a réussi qu'à générer que deux tiers de son revenu national. Signalons que les Gaziotes " ont coopéré " au budget total de l'État d'Israël à travers le paiement d'un impôt que Meron Benveniste[444] a appelé « *occupation tax* » (impôt d'occupation)[445].Ce graphisme montre l'augmentation constante du nombre d'ouvriers palestiniens travaillant en Israël depuis le début de l'occupation jusqu'en 1993.

Figure 10 : Le graphique montre le pourcentage age d'ouvriers palestiniens employés en Israël. en rouge : les ouvriers gaziotes travaillant en Israël entre 1968-2000



***Source* : FARSAKH Leila, « Palestinian Labor Migration to Israel Since Oslo and Beyond »[446].**

En 1993, Israël et l'OLP, après des négociations secrètes, signent les accords d'Oslo. L'Autorité palestinienne se crée d'abord à Jéricho puis à Gaza en 1994 jouissant d'une autonomie partielle sur une petite partie de la Palestine historique. La Bande de Gaza qui reste toujours sous occupation israélienne va connaître une évolution différente de celle de la Cisjordanie et de Jérusalem.

---

443 FARSAKH Leila, *Palestinian Labor Migration to Israel since Oslo and Beyond*, Middle East Studies Association Conference, Londres, London School of Oriental and African Studies, University of London, 2001, p. 3.

444 Meron Benvenisti spécialiste en sciences politiques fut maire-adjoint de Teddy Kollek de 1971 à 1978 période pendant laquelle il a administré la partie arabe de la ville.

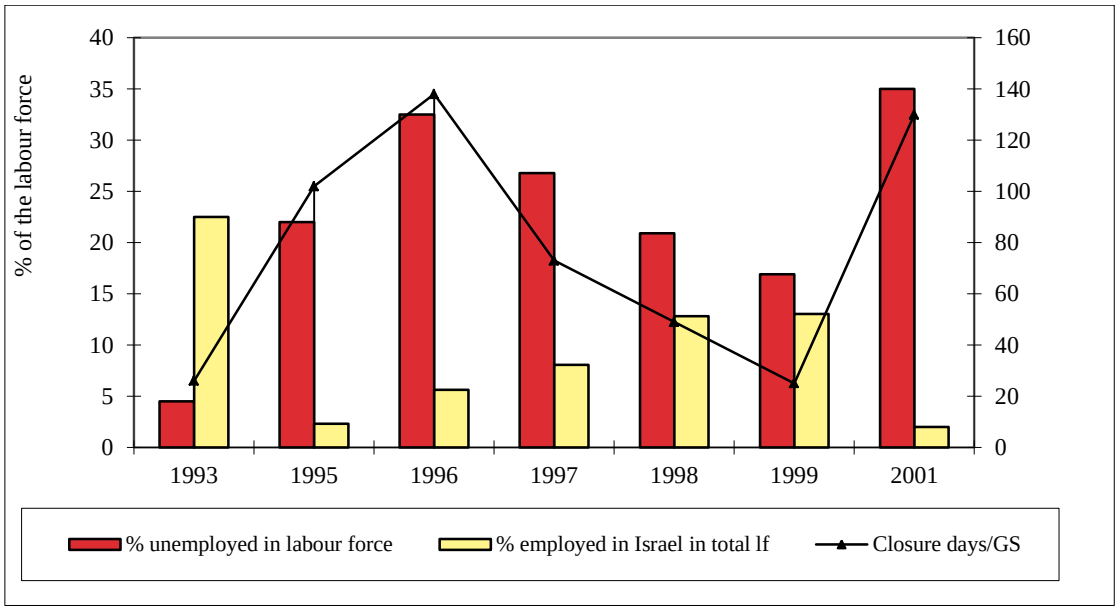
445 BENVENISTE Meron, KHAYAT Shlomo (1988), *West Bank and Gaza Strip Atlas*, Jerusalem, Jerusalem Post Press.

446 FARSAKH Leila, « Palestinian Labor Migration to Israel Since Oslo and Beyond », *Topics in Middle Eastern and North African Economies, electronic journal,* vol. IV (Middle East Economic Association and Loyola University Chicago), septembre 2002.

Ainsi, comme on peut le voir dans le graphisme ci-dessous, en 1993, la majorité des ouvriers gaziotes travaillaient en Israël puisque seuls 4, 5 % restaient dans Gaza. En 1995, la zone industrielle d'Erez a fermé 102 jours dans l'année et seulement 2, 3 % des ouvriers sont sortis pour travailler en Israël. En 1996, Erez ferme pendant 138 jours et seulement 5, 6 % des ouvriers parviennent à sortir. Le *« safe passage »*[447], le corridor devant permettre la circulation entre la Bande de Gaza et la Cisjordanie dans lequel les Gaziotes avaient placé leurs espoirs a été installé en 1999 et n'a pas fonctionné longtemps. De plus, il n'a fait qu'ajouter un autre système de permis à celui déjà existant.

Figure 11 : Main d'œuvre gaziote entre 1993 et 2001

En Jaune : Les ouvriers employés en Israël. En rouge : Les sans-emploi. Trait noir : Les jours ou le passage d'Erez était fermé interdisant toute sortie entre 1993 et 2001[448].



Source : FARSAKH Leila, 2001.

Grâce aux travaux des économistes et historiens comme Farsakh, Benveniste et Khayat, se fondant sur les données du Bureau des statistiques israéliennes, nous sommes à même de comprendre la situation de l'emploi depuis 1967 et de la comparer à celle d'aujourd'hui. En 1995, la nouvelle Autorité palestinienne a créé, elle aussi, un Bureau central des statistiques. Dès lors, la mesure de l'emploi et du " chômage " devient un outil statistique,

---

[447] Décidé aux memoranda de Wye River en 1998 et de Charm el-Cheikh en 1999.

[448] FARSAKH Leila (2001), *ibid.*

dénommée en anglais « *relaxed* », " douce " très utile pour établir les demandes envers les donateurs qui contribuent au développement de l'Autorité palestinienne depuis sa création. Selon les statistiques, l'emploi se définit comme : *une personne de plus de 15 ans travaillant au moins une heure pendant la période de référence (une semaine).* Ces chiffres masquent la réalité du monde du travail car il ne met pas en évidence la situation réelle. Nous préférons donc employer le terme de " chômage " au sujet de Gaza lorsque nous citons les statistiques israéliennes ou celles du PCBS (Bureau central palestinien de statistiques).

Avec les accords de paix et le déménagement des bureaux de Nations Unis de l'Autriche à Gaza en juillet 1996, ainsi que la prolifération des ONG humanitaires, la Bande de Gaza devient un de lieu plus enquêté du monde.

5.3. Le tournant politique israélien

Le sommet de Camp David II, entre Yasser Arafat, Ehud Barak et Bill Clinton en juillet 2000, devait décider des redéploiements israéliens afin de transmettre les territoires à l'autorité palestinienne, ce qui était déjà prévu dans le cadre des accords d'Oslo. La rencontre a échoué mettant en évidence la faiblesse des accords. Barak a piégé Arafat en commençant à négocier le *statu quo* final alors que les Palestiniens n'avaient reçu que 18 % du territoire (Bande de Gaza et Cisjordanie) et qu'Israël en conservait 24 %[449] sous son contrôle. La situation n'a fait qu'empirer pendant la Deuxième Intifada (al Aqsa) qui débute en 2000. Israël durcit graduellement le blocus qui devient presque total coupant en trois parties distinctes le territoire de la Palestine historique : la Bande de Gaza, Israël proprement dit et la Cisjordanie. Le soulèvement populaire touche aussi la zone d'Erez que les Israéliens ferment alors pendant trois mois (soit près de 130 jours en 2001). Par conséquent, cette même année seul 2 % de Gaziotes sont sortis de la Bande. Puis, la zone d'Erez avec ses ateliers de couture au profit du marché israélien se ferme aussi dès que l'accès à Israël est interdit. Les Gaziotes ne peuvent donc plus compter sur ces ressources. Seuls quelques ouvriers gaziotes arrivent encore à travailler dans les colonies israéliennes de la Bande de Gaza. Après la fermeture de la frontière entre Israël et Gaza et de la zone industrielle d'Erez, 30000 Gaziotes se retrouvent sans emploi. La fermeture d'Erez seule fait perdre leurs revenus à 28

---

[449] HAMAMI Rima, TAMARI Salim, « Anatomy of Another Rebellion », *Middle East Research and Information Project*, MER217, Winter, 2000. http://merip.org/mer/mer217/anatomy-another-rebellion

% de foyers (de huit personnes en moyenne). Les conséquences sont dramatiques. Le marché local n'est pas suffisamment développé pour pallier l'arrêt de l'emploi chez les Israéliens. Confrontée à une telle précarité, la population ouvrière détentrice d'un lopin de terre retourne vers l'agriculture. Les autres cherchent un emploi désespérément dans n'importe quel domaine.

Après les sièges de Jenin et de Yasser Arafat à Ramallah en 2002, la situation se complique car l'Autorité palestinienne souffre d'une grande désorganisation interne. Yasser Arafat ne reviendra plus jamais à Gaza. Il quitte Ramallah en octobre 2004 pour Paris où hospitalisé, il va décéder. Le jour même de sa mort, le Comité exécutif de l'Organisation de Libération de la Palestine (CEOLP) se réunit pour lui trouver un successeur. Mahmoud Abbas (Abu-Mazen), secrétaire général du CEOLP et ancien Premier ministre de l'Autorité, devient le représentant des intérêts palestiniens dans le monde. Quand Abbas est choisi, les diverses factions décident d'une trêve avec Israël. À la mort d'Arafat, des troubles internes éclatent à Gaza. En l'absence d'autorité, des clans armés font la loi. Dans ce chaos, la corruption s'installe[450].

Quand Ariel Sharon annonce le démantèlement des colonies dans la Bande de Gaza pour août 2005, la zone d'Erez, sous contrôle israélien doit être transférée à l'Autorité palestinienne. La communauté internationale, prête à débloquer des fonds pour aider les Territoires palestiniens, propose de créer de nouvelles infrastructures dans la zone industrielle d'Erez[451]. Des milliers de Gaziotes pourront ainsi être employés dans les industries israéliennes sans se déplacer en dehors de Gaza comme, par exemple, l'importante industrie textile de qualité supérieure. On espère alors créer six mille emplois à court terme pour atteindre ensuite 50 000 emplois[452].

En août 2005, le désengagement délivre, certes, les Gaziotes de l'occupant à l'intérieur de la Bande. Toutefois, le démantèlement des colonies supprime de très nombreux emplois dans l'agriculture. Le chômage est important. La zone tampon, le long de la frontière Est entre la Bande de Gaza et Israël ayant été élargie, les Gaziotes se voient aussi privés de

---

450 ROBINSON Glen (2008), « Palestinian Tribes, Clans, and Notable Families » *Strategic Insights*, *Center for Contemporary Conflict*.

451« *Palestinian Industrial Free Zone* » (PIFZ), connue comme la zone industrielle d'Erez : http://www.washington.post.com/wp-dyn/articles/A26259-2004June8.html

452 HASS Amira (2001), *Boire la mer à Gaza,* La Fabrique.

nombreuses terres agricoles très fertiles. Quand les Israéliens ont quitté Gaza, les Gaziotes pensaient, comme l'attestent les diverses conversations que nous avons eues, qu'ils étaient délivrés du pire : ces humiliations répétées infligées par les soldats israéliens. Ils étaient loin de penser qu'ils allaient être confrontés à un terrible fléau : l'absence d'emploi et de toute activité en dehors de la maison. Confinés chez eux, ces hommes désespérés et impuissants devant cette situation de crise qui s'éternise se défoulent malheureusement sur leurs femmes et leurs enfants. Aussi, la violence domestique s'accroît-elle. Le blocus renforcé après le désengagement fait donc de l'homme gaziote, un éternel chômeur. Or, dans l'islam, celui qui gagne de l'argent est le bien-aimé de Dieu. Le proverbe dit : *al kaaseb habib Ala'a*. La définition même de la virilité masculine implique le succès économique qui lui permet d'accomplir ses devoirs à l'égard de sa famille. Aussi, quand, à cause du blocus, la femme devient la responsable économique de la famille, cette nouvelle donne est particulièrement humiliante pour l'homme. Il n'a pas d'autre choix et il doit céder à son épouse la responsabilité du foyer. C'est elle qui, désormais, permet à la famille de conserver une certaine stabilité tout en s'efforçant de maintenir une bonne image du père de famille aux yeux de ses enfants et de ceux de la communauté. Néanmoins, les rôles traditionnels de l'homme et de la femme au sein de la famille semblent s'étioler progressivement[453].

5.4 Les bouleversements produites par le succès électoral du Hamas en 2006

De 1996 à 2006, dans le domaine agricole, le travail masculin était resté plutôt stable et celui des femmes avait notablement augmenté grâce aux "emplois bénévoles". A partir de 2006, les hommes sont employés habituellement à court terme dans tous les secteurs tandis que les femmes occupent des fonctions dans les services publics, gouvernementaux ou privés ainsi que dans l'agriculture. Elles travaillent aussi dans toutes sortes de petits emplois non qualifiés et non recensés (vendeuses à la sauvette, couturières). Les technocrates arrivés après les accords d'Oslo afin occuper des postes gouvernementaux ou universitaires, perçoivent leurs salaires avec des retards considérables. D'autres travaillant dans le privé dans des bureaux d'ingénierie ou des commerces aux mains de familles influentes souffrent de la réduction drastique des effectifs car les membres de ces familles les supplantent. Tel est le

[453] Il faudrait procéder à une analyse séparée de la société gaziote et des rôles familiaux pour approfondir la question.

cas de l'ingénieur Ali Abu Shahla[454]. Ce dernier gère une grande société d'ingénierie financée par des fonds hollandais, allemands et nord-américains : après les élections de 2006, les projets sont suspendus pour une durée indéterminée car le blocus empêche le passage des marchandises comme le mouvement des personnes. Les bailleurs de fonds internationaux pour les projets de développement du secteur privé avec leurs partenaires gaziotes se retirent quand le Hamas obtient la majorité aux législatives. Certains projets sont gelés progressivement sans aucune date de reprise, d'autres sont définitivement annulés. Il est clair que la communauté internationale a décidé d'imposer un boycott qui place l'Autorité palestinienne en difficultés économiques. Fin 2006-début 2007, le Fatah et le Hamas forment brièvement un gouvernement d'union nationale. Ce gouvernement n'est admis ni par Israël ni par les États-Unis ni par l'Union européenne qualifiant le Hamas d'organisation terroriste[455].

Quelques mois plus tard, de nombreux heurts ont lieu entre les deux partis, le Fatah et le Hamas. Les émeutes deviennent quotidiennes. Mi-juin 2007, au cours d'une attaque armée surprise, le Hamas prend le contrôle du gouvernement. Mahmoud Abbas, Abu Mazen (le président) fuit Gaza[456]. A la séparation territoriale entre la Bande de Gaza et la Cisjordanie s'ajoute une rupture gouvernementale. Cette fois, le " blocus " est total[457].

Après la prise du pouvoir par le Hamas en 2007, il devient de plus en plus difficile de protester d'une situation qui ne connaît pas la moindre amélioration. L'occupant qui se maintient aux limites de la Bande de Gaza devient une menace invisible qui attaque parfois par surprise. Les Gaziotes sont en proie à une incertitude constante.

L'AMA[458], l'accord des passages entre les Israéliens et l'Autorité palestinienne, est suspendu. Il n'existe désormais plus de contacts entre Israël et Gaza. Il n'est donc plus

---

454 Son interview figure dans la *catégorie 2*. On voit combien son activité a été réduite et quelles en ont été les conséquences.

455 Le Hamas avait pourtant été accepté comme parti légitime aux élections de 2006.

456 Juin 2017, Abu Mazen n'est pas encore revenu à Gaza.

457 Les ouvriers n'avaient déjà plus le droit de travailler en Israël. Maintenant, personne n'est autorisé à sortir de Gaza.

458 L'accord pour l'accès et les mouvements de population (AMA), signé entre Israël et l'Autorité palestinienne en novembre 2005 après le " désengagement " du mois d'août prévoit la surveillance des opérations au passage de Rafah par l'Autorité palestinienne et l'Égypte sous la supervision d'une mission européenne de suivi, l'EUBAM. En revanche, Israël conserve le contrôle du passage des personnes depuis un poste d'opération situé à Kerem Abu Salem.

possible pour des milliers des personnes arrivées à Gaza avec Arafat à la création de l'Autorité palestinienne d'obtenir des cartes d'identité.

L'Autorité palestinienne qui siège à Ramallah décide, avec le soutien de la Commission européenne de poursuivre le versement d'aides sociales destinées aux familles les plus pauvres ainsi que le versement des salaires de ses employés à Gaza à condition qu'ils ne travaillent pas pour le Hamas. On assiste donc à un phénomène étrange : près de 50000 personnes, percevant des salaires de l'Autorité palestinienne dont les ressources sont des plus réduites, désertent leur lieu de travail ; les juges et les avocats ne vont plus dans les cours de justice, les médecins et autres personnels de santé ne vont plus dans les hôpitaux et les dispensaires[459]. Cette décision pour faire pression sur le Hamas et permettre à Ramallah de reprendre le pouvoir s'est avérée malsaine voire contreproductive au cours des années suivantes. En effet, pour pallier ce manque s'est constitué un nouvel appareil administratif, sorte de bureaucratie gouvernementale certes à l'image de celle déjà existante mais le plus souvent parfaitement incompétente[460]. De plus, le Hamas ne parvient à verser des salaires qu'à 10 000 employés, sporadiquement et uniquement dans le système de la santé.

Fin 2007, à cause du " blocus ", la situation à Gaza est très difficile car la nourriture, le gasoil et la gazoline, les produits de première nécessité, les équipements et les médicaments auparavant acheminés dans la Bande via Israël ne le sont plus. De plus, aucun produit d'exportation ne peut quitter Gaza. Près de deux tiers de la population vivent grâce aux aides humanitaires. Le secteur de la construction est complètement arrêté. Sans carburant et sans gaz de cuisine, les Gaziotes cuisinent au bois et utilisent au jour le jour du kérosène. Les coupures d'électricité sont constantes. Les restrictions de limites pour la pêche sont accentuées. La Bande de Gaza est paralysée. Les voitures roulent à l'huile de friture dont les fumées noircissent la ville. Gaza est isolée et ne reçoit aucun convoi d'Israël. Au même moment, l'Egypte ferme aussi sa frontière de Rafah, seul point de passage pour les personnes sans aucun contrôle israélien. La Bande est maintenant verrouillée au Sud comme au Nord.

---

[459] Certains fonctionnaires dans le secteur de la santé poursuivent leur travail tout en acceptant une réduction considérable de leur salaire.

[460] De nombreux commentateurs ont fait remarquer que, du moins dans les premiers temps, l'administration du Hamas était exempte de corruption.

Ce bouclage presque total entraine une détérioration croissante de la situation socio-économique et porte atteinte à l'utilisation des ressources naturelles. Sans travail, les Gaziotes se tournent de nouveau vers l'agriculture mais comme beaucoup de terres sont inaccessibles à cause de la zone tampon, ils se mettent à cultiver de nombreuses terres arables dans l'enceinte même de la ville de Gaza ; certaines allant jusqu'à constituer des enclaves périurbaines.

Au début de l'année 2008, certains membres du Hamas parviennent à percer la barrière de séparation entre Rafah et l'Égypte[461]. Le mur s'effondre, moment mémorable ! Les Gaziotes se précipitent alors par centaines dans le Sinaï. Les produits en tout genre s'achètent. Le carburant, le ciment, les cigarettes, le savon en poudre, l'électroménager, les batteries de voiture, les motocyclettes, les médicaments et même les animaux pour le zoo entrent en grand nombre dans la Bande de Gaza. Les Égyptiens arrivent en voiture à Gaza pour la première fois depuis trente ans. Ils achètent des couvertures, des pantalons et des matériaux métallurgiques qui, initialement, étaient destinés à être exportés vers Israël. L'avocat et économiste, Sharhabil al-Zaim, explique que cette brèche ne sert qu'à étendre temporairement la frontière du côté égyptien de quelques kilomètres jusqu'à *al Arich*[462] . Selon lui, ce n'est qu'un bref répit sans promesse de changement sur la durée. En effet, après quelques semaines, le passage est refermé[463]. Le "blocus" qui est déjà total pour les marchandises via Israël se réinstalle à nouveau pour les personnes via le passage de Rafah vers l'Égypte.

5.5. Le conflit de décembre 2008 à janvier 2009

Ce conflit, à laquelle les Gaziotes se réfèrent comme une guerre, a eu lieu après l'envoi de dizaines de roquettes *Qassams* vers Israël. Le 23 décembre 2008, un peu avant midi, au moment de la sortie des écoles, à la surprise générale, les Israéliens se mettent à bombarder Gaza. Cette opération militaire de grande envergure durera vingt-trois jours. Le bilan sera extrêmement lourd : 1 400 morts (dont un quart sont des enfants) et 100 000

---

[461] http://usatoday30.usatoday.com/news/world/2008-01-28-158692866_x.htm

[462] L'Égypte met en place des barrages pour empêcher les Gaziotes d'aller au-delà d'*al'Arich*.

[463] http://www.nbcnews.com/id/22794305/ns/world_news-mideast_n_africa/t/palestinians-breach-border-pouregypt /#. UiIC9OBLefQ

personnes privées de foyer[464]. L'économie de Gaza est durement touchée. Le travail agricole souffre particulièrement de cette guerre de 2008-2009. L'emploi féminin dans le secteur s'est considérablement réduit passant de 24 à seulement 6 %. Le travail masculin initialement à 8 % passe à 7[465]. Les chars israéliens sont entrés dans la ville en empruntant l'un des passages les plus étroits du sud-est de Gaza. Ils ont ravagé de nombreuses cultures et détruit des maisons sur leur chemin. Ces incursions ont causé une grande pauvreté à des milliers d'agriculteurs dont les terres ont été saccagées.

Comme la demande locale se réduit considérablement, les entreprises sont contraintes de licencier leur personnel. Par ailleurs, l'industrie agro-alimentaire (production de jus de tomates, de cornichons, de concentré de tomate, de pâte de sésame, *tahina* et de *halawa*) souffre d'un manque cruel de matières premières et est privée d'outils de production. Les matériaux nécessaires en maçonnerie manquent également si bien que la construction s'arrête. Les secteurs d'emplois les plus importants se concentrent alors dans la fonction publique. L'Autorité palestinienne de Ramallah, en partie financée par l'Union européenne[466] le Japon et la Norvège, est l'un des plus gros employeurs à Gaza. Le Hamas, quant à lui finance la police et les services de sécurité. Les municipalités de Gaza offrent des emplois stables grâce au fond municipal octroyé par l'Autorité palestinienne de Ramallah qui continue à être versé par l'entremise des fonctionnaires du Fatah toujours en exercice malgré la prise du pouvoir par le Hamas[467]. Par ailleurs, les emplois à court terme, *batalla*, financés par les organismes internationaux (six mois dans le cas de l'UNRWA et deux ou trois mois pour les autres organisations) même s'ils ne suffisent pas à rétablir la situation des familles permettent momentanément de subvenir aux besoins quotidiens et de réduire provisoirement les dettes.

Les secteurs privés et de l'industrie sont devenus quasiment inexistants. Beaucoup de modalités contraignantes paralysent les efforts à la reconstruction. En effet, la communauté internationale veut aider les Gaziotes sans passer par le Hamas. Le travail le plus important concerne le nettoyage de la ville de Gaza. De grosses opérations sont dirigées par la mairie

---

464 World Bank, Palestinian Economic Prospects : *Gaza Recovery and West Bank Revival*, Economic Monitoring Report to the Ad Hoc Liaison Committee, juin 2008, p. 8.

465 Rima Hamami (2011), *Who answers to Gazan women ? An economic security and rights research,* UN Women.

466 L'Autorité palestinienne de Ramallah dispose d'une autre source importante de revenus : la TVA remboursée périodiquement par les Israéliens.

467 Entretien avec le chef du département du ISG, Mairie de Gaza, 2010.

de la ville, plus tard aidée par le PNUD. La Norvège finance des projets agricoles. La Turquie fait des donations aux hôpitaux, aux écoles et aux centres culturels. La Commission européenne, par l'intermédiaire d'ONG internationales, essaie de subvenir aux besoins urgents de la population. Le blocus influe de manière significative sur la situation économique de Gaza. Rafah, au Sud, est quasiment fermé. A Erez, le passage est autorisé seulement aux internationaux, VIP et exceptionnellement des malades dans un état critique.

Israël et l'Egypte bombardent régulièrement les tunnels situés le long de la frontière près de Rafah sous le corridor de Philadelphie. Toutefois, leur nombre ne cesse de croître et l'activité s'y poursuit en secret. Par-là, transitent tous les produits de base interdits par Israël à travers le passage commercial de Kerem Abu Salem, le ciment et autres matériaux nécessaires à la construction. Il était possible de visiter les tunnels cachés sous de grandes serres en plastique. Initialement, conçus comme de simples puits ils se sont élargis quand le commerce a pris de l'essor et sont même, pour certains, éclairés et pourvus de dispositifs à oxygène afin de faciliter le passage des personnes, des animaux et des voitures.

5.6. Les effets du printemps arabe à Gaza

Fin 2010-début 2011, la révolte tunisienne pousse le président Ben Ali à s'exiler en Arabie Saoudite. Les médias appellent ce mouvement "Printemps arabe" qui s'étend à l'Egypte en janvier 2011 avant de gagner d'autres pays arabes. Le soulèvement populaire en Egypte avec l'occupation de la place Tahrir (libération) au Caire, contraint Hosni Moubarak à abandonner la présidence du pays le 11 février, après trente ans de pouvoir. Les élections égyptiennes donnent la victoire à Mohammad Morsi allié aux Frères musulmans. Ce dernier desserre le " blocus " au côté sud avec l'Égypte. Le passage de Rafah rouvre en mai 2011 permettant aux Gaziotes détenteurs d'un passeport palestinien et d'une carte d'identité de sortir. Le passage de Rafah fonctionne, durant cette période sept jours sur sept. Entre 30 000 et 40 000 personnes circulent dans les deux sens chaque mois. L'ouverture de Rafah permet uniquement le passage des individus comme il est convenu depuis l'accord AMA avec Israël. En revanche, le transit toujours accru de marchandises se fait uniquement par les tunnels. Le Hamas crée même un ministère pour gérer les impôts de passage des produits comme des personnes, les Gaziotes étant nombreux à préférer à circuler par les tunnels. Les terres à proximité des tunnels deviennent difficiles d'accès.

Il est difficile de dire qu'il y a eu un printemps arabe à Gaza. Les manifestations étudiantes devant les universités ont été rapidement contenues par le Hamas. Leur message

était simple : ils demandaient la réconciliation des deux partis, Fatah et Hamas pour faire front contre l'ennemi commun[468].

Dans les années 2011 et 2012, les autorités locales, notamment la mairie, œuvre intensément à restaurer la ville après la guerre ; les égouts et les rues sont réparées, les voies goudronnées, le port rénové ; l'électricité et l'eau revenant, l'espace urbain prend un aspect pimpant[469]. L'activité de construction explose. Le "chômage" diminue mais seulement en apparence car le travail à court-terme est comptabilisé comme emploi. Sur le marché local gaziote près de 10 000 individus trouvent à nouveau du travail entre le dernier trimestre 2012 et les premiers mois de 2013 grâce à l'importante aide humanitaire. Toutefois, il s'agit toujours d'emplois à court terme. Jusqu'en 2012, le taux de "chômage" des hommes est toujours plus élevé que celui des femmes car ce dernier est biaisé : en effet, dans l'agriculture elles constituent une main-d'œuvre non rémunérée au nom du principe qu'elles font partie de la famille. Elles occupent un certain nombre d'emplois précaires comme le petit élevage, la vente de friandises et le commerce de détail dans la rue qui n'entrent jamais dans les statistiques.

L'enquête socio-économique bisannuelle réalisée dans les territoires palestiniens, le *Socio-Economic and Food Security Survey, West Bank and Gaza Strip, occupied Palestinian territory de 2011*, (SEFSec) par la FAO, l'UNRWA, le WFP et le PCBS en mai 2011 présente un bilan plutôt positif en matière de « chômage » dans la Bande de Gaza. Le marché de l'emploi (toujours à court terme) s'est amélioré entre 2009 et 2011. De fait, l'activité dans le bâtiment, en berne jusque-là, s'est réveillée. L'aide humanitaire garantissant la nourriture dans les foyers les plus pauvres, soit environ 65 % de la population totale de la Bande, un million sept cent mille personnes s'est accrue. Toutefois, malgré cette amélioration, le pouvoir d'achat de la population n'a toujours pas augmenté ; la population demeurant très dépendante de l'aide humanitaire et les salaires étant très bas. En 2011, seuls 23 % (chiffre stable) de la population connaissent la sécurité alimentaire[470]. Pour vraiment changer la situation, il faudrait un

---

468 Entretiens anonymes à l'université Al Aqsa avec des étudiants qui avaient participé aux manifestations du 2011.

469 L'ingénieur Rafiq Mikki, appartenant à une famille gaziote très connue, a dirigé la mairie de Gaza de 2007 à 2014.

470 Dans les territoires palestiniens, le niveau de sécurité alimentaire se calcule par des indicateurs nutritionnels vérifiés dans des enquêtes. D'après les résultats, on définit les catégories suivantes : e.g. *food secure*, *borderline food secure*, *food insecure*, *extremely food insecure* etc.

secteur privé productif et bien sûr, la fin du « blocus ». La circulation entre la Bande de Gaza et la Cisjordanie est extrêmement faible voire ponctuelle malgré le droit d'exportation de quelques produits en accord avec les Israéliens. Quelques matériaux de construction, tels le fer et le ciment, interdits depuis plus de dix ans peuvent entrer dans la Bande en cas d'accord avec des organisations onusiennes pour des projets spéciaux avec des conditions d'inventaire très contraignantes.

Le Qatar qui avait fait des promesses d'aide à Gaza lors du congrès de Sharm el Cheikh en 2009 devient en 2012 « le » bailleur de fonds principal pour la reconstruction d'infrastructures[471] . Avec l'autorisation de l'Égypte, il fait acheminer des matériaux *via* le passage pour les personnes à la frontière de Rafah. La brève visite de l'émir Hamad ben Khalifa al-Thani avec son épouse Cheikha Moza et une escorte importante en octobre est grandiose. Il a été le premier chef d'État à se rendre dans la Bande de Gaza depuis la prise du pouvoir par le Hamas et le « blocus » imposé par Israël. L'émir arrive avec 400 millions de dollars (USD) (soit près de 307 millions d'euros) pour un projet de reconstruction d'infrastructure routières et de logements dans Gaza détruits par l'opération israélienne « Plomb durci » en 2008-2009. Le projet de 3 000 logements près de Khan Younes portera son nom comme un autre projet de construction de moindre importance (soit 19 millions d'euros) à destination des prisonniers libérés par Israël en octobre 2011 en échange du soldat Gilad Shalit. Il a également fait don de 30 millions de litres de carburant pour la centrale électrique. Un journaliste de France 24 qui a réalisé un reportage durant cette visite, a dit :

> *« […] Sa venue [de l'émir et son épouse] constitue aussi et surtout un symbole fort. L'émir est le premier chef d'État à répondre à une invitation du Hamas, boycotté par la communauté internationale pour son refus de reconnaître Israël et de renoncer à la lutte armée. Une démarche que la seule philanthropie ne peut expliquer »*[472].

5.7. Le conflit de novembre 2012

En novembre 2012, Israël, en réponse aux roquettes gaziotes, lance son opération appelée "Pilier de défense"[473] qui dure pendant une semaine. Le 11 novembre, l'armée

---

[471] Le Qatar, aux relations privilégiées avec les États-Unis a fait cette visite sans le signaler à l'Autorité palestinienne de Ramallah.

[472] http://www.france24.com/fr/20121023-visite-gaza-emir-qatar-s-impose-diplomatie-regionale-hamas-fatah-territoires-palestiniens

[473] L'opération faite environ 170 morts dont 70 civils palestiniens et six israéliens.

israélienne pratique un assassinat ciblé sur la personne d'Ahmed al Jabari, commandant du Hamas et chef des brigades *Azzedin al Qassam*. Médiateur, il avait négocié le cessez-le-feu précédent avec Israël. Gershon Baskin[474], israélien chargé des négociations avec le Hamas explique que la liquidation d'Al Jabari manque de prévoyance. Bien que le chef du Hamas ne puisse être considéré comme un homme de paix, il a toutefois veillé à la vie de Gilad Shalit jusqu'à ce qu'il soit rendu en 2011 aux autorités israéliennes. Il a aussi travaillé à un cessez-le-feu à long terme. Israël a donc éliminé un des plus importants médiateurs avec le Hamas.

Les Israéliens ont bombardé pendant sept jours le nord, l'est et le sud-est soit la zone " tampon " élargie par Israël, particulièrement dangereuse pour les agriculteurs qui doivent planter avec une extrême précaution et seulement des cultures de basse taille[475]. Pendant l'opération, les Israéliens ont détruit les meilleures terres agricoles à l'est et le long de la ligne verte, frontière avec Israël.

En 2013, le « blocus » est toujours presque total. L'économie souterraine via les tunnels qui traversent de de Rafah gaziote au sud de la Bande jusqu'à Rafah dans le Sinaï égyptien se développe**.** Ce commerce a créé une classe de nouveaux riches dont l'argent doit être blanchi. Il est donc investi dans l'achat de terres, d'immeubles et de magasins à louer en particulier dans la ville de Gaza où se trouve les biens immobiliers les plus prisés[476]. Cela a entraîné une forte hausse des prix des propriétés et aggravé les inégalités. Les travaux de construction et de maintenance des tunnels constituent une source d'emplois certes dangereux mais très bien payés du moins les premières années. Lorsque les tunnels ont commencé à être creusés, l'ouvrier gagnait environ 88 euros par jour. En 2013, il ne reçoit plus que 23 euros. Les ouvriers des tunnels affluent de toute la Bande de Gaza[477]. Ce ne sont pas les ouvriers qui s'enrichissent mais les propriétaires qui prélèvent un %age sur la circulation et spéculent sur les marchandises. Bien que le Hamas ait commencé à prélever un droit d'entrée et de sortie, les revenus des propriétaires demeurent considérables.

---

474 *The New York Times*, Nov. 16 2012, Op Ed contributor, *Israel's Shortsighted Assassination*, by Gershon Baskin. http://www.nytimes.com/2012/11/17/opinion/israels-shortsighted-assassination.html

475 « Access Restricted Areas » ce sont des régions connues pour leurs agrumes vu que les arbres et le blé y sont interdits par leur hauteur car des personnes pourraient soi-disant essayer de s'y cacher.

476 Dr Ali Barhoum, entretiens à la mairie de Rafah, 2011 et 2013.

477 *Household Economy Approach survey report*, Oxfam Italia, Food Economy Group, juin 2013.

Au cours du premier trimestre 2013, le travail des jeunes de plus de quinze ans était de 40, 5 %. Le taux des femmes employées avec salaire était seulement de 15, 4 % contre 65 % chez les hommes[478]. Il est à noter que le transit des marchandises par les tunnels a largement stimulé les secteurs des transports, de la construction et du commerce à petite échelle. Citons Hatem Aweda, vice-ministre de l'économie à Gaza : « Même si la Banque mondiale dans son rapport pour 2013 considère que l'amélioration de la situation économique de Gaza au cours de la dernière année est due à l'allègement du blocus par Israël, j'insiste sur le fait que le dynamisme économique dépend des tunnels. Je pense qu'il est important que le monde se rende compte que sans les tunnels l'économie de Gaza est paralysée »[479].

5.8. La chute des Frères musulmans en Égypte et le retour au blocus

La chute des Frères musulmans au début du mois de juillet en 2013 prive Gaza de son entente avec l'Egypte. Les tunnels sont détruits un par un. Ceux qui restent fonctionnent seulement la nuit, en cachette. Le commerce se réduit de façon drastique et les prix flambent. Cet enfermement de la ville de Gaza affecte tous les aspects de la vie quotidienne. Les supermarchés de la ville regorgent uniquement de denrées en provenance Israël, les seules importations permises à Gaza. Photographiés par les journalistes, ils sont la devanture d'une richesse et d'un luxe que très peu de Gaziotes ne peuvent s'offrir. La fermeture des tunnels et l'arrêt du commerce souterrain, entraîne une crise du carburant. Alors qu'auparavant le carburant égyptien transitait en grande quantité à un coût raisonnable, maintenant seul celui des Israéliens entre en faible quantité dans Gaza à des prix trois fois plus élevés. Pour le gasoil, ceux qui travaillent dans les tunnels encore existants racontent qu'une partie du réseau a été redirigé et que la distribution recommence de façon irrégulière[480] en quantité réduites comme en témoignent les longues files d'attente aux stations-service. Les prix des produits alimentaires augmentent graduellement mais il est difficile de tirer des conclusions concernant le pouvoir d'achat.

---

478 http://www.pcbs.gov.ps/portals/_pcbs/PressRelease/Press_En_Inter-Pop-Day-e-2013.pdf

479 Entretien avec Hatem Aweda, vice-ministre de l'économie, novembre 2013.

480 Conversation avec Abu-l-Abed à Shaja'ia, août 2013.

La construction est déjà presqu'arrêtée à cause de la multiplication par trois du prix du ciment venu d'Israël. Avec la fermeture des tunnels, des centaines d'ouvriers se trouvent sans travail et avec peu d'espoir d'en retrouver.

Le taux de pauvreté dans la Bande de Gaza en juillet 2013 (hormis l'amélioration entre 2011 et 2012) est de 37, 6 % et encore plus dans le sud de la Bande. Il est plus élevé qu'en Cisjordanie où il se situe à 21, 3 %. Les résultats de la nouvelle enquête, réalisée dans les territoires palestiniens, le SEFSEC, *Socio-Economic and Food Security Survey, West Bank and Gaza Strip, occupied Palestinian territory de 2012-3*, par la FAO, l'UNRWA, le WFP et le PCBS fin 2012, montrent une économie en pleine détérioration, surtout dans la Bande de Gaza, et en particulier dans le secteur privé.

Pour les Gaziotes, septembre 2013 ressemble à avant 2007. Le commerce via les tunnels appartient presque au passé. Les Nations-Unies rapportent que sur plusieurs centaines de tunnels, une vingtaine sont détruits quotidiennement par les Égyptiens. On ne peut forcer l'entrée en Egypte. Les carburants manquent. La seule station-service qui vend du gasoil continue d'approvisionner les voitures du Hamas, celle de Fares, au centre-ville de Rimal mais il semble que les stocks s'épuisent. Les derniers tunnels sont sur le point d'être détruits. Dans un entretien, un officier du Ministère de l'économie explique :

> *« Les Palestiniens de Gaza perdent sur les deux tableaux : si les tunnels restent fermés et qu'ils n'utilisent que le seul passage commercial israélien, Kerem abu Salem dans le sud, les matériaux, l'essence et les produits passeront mais à un prix qui n'est à la portée que de 50 % de la population. Si les tunnels fonctionnent à un régime* " normal ", *la continuation de l'occupation et le dé-développement seront occultés ; le problème devenant simplement celui du nombre de camions et de cargaisons dans des opérations de va-et-vient* [back-to-back] *par le seul passage israélien et la possible extension dans les heures de fonctionnement du passage »*[481].

Septembre, à cause des fêtes juives, le terminal de Kerem abu Salem a été fermé empêchant le passage des carburants et des denrées. Quelques voitures fonctionnent à nouveau avec de l'huile de friture. Bien que le Hamas ait interdit l'utilisation des bouteilles de propane pour alimenter les voitures et les générateurs de maisons, le marché noir en profite pour vendre ces ballons plus chers qu'auparavant. Avec un seul passage commercial entre Israël et Gaza, il est illusoire de penser que tous les besoins en carburants vont être satisfaits.

---

[481] Conversation avec N.N. Ville de Gaza, décembre 2013.

La population de Gaza est employée artificiellement par les autorités et les organisations internationales. Les emplois informels qu'il est difficile de quantifier sont aussi très importants, surtout pour les femmes. Le secteur privé souffre de plus en plus du manque d'investissements. 70 % de ce secteur concerne des prestations de services et seulement 25 % des activités productives agricoles et industrielles. Le domaine de la construction, excellent indice de l'économie de la Bande et surtout de la ville de Gaza, est presque totalement arrêté. La valeur de la journée de travail s'est réduite de 14, 5 %. Pour une inflation générale de 2, 3 %, les produits de consommation (CPI *Consumer Price Index*) connaissent une hausse de 3 %. La population dépense donc plus d'argent alors qu'elle achète moins de denrées. Les deux tiers de la population gaziote dépensent en nourriture environ 55 % de son budget que ce soit leur salaire ou les aides du Ministère des Affaires sociales ou de l'UNRWA pour les réfugiés. La plupart des familles nécessiteuses achètent à crédit pour leurs besoins quotidiens et s'endettent toujours plus. Le *Household Economy Approach* (HEA), le *Socio-Economic and Food Security survey (SEFSec)* comme le Bureau central palestinien des statistiques PCBS[482] publie les mêmes chiffres. Il est donc clair que la population de Gaza épuise tous ses mécanismes de survie. Aussi, les organisations humanitaires internationales et locales et le gouvernement de la Bande ont tendance à considérer que la population est en train d'abandonner sa résilience.

Le dernier trimestre 2013, après la fermeture presque totale des tunnels, 9 000 emplois ont disparu. Le secteur des services constitue le plus grand employeur à Gaza soit 52,5 %[483]. Le domaine public emploie, quant à lui à Gaza, 39, 3 % de la population[484]. Les hommes se trouvent essentiellement dans le secteur public, le gouvernement et la police, les femmes dans le secteur agricole et les emplois non qualifiés non recensés. Il faut bien avoir à l'esprit que l'économie de Gaza repose sur l'aide humanitaire (l'UNRWA, *United Nations Relief and Work Agency*, et le PAM, Programme alimentaire mondial), sur l'emploi public et sur ces denrées qui entrent *via* les tunnels à des prix nettement inférieurs à ceux des produits israéliens.

---

[482] Household Economy Approach (HEA), *Socio-Economic and Food Security Survey, West Bank and Gaza Strip, occupied Palestinian territory de 2012-3* (SEFSec) et le Bureau central palestinien des statistiques (PCBS), août 2013.

[483] En Cisjordanie, le pourcentage s'élève à 34,4 %.

[484] Pourcentage bien peu élevé en comparaison avec la Cisjordanie où le secteur public emploie 66,6 % des individus.

Des aides humanitaires (sommes d'argent et bons alimentaires) viennent du ministère des Affaires sociales[485] de Gaza. Elles sont destinées aux nombreuses familles en grande détresse économique. Les organismes d'aide internationale offrent, eux, toujours des possibilités de travail à court terme. L'UNRWA est la seule organisation qui offre des postes pour une durée de six mois alors que les autres proposent des contrats de seulement deux mois (environ cinquante jours), payés à l'heure et sans aucun avantage social, excepté l'assurance pendant ces cinquante jours. Dans tous les cas, l'UNRWA mis à part, une interruption de six mois est obligatoire entre chaque contrat.

Au premier trimestre de 2014, le taux de "chômage" dans la Bande de Gaza est de 40, 8 % pour les adultes parmi les jeunes entre 20 et 24 ans 43 %[486]. Au second trimestre de 2014 juste avant la guerre de juillet-août, le taux de chômage était de 44, 5 %.

5.9. Le conflit de juillet 2014 à août 2014 et ses conséquences

Sans avoir joui du moindre allègement du " blocus " et toujours plus exsangues économiquement, les Gaziotes sont à nouveau bombardés intensément pendant cinquante et un jours du 8 juillet au 26 août 2014. La ville de Gaza est particulièrement ravagée. C'est le conflit le plus meurtrier depuis la guerre de 1967. 1 563 palestiniens sont tués dont 538 enfants et 306 femmes. Un demi-million de personnes est déplacé. Environ 22 000 maisons sont complétement détruites ou sont inhabitables laissant sans abri près de 100 000 personnes. Dans la ville de Gaza, les infrastructures pour l'éducation et la santé ont été mises à mal. L'accès aux ressources essentielles est très précaire car les conduites d'eau et le système d'assainissement sont extrêmement endommagés. Un cessez-le feu temporaire entre Israël et le Hamas est décrété.

Dans le tableau ci-dessous, sont présentées les différentes catégories salariales dans la population gaziote. On constate le très faible pourcentage d'employeurs en face d'un nombre très élevé d'ouvriers. L'absence de travail à Gaza tient à l'inadéquation une forte population

---

[485] Le ministère des Affaires sociales de Ramallah est financé par des organismes internationaux pour leur *Social safety net programme,* le ministère de Gaza via les organismes onusiens car l'argent ne peut être donné directement au gouvernement du Hamas.

[486] http://www.pcbs.gov.ps/site/512/default.aspx?tabID=512&lang=en&ItemID=1108&mid=3172&wversion=Staging

ouvrière et le peu d'offres d'emploi. Le blocus et la politique des agressions israéliennes ont constamment affaibli le marché de l'emploi.

Figure 12 : Type d'emploi dans la ville de Gaza pour les personnes agées de plus de 15 ans

Type d'emploi dans la ville de Gaza pour les personnes âgées de plus de 15 ans selon les standards OIT, rapport annuel 2015, PCBS					
Statut/situation d'emploi	**Hommes**	**Femmes**	**#**	**%**	**Total de l'échantillon de familles**
Employeur	2.9	14.6	78.5	4.0	100
Employé à son compte	9.8	17.3	65.5	7.4	100
Employé salarié service publique et à court terme	10.0	16.4	67.3	6.3	100
Membre de la famille/ bénévole	7.0	13.0	79.3	0.7	100

Source : Archives du PCBS.

D'après OCHA[487] et la Banque mondiale, le chômage à Gaza en 2014 concerne près de 43 % de la population. Il s'agit du taux le plus élevé au monde. Pour les jeunes, le chômage grimpe jusqu'à 60 % (PCBS). De plus, le PIB (Produit intérieur brut) s'est réduit d'environ 50 % (selon la Banque mondiale, mai 2015). Près de 80 % de la population reçoit des aides internationales notamment une assistance alimentaire. En juillet 2016, le taux de chômage des adultes était de 41,7 % et de 42, 6 % pour les jeunes âgés de 20 à 24 ans. Le taux le plus élevé, 50, 9 % concerne les femmes qui ont fréquenté l'école jusqu'à l'âge de treize ans. Omar Cha'aban, directeur du centre pour la recherche stratégique *Pal Think* considère que deux années après le conflit du 2014, il vaut mieux parler de combien de gens sont encore employés plutôt que du chômage parce que l'emploi est devenu si rare[488].

---

[487] United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs occupied Palestinian territory. www.ochaopt.org .

[488] Voir ROY, Sara (2016), "Gaza: Abandoned in the Middle of Nowhere", *Georgetown Journal of International Affairs*, juin 2016 et aussi du même auteur "Afterword – The Wars on Gaza: A Reflection," pp. 398-399 et 415-416.

La pêche qui à Gaza est traditionnellement un métier rentable n'a pas échappé aux conséquences du blocus. Durant la Première Intifada, la mer était interdite et la pêche ne s'est pas pratiquée pendant plusieurs années. En 1993, les Accords d'Oslo ont permis d'ouvrir la mer aux pêcheurs en envisageant une distance de vingt milles nautiques. Toutefois, durant les deux décennies qui ont suivi, les distances ont été modifiées arbitrairement très fréquemment.

Le nombre de pêcheurs a considérablement baissé passant de près de 10 000 en 2000 à seulement 3 500 en 2014. Sur 3 500, 95 % bénéficient de l'aide humanitaire. En avril 2016, les distances de pêche sont décrétées à neuf milles nautiques dans le sud et six milles dans le centre et le nord de la Bande de Gaza pour finalement se fixer en août à six milles nautiques partout. Il convient d'étudier la pêche avec ses réductions de distance comme double épreuve : l'absence de travail et l'enfermement. En effet, ces réductions de distance arbitraires constituent la punition collective favorite des Israéliens envers les Gaziotes.

Figure 13 : Distances pour la pêche assignee par Israël

Source : OCHA Carte des distances de pêche, août 2016.

5.10. La pénurie d'eau et d'électricité

La Bande de Gaza, dans son ensemble, souffre d'une grave pénurie d'eau potable accentuée par une crise énergétique et ce, bien avant la longue guerre de 2014. Ce dernier

conflit n'a fait qu'aggraver une situation déjà qualifiée d'urgente. Les ressources d'eau vont en s'épuisant de façon critique depuis plus de vingt ans. Déjà à la fin des années 1990, la nappe phréatique était si sollicitée que l'eau de la mer s'y infiltrait rendant l'eau de robinet imbuvable car trop salée et pleine de chlorures et de nitrates bien au-dessus du seuil toléré.

L'approvisionnement en électricité s'appauvrit considérablement quand les Israéliens détruisent par leurs bombardements une grande partie de la seule centrale de Gaza en juin 2006 en représailles à l'enlèvement du soldat Gilad Shalit. Depuis, seule une réparation partielle a été effectuée. Par manque de carburants, la centrale voit ses capacités réduites et distribue du courant quelques heures par jour et seulement dans certains quartiers. Faute de production suffisante, l'Autorité palestinienne doit passer commande au distributeur israélien. De nombreuses familles ne parvenant pas à payer leurs factures énergétiques, l'Autorité s'endette auprès de l'Etat d'Israël.

Trois facteurs liées l'un à l'autre accentuent la crise en matière d'eau : le manque d'infrastructure suffisante, l'augmentation de la demande engendrant la surexploitation et la pénurie énergétique. Aujourd'hui, 95 à 97 % de l'eau à Gaza n'est pas potable et même l'eau destinée à l'agriculture pose problème. Selon les estimations des Nations Unies, il sera impossible de vivre à Gaza d'ici 2020 si des mesures drastiques ne sont pas prises immédiatement pour remédier à la situation[489]. Aussi, l'usine de dessalage doit-elle impérativement fournir au moins 55 million de mètres cubes d'eau afin que la nappe puisse pendant ce temps se régénérer. Aujourd'hui, sur une population d'1900 000 âmes, seules 40 % reçoivent de l'eau au robinet cinq à huit heures par jour, tous les trois jours. Les autres se fournissent auprès d'environ 150 camions-citernes qui dessalent. La plupart des foyers, soit 90 %, reçoivent une eau utilisable pour les seuls besoins domestiques (nettoyage des maisons et soins corporels). L'eau potable est donc un véritable luxe et doit être achetée. Souvent, dans l'impossibilité de le faire, les Gaziotes se servent de cette mauvaise eau pour cuisiner et même la boivent avec bien sûr toutes les conséquences néfastes sur leur santé, notamment chez les plus jeunes.

---

[489] *Gaza in 2020 A liveable place?* A report by the United Nations Country Team in the occupied Palestinian territory, August 2012. Voir aussi B'Tselem - The Israeli Information Center for Human Rights in the Occupied Territories, février 2014, *Water crisis in Gaza Strip: Over 90 % of water un-potable* et La Banque Mondiale, novembre 2016, *Ressources en eau: une situation alarmante à Gaza*.

Compte tenu de cette situation dramatique, on mesure l'importance de la première phase de construction de la plus grande usine de dessalement de l'eau de mer à Deir el Balah au Sud de la Bande. Jusqu'à présent, les usines, supervisées par les mairies ou initiatives privées se contentaient de pomper la nappe phréatique On espère que cette nouvelle usine produira assez d'eau pour 75 000 personnes soit environ six mille mètres cubes d'eau[490].

Figure 14 : Quantité minimale d'approvisionnement en eau selon les standards humanitaires

Besoins pour assurer la survie : boisson et alimentation	2,5 à 3 l par jour	Varient selon le climat et la physiologie individuelle
Pratiques d'hygiène de base	2 à 6 l par jour	Varient selon les normes sociales et culturelles
Besoins de base pour la cuisine	3 à 6 l par jour	Varient selon le type d'aliments et les normes sociales et culturelles
Total des besoins de base en eau	7,5 à 15 l par jour	

Source : Le projet Sphère.

La prochaine phase de construction de l'usine doit dessaler un total de 12 000 mètres cubes d'eau de mer afin de produire six mille mètres cubes à destination de 150 000 personnes habitant dans le sud de la Bande à Rafah et Khan Younes. "*Espérons*", nous dit un des interviewés "*que des bombardements israéliens ne la détruira pas*". En effet, les usines de traitements d'eaux usées sont régulièrement visées lors des attaques israéliennes cycliques de Gaza. Tout dégât d'infrastructure se révèle catastrophique pour la Bande déjà exsangue. Récemment, début 2016, un mur de soutènement dans l'usine de traitement d'eaux dans la ville de Gaza s'est effondré provoquant l'inondation de fermes et de vergers aux alentours. Or, l'assainissement est très souvent inadéquat; au moins 30 % des foyers à Gaza ne sont pas

[490] Bien que l'OMS parle de 100 litres per capita par jour, à cause de la situation à Gaza, les chiffres ont été revus à la baisse à 30 voire 5 litres tous besoins confondus.

connectés à de bons réseaux d'assainissement. Ils dépendent de quelque 40 000 fosses septiques qu'il faut vider à la main.

En absence d'énergie électrique pour les traiter, les eaux usées par milliers de mètres cubes sont reversées dans la Méditerranée. Quand la marée reflue vers le nord, ces eaux polluent les plages israéliennes en perturbant sérieusement le travail de la plus grande usine de traitement d'eau d'Israël située à Ashkelon, à quelques kilomètres de Gaza. Tenue pour l'une des usines les plus modernes du monde, fournissant 20 % de l'eau potable d'Israël, elle a dû fermer plusieurs fois au cours de l'année 2016 à cause d'algues marines qui menaçaient de bloquer les filtres de l'usine.

Kieran Cooke, ex-correspondant pour la BBC, spécialisé dans l'environnement et les problèmes du changement climatique, suit, depuis des années, la question de l'eau en Israël. Il écrit dans un article : *« Voilà des années que les 1,8 million d'habitants de Gaza endurent un désastre environnemental causé par des infrastructures défaillantes, les blocus israéliens et la guerre. C'est une catastrophe écologique qui menace maintenant de s'étendre à Israël »*[491].

Les services de la mairie de Gaza constatent une détérioration progressive en matière de santé publique ces dernières dix années. Pendant la guerre de 2014, les infrastructures électriques et hydrauliques ont été presque complétement détruit. Les eaux usées non traitées ont été reversées à la mer contaminant une nappe phréatique déjà fragile. Les faibles réseaux de distribution d'eau pour la ville de Gaza ont été gravement endommagés. Les Gaziotes reçoivent par conséquent une très faible quantité d'eau de manière sporadique et de piètre qualité. La situation déjà problématique n'a fait qu'empirer si bien qu'il est déconseillé de boire l'eau de 90 % des puits. Les mairies sans budget ni personnel pour le ramassage des ordures ne peuvent évidemment faire face aux réparations cruciales après les dégâts causés par Israël en 2014.

Le blocus de Gaza, déjà responsable d'une forte insécurité alimentaire, exacerbe tous les problèmes de santé publique. Les hôpitaux fonctionnent mal, gênés par l'absence d'électricité et de carburants. Des traitements essentiels comme les dialyses, les examens du cœur, les traitements du cancer, le suivi régulier des femmes enceintes et des nouveau-nés ne

---

[491] Le président du conseil régional d'Ashkelon, a déclaré: *« Après les tirs de mortier dans le ciel, les tunnels souterrains; nous voici désormais attaqués par les eaux usées* [...]. *Toutes les autorités contactées ont répondu que cela ne relevait pas de leur compétence et qu'il n'était pas de leur ressort d'aider à résoudre ce problème », in* Kieran Cooke, *Middle East Eye*, August 2016, « Gaza is sick of sewage and time is running out to contain it ».

peuvent se faire. Le personnel médical de l'hôpital Shifa et du PMRS[492], responsable de trois cliniques à Gaza, en accord avec les statistiques du ministère de la Santé indiquent que le nombre de cancers diagnostiqués a grimpé à 14 600. En juillet 2016, M. Abu Shaban oncologue signalait que tous les mois, 120 nouveaux cas étaient dépistés. En cas de traitements lourds, chimiothérapie ou radiothérapie, les malades doivent se soigner en Cisjordanie ou en Israël. L'Autorité Palestinienne finance les traitements mais les familles doivent payer les frais de transport (200 dollars). Nécessiteux, beaucoup de Gaziotes ont alors recours aux organisations d'aide. Abu Shaban considère qu'il existe un lien direct entre l'accroissement du nombre de malades du cancer et les trois guerres contre Gaza de ces dernières années. Avec lui, médecins locaux et étrangers travaillant à Gaza soupçonnent qu'Israël a utilisé de nouvelles armes contre Gaza dont les *Dense Inert Metal Explosive* (DIME) et autres munitions chargées en matériaux radioactifs.

La mortalité infantile (avant l'âge d'un an) qui était passée de 127 pour 1 000 en 1960 à 20, 2 en 2008 est montée à 22, 4 en 2013. La mortalité néonatale (avant les quatre premières semaines) qui était de 12 pour 1 000 en 2008 a grimpé à 20, 3 en 2013[493]. Comme le dit Dr. Akihiro Seita, Directeur du programme de santé de l'UNRWA, la mortalité infantile reste un des meilleurs indicateurs de santé pour une communauté[494].

5.11. Gaza souffre : Les séquelles de conflits à répétition

Il n'est guère facile à un territoire de se reconstruire après la destruction massive de ses infrastructures. Il est très douloureux pour une population de voir les siens mourir en masse. Il est aussi très difficile de se remettre du traumatisme psychologique que représentent des jours passés sous les bombardements (plus de cinquante jours pendant le dernier conflit en juillet-août 2014). Les gens sont profondément affligés et en particulier des milliers d'enfants. Tout le monde redoute, en l'absence d'une solution politique, l'éventualité d'un nouveau conflit. A Gaza, le nombre de personnes en grande nécessité a beaucoup augmenté. 47 % de la population souffre d'insécurité alimentaire surtout dans les foyers où les femmes subviennent aux besoins (soit 32 % des familles). De plus, l'UNRWA se trouve

---

[492] Palestinian Medical Relief Society.

[493] Comme les statistiques de l'UNRWA ont lieu tous les cinq ans, nous ne connaissons pas les données pour les années allant de 2013 à 2017.

[494] Infant mortality rises in Gaza for the first time in fifty years, UNRWA report.

dans une mauvaise passe financière et redéfinit ses priorités en matière d'assistance alors qu'auparavant l'Agence s'occupait de chaque réfugié avec une carte valide. Population toujours plus vulnérable, les réfugiés de Gaza sont en état de panique.

Dans une société traditionnellement de propriétaires, le problème du logement s'est aggravé après les trois conflits entre 2008 et 2014. Avant 2008, seuls les jeunes mariés qui ne voulaient pas vivre avec la famille étendue avaient des difficultés pour se loger. Après l'opération israélienne "Plomb durci" fin 2008-début 2009, il manquait déjà 75 000 unités résidentielles. Depuis, dans les conflits qui ont suivi, d'autres ont été détruites et n'ont pas été reconstruites. En 2013, 80, 3 % des familles palestiniennes de la Bande de Gaza étaient propriétaires de leur logement (maisons ou appartements). 8, 3 % seulement étaient locataires. Dans les vieux quartiers résidentiels de la ville, il n'y a pas d'appartements à louer. On n'en trouve dans les quartiers de Rimal et Tell el-Hawa, construits plus récemment[495].

En septembre 2014, les Nations Unies, l'Autorité palestinienne et Israël signent un accord[496], le Mécanisme de reconstruction de Gaza GRM considéré comme provisoire, afin de permettre l'entrée du matériel de construction (agrégat, ciment et bars d'acier) dans la Bande de Gaza. Après la longue guerre de 2014, il est nécessaire de reconstruire à grande échelle. Toutefois, ces matériaux ne sont pas en nombre suffisant et d'autres sont tout simplement interdits car soupçonnés de faire "double" emploi, c'est-à-dire susceptibles de permettre la construction de tunnels ou encore de fabriquer des explosifs et des *qassams* (fusées artisanales). Le GRM, censé participer d'une volonté de lever le blocus, entraîne un système de suivi si compliqué et s'avère tellement restrictif que selon plusieurs rapports, Gaza connaît, depuis sa mise en œuvre, un système de blocus encore plus contraignant[497]. En octobre 2014, quelques semaines après la guerre, s'est tenu le sommet du Caire. Les organisations internationales y ont discuté les coûts de la reconstruction, la volonté politique

---

[495] Ali Abu Shahla, ingénieur gaziote explique que la plupart des immeubles construits entre 2012 et mi-2013 appartiennent à ceux qui géraient des tunnels ainsi qu'au Hamas. Après la fermeture des tunnels, la construction immobilière s'est considérablement réduite.

[496] Le GRM, *Gaza reconstruction mechanism*. Les Gaziotes considèrent que cet accord devenu permanent, prend en compte les peurs israéliennes et ne bénéficie pas aux Gaziotes.

[497] See Gaza Frierich-Ebert Stiftung, Reconstruction Mechanism Goes into Effect, http://www.fespal.org/?infographic=gaza-reconstruction-mechanism-goes-into-effect.

des uns et des autres et enfin les moyens des bailleurs de fonds. Finalement, le montant total des donations réunies s'est élevé à environ cinq billions de dollars.

Dès le début de la reconstruction, différents problèmes se sont posés : le nombre de maisons non inscrites au cadastre était très important. Il était donc difficile de connaître leurs superficies et par conséquent, le montant de la subvention à espérer. De plus, très souvent, le terrain sur lequel les maisons se trouvaient, aussi n'était pas enregistré formellement. Des organisations internationales comme le *Norwegian Refugee Council* ont fait campagne, afin que les propriétaires régularisent leur situation. Elles ont été aidées par les mairies qui avaient tout intérêt à connaître ces données pour prélever les impôts sur le long terme. Aujourd'hui, les propriétaires sont de plus en plus en règle vis-à-vis des autorités fiscales.

Les plans de la reconstruction se décident à haut niveau entre l'UNRWA, Israël et l'Autorité palestinienne de Ramallah et de fait, sont soumis à de longues négociations. Néanmoins, les mairies exécutent de façon ponctuelle des réparations dans les rues et les bâtiments publics sur leurs fonds propres ou grâce à l'argent de donateurs qui transite à travers les ONG. Tel est l'exemple du Qatar qui participe à divers projets par le biais de sa propre ONG. Ce petit pays qui n'a pas aucune relation diplomatique avec Israël a été souvent accusé par l'État hébreu de vouloir aider le Hamas. Selon les données de l'organisation OCHA de février 2016 dans son rapport du 26 août 2016, environ 3 000 parmi les 18 000 maisons détruites par les attaques israéliennes ont été réparées ou totalement reconstruites au nom de l'assistance humanitaire procurée par les agences des Nations Unies et d'autres organismes internationaux. Les réparations d'autres 3 600 maisons sont en cours. Des fonds sont assurés pour 4 500 maisons de plus pour l'année 2017. Il manque de l'argent pour environ 6 600 maisons soit 37% des maisons endommagées ou détruites. En septembre 2016, sur les 100 000 gaziotes déplacés 60 000 habitent toujours chez des relations ou dans des caravanes. Certains même sont restés dans leurs maisons à moitié détruites faute de mieux. Les caravanes fournies par les organisations internationales constituent une solution plus que temporaire d'autant qu'elles préservent bien mal de la chaleur et du froid et même de la pluie[498]. En deux ans, elles se sont considérablement détériorées. En novembre 2016, seules 1 308 des 11 000 unités résidentielles qui avaient été complétement détruites avaient

[498] OCHA fact sheet, Gaza: *Two Years After the 2014 Hostilities*, August 2016.

été reconstruites et environ 60 000 sur quelques 150 000 maisons ayant souffert à des degrés divers de dommages avaient reçu une aide à la réparation[499].

Fin 2016-début 2017, la donation du Qatar [500] d'un montant d'un billion de dollars est autorisée par Israël et peu à peu, la reconstruction commence. Les médias dans leur ensemble se sont étonnés qu'Israël ait donné son accord. De fait, depuis 2015, un officier qatari fait régulièrement la navette entre Gaza et Israël afin de discuter le financement des projets de reconstruction. Les officiels israéliens ont justifié leur attitude arguant que l'aide du Qatar en faveur de Gaza s'avère positive à long terme ; le Hamas étant moins tenté d'entrer dans un nouveau conflit avec Israël[501].

L'aide octroyée par la communauté internationale (agences des Nations-Unies et Union européenne) empêche certes une crise humanitaire majeure. Toutefois, faute d'infrastructures et à cause d'une économie sacrifiée, elle ne permet pas la réhabilitation de Gaza et laisse beaucoup de personnes dans la misère. Le ministère des Affaires sociales et l'UNRWA offrent de l'aide aux familles les plus démunies. L'UNRWA gère en particulier l'aide aux réfugiés pendant que le PAM, le Programme alimentaire mondial, aide le ministère avec des aides en espèces pour les locaux nécessiteux. Après des années de bombardements israéliens et d'un conflit interne, le nombre de veuves et de handicapés a augmenté de façon considérable ; il y a de plus en plus des familles sans ressources. Les fonds internationaux destinés à la reconstruction sont insuffisants. L'aide humanitaire ne suffit pas à couvrir tous les besoins. Il existe environ 4 500 familles sans aucune assistance.

A Gaza, malgré l'incertitude constante, la vie continue grâce à une gestion administrative dans les villes relativement régulière. Ainsi les mairies et autres prestataires de services perçoivent les impôts et les factures d'eau et d'électricité. Les habitants des camps de réfugiés exemptés de ces frais sont pris en charge par l'UNRWA

Afin que les jeunes soient autant que possible scolarisés, l'UNRWA et le ministère de l'Education offrent des cours car le système éducatif souffre en permanence d'un manque de professeurs et aussi de locaux. En effet, à Gaza, le nombre d'élèves est si important que les

---

499 OCHA November 2016, *Humanitarian Needs Overview*, occupied Palestinian territories.

500 « Here's why Israel is helping Qatar aid Hamas in the Gaza Strip », by Barbara Tasch, juin 2015, *Business Insider, Military and Defense*.

501 Le Qatar a promis de donner $ 1 billion, les États-unis ont promis $ 212 millions, la commission européenne $ 568 millions, les Émirats arabes et la Turquie réunis $ 200 millions.

élèves doivent se répartir en deux groupes dans les mêmes salles de classe, ceux qui étudient le matin et ceux qui étudient l'après-midi. L'UNRWA, dans son dernier rapport indique qu'il faudrait construire vingt écoles de plus par an pour répondre à la demande scolaire compte tenu de la forte croissance de la population.

La guerre de 2014 n'a fait qu'empiré la situation. Ont été détruites complètement sept écoles en partie reconstruites aujourd'hui et ont été endommagées plus de 252 qui n'ont pu être restaurées que partiellement. De plus, les salaires des enseignants dans le public ont été suspendus pendant plus d'un an après la guerre par manque de fonds.

Les Gaziotes accusent le blocus imposé par l'État d'Israël il y a environ dix ans d'avoir freiné le développement de l'économie gaziote et d'avoir créé des problèmes de santé. Récemment, l'augmentation du prix des biens de consommation et le manque d'emploi ont conduit les organisations internationales comme l'UNRWA et le PAM à renouveler leur aide humanitaire bien qu'une amélioration de la situation ne se fait toujours pas sentir.

VIVRE À GAZA :

POUR UNE SOCIOLOGIE DE LA RÉSILIENCE

VOLUME II

LA RÉSILIENCE DES GAZIOTES FACE AUX ÉPREUVES COLLECTIVES

CHAPITRE IV : LES ÉPREUVES ET LES RESSOURCES

1. Introduction : Le concept de résilience

Le fonctionnement de la société gaziote constitue une énigme sociologique au sens où l'entend Raymond Boudon, c'est-à-dire un phénomène social opaque, incompréhensible en principe et dont il nous faut chercher les causes afin d'expliquer l'ensemble des comportements.

Comment est-il possible que les Gaziotes, après cinquante ans d'occupation israélienne, assortie depuis plus de dix ans d'un blocus presque constant, continuent non seulement à *faire société*, à vivre ensemble de manière organisée (faible émigration, délinquance limitée, maintien des liens sociaux) mais aussi à faire preuve de *dynamisme* comme le prouvent la croissance démographique, les investissements immobiliers et le développement de l'entreprenariat ? Question d'autant plus pertinente qu'il n'est pas certain que la société gaziote puisse se maintenir ainsi longtemps. Des signes inquiétants se manifestent surtout depuis la dernière offensive contre Gaza : augmentation de la consommation de drogue, des violences familiales, des syndromes dépressifs avec suicides et des projets de départ chez les adultes, surtout les plus jeunes. L'économiste politique Sara Roy, aux multiples publications sur Gaza, considère, à l'instar d'autres chercheurs, que cette société arrive à un point de basculement.

Ainsi, le *soumoud*, le ferme attachement à la terre, vertu que nous considérons dans notre étude comme liée à la résilience, ne peut plus être considéré comme un acquis si les Gaziotes envisagent l'émigration définitive. En dépit d'un processus long et coûteux, elle est en nette augmentation depuis le conflit 2014, elle reste très difficile. Des rumeurs circulent : des jeunes échappant à la surveillance des frontières parviendraient à gagner l'Égypte en utilisant des tunnels très étroits entre les deux Rafah. Des chiffres ? Nous n'avons pas, on entend qu'environs une dizaine. Il s'agit de jeunes Gaziotes ayant des lins familiaux en Scandinavie. Le trajet reste périlleux du Sinaï vers Alexandrie, et plus encore, par mer pour atteindre l'Europe. Des agents d'immigration égyptiens fournissent des faux tampons au prix de 150 dollars. Le passage par le tunnel et le transport en voiture privée jusqu'à Alexandrie coûtent respectivement 700 et 500 dollars. La traversée en mer se tarifait en septembre 2014 jusqu'à 1 200 dollars, le départ pour l'Europe, en passant par la côte italienne ne se faisant que lorsque le bateau a fait son plein de passagers. Il ne faut pas s'étonner que le Hamas nie la présence de ces tunnels pour la contrebande de personnes avec la complicité de

fonctionnaires. Néanmoins, l'émigration, malgré sa recrudescence, reste un phénomène marginal à Gaza.

Tout aussi marginal mais plus inquiétant encore, le suicide témoigne de l'extrême fragilité de la société gaziote. Le Centre pour les droits de l'homme, *Al Mezan* livre des chiffres préoccupants concernant les suicides et des tentatives avortées, les moyens choisis étant l'intoxication à la mort-aux rats le plus souvent, l'immolation ou la pendaison. Cherchant à confirmer ces informations, nous nous sommes adressée au ministère de la Santé mais les statistiques n'existent pas. Si, déjà, des professionnels de la santé faisaient état, dans des conversations, de cent tentatives dans l'année qui suivit l'opération israélienne *Fer forgé*, fin 2008-début 2009, pour l'année 2016, soit deux ans après le conflit de 2014, Samir Zakout, le coordinateur de recherche pour *Al Mezan* parle de quatorze suicides et de deux tentatives[502]. Les tentatives concernent essentiellement de jeunes hommes poussés au désespoir. En effet, les fils aînés doivent, au nom du système familial traditionnel, prendre en charge leurs parents, leurs frères et sœurs et la famille élargie en sus de la famille qu'ils ont fondée.

Néanmoins, malgré ces deux phénomènes préoccupants, la résilience perdure dans la population. Les interviews le prouvent. Même si les sondés nous connaissent bien, ils parlent de tout leur cœur et expriment franchement leurs sentiments.

Afin de percer l'énigme, nous avons choisi d'avoir recours à la sociologie analytique ou clinique, aux fins d'analyser les comportements individuels et de postuler qu'ils relèvent d'une rationalité contextualisée. Nous nous servirons des concepts d'*épreuve*, de *ressource* et de *résilience*. L'observation de la situation des Gaziotes révèle des individus soumis à des *épreuves* collectives et mobilisant diverses *ressources* pour y faire face.

Le sens donné au vocable *épreuve* est celui qu'entend Martuccelli dans notre recherche. Il explique :

> *« Les épreuves sont* […] *des défis divers, socialement produits, inégalement distribués, que les individus sont contraints d'affronter. Et comme c'est le cas lors de toute épreuve, les individus peuvent, en se mesurant à elles,* "réussir" *ou* "échouer"[503] *».*

---

[502] Dans un entretien à *Al Monitor* : http://www.mezan.org/en/post/20946

[503] MARTUCCELLI, Danilo (2004), *« Pour une sociologie de l'individu »,* p. 307. Voir CARADEC, Vincent et MARTUCCELLI, Danilo (2004), éd. *Matériaux pour une sociologie de l'individu, perspectives et débats.* Lille, Presses Universitaires de Septentrion.

Les personnes affrontent ces épreuves à l'aide de ressources plus au moins efficaces qui leur permettent de *réussir*, de rebondir ou d'*échouer*. On peut considérer les ressources comme des amortisseurs qui réduisent l'impact du choc produit; elles sont des outils, des mécanismes utilisés pour faire face et, idéalement, pour surmonter l'épreuve. Elles sont appelées *coping mechanisms* dans la littérature anglo-saxonne, décrites par Lazarus et Folkman comme « l'ensemble des efforts cognitifs et comportementaux, permettant de gérer des demandes externes ou internes spécifiques, évaluées comme mettant à l'épreuve ou excédant les ressources de la personne »[504].

Il faut expliciter que tout en faisant appel à la sociologie analytique, notre formation anthropologique a à cœur une perspective culturel sémiotique[505]. Les narrations des personnes qui ont vécu ses expériences et on voulu les partager avec nous, serons traitées de façon ethnographique produisant un discours descriptive *dense*[506], dont la finalité sera d'élucider la façon selon laquelle les Gaziotes font sens de leur vie mais également une meilleure compréhension de leurs actions. Le propos principal de notre recherche est dans les mots de Clifford Geertz[507] :

> *« Se pencher sur l'ordinaire dans les lieux où il prend des formes inaccoutumées fait ressortir non pas, comme il a été si souvent prétendu, l'arbitraire du comportement humain (il n'y a rien d'arbitraire au Maroc à ce qu'un vol de mouton soit considéré comme une insolence), mais le degré avec lequel son sens peut varier suivant le modèle de vie qui l'informe. La compréhension de la culture d'un peuple consiste à montrer ce qu'est sa normalité sans gommer ses particularités [l'accent est notre].* […]. *Ils en deviennent accessibles : replacés dans le cadre de leur propre banalité, leur opacité se dissout ».*

La façon de se mesurer aux épreuves, communément appelée par les Gaziotes *la situation*, alors que le conflit perdure, incline à utiliser le concept de résilience, aussi changeant soit-il, pour décrire la résistance et la préservation de la vie sociale chez les Gaziotes. La

---

504 LAZARUS Richard et Folkman Susan (1984), *Stress, Appraisal, and Coping*, New York, Springer, p. 141.

505 Comme utilisé par Clifford Geertz dans son travaille de recherche anthropologique.

506 GEERTZ Clifford (1973), The Interpretation of Cultures : Selected Essays, *Thick Description : Towards an Interpretive Theory of Culture*, New York, Basic Books. *Thick description* a été traduit en français comme description dense au épaisse pour décrire une description ethnographique détaillée. Cf. Clifford Geertz, trad. « La description dense, vers une théorie interprétative de la culture », traduit par André Mary, Revue Enquête archives, 6 | 1998, p. 73-105, où « La description dense », Enquête [En ligne], 6 | 1998, mis en ligne le 15 juillet 2013, consulté le 30 septembre 2016. URL: http://enquete.revues.org/1443 ; DOI : 10.4000/enquete.1443.

507 « La description dense » (1998), *Enquête* [En ligne], n ° 6, p. 9.

résilience est ici intimement liée à la vertu palestinienne du *soumoud*, l'attachement des Gaziotes à Gaza et de manière plus générale des Palestiniens à leur terre. Le *soumoud,* aux yeux des chercheurs, constitue le socle de la résilience qui dépasse les limites de l'individu pour se transformer en force collective. C'est une réponse aux épreuves perçues comme collectives et non comme individuelles.

Le concept de la *résilience* date de 1950 quand Emily Warner l'introduit dans la psychologie. Il se généralise dans les sciences sociales et la psychiatrie anglo-saxonnes à partir des années 1980[508]. En France et dans d'autres pays francophones, il devient populaire dans les années 1990 quand de nombreux auteurs et praticiens en développent les contours théoriques et les apports tout en marquant les limites de ses applications pratiques[509]. Souvent, la définition de résilience varie selon les démonstrations. Celle de Manciaux[510], dans sa généralité, reste la plus pertinente pour notre propos : *« Résilier c'est se reprendre, rebondir, aller de l'avant après une maladie, un traumatisme, un stress. C'est surmonter les crises de l'existence, c'est-à-dire y résister, puis les dépasser pour continuer à vivre le mieux possible »*. Celle de Cyrulnik[511] convient aussi à la situation gaziote. En effet, il voit dans la résilience un processus de réparation de chocs, de traumatismes ou encore de violences. Certains facteurs sont, d'après lui, nécessaires à la résilience des individus. Il montre que la vie peut être semée d'embûches. Cependant, il est toujours possible de grandir et de progresser, de se construire dans les épreuves et les malheurs. Il écrit : *« La résilience est un tricot qui noue une laine développementale avec une laine affective et sociale* […]. [Ce] *n'est pas une substance mais un maillage »*.

La psychologie *expérimentale* et les études sur le trauma jugent tout à fait approprié d'utiliser le concept de résilience. Or, la population gaziote qui vit un conflit politique permanent se prête aussi à l'analyse à l'aide de ce concept. Le contexte ambiant implique l'exposition continue à l'adversité et à divers événements à haut risque et conduit les individus confrontés à cette situation au succès ou à l'échec.

---

508 Werner et Smith, 1982, 2001; Bowlby, 1984 ; Block et Block, 1980 ; Anthony, 1974, 1987 ; Rutter, 1985, 1993, etc.

509 Parmi ces auteurs nous pouvons citer Boris Cyrulnik, Michel Manciaux et Stanislas Tomkiewicz ou encore Michel Lemay et Stefan Vanistendael. Voir Anaut Marie (2005), « Le concept de résilience et ses applications cliniques », *Recherche en soins infirmiers*, n ° 82, pp. 4-11.

510 MANCIAUX Michel *et al.* (2001) *La résilience : résister et se construire*, Genève, Cahiers médicaux et sociaux.

511 CYRULNIK Boris (2002), *Un merveilleux malheur,* Paris, Odile Jacob, (1re éd. 2000).

Après un examen attentif de plusieurs définitions de résilience, nous retenons, avec d'autres chercheurs, que *« le concept de résilience, tout en dépendant de la manière dont il est interprété, peut convenir pour décrire la capacité humaine de base à se mesurer à l'adversité* [...] *»*[512]. Nous n'avons pas fait d'étude spécifique de la résilience. En revanche, nous avons recueilli des témoignages qui indiquent que ce comportement prévaut chez eux. À l'aide des définitions déjà citées, nous voulons délimiter les paramètres de l'utilisation du concept afin d'expliquer comment les Gaziotes font face à leurs épreuves. Nous n'avons pas mené de recherche statistique mais seulement qualitative.

La liste de ressources ci-dessous, résultat des analyses des entretiens de l'échantillon de la population gaziote ne prétend pas être exhaustive. Les Gaziotes ont recours à ces ressources pour les différentes épreuves que constituent l'absence de travail et l'enfermement. Nous avons choisi de prendre l'exposition au danger et la peur comme une épreuve qui n'est pas isolé. En revanche ses sentiments imprègnent les deux autres épreuves. Voici les principales utilisées :

- le capital : propriété, argent ou autre bien. Il peut être vendu, tel est le cas des bijoux en or ou des appareils électroménagers. Avoir une propriété et une maison confère un sentiment de sécurité et de statut. Une grande majorité des Gaziotes possédait sa propre maison. Après le dernier conflit de 2014, le nombre de maisons détruites étant considérable, beaucoup sont devenus locataires ;
- les ressources personnelles, c'est-à-dire la volonté d'agir ;
- les études qui permettent de se mouvoir dans l'échelle économique et sociale. Elles sont promesse d'obtenir un travail et un salaire afin de subvenir aux besoins quotidiens. Peu, voire presque personne, ne fait carrière, hormis des avocats ou des hommes d'affaires. Les études universitaires restent très importantes pour les familles. Malgré le grand nombre de jeunes diplômés au chômage, les familles encouragent les enfants à étudier ;
- la famille. Les réseaux familiaux très actifs sont extrêmement importants. On ne les étudiera pas en détails. Ils peuvent faire l'objet d'un examen ultérieur. À Gaza, la solidarité est vitale. La vulnérabilité sociale des individus caractérise surtout cette société. Aussi trouve-t-on d'abord du secours dans le cercle de la famille puis dans les contacts, voisins ou connaissances qu'on peut "activer" comme "ressources ", (ce qu'on appelle *les pistons*). Dans le cas de Gaza, parler de religion c'est aussi

[512] BARDER Brian et DOTY Samuel (2013), "How can a majority be resilient? Critiquing the utility of the Construct of Resilience through a focus on Youth in Contexts of Political Conflict", p. 233 *in Handbook of Resilience in Children of War*, C. Fernando and M. Ferrari (éd.), New York, Springer Science.

parler de la famille alors que d'habitude les deux ne sont pas nécessairement associés. Or, il faut expliquer que les liens familiaux sont très forts car l'Islam insiste sur la valeur inaliénable de ces liens. Aussi peut-on dire que les Gaziotes, par ce biais, sont profondément religieux ;

- la réduction de la *sociabilité* et, par extension, des *azayem*, invitations aux repas, est vécue douloureusement car elle revêt une importance dans ce que l'on nomme le capital social. Celui-ci regroupe, d'une part, le réseau de relations qu'une personne peut mobiliser implicitement ou explicitement à son profit (ou au profit de ses proches) et de l'autre, les ressources symboliques que sa position lui confère (rayonnement, autorité, etc.). L'unité du réseau repose sur la bonne foi et la sympathie, *substances tangible*s[513] qui servent dans la vie quotidienne aussi bien dans les relations sociales que familiales ;
- le *harad* est un moyen d'action mis à la disposition d'une femme mariée. À la suite d'une querelle ou de mauvais traitements, l'épouse quitte le domicile conjugal pour retourner chez ses parents jusqu'à ce que son mari propose une conciliation afin de la faire revenir au foyer ;
- les réseaux sociaux tels *Facebook*, *Twitter*, *Tango*, *WhatsApp*, etc. peuvent être utiles.
- les substances chimiques (stimulants et autres calmants comme le *tramadol* ou *tramale*) sont fréquemment vendus à Gaza ;
- l'aide humanitaire continue assure le minimum vital dans les foyers les plus pauvres (65 % de la population, soit 1 million sept cent mille personnes). Le blocus permanent et le manque criant d'emplois maintiennent la plupart des Gaziotes dans la dépendance. Si l'aide internationale prévient la crise humanitaire, elle ne résout pas pour autant la situation à long terme ;
- l'achat à crédit dans les commerces de proximité. Un règlement mensuel d'un tiers de la dette permet de poursuivre les créances ;
- les mécanismes de survie en matière alimentaire, qui se voudraient temporaires, font l'objet d'étude de la part des organisations humanitaires. On relève une réduction du nombre de repas quotidiens ainsi qu'une baisse de la quantité et de la qualité des aliments achetés. Les produits frais trop chers sont rarement utilisés mais sont parfois offerts en cadeau. Majoritairement, les repas sont à base de féculents provenant de l'aide humanitaire et cuits au feu de bois quand il n'y a ni gaz ni électricité. Souvent, les enfants sont envoyés chez les grands-parents bénéficiant d'une meilleure situation économique afin d'être mieux nourris. Notons qu'il est fréquent de se rendre aux funérailles et aux fiançailles pour profiter d'un bon repas. Sans ces occasions, les Gaziotes devraient alors se contenter que de légumes de saison comme le *khubeze* et le *hamassiss*, considérés

[513] Selon le terme de L. Hanifan, cité par Dominique Méda, « Le capital social: un point de vue critique », *L'Économie politique*, 2002/2 (n ° 14), pp. 36-47.

comme les denrées du pauvre. D'habitude, la réserve *moune*[514] est fournie, elle comporte : les dépôts d'huile, les *shwals* de blé, le *bourghol*, le *friké*, le sucre, le riz, les fruits secs, le *jmid* (yaourt séché), le fromage, etc., qui sont généralement habituels dans les réserves des maisons palestiniennes. Leur absence contraint la population à acheter au jour le jour. Ne disposer d'aucune réserve, *moune*, et faire des achats quotidiens de nourriture est caractéristique de conditions économiques difficiles ;

- la religion est une constante dans la vie des Gaziotes servant de remède lorsque les décisions et les circonstances nous dépassent.

2. L'épreuve collective du manque de travail

Après des centaines de conversations et une quarantaine d'entretiens approfondis, nous pouvons affirmer que tous les individus ressentent l'impact de la situation de l'emploi dans la ville de Gaza. Il est important de préciser, ici, que notre panel est diversifié quant aux catégories sociales étudiées et à l'âge des individus interrogés : les plus jeunes ont environ vingt-cinq ans et le doyen du groupe vient de fêter son quatre-vingt-cinquième anniversaire. La majorité d'entre eux est constituée par les 40-60 ans. Notre choix s'est porté sur ce groupe qui a connu la période de l'occupation israélienne, après 1967, jusqu'à l'arrivée de l'Autorité palestinienne en 1993. Bien qu'il y ait parmi eux des personnes provenant d'autres villes de la Bande de Gaza, ils habitent Gaza depuis que nous avons commencé les entretiens. La population de la ville de Gaza comptant neuf cent mille habitants pendant la journée, d'après les estimations du personnel de la marie de Gaza, la largeur de notre sélection garantit la valeur qualitative de l'enquête. Il représente, d'après notre expérience de plus de vingt-cinq ans d'étude de la société palestinienne, un éventail assez complet des personnes et des cas liés à l'emploi. Dans une société où la vie de la famille nucléaire est imbriquée dans la famille élargie, les effets de la réduction ou de l'absence de travail affectent tous ses membres. Même dans les cas d'employeurs qui ne souffrent pas de l'épreuve directement, parce qu'ils comptent d'amples ressources économiques, ils doivent gérer le manque d'emploi d'autres membres de leur famille et de leur personnel. L'employeur va devoir licencier une partie de ce dernier, ou au moins réduire le montant des salaires. Comme membre important de sa communauté et de sa famille, il a la responsabilité d'aider les autres. La solidarité familiale est toujours présente,

---

[514] KHOURY-TADIE Arlette (2002), *Une enfance à Gaza, 1942-1958*, Paris, Maisonneuve et Larose, pp. 57-70. Dans ce livre, l'auteur décrit la chambre des provisions dans les maisons palestiniennes appelée *moune*, la réserve. Aujourd'hui encore de nombreuses maisons disposent de cette pièce pour conserver les vivres même quand elles sont en petite quantité.

perçue de façon positive parfois ou de manière plus pesante à d'autres moments, mais elle est inévitable.

Lorsque nous avons analysé les entretiens que nous avions menés, il nous est apparu évident que tout à Gaza semblait avoir trait au travail et à l'emploi, ou plus exactement à l'absence d'une activité appelée " travail ". De toutes les épreuves, certainement celle de l'absence de travail est évoquée le plus spontanément par les membres de notre panel même lorsqu'elle ne touche pas directement leur vie : elle concerne nécessairement leurs proches, leurs amis, l'environnent social des chômeurs, parce qu'elle a une incidence dans la vie quotidienne. Cette absence est liée essentiellement au fait que la crise, qui a commencé en 1948, s'est prolongée. Il ne s'agit pas seulement d'une crise globale économique, « c'est une crise qui a dépassé le stade larvé, et c'est la chenille qui est sortie ; la situation est paralysée par le *statu quo* provoquée par l'action d'une occupation qui dure déjà depuis plus de soixante ans »[515]. Les emplois qui contribuent à réduire le taux de chômage ne sont ni stables ni permanents, la plupart du temps il ne s'agit que d'un travail à court terme, financé par l'aide humanitaire. Comme nous allons le voir, l'outil statistique de mesure du taux de chômage travestit sa réelle proportion parmi la population active. Si l'Autorité palestinienne a développé un tel instrument de mesure, l'État- providence, lui, n'existe pas à Gaza comme cela peut être le cas en Europe ou aux États-Unis. Des allocations formelles au niveau du gouvernement local ou central n'existent pas pour les « chômeurs », seules les aides humanitaires reçues par le ministère des Affaires sociales de Gaza sont versées aux plus démunis ainsi que d'autres, généreusement offertes par des organismes internationaux des Nations unies, des ONG ou issues d'institutions religieuses, comme les bureaux de *zakat* et autres associations de bienfaisance.

Dans les résultats de l'enquête présentée par Dominique Schnapper[516], le chômage est vu comme une épreuve individuelle. Or, Robert Castel l'a bien montré[517], dans une société de salariés, la personne réussit son insertion sociale par l'emploi. Il nous semble que, dans le contexte de Gaza, le travail ne définit pas l'identité de la personne. En revanche, l'appartenance à la famille devient alors essentielle. À la différence de Schnapper, notre étude

---

515 Commentaire fait par Omar, voir Annexe 1, entretien n° 35, 2014.

516 SCHNAPPER Dominique (1994), *L'Épreuve du chômage*, Paris, Gallimard (1re éd. 1981).

517 CASTEL Robert (2003), *L'Insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ?*, Paris, Le Seuil.

sur l'épreuve du *manque de travail* est conçue comme une épreuve collective et devient un outil conceptuel d'analyse. Cette absence est vécue en accord avec les possibilités de chacun et se décline différemment selon les ressources de la famille et de l'individu.

Nombreux sont ceux qui ont attendu pendant des années, dans l'espoir d'obtenir un permis de travail. Jusqu'à la deuxième Intifada, existait un processus suivi par tous pour obtenir un permis de travail. Il fallait avoir payé tous ses impôts et n'avoir pas de dossier sécuritaire (ni à Gaza ni en Israël). Et c'est seulement à l'issue de ce processus sécuritaire qu'une carte magnétique était assignée à la personne qui en avait fait la demande[518]. Les employeurs qui n'inscrivaient pas leurs employés recevaient alors des amendes considérables faisant augmenter le coût des frais liés aux travailleurs palestiniens et réduisant, de fait, l'intérêt de leur emploi en Israël[519]. Mais, l'attente se prolonge et le « blocus » devient une réalité définitive. En conséquence, les mécanismes de survie utilisés que l'on pensait transitoires, deviennent permanents et commencent à provoquer des dégâts irréparables dans la situation socio-économique des Gaziotes. Ainsi en est-il de l'épargne, allant jusqu'à sa disparition totale : vente de l'or, vente d'articles ménagers, vente de la voiture et, plus rarement, de la maison ou d'une propriété, en cas de besoin immédiat de liquidités pour régler une dette urgente. L'adaptation aux nouvelles réalités se fait selon les ressources que les membres de la famille peuvent employer. Celles-ci sont extrêmement variées, allant de la prise en charge de la situation par le conjoint, à l'endettement, voire à la fuite émotionnelle ou à la dissimulation. Mais, toujours, il est essentiel de protéger l'image et la dignité du pourvoyeur, traditionnellement un homme. La solidarité familiale, toujours présente, sera perçue alors comme positive ou négative selon les cas. L'importance des conjointes et des enfants aînés en âge de travailler sera essentielle dans la gestion de la nouvelle situation, en l'absence d'un travail stable et bien rémunéré. L'incertitude devient la norme. Toutefois, nous pouvons noter que le « chômage » est mieux vécu par les femmes, d'un point de vue professionnel, car elles n'ont pas, culturellement, le poids et la responsabilité de la famille. En revanche, dans les

---

[518] Les personnes travaillant dans la zone industrielle d'Erez, détiennent un permis pour se rendre sur leur lieu de travail dans la Bande de Gaza. FARKASH Leila (2001), « Palestinian Labor Migration to Israel since Oslo and Beyond », *Middle East Studies Association Conference 2001*, London School of Oriental and African Studies, University of London.

[519] Après le désengagement d'août 2005, les permis deviennent difficiles à obtenir parce que l'accord de mouvement qui existait entre les Israéliens et l'Autorité palestinienne disparaît. La prise du pouvoir par le Hamas entraîne la fin des permis accordés aux ouvriers. Dès lors, seuls les VIP et les malades qui ont besoin d'un traitement urgent en Israël peuvent en obtenir un. L'économie israélienne souffre, bien qu'elle compte avec la machine étatique qui donne des subventions aux entreprises pour aider à surmonter la transition.

classes moyennes et supérieures, la perte ou le manque de travail restent des enjeux identitaires qui affectent la gestion de leur emploi du temps. Exception faite des femmes qui doivent soutenir leur famille à cause de la maladie ou la mort du conjoint. Dans ce cas, la veuve perçoit toujours des aides supplémentaires de la part d'organisations humanitaires, le *zakat*[520], ou du gouvernement, surtout si elle est veuve d'un *shahid* (martyr). Parfois, lorsque la veuve est encore jeune et que ses enfants sont en bas âge ou qu'elle n'a pas de fils, sa famille, si c'est possible, intervient et lui apporte son aide[521].

L'absence de travail accroît les ennuis de santé, aussi bien physiques que moraux. Sans toutefois disposer de chiffres qui l'attestent, le nombre d'hommes souffrant de maladies comme le diabète, l'hypertension, les problèmes cardiaques est assez élevé, non seulement dans la tranche d'âge des cinquante-soixante ans, mais également parmi les plus jeunes.

Une grande partie de la population gaziote entre vingt et vingt-neuf ans n'a jamais eu d'expérience salariée, ni en Israël ni à Gaza, sauf dans le cas d'emplois à court terme, proposés par les ONG ou les agences des Nations unis. On distingue ceux qui ont étudié et ceux qui n'ont aucune formation. Parmi les diplômés sans emploi, il y a ceux qui n'ont jamais eu l'occasion de travailler et ceux qu'après une période de travail, se retrouvent sans emploi. Il y a ainsi une proportion non négligeable d'étudiants qui n'ont pas eu de diplôme faute d'argent pour régler les frais[522]. Ceux qui travaillent, le font par centaines dans des centres de formation, comme formateurs ou consultants, ou faisant des évaluations pour les rapports de suivi des organisations d'aide et du développement.

L'absence de travail engendre un déséquilibre, crée un sentiment d'isolement et porte atteinte à la santé physique et mentale des individus. La perte de l'emploi pour l'homme – le père, le mari ou le fils –, le *pater familias*, est une épreuve qui touche la famille élargie et, plus généralement, la communauté. Le manque de travail pour l'époux, en particulier pour celui qui avait travaillé en Israël pendant de nombreuses années, va ébranler toute la vie familiale – tant dans son unité *nucléaire* que dans la famille élargie –, jusqu'à ce qu'elle s'adapte à la nouvelle réalité. La perte du travail et l'incapacité à en trouver un autre peuvent conduire à la perte de

---

[520] Dans l'islam, il s'agit d'une aumône légale, un impôt que l'on doit payer sur ses biens, suivant un taux déterminé. Le *zakat* est l'organisation qui gère la distribution d'aumônes aux plus démunis.

[521] Des cas sont avérés lorsque la famille suggère le mariage avec un autre frère pour offrir une protection ou pour assurer un héritage.

[522] Estimations à avoir à travers des universités.

l'image sociale de soi positive. Elle est décrite par tous comme douloureuse, un malheur éprouvant à tous les niveaux. Le « chômage » est vécu dans sa dimension subjective et sociale, matérielle et psychique, par chaque membre de la famille. Or dans de nombreux ouvrages, les sociologues ne s'y sont pas trompés qui ont cherché le rôle central du chômage dans la vie sociale. Tel est le cas de l'enquête sociologique réalisée par Paul Lazarsfeld, Marie Jahoda et Hans Zeisel à Marienthal[523] en Autriche, *Les chômeurs de Marienthal*, qui date des années 1930 après la crise économique de 1929 où le taux de chômage s'était "envolé ". Plus récemment, Dominique Schnapper[524] a travaillé sur l'épreuve du chômage qu'elle considère comme « la gangrène du siècle finissant ». Cette douloureuse épreuve n'a pas faibli depuis, en revanche elle s'est institutionnalisée du fait de l'ampleur qu'elle a prise dans la réalité économique du XXIe siècle ainsi que des problèmes sociaux et d'adaptation qu'elle cause.

Bien que le chômage ne soit pas institutionnalisé au niveau d'allocations du gouvernement, il est généralisé dans Gaza où il n'est pas perçu comme une faute personnelle dans un territoire où 65 % des habitants vivent de l'aide humanitaire. Comme le note Schwartz dans son analyse du monde des ouvriers du bassin minier de la région Nord-Pas-de-Calais, un effet secondaire positif d'une telle dégradation de la situation d'emploi tient au fait que cette situation de « chômage » devient *normale*[525] ; nous constatons que la plupart des individus en âge de travailler des moyenne et haute classes se retrouvent sans activité quasiment en permanence.

Selon le nombre d'heures ou du type de travail effectué, la personne sera considérée comme employeur, travailleur à son compte, employé ou travailleur bénévole (ici, souvent, un membre de la famille). Les individus identifiés comme chômeurs sont ceux que le Bureau a jugés correspondre aux critères de l'OIT, c'est-à-dire ceux pour lesquels la recherche d'emploi échoue. Ajoutons que le Bureau considère des catégories de sous-emploi sans rapport aux compétences, à la formation ou à l'expérience. Les individus, qui ne sont pas considérés comme faisant partie de la population active potentielle, sont ceux qui ne répondent à aucune

---

523 LAZARSFELD Paul, JAHODA MARIE, Zeisel (1981), *Marienthal : The Sociology of an Unemployed Community*, Londres, Tavistock. (Traduction en français : *Les chômeurs de Marienthal*, Paris, Minuit (1re éd. 1933). Il faut citer aussi la contribution de BAKKE Wight (1940), *The Unemployed Worker : A Study of the Task of Making a Living without a Job*, New Haven, Yale University Press.

524 SCHNAPPER Dominique (1994), *L'épreuve du chômage*, Paris, Gallimard (1re éd. 1981).

525 « L'ouvrier précaire », *in* SCHWARTZ Olivier (2012), *Le monde privé des ouvriers*, Paris, PUF, pp. 80-86 (1re éd. 1990).

définition ou qui s'appuient sur d'autres ressources. Il n'y a pas de données chiffrées institutionnelles, disponibles, concernant les occupations informelles dans lesquelles s'engagent les femmes. Ces estimations donnent l'impression, confirmées seulement sur le terrain, que les hommes, à Gaza, sont dans une situation plus précaire à l'égard des ressources de travail rémunéré. Il est plus facile pour une femme que pour un homme, de trouver un emploi rémunéré, surtout à court terme.

Parce que nous ne voulons pas associer les connotations qui entourent la notion de « chômage » institutionnel, au manque d'emploi, nous présentons l'épreuve vécue par les Gaziotes davantage comme une *absence de travail,* qui nous semble une notion plus ouverte et plus caractéristique de la situation.

3. L'épreuve du manque de travail : Les différentes catégories

Nous avons donc été amené à identifier cinq catégories différentes en matière d'absence de travail. Ainsi que le dit Danilo Martucelli, cinq façons existent de la « décliner ». Les épreuves pouvant être mises en évidence renvoient à :

1. ceux qui ont travaillé mais sont actuellement sans activité ;
2. ceux dont l'activité s'est considérablement réduite ;
3. ceux qui sont encore payés mais ne travaillent plus (un cas particulier à Gaza) ;
4. ceux qui n'ont pas perdu leur emploi mais font état de la pression croissante à leur encontre leur demandant de l'aide ;
5. ceux qui n'ont jamais travaillé formellement (la plupart des jeunes).

Chaque personne vit différemment cette épreuve, tout en respectant les ressources dont elle dispose, selon sa situation sociale et familiale.

4. Cas illustrant les différents catégories

La catégorie numéro 1, *Ceux qui ont travaillé mais sont actuellement sans activité*, et la numéro 5, *Le manque de travail chez les jeunes* sont celles qui rassemblent la majorité de la population gaziote. La plus grande part, celle des plus jeunes, est constituée de ceux n'ayant jamais eu l'occasion de partir travailler en Israël ou d'avoir un emploi à Gaza. La plupart sont actuellement sans activité rémunérée ni permanente. Pour la première catégorie, nous avons présenté un grand nombre de cas parce que l'épreuve est vécue de façon particulière par chaque famille, selon l'histoire de chacun de ses membres. Ces cas révèlent tous des aspects différents de la société gaziote et des détails de vie qui, sans cela, seraient restés dans l'ombre.

Concernant l'autre catégorie, nous avons présenté moins, notamment parce que nous avons obtenu des réponses moins variées et profondément liées à l'enfermement auxquelles s'ajoutent des références aux ressources mises en œuvre. Nous estimons que tous ces cas présentés illustrent clairement les diverses façons de gérer l'épreuve. Nous avons fait le choix de ne pas retranscrire les entretiens dans leur intégralité, ne citant que les parties les plus explicites, à l'instar de Kaufmann[526], dans des passages de tailles inégales.

4.1 La catégorie 1 : Ceux qui ont travaillé mais sont actuellement sans activité

Ceux qui ont travaillé en Israël ou dans la zone industrielle d'Erez et n'ont pas une activité régulière depuis leur arrêt, représentent la part la plus importante de la population ouvrière en âge de travailler (âgés de la quarantaine ou plus). Rappelons que bien que le manque de travail soit massif et présent depuis de nombreuses années, du fait du « blocus » et de la paralysie économique, il n'est jamais considéré comme une situation banale. *L'absence de travail* est une épreuve majeure qui remet en cause la dignité de l'homme, pour lui certes, mais également vis-à-vis des autres. Selon la loi coranique, l'homme a l'obligation religieuse de fonder une famille et d'assurer la sécurité matérielle de celle-ci ainsi que ses bonnes œuvres. Ne pas y parvenir, ne pas montrer sa prospérité, équivaut à ne pas être l'élu de Dieu, c'est donc perdre sa qualité d'homme, son prestige, sa dignité : *Al mal wal banun, zina al dunia* (les biens et les enfants sont l'ornement de la vie de ce monde. Cependant, les bonnes œuvres qui persistent ont auprès de ton Seigneur une meilleure récompense et *suscitent* une belle espérance), surate *al Kahf*, la caverne, verset 46[527]. Ainsi découle l'une des premières manifestations de cette capacité à entretenir sa famille, à savoir la construction de la maison, ainsi que nous le verrons au cours de nos entretiens, qui commence par quelques chambres au rez-de-chaussée, et une partie des pièces de service, cuisine et toilettes. Par la suite, la famille espère ajouter un étage ou procéder à une extension vers la maison de famille. Mais, de fait, de nombreuses maisons demeurent inachevées, révélant l'incapacité financière de leur propriétaire à la terminer. En dépit des fractures politiques qui ont conduit à l'indigence de milliers de Palestiniens, la maison reste une priorité, suivie par l'éducation. « C'est la propriété qui assure la sécurité face aux aléas de l'existence, la maladie, l'accident, la misère de celui qui

---

[526] KAUFMANN Jean-Claude (2014), *L'Enquête et ses méthodes. L'Entretien compréhensif*, 3e éd., Paris, Armand Colin, p. 79.

[527] Habituellement, les gens citent seulement la première partie de la sourate.

ne peut pas travailler »[528], écrit Castel en 2003. Malgré des différences relevées concernant le système économique gaziote, l'assertion est également valable pour Gaza.

4.1.1 Le cas de Haidar, entretien n° 18

Catégorie 1[529]. Haidar, 45 ans, diplômé en agronomie est au chômage depuis 2003. Il est marié à Zohora (entretien n° 25). Dans les environs de la ville de Gaza, les quartiers d'Al-Shajaia et Al-Zeitoun comptent une importante population masculine travaillant auparavant en Israël, à Erez ou dans les colonies agricoles, les mochav, en Israël. Haidar faisait partie de ces individus s'étant rendus en Israël durant des années. Il supervisait une plantation agricole (mochav) à dix minutes de la frontière d'Erez. Nous l'avons interrogé, ainsi que son épouse Zohra, afin de contribuer à dresser la ligne chronologique sur laquelle s'appuie notre analyse.

Issu de Shaja'ia, il a emménagé dans le quartier de Rimal dans les années 1960. Ils habitent tous la maison des parents de Haidar. Son père est le *mukhtâr* (chef) de leur *hamulah* et, bien que s'agissant d'une famille de notables, il appartient à une branche sans richesse, *mastourin*. Le terrain et la maison sont la seule propriété de la famille. Haidar est l'aîné d'une fratrie de sept enfants, ayant trois frères et trois sœurs. À la fin de ses études universitaires en Cisjordanie, il a trouvé un emploi temporaire au sein d'une organisation locale à Gaza pour laquelle il dirige des projets agricoles. Toutefois, il souhaitait obtenir un poste au gouvernement qui lui assurerait une sécurité à long terme. Son salaire n'étant pas élevé, il ne parvient pas à réaliser les économies qui lui permettraient de faire construire un étage au-dessus de la maison parentale. Lorsqu'il évoque cette situation avec des amis qui travaillent à l'extérieur, ceux-ci lui expliquent que les temps sont durs et que leur existence n'est pas facile : ils passent la semaine en Israël et ne reviennent qu'à la fin de celle-ci, épuisés. Certains d'entre eux font la navette quotidiennement, ou tous les deux jours, circulant très tôt, dès deux ou trois heures du matin, pour arriver à l'heure. Ces trajets durent des heures et les parents, surtout le père, les vivent assez mal, comme une humiliation :

> *« Nous ne sommes pas riches mais nous n'avons pas de dettes. Je peux t'aider avec la maison petit à petit. Sois patient ! ».*

---

[528] CASTEL Robert (2003), *L'Insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ?*, Paris, Le Seuil, p. 16.

[529] Cette catégorie concerne ceux qui ont travaillé à plein temps en Israël ou à Gaza. Mahdi fait partie des hommes qui ne sont jamais allés en Israël, malgré une activité rémunérée et permanente.

Un ami d'enfance l'invite à le suivre en Israël pour travailler dans une *mochav* durant quelques mois :

> *« Tu peux gagner de l'argent rapidement et ensuite chercher un autre poste dans Gaza. Au moins tu auras assez d'argent pour construire ta maison ».*

La perspective semble intéressante à Haidar qui décide de rejoindre son ami contre l'avis de ses parents. Ses déplacements pendulaires ont débuté en 1989, deux ans après le début de la première *Intifada*, et seulement quelques semaines après ce choix il était déjà superviseur dans la *mochav*. Son employeur ayant constaté qu'il était diligent et autonome lui a donné des responsabilités et versé un salaire plus élevé. Notons qu'à partir de 1993, il devient difficile de sortir de Gaza. En 1994, son père, informé de la fermeture du passage d'Erez, s'inquiète pour lui. Il avance des points de vue que personne ne veut entendre mais qui, plus tard, s'avèreront fondés. Grâce à son emploi, Haidar peut mettre de l'argent de côté, et en moins de quatre ans, ses économies sont suffisantes pour lui permettre de construire l'étage tant attendu au-dessus de chez ses parents. C'est à ce moment-là qu'il a demandé à sa mère de chercher la partenaire qui lui conviendrait. Il souhaite que sa future épouse ait de l'éducation et ne soit pas trop jeune. Sa mère a rencontré Zohra lors d'une visite de courtoisie rendue à la famille de cette dernière, qui habite près de chez eux. La jeune fille est titulaire d'un diplôme de comptabilité et travaille depuis deux ans dans l'entreprise de son oncle.

La mère d'Haidar pense que cette jeune fille, qui semble polie, discrète et agréable et qui n'est ni belle ni laide, serait une bonne épouse pour son fils. Elle ne souhaite pas voir entrer dans la famille une fille qui créerait des frictions ou engendrerait des jalousies du fait d'une trop grande beauté. Il ne faut pas oublier que deux frères et une sœur d'Haidar habitent encore la maison. Zohra et sa famille donnent leur accord à cette union à condition, toutefois, qu'elle puisse poursuivre son travail chez son oncle et, si cela est possible, continuer à étudier. Haidar la connaissait déjà par le biais de l'une de ses sœurs, qui avait fréquenté la même école secondaire qu'elle. Le mariage a lieu au mois de septembre 1999, pendant le *Yom Kippour* juif, période de vacances pour les ouvriers travaillant en Israël. Dans un premier temps, le couple a emménagé chez les parents d'Haidar, puis la construction de l'étage supplémentaire a débuté, Haidar faisant les travaux avec l'aide de son père, de ses frères et de ses oncles. Il a fallu environ six mois pour terminer le chantier, la construction ne se faisant que durant le temps libre des hommes, lesquels ont des obligations, professionnelles pour certains, universitaires pour d'autres. Ici, la famille fait figure de ressource qui aide et soutien Haidar, aussi bien dans le choix du conjoint que dans la réalisation de sa résidence. Haida et Zohra parviennent à

meubler leur habitation et, en septembre 2000, le couple organise l'*azume* (invitation de la famille, autour d'un repas de fête, pour célébrer une occasion heureuse) pour remercier tous ceux qui l'ont aidé. Quelques jours seulement après est déclenchée l'Intifada al-Aqsa. Avec Ariel Sharon, nommé Premier ministre en 2001, commencent les attaques aériennes contre Gaza ainsi que les assassinats ciblés. Les attentats suicides commis en Israël par des Palestiniens et, plus tard, l'opération *Rempart* en Cisjordanie, le siège d'Arafat à Ramallah, rendent la circulation difficile et le climat délétère. Rappelons qu'en 2002, le blocus est quasi total. Haidar et ses oncles poursuivent leur travail en Israël jusqu'en 2003 ; mais après dix ans d'emploi, ils cessent leurs trajets, leurs permis ayant été annulés. Ces quatorze années ont permis de constituer une certaine épargne, procurant un logement au-dessus de la maison paternelle, et de fonder une famille.

Lors de notre première rencontre, en juin 2012, il y a déjà neuf ans qu'Haidar ne travaille plus en Israël. Il nous explique alors, en présence de Zohra, qu'il a dépensé presque toutes ses économies dans la construction et le *tajhiz* (meubles, appareils électroménagers et ustensiles de cuisine) de la maison. L'épargne s'épuise et les prospectives de travail ne semblent pas bonnes :

> *« Quand j'ai compris que mon permis était annulé, je pensais que ce serait facile de résoudre le problème. J'ai appelé mon employeur et j'ai attendu pendant des semaines sa réponse positive. Mais les semaines ont passé et finalement je me suis rendu compte que je n'étais pas le seul ouvrier à l'avoir perdu et alors j'ai vu que je ne pouvais plus aller travailler en Israël, que je ne pouvais plus quitter Gaza ».*

> *« La situation était devenue très tendue. En plus, bien que la majorité d'entre nous voulaient continuer à sortir, les bombardements constants sur Gaza nous mettaient mal à l'aise quand nous étions sortis. Nous pensions à la famille. Je me faisais du souci pour mes parents et pour Zohra. Quand j'ai arrêté de travailler, j'ai demandé à Zohra de ne toucher ni à son épargne ni à son or… mais le temps passait et je n'ai pas pu trouver un autre travail si ce n'est ce qu'on appelle une batalla [travail à court terme] ».*

Comme tous ceux habitués au travail, Haidar se sent perdu sans occupation. Il explique ainsi son désarroi *:*

> *« J'avais ma routine de travail. C'était facile parce que la mochav était proche du passage d'Erez ; je ne mettais que quelques minutes pour aller au travail. Alors, c'était parfait. Mon patron m'a considéré comme un bon travailleur, compétent, et il m'a donné tout de suite des responsabilités importantes.*

Nous profitions des moments de repos pour manger ensemble. C'est vrai que je ne rencontrais pas mes collègues en dehors du travail mais c'était très convivial et nous nous sentions utiles. Maintenant, je suis à la maison toute la journée sans rien faire. J'étais habitué au travail à l'extérieur de la maison, un travail physique et fatiguant. Je dors mal maintenant ».

Haidar et ses collègues ont travaillé durant six années dans le même domaine agricole, tissant ainsi des liens d'amitié importants même s'ils ne se poursuivaient pas à l'extérieur. Cette activité, en dehors de son domicile, donnait à Haidar le sentiment d'être utile, ramenant chez lui les ressources nécessaires à la subsistance de ses proches. Mais tout s'est arrêté avec la perte de son emploi. Par ailleurs, il était resté en contact avec ses camarades de l'université jusqu'à ce qu'il aille travailler dans la colonie, mais dès lors il n'avait plus eu de temps libre à leur consacrer. La fin de son activité implique, pour lui, une rupture des liens qu'il avait là-bas. Selon Schnapper[530], outre ses liens de participation organique, Haidar a perdu ses occupations et ne sait comment remplir ses journées chez lui:

« J'ai perdu mon rythme de vie : le départ de la maison au travail, mon retour et mes devoirs à la mochav ainsi que les rencontres avec les collègues pendant la journée n'existent plus. J'ai commencé à fumer. J'ai tellement de temps ! D'abord, j'ai nettoyé notre petit lopin de terre derrière la maison et, avec l'aide d'un de mes frères, nous avons planté quelques salades, du persil, du jarjir [roquette], de la menthe et du zatar [thym local]. J'aidais les enfants et en cuisine, et j'ai commencé à fumer. Je n'avais jamais fumé et mon père n'a jamais fumé non plus. Je ne fumais pas quand les enfants étaient dans la maison ni devant mes parents, seulement dehors, dans le jardin, ou quand on s'asseyait l'après-midi avec mes frères et mes oncles les plus jeunes. Finalement, un jour, mon père m'a découvert en train de fumer. Il m'a regardé et il m'a dit : Tu peux faire ce que tu veux, tu es adulte, mais tu gaspille ton argent et le nôtre […]. J'ai arrêté de fumer, furieux, mais conscient que ce que mon père disait était vrai. J'ai senti que l'inactivité aller me tuer. Je me sentais humilié ».

Bien que nous ayons mené des entretiens séparés, avec Haidar d'une part, puis avec Zohra par la suite, nous avons jugé pertinent de mentionner les paroles de celui-ci quand le sujet permettait une continuité dans le sens. Ainsi, Zohra explique-t-elle :

« *J'avais très peur qu'Haidar sombre dans la dépression, comme beaucoup d'hommes dans notre voisinage qui perdent leur travail et épuisent leurs économies. J'ai dû utiliser mon épargne et vendre presque tous mes bijoux. Il ne voulait pas mais il n'y avait pas d'autre choix. Nous ne pouvions*

---

[530] SCHNAPPER Dominique (1994), *L'épreuve du chômage*, Paris, Gallimard, (1re éd. 1981).

pas devenir un poids pour Abu Haidar. Il vieillit et il est habitué à être respecté par la famille et par le voisinage. Les parents d'Haidar sont devenus de vrais parents pour moi. C'est nous qui les aidons maintenant. Abu Haidar ne peut pas supporter l'idée de s'endetter alors c'est nous qui nous endettons pour lui. Le frère d'Haidar doit obtenir son diplôme et son autre frère est à l'école et a besoin de livres et d'argent de poche pour le transport. Ce n'est pas facile d'acheter la nourriture au quotidien. Notre moune[531] *s'est épuise aussi, depuis longtemps. Maintenant nous devons acheter au jour le jour. Je fréquente discrètement les associations du voisinage pour obtenir des bons alimentaires et parfois je vends une pièce d'or* ».

L'endettement et les crédits à petite échelle prédominent dans les familles gaziotes des couches moyennes (comptant aussi les *« nouveaux pauvres »* comme les appellent les membres des organismes humanitaires), basses et précaires. L'importance du crédit (habituellement mensuel) est liée à l'image de la famille, à la situation économique et à l'échelle du remboursement. Concernant la famille d'Haidar, connue dans le voisinage, il est impensable que ses membres ne remboursent pas leurs dettes régulièrement. Haidar et Zohra sont soucieux de le faire ponctuellement même s'il ne s'agit que des deux tiers. Ils ne peuvent pas se permettre un retard ou un remboursement. Haidar ajoute :

« Nous n'avions jamais eu besoin de recourir aux aides alimentaires et, pour moi, ça a été un choc de savoir que Zohra avait demandé des bons auprès du Programme alimentaire mondial [PAM], qui offre ces bons aux familles qui s'appellent, dans l'humanitaire à Gaza, les 'nouveaux pauvres'. Avec ses bons et mes heures de travail, on s'arrange tant bien que mal économiquement. Le problème reste la pression du remboursement mensuel de notre crédit et mon emploi du temps !

Lorsque je trouve des petits travaux qui ne sont pas nécessairement liés à mes compétences, je les prends parce que j'ai trop de temps entre les mains, et j'ai horreur de sombrer dans la dépression et l'inertie comme certains de mes voisins qui ont maintenant des problèmes de santé ».

Zohra, qui a un diplôme de comptabilité, a travaillé avant son mariage et jusqu'à la naissance de ses enfants. Depuis, elle se consacre à eux et à l'entretien de la maison. Bien qu'Haidar ait travaillé en Israël, son statut n'est pas celui d'un manœuvre de la construction, il supervisait une *mochav* (colonie agricole). Les familles du couple n'ont jamais été dans le besoin, au contraire elles ont toujours vécu confortablement. Zohra, dès lors, a décidé de chercher une activité pour s'occuper, certes, mais aussi pour aider la famille. Haidar, quant à

[531] Réserve de nourriture, terme précédemment expliqué.

lui, s'occupe comme il le peut mais ses activités lui laissent beaucoup de temps où il est désœuvré[532].

> *« Mon épouse Zohra m'a raconté un jour que l'association des femmes où elle assiste à des conférences et où elle reçoit parfois des aides, cherche quelqu'un pour donner des cours après l'école. J'ai eu l'idée d'offrir mon temps pour enseigner aux jeunes comment cultiver des jardins potagers urbains, pour commencer, sur le toit de l'association pour occuper leur temps. Il n'y a pas dans le voisinage de parcs ni de lieu pour le jeu, et les maisons ne sont pas grandes. Il y a beaucoup de problèmes avec les jeunes quand ils n'ont rien à faire. Tout d'un coup, je me trouve utile et, même si je fais le travail de façon bénévole, je me sens beaucoup mieux ».*

La famille élargie, qui a constitué la ressource la plus importante pour construire la maison et pour financer le mariage, relève par la suite de la responsabilité de la famille nucléaire qui ne peut et ne veut en aucun cas se soustraire à cette charge.

Haidar explique :

> *« La préoccupation qui nous reste est mon père, Abu Haidar ; il est habitué à la réciprocité dans les* azaim [invitations à dîner lors des fêtes], *les visites et les fêtes ; il participe au processus de résolution des conflits, les* lijan al islah [comité de notables qui, traditionnellement, œuvre à la résolution de conflits]*, il est un* mukhtar [un notable du voisinage et chef de hamulah] *».*

La famille élargie et le voisinage sont habitués à ce que abu Haidar et Haidar comptent toujours avec des ressources. Abu Haidar souffre surtout quand il reçoit des demandes d'aide et qu'il n'a plus les moyens d'y répondre, et je trouve que nous nous endettons pour faire face aux obligations les plus importantes. Il faut qu'il puisse garder sa dignité, son *karama*.

Haidar et Zohra continuent seulement les *azaim* strictement nécessaires. Ils ne peuvent pas y mettre un terme définitivement étant donnée la position de *mukhtar* du père d'Haidar. Les autres visites, même celles rendues aux beaux-parents, sont réduites au strict minimum. Ainsi, Haidar ajoute-t-il :

> *« Il y a des invitations inévitables comme les rencontre mensuelles des rijal al islah que mon père doit faire, ainsi que les fêtes. Avec les fêtes, il faut préparer les* ca'ek *et* ma'amoul [pâtisseries

---

[532] Nous traduisons le mot *vide* comme Haidar l'a utilisé pour expliquer sa notion du temps.

préparées pour les célébrations], *ou acheter le* kanafa [dessert habituellement commandé, à base de semoule, aromatisé à l'orange, trempé dans du sirop et décoré de pistaches] *pour les visiteurs. Il faut aussi avoir du thé, du café et du sucre. Et, s'il y a les funérailles de quelqu'un du voisinage qui n'a pas de ressources économiques, il faut l'aider à régler les dépenses de nourriture et les chiukh qui viennent chanter ».*

Zohra raconte sa conversation avec Haidar :

« J'ai parlé avec lui sérieusement au petit-déjeuner quand les enfants n'étaient pas présents, il y a déjà un an. Je lui ai dit que j'allais chercher une activité pour occuper mon temps et pour aider un peu la famille. D'abord il n'a pas voulu et il s'est fâché contre moi pendant quelques heures. Le soir, nous avons laissé les enfants avec son frère et nous sommes allés nous promener sur la corniche qui n'est pas loin de chez nous. Nous avons marché en silence et, finalement, il a pleuré. Nous avons cherché un endroit près de la mer où nous étions seuls. Il s'est calmé et nous avons reparlé de tout ce qui se passait. Il se sent impuissant. Il sait que le chômage est un fléau généralisé, que nous sommes dans une situation meilleure que beaucoup d'autres personnes, mais cela ne suffit pas pour qu'il se sente mieux.

Ce serait plus simple si ammi [Abu-Haidar] *n'était pas le mukhtar et si nous avions toujours été pauvres. Dans ce cas, ce n'est pas mal vu pour une épouse de sortir chercher des coupons d'aide humanitaire, de l'argent, du travail à court terme, un projet ! Notre cas, je trouve, est beaucoup plus difficile. Comment sauvegarder l'image d'Abu Haidar, quand nous sommes parfois à la limite d'avoir assez d'argent pour acheter de la nourriture quand ce n'est pas à crédit.*

Je lui ai expliqué que j'avais pris la décision de chercher une activité rémunérée. Il n'y avait pas d'autre solution. J'ai raconté que dans le privé c'était presqu'impossible et que mon oncle n'avait pas de place pour moi parce qu'il avait dû considérablement réduire son personnel. Seul son fils travaillait avec lui et il le paie de ses économies et non de son travail. J'avais demandé aux voisines sachant qu'elles connaissaient des associations où je pourrais trouver un poste de bénévole ou bénéficier d'un projet. Même si on travaille comme bénévole dans une association, on a tout de suite des bons de tous types et des contacts. Les voisines avaient reçu des lapins de la part d'une organisation internationale et elles m'ont donné le contact. S'ils étaient d'accord, je sortirai en toute discrétion pour demander s'il y avait quelque chose qui nous donnerait un peu de répit face à la pression économique. Haidar est fatigué de tant de dissimulations. C'est vrai que je n'ai jamais fait une chose pareille, mais je suis sûre de pouvoir apprendre. En plus, ce sera un travail depuis la maison. Les voisins me disent que, après quelques mois d'attente, les lapins ont commencé à devenir une source d'argent, sauf pendant l'été, quand il faut réduire le nombre à cause de la chaleur ».

Deux mois après cet entretien, Zohra nous a recontacté pour une discussion autour d'un café, chez elle. Après un mois d'attente, l'ONG qu'elle avait vue, lui a finalement accordé une formation pour l'élevage de lapins, lui promettant de lui donner par la suite quatre lapins : trois femelles et un mâle, ainsi qu'un clapier. Elle peut utiliser le petit jardin à l'arrière de la maison, il y a suffisamment d'espace, d'autant qu'Haidar a été séduit par cette idée. Elle a eu la chance de faire sa demande alors que le projet ne faisait que débuter. Zohra explique :

> *« Haidar est prêt à m'aider avec les lapins. Notre voisine me raconte que la famille mange et vend les lapins. Ce ne sera pas pour tout de suite mais je lis que les lapins se multiplient rapidement. J'espère que le projet va être productif économiquement et, surtout, que nous allons pouvoir les préparer pour les repas et même les offrir en cadeau. En plus, cette activité va occuper notre temps et nous aider à oublier la situation et nous permettre de nous sentir plus utiles ».*

L'exacerbation du conflit armé, en juillet 2014, décime les lapins. Le bruit des explosions constantes et leur intensité étaient parfois absolument insupportables, ainsi que le précise Haidar :

> *« La situation à Gaza ne s'améliore pas depuis fin 2014. Nous attendons la reconstruction, un relâchement du blocus, mais nous écoutons seulement sans voir de changements sur le terrain. Le fait que notre maison n'a pas été bombardée pendant la guerre est déjà important. Nous avons eu des membres de notre famille étendue qui ont été tués par les bombardements et d'autres qui n'ont plus de maison. Nous avons dix personnes qui habitent chez nous à présent parce qu'elles ont perdu leur maison. Mais notre famille proche est plutôt en bonne santé et il n'y a pas de la discorde. Il faut continuer à espérer un avenir meilleur sans jamais perdre notre optimisme… ».*

Le courage et la foi d'Haidar et Zohra, dans le contexte plus large de la famille, sont les éléments principaux qui leur permettent de continuer à vivre sans que leur espoir ne s'étiole, en dépit de *la situation* en apparence sans issue de la Bande de Gaza en 2016.

4.1.2. Le cas de Mahdi, entretien n° 19

Mahdi est un couturier d'âme. Âgé de 35 ans lors de notre premier entretien, marié à Hanan, 32 ans (entretien n° 27), titulaire d'un diplôme dans la finance. Ils ont trois enfants. Nous l'avons rencontré en 2009 bien que notre premier entretien n'ait eu lieu qu'en 2010.

Mahdi est originaire d'Eret-Swidan. Sa famille et la population de son village natal ont dû le quitter lors des attaques juives, entre 1947 et 1948, et après une longue marche cachée des groupes ennemis, quelques-uns de l'*Irgoun* et la *Hagana* sont arrivés à Gaza, constituant la cohorte de réfugiés. Presque toute la population du village est, un temps, restée dans le camp

de la Plage (Shati), au nord de la ville. Ce n'est que plus tard que ces individus seront relocalisés dans le camp de réfugiés d'Al-Nuseirat, au milieu de la Bande de Gaza, où ils habitent depuis. Dans les années 1980, le père de Mahdi qui travaille dans l'UNRWA, a acheté un terrain à l'est de Gaza, dans le quartier d'Al-Zeitoun où il a construit une maison. Al-Zaitoun est proche de la ville de Gaza, sa population comptant près de 78 000 personnes.

Hanan, l'épouse de Mahdi, est également issue d'une famille de réfugiés d'Isdud (Ashdod). Son père, instituteur dans l'UNRWA, est désormais à la retraite. Sa famille est arrivée à Gaza en 1948, restant au camp de la Plage. Fin 1980, le père a acheté une petite propriété, quittant ainsi le camp, y laissant une tante âgée qui refuse de déménager. En sa qualité de maître d'école de l'UNRWA, il a pu considérablement épargner, et se rendre en Égypte et en Angleterre pour participer à diverses formations. Il a voulu que, comme lui, ses enfants (cinq filles et deux garçons) fassent des études qui leur permettraient d'aspirer à une vie meilleure. Il se rend parfaitement compte que la situation a bien changé et que les portes, ouvertes pour sa génération, se sont fermées avec l'arrivée de l'Autorité palestinienne et la recrudescence du blocus. Ses deux frères aînés habitent dans le Golfe, quant à Hanan, la benjamine de la famille, elle vient d'épouser Mahdi. Cette information est très importante pour mieux comprendre que les parents de Hanan reçoivent une aide financière de la part des frères, leur permettant de soutenir à leur tour leur fille et sa famille lorsque Mahdi s'est retrouvé sans emploi.

Nous avons rencontré Hanan lors d'une visite rendue à une ONG locale du quartier d'Al Zaitoun, dans laquelle elle est bénévole depuis l'an 2000. Elle a fait des études en finance et, durant quelques mois, a été assistante dans cette ONG locale, avant de se marier. Avec l'arrivée du Hamas au pouvoir, en 2006, les projets de financement des petites ONG étant arrêtés, Hanan décide de continuer à donner son temps bénévolement. Elle nous invite chez elle autour d'un café pour goûter aux fruits de son arbre de *tut* (mûrier en arabe). Nous rencontrons également son époux, Mahdi, qui attend le retour de l'école des enfants. Après une longue conversation avec Hanan, nous demandons à Mahdi s'il veut bien nous accorder un entretien. Accédant à notre requête, nous reviendrons alors à plusieurs reprises les interroger tous les deux séparément. À différence de Hanan, Mahdi est réservé et peu loquace. Malgré un important désir de s'exprimer, son manque d'habitude a constitué une barrière difficile à surmonter.

Mahdi a seulement obtenu son *tawjihi* (baccalauréat palestinien). Il n'a jamais travaillé en Israël[533]. Il a appris à coudre avec l'un de ses oncles employé dans la zone industrielle d'Erez, qui lui a montré comment coudre des pantalons (blue-jeans) et des vestes, dans la même étoffe. Il travaille dans un atelier de couture spécialisé, dans le quartier Al-Daraj, au centre-ville, où il perçoit un salaire qui, en 2000, est considéré comme bon et surtout fiable. Mahdi demande à sa mère et ses sœurs de lui trouver une épouse parmi les voisines, ils se connaîtraient par le biais de ses sœurs. La famille d'Hanan accepte et, seulement un mois plus tard, les deux familles préparent les fiançailles. Comme tout Gaziote qui va se marier, Mahdi demande de l'aide aux hommes de sa famille pour construire une extension de deux chambres à la maison familiale, dans le jardin qui est assez spacieux pour cela. Selon lui, la maison doit être composée de deux chambres, une cuisine et des toilettes, et disposer d'un petit jardin. En quelques mois, son idée prend forme.

Mahdi et Hanan se sont mariés en 2000, un peu avant l'Intifada al-Aqsa. La maison est terminée mais elle est encore quasiment vide et Mahdi ne dispose pas de l'argent nécessaire à l'achat du *tajhiz* (meubles, quelques appareils électroménagers, ustensiles de cuisine). Hanan estime que ce n'est pas grave que la maison ne soit pas meublée au moment de déménager. Seuls sont installés le lit, quelques chaises et une table offerte par les parents. Hanan et Mahdi prennent leurs repas chez leurs parents, un jour dans chaque famille. Cette habitude a été prise car le couple n'a ni four ni ustensiles de cuisine quand bien même ils auraient les appareils ménagers.

Un an après leur mariage, Hanan accouche de son premier enfant. Elle continue à travailler pour l'ONG située tout près de chez elle, laissant son nourrisson aux soins de sa mère qui le lui emmène sur son lieu de travail afin qu'il soit allaité deux ou trois fois par jour. Les parents sont ravis de pouvoir enfin compter parmi leurs petits-enfants un garçon, et le garder durant la journée est une véritable joie pour eux.

Mahdi se rend chaque jour à son atelier du centre-ville, dans le quartier Daraj, et ne rentre chez lui qu'en fin d'après-midi. Il se plaît là-bas, travaillant avec une vingtaine de personnes, hommes et femmes, dans une ambiance des plus conviviales. Parfois, ils reçoivent la visite de son oncle, employé dans la zone d'Erez, qui vient contrôler les modèles et les

---

[533] Bien qu'il ne soit pas employé en Israël, il travaille pour le marché de la mode israélienne.

finitions des diverses pièces confectionnées. Mahdi se sent utile et il est content de cela. Par ailleurs, il apprend de nouvelles techniques lui permettant de coudre sur mesure.

Mahdi exprime son plaisir d'avoir l'approbation de son oncle concernant les coutures faites :

> *« C'est bien quand mon oncle Waji, qui travaille à Erez, nous rend visite. J'apprends tellement de nouvelles choses, et en particulier à coudre sur mesure, il le note et me demande davantage. Il vient surtout pour contrôler les modèles et la finition des pièces. Parfois, il donne des instructions et emmène de nouveaux modèles. Dans ce cas, il les coud lui-même ou il me les donne d'habitude à moi, en mettant la dernière main aux pièces pour montrer la finition idéale. Je me sens content et utile ».*

Hanan de son côté est très active dans sa communauté et entretient de bonnes relations avec l'ONG qui gère des dossiers de Caritas, du PNUD et d'autres grandes ONG locales, comme le PARC[534] pour le développement de projets agricoles dans la zone péri-urbaine de Gaza, à Zeitoun. D'un naturel très sociable, elle aime les *azaim* (invitations à dîner) dans le jardin. Au fil des ans, elle va avoir un deuxième garçon puis une petite fille. Mahdi, quant à lui, poursuit son travail à l'atelier de couture et, pendant son temps libre, il prend soin de ses enfants avec lesquels il aime jouer. Il est discret et silencieux, contrairement à Hanan, expansive et bavarde. En 2006, le désordre et la violence dans les rues augmentent à Gaza. Le « blocus » est imposé, la zone industrielle d'Erez est fermée et les relations commerciales avec Israël sont suspendues. Par conséquent, Mahdi perd son emploi à l'atelier. Ainsi que nous l'avons dit précédemment, bien qu'il ne soit jamais allé gagner sa vie en Israël, dans la zone d'Erez, il travaille pour le marché israélien.

Durant ses premiers mois de « chômage », il tente de trouver un nouvel emploi. Il fait des travaux agricoles pour lesquels il perçoit 40 NIS par jour[535]. Malgré les économies qu'il a faites durant ses années de couture, il sait que les dépenses de la maison et des enfants vont les épuiser rapidement. Avec une partie de son pécule, il décide d'acheter une machine à coudre, venant de l'atelier qui l'embauchait auparavant, et fait de menus travaux chez lui pour le voisinage et la famille. Etant assez introverti, il parle peu et ne quitte quasiment jamais la maison. Il explique :

---

[534] Palestinian Agricultural Relief Committee (PARC).

[535] Environs 8 euros.

« Je m'en sors. Au moins je garde mon karama [sa dignité] et je ne demande de l'argent à personne. Du moment que j'aie quelque chose à faire, ça va mieux. La garde des enfants n'est pas suffisante ; en plus j'ai une occupation. Quand je pense à beaucoup de mes voisins, je me rends compte que je m'en sors mieux. Il faut surtout avoir kana'a[536]. *Al kana'a est un trésor qui ne s'épuise pas, dit un proverbe arabe.*

Ma préoccupation principale est le remboursement mensuel d'une partie de nos dépenses au supermarché. Nous remboursons toujours un peu plus de la moitié parce qu'autrement la dette augmente et nous avons peur de ne pas pouvoir la voir baisser ».

Pour Mahdi et Hanan, leur principal souci est l'amenuisement de leur budget après la perte du travail de Mahdi. Immédiatement, ils prennent la décision de mettre un terme aux *azaim*[537] hebdomadaires auxquelles la famille était pourtant habituée. Hanan est rapidement confrontée à cette nouvelle réalité et évite les visites fréquentes et les invitations les moins essentielles. En seulement une année, toute trace de sociabilité a disparu de son existence, Hanan s'étant rendu à l'évidence que leur budget était trop limité. Ainsi, au sein de sa famille nucléaire, ils prennent ensemble leur petit-déjeuner mais les autres repas ont lieu chez les parents de Mahdi ou avec ceux d'Hanan. Cette nouvelle habitude évite de sauter des repas comme peuvent le faire tant d'autres familles qui, par cette diète forcée, réduisent leurs dépenses. N'ayant pas les moyens d'offrir de cadeaux, Hanan ne rend plus visite à ses relations, ce qui la peine énormément.

En bonne maîtresse de maison Hanan sent la nécessité impérieuse de recevoir et de partager. Comme déjà noté, un élément important de la sociabilité et l'hospitalité arabe est la simple visite entre voisines pour un café et un dessert ; même ces visites, Hanan ne se le permet pas. L'arrêt de la sociabilité est une des ressources mise en œuvre quand elle se rend compte du maigre budget à la main. Hanan se confie :

« Le fait de cesser les invitations chez nous, je l'ai décidé très vite. En revanche, l'arrêt total de mes sorties sociales a été plus dur pour moi, parce que j'aime beaucoup rendre visite à mes sœurs et à quelques amies du voisinage. Quand on rend visite, on doit offrir quelque chose, même un pain ou un dessert mais nous ne pouvons pas gaspiller l'argent dans des cadeaux. Je me contente de mes seules sorties à l'association et des visites dans le cadre du travail ».

---

536 Contentement ou suffisance, pour dire qu'il faut se satisfaire de ce qu'on a et remercier Dieu.

537 Invitation à dîner, habituellement pour célébrer un événement joyeux.

S'il est facile d'engager Hanan dans des discussions, en revanche Mahdi a plus de mal à parler. Nous lui rendons visite à plusieurs reprises et lui apportons des vêtements à retoucher, pensant ainsi que l'ambiance serait plus détendue. Et lorsque finalement il entame la conversation, il utilise des expressions négatives pour évoquer les informations qu'il dévoile. Il nous dit alors :

« Qu'est-ce que je peux vous dire ? Tout est paralysé. La situation politique est merdique et je n'aime pas parler parce qu'il n'y a rien que je puisse faire. Je suis une personne pacifique ; je me demande pourquoi ça m'arrive. Je n'ai rien fait de mal dans ma vie et je suis puni. Est-ce que vous savez ce que le coran dit sur les gens qui ne travaillent pas ? Il dit que c'est un pêché de ne pas travailler pour gagner sa vie ; mais ce n'est pas mon choix ! ».

Suivant la terminologie de Schnapper, mentionnant les liens organiques dans le travail, Mahdi a donc perdu les liens de complémentarité et de convivialité qui le rendaient heureux. Il ne fait partie d'aucun club sportif qui pourrait pallier ce manque, n'ayant aucun goût pour un quelconque sport, et ne disposant pas des moyens financiers pour s'offrir une adhésion de toute façon. Il n'est pas comme Hanan qui, parfois, fait appel à des ressources surprenantes pour gérer l'épreuve qu'ils traversent et il se sent perdu. Son mutisme préoccupe son épouse, craignant qu'il ne sombre dans la dépression et se rende malade comme tant d'autres hommes de son âge qu'elle a vus s'enfermer et s'isoler dans leur quartier. En dépit de leur différence de personnalité, tous deux se complètent et, grâce aux relations d'Hanan au sein de la communauté, Mahdi parvient à surmonter son abattement.

Hanan explique ainsi le comportement de son mari :

« Mahdi ne sort presque pas. S'il ne coud pas, il se réfugie dans les activités avec les enfants qu'il est prêt à garder à plein temps. Parce qu'il ne parle pas beaucoup, j'ai peur qu'il ne sombre dans la dépression et que je ne m'en rende pas compte ! Il n'a pas de problème avec le fait que je continue mon volontariat à l'association. Ici, tout le monde est habitué à me voir sortir tous les jours. Mon travail, bien qu'il ne soit pas payé, me permet d'avoir des aides, des habits, de la nourriture et des contacts. En plus, j'aime beaucoup rencontrer des gens. Le travail prend un peu la place que tenaient les rencontres que j'organisais dans notre jardin et des visites fréquentes rendues à mes connaissances. Il y a aussi des projets d'élevage qui deviennent populaires, surtout dans les zones périurbaines comme ici, à Zeitoun : l'élevage des poulets et des lapins. J'ai postulé pour une formation et je commence la semaine prochaine. J'ai consulté Mahdi et il est d'accord. Je me fais du souci pour lui, à cause de son silence… ».

Six mois après les attaques de 2012, Hanan se lance dans l'élevage, et les voisines qui avaient déjà des animaux font appel à elle, lui rendant visite pour lui demander son aide. Elle

fait alors la demande d'une formation supplémentaire afin de devenir aide-vétérinaire et c'est le ministère de l'Agriculture qui lui offre ce service. Hanan est ravie :

> *« Même avant de recevoir les lapins, j'avais commencé à lire tout de suite sur Internet quelles étaient les maladies les plus fréquentes des poules et des lapins et j'ai pu donner mon avis. J'avais besoin d'une petite formation supplémentaire. Maintenant, j'aide tous ceux qui ont des problèmes avec leur élevage. Je suis étonnée moi-même. Je ne me pensais pas capable de m'intéresser à l'élevage des animaux. Je suis fière et heureuse de cette occasion qui s'est présentée à moi, par hasard, faisant suite à la perte de travail de Mahdi. En plus, parce que j'ai montré mon intérêt, j'ai eu une formation supplémentaire comme aide-vétérinaire, accordée par la même association. Je prends soin des animaux et les voisines me demandent mon aide pour les cas de maladies quand elles ne savent pas quoi faire ».*

> *« Notre succès touche nos deux familles. Je me sens privilégiée. Alors que d'autres familles autour de nous font face à des situations difficiles, émotionnellement et économiquement, nous nous en sommes sortis avec ce que je considère comme une solution positive pour tous. J'étais d'abord un peu déprimée quand Mahdi a perdu son travail et j'ai dû changer nos habitudes immédiatement. Maintenant, je suis heureuse et j'aide aussi les autres, non seulement avec les animaux mais aussi concernant le devoir des femmes d'aider leur famille à s'en sortir. Nous ne savons pas ce que demain nous prépare ! Je ne dois pas penser à l'instabilité de notre vie. Avec Mahdi, j'essaie seulement d'établir des programmes à court terme. J'aimerais avoir des vacances, j'aimerais acheter une armoire pour les habits et pouvoir les retirer des caisses où ils sont entassés, mais pour le moment, ce n'est pas possible ».*

Dans une situation, précaire en apparence, Hanan emploie sa créativité et son énergie pour gérer leur nouvelle existence, soutenue en ce sens par son mari et son cercle familial. Sa position, devenue essentielle dans le voisinage, fait d'elle une personne importante et respectée. En revanche, son budget reste quasi identique et les *azaim* ne peuvent avoir lieu que pendant les fêtes. L'élevage des lapins et des poules fait l'objet d'un commerce et ce n'est qu'occasionnellement qu'il sert l'*azaim* favorisant ainsi la circulation du capital social. Mahdi participe un peu à l'élevage mais il n'aime pas aller vendre les lapins. C'est le mari de l'une des sœurs d'Hanan qui, ayant un élevage lui aussi, emmène les bêtes sur le marché pour les vendre. Pour ce geste, Hanan lui donne une petite somme, participant ainsi aux frais de transport.

Comme c'est le cas d'Hanan, Gaza compte plusieurs personnes faisant montre d'une attitude très positive, faisant face avec courage et ayant toujours l'espoir de voir la situation s'améliorer même si, en apparence, elle semble extrêmement négative. Dans les quartiers fortement urbanisés, les habitants peuvent disposer d'un petit lopin de terre mais ce n'est pas

toujours le cas et nombreux sont ceux qui n'ont rien du tout. Lorsqu'un patio ou une terrasse se trouvent à l'arrière de la maison, plusieurs femmes montent des projets à petite échelle pour générer des revenus, comme l'élevage par exemple. Si celui-ci ne peut être pratiqué, alors elles cherchent à faire de la cuisine et à vendre des friandises ou des gâteaux. Par ailleurs, pour celles qui savent coudre, elles peuvent faire de petits travaux de confection ou de retouche à domicile. Parmi les raisons que certains chercheurs trouvent dans la résilience, sont *les efforts de la normalisation d'une situation et un style de vie* [considéré autrement] *anormal*[538].

Nous les reverrons juste avant les attaques de juillet 2014. Hanan n'est pas chez elle lorsque nous venons voir Mahdi, elle n'arrive qu'une heure plus tard. Celui-ci nous explique que tout le monde se prépare à une autre guerre et que Hanan essaie de coordonner, avec d'autres ONG d'Al-Zaitoun, un plan d'urgence, avec l'aide d'une ONG internationale. Il travaille toujours chez lui, réalisant divers travaux de couture et autres retouches et s'occupant des devoirs des enfants pour ce qui est de l'histoire et la géographie. C'est à Hanan que revient la tâche de superviser les mathématiques.

Mahdi décrit ainsi ses journées :

> *« On se réveille tôt pour prendre le petit déjeuner avec les enfants et réviser les derniers thèmes si quelque devoir n'a pas été fini. Les enfants vont ensemble à l'école. C'est tout prêt de la maison et ils peuvent marcher dans des rues où il n'y a pas beaucoup de circulation.*
>
> *Je reste à parler avec Hanan. C'est un moment spécial que j'apprécie beaucoup pour nous deux. Avec toute son énergie, elle a fait aussi connaître mon travail de couture un peu partout et j'ai beaucoup de clients. Vous comprenez, les gens achètent peu ces temps-ci ; ils préfèrent réparer et modifier, et je fais ça très bien et de façon rapide.*
>
> *Mon aide dans l'élevage des lapins consiste à assurer la propreté. Je nettoie les clapiers et mon beau-frère les vend au marché. Hanan est la spécialiste, vraiment, et elle montre beaucoup de plaisir à le faire. Je me fais du souci s'il y a une autre série d'attaques ! Les lapins n'aiment pas le bruit.*

---

[538] Extrapolation de la recherche sur les jeunes de Cisjordanie à la population gaziote, d'après BARDER Brian et DOTY Samuel (2013), "How can a majority be resilient? Critiquing the utility of the Construct of Resilience through a focus on Youth in Contexts of Political Conflict", *in Handbook of Resilience in Children of War*, C. Fernando and M. Ferrari (éd.), New York, Springer, pp. 233-252.

Nous n'avons pas encore pu acheter une armoire pour les habits comme celle qu'Hanan désire, bien que nous soyons parvenus à recycler une porte de séparation trouvée chez les parents pour notre chambre à coucher. C'est important d'avoir un espace au moins pour faire l'amour »

Dans l'Islam, les relations sexuelles dans le mariage ne sont pas taboues et ne le sont pas non plus dans une discussion. En revanche, nous concernant nous étions parfois surprise de leur franchise ! Ce sujet de conversation est la preuve de l'atmosphère détendue qui existait désormais entre nous. Mahdi semble visiblement beaucoup plus à l'aise qu'auparavant.

En décembre 2014, lorsque nous le joignons à nouveau, par téléphone, il fait un récapitulatif des conditions de vie de la famille :

« Alhamdullilah, le terrible conflit a épargné nos familles. Bien qu'on ait dû déménager de façon temporaire pendant plus d'un mois, la maison n'a pas trop souffert de dégâts. Nous n'avons pu sauver que quelques poulets qui avaient été envoyés chez l'un de mes frères à Nuseirat. Le reste des animaux a péri. Nous n'avions jamais connu d'attaque israélienne si intense. Mon père dit que la seule autre fois aussi terrible a été la guerre de 1967 ; la grande différence : la présence de tant d'armes destructrices.

Comme vous pouvez l'imaginer, à peine revenue chez nous, Hanan a donné son temps à l'association pour aider les familles affectées, les veuves, les enfants orphelins […]. *Nos enfants retournent à l'école et nous reprenons notre vie, notre lutte. Je ne peux pas dire de zéro, parce que, ma foi, nous sommes ensemble et je suis sûr que l'année prochaine nous aurons, une nouvelle fois, retrouvé notre quotidien. Nous avons tellement de ressources en main, ajoutées à notre foi et à notre force mentale que nous ne perdons pas l'espoir d'un avenir meilleur pour nos enfants. Il faut surtout* "faire avec" *et ne pas perdre notre optimisme ».*

4.1.3. Le cas de Maher, entretien n° 20

Maher, 49 ans lors de notre premier entretien, est propriétaire d'un atelier de couture, Il est marié à Randa (entretien n° 64). Nous avons rencontré la famille de Maher après le conflit achevé en 2009 et avons mené notre premier entretien un an après, en 2010.

La famille de Maher est arrivée à Gaza en provenance du village d'Al Majdal (Asqalan) dans les années de la *nakba*, entre 1946 et 1948, alors installée au camp de réfugiés de la Plage. Maher y est né. Son père, alors jeune, a trouvé un emploi à la Mairie de Gaza, où il a travaillé plus de quarante ans. Il est maintenant à la retraite. Maher a poursuivi des études dans le domaine de la finance mais ce sont ses compétences pour la couture et son souci du détail qui l'ont emporté et, après l'obtention de son diplôme, il s'est lancé dans un projet d'atelier plutôt

que de chercher un poste de comptable. Avec l'aide de sa famille, il est à l'initiative de la création d'un atelier de couture à Sheikh Radwan qui emploie cinq personnes pour commencer puis compte, quelques temps après, une vingtaine d'employés, dont l'un de ses frères. Lui et son épouse Randa ont trois enfants et habitent au-dessus des parents. Et, à l'étage suivant, se trouvent les appartements de ses deux autres frères, qui viennent d'épouser deux sœurs. Parce que son père perçoit seulement sa retraite, Maher, bien évidemment, aide ses parents lorsque l'argent vient à manquer. Il finance ainsi les études universitaires de ses sœurs et règle les dépenses alimentaires des jours de fête. Son atelier a beaucoup de travail jusqu'en 2005. Mais, alors, l'entreprise israélienne avec laquelle il travaille depuis les années 1980 quitte la zone d'Erez pour installer son site de production à Ashqelon.

L'atelier compte dans ses réserves des centaines de pièces destinées au marché de Tel Aviv. Malheureusement, tout demeure en suspens, dans l'attente d'une solution et, finalement, il s'avère que la fermeture de l'entreprise de Gaza est définitive, le responsable expliquant qu'il ne pouvait pas prendre la dernière commande. Après le choc subi et ses esprits retrouvés, Maher pense qu'il pourrait vendre les centaines de vêtements qu'il détient à des magasins de Gaza. Au cours d'une réunion avec les employés, il explique qu'il va étudier le marché local et estimer s'il peut continuer à coudre pour celui-ci. Si le résultat de son analyse n'est pas concluant, il se verrait alors contraint de licencier la plupart de son personnel, faute de pouvoir les rémunérer.

Ainsi, Maher a prospecté sur les marchés à proximité et, très rapidement, il a relevé la mauvaise qualité des produits chinois. S'étant renseigné sur les tarifs pratiqués, il s'est mis à la recherche d'un acquéreur en quête de marchandise de bonne qualité auquel il pourrait vendre celle qu'il conservait chez lui. Ces démarches qu'il a entreprises ont révélé que sa production était bien trop chère pour le marché local. Certes, la confection à destination de ce marché est une éventualité à envisager mais elle entraîne une impossibilité de payer les salaires des vingt-cinq employés. Pour créer et produire une ligne complète de vêtements à commercialiser, au moins cinq personnes sont nécessaires à l'atelier. Maher décide donc d'attendre un peu et demande à ses employés de lui accorder une semaine de réflexion. Dans l'attente, les pièces restent emballées et entreposées comme si elles allaient être expédiées en Israël. Il s'entretient de la situation avec Randa, puis avec ses parents et ses frères. Maher évoque le sujet en ces mots :

> *« Nous avons consulté nos finances, vu s'il nous restait des dettes et si la commande israélienne avait été payée ou non. J'ai décidé de sortir le soir avec Randa pour marcher au bord de la mer. La*

mer est très importante pour moi. Nous habitions prêt d'elle et j'avais des amis au camp de la Plage avec lesquels je pêchais. J'ai connu Randa grâce à eux. J'ai de bons souvenirs de ce temps-là. Chaque fois que je veux être seul ou que je dois réfléchir, je vais au bord de la mer. Je me promène souvent avec Randa sur la nouvelle corniche.

Je ne voulais pas perdre mon optimisme mais la situation me semblait plus sombre que je ne l'imaginais. Nous avons décidé d'expliquer aux employés que nous ne reprendrions pas le travail. J'avais mis de côté une réserve d'argent pour les cas d'urgence, le moment était venu de la partager avec eux, comme une aide. Nous avions aussi des économies, mais sans rémunération, elles ne dureront pas longtemps. Je sais pêcher et j'aime la pêche, mais nos amis pêcheurs avaient d'innombrables problèmes avec le « blocus » israélien, y compris en mer. Les attaques de la marine israélienne étaient quasi quotidiennes en réponse au lancement de chaque missile Qassam[539] *en provenance de Gaza. Il nous restait les bijoux de Randa et ces quelques économies. Nous avons décidé de les conserver, étant nos dernières ressources. Je ne savais pas ce que je pouvais faire ».*

Maher continue à raconter :

« Le temps passait et nous ne trouvions rien. Les élections et la réussite du Hamas en 2006, prenant le pouvoir par la force l'année suivante, ont entraîné un blocus presque total. L'argent diminuait. Mes parents avaient leur retraite, mais le reste des dépenses, comme les frais pour l'université, étaient à notre charge. Une de mes sœurs a décidé de suspendre sa scolarité et a accepté un travail dans une association comme assistante sociale dans le centre pour femmes de l'UNRWA. Randa, bien qu'elle n'ait pas le statut de réfugiée, a recommencé le volontariat dans la même association de femmes et, grâce à elle, nous recevons parfois des coupons pour de la nourriture.

Nous n'étions pas sûrs de pouvoir financer les études de ma plus jeune sœur quand les attaques israéliennes ont commencé en décembre 2008. C'est incroyable mais ma réaction a été de me dire : Bon Maher, pour le moment, ce n'est pas nécessaire de prendre une décision. Si nous sommes vivants à la fin de cette période, je ferais preuve d'optimisme. Je vous ai rencontré après les attaques de 2009, puisque vous aviez contacté l'officier de l'UNRWA pour nous rendre visite. Je n'oublie pas votre générosité et surtout, je vous suis reconnaissant de pouvoir vous parler ».

La famille de Maher fait partie de la catégorie des *« nouveaux pauvres »*. Ce sont les familles des classes moyennes qui, se trouvant dans l'impossibilité de pratiquer leur métier du fait du « blocus » israélien, notamment, mais également des attaques de 2008 à 2009, sont

[539] Fusée artisanale.

désormais au bord de la pauvreté. Ces individus n'ont pas pu remonter la pente en matière financière, frappés une nouvelle fois par les attaques de la fin de l'année 2012 puis encore après 2014. Nous avons rencontré cette famille lors d'une enquête menée après les attaques de fin 2008 à début 2009, visant à identifier les personnes qualifiées, en Arabe de *mastourin*, c'est-à-dire des familles modestes, habituées à mener une vie confortable et qui, suite aux événements des dernières années, vivent maintenant dans une situation difficile. Souhaitant demeurer dignes, elles ne demandent pas d'aides, tâchant de survivre avec le peu qu'elles ont encore et grâce aux partages au sein de la famille élargie. Randa, rappelons-le, fait partie des volontaires du centre de femmes du camp de la Plage. C'est ainsi que sa famille bénéficie de certaines aides. C'est elle qui a inscrit son nom sur plusieurs listes d'organisations locales demandant n'importe quel type d'aide. Bien sûr, c'est là sans compter sur le soutien à la famille élargie qui va de soi. Maher et son épouse ne se posent même pas la question concernant ce dernier devoir d'aide, c'est une évidence. Il revient à Randa, et non à Maher, de chercher des associations en mesure de venir en aide à la famille. Ainsi, elle garde intacte la dignité de son mari. Bien que jusqu'en 2009 la famille de Maher n'ait jamais voulu bénéficier des aides humanitaires, la fin de l'activité de l'atelier, et donc la perte de revenus réguliers, le contraignait à demander un entretien avec un officier de l'UNRWA. Maher et Randa étant parents de trois enfants encore jeunes (l'aîné n'étant âgé que de seize ans), la famille est retenue par l'organisation et, deux semaines plus tard, l'officier rencontré approuve son inclusion dans le programme d'aide :

> *« C'est Randa qui sortait chercher des bons d'aide mais pour ramener l'aide, c'est moi qui dois m'en charger. Il m'a fallu contracter un chariot avec un âne pour le transport des paquets du centre de distribution à la maison. Le problème est que nous habitons dans la maison parentale et qu'il y a mes deux autres frères, plus jeunes. L'un a un petit enfant et l'autre vient juste de se marier. Ils sont comme moi sans activité, excepté pour de menus travaux, épisodiques, payés à l'heure, qui servent à l'achat de vivres, surtout durant le Ramadan. Un de mes frères travaille avec moi et, bien que les gains soient maigres, ils aident à payer le crédit. Comme vous pouvez l'imaginer, je suis l'aîné et je dois partager la nourriture avec eux. Les paquets contiennent de la farine, des pois chiches, des lentilles, de l'huile pour la cuisine, du sel, du sucre et parfois du poisson ou de la viande en conserve ».*

Randa, ne parle pas beaucoup, elle laisse Maher évoquer leur vie, semblant toujours occupée à des milliers d'autres choses. En aparté, alors que Maher était sorti voir quelle était l'origine du bruit assourdissant que nous venions d'entendre, elle me dit :

« Vous n'imaginez pas à quel point vos visites sont importantes pour nous. Vous êtes comme la mer pour Maher, parler avec vous le calme. Il réfléchit mieux après. J'étais très déprimée pendant la période précédant les attaques, au moment où il semblait avoir perdu tout espoir. La pression familiale, ajoutée à sa responsabilité vis-à-vis de ses employés, l'a rendu misérable ».

Maher revient, préoccupé, disant qu'il faut partir sur le champ. Le chef des brigades *Azzedin al Qasam*, Mohammed al Jabari, venait d'être la cible d'une attaque israélienne à Rimal-nord et le bruit que nous avions entendu était l'explosion de sa voiture dans laquelle il voyageait avec d'autres personnes. Il était à craindre désormais que les bombardements continuent. Nous étions alors le 11 novembre 2012. Effectivement, Israël a poursuivi ses frappes sur la ville durant sept longues journées, touchant les terres agricoles les plus fertiles de Gaza le long de la ligne verte à l'Est de la ville.

Nous n'avons pu revoir Maher et Randa qu'un an après, à la fin de l'année 2013. Etant dans les environs, nous avons décidé de sonner à leur porte pour voir s'ils étaient chez eux. Randa nous a ouvert et invitée à entrer. Maher, pour l'heure, honorait une commande de couture pour un mariage. Le restaurant *Al Salam* lui avait demandé de prendre les mesures des tables qui devaient être décorées *in situ*. Les mariages sont des fêtes qui ne s'arrêtent jamais. Même s'ils doivent être plus modestes et seulement célébrés en famille, ceux-ci étant généralement constitués de nombreuses personnes, un grand salon pouvait alors être occupé.

A la fin du mois de mars 2014 nous sommes passés parler à Maher qui nous avait laissé un message :

« Je crains que, suite à la révision de la liste des bénéficiaires à laquelle l'UNRWA est en train de procéder, nous fassions partie des personnes moins nécessiteuses. Les bailleurs de fonds donnent de moins en moins pour Gaza parce que la situation d'autres populations, comme en Syrie ou au Yémen, est bien pire que la nôtre.

Tout le monde attend une autre guerre. Je pense que c'est presque cyclique. Ce sera la troisième depuis l'arrivée du Hamas au pouvoir. Ce sont nos enfants qui souffrent les plus. Je me souviens, pendant la première Intifada, mes parents avaient peur quand je sortais de la maison parce qu'il y avait des barrages et que nous étions souvent arrêtés par l'armée. Mais, d'habitude, on revenait vivant. Maintenant, chaque fois que les enfants sortent de l'école ils sont en danger. La situation n'a peut-être pas empiré, mais ce qui est fatigant, c'est l'incertitude et l'insécurité dans lesquelles nous vivons ».

Randa insiste pour que nous buvions un café. La conversation ayant pris un tour nouveau, elle nous demande si nous ne voulons pas l'interviewer elle aussi. Nous convenons

alors d'un rendez-vous une semaine plus tard, en avril 2014. Nous avons rencontré Randa, bien que cela n'ait pas été dans nos intentions initialement, car nous sentions que cet entretien était important pour elle. Nous avions, évoqué certains sujets sur les relations entre les deux familles – la sienne et celle de son époux – sans les approfondir, toutefois, avec Maher. Il nous avait, par ailleurs, assuré qu'elles étaient très bonnes, cependant il semblait que ce ne fut pas le cas. Randa nous raconte :

> *« Mes parents ne sont pas des réfugiés. Je suis née dans le voisinage de Rimal, face à la mer. J'appartiens à la famille Abu Hasira, une grande famille de pêcheurs très connue, bien que d'une branche pauvre. Nous sommes pêcheurs depuis des générations.*
>
> *J'ai joué avec Maher dans la mer toute petite. Nous étions voisins. Sa famille habitait le camp de la Plage (Shati) et la mienne habite encore juste en bordure de celui-ci. Ma famille voulait que j'épouse un de mes cousins mais quand la mère de Maher m'a demandée en mariage, j'ai convaincu mes parents de me laisser l'épouser.*
>
> *La vie ici n'est pas facile. Il est important pour moi d'avoir épousé quelqu'un que je voulais épouser, par amour, comme dans les films égyptiens.*
>
> *Bien que mon mari soit un homme bien, ma famille, ma mère, elle aussi une Abu Hassira, après dix-huit ans de mariage, ne l'accepte pas. Hélas ! J'aime beaucoup mon père et mes grands-parents et ma mère fait de chacune de mes visites un moment de chagrin. J'ai continué à aller les voir mais ces frictions constantes m'épuisent. Et bien que mon mari et sa famille soient devenus ma famille, je ne peux pas laisser de côté mes obligations à l'égard de mes parents. La famille reste mon seul soutien si mon mari meurt ou si quelque chose lui arrive. J'ai un fils de 18 ans qui me rend confiante en l'avenir ».*

Lorsqu'elle se marie, la femme intègre la famille de son nouvel époux. Mais, malgré tout, elle a toujours des liens avec la sienne en propre pour le cas où, ainsi que l'explique Randa, le mari décède ou que ne survienne une mésentente importante. Elle ajoute que, avoir un fils, quasiment adulte de plus, la protège. Les épouses qui ne sont pas mères d'un garçon sont plus démunies parce que l'héritage, à la mort du mari, peut alors être capté par les parents et les frères du défunt. La discussion avec Randa, d'une grande intensité, a duré près de trois heures. Nous avons obtenu non seulement des informations sur les frictions entre les deux familles mais également sur les éventuels problèmes liés au décès de l'époux au moment de l'héritage. Maher voulait nous offrir une image parfaite des relations unissant sa famille et celle de son épouse afin que ne soit pas fragilisée davantage son image publique. Quelques mois

après le conflit, nous avons pu une nouvelle fois nous entretenir avec Randa. Elle nous donne quelques détails sur la façon dont elle s'en sort :

> *« Avec l'arrêt des aides alimentaires j'ai de la peine à nourrir la famille. Je dois mettre en œuvre toutes mes astuces pour y arriver. Nous prenons notre petit-déjeuner puis le dîner de l'après-midi vers 17h. Je vais au marché en fin d'après-midi pour trouver les produits moins chers. Parfois, à cette heure-là, j'arrive même à les avoir gratuitement. Nous avons complétement changé nos menus pour qu'ils soient plus économiques. Mon père m'aide en cachette. Il aime bien Maher et il sait que si ma mère l'apprend, elle va juger mon mari et va encore m'ennuyer. J'ai une relation très complice avec mon père qui reste mon confident ».*

En dépit des problèmes avec sa mère, la relation de Randa avec son père reste empreinte de connivence et d'amour. La relation père-fille est marquée d'ambivalences mais, l'âge avançant, cette amitié et cette complicité sont fréquemment relevées dans la société gaziote.

Voilà ce que nous dit Maher en janvier 2015 :

> *« Deux mois après le conflit de 2014, avec la réorganisation de l'UNRWA et la réduction de leur budget, nous ne recevons plus de paquets d'aide. Nous ne sommes plus considérés comme étant assez nécessiteux pour en bénéficier. L'arrêt des aides alimentaires nous a demandé une réorganisation de notre stratégie et de notre maigre budget. Dans le petit atelier de couture, quand il y a de la demande, nous dessinons des jelabiyas pour les étudiantes. Alors, pendant cette période, nous cousons presque à plein temps mais, la plupart du temps, le travail consiste en la réfection et la réparation de vieux vêtements. Parfois, Randa trouve d'autres bons mais cela n'est pas assuré. Je continue à coudre avec mon frère. L'argent gagné est rare, maintenant à peine notre crédit au magasin et à la pharmacie. Nous gérons nos dettes comme s'il s'agissait d'une sorte de système de crédit, on ne paie pas le total de la dette, on la réduit seulement d'un tiers ou un peu plus. Nous achetons toujours au même magasin où le propriétaire nous connaît. Pour les dépenses de médicaments c'est pareil ».*

Comme Maher le craignait, l'UNRWA a suspendu les aides humanitaires pour la famille. Randa doit faire des efforts pour arriver à la nourrir de façon moyennement adéquate. La gestion du crédit est semblable pour de nombreux interviewés parce que c'est une constante pour une population qui ne peut pas compter sur des rémunérations régulières. Il s'avère que même lorsqu'un salaire régulier entre dans une famille, la préoccupation et la modalité de paiement demeurent les mêmes. Il est essentiel de comprendre que, bien que les dépenses soient réduites au minimum, les salariés ont des responsabilités auxquelles ils ne peuvent se dérober.

Voici donc les derniers commentaires que nous avons recueillis auprès des époux séparément, en commençant par Randa :

« On s'habitue à faire avec. Nous avons perdu seulement un cousin pendant le dernier conflit et il y a un de mes frères qui est encore à l'hôpital. En revanche, notre maison a été épargnée et mes enfants reprennent leur vie comme si rien ne s'était passé ! Je ne vais pas empêcher que la vie reprenne son cours et que nous arrivions à oublier et espérer. Bien que je trouve que la réhabilitation de la ville de Gaza soit trop lente, je ne vais pas associer notre bien-être à la réalité extérieure. Je ne fuis pas, je veux seulement protéger ma famille ».

Maher, quant à lui, dit :

« Quand je vois les dégâts laissés par le conflit dans le voisinage et dans d'autres familles, je suis soulagé que la nôtre arrive à s'en sortir. À chaque jour suffit son chagrin. On s'arrange toujours.

La plupart des Gaziotes semble avoir une capacité à rebondir inouïe comme il est possible de le ressentir dans les discours des époux ci-dessus. Il s'agit pour chacun, pour la famille, de survivre avec ses moyens sans se décourager ».

4.1.4. Le cas de Abed, entretien n° 11

Lors de notre premier entretien, il est âgé de 38 ans. Il est le fils aîné d'une famille de réfugiés du camp d'al Bureij au milieu de Gaza. Il est marié à deux femmes. Nivine, (entretien n° 12), âgée de 32 ans, d'une famille de Shaja'ia, école primaire, seconde épouse d'Abed, en arabe *durra*, mère de trois filles. Nous n'avons pas pu enregistrer nos discussions avec Abed parce que la seule vue du dictaphone, bien que très petit, le rendait silencieux. En revanche, avec Nivine, nous avons récolté des heures d'enregistrements… Pour Abed, nous avons pris des notes en grande quantité et établi des rendus de mémoire. La majeure partie de leur histoire, citée ci-après, nous a été racontée par Nivine.

Abed partage la même existence qu'un segment important de la population gaziote qui connaît un *chômage*, de longue durée, conséquence du *blocus* et de la prolongation de l'occupation israélienne. Nous l'avons rencontré par l'intermédiaire de sa deuxième épouse Nivine qui cherchait un travail pour son mari en 2005.

Né dans le camp d'Al Bureij, dans le centre de la Bande de Gaza, Abed n'a pas fait d'études secondaires et ne détient aucune qualification. C'est par le biais d'un voisin qu'il devient ouvrier dans un projet de construction en Israël en 1995. Il va ainsi y travailler pendant sept ans. Il habite chez son père jusqu'à ce que celui-ci prenne une deuxième épouse et que sa mère quitte la maison pour emménager avec sa famille dans le voisinage d'Al Zaitoun, à Gaza.

Il suit sa mère, assurant qu'il sera ainsi plus proche de son lieu de travail. Il fait la navette deux fois par semaine, se levant aux aurores pour emprunter le passage d'Erez au nord de la ville. Il est attendu de l'autre côté par un transporteur payé par son employeur. Abed donne la moitié de son salaire à sa mère et garde l'autre pour constituer son épargne. Parmi les ouvriers qui se rendent en Israël se trouvent les deux frères de Nivine et, s'étant rapprochés les uns des autres, ceux-ci l'ont invité à l'occasion d'un mariage. Après la fête, Abed rendra visite à leur famille à Shajaia pour regarder le vidéo faite à l'occasion de la cérémonie où il rencontre Nivine virtuellement pour la première fois. Elle danse très bien, son corps menu se mouvant gracieusement, elle est *pétillante comme une étoile*[540]. Ainsi est-elle décrite par Abed qui en tombe amoureux. Il se rend alors fréquemment dans cette famille dans l'espoir d'y rencontrer Nivine, où il est toujours accueilli très chaleureusement. Nivine nous raconte :

> *« Tout le monde chez moi aime Abed. Il est très amusant et il est toujours prêt à aider. Il adore les enfants et quand il venait chez nous, à Shaja'ia, il gardait volontiers les enfants de ma sœur aînée. C'est lui qui allait acheter les vivres de dernière minute pour ma mère et c'est lui qui demandait la voiture de son père pour sortir avec mes parents à l'occasion de certaines fêtes. Ses parents ont divorcé et son père s'est remarié. Abed, qui habitait chez lui, était poussé à épouser une cousine en 1999. J'ai pensé mourir, mais quand on est de Shaja'ia, on ne meurt pas d'amour ! En revanche, étant tombé amoureux de moi dès la première rencontre, il souffre d'une sérieuse dépression et menace son père de se laisser mourir s'il ne peut pas m'épouser. Ayant dû être hospitalisé, son père a, finalement, accepté de parler à mes parents. Ma famille, elle, est contre notre mariage ».*

Il faut comprendre que Nivine est la benjamine de la famille et la préférée de son père. Bien que sa famille soit pauvre, pour elle, accepter que leur fille devienne une deuxième épouse n'est pas un sort enviable. Ses parents craignent un avenir sans joie pour Nivine. Le proverbe arabe dit *al durra murra*, ce qui peut se traduire par *la position de deuxième femme est amère*.

> *« J'ai demandé à mes frères d'intercéder en ma faveur auprès de mes parents jusqu'à ce que mon père accepte, à contrecœur, le mariage. On s'est marié en 2001, un peu avant la perte de son travail en Israël. Les oncles d'Abed ont organisé la fête à Rafah dans le centre communal du Shaboura où ils habitent et mes parents ont fait une azume dans la rue, devant notre maison. Il y avait environ cent personnes et nous avions pourtant invité seulement les plus proches. Nous étions contents et confiants en l'avenir.*

---

[540] Commentaire d'Abed.

Mon père nous a aidés, au début, à nous installer mais en 2002 lorsque suite à un accident de tracteur, il a dû arrêter de travailler. Il n'a plus eu de revenus et son employeur a refusé de verser une indemnisation pour l'accident. Cet accident l'a handicapé et il est désormais incapable de travailler pour sa famille pauvre et nombreuse. Mes frères ont continué à aider la famille jusqu'au moment où, eux aussi, ont perdu leur permis de travail en 2003. Même s'ils n'avaient pas perdu ces permis, le passage d'Erez devenait de plus en plus éprouvant et dangereux du fait de la violence des attaques israéliennes. Mes frères ont trouvé un travail agricole dans une mochav à Gaza mais qui a pris fin avec le départ des colonies en août 2005. Abed n'a pas de connaissances en agriculture et, après la perte de son permis en 2003 il trouve seulement des travaux ponctuels payés au jour le jour à Gaza dans le secteur de la construction et sur le marché de Gaza. Des amis de la famille lui trouvent une place d'assistant [ajir] dans un supermarché près d'Al Zaitoun. Après quelques mois, le propriétaire du supermarché lui demande de partir pour donner son poste à quelqu'un de sa famille ».

Nivine cherche un travail pour Abed et c'est par hasard, en rendant visite à sa famille, qu'elle apprend qu'il y a un poste de concierge vacant dans une tour à Rimal-sud[541] dans la ville de Gaza où il emménage avec ses deux femmes en janvier 2005 :

« Abed est content d'être concierge et je l'aide beaucoup. Je suis très à l'aise avec les gens et c'est plus facile pour moi de faire des connaissances. Par contre, Abed est timide. La tour appartient à un ensemble résidentiel développé par l'administration égyptienne dans les années 1960. Nous habitions avec la première épouse et son fils.

L'un des locataires demande à Nivine de faire le ménage chez une de ses amies, une étrangère, qui vient d'arriver à Gaza et réside dans une tour proche de la rue Omar al Mukhtar. Etant enceinte de sa première fille, Nivine est ravie de cette occasion qui s'offre à elle de gagner un peu d'argent supplémentaire. Ainsi, elle remplit sa nouvelle tâche une fois par semaine. Son employeuse étant très correcte, Nivine prie pour qu'elle reste à Gaza longtemps ».

« Par l'intermédiaire d'une locataire de la tour Al Yasmin, j'avais trouvé un travail de femme de ménage chez une dame étrangère en 2006. Elle me payait bien et je divisais la somme gagnée en deux : une moitié de l'argent pour la maison et une moitié pour ma cachette. Mon épargne m'a permis de joindre une jamaia[542] *et aussi d'avoir une réserve pour des achats de médicaments, pour*

---

[541] *Al Rimal* est un large voisinage planifié pendant le Mandat britannique, mis en œuvre par l'administration égyptienne tout au long de la mer. *Rimal*, en arabe, signifie sable.

[542] Une tontine. À Gaza, *jamaia* se réfère au groupe de personnes qui versent de l'argent régulièrement dans une caisse commune dont le montant est remis à tour de rôle à chaque membre chaque mois. Le nombre de personnes équivaut au nombre des mois ; s'il y a douze personnes la période est d'une année.

les vêtements des enfants pour les fêtes et pour mes petites dépenses personnelles. Mes deux premières filles sont nées dans ce garage aménagé qui nous servait de demeure, sans porte, seulement avec un rideau.

Nous y avons vécu la guerre de 2008. Parce que la tour fait partie des plus hautes il y avait des résistants qui venaient surveiller les possibles entrées de Juifs [qu'elle n'appelle pas Israéliens] *par la plage, par Sheikh Ajlin. J'avais peur que les avions prennent la tour pour cible à cause, justement, de leur présence. Pendant la guerre, il y avait beaucoup de travail parce que les locataires avaient peur de sortir et nous allions acheter des vivres pour eux. C'était un moment difficile et en même temps beau. Je me sentais utile. Vous savez que mon grand-père était fedayhi*[543]*. Il a été blessé quand il revenait avec des amis réfugiés qu'il aidait à ramener les vivres qu'ils avaient laissés dans leur village. Il n'était pas réfugié lui-même mais il avait le devoir de les aider. Je ne l'ai pas connu mais ma grand-mère me parle toujours de lui et me dit que j'ai sa passion et sa force ».*

Nivine fait ici référence à 1948 lorsque de nombreuses personnes fuyaient leurs villages laissant la récolte. Plusieurs d'entre elles sont mortes alors qu'elles tentaient de faire passer ces produits. Son grand-père a été grièvement blessé et n'a jamais guéri. Notons que, peu après la fin du conflit, Abed perd son travail :

« C'était en 2009 en raison d'un malentendu avec un locataire. On se trouve alors sans maison, et on est obligé de quitter Rimal pour le voisinage de Zaitoun[544]*, chez sa mère ».*

La famille de Nivine ne peut pas les aider car son père ne travaillant plus ce sont ses frères qui le soutiennent. Elle a une sœur qui fréquente encore l'école secondaire. Parce qu'ils ne font pas partie de la catégorie des réfugiés, ils ne bénéficient pas des écoles et des cliniques gratuites et n'ont pas d'autres possibilités. Ils connaissent des gens bien (*akhel el kheir*[545]) qui ont aidé ses parents et font appel à Abed pour des travaux ponctuels :

« Grâce à la dame étrangère, j'occupe un emploi régulier en faisant le ménage dans les bureaux de l'association où elle travaille à Gaza depuis quatre ans. Grâce à cela je subviens aux besoins de toute la famille, ma belle-mère incluse. J'attends la fin de la période de la jamaia pour commencer à construire notre chambre chez la mère d'Abed à Al-Zaitoun ».

---

[543] Résistent palestinien.

[544] La mère d'Abed habite dans une partie périurbaine de Zaitoun, rue Salah al Din, proche de la partie la plus étroite de Gaza et de la « ligne verte », la frontière avec Israël.

[545] Des personnes charitables qui le recommandent pour n'importe quel travail.

Nivine commence ainsi à travailler à l'association avec le permis d'Abed. Devant sa famille, il lui en garde le secret et ne dit pas que son épouse est femme de ménage parce que ce serait scandaleux. S'il arrivait que cette information soit connue de tous, alors il serait déshonoré. Ainsi, lorsqu'on lui pose la question, elle répond qu'elle est employée à mi-temps par l'association Oxfam, bien connue à Gaza[546]. Son salaire a permis à la famille de poursuivre le remboursement de la dette du père (qu'Abed, son fils, est tenu d'honorer) mais aussi celui d'une part du crédit[547] contracté auprès du magasin d'alimentation. De cette façon, toute la famille profite de cette entrée d'argent, bien que Nivine continue de taire la façon dont elle le gagne. Elle précise :

> *« C'est étrange, les gens ne cherchent pas à savoir d'où vient l'argent avec lequel nous vivons. Mais l'idée que j'ai dû travailler comme femme de ménage est inacceptable. Mon mari le sait de même que mes filles ; c'est un secret partagé qui préserve notre dignité, nous permet d'éduquer les enfants, enfin […] nous permet de vivre ».*

Parce qu'elle n'a pas achevé ses études secondaires, Nivine rêve que ses filles fassent des études universitaires et aient une vie différente, plus ouverte, jalonnée d'occasions et que leur avenir soit meilleur :

> *« Je ne suis pas réfugiée mais Abed a la carte d'UNRWA. Alors, les enfants profitent d'une bonne éducation gratuite et d'une collation avant de revenir à la maison ».*

Nivine évoque ensuite les problèmes d'Abed liés au travail qui l'ont conduit à l'état dépressif dans lequel il se trouve aujourd'hui. Dans les premiers temps, Abed est resté chez lui, dormant beaucoup, inerte, comme paralysé par la situation qu'il ne contrôlait plus. Ils résident toujours avec sa mère dans une grande chambre, seulement cloisonnée à l'aide de rideaux, comme dans les tentes bédouines :

> *« J'aime beaucoup sa mère. C'est une femme correcte et joyeuse avec qui on peut parler. Elle garde les enfants quand je vais travailler. Je commence à travailler à l'ONG où travaille cette dame étrangère, à mi-temps, ce qui nous apporte un salaire régulier.*

---

546 Un an plus tard, Nivine est retenue formellement par cette association et reçoit une carte d'identité.

547 Les magasins du voisinage accordent des crédits à la plupart des gens, bien que la quantité de marchandises accordée soit proportionnelle au montant mensuel réglé en paiement de ce crédit. Ainsi, les clients ne remboursent-ils pas la totalité du crédit, ils ne font que le réduire suffisamment chaque mois afin qu'il demeure actif. Notons que les employés de mairie, par exemple, sont partiellement rémunérés une fois par mois. Leur crédit est lié au montant de leur salaire et à la fréquence de son versement.

Nous vivons uniquement avec mon salaire et le peu d'argent qu'Abed gagne quand il va au marché. J'ai donné son nom pour qu'il bénéficie de l'assistance d'une organisation locale du travail à court terme, batalla, et j'espère qu'il aura quelque chose par là. Abed est sans travail depuis cinq ans déjà. Il dort la plupart du temps. Il rapporte à la maison, tous les deux mois, les vivres que nous donne l'UNRWA[548] ».

Nivine et sa belle-mère fréquentent toujours le même étal sur le marché, en fin de journée. Le vendeur les connaissant, il les attend et leur offre certains produits gratuitement. Nivine tâche toujours de proposer un bon petit-déjeuner à ses enfants avant qu'ils ne partent pour l'école.

« Le crédit au magasin du coin est épuisé car nous n'avons pas payé nos dettes depuis des mois. Alors j'ai dû demander une avance sur mon salaire pour payer. Je suis furieuse quand je pense qu'Abed insiste pour régler une vielle dette de son père qu'il est déjà parvenu à réduire d'un quart, ces dernières années. C'est une partie de mon argent qui a ainsi servi à honorer une dette qui n'est pourtant pas la nôtre. En dépit de tout que son père lui a fait, Abed continue à être loyal envers lui. Je ne suis pas contente mais je comprends qu'il lui doive respect et considération.

Malgré un tel contexte de contraintes économiques, Abed veut un autre enfant. Il ne semble pas comprendre que si je tombe enceinte et m'arrête de travailler, nous n'aurons plus d'argent ! ».

La dette évoquée par Nivine a été contractée par le père d'Abed lorsqu'il a acheté son taxi pour le travail. L'argent avait alors été avancé par une relation de la famille connue des oncles, à Rafah. Par ailleurs, notons que cette dernière a une certaine importance au sein de la communauté et demeure est un bon *wasta* (piston) au fil des années. Si Abed tient à honorer la dette, c'est qu'il ne veut pas risquer de perdre une telle protection. Rappelons qu'il a commencé à la rembourser avant son mariage avec Nivine :

« Abed, pourtant toujours conscient de ses devoirs familiaux ne se soucie plus des dates importantes comme la fête de l'Eid al Adha et l'Eid el Fitr. Il devrait offrir à ses sœurs et à sa mère une 'adiya, [un cadeau symbolisant sa protection et son intérêt pour elles qui s'offre d'habitudes pendant les fêtes], en particulier dans le cas d'une sœur ou d'une tante veuve ou célibataire. Il y a aussi les invitations de ses oncles qui n'ont pas été rendues ».

---

548 Bien qu'Abed n'habite plus le camp de Bureij, il détient une carte de refugié, de *mo'an*, qui lui donne le droit de bénéficier d'une aide humanitaire.

Nivine tâche pourtant de le convaincre de rendre les invitations qui leur sont lancées en lui donnant de l'argent et en organisant les visites. Ainsi prépare-t-elle un pique-nique à la plage pour réunir sa famille politique. Tous reçoivent des invitations pour se rendre en bord de mer, même ses frères qu'elle n'invite pourtant jamais. Ceux-ci, connaissant sa situation financière, l'invitent, ainsi que ses enfants, sans qu'elle n'apporte de contribution particulière. Elle ne peut décliner l'invitation, sans quoi ce serait *a'eb* (une honte), d'autant qu'un refus blesserait sa famille. Nivine explique :

> *« Dans toutes les classes, les obligations sociales familiales sont très importantes. Depuis le début de mon mariage, je soigne ces relations, surtout les oncles et les sœurs d'Abed, alors que lui préfère rendre visite à ma famille à Shaja'ia, quand c'est possible. Il ne comprend pas que les liens entre les oncles (khoal) et leurs conjointes deviennent des responsabilités desquelles il doit se charger dans le contexte de silat el rahem [les relations de parenté du coté de la mère]. Je comprends qu'il aime ma famille, on s'amuse avec eux et ils aiment Abed. Chez ses oncles maternels et au sein de sa famille étendue, en revanche, il y a toujours beaucoup de frictions. J'explique cela du fait des dettes que nous avons envers eux. Voilà pourquoi nous devons les recevoir ou, au moins, les inviter à pique-niquer en bord de mer pour les occasions importantes. Après ces azaim qui ne peuvent être rendues, nous finissons toujours endettés auprès de l'épicier et de ma famille ».*

Nivine décide d'investir une partie de son salaire dans des cours du soir pour compléter son *tawjihi*, l'équivalent du baccalauréat palestinien. Sa belle-mère garde les enfants pendant qu'elle s'absente parce que l'autre épouse, selon les mots mêmes de Nivine, *« n'est pas fiable »*. Les efforts qu'elle fait semblent porter leurs fruits avec la vente de *falafels*. Nivine précise toutefois :

> *« Mes efforts pour le faire bouger n'ont pas de résultats durables. Je lui ai acheté un pot et un feu à gaz pour faire du falafel. Nous avons aménagé une sorte de stand pour qu'il puisse le vendre aux écoliers. L'affaire a très bien marché durant quelques mois puis s'est arrêtée avec la pluie. Depuis, il ne sait quoi faire. Étant titulaire du permis de conduire, je lui ai suggéré d'emprunter le taxi de son père quelques jours par semaine. Il ne prend aucune initiative. Je ne sais plus quoi faire pour qu'il réagisse ! ».*

Il est évident que les efforts de Nivine pour faire réagir Abed ont des effets contradictoires. Mal à l'aise et déprimé, il se retourne contre elle :

> *« Le plus souvent, Abed préfère passer ses nuits avec moi. Mais, les dernières, il m'a punie, les passant chez elle. Il dort avec elle et le matin elle lui prépare un bain indiquant clairement par-là qu'ils ont fait l'amour. Ça me rend malade mais je dois m'occuper des filles qui doivent partir pour l'école ».*

La maison dispose de l'eau courante, certes, mais froide. De fait, pour préparer un bain, il faut d'abord faire chauffer de l'eau dans de grands chaudrons. Après une nuit passée ensemble, Nivine prépare le bain de son mari ainsi que des vêtements propres informant ainsi les autres membres de la maison qu'ils ont passé la nuit ensemble. Alors, lorsque c'est « l'autre » épouse qui accomplit ces tâches, Nivine est hors d'elle, étant d'un naturel très jaloux, d'autant qu'elle se rend compte que celle-ci attend un second enfant. Notons que la position des deux femmes, ici, n'est pas aisée, mais celle d'Abed ne l'est pas non plus. Tous vivent sous le même toit et il doit accomplir ses devoirs conjugaux doublement tout en nourrissant les quatre enfants dont il est le père à ce jour. Les personnalités de Nivine et d'Abed sont très différentes. La concernant, elle est dynamique, toujours prête à agir et très courageuse. Elle est avide d'informations et pose toujours des questions pour comprendre les choses. Elle ne craint pas ce que lui réserve la vie, toutefois elle s'inquiète du bien-être de ses trois filles. Notons que toutes ses qualités constituent une menace pour la virilité d'Abed dont le rôle de responsable des entrées d'argent dans le foyer diminue considérablement. Sa réaction est alors violente à l'encontre de Nivine qui explique :

> *« Nous sommes passés par une période affreuse : Abed ne quittait plus le lit ; s'il en sortait, c'était pour me battre ou frapper les enfants. Je n'ai pas voulu le quitter à ce moment-là parce que je comprenais sa frustration suite à la perte de son travail de n'en avoir retrouvé aucun. Il ne supportait pas cette humiliation qui le rendait alors violent. Les enfants n'avaient plus de respect pour lui. Il n'avait rien à leur donner. Même l'argent pour acheter ses cigarettes, c'était moi qui le lui donnais. Je ne savais plus quoi faire. J'ai caché le fait qu'il nous frappait, mais les enfants en ont parlé à mes parents. Une fois, il m'a frappé tellement fort qu'il m'a laissé à terre, un bras disloqué. J'étais au bord de la folie et je ne savais pas quoi faire. J'ai quitté la maison avec les enfants et je me suis réfugiée chez mes parents. Ils l'aiment beaucoup mais ils ont compris qu'il pouvait nous faire du mal ».*

La violence n'est pas rare chez les hommes qui perdent leur travail et se retrouvent inactifs durant des mois, voire des années pour certains. Parfois, elle n'est que verbale mais, dans certains cas, elle est aussi physique, dirigée contre l'épouse ou les enfants. Parce que les femmes tâchent de protéger leurs maris, les violences conjugales sont méconnues. Elles symbolisent la faiblesse même des hommes ; c'est pourquoi elles demeurent un sujet tabou et ne sont que très rarement mentionnées. Parmi les femmes bénéficiaires des projets humanitaires que nous avons interrogées, nombreuses sont celles qui évoquent ces comportements maritaux. Plusieurs les justifient, telle Nivine, accusant la pression croissante de la situation de l'emploi liée au blocus : l'homme humilié et impuissant devient ainsi violent.

Les conversations que nous avons eues avec des responsables des organisations des droits de l'homme, d'autres du ministère des Affaires sociales et de la Santé ainsi que notre propre expérience ont mis en évidence qu'il s'agissait là d'un problème qui ne concernait pas seulement les classes moyennes et basses. Si l'épouse se sent en danger, alors elle demande de l'aide à sa famille ou à ses amis mais, si elle reçoit leur soutien, elle doit quitter son mari. Dans la loi musulmane, une épouse a le droit de divorcer si une clause spécifique a été ajoutée en ce sens dans le contrat de mariage. Si ce n'est pas le cas, seule la pression familiale et l'accord du mari peuvent le permettre. Nivine, en l'occurrence, quitte Abed pour se réfugier chez ses parents auprès desquels elle se sent protégée. Elle est là dans un lieu que la société peut accepter :

> *« Abed est venu nous chercher quelques jours plus tard mais je n'ai pas voulu le voir. J'étais prête à divorcer. Il est revenu chaque soir pendant une semaine implorant mon pardon. Sa mère est également venue, seule, pour me demander de ne pas revenir tout de suite. Elle m'a dit que c'était la première fois qu'elle voyait Abed aussi bouleversé. Peut-être que mon départ l'aiderait à reprendre les choses en main et à chercher du travail par lui-même ».*

Nivine continue à travailler et à surveiller les devoirs d'école de ses filles et, en bonne étudiante, elle poursuit ses cours de nuit. Par ailleurs, elle fait donner des cours particuliers à ses filles en anglais et en grammaire parce qu'elle n'a pas les compétences nécessaires dans ces deux matières pour les aider elle-même. Lorsque ses enfants commencent à rencontrer des difficultés à l'école, la directrice lui demande des explications pour mieux comprendre la situation. Comme beaucoup de gens dans le besoin, elle considère que face au manque de moyens, l'éducation est la seule possibilité d'ascension économique et sociale, qui permettra un travail rémunéré. Démunie en apparence, elle possède toutefois une imagination et une volonté de fer. Ses filles, en tant que réfugiées, ont le droit d'assister aux cours dispensés par l'UNRWA. Rappelons que grâce à cette dernière, les réfugiés accèdent à l'éducation après 1967. Et, malgré la diminution massive du nombre d'emplois à Gaza, une fille diplômée pourra davantage trouver un poste, notamment au sein d'une organisation locale ou internationale.

Après avoir rencontré la directrice de l'école, Nivine reconsidère sa décision de divorcer :

> *« Abed me manquait sans doute, bien que je me sente bien. Je n'aime pas l'idée de céder et de recommencer à lutter. Finalement, la vie était plus simple seule. Si je n'avais pas eu les enfants avec moi ma décision aurait été facile. Il était clair que les enfants se languissaient de leur père ».*

Puis elle ajoute :

« Une semaine encore est passée. Abed n'est pas revenu. J'étais en train de me faire à l'idée que je ne rentrerais pas à la maison. J'avais mon travail. Je pouvais rester seule même si une femme divorcée ou séparée n'est pas bien vue. Quand on est pauvre, ce genre de choses perd son importance. Je peux alors cesser de cacher que je travaille comme femme de ménage pour subvenir aux besoins de mes enfants. Mon mari ne peut pas prendre mes enfants parce qu'ils sont trop jeunes encore. On verrait ça ultérieurement ».

Deux mois plus tard, Abed arrive dans la famille de Nivine au volant d'un taxi, les bras chargés de cadeaux. Nivine explique alors :

« Il a trouvé un emploi de chauffeur. Il ne gagne pas beaucoup mais il travaille tous les jours. Les enfants sont ravis de le voir et demandent à rentrer à la maison avec lui. Je n'étais pas sûre de ce que je devais faire. J'avais peur et la peur n'est pas bonne conseillère. Elle engendre des sentiments négatifs. Je ne voulais pas qu'il me touche […], *mais je décide tout de même de rentrer avec lui. Un mois après, je ne lui permets pas encore de m'approcher. Je veux le punir. Je sais que ce n'est pas bien, mais je ne peux rien contre cette peur qui m'empêche parfois de respirer. J'ai peur qu'il redevienne violent. Je travaille beaucoup, et rentre tard à la maison pour me coucher tout de suite après avoir préparé le dîner. Je suis sûre qu'il va rapidement faire valoir son droit conjugal. Mais pour le moment ce n'est pas le cas ».*

À la différence de ceux qui connaissent le chômage de longue durée en Europe[549], Abed n'a pas été abandonné par ses proches, bien au contraire. Ainsi, pour préserver sa dignité, sa seconde épouse a-t-elle fait de son mieux pour trouver un travail permettant de subvenir aux besoins de la famille, proche de l'indigence. Bien qu'il soit devenu un temps violent, après une séparation, Nivine a malgré tout décidé de lui pardonner et de regagner son foyer avec lui, pour tâcher de retrouver une certaine stabilité. Par ailleurs, elle doit participer à l'achèvement de l'extension de la maison de la mère d'Abed qu'elle a commencée avant son départ avec l'aide de ses frères. Habituellement, ainsi que nous l'avons déjà vu avec les exemples de Mahdi et Haidar, les Palestiniens qui se marient, dressent un étage supplémentaire au-dessus de la maison de famille. Voilà pourquoi nous voyons très souvent des tiges de fer qui dépassent du béton du dernier niveau des habitations, attestant d'un agrandissement prochain de la demeure. Il n'est pas rare de voir de belles maisons presque vides, les habitants ayant dû se séparer de leurs biens, vendant les meubles et les appareils électroménagers. Parfois, les

[549] Comme décrit par Schnapper dans son livre *L'Épreuve du chômage*, 1994.

réfrigérateurs qui ne fonctionnent plus, ne sont pas réparés, mais ils servent de garde-manger (*namliyah*). Nivine a épargné pour construire une chambre accolée à la maison de la mère d'Abed. Une fois celle-ci achevée, elle a acheté à crédit une télévision[550], une armoire et un lit. Les biens immobiliers, une maison faite de pierres si possible, et la terre représentaient traditionnellement la sécurité pour la plupart des Palestiniens.

Bien que le *dés-emploi* soit une épreuve partagée par une grande partie de la population masculine, le *chômage* reste humiliant pour l'homme. La violence n'est pas rare et, ainsi que nous l'avons déjà dit, elle est parfois justifiée par l'épouse même. Le dernier rapport des Nations unies, *Who Answers to the Women of Gaza*[551], dresse un bilan des enquêtes menées auprès de centaines de femmes qui travaillent hors de la maison, d'une façon ou d'une autre, pour subvenir aux besoins des leurs. Il révèle ainsi la participation des femmes dans trois secteurs principaux, que nous avons d'ailleurs déjà mentionnés : le service public (postes gouvernementaux et privés), l'agriculture et le travail informel, à leur compte. Comme Nivine, beaucoup de ces femmes sont prises dans l'engrenage infernal de cycles de violence entrecoupés d'autres, de désespoir. Le travail leur apporte une autonomie qu'elles ne pouvaient concevoir auparavant. En revanche, cette indépendance financière ne leur autorise aucune liberté émotionnelle ou sociale. Dans la majorité des cas, elles préfèrent rester dans une relation inconfortable plutôt que de se retrouver seules.

Il ne semble pas encore évident qu'une réconciliation soit possible entre Abed et Nivine. Pour le moment, elle accepte de le joindre mais laisse le temps faire son œuvre. Le "chômage" d'Abed l'a rendu quasi impotent, et la décision de Nivine de prendre la suite de son mari dans le monde du travail et de n'avoir pas plus d'enfants a brisé l'harmonie du couple en bouleversant la répartition traditionnelle des rôles au sein de la famille. À ce stade, nous ne sommes pas en mesure de dire si de tels changements auront ou non une incidence structurelle sur le système en général. Une autre étude sera nécessaire, ultérieurement, pour explorer cette piste.

---

[550] Du fait du manque d'électricité, d'ordinaire la télévision fonctionne à l'aide d'une batterie de voiture.

[551] HAMAMI Rima (2011), *Who Answers to Gazan women ?, An economic security and rights research*, UN Women.

4.1.5. Le cas de Salim, entretien n° 44

Salim a 46 ans. Cuisinier en Israël pendant huit ans, de 1996 à 2004. Il est marié à Usra (entretien n° 30), 38 ans. Premier entretien en 2009.

Nous rencontrons Salim par le biais d'une connaissance qui travaille dans un café branché de Gaza. Il est l'une des personnes interrogées avec laquelle nous sommes devenue proche et qui nous a suggéré de rencontrer certains individus susceptibles d'intéresser notre recherche. Pour notre première rencontre, il nous a donné rendez-vous dans un magasin proche de son domicile. Nous avons parlé brièvement afin d'estimer si nos échanges pouvaient être fructueux et avons été convaincus l'un et l'autre. De fait, il nous a invitée chez lui le lendemain, où nous avons pu nous entretenir avec lui ainsi qu'avec son épouse, Usra. Les discussions ont eu lieu tous ensemble ou parfois séparément.

La famille de Salim, en provenance d'Hébron, est arrivée à Gaza durant les années de la *nakba*, soit entre 1946 et 1948. A proprement parler, elle ne constitue pas un groupe de réfugiés bien qu'elle ait dû quitter Hébron en abandonnant derrière elle tous ses biens pour gagner Gaza. Originaire de Shaja'ia, d'une famille connue, le grand-père, benjamin de la famille, a été envoyé à Hébron pour y travailler par les autorités du Mandat britannique. À son retour à Gaza, lui et les siens sont restés quelques mois dans le quartier d'al Mina et, plus tard, ont acheté une propriété au sein de l'extension aménagée par l'administration égyptienne à Sheikh Radwan. Le père de Salim est né à Gaza, alors que son grand-père travaillait pour l'administration égyptienne. Quelques années plus tard, il voyagera à plusieurs reprises à travers l'Égypte pour ses études de philosophie et de théologie, au Caire notamment, où il rencontrera son épouse qui, elle, étudiait les mathématiques.

Le père et la mère de Salim sont tous deux professeurs des universités, le premier enseignant la philosophie à l'Université islamique et la seconde les mathématiques à l'Université d'al Aqsa. Ils ont déménagé dans leur ancienne maison de Shaja'ia à la fin des années 1980 suite aux problèmes engendrés par la première Intifada. Le grand-père de Salim avait acheté un terrain à Rimal pendant l'Administration égyptienne. Parce qu'il était l'aîné de sa famille, Abu Salim avait opté pour un grand terrain afin que les enfants de ses deux frères et de ses quatre sœurs puissent, eux aussi, y habiter. Trois sœurs sont mariées et habitent hors de Gaza. Le père de Salim, l'aîné également, invite sa mère et sa tante non-mariée à résider chez lui à la mort de son père.

Salim commence à travailler très jeune, juste après son *tawjihi*, alors qu'il n'a que 18 ans. Il veut étudier la philosophie et la théologie, comme son père. Les années de la première Intifada l'affectent beaucoup, et en dépit de son attitude nationaliste et de résistant, il prend la décision de chercher du travail en Israël. Abu Salim est scandalisé de ce choix, ne comprenant pourquoi Salim gâche sa vie en se rendant en Israël. Comme son père qui aime mitonner de bons petits plats en fin de semaine pour son plaisir, Salim aime cuisiner. Depuis son plus jeune âge, Salim regarde les émissions concernant les chefs de renommée internationale, rêvant de devenir l'un d'eux et d'inventer de nouvelles recettes pour un grand restaurant. Il sort avec des amis qui travaillent sur le port, à Jaffa en Israël, et trouve un restaurant qui lui propose un contrat d'aide-cuisinier. Son père n'a de cesse de lui dire que ses compétences sont toutes autres et bien mal employées dans ce poste dans la restauration en Israël. Malgré maintes discussions, ses parents ne parviennent pas à le faire changer d'avis et cèdent finalement devant un désir si grand.

Ainsi Salim explique-t-il :

« L'intensité de mon désir m'a donné la volonté d'aboutir ».

En esprit critique, Salim analyse sa vie et nous présente les points de vue sentimentaux des hommes connaissant sa situation. Il a travaillé durant neuf années consécutives dans le restaurant qui lui a fait gravir les échelons jusqu'à devenir cuisinier en chef, exerçant le métier qu'il aime par-dessus tout :

> *« J'ai beaucoup lu et j'ai fait des recherches sur Internet. J'ai préparé des recettes qui parfois donnaient des résultats désastreux mais je me suis perfectionné, en particulier dans la confection de mets asiatiques et locaux. Les recettes gaziotes sont excellentes et je voudrais éventuellement écrire, avec l'aide de ma grand-mère, un livre de recettes. C'est l'exemple de mes parents et surtout de ma grand-mère qui m'a donné le goût de la bonne nourriture et de la cuisine plus généralement ».*

Dès 1997, il rencontre des difficultés pour l'obtention de son permis de sortie de Gaza du fait du retard de paiement des factures d'électricité de la maison de ses parents.

Finalement, il parvient à régler toutes les factures en attente et récupère son permis. Embauché en 1996, il travaille huit ans, parvenant à se constituer une épargne raisonnable, qui lui permet d'achever l'aménagement d'un appartement au-dessus de la maison de ses parents que ceux-ci avaient commencé à construire en 2000, alors que débutait la seconde Intifada. Salim témoigne :

« Mes parents avaient entamé la construction de deux appartements, l'un pour mon frère et l'autre pour moi. Mais la survenue de la deuxième Intifada stoppe la construction. L'instabilité de la situation contraint mes parents à mettre un terme à des dépenses qui ne sont pas indispensables. J'avais déjà constitué une certaine épargne et j'ai donc décidé de poursuivre les travaux. N'ayant aucune compétence en matière de maçonnerie, nous avons décidé de faire appel à l'aîné de mes cousins qui est ingénieur. L'appartement a été achevé en 2002 et ma mère désirait dès lors me marier. Elle voulait éviter que les années passent et que je reste sans épouse et sans enfant.

En janvier 2004, nous avons rendu visite à la famille de ma mère qui habitait alors en Arabie saoudite. Il s'agissait d'une cousine éloignée venue pour la fête, accompagnée de son mari et de ses deux filles. Elle cherchait un mari pour sa fille aînée qui venait d'obtenir son diplôme d'anglais à Djedda. Les choses ont rapidement été conclues car les parents d'Usra voulaient être chez eux pour la rentrée scolaire de sa sœur. Après une courte période durant laquelle nous avons fait connaissance, le mariage a été arrangé. Comme elle est la première de leurs filles à se marier, ses parents voulaient donner une grande fête. C'est la famille de l'épouse qui règle les dépenses de la noce alors que revient à l'homme d'en payer d'autres et d'acheter les bijoux, la shabka[552]*, après avoir préparé la maison qu'on appelle tahjiz. Les deux familles ont accordé un maher symbolique, un dinar jordanien*[553]*.*

Quelques mois après le mariage, mon patron n'a pas réussi à renouveler mon permis de travail. Sans celui-ci, je ne pouvais donc plus quitter Gaza pour rejoindre Jaffa. Lorsque j'ai vu que mon permis était annulé, j'ai pensé qu'il serait facile de le ravoir. Mais, j'ai compris subitement que je n'étais pas le seul ouvrier qui l'avait perdu et alors j'ai eu peur et j'ai eu le sentiment que je ne pourrai plus aller travailler en Israël ».

« Vous savez, Madame, lorsqu'on perd son travail et qu'on prend conscience que cette situation va devenir permanente, on devient terriblement anxieux. J'en ai eu le souffle coupé et j'ai cru que mon cœur allait s'arrêter bien que n'ayant jamais eu d'ennuis de santé. Nous avons deux enfants et je voudrais pouvoir les élever correctement. D'un naturel curieux, tous deux lisent beaucoup, aussi bien à la bibliothèque municipale que dans celle de mon père. Avant d'évoquer le sujet avec ma femme, j'ai évalué notre épargne et quelles étaient nos ressources. Mon père est toujours professeur à l'université mais comme j'ai une sœur qui est encore à l'école secondaire et deux autres qui poursuivent leurs études à l'université, je ne me permets pas de lui demander son aide ».

---

[552] Bijoux que l'époux achète pour la mariée.

[553] Dans la société palestinienne, il s'agit de la somme que le marié promet de verser à sa femme en cas de divorce. Parfois el *maher* est utilisé par la couple pour acheter le *tajhiz*, parfoi c'est un symbole comme dans le cas présent, seulement un dinar.

Il semblerait donc que la situation de la famille de Salim soit meilleure que celle de la plupart des Gaziotes parce que ses parents sont professeurs. Toutefois, leurs salaires ne leur sont versés que partiellement depuis 2002, voilà pourquoi Salim refus de leur demander une quelconque aide financière :

« Bien que mon père dise que n'importe quel travail est digne, il n'aime pas que je gagne ma vie en préparant la cuisine. Il voudrait que je sois professeur dans une école, que j'aie un travail intellectuel. Mais je préfère cuisiner au restaurant et chez nous. C'est un plaisir créatif pour moi ; et quand c'est possible, je gagne un peu d'argent en faisant quelques réparations ».

Dès lors, Salim tente de trouver un emploi de cuisinier à Gaza tout en effectuant des réparations d'appareils électroménagers dans un petit atelier qu'il a aménagé dans le garage qui servait jusqu'alors de débarras à la famille :

« Il y a déjà environ dix ans que j'ai quitté mon travail en Israël. Usra a vendu discrètement presque tous ses bijoux. Notamment sa shabka et les autres bijoux en or qu'elle avait achetés avec l'argent qu'elle avait conservé de mon emploi en Israël. Nos enfants sont scolarisés et, elle, n'a jamais travaillé puisqu'elle s'occupe d'eux. Mais l'argent de cette vente ne sert qu'aux dépenses les plus importantes et à rembourser une partie du crédit ouvert au magasin d'alimentation lorsque je ne parviens pas à réaliser de bonnes journées de travail. De cette façon, on peut couvrir les dépenses hebdomadaires que je rembourse habituellement chaque mercredi ».

Ainsi, la famille utilise-t-elle discrètement certaines de ses ressources, vendant son or et tâchant de maintenir au plus juste le crédit auprès de l'épicerie du quartier et à la pharmacie. Le remboursement de celui-ci devant être régulier et concerner plus de la moitié chaque mois afin d'être reconduit pour permettre à la famille de vivre décemment et d'assurer ses dépenses. Salim et Usra évitent de demander de l'aide à Abu Salim pour ne pas le mettre dans l'embarras s'il ne pouvait répondre favorablement à leurs attentes. Salim sait, par ailleurs, que sa mère, elle aussi, achète à crédit, mais c'est le cas de la majorité des familles de son voisinage :

« Après la troisième guerre à laquelle nous avons survécu, je me sens presqu'immortelle ! Bien que la situation générale soit très détériorée et que les promesses de reconstruction ne se concrétisent pas, j'ai eu à faire de nombreuses réparations d'appareils de cuisine. Avec les coupures d'électricité qu'on connaît, les fours électriques s'abiment et alors, je suis là pour les réparer. Je peux vous dire que j'ai eu de la chance et que, bien que nous vivons modestement sans acheter rien de superflu, je rends grâce à Dieu chaque jour pour la santé et les occasions qui me donnent du travail ».

Salim fait état de ses réflexions et dresse le bilan de sa situation et des possibilités qui s'offrent à lui, ce qui n'est pas habituel d'ordinaire. Comme d'autre Gaziotes, il reste positif et

a la volonté de continuer à vivre. Il a le soutien de son épouse et de sa famille étendue s'il en a besoin. Mais, surtout, il dispose de compétences propres et a des contacts qui lui permettent de s'en sortir et de faire vivre sa famille.

5.1.6. Le cas de Amr, entretien n° 46

Au moment du premier entretien Amr est âgé de 50 ans ; marié à Na'ela, (entretien n° 48), quatre enfants. Il est né près d'Al Nasser dans la ville de Gaza, issu d'une famille de Shaja'ia. Après son *tanjihi*, il a étudié pour devenir infirmier et, par le biais d'amis, a trouvé une place dans un hôpital israélien en 1986, juste un an avant la première Intifada :

> *« La profession d'infirmier n'est pas très populaire chez les jeunes. Ils pensent que ce sont les femmes qui la pratiquent. J'ai voulu très tôt devenir aide-soignant ; je ne voulais pas des responsabilités et des années d'étude requises pour devenir médecin. J'étais bénévole et j'ai pris, quand j'en ai l'occasion, des cours de premiers secours. J'ai les compétences nécessaires pour gérer les individus quand il y a des urgences.*
>
> *Avant la première Intifada, le trajet entre Gaza et Israël se faisait sans aucun problème. Je faisais les allers-retours chaque semaine sauf une fois par mois quand je travaillais aux urgences. J'ai appris beaucoup et j'aimais mon travail. Le personnel de l'hôpital était compétent. Il y avait des Israéliens, des Arabes, mais aussi des Russes. Les gardiens, quant à eux, étaient yéménites ».*

Comme le dit Amr, travailler en Israël et revenir à Gaza chaque fin de semaine était la norme pour des milliers de Gaziotes. Pour le personnel des hôpitaux, un permis spécial était facilement accordé même lorsque les frontières étaient fermées. Toutefois, notons que dans ce cas précis les employés préféraient alors rester en Israël afin de ne pas avoir les soucis liés à leur absence du travail. Une petite digression est de mise ici pour commenter ce que raconte Amr au sujet du personnel israélien, russe et arabe de l'hôpital et des gardiens yéménites. Ces derniers occupaient habituellement les postes ayant trait aux services, tel le nettoyage, ainsi que les Ethiopiens. De fait, Amr suit le parcours que maints autres jeunes hommes gaziotes qui ont commencé à construire tout de suite un étage au-dessus de la maison de famille (pour lui, c'est un niveau au-dessus de celui de son frère) :

> *« Avec l'aide d'un ami architecte, j'ai engagé des ouvriers, supervisant avec mon copain la construction de ma future maison pendant les vacances et les périodes de fêtes quand je revenais chez moi. J'ai demandé à ma mère et à mes sœurs de chercher une fille bien, hors de notre famille afin de me marier.*

Le Prophète Mohammed conseille de s'éloigner du cercle familial pour prendre une conjointe. Ma mère était mécontente que je ne veuille pas épouser ma cousine germaine mais je voulais surtout éviter d'avoir des enfants sourds-muets ou souffrant d'autres maladies qui ne sont, hélas, pas rares à Gaza ».

Le mariage idéal, tant pour les musulmans que pour les chrétiens de Gaza, est celui qui est conclu dans la famille. Toutefois, de telles unions sont sources de troubles de la santé, dont les causes génétiques sont nombreuses, voilà pourquoi les mariages entre proches peuvent engendrer des enfants sourds-muets, hémophiles… Ainsi, avant le mariage, les couples sont-ils tenus de procéder à des analyses de sang afin de vérifier qu'aucune incompatibilité ne donne naissance à des enfants malades. Malgré toutes ces contre-indications, les mariages entre proches restent les plus prisés de tous.

La mère et les sœurs d'Amr entament donc leurs recherches en vue de lui trouver une épouse qui convienne, que ce soit au cours de fêtes mariales ou rendant visite à leur entourage. La future épouse doit être de leur classe sociale, elle ne doit être ni moche ni *kasre*[554] et issue d'une famille connue. Une amie d'enfance de la mère qui habite en Arabie Saoudite est venue rendre visite à des parents d'Amr avec l'une de ses filles Na'ela. Le père de cette dernière, parti juste avant 1967 pour travailler dans le Golfe, a trouvé une bonne place d'ingénieur à Djedda où il fonde sa famille. Na'ela aura terminé son *tanjihi* dans une année. La mère et les sœurs d'Amr sont enchantées de cette jeune fille. Elle est bien élevée, a l'esprit vif et semble prudente. Amr est d'accord pour faire sa demande en mariage. Alors avant qu'elle ne reparte à Jedda, les parents d'Amr la demandent en mariage pour leur fils :

« Les parents de Na'ela pensent qu'elle est encore trop jeune pour se marier. Elle est seulement 17 ans ! Je ne voulais pas la perdre de vue, alors j'ai suggéré de nous fiancer tout de suite et d'attendre qu'elle finisse ses études secondaires pour célébrer le mariage. De cette façon, j'avais plus de temps pour achever la maison et le tahjiz [achat des meubles et de l'électroménager] ».

Après que Na'ela a accepté, les deux familles ont arrangé les détails de la cérémonie et ont commencé les préparatifs de la fête avec les amis, un cercle assez restreint puisque la première Intifada avait déjà éclaté et qu'il fallait rester discrets quand de nombreux Gaziotes étaient blessés et tués par l'armée israélienne :

---

[554] Difficile, présomptueuse, quelqu'un qui est source de problèmes.

« Na'ela, repartie avec ses parents, doit maintenant attendre ses papiers. Les complications administratives retardent son obtention de permis long. Et, lorsqu'elle arrive en 1990, ses papiers de résidence ne sont pas encore en règle. Elle reste ainsi sans pouvoir sortir pendant trois ans du fait des retards continus de l'Administration civile israélienne à Gaza[555]*. Nous habitons quelques mois avec ma famille puis, plus tard, nous emménageons dans la nouvelle maison, l'étage au-dessus de chez mes parents. Na'ela passait son temps avec mes sœurs et mes parents parce que je travaillais pendant toute la semaine.*

Contrairement à nous qui étions habitués à la violence de l'occupation israélienne, Na'ela l'avait seulement vue à la télévision. Cette violence, les tirs, les haut-parleurs et les couvre-feux la faisaient paniquer. Je ne savais pas si nous devions la renvoyer d'où elle venait jusqu'au retour au calme. Mais je me suis dit que le calme ne reviendrait probablement jamais. Il fallait donc qu'elle s'habitue à cette nouvelle réalité ».

Les accords d'Oslo ont été une véritable surprise pour les Gaziotes. Les parents de Na'ela sont venus lui rendre visite à Gaza et ont trouvé que des progrès et une certaine prospérité étaient maintenant visibles. Na'ela est allée à Djedda avec ses parents pour des examens de santé. Elle veut savoir pourquoi elle n'est pas encore tombée enceinte, s'il y a un problème quelconque qui doit être traité. Amr décide de prendre deux semaines de vacances pour les accompagner et vérifier qu'il ne souffre d'aucun problème entravant la conception de leurs futurs enfants. Amr raconte la suite de son voyage :

« Les résultats des examens n'ont montré aucun empêchement pour concevoir. Le médecin suggère que c'est la situation à Gaza et la tension que connaît Na'ela depuis son arrivée dans la ville qui peuvent expliquer son état. On a alors décidé qu'elle allait rester quelques semaines dans sa famille. Moi, j'ai dû rentrer pour mon travail. Na'ela est restée deux mois afin qu'elle retrouve des forces et devienne plus calme ».

Ainsi que nous l'avons déjà dit, la procréation est le but principal du mariage et les enfants sont considérés comme le trésor d'un couple. Ainsi, une union de laquelle ne naît aucun enfant semble problématique. Amr et Na'ela vont donc devoir attendre un an de plus.

D'abord c'est une petite fille qui vient combler leur foyer de joie, suivie d'un garçon puis, plus tard, de deux autres. L'hôpital, en Israël, continue de renouveler son permis pour

---

[555] En 1990, il était encore possible de voir aboutir une demande de résidence. Par la suite, les Israéliens ont mis un terme à ce genre de permis (précisément après août 2005). De fait, ce sont près de 14 000 individus qui ne peuvent plus quitter Gaza faute de une carte d'identité fournie par les autorités israéliennes (*cf.* les sans papiers dans la partie *L'épreuve collective de l'enfermement*).

quitter Gaza mais pendant le conflit de la fin de l'année 2008, Amr reste coincé en Israël jusqu'à la fin janvier 2009. Son benjamin, d'ailleurs, est né pendant le conflit. Désormais, il sait que son permis de sortie ne sera pas accordé. Citons Amr :

« Jusqu'en 2009, je pensais que ma profession d'infirmier m'assurerait toujours un travail. Mais avec la situation qui empire après chaque conflit, les quelques heures que je fais ne suffisent pas pour subvenir aux besoins de ma famille. Nous avons quatre enfants. Ma fille est mariée, elle travaille mais son mari est sans emploi, alors nous l'aidons dès que possible. Nous, nous n'avions pas eu besoin d'accepter une quelconque aide, maintenant tout a changé. Notre fils est à l'université pour faire des études de chimie. Parce qu'il est inscrit sur un nouveau campus sur la route de Rafah, il voyage trois fois par semaine. C'est un excellent étudiant qui donne déjà des cours en qualité d'assistant et fait également des vacations. On lui a promis un poste à l'issue de son cursus. On lui a acheté une petite voiture pour qu'il puisse se déplacer sans problème. Maintenant nous l'aidons très peu. Nos autres enfants sont encore à l'école secondaire. Nous avons des ressources trop importantes pour bénéficier des programmes d'aide. Je suis conscient que nous vivons mieux que beaucoup de Gaziotes.

Na'ela n'a jamais travaillé et elle vient d'une famille qui l'a toujours choyée. Je suis étonné tout en étant fier et triste en même temps quand je vois comment elle se débrouille sans se plaindre et sans m'en vouloir. C'est elle qui cherche des coupons d'aide un peu partout. C'est humiliant pour moi surtout qu'elle n'était pas habituée à sortir souvent de la maison. Depuis qu'elle a emménagé à Gaza après notre mariage en 1990, elle était très peu sortie et toujours accompagnée. Maintenant elle est plus autonome, elle sort seule quand elle sait qu'elle va pouvoir bénéficier d'une quelconque assistance (coupons, nourriture, couvertures). Avant, je me souviens, elle me demandait la permission de sortir, maintenant elle m'informe seulement qu'elle le fait ! ».

Amr n'est pas conscient de la gêne que ces sorties engendrent dans l'esprit de son épouse. Il considère que ces changements sont plutôt positifs alors que Na'ela, elle, voudrait que la situation précédente redevienne la norme. Auparavant, les femmes ne sortaient qu'accompagnées et toujours après en avoir eu l'autorisation de leur mari ou de leur belle-mère. La suspension des relations sociales donnent un aspect nouveau aux sorties de Na'ela et des autres femmes de Gaza. Si, pour certaines, cette autonomie est parfaitement à leur goût, pour d'autres, à l'instar de Na'ela, il n'en va pas de même, elles préféreraient largement un retour à la situation d'avant les événements.

Amr continue :

« Quand je n'ai pas de travail, je cuisine et je nettoie. Je ne pense pas que je doive cacher ce que je fais chez moi. C'est la première fois que je profite d'être à la maison avec les enfants ».

Na'ela, quant à elle, explique :

« Je voudrais ne pas être obligée de sortir. Avant, mon mari rapportait son salaire à la fin du mois et je gérais toutes les dépenses. Je m'occupais de la maison et des enfants. Je sortais très peu, seulement pour rendre visite à la famille ou pour des rendez-vous médicaux, et j'étais toujours accompagnée. C'est vrai que parfois c'était pesant de toujours devoir demander la permission à mon mari. Quand je n'arrivais pas à le joindre, je devais alors demander l'autorisation à ma belle-mère. Généralement, c''était pour rencontrer ma sœur, elle aussi mariée à Gaza. Maintenant, je sors tout le temps, mais c'est lié à la situation, c'est par obligation. Je vois ma sœur beaucoup moins qu'avant parce que je n'ai rien à lui offrir quand je lui rends visite. Alors, je préfère attendre un peu et préparer au moins un gâteau à partager pendant ma visite. Si je ne sors pas, nous n'arrivons pas à la fin du mois. Hélas, nous devons rembourser le crédit, c'est inéluctable. Je dis seulement à Amr " je sors", *et basta, je ne demande pas, j'informe. Je le fais gentiment, mais un " non " de sa part serait impensable. Je fais quelques heures de volontariat deux fois par semaine dans une association voisine et, de cette façon, je suis informée des aides proposées ».*

Na'ela ou Amr gardent l'enfant de leur fille ainée qui n'habite pas loin et qui travaille dans une ONG locale en qualité d'assistante sociale. Na'ela poursuit ainsi :

« C'est vrai que mon mari fait un effort ; il fait même la cuisine et il aide nos deux enfants qui sont à l'école pour leurs devoirs. Il garde aussi les enfants de notre fille quand je suis à l'association. Les enfants ne sont pas mécontents de l'avoir avec eux presque tous les jours et Amr profite de cette occasion pour les voir grandir. C'est important pour les garçons surtout qu'ils sont en pleine adolescence. Il était tellement habitué à être dehors. Sa vie a changé de façon radicale. Il est jovial avec eux quand il ne déprime pas, et ce n'est pas souvent parce qu'il n'a pas le temps. Je suis peu à la maison mais il est là. J'organise mes sorties avec lui et mes fils pour qu'il y ait quelqu'un à la maison pour prendre en charge les jeunes enfants de ma fille aînée qui travaille pendant la journée. C'est moi, en plus, qui dois aller sur le marché en fin d'après-midi, pour acheter les légumes à un moindre coût. Parfois, il arrive même que les vendeurs qui ferment leurs kiosques à la fin de leur journée me les laissent gratuitement. J'y vais moi-même parce que mon mari a honte d'y aller. Je protège volontiers son « image » pour qu'il ne déprime pas et puisse garder la tête haute devant le voisinage et les enfants, mais j'en ai marre. J'ai de la chance que mon mari ne soit pas devenu violent comme tant d'autres hommes dont j'entends parler. La dépression est le seul danger pour lui. Quand il s'enferme dans sa chambre, alors j'ai beaucoup de mal à l'en faire sortir pour qu'il revienne parmi nous. Mon fils, surtout l'aîné qui a 15 ans, m'aide beaucoup. Il a une maturité qui surprend pour son âge ».

Ainsi, Na'ela, comme de nombreuses autres femmes que nous avons interviewées, est dans une situation qu'elle n'a jamais voulue. Cette *liberté* nouvelle de quitter le foyer sans permission particulière de l'époux, n'est pas considérée comme un avantage ni même comme

un gain d'autonomie. Certaines ONG locales qui auraient tendance à le croire se trompent largement sur le sentiment qu'en ont les femmes de Gaza. Selon les propos du directeur d'une organisation, ce changement ne touche finalement pas la structure patriarcale traditionnelle, n'étant qu'un comportement temporaire d'adaptation à de nouveaux paramètres. Il se peut que cette *agency*[556], à savoir, le dynamisme personnel et l'apparente activité montrée par beaucoup des femmes, soit permise comme déviation temporaire dans le cadre d'une société patriarcale, mise en place seulement comme une mesure d'urgence.

4.2. Catégorie 2 : Ceux qui voient leur activité professionnelle réduite de façon considérable

L'absence de travail ou sa réduction, qui peut parfois être considérable, sont présentes dans tous les secteurs de Gaza. Toutefois, les familles qui en souffrent le plus sont celles des pêcheurs et des petites et moyennes entreprises du privé. Elles ne reçoivent pas de financement en dehors de leur capitale. Par ailleurs le coût de certains produits nécessaires à la production est extrêmement élevé, d'autant que leur entrée sur le sol gaziote est règlementé. Ainsi en est-il de l'essence, du papier, de l'encre (pour les imprimeries), des emballages utilisés dans la production laitière, mais aussi dans celle des biscuits, *tahina*[557] et *halawa*[558] et, enfin, concernant les matériaux de construction.

4.2.1 Le cas de Mo'otaz, entretien n° 45

Mo'otaz est un, pêcheur né dans le camp de la Plage (Shati) marié à Soumaya (entretien n° 37). Lors de notre premier entretien, novembre 2012, il est âgé de 50 ans.

Mo'otaz est un réfugié de Hamama, un village de pêcheurs proche d'Asqelon, dans le nord-ouest d'Israël. Sa famille est arrivée à Gaza pour fuir les attaques juives. Son père, malade du cœur, décède dans les années 1970. Dès lors, il est pris en charge et élevé par son oncle. Les pêcheurs de là-bas ne peuvent imaginer avoir une autre activité. Son oncle l'emmène avec lui en haute mer dès son plus jeune âge, lui apprenant à repérer le vent du nord, excellent pour la pêche à la sardine, mais aussi à tirer les filets sur la plage quand le temps ne permet pas de partir en mer. La saison de la pêche à la sardine est longue à Gaza et c'est là que Mo'otaz

---

[556] La notion d'*agency* entraîne la capacité d'une personne d'agir dans son environnement.

[557] Crème de sésame.

[558] Confiserie à base de graines de sésame broyées et du sucre.

gagne le plus d'argent en étant ouvrier dans une *chanchola* (chalutier) en haute mer. Il est seulement allé à l'école primaire et la pratique de la pêche lui a donné l'habitude de la drogue dont le commerce avec les bateaux israéliens et égyptiens est florissant après 1967. Il se drogue donc très jeune. Toutefois, notons que le blocus maritime imposé par Israël durant ces quinze dernières années a considérablement réduit ce commerce tout comme la pêche. De fait, les pêcheurs doivent être particulièrement attachés à leur budget pendant la bonne saison pour épargner l'argent qui leur sera nécessaire durant la base saison. Mo'otaz s'endette alors pour pouvoir s'acheter de la drogue.

À 19 ans, il épouse sa cousine Soumaya, habitant toujours le camp de la Plage dans une extension aménagée à partir de la maison de son oncle. Les constructions au sein du camp ne nécessitent pas de permis de construire. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle il arrive parfois que certaines portions de rue se trouvent englobées dans des maisons. Mo'otaz ne se drogue plus, du moins en apparence, pendant quelques années mais il redevient dépendant peu après la naissance de son deuxième enfant – il en aura quatre en tout. L'aîné des garçons étudie à l'Université al Aqsa et l'aînée des filles, finit le *tawjihi* (baccalauréat palestinien). Ses deux autres enfants fréquentent une école primaire de l'UNRWA, comme c'est d'ailleurs le cas de tous les réfugiés qui habitent le camp. Invitée par des voisines, Soumaya se rend au Centre de femmes de l'UNRWA du camp de la Plage, où elle suit des cours de broderie, de couture, des conférences sur les droits des femmes, sur la contraception et l'organisation de la famille, etc. Nous l'avons rencontrée en 2001 alors qu'elle participait à des rencontres autour de films étrangers traduits, présentés et discutés dans le centre en question.

C'est à la fin de l'année 2012 que nous nous revoyons à Gaza, après le deuxième conflit armé. Elle évoque alors les circonstances de notre première rencontre au Centre des femmes. Nous avions commencé nos entretiens avec Mo'otaz et Soumaya avec l'accord de celui-ci quelques jours après. Nous l'avions rencontré quand il n'était pas sous l'emprise de sédatifs. Alors que nous arrivions, un après-midi, pour un rendez-vous avec lui, nous avons entendu du brouhaha devant la maison. Mo'otaz, en crise, avait essayé de violer leur fille ainée. Il avait été interné à l'hôpital. Soumaya nous avait demandé s'il était possible de nous revoir deux jours plus tard. Elle nous avait expliqué qu'elle pensait la marier à son cousin rapidement avant de finir son *tawjihi* afin qu'elle quitte au plus vite la maison. La fille avait été acceptée à l'université pour faire des études d'infirmière. Soumaya espère que le cousin va lui permettre de continuer ses études.

Après cet épisode, nous avons vérifié avec le Centre de femmes de l'UNRWA du camp de la Plage si Soumaya pouvait continuer à y travailler, puis nous avons décidé de prendre un peu de distance avec elle. Finalement, nous nous sommes retrouvées au centre à la fin de l'année 2013 et c'est elle qui nous a demandé si nous allions reprendre nos entretiens. C'est autour d'un café dans le centre même que nous avons repris nos échanges comme si aucune interruption n'était intervenue dans le fil de nos discussions. Soumaya nous explique alors :

> *« Ma fille aînée va bien ; vous vous souvenez qu'elle voulait devenir infirmière ? Bien ; elle a pu le faire, alhamdullillah, grâce à son mari qui a payé ses études comme il avait promis de le faire dans le contrat de mariage. Avec ma plus jeune fille, je me suis retrouvée presque dans la même situation qu'avec ma fille aînée, mais cette fois le problème était qu'elle était trop jeune pour le mariage. Je ne pouvais pas la laisser seule à la maison. Je l'attendais ici au centre, après l'école, avec mon fils plus jeune qui sort en même temps et ils faisaient leurs devoirs ici. Après, ils jouent et m'attendent pour rentrer ensemble à la maison. Le soir, elle dort chez mes parents qui vivent dans des conditions très précaires, mais c'est une solution temporaire. Je fais la cuisine pour eux le soir, puis je rentre avec mon fils cuisiner pour Mo'otaz. Il y a seulement quelques jours que par le biais d'akhel el kheir [de bonnes gens], ma jeune fille a pu avoir une place à l'orphelinat Al Amal, dans le centre-ville, où elle peut être visitée et peut poursuivre ses études en toute sécurité. Maintenant, seuls mon fils aîné et le plus jeune restent avec moi ».*

Elle nous demande de nous rendre chez elle et de discuter également avec Mo'otaz. Elle semble convaincue que s'il nous parlait, cela le soulagerait, car qu'il ne parle presque plus désormais. Nous avons choisi de prendre du recul vis-à-vis de cette famille car nous avions conscience du danger qu'il y avait à s'immiscer dans une telle situation, sans issue, sans solution possible. Bien que nous ayons expliqué à Mo'otaz et Soumaya, à chacune de nos rencontres, que nous réalisions ces entretiens dans le cadre de notre recherche sur la vie à Gaza, leurs attentes étaient toutes autres. Ils considéraient notre relation à plus à long terme et pensaient que nous côtoyer leur permettrait d'approcher d'autres organisations auprès desquelles nous les aurions recommandés. Voilà pourquoi il était important que nos rendez-vous cessent, même si nous étions parfaitement conscients que cela serait extrêmement difficile. C'est le *danger* qui existe à Gaza pour toute recherche sociale effectuées auprès de personnes nécessiteuses. Soumaya continue :

> *« Mo'otaz va pêcher très rarement en ce moment et il est davantage violent. Les restrictions en matière de pêche imposées par les Israéliens empêchent les bateaux gaziotes de naviguer à plus de six miles nautiques et, parfois, en représailles au non-respect de ces limites, celle-ci sont-elles même ramenées à seulement trois miles. Dans ce cas, Mo'taz pêche au filet mais le résultat ne rapporte que bien peu d'argent. Depuis notre dernière rencontre, il a été interné à deux reprises. Ce n'est*

pas facile de le faire interner, l'hôpital n'y consent que dans les cas extrêmes. J'ai eu la chance qu'un des infirmiers soit l'époux d'une copine du Centre de femmes. C'est grâce à lui que j'ai pu le faire hospitaliser. Autrement, il n'y a pas de centre de désintoxication à Gaza. Il est sorti en meilleure santé, plus calme mais seulement quelques semaines plus tard, il est redevenu agressif, perdant à nouveau la tête. C'est moi qui m'occupe de la maison, de la cuisine et, en même temps, je continue à donner des cours de cuisine et de couture au Centre de femmes pour payer l'université de mon fils aîné et subvenir aux besoins du reste de la famille, de Mo'otaz aussi, bien sûr. Mon fils aîné fait de petits boulots et donne de son temps au Centre de femmes pour lequel je travaille. Il va devenir assistant social, s'occupant surtout des enfants en difficulté ».

Une année plus tard, en mai 2014, nous avons rencontré par hasard Mo'otaz sur le marché du camp de la Plage. Il semblait calme, revenant de la mer, il a insisté pour nous offrir des sardines. La saison venait de commencer et il était content de pêcher. Alors que nous prenions le thé il a évoqué ses craintes à l'approche d'un nouveau conflit :

« L'espace de pêche autorisé ne cesse de changer arbitrairement, désormais la zone de pêche est très réduite. Nous sommes en train d'épuiser notre mer. Nous avons tous peur d'un autre conflit qui s'approche. C'est le moment ! Nous avons déjà eu deux ans de répit. Venez chez nous. Je dirais à Soumaya de vous préparer le busara[559]*. Je sais que vous l'aimez ».*

Nous prenons congé une fois la promesse faite que nous leur rendrions visite. Bien sûr Soumaya n'a pas tardé à nous appeler, nous disant que Mo'otaz lui avait expliqué nous avoir rencontrée :

« Mootaz suggère la semaine prochaine pour le déjeuner, je préparerai le busara que vous aimez ».

Les invitations à manger, généralement, grèvent le budget déjà plus que serré des hôtes qui les lancent du fait de la situation économique précaire qu'ils subissent. Cependant, parce que c'est la saison des sardines et parce que nous savons que, pour le moment, Mo'otaz se sent bien, nous décidons d'accepter pour ne pas blesser sa fierté. Nous arrivons pour le déjeuner avec des présents : un paquet de thé, du café, du sucre et un grand paquet de biscuits. Connaissant les difficultés financières de la famille, nous ne voulons pas que Soumaya fasse des dépenses supplémentaires, à crédit, pour nous offrir quelque chose. Nous savons que le *busara* est préparé à base de fèves, venant en partie de l'aide octroyée par l'UNRWA.

---

[559] Assiette végétarienne fait des fèves et *mulukhiyah* qui se mange avec du pain.

Bien que Soumaya nous ait discrètement informée que son époux était sous l'effet de calmants, nous parvenons à avoir une conversation cohérente. Il est content de nous voir. Soumaya, quant à elle, est ravie du café que nous lui avons apporté et en prépare d'ailleurs tout de suite. C'est le café d'*ahlan wa sahalan*. Par la suite, elle sert le *busara*. Le temps passe en évoquant des banalités parce que Mo'otaz ne parle pas devant son épouse. Finalement, lorsque le thé est servi, Soumaya nous laisse entre nous. Dans notre souvenir, il est peu loquace, sauf lorsqu'il évoque la pêche. Alors nous entamons la conversation avec une question sur la saison de la sardine ce à quoi Mo'otaz nous répond :

> *« Je suis sorti il y a quelques nuits de cela avec des amis de mon oncle. J'ai ramené un seau rempli à la maison pour Soumaya et les enfants. J'ai gagné 30 shekels*[560]*. Je me souviens, avant, on attendait la tombé de la nuit pour sortir en haute mer quand le vent du nord soufflait. On tirait alors le filet avec des poids. En 1985 nous revenions avec pas moins de deux cents caisses de sardines, de calamars et d'autres fruits de mer. Le patron payait le gasoil et partageait les profits avec nous, parfois jusqu'à 500 shekels. Maintenant, en mai 2014, le carburant est devenu très cher et les prises bien maigres, les bateaux ne devant pas aller au-delà des trois milles nautiques. Aujourd'hui, nous pêchons de toutes petites sardines. Les profits sont très réduits. Si on a de la chance, le patron nous donne 50 shekels à chacun »*[561].

Il ajoute :

> *« Vous savez que, en ce moment, la pêche est très dangereuse. Les bateaux de la police juive nous attaquent si on dépasse la limite, parfois même sans raison. Nous avions repris espoir avec le Navi Marmara*[562] *mais rien n'a changé finalement. Je ne crois pas que les pays hors de Gaza se rendent compte de notre situation. L'Égypte, surtout, est devenue notre ennemi ! Ah, je n'ai jamais rencontré Nasser mais je me rappelle que mes parents parlaient de lui. Il voulait libérer la Palestine. Maintenant, bien que Moubarak ne soit plus à la tête de l'Égypte, ils ont quelqu'un qui nous déteste et la population même semble nous honnir ».*

Nous ne disposons d'aucune donnée chiffrée concernant le nombre de personnes qui souffre d'addiction à la drogue, toutefois certaines de nos informations révèlent que les pêcheurs sont très concernés par ce phénomène. La situation de Mo'otaz et Soumaya est

---

[560] Environ 7 euros.

[561] Environ 11,5 euros.

[562] Le *Navi Marmara* est un bateau en provenance de Turquie qui essaie de casser le blocus en rentrant par la mer en juin 2010 et est attaqué par un bateau naval israélien en plus de commandos qui sont descendus par voie aérienne.

particulièrement difficile du fait qu'ils ne peuvent compter sur leurs familles, sans ressources elles-mêmes. Néanmoins, Soumaya, elle, a des *contacts* essentiels qui lui permettent de subsister et de travailler au Centre de femmes. C'est d'ailleurs grâce à ces relations qu'elle a pu faire interner Mo'otaz lors de l'une de ses crises, trouver une place pour sa fille à Al Amal et obtenir un crédit à l'épicerie pour combler les besoins quotidiens du foyer.

Soumaya raconte :

> *« Mo'otaz souffre d'accès de violence et à cause de la drogue il passe le plus clair de son temps entre l'hôpital et la maison prenant des sédatifs. Je n'ai pas tout le temps l'argent nécessaire pour régler ses médicaments quand il n'est pas à l'hôpital. La famille du côté de son oncle est également pauvre et celui-ci ne peut pas nous aider. Je me sens responsable de lui. Il est un autre de mes enfants finalement. Les périodes les plus difficiles à vivre sont ses crises de violence. J'essaie de faire en sorte que sa violence soit tournée sur moi, pour que les enfants lui échappent. Si mon fils ainé est à la maison, alors Mo'otaz se contrôle et ne me frappe pas mais, s'il n'est pas là, il me bat jusqu'à ce que mes voisins interviennent et l'arrêtent. Les gens me dissent de le quitter mais où est-ce que je peux aller ? Il y a un refuge géré par le ministère des Affaires sociales mais ce serait compliqué avec les enfants et je devrais retourner de nouveau à la maison. Je n'ai pas assez d'argent pour payer un loyer. Et lui ? Qu'est-ce qui va lui arriver si je ne suis pas là ? ».*

À Gaza, la violence envers les femmes et les enfants est très présente, surtout dans les milieux les plus défavorisés. L'épouse, généralement, tâche de cacher ou de justifier la violence de son mari, évoquant le plus souvent l'excuse mentionnée par Soumaya :

> *« Il est très malheureux depuis que la pêche est réduite. Il sort très peu. Il n'a pas d'argent sauf ce que je lui donne. Il n'est pas habitué à rester à la maison toute la journée, la situation l'humilie et il enrage ».*

Leur situation semble sans issue puisque Soumaya veut rester avec lui afin de le protéger de lui-même mais aussi parce qu'elle n'a pas d'autre endroit où se réfugier avec ses plus jeunes enfants. La précarité de cette famille ne lui permet pas de mobiliser des ressources qui lui donneraient les moyens de vivre ailleurs, loin du père. Le manque de réseaux familiaux la laisse seule face à ses responsabilités avec ses piètres moyens de subsistance. C'est la raison pour laquelle elle s'accroche au Centre de femmes où elle est payée pour ses services, où elle peut recevoir certaines aides ponctuellement et où elle a noué des contacts avec les hôpitaux, les ONG et des personnes comme nous. Bien qu'elle soit considérée comme appartenant à une famille démunie et souffrant de multiples problèmes, Soumaya ne perd pas sa volonté de vivre. Ainsi, elle parvient à payer les frais universitaires de son fils, prochainement diplômé,

tout en s'appuyant sur ses relations qui lui donnent l'opportunité de vivre à crédit pour ses besoins de première nécessité. Si elle peut se débrouiller c'est grâce à l'*agency*, son dynamisme et son génie à rester positive quoi qu'il advienne.

4.2.2. Le cas de Mounir, entretien n° 28

Mounir est 53 ans au moment du premier entretien en 2009 ; marié à Shafi'qa, ils ont sept enfants, il n'a pas arrêté totalement son travail mais il a dû s'adapter.

Prenons la situation de Mounir, un pêcheur âgé de 53 ans issus d'une famille nombreuse du camp de la Plage. Le concernant, nous étudierons en détails l'épreuve d'enferment qu'il subit actuellement. Jusqu'en 1999, il travaillait en Israël, parvenant à faire des économies. La fermeture des frontières et la réduction du nombre de permis de travail, l'ont décidé à chercher un autre emploi à Gaza. Durant ces années en question, la pêche était encore considérée comme un métier productif. Il a donc acheté une *chanchola* (un chalutier, un bateau assez grand permettant de pêcher en haute mer, armé de nombreux pêcheurs pour manier les filets) et s'est mis au travail avec deux de ses frères et ses grands enfants. La pêche a permis de couvrir les dépenses de sa famille, de celles de ses deux frères et de douze employés. Il faisait chaque mois un bénéfice de près de 1 000 dollars net ce qui, à ce moment-là, représentait une somme considérable. Il sait économiser et, de fait, il parvient à constituer une belle épargne. Le poisson est vendu non seulement sur le marché local, mais également en Cisjordanie et en Israël. Hélas, son succès ne sera que de courte durée, ainsi qu'il nous l'explique :

> *« Un an après mes débuts de pêcheur, je me sentais un homme important. J'étais loin d'imaginer les conséquences de l'Intifada al Aqsa* […]. *J'avais réussi à quitter mon emploi en Israël et j'avais trouvé un travail, une bonne alternative, grâce à l'épargne que j'avais constituée et à ma volonté. La pêche, quand on peut pêcher, est idéale pour subvenir aux besoins de ma famille, à celles familles de mes enfants et de quelques-uns de mes frères ainsi qu'à celles de mes employés, qui ne sont pas moins de douze ! Je suis musulman pratiquant et, comme le Coran le demande, j'ai eu sept enfants. J'ai aussi permis aux autres d'avoir du travail et d'avoir une vie digne. Je suis fier. Ma place dans la communauté et importante. Je suis souvent mandé pour participer à la résolution de problèmes au camp. J'avais anticipé, avant tout le monde, que le travail en Israël ne serait pas éternel. J'avais soigné ma position dans la communauté même si j'avais passé beaucoup de temps en Israël. Je crois que c'est la raison pour laquelle je ne suis pas tombé dans une dépression totale comme c'est le cas de beaucoup d'autres hommes ici dans le camp ».*

Quand il a commencé à pêcher en 1999, la limite autorisée était de douze milles nautiques bien que, d'après les accords d'Oslo, elle aurait dû atteindre vingt milles. L'armée israélienne veillait à ce que les pêcheurs réduisent la distance parcourue. Le déclenchement de la deuxième *Intifada* a exacerbé la violence qui a suivi, touchant également la mer, diminuant les distances pour les ramener à six milles seulement et parfois même à trois. La marine israélienne contrôlait les zones de pêche alléguant que les pêcheurs étaient susceptibles de faire du trafic d'armes, s'infiltrant jusqu'en Israël. Depuis la première *Intifada*, l'accès à la mer a été complétement interdit durant certaines périodes et les mesures mises en place par Israël sont, dès lors, complètement imprévisibles, empêchant Mounir et son équipe de partir en mer comme ils le souhaiteraient. Juin 2006 est le mois de l'enlèvement du soldat israélien Shalit à Rafah. Pour les pêcheurs, c'est le début d'une nouvelle réduction de leur territoire de pêche à six milles des côtes. De fait, la pratique de la pêche sur une zone si réduite épuise les réserves de poissons et les prises journalières ne cessent de diminuer. En 2006 déjà Mounir avait connu des soucis financiers, limitant considérablement les dépenses de son foyer, les réduisant au strict nécessaire. Les revenus quotidiens sont devenus bien maigres, passant de 250 shekels israéliens à seulement 150. Mounir raconte :

> *« Au bout de quelques jours, nous ne pouvions plus payer le carburant. Notre bateau a besoin d'essence et non de gasoil. Nous réduisions encore plus les dépenses et utilisions notre argent pour les choses indispensables à la pêche.*
>
> *Ma fille aînée est diplômée du secondaire, ses résultats ont été excellents au tawjihi*[563]*. Elle rêvait de poursuivre ses études à l'université pour devenir professeur d'anglais. Je n'arrive pas à payer les frais d'inscription. Mon épouse a essayé de trouver de l'aide pour une partie de ceux-ci mais jusqu'au mois de juillet elle n'a rien eu. Je vis cette période comme un supplice. Jamais dans ma vie je n'ai connu un tel échec. J'ai honte de ne pas pouvoir payer pour quelques centaines de dinars. Ma fille est très discrète et ne réclame rien et c'est précisément son comportement qui me rend plus misérable encore. Je n'ai jamais demandé d'argent à personne ; c'était toujours moi qui donnais aux autres. Je ne sais pas ce que je peux faire ».*

Mounir continue à pêcher avec son équipe mais il ne gagne maintenant que 500 shekels. Il est dévasté parce qu'il a accepté une offre de mariage pour sa fille avec la promesse que le mari la laisserait poursuivre ses études. Son épouse Shafi'qa était d'accord avec lui et,

---

[563] Baccalauréat palestinien.

finalement, ils ont parlé à leur fille de cette décision, qui a décidé d'accepter l'offre de mariage. Mounir continue :

> *« Les Israéliens ont étendu les limites pour la pêche à neuf milles il y a deux mois. Maintenant ils les réduisent à seulement trois milles ! Après le cessez-le-feu entre le Hamas et les autorités israéliennes, après les attaques israéliennes de novembre 2012, il y a eu la proposition d'étendre les limites une nouvelle fois à six milles mais c'est la zone des trois milles qui demeure. C'est une situation épouvantable ».*

Mounir s'accroche à son métier et continue à pêcher, partageant ses maigres revenus avec deux de ses frères. Il leur a donné la priorité sur le reste de son personnel, qu'il a préféré congédier. L'incident du *freedom flotilla*, le Navi Marmara, en 2010, lui redonne de l'espoir, faisant miroiter une réussite de la pression internationale croissante. Il ajoute :

> *« Mais, davantage de bateaux essaient d'arriver en 2011 et 2012 et leurs efforts échouent une nouvelle fois. Les attaques de novembre 2012 me poussent à participer au sein des organisations des droits de l'homme. Je continue de pêcher et, à côté, je donne de mon temps aux organisations comme UWAC[564], une ONG active dans les réductions d'accès à la mer et aux terres dans les zones frontalières avec Israël. Je rapporte aussi des incidents à l'organisation des droits de l'homme Al Mizan et au PCHR [Centre palestinien des droits de l'homme]. Bien que cette activité ne soit pas rémunérée, je sens que je fais quelque chose pour produire un changement positif. Je n'ai pas perdu l'espoir ! ».*

En mars 2013, les autorités israéliennes imposent de nouveau les trois milles nautiques comme limite. Mounir devra prendre des décisions quand ses autres enfants achèveront leurs études secondaires. Il ne peut pas demander d'aide financière autour de lui parce que, comme il l'a clairement expliqué, il ne l'a jamais fait jusqu'alors. Il ne veut pas non plus que son épouse le fasse parce qu'il sait que la situation des autres membres de la famille, élargie, n'est pas meilleure que la sienne. Il poursuit son travail avec ses frères car il est conscient que trop de monde dépend de cela pour vivre.

Mounir appartient à la classe des nouveaux pauvres, devenue la norme à Gaza, celle de ceux qui avaient un métier mais pas une profession. Cette partie de la société a épuisé son épargne et a vu ses ressources réduites comme peau de chagrin. Elle a été particulièrement

---

[564] Union of Workers of Agricultural Committees.

affectée par le dernier conflit de juillet-août 2014. Nous avons fait le point sur la situation avec Mounir en février 2015. Il dit alors :

> *« Les attaques israéliennes depuis la mer ont partiellement détruit mon bateau. J'attends que se concrétise la promesse de sa réhabilitation par des organisations humanitaires internationales. Nous avons reçu des aides humanitaires durant quelques mois après la guerre* […], *mais maintenant, je ne suis pas assez démuni pour y avoir encore droit* […], *sauf pour la réparation de mon bateau ! Un de mes frères qui travaille dans un ministère et mon beau-fils qui est employé de mairie à Gaza, nous aident en ce moment. Ce n'est pas facile de ne pas perdre l'espoir. Mais je ne me laisse pas aller. Je n'en ai pas le droit. Nous n'avons pas des problèmes de santé. Nous avons eu des blessés mais pas de morts dans notre famille pendant les attaques, ni parmi nos amis. Je me dis que c'est déjà une bénédiction, surtout quand je vois le nombre de morts dans le voisinage ».*

Le beau-fils de Mounir est employé de mairie et son frère travaille dans un ministère. Tous deux perçoivent donc un salaire, bien que partiel, comme d'autre personnes du service public ou de la police. Leurs salaires permettent de garantir le crédit accordé par les supermarchés et la pharmacie. Il a aussi demandé il y a quelque temps l'aide de son frère qui habite dans un pays du Gulf. De la même façon que Mounir et sa famille aidaient leurs proches et leurs voisins, désormais ce sont des membres de sa famille qui lui apportent leur aide tacitement. La famille est un soutien indispensable. Elle permet de gérer des situations parfois insoutenables. Elle devient ce que dans l'humanitaire nous appelons un *coping mechanism* (mécanisme de survie).

4.2.3. Le cas de Wajdi, entretien n° 21

Wajdi est un petit commerçant gérant d'une imprimerie familiale, il est âgé de 32 ans au moment du premier entretien en 2009, marié à Miriam.

Les parents de Wajdi sont originaires de Gaza, leurs cousins germains ont poursuivi leurs études en Égypte sous l'Administration égyptienne de la ville. Le père de Wajdi a étudié la littérature, s'intéressant par ailleurs à l'imprimerie qu'il a aussi pratiquée en Égypte. Il a travaillé en qualité d'apprenti chez des relations au Caire où il a vraiment appris le métier. Sa cousine parcourt l'Égypte elle aussi pour devenir enseignante d'arabe et revenir ensuite à Gaza, une fois son diplôme en poche. Le jeune homme choisit d'achever sa période d'apprentissage à l'imprimerie avant de revenir vers Gaza. Les familles arrangent le mariage dès son retour. Ils logent sur un terrain à côté des parents de la jeune mariée à Shajaia, l'un des plus vieux quartiers de la ville. Ils sont parents de quatre garçons et deux filles. L'aîné des fils

reçoit une bourse pour étudier la médecine en Espagne où il va d'ailleurs rester. C'est Wajdi, alors, le deuxième fils, qui comme son père a étudié la littérature et va devenir son bras droit dans l'imprimerie. Leur grande maison, érigée pour accueillir éventuellement la famille des enfants, dispose d'un jardin dans lequel la mère de Wajdi fait pousser des salades. Près de la maison de famille, le père de Wajdi a bâti sa première imprimerie. La violence de la première *Intifada* près de la frontière Est avec Israël décide celui-ci à déménager l'imprimerie pour l'implanter à Rimal. Le magasin est situé devant l'Université islamique dans la rue Omar al Mukhtar. Il aménage également une libraire dans laquelle sont disponibles non seulement des ouvrages scolaires et universitaires mais où se trouvent aussi des romans et les derniers écrits libres en arabe qui arrivent en Égypte.

Wajdi commence à travailler avec son père très jeune, alors qu'il est encore à l'école. Il apprend beaucoup de lui et décide de se lancer dans des études littéraires. Il se voit octroyer une bourse en Allemagne pour apprendre le métier de l'imprimerie. À la différence de son frère ainé qui décide de rester en Espagne, lui, rentre à Gaza pour travailler aux côtés de son père dans l'affaire familiale. Au moment du premier entretien, en 2009, le père de Wajdi vient de lui laisser la gérance de l'entreprise, dans laquelle il se rend chaque matin pour discuter avec ses amis et donner quelques conseils à Wajdi. En 2009, ce dernier gère donc l'entreprise de la meilleure façon possible prenant en compte le fait que les affaires vont de mal en pis à cause du blocus. L'importation des livres devient un problème tout comme celle du papier de qualité d'ailleurs, de l'encre et des pièces d'entretien des équipements de cette industrie.

Wajdi nous explique que l'activité commerciale s'est progressivement réduite depuis le gel des projets et l'accroissement du blocus après les élections législatives de 2006. Nous avons rencontré la famille de Wajdi au cours d'une enquête après les attaques de décembre 2008 à janvier 2009 visant à identifier les *mastourin*. Il s'agit, en grande partie, des nouveaux pauvres qui ne demandent pas ouvertement d'aide parce que ce n'est pas dans leur habitude de le faire. Ils avaient, avant la destruction résultant du conflit, suffisamment d'argent et de biens pour mener une vie confortable, prendre de vacances, envoyer leurs enfants dans les écoles et autres universités et pour payer la garderie des jeunes enfants[565]. Les *mastourin* sont des familles modestes, habituées à avoir une vie confortable et qui, suite aux événements des dernières

[565] Les jardins d'enfants (garderies) sont privés à Gaza. Ils ne sont financés ni par l'UNRWA, ni par le gouvernement. Les frais varient mais il y en a quelques-uns qui sont très chers pour ceux qui n'ont pas de salaire mensuel.

années, se trouvent depuis dans une situation difficile. Elles ont leur dignité et ne demandent pas d'aides, tâchant de survivre avec le peu dont elles disposent, partageant d'ailleurs avec la famille élargie. Miriam fait du bénévolat dans une association ce qui lui permet, aussi, d'obtenir des aides pour sa famille de cette façon.

Comme Wajdi et son épouse ont quatre enfants encore jeunes (le plus âgé n'a que douze ans), la famille a été sélectionnée par un programme d'assistance humanitaire financé par le PAM[566] pour recevoir un bon alimentaire permettant l'achat de produits laitiers, d'œufs, de lentilles, de pois-chiches, de viande et de poisson en conserve, d'huile d'olive et d'huile de cuisine. Miriam partage les produits ainsi obtenus avec les parents de Wajdi et sa plus jeune sœur, étudiante à l'université, habitant avec eux. Ses parents à elle sont plus jeunes et leur situation économique est meilleure que celle des parents de son époux. Le contexte, à Gaza, est celui de familles nucléaires où tous vivent ensemble, dans la maison des parents. Les deux autres frères ont des enfants et ils sont au *chômage*. Ils n'ont pas de revenus sauf ceux provenant de petits boulots ponctuels, rémunérés à l'heure, qu'ils trouvent dans les jardins ou en aidant dans les supermarchés. L'un d'eux a abandonné ses études pour travailler en Israël mais, après 2003, il a perdu son permis de sortie ; l'autre a souhaité devenir assistant social mais a perdu son travail en 2007 à cause du gel des fonds dans des ONG locales. Le premier a reçu la visite d'officiers des PAM et peut-être sera-t-il pris en charge par un autre programme d'aide *en nature* financé par ledit PAM. Toutefois, il faut attendre car, avant toute chose, il convient de vérifier l'état de sa situation, d'autres familles du voisinage étant susceptibles de connaître des conditions bien pires encore. La famille a des biens, elle est propriétaire de l'imprimerie et de la librairie et, par ailleurs, elle est déjà bénéficiaire d'un bon alimentaire, avec lequel elle *achète* certains produits, rappelons-le. Depuis deux années, son alimentation est variée, surtout en période de Ramadan. Lorsque cela est possible, Miriam achète des produits qu'elle peut partager avec les autres membres de la famille comme le *halawa*, les dattes, les salades et les cornichons ainsi que quelques yaourts, du lait et du fromage, mais seulement pour les enfants les plus jeunes.

L'absence d'activité professionnelle représente une véritable épreuve à surmonter, surtout côtoyant ceux qui travaillent et ceux qui, bien que ne travaillant, peuvent s'appuyer sur

---

566 Programme alimentaire mondial qui finance l'aide à la population locale nécessiteuse, à différence de l'UNRWA, organisation qui accorde une aide aux réfugiés issus de la guerre arabo-juive de 1946-1949. Le bon alimentaire permet de fréquenter des magasins locaux, favorisant, par ailleurs, le commerce local.

une famille élargie. La famille est un soutien indispensable. Elle permet de gérer des situations parfois insoutenables sans sa présence. Elle devient ce que dans l'humanitaire nous appelons un *coping mechanism* (mécanisme de survie). Malgré cet aspect positif elle est, parfois, un élément difficile à gérer dans les cas d'extrême pauvreté lorsque le partage n'est pas possible, ou non souhaitable, même dans le cas des aides humanitaires.

En dépit de la réduction considérable des commandes passées à l'imprimerie et du manque de matériaux, Wajdi tâche de gérer au mieux l'imprimerie. Il quitte la maison familiale chaque matin et vaque à ses occupations professionnelles quotidiennes. Il s'accorde une pause-déjeuner à midi et enchaîne les visites à la famille ou aux amis le soir, après avoir fermé son commerce, vers 19h. Il a vu l'importance de sa tâche diminuer progressivement malgré sa spécialité. Rappelons, ici, que l'imprimerie produit essentiellement de belles invitations pour les cérémonies mariales. Il a mené des démarches pour nouer des contacts avec des ONG locales dans le but d'imprimer leurs divers pamphlets et autres magazines. Il raconte :

> *« Ce n'est pas que les mariages s'arrêtent, mais la situation fait que les gens dépensent moins pour les cartons d'invitation, ils cherchent à réduire au maximum ce budget. J'ai vu mes commandes réduites de façon importante dans les dix dernières années. J'ai commencé à travailler avec mon père et, après 2009, il m'a laissé la gérance. Mes frères ne s'y intéressent pas, bien qu'ils m'aident quand il y a des livraisons à effectuer. Mes deux frères sont au chômage ; l'un était ouvrier en Israël et n'a pas voulu étudier, et l'autre est titulaire d'un diplôme d'assistant social mais il a perdu son travail il y a déjà un an. Je ne suis pas l'ainé, mais j'ai la responsabilité de la famille. Je me suis marié jeune avec ma cousine Miriam. Ma famille n'a jamais eu beaucoup mais nous sommes mastourin*[567]*, alhamdullilah. La famille de Miriam appartient à la branche la plus riche de notre hamulah. Comme vous pouvez l'imaginer, nous essayions de cacher que nous sommes dans le besoin. Miriam est très discrète et protège ma dignité.*
>
> *C'est seulement au cours des dernières années que la situation est devenue de plus en plus difficile. Nous avons quatre enfants, le plus âgé a seulement douze ans et quand je pense à leur avenir je suis triste. Je me sens coincé dans une situation qui me semble sans issue. Je continue à me réveiller tôt pour ne pas perdre mes repères, ma routine. Bien qu'il y ait très peu de travail, je suis au bureau et je fais semblant de travailler. Je lis des livres, je fais des recherches sur Internet. Je m'échappe sur la toile pour éviter l'ennui. Il m'arrive parfois de quitter l'imprimerie et d'aller marcher en bord de mer, je vais jusqu'à la corniche et je m'assois seul, en fin d'après-midi. La mer est proche de la librairie, c'est facile. Tout est près à Gaza. Je donne pour excuse que je dois rendre*

[567] Des familles modestes qui ont assez pour vivre, grâce à Dieu, et aux personnes de bon cœur.

visite à quelqu'un et je m'échappe pour être vraiment seul. Avec la famille, nous n'avons pas souvent l'occasion d'être seul. Dans ces moments-là je laisse mon esprit divaguer et imaginer des solutions possibles. Ça me calme, même si je ne trouve pas de solution.

Nous sommes dans une situation trop complexe, qui nous échappe complètement. Je parle de Gaza. Pour le moment, nous nous débrouillons. Le projet d'Oxfam est une bénédiction parce que ce n'est pas de l'aide humanitaire comme celle que donne l'UNRWA ou d'autres. Nous pouvons acheter avec la carte de crédit et nous gardons notre dignité.

Jusqu'à quand cette situation va-t-elle durer ? Miriam n'a jamais travaillé et avec les enfants ce serait impossible. En plus, dans notre famille, les femmes ne travaillent pas ».

Le discours de Wajdi laisse transparaître ce sentiment d'enfermement et d'impuissance lié, notamment, à la réduction notoire de son activité professionnelle. Cette assistance par le biais d'un bon alimentaire permet de sauver les apparences et de retarder une décision, qui semble inéluctable, à savoir la fermeture de l'imprimerie dans le pire des cas. Il ne peut pas vendre la propriété parce qu'elle appartient à ses parents, il ne souhaite pas travailler dans n'importe quel domaine, parce qu'il doit conserver une certaine image, pour lui, certes, mais aussi pour sa famille. Les liens filiaux guident ses choix finalement. La mer est pour lui, comme pour tant d'autres à Gaza, un exutoire qui lui permet de se ressourcer. Elle est importante pour de nombreux Gaziotes qui recherchent à passer quelques moments de solitude et à réfléchir à son contact. Ce qui n'est pas facile dans un tel contexte où la promiscuité résidentielle et la cohabitation familiale permettent bien peu de solitude.

4.2.4. Le cas de Ali, entretien n° 17

Ali est 52 ans au moment du premier entretien en 2010 ; ingénieur, directeur d'un bureau d'ingénierie, marié, père de cinq enfants, quatre fils et une fille.

La même épreuve – réduction de l'activité professionnelle – est également relevée dans le cas de l'ingénieur Ali, bien que sa situation soit complètement différente. Il est à la tête d'une importante société d'ingénierie et quatre de ces cinq enfants ont étudiés ce domaine ou celui de l'architecture. Toutefois, seul un de ses fils travaille avec lui. La société s'est développée grâce à des investissements hollandais, allemands et nord-américains. Après les élections de 2006, hélas, les projets ont été gelés dans l'attente d'un dénouement de la crise. Après la prise de pouvoir par le Hamas en juillet 2007, les projets ont été suspendus. Loin d'être pauvre, l'ingénieur vit cette épreuve changeant de façon drastique ses paramètres d'existence. Le fait d'avoir dû licencier son personnel a été très difficile à vivre, notamment du

point de vue de son image. Sa dignité a été blessée. Par ailleurs, ce phénomène induit que désormais Ali va avoir beaucoup de temps libre. Se pose alors la question de savoir quoi faire au quotidien ? Comment occuper tout ce temps disponible ? Nous allons, dès lors, commencer par évoquer le principe lui-même avant de traiter cette nouvelle réalité après 2007.

La famille d'Ali est partie du Maroc il y a 500 ans de cela. Ses ancêtres sont venus en Terre sainte en pèlerinage durant les croisades, accompagnant Salah al Din à Jérusalem. Il s'agissait de Sufis de la *zawuiya,* connus comme *tariq'a shazlya*. Ils se sont installés à Gaza et sont devenus une famille de théologiens de renom, attachée au prêche. Durant nos premiers entretiens, il a évoqué sa famille, sa naissance et son éducation durant l'Administration égyptienne :

« Mon grand-père maternel avait échappé à la mort, fuyant Gaza pour l'Égypte en 1948. Il avait travaillé, sous le Mandat, dans le Service postal à al Majdal, puis à Tul Karem et finalement à Hébron. Les autorités du Mandat avaient envoyé des employés, les effendis, dans d'autres villes qui n'étaient pas les leurs pour éviter le népotisme. Ma mère était née à Hébron et ma grand-mère y est décédée peu après quand elle a accouché de sa dernière fille. Ma mère avait alors cinq ans. Mon grand-père s'est remarié ensuite avec une dame d'Alexandrie, en visite à Hébron. Dès lors, la relation avec l'Égypte est devenue plus étroite. Les noms de mes oncles et tantes maternelles ('am et amati) sont ceux de prophètes qui se trouvent à la mosquée d'Ibrahim à Hébron, Rifqa, Youssef, Ibrahim, Ishaq, Rafiq et Mohammed, le Prophète.

La famille de ma mère était connue pour la beauté de ses filles. La mère et les tantes de mon père ont rendu visite à la famille à Hébron pour demander la main d'une des filles en âge de se marier. Peu après, le mariage a eu lieu à Gaza et ma mère est venue rejoindre ma famille paternelle près d'al Daraj. A part ses activités dans la résolution des conflits, position honorifique, il était le chauffeur-secrétaire du directeur de la compagnie appelée Iraki Palestinian Cooperation. Il faisait souvent le voyage entre Gaza et l'Irak.

Je suis né à Gaza, dans le voisinage de Beni Amr, le quartier ad Daraj. Ma famille n'était pas riche ; nous avions une situation commode, nous étions considérés comme mastourin. Mes tantes géraient une école maternelle que les jeunes enfants de tous âges fréquentaient avant de rentrer à l'école, déjà à la fin du Mandat britannique. Elles connaissaient tout le monde, comme cela était possible avant. L'éducation pendant le Mandat, n'était pas pour tout le monde. Après 1948, l'arrivée des Égyptiens a rendu l'éducation possible pour tous ! ».

Ali précise :

« Bien que mon grand-père paternel ait été pauvre, lui et mon père avait réussi à acheter un terrain d'un demi dunum [environ 500 mètres carrés] en 1956. C'était la première fois que nous

habitions une maison dont nous étions les propriétaires. C'était à Rimal, de l'autre côté de la rue, devant le YMCA, rue désormais connue sous le nom de Gala. Nous avons achevé la maison après l'entrée des Israéliens dans Gaza en novembre 1956[568]*. Je me souviens vaguement que nous avions planté beaucoup d'arbres. Ils ont tous été coupés pour nous permettre de nous chauffer pendant l'occupation israélienne. Je me souviens que notre maison était dans une rue faite de sable. Nous n'étions pas loin de la rue aujourd'hui appelée Omar al Mukhtar, au-delà c'était la fin de la ville. J'ai été marqué par un épisode de violence, quelques jours avant le départ des Israéliens de Gaza en mars 1957 : les hommes de ma famille ont été impliqués dans l'assassinat d'un collaborateur*[569]*. Les Israéliens, l'armée et des moustaarebin* [des Israéliens qui parlent arabe et qui se font passer pour eux] *nous ont évacués de la maison et l'ont brûlée avec tout ce qu'elle contenait. Mon père et son frère se sont échappés, alors les Israéliens fait prisonnier le seul homme adulte qu'ils ont trouvé : mon grand-père. Il a passé plus de quatre mois dans les prisons israéliennes. L'armée l'a libéré plusieurs mois après son départ de Gaza, le lassant à demi-mort à la frontière est, à Der el Balah. Il avait près de cinquante ans ; quatre mois de tortures et de mauvaise alimentation ont dégradé sa santé pour le reste de sa vie. Il a perdu la mémoire partiellement, il tremblait [...]. Il ne s'en est jamais vraiment remis. Il est mort en 1967 sans savoir qu'Israël avait gagné la guerre.*

Bien que j'étais né durant l'Administration égyptienne, mais mes grands-parents et mes tantes [amati] *parlaient du Mandat comme s'il datait d'hier. J'ai fait ma scolarité dans des écoles du voisinage et j'ai fini à l'école secondaire Palestine en 1962. Je me rappelle clairement qu'on étudiait l'anglais selon la méthode Morris d'Oxford qui avait été utilisée pendant le Mandat.*

Mon père voulait que j'étudie pour avoir une profession utile à l'éventuelle construction d'un État palestinien. Voilà pourquoi, ensemble, nous avons décidé que j'étudierai l'ingénierie. J'aurais voulu faire médecine mais mes notes du secondaire n'étaient pas assez bonnes pour être accepté dans le département à l'université du Caire où je voulais étudier. Alors, en 1963, je suis allé en Égypte où j'avais de la famille, pour étudier l'ingénierie, d'abord à l'Université d'Assiout puis, l'année d'après, à l'Université du Caire. L'enseignement en Égypte était gratuit pour nous les Palestiniens. Nous payions entre trois et quatre livres égyptiennes par an. Ah ! Les bonnes années de Jamal Abdel Nasser pour les Palestiniens en Égypte ! [...]. *Mes parents devaient payer seulement pour ma chambre et mes frais quotidiens : la nourriture et le transport. J'ai eu de la chance parce que j'avais un oncle maternel [khali] qui était chauffeur sur la ligne d'autobus Le Caire-Gaza. C'est lui qui amenait mon linge sale à ma mère et me le ramenait propre et repassé. Ma mère me*

---

[568] Les Israéliens occupent Gaza de novembre 1956 à 1957 pendant le conflit du Canal de Suez.

[569] Il y a encore, de nos jours, en 2016, des Palestiniens qui sont informateurs pour le compte des Israéliens : des collaborateurs. Dans un village d'Israël, les Israéliens ont relogés des centaines d'entre eux et leur famille pour empêcher qu'ils ne soient assassinés.

gâtait ! Je me souviens qu'un jour mon oncle est arrivé avec deux poulets rôtis et j'ai invité mes copains de l'université. J'ai gardé contact avec mes camarades d'université et mon fils travaille comme ingénieur avec l'un de mes collègues à Dubaï ».

L'Administration égyptienne de Gaza et le régime de Jamal Abdel Nasser permettent aux Palestiniens, hommes et femmes, l'ouverture vers le reste du monde arabe par le biais de l'éducation gratuite et un travail. L'éducation gratuite offerte par l'UNRWA permettait aux enfants de poursuivre leurs études dans des universités égyptiennes sans faire partie toutefois de riches familles riches comme c'était le cas auparavant. Dans les premières années après la guerre arabo-juive et l'armistice de Rhodes en 1949, les écoles de campagne de Quakers et de l'UNRWA, se sont ouvertes pour tous les enfants de Gaza, qu'ils soient refugiés ou non.

« Nous les Palestiniens aimons Le Caire. Je me sentais chez moi et j'étudiais beaucoup pour finir mes études et trouver un travail. En juin 1967, nous avons vécu la guerre depuis l'Égypte. Gaza a été bloqué et je me suis retrouvé sans argent et sans plus aucun contact avec mes parents. Ma famille, en Égypte, n'était pas bien riche et, avec la guerre, je ne voulais pas devenir un poids pour eux. Mon oncle m'a apporté un peu d'argent pour que je termine mes examens au mois d'août, après quoi, je voulais poursuivre des études supérieures. À 21 ans j'ai obtenu mon bachelor's degree et je ne pouvais pas retourner à Gaza. J'étais forcé de trouver un travail n'importe où dans le monde. J'avais deux postes possibles, l'un au Nigeria, l'autre en Égypte. J'ai pris le poste en Égypte pour travailler à la construction du barrage d'Aswan à Kom Ombo, lieu où les Nubiens devaient être relocalisés quand leurs maisons seraient submergées par l'eau du lac Nasser. J'y suis resté huit mois puis j'ai travaillé au Koweït, mais j'y suis peu resté. Je n'aimais pas le manque de respect de la population à l'égard des étrangers et j'ai poursuivi ma route en Syrie. Pourquoi ce pays me direz-vous ? Parce que c'était le seul à l'époque qui accueillait les Palestiniens sans visa.

C'était en 1969. L'occupation de la Palestine et sa perte était un fait accompli. J'étais Palestinien et je suis encore Palestinien [...], *même sous l'occupation israélienne.*

Je suis arrivé tôt et j'ai été logé dans une pension qui m'avait été recommandée par mon père avec qui j'ai eu des relations via l'Angleterre. J'ai trouvé tout de suite le bureau de l'office du Petroleum and Mining Resources où j'ai tout de suite postulé. J'ai laissé mon adresse, celle de la pension, et dès le lendemain j'ai reçu la visite du gérant du bureau qui m'a expliqué qu'il a entendu qu'un ingénieur avait candidaté. Il voulait me présenter tout de suite au directeur parce qu'il cherchait un ingénieur ».

Tant en Syrie que dans d'autres pays arabes durant les années qui ont suivi 1960, un manque cruel de personnel compétent s'est fait sentir, en particulier des ingénieurs ayant de

l'expérience en matière de construction des infrastructures. Or, il s'agit-là exactement du profil d'Ali :

« Il m'a demandé de déposer une nouvelle demande afin qu'il m'introduise tout de suite auprès du directeur. J'ai fait ce qu'il m'a demandé et j'ai eu des papiers en règle et un poste dès le jour suivant. Je ne savais pas qu'il y avait très peu d'ingénieurs en Syrie et que c'était le bon moment pour moi pour y arriver.

Mon travail consistait à construire des chambres-froides pour la conservation des produits agricoles. J'ai travaillé à Damas et également dans un projet à Palmyre, dans le phosphate, au milieu du désert [...]. *J'y avais été envoyé par la même compagnie. Je voulais m'éloigner de Damas ; il y avait beaucoup de problèmes entre les services de renseignements syriens et les Palestiniens. On se sentait suivi, espionné, tout le temps. J'ai accepté un autre travail sur le Grand barrage de Tabka, dans le bassin de l'Euphrate prêt de la frontière avec la Turquie. J'ai continué à avoir des contacts avec mon père et ma famille cette fois par le biais d'un ami en Espagne. Le Dr Kamal, l'ami de mon père, voulait que je lui rende visite. Entre temps, j'ai reçu des nouvelles m'informant que mon père avait été malade. Il a subi deux interventions chirurgicales : à l'estomac et au niveau du cou. Il m'a rassuré en me disant qu'il allait mieux et qu'il organiserait une rencontre à Istanbul. J'ai pris quelques jours de vacances pour m'y rendre et nous nous sommes rencontré à Istanbul en 1971. Il a pu faire le voyage avec l'aide d'un ami israélien avec lequel il faisait des affaires, c'est lui qui a tout préparé. Mon père avait un négoce important de vente de pneus de voitures. C'est d'ailleurs l'entreprise que mes frères ont repris, qui existe encore de nos jours, mais maintenant de façon très réduite du fait du blocus et de la réduction du pouvoir d'achat de la population »*

La rencontre a donc eu lieu à la fin de l'année 1971, soit cinq ans après la dernière visite d'Ali à Gaza, en 1966, avant la fin de la guerre.

« Les choses triviales de notre rencontre me reviennent en mémoire ; j'avais un paquet de cigarettes Kent quand je l'ai rencontré à l'aéroport. Tout d'un coup je me suis rendu compte que je ne pouvais pas fumer devant lui. Je ne savais quoi faire [...], *alors, je lui ai menti. Je lui ai dit que j'avais des cigarettes pour lui. Il savait que je lui achetais parfois ses cigarettes préférées : Craven A. Il a ri et comme nous allions partager la même chambre d'hôtel, il m'a dit que je pouvais fumer devant lui. Comme vous pouvez imaginer, j'ai eu de la peine pour m'habituer à le faire. Après tout, c'était mon père ! ».*

Le respect dû au père est tacite. Il n'est pas rare que des hommes mariés hésitent à fumer devant leurs ainés.

« Pendant le séjour, mon père a voulu savoir quels étaient mes plans pour l'avenir. Il voulait savoir si j'avais considéré un éventuel retour à Gaza. Et que si c'était le cas, il pouvait demander un

permis de visite aux autorités de l'occupation. Je voulais voir ma famille et il le savait. J'avais quitté mon pays à l'âge de 16 ans et la vie de famille me manquait ».

Ali avait perdu son droit de résidence parce qu'il n'était pas à Gaza au moment du recensement israélien de septembre 1967, établi peu après la défaite arabe de juin de la même année[570].

« Quand mon père m'a informé, par le biais de son ami que le permis était prêt, j'ai demandé une permission à mon patron pour partir en Espagne puis en Israël.

Je suis arrivé à l'aéroport de Lod. En 1972 c'était encore possible pour un Gaziote d'atterrir en Israël[571]*. L'officier m'a donné un visa d'une semaine et m'a indiqué que mon père devait m'emmener voir les autorités au ministère de l'Intérieur pour demander un permis de résidence à Gaza.*

Je ne me souviens pas de mes impressions. J'ai tout oublié. Tout était nouveau, la présence de soldats israéliens, hommes et femmes, partout… et la nouvelle langue, l'Hébreu, sur un territoire que j'avais quitté, la Palestine… et qui était maintenant occupé. Mon père m'attendait dehors avec son ami israélien, celui qui l'avait aidé pour son voyage à Istanbul.

Nous avons tout de suite poursuivi notre route vers Gaza. Je voulais voir le reste de la famille et surtout ma mère. À Gaza, je n'ai pas ressenti de changements spectaculaires, sauf les voitures de l'armée israélienne et surtout les drapeaux d'Israël au ministère de l'Intérieur et sur la prison. Ma famille habitait de l'autre côté, à Rimal sud. Mon frère ainé était marié et habitait avec mes parents et ma grand-mère.

Ma première visite à l'extérieur de la famille a été pour le Sheikh Rachad al Shawwa, le maire de Gaza, grand notable de la ville. Les Israéliens venaient de le destituer parce qu'il était allé à l'encontre de leur volonté. Je me souviens qu'il était formidable, charmant. C'était un ami très cher en dépit de notre grande différence d'âge ; presque cinquante ans ! J'aurai voulu travailler à la mairie de Gaza avec lui mais il ne me semblait pas que cela soit possible en ce moment. Je voulais rester à Gaza, ne pas retourner en Syrie à mon poste ».

---

570 Seules les personnes qui étaient sur le territoire occupé par Israël en 1967 pendant le recensement de septembre sont considérées comme des résidents permanents sur le registre de la population *Palestinian Population Registry*. Les Palestiniens qui n'étaient pas physiquement présents au moment de celui-ci sont exclus du droit de résidence dans les territoires palestiniens. C'est le cas d'Ali, parti étudier en Égypte à ce moment-là.

571 Je sais que, depuis 2000, les Gaziotes ne pouvaient plus voyager à travers Ben Gurion. Mes amis détenteurs d'une carte d'identité palestinienne ou d'un passeport étranger ne peuvent pas non plus voyager *via* l'aéroport de Ben Gurion.

Ali se réfère à la destitution du maire Rashad Shawa, qui avait été élu pour la première fois en septembre 1971 puis destitué dès octobre de l'année suivante[572]. De fait, c'est Israël qui administre directement Gaza. Le maire-adjoint israélien était un juif irakien, Uri Chichik. Il se trouve que, par le plus grand des hasards, il était ami avec l'ami israélien de son père.

« Le Cheikh Rashad me suggère de demander à Uri Chichik un poste à la mairie ou au ministère de l'Intérieur. Mon père qui connaissait Chichik m'a accompagné pour un entretien.

Il m'a directement demandé si je voulais travailler au ministère en qualité d'ingénieur. Il m'a aussi précisé que dans quelques mois le Cheikh Rashad serait réintégré dans ses fonctions de maire et que je pourrais le rejoindre. J'étais choqué par le style direct de son discours, mais aussi par le fait que mon père le connaissait intimement. Leur relation intime de camaraderie m'a énormément surpris ; après tout, Chichik était l'occupant ! Il avait décidé de me placer dans le département d'ingénierie de la marie.

J'ai pris mon poste comme ingénieur à la mairie de Gaza en janvier 1972. Avec un bon poste je pouvais penser à me marier. Ma mère et mes tantes ont trouvé une fille dans leur famille, parce que ces filles étaient connues pour leur beauté et parce qu'elles étaient bien élevées. Nous avons célébré la fête d'engagement en décembre 1972 et le mariage a eu lieu en 1973. Nous avons vendu les bijoux composants la shabka de ma femme et les dix lires qui composaient son maher, que nous avons utilisés par la suite pour les dépenses liées à notre installation à l'hôtel Nasser. Il jouxte ce qui est maintenant l'hôtel Al Quds International. C'était très bruyant mais bon marché. Seulement des années plus tard j'ai pu racheter les bijoux.

J'ai travaillé pendant trois ans puis j'ai démissionné en juillet 1975. Je ne voulais pas entacher le nom de ma famille [...], *je n'aurais pas pu me regarder chaque matin dans un miroir en me rasant si j'étais resté là ; cette façon qu'avaient eue les Israéliens de gérer les projets de la mairie c'était inacceptable. Une des meilleures choses que j'ai faites pendant ces trois ans a été d'avoir appris à parler hébreu. Comme nous travaillions avec des compagnies israéliennes comme Tahal, c'était utile. Je ne le regrette pas.*

Avec mon père et mon frère j'ai acheté un terrain au Rimal sud en 1990, un quartier paisible proche de la mer. Maintenant, comme vous le savez, nous sommes près du centre. Je suis content des aménagements effectués : l'habitation à l'intérieur de la propriété et le magasin donnant sur la rue ».

---

572 Shawa va être réintégré dans ses fonctions à la mairie en octobre 1975, et y restera jusqu'en 1982 quand il sera à nouveau destitué par les Israéliens étant une nouvelle fois allé à l'encontre de leurs décisions.

Dans l'échange qui suit, nous avions orienté la discussion vers son changement de vie depuis 2007 :

> *« Je reviens maintenant au changement majeur de mon style de vie depuis 2007. Après la prise de pouvoir du Hamas, subitement je me suis retrouvé avec des projets suspendus et un magnifique bureau qui se vidait progressivement, au fil des licenciements que j'étais contraint de faire. C'était dur pour moi. Je connaissais les familles de nombre de mes employés. Quelques-uns d'entre eux avaient même été mes associés pendant plusieurs années. Mais, je n'avais pas le choix. Le bureau était situé dans la tour de la Banque Palestine. Mes projets les plus importants gelés, mon activité devenait symbolique. J'ai quitté mon bureau, le cédant à la Banque Palestine pour un prix réduit, pour travailler depuis la villa de mon ami pour lequel je gère les biens qu'il a amassés à Gaza en sa qualité de mécène ».*

Ali a dû réduire considérablement le personnel de son bureau, ne privilégiant que les membres de sa famille. Il employait dans son entreprise de construction trente-deux personnes. Il les a tous licenciés, sauf son fils et un secrétaire. L'enjeu n'était pas le revenu mais l'emploi même. Ainsi que le note Boudon : « *on ne licencie pas son fils ou sa cousine, quitte d'ailleurs à mettre la pérennité de l'entreprise en danger* »[573]. Lorsqu'il s'agit d'une petite, voire très petite entreprise, du point de vue des lois du « darwinisme économique », licenciement et survie sont intimement liés. L'idée essentielle que l'on doit à Raymond Boudon, c'est que toute énigme sociale, toute action qui semble échapper à l'analyse, doit pouvoir être expliquée rationnellement, et qu'il est toujours possible de trouver de bonnes raisons à l'origine des comportements étudiés[574] :

> *« Avant 2007, je n'ai jamais profité de cette belle maison, de la période britannique, et de son jardin ; maintenant c'est ma seule sortie matinale. Voilà l'effort que je faisais pour conserver un semblant de normalité. L'un de mes fils travaille avec lui aux Émirats. C'est un vieil ami qui a quitté Gaza il y a plus de quarante ans et qui est devenu très riche. Je continue à gérer ses affaires et ses propriétés, mais ça ne prend pas beaucoup de mon temps ; je le faisais déjà avant. J'ai décidé de l'embellir, de m'occuper des fleurs et du potager.*

---

[573] Raymond Boudon, *La logique du social,* 1979, par Paul Prigent *in* Sociologie de l'éducation, *Cours* d'Alain Léger. http://alain-leger.lescigales.org/textes/Boudon.pdf

[574] *5e Congrès international de l'académie de l'entrepreneuriat*. Meier, O. et Pacitto, J-C. 2007, « Le retour de l'acteur ou les *bonnes raisons* du comportement des dirigeants des très petites entreprises ». Résumé. Référence à la notion d'énigme dans la pensé de Raymond Boudon.

C'est difficile pour mon entourage de comprendre que mes ressources n'étaient pas inépuisables et que je devais gérer mes finances sagement pour surmonter cette période difficile. J'ai commencé à écrire plus souvent et comme vous le savez, parce que vous les avez vus, j'ai publié les cahiers de la guerre, fin 2008 début 2009, mais une fois de plus un autre conflit a éclaté en novembre 2012.

Nous n'avons pas de vrai travail. Les journées s'étirent devant moi… à seulement décider que faire pour m'occuper. J'ai recommencé à pêcher, ce que j'avais abandonné il y a longtemps. J'aimais la pêche quand j'étais jeune. Je la pratiquais avant de quitter Gaza pour étudier au Caire. Je sors avec mon fils et nous partageons des moments d'intimité que nous n'avions jamais eus auparavant. J'ai aussi le temps d'écrire. Je me sens privilégié parce que j'ai des ressources pour survivre de façon productive et agréable. J'ai mes contacts politiques, et même au Hamas, il y a des personnes très correctes avec lesquelles on peut parler…

Les seules personnes qui sont relativement protégées à présent, sont peu nombreuses ; ce sont les fonctionnaires qui jouissent de couvertures sociales et de certains avantages comme la retraite et les vacances. L'idée d'une carrière, surtout pour les cadres qui travaillent dans le système bancaire, est encore possible, mais pour un nombre très faible. Les ingénieurs de la classe des technocrates, arrivés au pouvoir avec l'Autorité palestinienne, n'ont plus la garantie d'un travail assuré, sauf dans les postes gouvernementaux ou universitaires, ou encore à la mairie.

Ma femme était mal à l'aise quand je restais toute la journée chez moi sans sortir. Elle est habituée à être seule. Elle sort souvent rendre visite à sa famille et se sent responsable, elle ne veut pas me laisser seul. Après une vie de travail, la routine devient partie intégrante de notre vie. Il est douloureux de s'adapter à ces nouvelles réalités parce que nous ne savons pas si elles continueront indéfiniment.

Les changements, avec la chute de Morsi en Égypte, se sont avérés pires. Le Hamas ne veut pas accepter la réconciliation avec le Fatah. Je l'espère, mais il faut attendre. En attendant nous nous adaptons pour ne pas déprimer et nous sentir paralysés comme tellement de personnes qui sont devenues malades à cause de l'inactivité. Et tout le monde attend une nouvelle guerre ».

Ali est optimiste. Ses biens, qu'il gère avec sagesse, le rendent plus fort face aux aléas de la guerre et du blocus, surtout par rapport à d'autres personnes qui vivent de leur salaire. À Gaza, bien que l'individu soit toujours soutenu par les réseaux familiaux traditionnels, après plus de dix ans de blocus, les ressources diminuent considérablement et ne sont plus destinées qu'à la famille proche. Suivant les propos de Robert Castel concernant Gaza, il semble *bien que l'individu est pris en garde par* les réseaux traditionnels de dépendance et de protection, c'est la propriété, voir les ressources, qui *le* protège *ou permet aux autres de le protéger*. La propriété reste ainsi le socle des ressources à partir duquel un individu peut exister pour lui-même et ne pas

dépendre d'un maître ou de la charité d'autrui. C'est elle encore qui *« assure la sécurité face aux aléas de l'existence, face à la maladie, aux accidents, à la misère de celui qui ne peut plus travailler »*[575].

4.3. Catégorie 3 : Ceux qui continuent à être payés mais qui ne travaillent plus, le *chômage payé* des employés de l'Autorité palestinienne

L'épreuve particulière qui touche Gaza concerne les cadres de l'Autorité palestinienne qui continuent à être payés sans toutefois se présenter à leur poste. Ce phénomène est démoralisant du fait de l'absence d'une activité productive qui crée une routine permettant une vie hors de la maison. Elle n'est pas liée à l'absence de fonds parce qu'ils perçoivent leurs salaires, en revanche elle implique la détérioration émotionnelle de la personne et de ses relations de famille, mettant à preuve la résilience de l'épouse, des enfants, des parents et de la personne elle-même.

En 2006, les élections législatives donnent la victoire au Hamas. Un an plus tard, l'organisation prend le contrôle du pouvoir. L'Autorité palestinienne, soutenue par la Commission européenne, décide de continuer à verser les salaires de tous ceux qui travaillaient dans le gouvernement, avec pour seule condition qu'ils ne participent pas à la formation du gouvernement du Hamas, leur espoir étant, d'après nos interviewés, la chute de Hamas. Cette décision n'empêche pas la formation de celui-ci, en revanche elle crée une double appartenance gouvernementale[576]. Nous parlons d'environ 80 000 personnes (ce nombre devant être multiplié par au-moins six ou sept, afin que soient comptabilisés tous les membres de la famille de celles-ci) qui détiennent donc le rôle de pourvoyeur. De fait, ce sont donc près de 500 000 personnes qui sont concernées.

Le cas de Antar, développé ci-après de façon détaillée, illustre parfaitement les réactions négatives face à cette situation si particulière qui, fréquemment, affecte la santé des individus en dépit de l'absence de soucis d'argent. Ainsi, l'exemple ci-dessous sera-t-il relativement bref, seulement mentionné à titre indicatif puisque certaines réponses données ne sont pas forcément négatives d'autant lorsque la famille reste unie assure sa fonction de soutien.

---

575 CASTEL Robert (2003), *L'insécurité sociale*, Paris, p. 16. *« Parce que l'individu n'est plus dans les réseaux traditionnels de dépendance et de protection, c'est la propriété qui protège. La propriété est le socle de ressources à partir duquel un individu peut exister pour lui-même et ne pas dépendre d'un maître ou de la charité d'autrui ».*

576 *Cf. Chapitre II.*

4.3.1. Le cas de Antar, entretien n° 31

Antar est 38 ans lors du premier entretien en 2013 ; il travaille pour l'Autorité palestinienne, Suhad, son épouse, 32 ans, mère de deux fils (entretien n°32).

Antar, qui est avocat, est né d'une mère marocaine et d'un père palestinien descendant de familles de notables de la ville de Gaza. Il a vécu sa jeuneuse à Rabat où son père occupait un poste de haut rang en lien avec l'OLP. Avec sa famille, il a fait plusieurs séjours à Gaza pour que soient renouvelés par Israël les papiers d'identité que chaque Palestinien, de Gaza comme de Cisjordanie et de Jérusalem, doit détenir pour pouvoir rentrer chez lui. Au cours de ces visites, la mère de Antar ne les accompagnait pas, ne voulant pas côtoyer les Juifs israéliens qui géraient le passage pour entrer à Gaza. Pour elle, les Juifs marocains étaient des Marocains et elle n'avait aucun intérêt à connaître l'occupation sans une bonne raison. Elle lui avait promis, toutefois, qu'elle viendrait pour son mariage.

Nous avons rencontré Antar et Suhad un peu après l'arrivée de l'Autorité palestinienne et le retour d'Abu Amar[577] à Gaza. Nous étions invités à la fête donnée pour leur mariage. Nous avions décidé de convier l'épouse de Antar, Suhad, à nos entretiens seulement en 2012 après le conflit de novembre. Rappelons que nous n'avons formellement demandé à Antar de participer à notre recherche qu'en juillet 2013. Bien que le récit de Antar ait été transcrit postérieurement à celui de Suhad, nous avons pris le parti de l'utiliser de façon intercalée tels les retours en arrière dans les films cinématographiques. C'est la raison pour laquelle les citations ne suivent pas nécessairement un ordre chronologique. Antar se présente :

> *« J'ai étudié le droit à Rabat au Maroc, où je suis né, avec l'idée d'un retour éventuel à Gaza pour y travailler et me marier. Mais un travail sous l'occupant n'était pas fait pour moi. J'avais ma carte d'identité gaziote et mon passeport marocain. Je pouvais voyager où je voulais et l'idée de Gaza n'était pas mon choix. Je suis devenu avocat comme mon père. J'aime le droit et je savais que s'il y avait un accord de paix, comme l'OLP l'espérait, ce serait le moment de rentré ».*

Après les accords d'Oslo et la création de l'Autorité palestinienne, Antar et son père séjournent ici en été, parfois accompagnés de la mère. Beau garçon et très populaire, il développe un large cercle d'amis dans un laps de temps très court qui, comme lui, sont issus

---

[577] Yasser Arafat, président élu de la Palestine, connu sous le nom d'Abu Amar, arrive à Gaza en 1994 dans les cadre des accords d'Oslo.

d'autres pays. La plupart appartient aux *a'edin*[578], les gens qui venaient de dehors, dont les habitudes sont différentes de celles des autres Gaziotes, ceux du dedans. Antar raconte :

> *« Pendant l'une de nos visites à Gaza, le Procureur général offre à mon père, pour moi, le poste d'assistant me donnant l'occasion de devenir juge auprès les tribunaux de la Cour de justice de Gaza. C'était une offre flatteuse, surtout à mon âge et avec mon expérience limitée. Mon père a donné son accord, très fier de moi, et il faut dire aussi de ses contacts. Et j'ai commencé tout de suite. C'était un grand changement pour moi d'habiter Gaza. C'était une situation nouvelle pour moi : avoir des contraintes horaires liées au travail, passer la frontière… bien que dans mon poste, je voyageais souvent en Cisjordanie… et sans problème.*
>
> *Mon père voulait que je me marie, éventuellement, avec une fille de bonne famille de Gaza pour que je développe des racines dans sa ville natale ».*

Mais le mariage ne faisait pas encore partie des projets de Antar. Il préfère développer des relations au sein de son cercle de travail, donnant lieu, parfois, à des amitiés nouvelles. Il fréquente assidument un club de sport « branché » où il rencontre plusieurs de ses amis. Il dîne souvent au restaurant et se rend dans divers clubs sociaux de la ville, ceux-ci ayant largement proliféré depuis l'arrivé de l'Autorité palestinienne à Gaza. Il se déplace facilement entre Gaza et la Cisjordanie et n'est pas particulièrement disposé à modifier son style de vie en se mariant. Antar rencontre des familles convenables ayant des filles en âge de se marier. Abu Antar aborde souvent le sujet avec son fils afin qu'il choisisse quelqu'un, mais Antar ne cesse de repousser le moment, disant qu'il a besoin de temps pour s'habituer au travail et à Gaza. Antar déclare :

> *« Bien que je sois très sérieux et ponctuel dans mon travail, j'aime faire la fête et le mariage était pour moi une contrainte non voulue ».*

Après plus d'un an à son nouveau poste, son père a alors fait davantage pression sur lui, réussissant à arranger un engagement avec une fille de bonne famille, bien élevée et ayant une situation professionnelle, employée par un projet de soutien au gouvernement local dans le nord de Gaza. Suhad a perdu son père il y a un an et sa famille est connue des sœurs d'Abu

---

578 Les *a'edin*, les rapatriés. Le nouveau gouvernement formé dans le cadre de la création de l'Autorité palestinienne se forme en grande partie de rapatriés (*a'edin)*, « qui ne sont pas en mesure de connaître les mœurs et les habitudes des *« autochtones »*, des gens de *« dedans »*; de fait, les frictions restent, comme à l'arrivée de l'Autorité, assez fréquentes. » Voir Khalil Shikaki (2001), *Old Guard Young Guard: the Palestinian Authority and the Peace Process at Crossroads*, Ramallah, Palestinian Center for Policy and Survey Research et voir (2004), The Future of Palestine, *Foreign Affairs*, n° 6.

Antar. Celui-ci rend visite à la famille de la fille accompagnée de ses deux sœurs dans le but d'obtenir l'assentiment de la mère de la jeune fille afin que Antar rencontre cette dernière. Il met en avant les bonnes intentions de Antar et propose une entrevue avant de décider d'une date pour l'engagement puis pour le mariage. L'idée étant que la mère de Antar viendrait à Gaza pour l'événement. La mère de Suhad, quant à elle, demande à Abu Antar de leur accorder un peu de temps afin de voir si Suhad et Antar peuvent s'entendre. Alors seulement la décision serait prise. Les visites commencent et, finalement, à peine deux mois, Antar évoque alors le mariage. Les deux familles s'entendent concernant les arrangements auxquels il convient de procéder.

Abou Antar rentre à Rabat mais deux mois plus tard Antar rompt son engagement et demande à la mère de Suhad un peu de temps souhaitant prendre un peu de distance. Suhad est dévastée. Elle est amoureuse de Antar et se sent offensée par son changement soudain. Les commentaires abondent et les gens se demandent pour quelle raison Antar a annulé son engagement. La mère est mortifiée bien qu'elle accepte les raisons données par Antar : il a besoin de temps avant de s'enfermer dans le mariage. Suhad se réfugie dans son travail sans parvenir à l'oublier.

Les tantes de Antar rendent alors visite à la mère de Suhad lui expliquant que les parents de celui-ci seront à Gaza vers la fin de l'année et que le problème serait alors résolu. La mère de Suhad est gênée par les commentaires faits sur sa fille, mais elle aime bien Antar et est prête à attendre l'arrivée des parents pour voir quel pourrait être le dénouement de la situation. À la fin de l'année, comme promis, ceux-ci arrivent et, immédiatement, le couple se rend dans la famille de Suhad accompagné des tantes du jeune homme. La famille de Antar présente ses plus sincères excuses et redemande la main de Suhad. Nous évoquerons, dans quelques lignes, un élément que Antar n'a jamais mentionné jusqu'alors, venant de la bouche même de Suhad. Il a demandé à celle-ci comme condition *sine qua non* pour conclure le mariage, une réduction du *maher* (l'argent reçu par l'épouse en cas de divorce), indiquant que la situation économique de sa famille était négligeable. Notons que nous ne savons pas clairement si cette demande de réduction émane des parents ou de Antar lui-même. Ainsi, bien que Antar soit, en principe, un adulte autonome, l'emprise de sa famille et particulièrement l'influence paternelle sur les fils, sont très prégnantes et ce même à l'âge adulte. C'est par le biais de relations paternelles que Antar a obtenu son poste et ce sera encore son père qui le protègera s'il en a besoin. C'est son père aussi qui, avec le soutien de son épouse, va

convaincre Antar de changer d'opinion et ce sont eux qui, finalement, décideront de son mariage.

Cette fois sa mère reste pour l'organisation de la fête. Les arrangements logistiques sont facilités par l'inauguration du nouvel aéroport offert par le Maroc en 1998 dans le sud de la Bande de Gaza à Rafah. Des dizaines de personnes arrivent à Gaza dans les avions de Royal Air Maroc et y restent pour le rituel du henné (*henna*) puis, plus tard, pour le mariage[579]. La fête est splendide, un moment vraiment mémorable. Les jeunes mariés partent en voyage de noces durant un mois en Europe. A leur retour, ils s'installent dans un appartement à Rimal que le couple avait loué et préparé, situé près du lieu de travail de Antar. Suhad a une petite voiture qu'elle utilise quotidiennement pour rejoindre son travail au nord. On perd leur trace jusqu'en septembre 2007 peu après la prise du pouvoir par le Hamas à Gaza, quand elle vient pour un entretien pour un poste au sein de l'organisation pour laquelle nous travaillons.

Suhad, toujours aussi belle et sociable, est désormais mère de deux enfants. Le projet dans lequel elle travaillait au nord a fermé. Elle a pris du temps pour s'occuper de sa maison et avoir ses deux enfants. Puis, elle a ressenti le besoin de travailler après la naissance de son deuxième fils une fois qu'il a été en âge d'aller au jardin d'enfants. La déroute politique qui venait de s'achever mettait chacun mal à l'aise et l'avenir devenait de plus en plus incertain. L'arrivée au pouvoir du Hamas avait été violente et les Gaziotes subissaient encore son l'impact. On commençait tout juste à sortir des maisons pour « tâter le pouls » de la ville. Suhad donne ses impressions :

> *« Je sors de la maison et je m'étonne de trouver à chaque coin de rue des barbus qui, je peux vous l'assurer, formaient jusqu'à ces jours la résistance souterraine du Hamas. On les voit aussi à l'hôtel Al Deira* [hôtel de luxe en bord de mer] *dans des réunions et on commence à voir de plus en plus de femmes voilées ».*

Quand Antar part pour le travail je préfère rendre visite à ma mère pour ne pas rester seule. Je voudrais travailler à nouveau. Une rumeur court que dans le gouvernement les employés de l'Autorité devront rester chez eux pour boycotter le nouveau gouvernement.

---

579 En 2001 la GZA, la ligne aérienne palestinienne continue à voler depuis El Arish en Égypte. La tour de contrôle de l'aéroport a été bombardée par Israël en décembre 2001 et la piste complétement détruite en janvier de l'année suivante. Le personnel de la ligne aérienne continue d'être payé par l'Autorité palestinienne (2014).

Nous sommes tous anxieux devant cette tournure qui nous semble négative pour l'avenir. Au lieu d'essayer de souder les différences, cette action va les perpétuer.

Suhad évoque clairement la situation à venir avant que tous ne soient mis devant le fait accompli suite à la décision politique du gouvernement de Ramallah. Antar travaille encore dans le bureau du Procureur général et entend continuer à ce poste, mais la situation va évoluer différemment. Ainsi, les employés de tous niveaux ne peuvent plus se présenter à leur poste, sous peine de ne plus recevoir leur salaire mensuel. Antar explique :

> *« Je me suis retrouvé du jour au lendemain évincé de ma routine de travail. J'ai de l'argent, mais sans rien faire, moi qui aimais mon travail d'avocat, je me sentais tout à fait inutile. Je ne suis pas seul dans cette historie. C'est la même chose avec mes copains du bureau. Nous allons ensemble au club de sport, nous dînons aux restaurants et fréquentons les cafés de la ville mais, en plus, avec l'arrivé au pouvoir du Hamas, l'alcool est interdit. Je n'étais pas quelqu'un qui buvait beaucoup, mais j'aime une bouteille de vin pour accompagner mon repas. Avant, nous achetions des bouteilles à Ramallah avant de revenir à Gaza, depuis 2007, il ne nous est plus permis de faire passer d'alcool. Il y a eu des problèmes même avec des chrétiens qui apportaient des bouteilles, comme auparavant. Par contre, les Israéliens ne le font pas. Je n'ai pas de raison d'aller à Ramallah pour demander un permis, mais je circule avec facilité, si le passage de Rafah est ouvert ».*

Parce qu'il a un passeport marocain et de bons contacts, il est libre de quitter Gaza par le passage de Rafah, comme il le dit, mais seulement quand celui-ci est ouvert. Durant son dernier voyage au Maroc avec ses enfants, il leur a fait établir des passeports marocains. Maintenant, il peut même se promener avec ses enfants sans le permis signé de la mère, comme cela est normalement requis par la loi à Gaza :

> *« Le succès du Hamas a été catastrophique pour l'Autorité palestinienne. Je n'étais pas d'accord avec la décision de ne plus se présenter au travail. C'était une folie ! Vous pouvez constater vous-mêmes les résultats. Moi, en plus, je suis d'autant moins d'accord avec cette décision que j'aime travailler. J'ai des collègues que cela rend malades ; j'ai même un copain qui est décédé il y a quelques mois. Il y a des séparations aussi. J'ai un autre copain qui a divorcé finalement, après beaucoup de problèmes avec sa famille. Il est tombé dans une dépression sérieuse et son épouse n'a pas pu le supporter. Elle est tombée malade aussi. Elle est à Ramallah avec ses parents et les enfants et il est revenu vivre avec ses parents ici à Gaza. L'épouse d'un autre s'est enfuie dans sa famille en Cisjordanie, à Naplouse, une ville traditionnelle mais avec une vie ! On entend de plus en plus de divorces à Gaza. Surtout parmi les jeunes couples. À notre âge c'est plus difficile… en particulier je considère pour la femme. À Gaza la loi du divorce protège l'épouse si elle a inséré une clause de divorce dans son contrat de mariage. Le problème est que même si elle l'a fait, son application est rare parce que sa propre famille ne voudrait pas d'une femme divorcée avec enfants*

à nouveau chez elle. Ça dépend sans doute de chaque famille. C'est un enjeu similaire pour faire valoir les droits à l'héritage quand le mari décède.

De mon côté, Suhad et moi, nous avons de la chance ! Nous sommes heureux avec nos deux enfants. Suhad a voulu retrouver un travail, elle est administrateur d'une ONG internationale. Qu'elle travaille ne me pose pas de problème. C'est mieux pour elle. C'était difficile de s'habituer à sortir peu de la maison. Je sors quand même parfois, mais je reste beaucoup avec les enfants ».

Comme nous l'avons déjà dit, le couple a deux fils et l'épouse travaille depuis 2008 à plein temps. Antar évoque, dans son discours, une situation harmonieuse et presque idéale dans sa relation de couple et dans sa vie de famille. Nous tâcherons, plus tard, de corroborer ses propos avec les dires de Suhad. Nous n'avons pas réussi à aller plus loin avec Antar sur le thème de la femme, bien que nous ayons essayé diverses approches. La présentation qu'il fait de sa vie et son discours, tenu en français et en arabe, ne nous laissent pas imaginer les détails de son comportement que nous allons connaître par son épouse. Certes, il est tendu et stressé parce qu'il ne suit plus la routine professionnelle qui guidait ses pas dans le passé, mais il semble tout à fait crédible dans la présentation de son *problème* et de la *situation*. Nous sommes invités chez eux pour un deuxième entretien, relativement long avec lui, quelques heures avant le retour de Suhad de son travail. Antar parle de son épouse :

« J'avais rencontré Suhad au cours de mes premières visites à Gaza. Son père était décédé de maladie […]*, elle avait deux frères et une sœur. Elle a commencé à travailler après la création de l'Autorité palestinienne quand les grandes ONG internationales sont arrivées à Gaza avec de grands projets. Elle en dirige un dans le nord à GIZ, une agence allemande qui s'occupe d'habilitation et d'infrastructure, chargée de gérer les déchets de la partie nord de Gaza, en même temps que la formation du personnel municipal.*

Suhad est très belle, je le dis toujours. Elle a un grain de peu très pâle et des cheveux noirs. En plus, elle est fine et bien élevée et elle dansait ! Moi j'adore danser et boire du bon vin. Et dans sa famille, on pouvait boire du vin sans aucun problème comme j'étais habitué à le faire à Rabat. A chacun de mes voyages en Cisjordanie j'achetais du bon vin et je le ramenais à Gaza ».

Antar semble tendu bien qu'il soit content de nous voir. Il nous offre un très bon vin du Maroc qu'un diplomate lui a offert. Suhad arrive deux heures plus tard et nous rejoint après avoir couché les enfants. En sa présence, la conversation prend une tournure plus générale et l'entretien se transforme en véritable visite de famille.

Nous rencontrons à nouveau Antar à Mazaj, un café du centre-ville où nous faisons beaucoup de nos entretiens. Alors Antar nous rafraîchit la mémoire :

« Depuis notre dernier entretien la situation a empiré. Le Hamas m'a demandé plusieurs fois de rejoindre son gouvernement pour l'aider de mes compétences afin de réorganiser les tribunaux. Je me demande si je dois accepter […]. *Je dois pouvoir travailler. Je suis malheureux de cette situation qui se prolonge. Je ne sais pas s'il y aura un dénouement positif.*

Il est possible que si je travaille avec leur gouvernement je perde mon salaire de l'Autorité de Ramallah pour être payé par le Hamas, mon action sera peut être comprise comme un effort de fraternisation avec le Hamas. En même temps je voudrais travailler et je suis sûr que je pourrais apporter une grande aide à mes collègues. La Cour de justice de Gaza a un immense retard. Les tribunaux sont surchargés de travail et les processus attendent durant des années sans résolutions […], qui sont souvent reportées. C'est une des raisons pour laquelle le gouvernement du Hamas soutient les systèmes traditionnels de lijan al islah[580]*. On commence à revenir vers le système informel de résolution des conflits. C'est plus efficace et on voit des résultats.*

Je suis allé à Rabat une fois durant cette période avec mon fils aîné pour rendre visite à mes parents. J'y suis resté un mois et demi. De retour ici, j'ai occupé mon temps au gymnase où je vois mes copains. On peut sortir le soir encore mais c'est très limité. C'est plus simple de sortir à Rabat ou en Europe qu'en Cisjordanie ».

Suhad travaille toute la journée et je m'occupe en allant au club de sport et en voyant mes copains. J'essaie de sortir de Gaza quand je peux pour rendre visite à ma famille au Maroc ou à mes amis à Charm al Cheikh, en Égypte, pour changer d'air. J'ai des contacts et j'arrive à sortir une fois sur trois. Je vais chercher les enfants à la sortie de l'école et je passe un peu de temps avec eux mais bien que je les aime beaucoup c'est plus simple si ma belle-mère prend soin d'eux, de cette façon je suis libre de sortir de la maison. C'est difficile pour moi de faire le taxi pour aller et revenir de l'école, alors c'est Suhad qui le fait en allant et revenant du travail.

Antar vit l'absence d'activité liée au blocus comme une épreuve étouffante dès qu'il revient à Gaza. Toutefois, nous n'avons pas poursuivi davantage nos entretiens sur le sujet car son malaise tient au fait qu'il aimait le travail qu'il faisait et non à celui qu'il n'en ait plus. Finalement, un mois plus tard nous nous rencontrons à nouveau à Mazaj. Antar a maigri et semble un peu agité. Il nous dit être en pleine forme physiquement parce qu'il fait quotidiennement du sport dans son club. Il parle de ses sentiments :

---

[580] Les comités de notables qui gèrent la résolution traditionnelle des conflits hors des tribunaux civils.

« Je suis devenu irascible et parfois méchant. Je crois que la meilleure solution serait de partir et en même temps je n'ose pas. Quitter Gaza comme ça pour quelques semaines, c'est pas assez pour résoudre la situation et partir définitivement n'est pas une option. Je doute que Suhad voudrait ni pourrait quitter Gaza […]*, c'est une question de permis. Seuls nos enfants possèdent un passeport marocain. Je ne sais pas si ce serait une bonne idée de voyager avec Suhad. Elle est aussi irascible que moi ces dernière temps ».*

Nous avions le sentiment que Antar se parlait à lui-même. Nous sommes restés silencieux quelques instants puis il s'est levé pour partir, insistant pour régler l'addition. Nous ne sommes pas parvenus à engager une discussion de confiance et lorsqu'il s'est finalement mis à parler, il semblait embarrassé. Il n'a rien dévoilé de sa vie privée s'en tenant à l'image lisse qu'il avait décrite dans son discours, n'évoquant jamais les problèmes qu'il traversait. Il tâche ainsi de préserver son image. En revanche, nous avons pu discuter avec son épouse, chez sa mère, qui a, quant à elle, besoin de verbaliser la situation afin de l'analyser. Grâce au permis de Antar, elle a pu emmener les enfants passer quelques jours chez sa mère parce que ceux-ci étaient malade et c'est leur grand-mère qui les garde pendant qu'elle travaille. Suhad raconte :

« Je suis tombée amoureuse de Antar au cours de l'une de ses visites à Gaza. J'étais encore très jeune pour penser au mariage et mon père venait de mourir. Je finissais mon tawjihi [baccalauréat palestinien] *et j'ai eu obtenu mon diplôme de finances. J'ai commencé à travailler pour un projet financé par le GIZ, organisation du gouvernement allemand pour aider le gouvernement local dans le nord de Gaza. J'aimais mon travail et j'ai appris beaucoup de choses. Ma mère m'a raconté que les tantes de Antar nous avaient rendu visite pour exprimer leur intérêt pour l'éventuelle alliance de nos deux familles. La nouvelle m'avait rendue folle de joie. Son père était également venu et peu après j'ai reçu la visite de Antar. J'ai voulu l'épouser dès notre première rencontre ! J'étais prête à me marier tout de suite. Mais sa famille a dû rentrer au Maroc pour les affaires de son père et j'ai attendu des semaines, très anxieuse. Antar vivait et travaillait à Gaza. Il avait un petit appartement mais je ne pouvais pas me présenter chez lui, parce que je savais qu'alors il ne m'épouserait jamais. J'ai entendu de ma mère que Antar pensait que mon maher*[581] *était trop élevé. J'ai prié ma mère et mes tantes de le réduire pour le ramener à une somme symbolique : un dinar. Ma mère ne voulait. Elle me disait c'est la seule protection que tu auras si tu divorces ! Et je répondais toujours : mais chère mère, je ne me marie pas pour divorcer ! ».*

[581] Somme versée par l'homme à la femme en cas de divorce et qui a été défini au moment du contrat de mariage.

Comme beaucoup de femmes à Gaza, Suhad ne se soucie pas de perdre l'éventuelle sécurité financière qui représente le *maher*, surtout quand la famille dispose de quelques moyens économiques. Le montant proposé n'était pas une contrainte pour la famille de Antar. Éblouie par celui-ci, tellement amoureuse de lui, elle ne pense pas à ajouter la clause du divorce au contrat de mariage. Si son père avait été vivant, peut-être y aurait-il pensé sans accepter la réduction dudit *maher*. C'est maintenant trop tard ! Et avant même de se marier, elle commence à faire des concessions.

> *« Après des mois de va-et-vient entre les deux familles, Antar a finalement annoncé, par le biais de ses tantes, que pour l'instant il ne voulait pas se marier. Ma famille était indignée de son changement d'avis. C'était presque un scandale. Nous venions de deux familles connues en ville et son comportement était celui d'un enfant gâté qui change d'avis selon son bon plaisir. J'ai failli devenir folle. Je ne savais pas quoi faire. Je m'occupais de mon travail mais le temps ne passait pas.*
>
> *C'était l'hiver et je suis tombée malade, j'ai eu une bronchite. Je m'en souviendrais toujours. Cela faisait maintenant déjà six mois que mon rêve s'était écroulé* […]. *J'ai dû rester chez moi parce que je toussais beaucoup. Ma tante la plus jeune restait auprès de moi. Un jour, en fin d'après-midi la sonnette a retenti. C'était un garçon fleuriste portant un bouquet de roses rouges, le plus grand que j'avais jamais vu. C'était de la part de Antar qui, dans une petite note, me demandait un rendez-vous pour venir chez ma mère redemander ma main.*
>
> *Organisé par la famille de Antar, le mariage était une fête somptueuse. Vous étiez invités et vous savez comme on pouvait encore faire des fêtes comme ça ! Ce n'est plus possible maintenant. Une fête doit être discrète et finir au plus tard à minuit. Ça n'a plus d'importance maintenant. Je parle de choses bien frivoles et triviales. Ce qui est important c'est son changement de personnalité.*
>
> *J'essaie de me rappeler quand est-ce que le changement a commencé* […]. *Il y a eu d'abord le désordre et peu après les attaques. C'était un coup armé en juillet 2007. C'est incompréhensible* […], *où étaient les militaires qui dirigeaient l'armée du gouvernement, du Fatah. L'armée s'est retrouvée sans tête et le Hamas a réussi, après une entrevue horrible et sanglante, à prendre le pouvoir. C'était une guerre civile comme je n'en ai jamais vue de ma vie. Quelques semaines après, la décision de l'Autorité palestinienne a été connue. Le personnel, surtout le plus hautement placé, ne devait pas se présenter au travail tout en continuant à être payé*[582].

---

[582] La condition première pour continuer à percevoir un salaire étant de ne plus se présenter sur le lieu de travail, et ce pour ne pas soutenir le gouvernement du Hamas.

La transformation a commencé au moment où Antar a arrêté de se présenter au travail. Il est avocat et il aimait son métier. L'inactivité le tue. Il ne peut pas penser à faire autre chose. Il va au club de sport avec ses amis. Il est devenu très jaloux et me rend misérable. Je n'ai le droit de sortir avec personne sans lui, sauf pour aller au travail. Je peux rendre visite à ma mère en lui demandant la permission. Il s'est rendu dans sa famille au Maroc avec notre aîné sans se soucier que je signe le permis de sortie. Je me suis rendue compte qu'il pouvait le faire du moment où l'enfant avait un passeport marocain. J'avais peur qu'il ne revienne plus à Gaza ! ».

Antar use de son pouvoir légal sur les enfants pour empêcher Suhad de prendre une décision aussi drastique que le divorce. Il n'a pas de geste violent à son égard, la violence étant restée jusqu'alors à l'état verbal. Notons que Suhad, habituée à sortir, est désormais enfermée du fait de la jalousie de son époux. Elle ne peut voir personne après le travail. En revanche, elle peut inviter des gens chez elle bien que, parfois, Antar ne soit pas très amical. La relation du couple devient amère :

« Depuis six mois je dors avec mes deux enfants. Je ne peux pas supporter qu'il me touche. Il m'étouffe par sa présence et il attend quand même que je reste gentille avec lui ! Avant de commencer à dormir avec mes enfants, j'étais enceinte. Après quatre mois de grossesse, je suis tombée très malade. Le médecin nous avait déjà dit quand j'avais accouché la dernière fois, que je ne devrais plus avoir d'enfants. C'est mon dos, j'ai des problèmes de vertèbres, et mon cœur, surtout, qui est très fragile. Il était en voyage avec ses amis à Charm el Cheikh, en Égypte. Je suis restée à l'hôpital une semaine. Grâce à Dieu, ma mère et ma famille étaient avec moi. Ma sœur et mes tantes ont pris soin des enfants, qui devaient aller à l'école, pendant que ma mère restait avec moi. J'ai fait une fausse couche. J'étais soulagé. Ma mère a parlé à Antar par téléphone et lui a expliqué que j'avais perdu l'enfant. Il été triste, mais il n'est pas rentré à Gaza tout de suite. Il a poursuivi son séjour encore une semaine.

À son retour nous avons eu un moment de répit. Tout paraissait plus calme. Mais une nuit, il est devenu méchant et m'a crié dessus en disant que j'avais tué son fils exprès. Il m'a bousculée et je suis tombée par terre, en accrochant la table avec ma joue et j'ai saigné. J'ai pris la voiture et je suis partie chez ma mère avec les enfants où je suis restée deux semaines. C'est la deuxième fois que je le quitte comme ça […]*, mais c'est la première fois que je pense au divorce. Antar a de la chance ! Ma mère et ma famille l'adorent et excusent son comportement ».*

C'est la première fois que Antar lève la main sur son épouse. Suhad pourrait le quitter maintenant en faisant une déclaration à la police et se réfugiant chez sa mère. Mais peut-être alors que la police essayerait de les réconcilier et Antar serait furieux que Suhad ait porté plainte à son encontre. Il est aussi possible que sa mère n'accepte pas que celle-ci quitte son époux. Suhad perçoit un salaire qui lui apporte une indépendance économique et sa famille,

finalement, pourrait garder ses enfants ; mais elle n'est pas prête à le quitter. Ainsi qu'elle le confesse elle-même, peut-être ne le quittera-t-elle jamais. Jusqu'à notre entretien de 2014, quand elle évoque sa situation et ses relations avec Antar, elle constate que la balance penche encore en la faveur de son couple et qu'elle a toujours des sentiments pour son mari.

Citons Suhad :

> *« J'aime Antar. C'est le père de mes enfants* […]. *C'est l'homme que j'ai choisi. Il n'est pas mauvais ; c'est le manque de travail, d'une activité professionnelle qui le rend fou. La femme d'un de ses amis a quitté son mari pour Ramallah* […], *elle est partie chez ses parents en emmenant les enfants ».*

L'autonomie financière ne rende pas d'une femme ne lui accorde pas, toutefois, celle de décision. Comme tant d'autres femmes interviewées, elle justifie le comportement de Antar par son absence d'activité. Suhad n'a pas évoqué le fait qu'une femme divorcée était mal vue à Gaza. Ce n'est pas qu'il n'y en a pas des centaines dans les bonnes familles mais la concernant, en particulier, elle a perdu son père jeune et elle n'est pas sûre que sa mère, et sa famille en général, la soutiennent dans sa décision de séparation, alors même que tous apprécient beaucoup Antar. La perte de son père la fragilise envers la société mais aussi à son propre égard. Le conseil maternel reste toujours le même :

> *« Attends un peu ; la situation va se régler. Tu sais bien qu'il sera plus calme et plus content dès qu'il pourra recommencer à travailler. La situation va changer ».*

Suhad est parfaitement consciente que la « situation » ne va pas changer du jour au lendemain et qu'elle devra prendre une décision tôt ou tard. Nous la revoyons à la fin de l'année 2015, après une nouvelle série d'attaques entre juillet et septembre, une véritable guerre. Elle nous invite dans son nouvel appartement où elle a emménagé seulement un mois après la fin des combats. Suhad raconte :

> *« J'ai eu vent que Antar allait épouser une deuxième femme. C'est une femme de l'extérieur, des Emirats. Je connais sa famille mais je ne la connais pas elle. Elle est, comme on peut le penser, plus jeune que moi. Pour obtenir le divorce il a voulu que je quitte la maison avec les enfants en lui laissant tout. Je voulais absolument le divorce. J'ai accepté de quitter l'appartement et tous les meubles, les appareils électroménagers que j'avais achetés avec mon argent* […], *et j'ai cherché un appartement proche de la maison de ma mère. Cette fois, ma mère n'a pas osé défendre Antar comme elle le faisait chaque fois auparavant. Grâce à Dieu, j'ai mon travail ! J'ai pris quelques jours de congé pour chercher l'appartement et faire mes valises et celles des enfants, avec les habits. Je voudrais l'empêcher de voir les enfants mais la loi le lui permet. Je pensais toujours que la*

relation entre nous allait s'améliorer et que la situation politique allait changer […]. *C'est clair que la seule chose qui ne change pas ce sont mes sentiments pour lui. En dépit de mes sentiments, l'humiliation a été énorme. Je protège ma dignité et finalement mon amour propre est plus fort que mon amour pour lui. Je commence à en faire le deuil ».*

Le divorce a été la seule option envisageable dès lors que la trahison est devenue publique. Suhad perçoit un bon salaire qui va lui permettre de s'organiser au mieux. Bien qu'elle n'aurait jamais pensé que ce soit possible, elle recommence à sourire tout doucement. Cette « situation » des employés de l'Autorité de Ramallah dure depuis déjà huit ans. De nombreuses familles ont souffert des effets pernicieux de ce phénomène : détérioration de la santé physique et mentale et, parfois, séparation au sein des couples, fuite hors de Gaza de l'épouse, voire même, dans les cas les plus extrêmes, divorce. Nous connaissons peu de familles étant restées soudées et n'ayant subi aucun dégât émotionnel dévastateur durant toute la période d'existence de ce phénomène. D'autant que l'horizon politique ne semble pas vraiment s'éclaircir. À Gaza, une solution surprise est toujours possible, mais dans le cas des emplois de haut niveau, comme c'est le cas de celui de Antar, il va falloir décider quelle attitude adopter, dans le cas d'une réconciliation entre les deux gouvernements. Comment gérer ce double service d'avocats dans le bureau du Procureur général ? Pour les tribunaux, ce serait une aubaine : disposer d'avocats compétents qui pourraient faire office de juges. Comme nous l'avons déjà dit, la situation professionnelle de ces individus ayant des postes d'un haut niveau sous l'Autorité palestinienne avant 2007, n'a rien à voir avec la précarité. L'enjeu est davantage ici celui de la santé mentale, de la dépression et parfois même de la violence. La survenance de maladies, dans cette couche sociale, bien que non documentée, transparaît à travers des conversations que nous avons pu avoir avec certains médecins.

Il ressort des différents entretiens que nous avons effectués avec des cadres de l'Autorité palestinienne, que les maux les plus communs sont la détérioration de la santé et la désintégration familiale. Notons, toutefois, quelques cas où les familles ont mieux géré cette épreuve. Notre exemple suivant est celui de l'une de ces familles. Bien qu'ayant souffert de l'arrêt du travail, du blocus, des conflits armés et autres, ses membres sont parvenus à organiser leur quotidien sans que n'apparaissent trop de dégâts émotionnels.

4.3.2. Le cas de Akram, entretien n° 34

Akram est 40 ans lors de notre premier entretien en 2012. Il vient d'une famille aisée, des notables de Khan Younes. Il a trois enfants. Il est marié à Abeer également d'une famille de Khan Younes (entretien n° 27).

Après avoir fait des études de droit à Bir Zeit Akram part pour Le Caire pour se spécialiser en droit judiciaire. Il revient au moment de la mise en place de l'Autorité palestinienne et trouve ainsi une place dans le bureau du Procureur général, à la fin de l'année 1997. Il est déjà marié avec une jeune femme connue de sa famille, elle aussi de Khan Younes. Dès que ses parents ont eu une maison dans Gaza, il s'y est installé avec sa jeune épouse après leur mariage. La maison est située à Rimal-centre, près des bureaux du gouvernement. Ils ont trois enfants. Depuis leur mariage ils préfèrent habiter Gaza pour le travail et pour faciliter les trajets vers les écoles des enfants, elles aussi dans la ville. Les visites à la famille se font le vendredi ou le samedi, le parcours pour Khan Younes prenant près de quarante minutes. Akram a travaillé comme juge dans les tribunaux de Gaza. Avant de choisir le droit, il avait fait des études de graphisme et, durant un bref laps de temps avant son mariage, il avait travaillé dans un cabinet d'architecte.

Abeer, quant à elle, a étudié l'administration et est titulaire d'un diplôme de développement de l'Université de Bier Zeit, qu'elle a obtenu après son mariage. Elle est la benjamine d'une fratrie de cinq enfants : trois garçons et deux filles. Très proche de ses parents, elle leur rend souvent visite à Khan Younes, en profitant pour aller voir également ceux de son mari. Parce qu'elle a terminé ses études après la naissance de sa première fille, les parents d'Akram emménagent temporairement avec le couple pour la garder et tenir compagnie à la jeune maman, lui permettant ainsi de faire des allers retours en Cisjordanie. Elle a une position importante au sein d'une organisation humanitaire internationale. Mais, commençant à s'y ennuyer, elle cherche un autre poste, toujours dans l'humanitaire.

Comme Antar dans le cas précédent, Akram ne peut plus se présenter à son poste s'il veut continuer à percevoir son salaire, à compter de la fin de l'année 2007[583]. En 2014, avant l'exacerbation du conflit, la famille quitte la maison de Gaza et retourne à Khan Younes pour habiter la maison de famille des parents d'Akram. En 2015, je les rencontre de nouveau à

[583] Nous avons déjà expliqué la situation particulière de Gaza avec l'interdiction de l'Autorité palestinienne de participer au gouvernement du Hamas qui, pour les récompenser, continue à verser leurs salaires à ses employés.

Gaza. Akram est très doué pour le design architectonique et la décoration intérieure. Abeer a essayé de le pousser à développer cette compétence qu'il aime, mais il déprime et ne parvient pas à s'investir davantage dans une autre activité. Akram explique :

> *« Khan Younes c'est trop loin pour les enfants* […]*, les écoles, les amis, le travail d'Abeer et même pour moi. J'ai installé ma table de design ici à Gaza et nous voulions retrouver notre quotidien. La maison de famille à Khan Younes est grande, il y a de la place pour tout le monde, mais, il y a toujours tellement de monde que je n'arrive pas à travailler. On a continuellement des visites. Nous sommes mieux quand nous sommes à Gaza, plus tranquilles.*
>
> *Nous subissons la situation comme le reste de la population ; c'est dans notre seuil de tolérance de souffrance, bref… normal. Nous sommes une famille unie et c'est peut-être nos efforts pour continuer à nous parler et à nous protéger, qui nous épargne, nous permettant de mieux résister. Mon épouse a continué à travailler pendant que je restais à la maison. Je m'occupe de nos enfants à leur retour de l'école, je les aide à faire leurs devoirs et prépare le repas. J'avais fait du design et je m'exerce en faisant des travaux pour les amis et les connaissances depuis la maison. Le travail manuel m'aide à gérer mon temps et mes énergies. C'est ma protection face au statu quo politique, la lenteur de la reconstruction après la dernière guerre de 2014 et le blocus qui continue. Je pense à partir avec ma famille au Canada bien que je sois tiraillé par mes parents et ma famille. J'ai encore mes grands-parents ! Comment partir et fuir ma maison ? Je ne suis pas prêt à m'exiler. Je comprends que il n'y a pas d'avenir à Gaza mais, au moins pour le moment, je ne peux pas la quitter ».*

Bien qu'Akram ne puisse pas imaginer fuir Gaza et quitter sa famille étendue, lui et sa famille se sentent mieux ici, loin de Khan Younes. Lorsqu'il dit : « *Nous sommes mieux placer quand nous sommes à Gaza pour résister* », cela traduit bien les tensions et les ambivalences qui existent dans les dynamiques des familles. L'amour et la loyauté sont très présents mais pour vivre son quotidien la famille se sent plus à l'aise un peu plus loin, à Gaza. Ainsi que l'explique Akram, les visites sont continuelles, il y a toujours beaucoup de monde. Les relations de famille envers les parents, grands-parents, frères et sœurs sont souvent mâtinées d'ambivalence, entre amour, loyauté et responsabilités, la pression est constante et le manque de vie privée se fait cruellement sentir. À la différence de Antar, les familles d'Akram et d'Abeer ont leurs racines à Gaza. Pour eux partir, quitter Gaza, signifie s'exiler.

4.4. Catégorie 4 : Ceux qui n'ont pas perdu leur travail mais qui expriment la pression croissante de l'environnement social pour aider

Bien que les interviewés de cette catégorie n'aient pas perdu leur activité professionnelle, nous avons choisi de les évoquer parce qu'ils illustrent parfaitement la

pression croissante exercées par les demandes d'aide émanant des membres de la famille proche surtout les parents ou les frères et sœurs aînés ou découlant tacite du partage des ressources et des biens par la famille proche. Dans le cas où un seul membre de la famille travaille – ce qui est souvent le cas des plus pauvres et des familles nombreuses –, on attend de lui qu'il partage ses maigres revenus et ses ressources avec tous les autres. Le même phénomène se produit quand l'individu travaille au sein d'un ministère ou à la mairie. Les gens le contactent alors pour obtenir « un piston », un poste ou tout autre service lié au lieu dans lequel il évolue professionnellement. Toutefois, notons que dans bien des cas, l'individu en question n'a nullement le pouvoir de faire avancer les choses dans le sens souhaité.

4.4.1. Le cas de Ahmed, entretien n° 28

Ahmed, 35 ans, marié à Feryal, titulaire d'un diplôme de secrétariat, travaillant aussi au ministère.

Ahmed, l'aîné d'une famille gaziote de six enfants, est le garçon unique de la fratrie. Sa famille originaire de Shaja'ia a emménagé à Rimal-nord sous l'administration égyptienne. Son père, retraité, perçoit une petite pension de la mairie de Gaza. Deux de ses sœurs sont déjà à l'université Al Azhar de Gaza les autres sont encore jeunes. L'une prépare un diplôme de comptabilité, l'autre veut devenir assistante sociale. Ahmed est l'assistant du Directeur générale du département de l'Education au ministère depuis 1998. Il connaît beaucoup de monde de par son métier, voilà pourquoi il est sans cesse sollicité pour des demandes d'aide en tous genres (influence pour l'obtention d'un poste ou d'un diplôme ou d'un autre service), bien qu'il ne soit que de très peu de poids pour cela. Etant le seul de sa famille, modeste par ailleurs, à travailler, une grande responsabilité lui incombe malgré un salaire raisonnable. Notons toutefois qu'il reconnaît avoir bénéficié lui-même, outre ses compétences d'administrateur indéniables, de « piston » pour le poste qu'il occupe, lorsque l'assistant précédent est parti à la retraite. Il est fatigué d'expliquer qu'il ne peut rien faire car, hélas, personne ne le croit. Citons Ahmed :

> *« Je voudrais bien aider, mais la vérité c'est que je ne peux pas dénicher de poste ou produire de diplôme quand l'étudiant n'a pas réussi ses examens, je ne peux pas faire baisser les frais d'inscription à l'université ! Je suis conscient de mes responsabilités à l'égard de mes sœurs encore célibataires, je paie les frais d'université pour les deux qui étudient, l'une l'arabe, l'autre la comptabilité. Quand mes parents ont besoin de quelque chose, c'est encore moi qui vais l'acheter ; je fais les visites pour les fêtes avec eux parce que j'ai une voiture. Ces devoirs ne me gênent pas mais*

les demandes que je reçois, même par le biais de mes parents, ça, je ne le supporte plus, ça me rend malade ».

Ahmed nous dit que sa fiancée Feryal qui, comme lui, travaille au ministère en tant que secrétaire de l'un des responsables de départements, reçoit également de nombreuses demandes d'aide. Ses connaissances considérant que vue sa position, elle devait sans doute avoir une certaine influence. Feryal raconte :

« J'essaie d'accepter que ces demandes fassent partie de la vie, ici, à Gaza bien qu'elles soient gênantes parce que je ne peux faire que bien peu pour eux. Je redirige des jeunes vers des connaissances qui travaillent dans des ONG locales, beaucoup plus que je n'arrive à les placer au ministère. Et c'est parce que j'ai réussi à en aider quelques-uns que le bruit s'est répandu que j'étais efficace ! ».

Ahmed connait Feryal depuis le Nadi al Baheri, le club de la mairie. Plus tard, après avoir achevé ses études, il a trouvé ce poste au ministère où Feryal travaille également. Alors, entre eux, est née une tendre amitié qui s'est peu à peu transformée en un sentiment plus fort avec le temps. Le père de Feryal connaissait Abu Ahmed qui travaillait avec lui à la mairie de Gaza. La famille d'Abu Ahmed est bien connue mais n'est pas riche, dite *mastourin*. Feryal, en revanche, vient d'une famille ayant davantage de moyens. Les parents de Feryal ont étudié au Caire à la faculté d'architecture. Ils comprennent que Feryal veuille épouser la personne de son choix et que l'idée d'un mariage arrangé ne lui semble pas possible. Feryal adore ses parents et sa relation avec son père est fusionnelle, comme c'est souvent le cas entre une fille et son père, d'autant qu'elle est la seule. Feryal et Ahmed ne se sont pas fiancés officiellement bien que tout le monde sache qu'ils sont ensemble.

Le père d'Ahmed a un problème de santé aux reins, qui s'est aggravé au point de devoir subir une dialyse quelques semaines après le conflit de 2008-2009. Il a dépensé beaucoup d'argent pour son traitement. Lorsque nous avons débuté les entretiens avec eux, son père n'était pas en dialyses, et Ahmed et Feryal avaient planifié de se marier en 2009. Ahmed voulait aménager un étage au-dessus de la maison de ses parents, mais les dernières dépenses ne le permettaient pas et Feryal ne voulait plus attendre. Cela faisait déjà huit ans qu'elle patientait et elle était désormais âgée de 32 ans. Elle veut avoir des enfants. Ahmed, de son côté, a ouï dire qu'elle était promise à son cousin germain. En effet, quand Feryal est née,

son oncle qui habite à Djedda l'a demandée pour son fils aîné, l'*ibn 'aam*[584]. Le mariage entre cousins est privilégié par les familles, entre autres parce que la jeune fille épouse quelqu'un de connu de la famille et aussi parce que la propriété, s'il y en a, reste dans la famille. Feryal l'assure qu'elle va convaincre son père de la laisser l'épouser.

Ahmed nous explique :

« À Gaza ce n'est pas possible de rencontrer des filles avant le mariage sauf dans le contexte du travail ou si ce sont des cousines. Les mères qui sont invitées aux mariages, connaissent des filles et ramènent des vidéos pour montrer celles qui sont en âge de se marier à leurs fils qui cherchent à contracter une union. Les mariages sont, pour la plupart, arrangés. Depuis qu'on est petit on entend dire que les meilleurs mariages sont arrangés et que l'amour vient après avec el ashreh [le vivre ensemble]. J'ai rencontré Feryal un été au Nadi el Bahri, le club de la mairie. On s'est rencontré fréquemment puis, après l'université, nous avons commencé à travailler au sein du même ministère ».

Feryal raconte :

« Mes parents attendent le retour de mon ibn 'aam (cousin germain de côté du père) à Gaza après six ans d'absence, après avoir fini ses études de médecine au Caire. Avant, ses parents habitaient à Djedda et ils y sont retournés quand mon oncle a pris sa retraite. L'idée que je doive l'épouser est une folie ! Quand il venait en été nous jouions ensemble. Il est comme un frère pour moi. Son père a commencé à faire pression par le biais de mon père. Mes parents connaissent Ahmed et ils savent que je l'aime et qu'on pense se marier. La seule chose qui nous a retardés c'est qu'Ahmed insistait pour avoir plus d'argent pour construire un étage au-dessus de la maison de ses parents, mais avec toutes les dépenses de santé d'Abu Ahmed, ce ne sera pas possible. Nous habiterons dans une chambre séparée avec une salle de bain et une sortie indépendante. J'ai prié Ahmed de demander ma main tout de suite pour précipiter une clarification bien que je sache que pour mon père ne sera pas un problème sérieux. Après tout, mon oncle est son frère aîné. Je suis confiante, sachant qu'il va le persuader afin d'éviter un conflit familial ».

En réponse à la pression de Feryal, Ahmed, accompagné de sa famille, attend le vendredi pour demander sa main. Les parents ne sont pas surpris mais le père demande un peu de temps. Il explique qu'il a promis à son frère aîné, il y a plus de trente ans maintenant, que Feryal était « réservée » pour son fils aîné, quand celui-ci aurait terminé ses études. Il explique qu'un déni pourrait engendrer un grave conflit. Feryal est la seule fille de la fratrie,

---

584 *Ibn'aam*, fils du frère du père.

ayant cinq frères. Elle est toujours très respectueuse à l'égard de ses parents et d'une grande complicité avec son père. Notons qu'elle s'en est servie plus d'une fois d'ailleurs. Elle est convaincue de pouvoir aider son père à gérer la situation avec son frère aîné pour éviter une brouille. Elle suggère à son père de rendre visite à son aîné pour aborder l'enjeu avant le retour de son cousin :

> *« J'ai dit à mon père que j'aimais Ahmed bien que je me plie à sa volonté. S'il voulait me rendre heureuse, alors il accepterait ce mariage. J'ai suggéré une visite chez mon oncle pour aborder le mariage avant le retour de mon cousin. Mon père a ri et m'a prise dans ses bras. Je savais qu'il allait faire de son mieux pour me protéger. Ma mère a décidé d'inviter mon oncle et ma tante à dîner pour célébrer l'approche du Ramadan. C'est là l'occasion de faire des repas plus copieux avant de suivre les Iftar, et de rompre le jeune. Une fois le repas terminé, le café se prend sous la véranda accompagné de cigarettes. Ma mère entraîne alors ma tante à l'intérieur pour lui montrer les beaux tissus qu'elle vient d'acheter en Cisjordanie.*
>
> *Je me suis cachée, comme je le faisais quand j'étais petite, pour entendre la conversation entre mon père et mon oncle. Mon pauvre père ! Ce n'était pas une conversation facile. Il a dû donner beaucoup d'explications et d'excuses à son frère pour qu'il n'y ait pas de problème sérieux. Il s'est surtout appuyé sur le fait que mon oncle savait très bien que son fils et moi nous aimions comme frère et sœur ».*

Le père de Feryal sait qu'Ahmed est un bon fils et un garçon correct. Ahmed, lui-même, a proposé un *maher* de 5 000 JD ce qui pour une famille modeste représente une somme considérable. Ahmed estime que depuis le temps qu'elle l'attend, la loyauté de Feryal ne fait aucun doute, d'autant qu'il ne se marie pas en pensant divorcer. Le geste d'Ahmed finit par convaincre toute la famille de Feryal, son oncle inclus. Le mariage proprement dit a eu lieu à la maison de la famille de Feryal, la fête restant discrète dans la *madafa*[585] de la famille d'Ahmed à Rimal. C'est le *mukhtâr* de la *hamulah* qui offre le *sharab*[586] et les amuses bouches car les invitations ne peuvent être somptuaires. Ahmed achète le mobilier de la chambre à coucher et aménage une chambre de la maison disposant d'une entrée indépendante, seulement sans cuisine. Parce que Feryal a également des activités professionnelles et qu'elle achève ses études de comptabilité – dont les cours ont lieu l'après-midi lorsqu'elle sort de son travail – elle ne

---

[585] Le hall du *diwan* au *madafa* (lieu de réunion dans les cas de grandes *hama'el*) est utilisé surtout pour la réception des *chiukh* (pluriel de *cheikh*) pendant la résolution des conflits, les funérailles et les mariages.

[586] Le sirop servi d'ordinaire pour les fêtes.

rentre à la maison que vers 18h00, elle ne juge donc pas indispensable d'habiter un appartement séparé. Elle est parfaitement consciente qu'ils n'ont pas les moyens pour cela, surtout que cela fait maintenant trop longtemps qu'elle attend son mariage. Résider avec la famille d'Ahmed, dans la même maison, partageant la cuisine, ne lui pose aucun problème. Elle est habituée à être gâtée par sa famille, en sa qualité de fille unique. Que ce soit la mère d'Ahmed qui prépare le repas est bien perçu par la jeune femme qui aide sa belle-mère les jours fériés quand elle ne travaille pas.

Bien qu'Ahmed perçoive son salaire de façon régulière, la pension de son père n'étant pas très élevée, sa mère, comme la majorité des Gaziotes des classes moyennes et basses, fait ses courses à crédit.

Quand Ahmed et Feryal se sont finalement mariés, il a espéré que les demandes d'aide se réduisent du fait des nouvelles responsabilités qui lui incombaient. Hélas, cela n'a pas été le cas et les sollicitations se poursuivent comme par le passé. Nous avons rencontré Ahmed au ministère six mois après son mariage.

> *« Je ne pense plus aux demandes d'aide. Elles continuent comme d'habitude mais j'ai décidé que cela faisait partie de la vie, ici, à Gaza et était lié à mon emploi au un ministère. Ça veut dire que j'ai des contacts, que je peux être un « piston » pour un éventuel poste, une bourse ou même un contact. Mon mariage et mon changement de vie me préoccupent davantage que le reste. Je suis heureux, chose bizarre à dire… alors que la situation est si mauvais pour tellement de monde. J'ai honte d'être heureux ! ».*

Feryal économise son argent pour ses propres dépenses, qu'Ahmed gérant la maison sans son aide. Les fonctionnaires restent ceux qui peuvent compter sur un salaire bien qu'il puisse être versé seulement par moitié et parfois en retard. L'enjeu important n'en demeure pas moins que recevoir mensuellement une certaine somme permet de maintenir le crédit ouvert dans le magasin du quartier et peut-être aussi à la pharmacie.

4.4.2. Le cas de Ayman, entretien n° 4

Ayman est 36 ans au moment du premier entretien en 2009, marié à Rana, pharmacienne issue d'une famille de pêcheurs gaziotes.

Ayman est un ingénieur. Il a vécu dans les Émirats durant sa jeunesse et travaille aujourd'hui à la mairie de Gaza. Son cas reflète les difficultés liées à la pression familiale, notamment celle des proches. Ayman appartient à une famille de réfugiés issue du camp de la

Plage ; son père et sa mère étant originaires d'al Faluja[587] près d'al Majdal (Asqelon israélien) et de Gaza.

Son père a terminé ses études secondaires et parce qu'il montre un talent particulier pour le dessin, il est sélectionné pour un cours de six mois de design architectural par le biais de l'UNRWA qui s'attachait alors à la formation des réfugiés. Cette formation va lui ouvrir la porte de services à la recherche de professionnels de la construction en matière d'infrastructures et de personnels pour les mairies d'Arabie Saoudite et des Émirats. A l'issue de sa formation, en 1977, il est dirigé par des officiers de l'UNRWA vers la Jordanie, pour rencontrer un agent du gouvernement Saoudien à la recherche d'employés pour une période de sept ans à qui seraient proposées des formations leur permettant de travailler en l'Arabie Saoudite[588]. Il signe un contrat pour un poste à Ryad au sein du gouvernement local de la ville, en qualité de graphiste. Il travaille durant trois ans et parvient à économise assez d'argent pour payer une maison afin d'y loger sa famille et pour régler les frais de voyage. Il rentre ensuite à Gaza pour les chercher.

Ayman raconte :

> *« Nous avons vécu au centre de Ryad dans le quartier de Manfuha. Cela a pris trois ans, avant que les sheikhas [les aînés] des familles bédouines ne rendent visite à ma mère et l'invitent chez eux. À Ryad la société était fermée. La vie était difficile et frugale. Il n'y avait pas d'ouverture et il y avait peu d'étrangers. On nous a fait comprendre que les gens de Ryad étaient la population autochtone, bédouine de l'Arabie Saoudite. J'ai terminé mes études secondaires à Ryad en 1990. Puis, mon père a été transféré à Djedda pour un nouveau contrat de sept ans. La vie à Djedda était différente et plus ouverte. Ses habitants étaient pour la plupart des étrangers, des Palestiniens, des Indiens, des Égyptiens, et les Saoudiens même étaient différents de ceux de Ryad. Pour moi, en plus, né au camp de la Plage, il y avait la mer et nous pouvions jouer sur la plage, nous pouvions nous balader* […]*, enfin avoir une meilleure vie. J'ai travaillé dans le supermarché et la boulangerie que mon père avait loués avec ses économies avec mon frère aîné. J'y suis resté deux ans en attendant une réponse des universités dans lesquelles j'avais cherché une place pour m'inscrire. J'avais envoyé des lettres un peu partout en Inde et en Pakistan. J'ai reçu des réponses d'une université en Inde pour étudier la médecine. Je devais payer 35 000 dollars comme garantie pour*

---

587 Les terres d'Al Faluja forment une partie de l'expansion d'une colonie agricole juive, aujourd'hui devenue une zone industrielle.

588 Des centaines, voire des milliers, de Palestiniens ont contribué à la construction de villes saoudiennes et émiriennes ainsi qu'à la formation de professionnels.

être admis ! C'était impossible. Finalement, mon père a organisé un voyage à Gaza pour me conduire chez mon oncle afin que je puisse m'inscrire dans une université gaziote.

Parce que mon grand-père avait fait la guerre de 1948 avec les Egyptiens, il était considéré comme un martyre, et ma grand-mère qui était égyptienne et qui s'était réfugiée au Caire pendant la guerre, était retournée à Gaza pour prendre la propriété que la famille avait reçue du gouvernement égyptien dans les années 1960 quand on pouvait encore circuler avant la guerre de 1967. Elle reçoit un quart de dunum, environ 250 mètres carrés. C'était une maison de deux étages avec un petit jardin dans une banlieue qui s'était développée sous l'Administration égyptienne nommée les Martyrs dans le nord-ouest de la ville de Gaza, dans Al Nasser. Mon oncle, célibataire, habitait avec elle.

J'ai fait une demande pour l'Université islamique pour étudier l'ingénierie civile et une autre à l'Université al Azhar pour apprendre la pharmacie. Si j'avais eu les moyens j'aurais aimé étudier la médecine mais il n'y a avait pas la possibilité de faire de telles études à Gaza. Je n'avais pas pensé devenir architecte, ni étudier quelque matière liée à la profession de graphiste de mon père. Je me souviens qu'il travaillait toujours jusque très tard dans la nuit et avait les mains pleines d'encre. Je pensais que son travail était sale et fatigant mais je ne le lui ai jamais dit ! Il voulait que j'embrasse une profession qui me permettrait d'avoir un travail stable et bien rémunéré. L'Université islamique ayant répondu avant celle d'al Azhar, j'ai accepté d'étudier l'ingénierie ».

Le but des études poursuivies par Ayman, comme pour d'autres Gaziotes de son âge, était d'obtenir un diplôme qui lui ouvrirait les portes d'un emploi à long terme qui pourrait éviter l'incertitude et garantir les moyens d'une bonne vie. Bien qu'il projetât de devenir médecin il savait que son rêve était illusoire et qu'il était plus pragmatique d'obtenir un diplôme. Au cours d'autres conversations que nous avons eues il m'a affirmé vouloir être capable d'assurer le bien-être de sa mère et de son jeune frère, avoir sa maison propre, faire un bon mariage et avoir des enfants :

« À l'université je me suis senti à l'aise rapidement, je me suis fait des amis et au cours de ma deuxième année je me suis spécialisé en architecture. J'ai mis mon rêve d'étudier la médecine de côté et j'ai décidé de mener à bien mes études d'architecture et de profiter des opportunités qui allaient avec. Dès mon arrivé à Gaza, j'ai dû travailler parce que mon père était resté aux Émirats, à Djedda, où il continuait à travailler au bureau de l'aménagement urbain de la marie. Ayant peu de moyens financiers, j'ai cherché à travailler et j'ai commencé à la papeterie devant l'Université islamique, tous les matins et chaque soir après les cours aussi. Et pendant l'été, quand les cours étaient moins nombreux, j'ai cherché n'importe quel travail. J'ai aussi été ouvrier dans la construction. Mes parents m'ont laissé avec l'un de mes plus jeunes frères, qui n'avait pas fini son

tawjihi, il était sous ma responsabilité. Nous habitions avec ma grand-mère et mon oncle près d'Al Nasser.

Ma mère est restée avec mon père et un autre de mes frères à Djedda pour qu'il termine sa scolarité. Le plus âgé s'occupe du petit supermarché que mon père avait réussi à ouvrir avec ses économies ».

Ayman arrive à Gaza avec son père qui le laisse chez son frère pour que le garçon termine ses études secondaires et puisse aller à l'université. La partie de la maison qui revient à la famille d'Ayman constitue la moitié du deuxième étage, actuellement occupé par l'une de ses tantes, veuve, et les enfants de celle-ci. Ayman et son frère Samir habitent avec eux et c'est leur grand-mère, déjà âgée pourtant, et sa fille qui cuisinent et gèrent le quotidien de la maison :

« Mon oncle et ma grand-mère ont étaient très accueillants avec nous. Mon oncle m'a également aidé économiquement bien que je ne lui ai demandé de l'argent que dans les cas extrêmes comme pour payer les frais universitaires. Mon oncle n'est pas marié. Il a eu un grand amour, avec une chrétienne, mais ses parents n'ont pas permis le mariage. La fille, encore jeune, n'a pas eu la force de contester la décision de ses parents et elle a accepté d'épouser un cousin germain, du côté de son père, son ibn a'am. Le mari de ma tante, un fedayin qui a perdu la vie en 1963 aux mains des Juifs, la laissée avec trois jeunes enfants. Je suis donc allé à l'université et au bout de deux ans ma mère a décidé de revenir à Gaza avec l'un de mes frères, laissant mon père et mon frère aîné à Djedda.

Nous vivons toujours avec mes cousins en attendant l'arrivée de ma mère et de mon frère. Ma mère devait apporter un peu d'argent pour refaire l'appartement. Mon oncle avait déjà trop de charges avec sa sœur et ses neveux. Mon oncle, mon père et ma grand-mère ont décidé que nous vivrions dans l'appartement du rez-de-chaussée parce que c'est lui l'aîné. Il ne pouvait pas monter à l'étage parce qu'il était cardiaque. Mes deux oncles devaient achever la construction des étages supérieurs, déjà bien entamée, afin que nous puissions déménager à l'arrivée de ma mère et de mes deux autres frères.

Je venais d'avoir mon diplôme et je cherchais toujours du travail. J'étais toujours employé à la papeterie Dar al Arkam et travaillais dans la construction tôt le matin lorsque ma présence à la papeterie n'était pas requise. J'étais très anxieux quand ils devaient arriver parce que je n'avais pas encore trouvé d'emploi stable […], *c'était terrible. J'ai développé une maladie gastrique que j'ai toujours depuis. Mon oncle m'a donné de l'argent et je n'ai rien dit à ma mère pour qu'elle ne se fasse pas de souci. J'ai rencontré un ami de mon père qui avait travaillé aux Emirats et était rentré à Gaza à cause de la situation de sa famille* […]. *Il a offert de m'aider pour trouver un travail. Il a trouvé un emploi à mi-temps d'assistant dans un bureau d'ingénierie. Je continuais à travailler à la papeterie l'après-midi mais j'ai mis un terme à mon emploi d'ouvrier le matin. Je*

n'avais plus le temps et j'étais malade. Dans le bureau d'ingénierie le personnel constituait une épargne collective, tour à tour, chaque personne y participait, cela s'appelle jamayia[589]*. C'est la première fois que j'ai pu avoir une somme importante d'argent avec moi. Je n'ai pas remboursé mon oncle. Il n'a pas voulu que je le paie. Il m'a demandé de l'utiliser pour refaire notre maison… au développement* [projet immobilier urbain] *de Martyres.*

Cet argent a servi de mise de départ de mon assurance-vie pendant que mon salaire devait couvrir les frais de transport, le maintien du crédit et les besoins les plus urgents ».

La *jamayia* est un type d'épargne de groupe, gérée de façon informelle sans recourir à une banque. Il faut être recommandé et percevoir une source d'argent mensuelle assurée pour participer. Les membres du groupe décident de la somme que *chacun* doit déposer chaque mois. Au bout de quelques mois seulement, à tour de rôle, les personnes prennent ce qui leur revient et l'utilisent à leur convenance. Dans le cas d'Ayman, il emploie l'argent à la réfection de leur appartement.

« Avant l'arrivée de ma mère, mon oncle assurait toujours mes inscriptions universitaires et les frais de transport pour moi et pour mon frère. Il ne voulait pas qu'à l'arrivée de ma mère je n'aie pas d'argent. Il m'a aidé à faire des économies. Ma mère et mon frère m'ont rejoint à Gaza un an après, alors que je vivais de l'aide de mon oncle. Mes quelques économies ont été investies dans l'appartement, prêt pour eux. Mon frère devait finir sont tawjihi [baccalauréat palestinien] à Gaza ».

Ayman vit des moments d'anxiété extrêmes à la recherche d'un travail en 1989 pendant la première Intifada. S'il n'a pas un travail, quel qu'il soit, il n'aura pas d'argent pour participer à une autre *jamaiya :*

« Il n'y avait pas beaucoup de travail surtout parce que je ne voulais pas quitter Gaza. J'avais ma mère et mes deux autres frères qui devaient arriver et je ne voulais pas quitter la ville après avoir fini mes études et fuir mes responsabilités envers ma famille ».

L'arrivée de sa mère et de ses deux frères soulage finalement Ayman. Celle-ci prend la maison en main et y apporte quelques améliorations. Son frère n'étant plus seul, Ayman peut davantage se promener dans le quartier pour les introduire dans la communauté. Ils font la

---

[589] Fonds de crédits rotatifs qui s'organisent au sein d'un groupe uni par le travail ou l'amitié, sorte de tontine.

connaissance d'une grande famille de pêcheurs gaziotes qui a trois adolescentes et deux filles plus âgées. Ils ont un restaurant au camp de la Plage et ils cuisinent très bien :

« J'ai lié amitié avec les voisins et j'ai remarqué une fille qui étudiait pour devenir pharmacienne. C'était la sœur des jeunes qui étaient devenus mes amis. Elle s'appelle Rana. J'ai parlé d'elle à ma mère. Un mariage était, pour le moment, hors de question parce que je n'avais ni travail, ni l'argent nécessaire pour bâtir l'extension où vivre ; je voulais être près de ma mère mais je ne voulais pas partager la maison. J'avais vécu un tel arrangement avec ma grand-mère et ma mère et il ne me convenait pas.

Grâce à des contacts de son oncle, Ayman travaille à la marie de Gaza où il est toujours d'ailleurs.

Avec une recommandation de mon oncle, j'ai demandé à travailler comme volontaire, bénévole au département de l'aménagement de la mairie de Gaza. Au bout d'une année, j'étais connu et utile. J'ai reçu de l'argent de poche. Six mois plus tard, le chef du département m'a demandé de faire une recherche qu'il a présentée au maire de l'époque, Aown Showa. Il a beaucoup apprécié mon travail et m'a pris comme assistant temporaire dans l'aménagement. Trois ans plus tard j'ai finalement été employé par la mairie. Et maintenant j'y ai un emploi stable et je suis mieux payé que beaucoup d'autres personnes. Bien que je sois rentré comme temporaire grâce à un piston… Après, ce furent ma patience et ma ténacité qui m'ont permis d'obtenir ce poste. Il n'est pas facile de travailler à la mairie… ni au gouvernement ; ce n'est possible que si on a une wasta [piston]. Bien qu'on reçoive des salaires partiels et souvent en retard, depuis l'arrivée du Hamas. Et j'utilise encore des outils que mon père employait quand il était en Arabie Saoudite, comme la mastara [l'échelle pour dessiner].

Alors j'ai participé une nouvelle fois à une jamaya que mes collègues de la mairie organisaient périodiquement. Deux de mes collègues devaient faire des extensions et des rénovations chez eux et c'est la raison pour laquelle, chaque mois, c'était beaucoup d'argent qu'on devait économiser. J'avais du mal à boucler mes fins de mois et à régler mes propres dépenses. Au bout d'un an, l'argent de la jamaya et mon épargne m'ont permis de refaire le petit appartement dans le même immeuble de ma famille.

Les travaux ont duré un mois. Nous avons terminé à la fin du mois de février. J'avais suffisamment d'argent pour les réparations de l'appartement et encore assez pour l'achat d'une chambre à coucher et d'un salon. J'avais ma table à dessin et mon bureau que je pensais déménager dans mon nouvel appartement après le mariage. J'avais déjà parlé avec Rana et elle était d'accord pour parler à ses parents et leur dire que ma famille allait demander sa main. Avec l'appartement prêt et l'argent pour les autres achats nécessaires, j'ai demandé à ma mère et à mon oncle de rendre visite à ses parents pour demander sa main. Ceux-ci, que nous connaissions déjà depuis quelques

années, ont donné leur consentement et nous avons fixé la date de l'engagement deux mois plus tard, en avril, avec le printemps.

Le kateb el kitab, [la cérémonie privée pour les hommes en présence de la mariée], *était rapide, et après nous avons offert un sharab. Personne ne voulait faire de dépenses superflues en ce moment. Après le* sharab [d'habitude une boisson sucrée]*, l'oncle de Rana, venu du Caire pour l'occasion, nous a invités autour d'un repas de poissons dans le restaurant de son fils, au camp de la Plage.*

Notre fête de noces s'est faite en octobre dans une salle de Sheikh Radwan pour la famille et les amis. C'était il y a déjà dix ans ! Et je peux dire que nous nous entendons bien et que notre mariage est harmonieux. C'était une très bonne décision d'habiter séparément. Je peux dire maintenant que la vie adulte commence quand on quitte sa famille et quand on se marie pour partager la vie de quelqu'un et avoir des enfants. Rana continue de travailler dans la pharmacie de son oncle où elle a commencé comme assistante-pharmacienne un peu après notre mariage. Depuis sept ans, elle est pharmacienne titulaire. Je suis fier d'elle. Nous avons voulu compléter notre mariage avec un enfant. Nous avons espéré une conception naturelle mais après quelques années sans y parvenir, nous avons essayé plusieurs méthodes assistées. Nous avons dépensé beaucoup d'argent […]*, sans succès. Nous connaissons presque tous les bons docteurs spécialisés dans les problèmes de fertilité et nous avons subi toutes sortes de traitements ».*

Ainsi que nous l'avons précédemment expliqué, les enfants sont considérés comme un bien et un trésor pour la famille. Une femme devient une vraie épouse quand elle est appelée Um Ali par exemple, comme les gens nomment la mère d'Ayman depuis la naissance de son fils aîné. L'absence d'enfant est parfois mal vécue par l'un des conjoints, voire les deux, qui peuvent demander le divorce. Concernant les hommes, ils ont la possibilité de prendre une deuxième épouse. Ce n'est pas le cas d'Ayman et Rana qui s'aiment et ont une vie qu'ils apprécient ensemble. Ayman nous raconte que :

« Ayant discuté avec des amis médecins, beaucoup pensent que les problèmes de stérilité sont liés au stress issu de la "situation" mais qu'ils peuvent également venir de tous les produits chimiques que l'armée israélienne répand lors des bombardements… du phosphore et d'autres armes qui sont interdits par la convention de Genève mais qu'Israël essaie sur Gaza. J'aurais aimé faire une étude génétique sur les effets de ces produits ici à Gaza, incluant l'eau qu'on boit, les polluants avec lesquels on vit mais je n'ai pas les compétences et se serait une analyse coûteuse qui demanderait des compétences que nous n'avons pas chez nous ».

Dans le cas d'Ayman et Rana, leur union est fondée sur leur attirance mutuelle et leur compatibilité bien que personne n'ait pu imaginer un seul instant qu'ils ne pourraient pas concevoir d'enfant.

Après huit ans de tentatives en tous genres, nous avons décidé d'accepter la volonté de Dieu. L'adoption, pour nous, c'est une pratique que nous respectons bien que ce ne soit pas habituel chez les Gaziotes. Il existe aussi la pratique de *t'bana*, parrainer un enfant et l'aider dans ses études et sa vie. Parfois Rana et moi parlons de ces possibilités.

Ces dernières années nous avons profité des enfants de nos frères et sœurs qui nous rendent visite souvent et avec lesquels nous sommes très complices. Je trouve cela précieux. Nos emplois respectifs et nos familles nous occupent. Nous faisons de l'exercice et de belles promenades sur la plage quand la situation est calme.

Durant notre entretien de 2015 nous prenons des nouvelles de la famille, nous intéressons à leur emploi et évoquons la guerre afin de connaître leur ressenti sur le sujet. Le couple vient d'adopter un petit Palestinien syrien de deux ans et Ayman tient à nous raconter comment ils en sont venus à prendre cette décision :

> *« L'incertitude professionnelle, dans mon cas, ne concerne pas mon poste en tant que tel mais l'irrégularité du versement des salaires et de leur montant. Depuis 2012, ils sont réglés en retard du fait des fonds disponibles ou non à la mairie. Depuis la troisième guerre de 2014, il n'est pas rare qu'ils ne soient versés que partiellement. Ça a été le cas ces trois derniers mois, depuis juin, je n'ai perçu que la moitié, mais j'espère qu'ils vont payer la somme restante avant l'Eid al Adha qui arrive. Nos responsabilités économiques ont augmenté après cette guerre. Nous avons des proches qui ont souffert : leur maison a parfois été détruite, certains ont perdu leurs biens et des membres de leur famille. Nous avons logé des familles syriennes, des amis de la famille qui sont rentrés à Gaza en 2013 pour fuir la guerre et qui se retrouvent, après notre guerre de juillet-août, dans une situation pitoyable. Parmi eux il y avait un jeune homme qui avait perdu sa femme pendant le voyage et se déplaçait maintenant avec son fils âgé de seulement deux ans. Il était désespéré et ne savait quoi faire pour trouver un soutien et, en même temps, garder son enfant. Nous lui avons proposé de le laisser grandir chez nous. Bien que, selon l'islam, l'adoption en tant que telle ne soit pas une notion qui existe. Alors, il est fréquent qu'un enfant soit t'bana par une famille disposant de ressources plus importantes… Et il a accepté ».*

Ce soutien à l'égard des familles qu'ils ont logées s'ajoute aux demandes d'aides ordinaires, car Ayman est considéré comme un *« piston »*, wasta. Bien que son poste ne soit pas en péril, il a été muté vers un autre sans même avoir été consulté. Il doit obéir et continuer à

travailler. Comme le dit un ami gaziote, ingénieur, qui a également travaillé à la mairie de Gaza :

« Les seuls qui sont relativement protégés, mais peu nombreux, sont les fonctionnaires qui jouissent de couvertures sociales certaines et d'avantages, comme les employés de la mairie. Ils ont des congés payés, un plan de retraite et un club familial, al Baheri, sur la corniche face à la mer, réservé exclusivement aux employés de la mairie. Ce club au bord de l'eau offre les boissons et la nourriture moins chères. Ils avaient construit aussi il y a quelques années, à l'arrivée de l'Autorité palestinienne, un projet urbain pour les employés de la mairie ».

Ayman, quand à lui il ne se plaint pas :

« Alors je ne me plains pas. Depuis l'arrivée de notre fils notre bonheur est complet. Il semble que nos difficultés soient moindre comparées à celles d'autres Gaziotes. Je ne pourrais pas concevoir de quitter Gaza et m'exiler. Pour aller où ? Mon père nous dit toujours qu'une fois suffit ! La famille s'est déjà réfugiée une fois, elle a assez souffert. Et comment prendre toute notre famille avec nous ? ».

Ayman et Rana, comme tant d'autres Gaziotes, essaient de s'en sortir du mieux qu'ils peuvent suivant les contraintes liées à leurs ressources, s'octroyant de petits bonheurs quotidiens. L'évolution de leur point de vue concernant l'adoption ne nous étonne pas. Après de vaines tentatives, naturelles et aidées, pendant des années, l'arrivée de ce jeune enfant (avec son père et ses tantes venus de Syrie après la mort de la mère) semble, aux dire d'Ayman, un véritable message de Dieu. Ils ont accueilli l'enfant et sa famille les bras ouverts. Comme Ayman le dit, l'idée de quitter Gaza n'a même pas été évoquée, même dans les pires moments. L'unité de la famille et son soutien sont nécessaires à leur vie.

4.5. Catégorie 5 : Les jeunes qui n'ont jamais travaillé

La jeunesse à Gaza n'est pas facile. Nous avons interviewé un groupe de personnes âgées de 18 à 32 ans, afin d'inclure parmi eux la génération de la première Intifada, qui est encore jeune, entre 30 et 35 ans. Les autres, beaucoup plus jeunes, ont vécu après les accords d'Oslo et la création de l'Autorité palestinienne. Les plus jeunes veulent intégrer le marché du travail entre 1999 et 2002, période marquant l'exacerbation du blocus et l'arrêt des permis pour les ouvriers.

La génération de la première Intifada se réfère à ces personnes qui étaient des enfants ou des adolescents entre 1987 et 1993 et qui, encore jeunes, ont vécu des expériences et suivi des parcours bien différents de ceux qui vivent après la création de l'Autorité Palestinienne.

Nous les avons inclus bien qu'elles ne soient plus très jeunes parce qu'elles ont connu les années durant lesquelles il était encore possible de sortir. Si elles étaient acceptées par des universités cisjordaniennes, elles pouvaient voyager entre la Cisjordanie et Gaza et si elles avaient des bourses ou si leurs parents avaient de l'argent, elles pouvaient choisir d'aller ailleurs, vers l'Union soviétique, en Europe ou aux États-Unis. Nous nous proposons de présenter, dès lors, des extraits d'entretiens de ces jeunes pour illustrer ce type d'expérience.

4.5.1. Le cas de Imad, entretien n° 10

Il est le second enfant d'une famille de quatre garçons et d'une fille de Gaza. Depuis des années, son père gère une entreprise de construction. Ses souvenirs d'enfance se situent dans les alentours d'al Mina, au bout de la rue Omar al Mukhtar, près des pêcheurs. Sa jeunesse se déroule pendant la première Intifada (1987), avec ses voisins chrétiens et d'autres musulmans qui habitent encore dans le quartier :

> *« Mes souvenirs d'enfance me ramènent toujours vers la mer. Nous habitions près des familles des pêcheurs et ce sont eux qui m'ont appris à nager et, plus tard, à tirer le filet [sunnara]. L'ami de mon frère aîné et mon frère m'ont offert pour mes six ans, quand j'entrais à l'école primaire, un filet. C'était un des plus beaux moments de ma vie et l'un de mes meilleurs souvenirs quand j'ai réussi à tirer mon filet. Je ne me rappelle pas si j'ai attrapé des poissons ; ce dont je me souviens c'est le plaisir de jeter mon filet.*
>
> *Mon école maternelle était aussi dans le voisinage dOmar al Mukhtar. Je me souviens que mes copains de pêche n'y allaient pas. J'y allais avec un cousin. Je prenais le bus chaque matin avec d'autres enfants. Nous voulions revenir au plus vite pour rejoindre nos copains à la mer et jouer avec eux. Je crois que ces moments étaient les plus beaux de ma vie ».*

Les amis d'Imad n'allaient pas à la même école parce qu'ils étaient des réfugiés allant aux écoles de l'UNRWA. La famille déménage dans les années 1980, à deux blocs de la mer, à Rimal-sud.

> *« Bien que la maison était plus loin de la plage, j'ai continué à pêcher à Cheikh Ajlin plus au sud où j'allais à l'école primaire. Je prenais d'abord le bus, et plus tard ma grand-mère m'a acheté une bicyclette. La plage de Cheikh Ajlin était belle et propre. Il y avait, à côté, la moshav de Nezarim depuis les années 1970. Il y avait les « Juifs » dedans et quelques Arabes y travaillaient dans les champs. Il y avait un poste militaire pas loin de l'école. Les soldats surveillaient l'école et des patrouilles venaient réviser les livres que nous utilisions* […]*, et ils nous interrogeaient aussi ».*

Pas loin de la maison il y avait la prison d'Ansar II[590]. Les enfants étaient curieux de la connaître. Nous entendions que les prisonniers étaient torturés et je suis sûr d'avoir entendu des cris déchirants la nuit dans mes rêves. Je me souviens avoir entendu qu'il y avait eu des soulèvements d'étudiants en Cisjordanie, après le malaise de la guerre civile libanaise et à cause des attaques israéliennes au Liban suivant l'invasion d'une partie du sud du pays en 1978 et plus tard tout le sud en 1982. L'OLP siégeait au Liban en ces années et leurs attaques depuis le Liban envers Israël étaient incessantes. Israël avait procédé à des centaines d'arrestations de jeunes qui répondaient aux attaques à l'université de Beir Zeit en Cisjordanie. Les étudiants de Gaza jetaient déjà des pierres, bien avant l'initiation formelle de la première Intifada fin 1987.

Imad fréquente l'école primaire du Cheikh Ajlin pendant six ans. Après, il achève ses études secondaires avec l'obtention du *tawjihi* en 1991 dans une école à Rimal sud. près du commissariat de police de l'Abass. Un lieu assez agité du fait de la présence constante de l'armée et de la police. Ces écoles étaient la cible de leurs punitions.

« L'armée avait tué deux étudiants à Bir Zeit et tous les étudiantes en Cisjordanie et à Gaza avaient protesté. La plupart étaient gardés au centre de détention qui avait été dénommé par les Gaziotes, Ansar II, en référence à Ansar au Liban. La prison centrale Al Muqatta, ne pouvait contenir tous les prisonniers et les autres allaient au centre d'Ansar II.

Durant ces années, l'enseignement et les cours étaient toujours difficiles du fait de la censure israélienne et des émeutes qui avaient lieu entre l'armée et les jeunes au quotidien ».

Imad se rappelle :

« J'ai jamais lu un livre qui n'était pas censuré par les autorités israéliennes. Cette censure signifiait que il y avait beaucoup de traits blancs qui masquaient certains mots, voire même des phrases complètes. Les livres de notre petite bibliothèque étaient aussi corrigés. Je connaissais la Palestine et les problèmes qu'il y avait concernant les frontières par les conversations des adultes. Nous restions après les laissons pour jouer dans le jardin de notre école près du bureau de police d'Al Abass et à notre retour on descendait se défouler sur la plage. L'armée avait l'habitude de nous arrêter pour nous questionner. Et si un incident survenait, on pouvait se trouver facilement au poste de police d'Abass ou pire à Ansar II où nos parents devaient venir nous chercher.

---

[590] Ansar II dans la ville de Gaza était connue sous ce nom en mémoire du camp d'internement que les Israéliens avaient au Liban. Un lieu connu des jeunes de Gaza qui étaient soumis à d'horribles traitements.

Il y a beaucoup de personnes dans le monde qui ne sont pas bien informées et qui pensent qu'avant 1987 il n'y avait pas de problèmes à Gaza. Il faut expliquer que c'est faux ! Quand on est jeune, la présence de l'armée juive, des jeunes comme nous mais bien armés, disposant du pouvoir de nous tuer […]*, c'était suffisant pour avoir des problèmes.*

Mes premières années au secondaire, mon école était al Yarmuk, très près du poste de police d'al Abass. On était puni quotidiennement pour n'importe quelle attaque de pierres. L'Intifada avait commencé et il y avait une effervescence énorme entre nous tous. Un jour nous jouions au foot dans la cour et de jeunes soldats sont venus jouer avec nous. Il y a eu un incident et des tirs ont blessé l'un des soldats. Nous étions épatés ! Nous étions sûrs que les tirs étaient ceux des Israéliens, mais rien à faire. L'armée a fermé l'école, nous laissant dedans jusqu'au matin et, grâce à Dieu, le soldat n'est pas mort et je crois qu'ils se sont rendus compte que les tirs venaient de leurs propres soldats. Cette fois nous avons eu droit seulement à une punition d'un militaire de l'armée quand l'armée a ouverte l'école le matin.

Un groupe de copains dont je faisais partie, a décidé de continuer l'école à la maison. Nous nous étions arrangés avec nos professeurs et nos parents pour nous réunir tous les jours, comme si on était à l'école. C'était la seule façon possible de se préparer pour le baccalauréat, le tawjihi. Avec les écoles fermées, souvent, nous n'avions pas de continuité dans nos études ne disposions d'aucune tranquillité pour réussir nos examens. Après de nombreux problèmes et beaucoup d'inquiétude, nous avons pu passer notre examen via l'étranger, l'Egypte. J'avais toujours été un excellent étudiant. Le tawjihi, corrigé en Égypte, montre que l'Intifada avait fait des dégâts sur ma concentration et ma stabilité émotionnelle. J'ai eu 78, une note catastrophique pour qui voulait s'inscrire dans une bonne université en Égypte ou en Jordanie. J'avais pensé faire des études de médecine… mais avec 78 c'était impossible ! J'ai laissé mon père prendre la décision et il a arrangé mon inscription dans une université de l'Union soviétique où étudiaient deux de mes cousins du côté de mon père [ulad a'am]. C'était fin 1990.

J'ai fait des études d'ingénieur en Russie avant le démantèlement de l'Union soviétique.

J'ai dû apprendre la langue et j'ai trouvé pour cela un professeur qui avait enseigné à mes cousins. C'était une professeure dévouée et très efficace qui m'a appris à lire et à écrire suffisamment pour finir mes études.

Après la chute de l'Union soviétique, la situation économique a changé et nous devions payer des frais universitaires qui, avant n'existaient pas. J'approchais de la fin de mes études et je suis tombé amoureux de ma professeure. Je voulais partager ma joie avec mes parents et je voulais qu'ils nous rendent visite pour cela. Je devais trouver un travail et j'imaginais que mon père aurait une place pour moi dans son entreprise de construction à Gaza. Ma fiancée était prête à partir avec moi bien qu'elle ait eu des parents âgés qui ne pouvaient pas voyager avec nous.

Je dois vous avouer que je ne sais pas ce qui s'est passé exactement […]*, ou j'ai trop de peine pour me souvenir correctement... Elle a été l'amour de ma vie ; ma confidente et mon amie avec laquelle je pouvais aborder n'importe quel sujet. Je ne comprends pas comment j'ai pu la laisser.*

Mon père est arrivé et deux semaines plus tard, après avoir reçu mon diplôme, j'ai quitté la Russie pour ne jamais y retourner. J'ai laissé ma très chère amie en larmes sans vouloir me retourner et sans avoir la force et la volonté d'aller à l'encontre de la décision de mon père ».

La pression familiale, et du père en particulier, ne permet pas à Imad de se battre pour son rêve. La famille signifie pour lui la sécurité financière et émotionnelle que sa chère amie ne pouvait pas lui assurer. Rentrer à Gaza marié sans l'assentiment de son père était pour Imad impossible. Il ne pouvait pas aller contre lui et le sentiment était plus fort que son amour.

De retour à Gaza son mariage est arrangé par sa mère et ses tantes avec l'une de ses cousines du côté de sa mère *(bint khalto)*. Il a trois enfants et habite un appartement près de chez ses parents. Il travaille parfois dans l'entreprise de son père quand il y a quelque chose à faire.

Nous avons organisé nos entretiens pendant la guerre de novembre 2012, alors qu'il venait de perdre un poste temporaire au sein de l'ONG CHF, supervisant la réhabilitation des maisons puis, plus tard, en janvier 2015 lorsqu'il avait encore des souvenirs intacts concernant la guerre de juillet-août 2014.

Imad se remémore notre dernier entretien de décembre 2013 et poursuit ses propos évoquant la situation présente :

« Je vous avais expliqué que le projet de CHF, devenu récemment Global Societies, pour la réhabilitation des maisons a été stoppé à cause de l'arrêt des investissements en provenance des États-Unis. Ils ont été réduits plus précisément et ce ne sont plus que les aides humanitaires qui continuent à être financées. Quand on s'est rencontré la dernière fois j'avais encore un mois de travail. Après la suspension du projet je recommençais à travailler chez mon père. Ou plutôt, mon père a commencé à me payer un salaire mensuel qui me permettait de vivre avec ma famille.

J'étais déprimé. Une nouvelle fois je me suis tourné vers l'aide de mon père pour mon quotidien. J'ai beaucoup pêché durant mon temps libre, avec un de mes cousins et nous avons développé un cercle d'amis pêcheurs à Deir el Balah. Nous avons même notre espace. C'est le seul endroit où il reste encore un peu de kurkar*, des pierres de corail* […] *; la plupart a été enlevée et transportée au port pour la construction du port de Gaza par les autorités palestiniennes. C'est dans ces pierres qu'on trouve les poissons. Sans doute que dans le nouveau lieu créé pour* al mina [le port], *il y a tellement de bateaux et de gasoil que les poissons n'existent plus ! Parfois mon père nous rejoint et*

nous avons un moment pour parler. On ne se dit pas grande chose de nouveau. On parle de la 'situation' et de sa situation et de ses finances. Il nous parle aussi de la gérance du patrimoine de son ami depuis la maternelle, le mécène qui habite aux Émirats. C'est un homme très optimiste et toujours prêt à voir le côté positif de n'importe quel enjeu difficile. Je l'admire !

Depuis que j'ai obtenu mon diplôme d'ingénieur, j'ai connu sept ans de travail intéressant et continu bien que la ville de Gaza ait subi des attaques israéliennes à différentes reprises, surtout après le déclenchement de la deuxième Intifada. La vie commence à changer de façon évidente dans la ville de Gaza. Il y avait des attaques ciblées de personnes, de ponts, et le pire, a été le bombardement de notre transformateur. Après les attaques et la destruction des infrastructures de la ville, l'entreprise de mon père reconstruisait avec des fonds des pays européens C'était comme l'histoire de Pénélope quand Ulysse est parti pour la guerre pendant dix ans et qui, le croyant mort et la cour l'a poussée à se remarier. Elle promit qu'elle choisirait quand elle aurait fini de tisser le linceul pour son beau-père Laërte. Pour repousser ses prétendants sans les blesser, elle défaisait la nuit ce qu'elle avait tissé durant la journée.

Je comprends que les bailleurs de fonds se soient lassés de voir leur argent gaspillé de telle façon. Je ne suis donc pas surprise qu'ils mettent un terme aux divers projets.

Alors j'ai beaucoup plus de temps disponible. En revanche, mon épouse, lui, occupe son poste à la mairie à des horaires réguliers. Notre relation est empreinte de respect et de tendresse.

Les sujets de conversation tournent autour du travail, [elle est ingénieure civile à la mairie de Gaza], de nos enfants, leur éducation, de la famille en général, et de la situation. Elle a étudié l'architecture parce que son rêve était d'améliorer l'aménagement urbain de Gaza. Elle a une sécurité à son poste que je n'aie pas. Je trouve des emplois à court terme et quand je n'ai rien, c'est mon père qui m'emploie ».

Il nous regarde un long moment avant de poursuivre son discours :

« Avec mon épouse je n'ai pas de conversations profondes où je parle du sens de ma vie […]. *Ces conversations sont du passé et elles appartiennent à mon rêve que je n'aie pas eu le courage d'achever ».*

Après un autre silence il ajoute :

« Je ne regrette pas d'être ici et d'avoir cette vie. Mais je ne peux pas m'empêcher de me demander ce qu'aurait été de vivre mon rêve. Mon épouse ne le connaît pas. Soit qu'elle l'a senti et elle prétend l'ignorer, soit qu'elle ne le sait pas. Comme je vous l'ai dit, c'est du passé. Ça fait du bien quand même de pouvoir parler avec vous et avoir une réflexion sur ma vie. Je n'ai pas l'occasion de me défouler de cette façon autrement qu'à travers de la pêche ».

En dépit des opportunités bien différentes de celles des jeunes de la deuxième Intifada, Imad se soumet à l'influence de son père et de sa famille et ne se sent pas capable de rester hors de Gaza ni de rentrer marié sans la permission préalable de son père.

Pour les plus jeunes des classes moyennes et basses, qui sont nés plus tard et ont grandi pendant la deuxième Intifada, les choix et les opportunités sont réduits et parfois difficiles après la recrudescence du blocus. Pour nombre d'entre eux, surtout les femmes, le mariage est l'option évidente pour quitter la maison et fuir le contrôle familial, mais la décision est prise le plus souvent par les parents, comme une sortie digne face à une situation économique difficile ou à des problèmes d'abus au sein de la famille. Il ne faut pas que nous supposions qu'il n'y ait pas des centaines de jeunes femmes qui veulent se marier de leur propre gré et qu'il y en ait d'autres qui ne veulent pas se marier et préfèrent gagner leur autonomie et leur indépendance. De plus en plus, les parents de familles pauvres s'efforcent d'éduquer leurs filles. Les raisons pour lesquelles les parents poussent leurs filles à faire des études sont variables : dans quelques cas, ils pensent qu'une fille éduquée, avec un diplôme et un travail, est mieux placée pour avoir des demandes en mariage venant de familles d'un meilleur statut ; dans d'autres cas, ce sont les filles qui sont motivées par leurs ambitions ou leurs rêves. Un grand nombre de jeunes femmes sont employées au sein d'ONG internationales et locales. Ces organisations représentent une source d'emplois pour les femmes qui étudient pour devenir assistantes sociales, comptables, secrétaires, techniciennes dans l'ITC et qui ont les connaissances suffisantes de l'anglais.

Jeunes hommes et femmes, malgré leur diplômes et compétences obtenus dans les universités, de Gaza ou d'ailleurs, la plupart sans expérience professionnelle, se contentent de faire des travaux ponctuels et peu sont ceux qui parviennent à trouver un poste à long terme. Les emplois les plus difficiles à trouver sont ceux dans le service public. Les garçons peuvent toujours entrer dans la police et avoir un salaire réduit mais stable. Les postes les plus convoités sont ceux dans les organisations internationales, mieux rémunérés, qui peuvent donner des permis pour se rendre à Jérusalem. Quelques-uns d'entre eux, qui ont étudié ailleurs, n'y ont jamais mis les pieds et ce voyage reste toujours un rêve.

4.5.2. Le cas de Khalil, entretien n° 49

Pour beaucoup de jeunes qui pensent ne pas avoir d'avenir après leurs études, le rêve politique est une autre option : devenir un *Qassam*, un résistant, dans l'unité d'élite d'*Azzedin al Qassam*. Après la guerre de novembre 2012 l'un de nos interviewés a été approché par des amis

d'amis qui formaient le parti des *Qassam*. Les dirigeants du groupe connaissaient la situation économique difficile de Khalil qui, après ses études d'ingénierie agricole, n'arrivait pas à trouver un poste salarié.

Khalil vient d'une famille pauvre d'Al Daraj. Il a quatre sœurs et tous habitent avec leur grand-mère paternelle. La famille a beaucoup souffert notamment du fait de la destruction de leur maison à l'étage qui a été bombardée par les Israéliens, qui est maintenant inhabitable. La maison voisine, quant à elle, a reçu un F16. Il a demandé une bourse aux Français et aux Américains pour poursuivre ses études après le baccalauréat. Il a reçu une réponse favorable de la part des Français pour le campus de Nantes. Il obtient son visa après six mois d'attente pour sortir *via* Rafah et, de fait, il perd sa bourse. Connaissant sa situation difficile et sa récente dépression, les *Qassam* lui proposent de rejoindre le groupe. Il percevra là un salaire et si par malheur il devait lui arriver quelque chose de grave, le groupe prendrait sa famille en charge. Khalil est pétri de doutes. Il ne se sent pas capable de devenir "résistant".

Comme il explique :

« Je n'ai peut-être pas le courage ou la folie nécessaires pour devenir un Qassam. Je ne crois pas à ces idées. Je suis pour une solution pacifique, négociée. Comment savoir si je peux tuer quelqu'un, même par accident ? Je ne pourrais pas le supporter. Je préfère rester pauvre faisant des travaux ponctuels de jardinier ou d'ouvrier. Leur offre m'a réveillé et m'a redonné espoir. Je suis triste pour ces jeunes qui se laissent prendre, ayant l'occasion de tuer et de se faire tuer. J'ai raconté à ma mère ce qui m'était arrivé. Elle était épouvantée et m'a fait jurer de ne jamais accepter une telle offre.

À Gaza, le groupe est entouré d'une aura de mystère ; ses membres continuent à cacher leurs visages avec des masques noirs et à gérer maintes situations pour ou avec le système sécuritaire du Hamas. Ils se trouvent plus souvent dans le camp de la Plage ou dans les autres camps de réfugiés de la Bande de Gaza. Je suis sûr qu'il y a beaucoup de jeunes qui acceptaient de participer et qui ne pouvaient plus changer d'avis et revenir en arrière.

Ma situation économique et émotionnelle n'est pas très différente que celle de milliers d'autres jeunes. Je dois reconnaître que je suis mieux loti que beaucoup d'entre eux. Après la destruction de notre appartement, nous habitions chez mon oncle. Lui et sa femme ont un seul enfant qui travaille aux Émirats. Ils nous ont immédiatement accueillis après la guerre de juillet-août 2014. Mon père a organisé un petit espace d'houmous et de fallafel en bas de la maison de notre oncle qui n'a pas été détruite. Son magasin est très connu dans la ville et très fréquenté par les habitants de notre quartier. Le magasin était en bas de notre immeuble avant le conflit. Parfois, nous avons des clients qui viennent de Rimal-sud ou de plus loin encore, Al Zahara. Je ne voulais pas le faire mais je crois que je vais l'aider plus souvent. J'avais un peu honte de me montrer en train de faire

ce type de travail mais c'est bien ce travail qui a payé mon éducation et continue à aider toute notre famille ».

Khalil réagit après avoir perdu sa bourse et avoir traversé une période de dépression. Il se prend en charge et se ressaisit en se rendant compte qu'il doit s'adapter à la situation et profiter des opportunités qui se présentent à Gaza.

4.5.3. Le cas de Mahmud, entretien n° 39

Il est âgé de 25 ans au moment de notre premier entretien en 2011. Il été né en Russie. Sa mère est russe et son père palestinien.

Mahmud est arrivé à Gaza avec eux quand il avait sept ans, avec sa sœur de deux ans. Ils ont vécu avec la belle-mère dans le camp de Nuseirat, au milieu de la Bande de Gaza. La famille est rentrée en 1995, peu après de l'arrivée de Yasser Arafat à Gaza. Il se souvient vaguement de la vie au camp, pleine de couleurs et de bruits, avec beaucoup d'enfants dans la rue. Il a commencé ses cours dans une école de l'UNRWA, sans problème. Si le russe était sa langue maternelle, il avait entendu l'arabe par son père qui lui parlait toujours dans cette langue, en prévision certainement du retour éventuel à Gaza.

Depuis sa plus tendre enfance, Mahmud aime l'étude des langues. Il apprend l'arabe et l'anglais avec plaisir. Ses parents déménagent à côté de Gaza, à Zahara, dont le développement a commencé comme un quartier modèle, avec des maisons entourées de jardins, de type *villa*, et quelques immeubles étaient également érigés. Il va à l'école à Gaza et lorsque le Centre culturel français ouvre ses portes, rue Victor Hugo, il fait partie des premiers étudiants. Il participe aux activités du centre, entre autres, la représentation de pièces de théâtre en français et d'autres activités culturelles. Il a de bonnes relations avec sa sœur et ses parents, fréquentant un groupe d'amis et, ainsi qu'il le dit, il n'a pas de soucis :

« La prise de pouvoir du Hamas en 2007, change l'ambiance à Gaza. Je ne m'intéresse pas à la politique. Je n'aime pas quand les gens parlent comme des spécialistes, surtout de politique, quand ils n'ont pas une idée claire des sujets. J'ai noté le changement surtout avec la présence de groupuscules de résistance, parmi les groupes de jeunes. Ils étaient des Azzedin-al Qassam. C'était beaucoup plus tard après le conflit de novembre 2012 que les amis d'un ami m'ont approché pour les rejoindre. Ils m'ont approché pendant une fête mariale. J'étais gêné et j'avais peur. Je ne voulais pas être ciblé après par les Israéliens. Il y a à Gaza des collaborateurs un peu partout. J'ai expliqué que j'aimais la Palestine mais que je ne pensais pas que la solution aux problèmes était la violence. Je leur demandais s'ils pensaient qu'ils pouvaient écraser Israël et en finir. Je les ai

évités depuis et j'ai perdu deux amis. Si on commence avec eux il n'y a pas de sortie possible. Je connais des jeunes qui sont dedans. Je ne les vois plus. Ils ont changé ».

La présence de "collaborateurs" à Gaza est de long date et d'autres interviewés plus âgés nous racontent qu'elle date de toujours. Ils sont prêts à aider l'occupant à change de services comme des permis de sorti et de l'argent.

L'assiduité de Mahmud aux cours de français au centre Culturel lui permet de réussir, fin 2012, un concours. C'est un type de contrat-bourse pour travailler dans une institution d'éducation en France. Il l'a réussi grâce à l'Université al Azhar. Il y avait sept personnes entre Gaza et la Cisjordanie et tout était arrangé par le Centre culturel français. Il va vivre et travailler à Strasbourg. Son père qui est journaliste, a des contacts au passage de Rafah et il réussit donc à partir en France. Citons Mahmoud :

« Nous étions pris en charge pendant deux jours à Paris par une association d'amis de la Palestine. Après, chacun a suivi son chemin. Moi, je me suis dirigé vers Strasbourg en train. J'avais parlé avec le professeur avec lequel je devais travailler par téléphone et il m'avait donné l'adresse d'un site pour louer un studio. J'ai eu la chance qu'il me l'ait suggéré avant d'arriver. J'ai su que d'autres personnes qui étaient avec moi, étaient arrivées sans avoir de place et qui avaient dû payer un hôtel et dépenser de l'argent pour ce manque de prévision.

Je connais les grandes villes russes et ce que j'ai aimé le plus à Strasbourg c'est qu'on peut traverser la ville à pied. J'ai facilement trouvé un logement et j'ai commencé à travailler dans un collège, puis dans un lycée par la suite. Le premier mois c'était dur. Je n'avais pas trop d'argent et le professeur m'a expliqué que je recevrais le deuxième mois, deux salaires en même temps. Quand j'ai eu mon salaire, je suis allé acheter une bicyclette que j'avais repérée en vitrine, pour me déplacer à travers la ville. C'est le moyen de transport idéal à Strasbourg. J'avais appris à conduire quand nous habitions le camp de Bureij, chez ma grand-mère. Après, quand nous avons déménagé à Gaza, c'était trop dangereux de circuler dans la ville en bicyclette. Les conducteurs ne font pas attention et ce n'est pas un plaisir de conduire. J'ai finalement lié des amitiés, avec des Arabes, des Français et quelques Russes. Il y avait aussi des amies du centre français de Gaza à Aix-en-Provence qui m'ont rendu visite peu après. Nous avons loué une voiture et nous nous sommes rendus en Allemagne. Le fait de passer de la France en Allemagne, sans être arrêté par aucun officier, était pour moi une bénédiction.

J'ai rencontré aussi des Palestiniens remarquables, je me souviens en particulier d'un peintre, un bédouin originaire de Rafah. Il m'a aidé tout de suite et m'a donné du courage pendant les premières semaines après mon arrivée à Strasbourg, m'évitant une éventuelle dépression.

J'ai été assistant de langues vivantes dans un collège et dans un lycée. Ils enseignent l'arabe, le russe, l'anglais, le chinois, le japonais ; j'étais dans ces institutions comme assistant d'arabe. Quand tu acceptes ce type de contrat, tu viens et tu te débrouilles. Mais mon visa de travail était seulement pour un an, et ce n'était pas un visa pour étudier mais pour travailler. C'était le moment de rentrer et je voulais le repousser dès que possible. J'ai essayé de renouveler mon visa avec les mêmes privilèges que j'avais en arrivant mais le processus s'est avéré inutile. Je devais quitter la France et retourner à Gaza ».

Mahmud veut rester en France mais s'il le fait il doit devenir clandestin. Il n'aura pas le droit de se mouvoir à sa guise, sans souci. Et il n'aura pas la possibilité de circuler à travers l'Europe. Dans ce cas, il préfère rentrer à Gaza, parce que c'est chez lui.

« Je ne suis pas triste d'avoir pris la décision de revenir chez moi, à Gaza… Mais depuis que je suis de retour, je me débats comme je peux pour ne pas sombrer... Je me sens un peu perdu. Je cherche un travail activement mais je n'ai pas d'expérience. Je cherche un stage pour apprendre et gagner en expérience. Pour le moment, je donne mon temps trois fois par semaine à un bureau d'information. J'apprends les aspects de l'informatique qui m'étaient inconnus et j'occupe mon temps. Mais je reçois une petite indemnité journalière pour le transport et la nourriture. Je vis chez mes parents et ils me laissent utiliser la voiture. Je suis complètement dépendant d'eux et sans espoir de trouver un poste. Dans la ville de Gaza les options sont très limitées. La poursuite du blocus et la situation d'après le dernier conflit sont la norme. J'ai la chance d'avoir des parents qui n'ont pas de problème pour continuer à me soutenir. Il faut que je les quitte si je veux faire quelque chose dans la vie ».

Fin 2013, la famille décide de rendre visite à la sœur qui vient de se marier à Abu Dhabi avec un Palestinien. Mahmoud obtient un visa de tourisme et passe le temps, après les fêtes de Noël, à chercher un travail. Il espère ne pas rentrer à Gaza. Pour la majorité des jeunes, l'épreuve de l'absence de travail est intimement liée au sentiment d'enferment et de désespoir. Le manque d'un avenir possible et la perspective d'une situation qui ne s'améliore pas planent sur tous. Concernant l'épreuve de l'enfermement, nous avons développé l'analyse d'autres extraits d'entretiens avec Mahmud.

Le départ de jeunes de Gaza attriste les familles et, en même temps, les soulage. La présence d'une autorité locale répressive qui peut arrêter un jeune dans une procession ou une communication, l'absence d'avenir après les études, fait que les parents préfèrent, dans la plupart des cas, qu'ils quittent la ville pour chercher ailleurs un avenir meilleur. Le résultat évident est la fuite de ressources humaines précieuses. Chez la plupart des jeunes que nous avons interviewés, le désespoir face au manque d'opportunités de travail et de développement

personnel à Gaza, le manque d'un indice positif pour le futur, sont étroitement liés au sentiment d'enfermement produit par le « blocus » qui empêche tout mouvement de personnes.

4.5.3. Le cas de Bara'a, entretien n° 22

Célibataire de 24 ans au moment du premier entretien en 2012, elle a un diplôme de secrétaire et de langue arabe. Bara'a est la deuxième enfant d'une fratrie de trois filles et deux garçons d'une famille près d'Al Zaitoun. Son père enseignait l'histoire à l'université et vient de prendre sa retraite. Sa mère dirige une ONG locale qui essaie d'aider la communauté à travers certains projets. Elle habite chez ses parents et aide sa mère dans l'administration de l'association de façon bénévole, quand elle en a le temps. Ces derniers mois, elle occupait un poste d'enseignante temporaire. Elle a fait quelques vacations pendant les grossesses de deux enseignantes dans une école privée de la ville. Elle a travaillé pendant deux ans et maintenant ne trouve plus d'emploi. Elle donne des cours privés d'arabe pour le *tanjihi* quand l'école dans laquelle elle avait fait des vacations a besoin d'elle. Elle participe aussi à des formations qui sont offertes par diverses organisations locales et internationales et elle suit des cours d'ICT à l'UCAS (*University College of Applied Sciences* ville de Gaza). Bara'a a participé aux manifestations de novembre 2011 pour célébrer le départ du président tunisien Ibn Ali avec un groupe de jeunes universitaires.

Bara'a raconte :

> *« Nous étions une trentaine d'étudiants qui sortaient avec des pancartes, célébrant le départ d'Ibn Ali et demandant à nos dirigeants une réconciliation entre le Hamas et le Fatah pour la Palestine. Nous étions menacés par la police du Hamas avec des bâtons et, finalement, nous étions dispersés quand ils ont jeté du gaz lacrymogène. La police du Hamas est toujours répressive ».*

Sa famille est traditionnellement en faveur du Fatah. L'un de ses oncles a fait partie de l'Autorité palestinienne. Bien que sa famille continue à être loyale à l'égard du Fatah, Bara'a est dégoûtée par sa corruption et c'est ce sentiment que l'a poussée à voter pour le Hamas en 2006, sa première expérience des élections. Elle n'est pas voilée et dans son école, à Rimal, nombreuses sont les enseignantes dans son cas. Elle cherche un travail ailleurs, loin de sa famille, pour avoir une vie moins contraignante. Elle a étudié le français au Centre culturel et elle apprécie les films et les conférences proposés par le centre. Quand elle travaille au sein de l'ONG, elle doit porter un foulard parce qu'Al Zaitoun est un quartier traditionnel. Elle passe beaucoup de temps, surtout la nuit, à parler sur *Facebook* et d'autres sites Internet.

Citons Bara'a :

« Je parle avec mes copines sur Facebook et je suis très active sur Twitter. Je rencontre mes amis qui sont à l'université et nous nous rendons visite les unes les autres. Je sors avec deux de mes cousins et une amie de l'école. Si c'est l'été nous allons le mardi au Nawuras, une piscine qui est réservée aux femmes ce jour-là. Je regarde la télé et je lis. L'Institut Français de Gaza présente des films et des expos et parfois des concerts ; ce sont des moments propices pour rencontrer les amis. Une fois par semaine je rencontre mes amis autour d'un café et d'un gâteau à Mazaj. Je n'aime pas recevoir de l'argent de poche de mes parents. Je suis trop âgée pour continuer à être dépendante d'eux à 100%, bien que quand je ne trouve aucun travail je n'ai pas le choix.

J'ai commencé à étudier formellement le français après avoir obtenu mon diplôme d'arabe. De cette façon, j'aurais peut-être l'occasion d'avoir une bourse et de voyager ailleurs, en France. Mes parents ne me poussent pas à me marier comme le font beaucoup de parents de notre entourage et certaines femmes qui viennent à l'association que ma mère a fondée. J'ai quand même la responsabilité d'avoir un travail et de faire quelque chose d'utile pour la société. À l'association je donne des cours aux jeunes femmes qui ont des problèmes d'apprentissage. J'aime beaucoup enseigner et c'est mon père, en particulier, qui m'a transmis l'amour de l'enseignement. Mon père aide à la gestion de l'association maintenant qu'il a pris sa retraite. Il est très doué pour obtenir des fonds. Il documente les activités de l'association et les publie dans un blog, dans le journal local et aussi au journal Al Quds. J'admire beaucoup mon père et je veux qu'il soit fier de moi ».

Souvent à Gaza, et dans la société palestinienne en général, les filles ont une relation très complice avec leur père. Dans le cas de Bara'a, l'absence d'une quelconque occupation productive à plein temps va faire naître en elle le sentiment d'enfermement, qu'elle partage avec son père durant leurs nombreuses conversations. Elle voulait apprendre le français pour avoir un outil qui lui permettrait de quitter Gaza. Bien qu'elle ne le dise pas ouvertement et de façon explicite au cours de nos entretiens, c'est ce qui ressort de ces entrevues. Son utilisation d'Internet, de *Facebook* et de *Twitter*, lui permet d'être en contact avec un monde beaucoup plus vaste et largement ouvert que ne peut l'être celui de Gaza et des environs.

Ce sentiment est très clair chez quelqu'un comme Bara'a. Dans le cas des jeunes, l'absence de travail est presque équivalente à l'absence d'avenir et toutes deux sont mâtinées du sentiment d'enfermement. Il en est ainsi pour la plupart des individus qui expérimentent l'épreuve du manque d'activité productive.

Nous allons, dès lors, laisser l'enjeu du travail pour explorer d'autres sentiments liés parfois à l'absence de travail mais parfois davantage à l'enfermement et à l'exposition permanente au danger. La vie à Gaza est incertaine. Nous savons que nous quittons la maison

le matin mais nous ne savons jamais si nous allons y revenir et si nous allons retrouver notre habitation sur pied et notre famille vivante. Nous ne parlons pas, ici, des vies plus normales à l'extérieur de Gaza et qui peuvent se terminer par une maladie ou un accident de voiture. Nous parlons de l'incertitude des attaques ciblées et de l'effet de la peur constante que les Israéliens font peser sur les Palestiniens.

5. L'épreuve collective de l'enfermement

Après l'épreuve de l'absence de travail qui s'impose à tous nos enquêtés comme l'épreuve majeur, il y a une autre épreuve collective qui est celle de l'enfermement. L'enfermement est l'impossibilité de quitter Gaza dans certain cas, et dans d'autres, les grands difficultés qu'on peut avoir à sortir de Gaza et pendant une période assez long, et dans un passé récent, l'impossibilité de se déplacer même dedans la Bande de Gaza.

Ainsi que nous l'avons déjà indiqué dans la partie historique[591], tant l'absence de travail que l'enfermement sont liés au blocus mis en place à partir de l'année 2000 suite à la deuxième Intifada, connue sous le nom d'Intifada al Aqsa.

Pour mieux comprendre l'épreuve de l'enfermement, il convient de rappeler les procédures administratives que doit suivre tout Palestinien de Gaza.

Après avoir évoqué, presque à l'unanimité, l'épreuve que constitue l'absence de travail, les interviewés mettent aussi souvent l'accent sur une deuxième *épreuve*, celle de l'enfermement qui concerne non seulement les frontières physiques mais aussi toutes les limitations angoissantes dans la vie quotidienne dues à l'incertitude que nous allons examiner. L'espace d'expression publique se réduit constamment, l'accès à certains métiers est restreint, la liberté personnelle et politique s'érode et les pressions dans la vie familiale sont quotidiennes. Dans les entretiens, les interviewés lient l'enfermement à leur difficulté à prévoir l'avenir et à leur exposition au danger et à la peur. On n'est jamais en sécurité à la Bande de Gaza !

5.1. La Bande de Gaza : Une prison à deux portes

Dans les domaines comme l'anthropologie, la sociologie et la psychologie, l'enfermement signifie privation de la liberté. Le mot comporte *l'idée de faire violence à quelqu'un,*

---

[591] *Cf.* Chapitre II, *La dynamique politique liée à la mise en place du blocus*.

souvent dans un but punitif[592]. Comme outil punitif ou répressif, l'enfermement est un mode d'exploitation depuis toujours. Les littératures grecques et latines parlent des espaces carcéraux comme lieux d'effroi[593]. Le mot enfermement veut dire : placer quelqu'un dans des limites contraignantes qui l'empêcheront de se développer librement en le maintenant derrière les verrous d'un lieu clos. L'enfermement, c'est la détention ou l'emprisonnement. Les îles ont depuis longtemps vocation à devenir des centres de réclusion du fait de leurs limites spatiales et de leur inaccessibilité imitant parfaitement les infrastructures carcérales [594]. Au début du XIXe siècle, les autorités britanniques éloignaient les personnes dangereuses sur la terre de Van-Diemen. Certains monastères ont aussi servi de prisons[595]. À partir de la Révolution française, quand la torture fut abolie et que l'on déclara les Droits de l'Homme, la réclusion par confinement tendit à se définir comme *peine effective et infamante, souvent assortie d'une obligation de travailler* et elle s'est institutionnalisée. De la même façon que les prisons et les enclos de camps de détention restreignent le mouvement des individus à l'intérieur des murs, ils sont centraux pour réguler les déplacements des personnes par des limites entre territoires en particulier aujourd'hui avec nos préoccupations sécuritaires face au terrorisme[596].

Les Israéliens en perpétuant le blocus comme enfermement cherchent, semble-t-il, à instaurer une situation carcérale. De fait, la société israélienne devient de plus en plus répressive, *carcérale* selon le mot de M. Foucault, et développe des *illégalismes* en guise de réponse à ses besoins croissants en matière de sécurité[597]. Ces illégalismes prennent la forme de lois d'urgence, arsenal juridique datant du mandat britannique et prolifèrent en l'absence de constitution dans l'Etat d'Israël. L'Assemblée israélienne (Knesset) au moment de la déclaration de l'État, *ayant reconnu les droits et libertés essentiels de l'homme hors de tout cadre législatif, a promulgué des lois fondamentales de l'État, qui tiennent lieu de Constitution et dont certaines sont*

---

592 ESTANGUI GOMEZ Raoul et PASQUIER-CHAMBOLLE Diane (2008), « De l'enfermement et des lieux de réclusion », *Hypothèses*, 1 (11), p. 143.

593 BERTRAND-DAGENBACH Cécile (1999), « La prison, lieu d'effroi », dans *Carcer I, Prison et privation de liberté dans l'Antiquité classique*, Actes du colloque de Strasbourg 1997, Paris, De Boccard, pp. 211-219.

594 On peut citer l'île de saint Lucas au Costa Rica devenu aujourd'hui un parc naturel. Parmi des dizaines à travers le monde, les plus connus sont Alcatraz aux États-Unis utilisé au XXe siècle, la terre de Van-Diemen nommée plus tard Tasmanie au début du XIXe ainsi que l'île du Diable en Guyane française, fin XIXe et début XXe.

595 ESTANGUI GOMEZ Raoul et PASQUIER-CHAMBOLLE Diane, *art. cit.*, p. 146.

596 « Carceral geographies », dans *Oxford Dictionary of Human Geography*, Oxford, Oxford University Press, 2016, pp. 64-65.

597 FOUCAULT Michel (1975), *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Paris, Gallimard.

d'inspiration religieuse. D'après Olivier Duhamel, c'est à cause de la religion qu'il n'y a pas de constitution :

> *« Les religieux n'éprouvent nul besoin d'une Constitution. Par principe, parce que la loi supérieure ne peut être que la loi sacrée, en l'espèce la Thora. Par nécessité, parce qu'une déclaration moderne des droits de l'homme consacrerait probablement la laïcité que les intégristes exècrent »*[598].

Nous pouvons comprendre que le juge Aharon Barak de la Cour suprême depuis 1978 et qui l'a présidée de 1995 à 2006, dans un article écrit en 1993, présente la création de 13 lois fondamentales comme révolutionnaire pour l'État d'Israël. Ces lois sûrement décisives pour les Israéliens, ne touchent pas les Gaziotes de façon positive. En dépit du contrôle qu'Israël exerce sur toute la vie et tout mouvement dans la Bande de Gaza depuis le désengagement, la Cour de justice israélienne soutient la déclaration du procureur de l'État, qui *« invalide les réclamations contre Israël en raison de la responsabilité qu'Israël continue à avoir des Palestiniens dans la Bande de Gaza »* (parce qu'Israël n'exerce pas un *effective control*). Après des nombreuses pétitions de la société civile et des associations des Droits de l'Homme, dont *B'Tselem* : *« La Cour insiste sur la position du gouvernement israélien qui admet qu'Israël n'est plus responsable de Gaza depuis août 2005. Le retrait israélien de Gaza, selon la loi internationale, a relevé Israël de toute obligation envers la population de Gaza et ses résidents doivent dépendre de la responsabilité de l'Autorité palestinienne »*. Pourtant la situation de Gaza, selon *B'Tselem*, n'est pas établie pas dans un *« vide normatif »* et Israël continue, en fait, d'être responsable de ses actions et de ses conséquences. Des experts renommés dans la législation humanitaire affirment que l'*« effective control »* est maintenu pour que les postes clés de l'armée israélienne continuent d'exercer leur pouvoir d'occupation sur la Bande en contrôlant aussi n'importe quel mouvement des produits et des personnes.

Même si la Bande n'a pas le statut officiel de prison, le fait qu'il est impossible d'y entrer et d'en sortir incite à faire référence à la définition théorique de la prison. Ne l'appelle-t-on pas souvent la plus grande prison du monde à ciel ouvert ? Elle est fermée par des murs matériels. Aussi, l'intention de séparer, d'enfermer et d'exclure une société adverse semble voulue pour apparaître inéluctable. La séparation territoriale menant à l'exclusion des Palestiniens dans Gaza est, sans qu'il s'agisse d'un hasard, consécutive des premières colonies. Les Israéliens ont créé des routes alternatives et des barrages dans le but de protéger leurs colonies. Ils ont ensuite créé des lieux de passage afin de contrôler le mouvement des Gaziotes

---

[598] DUHAMEL Olivier (1993), *Droit constitutionnel et politique*, Paris, Le Seuil.

sortant de l'enceinte. La séparation et l'exclusion ont progressivement multiplié les contraintes physiques. Tel est le cas d'une géographie politique conçue au nom de la sécurité mais sur le principe de la séparation. La Gaza s'est transformée peu à peu en un grand camp de confinement. Les Israéliens en justifient l'entreprise sous prétexte de protéger, d'individus dangereux, l'ensemble de ses citoyens.

Sébastien Boussois, auteur de *Gaza, l'impasse historique*[599], explore avec d'autres chercheurs le dangereux enfermement où Israël se trouve engagé sans se préoccuper de trouver des solutions. Dans son livre : *Israël entre quatre murs. La politique sécuritaire de l'impasse*[600], il constate que l'image d'Israël se ternit. Un pays soi-disant démocratique « *semble avoir choisi de s'enfoncer dans une impasse sécuritaire* » sous la férule des partis de droite et d'extrême-droite « *qui font de la peur un ciment social.* » Netanyahou utilise comme fer de lance de sa politique la somme de toutes les peurs, le terrorisme islamique. Israël continuera à construire des murs enfermant Gaza toujours plus avec l'aide financière des États-Unis pendant les dix années prochaines. Selon le correspondant de RFI à Jérusalem, Guilhem Delteil [601], Israël va recevoir une aide militaire américaine pendant dix ans, à compter de 2019, d'une valeur de trente-huit milliards de dollars. Cette aide est perçue comme un prétexte par les Israéliens puisqu'elle servira à acheter exclusivement du matériel militaire américain sans qu'elle finance la propre industrie de défense israélienne. Quelles perspectives les Palestiniens peuvent-ils espérer d'un tel accord ?

En 2004, Hervé Kempf et Jérôme Equer ont publié un reportage sur la tragédie de Gaza sous forme de récits et de photographies, *La vie en cage*[602]. Ils entendent répondre à la question que pose une recherche bien énigmatique : *« Comment peut-on vivre au jour le jour dans un territoire minuscule, surpeuplé et en proie à la guerre »*, sans que le désordre civil s'installe ? En février 2009, le président Sarkozy désignait Gaza comme la plus grande prison à ciel ouvert du monde à cause du blocus imposé par Israël et l'Égypte. L'enfermement de Gaza, avec ses murs de béton et ses barrières électrifiées, constitue une mise à l'écart et un isolement d'une société jugée dangereuse par les Israéliens. Ils les empêchent donc d'en sortir. La Bande peut être décrite sans ambages comme une prison sécuritaire : « *De l'idée de souffrance découle également un sentiment de peur mêlé de respect à l'égard de l'enfermement, qui a été instrumentalisé par les autorités*

---

[599] BOUSSOIS, Sébastien (2014), *Gaza, l'impasse historique*, Paris, Strasbourg, Édition du Cygne.

[600] BOUSSOIS, Sébastien (2014), *Israël entre quatre murs. La politique sécuritaire dans l'impasse*, Bruxelles, Grip.

[601] *« Israël: 38 milliards d'aide militaire américaine sur dix ans, un record »,* rfi, 13 septembre 2016.

[602] KEMPF Hervé et EQUER Jérôme (2005), *Gaza, La vie en cage*, Paris, Le Seuil.

politiques afin d'exercer un pouvoir coercitif sur les populations[603]. » Le séjour " *en prison* " dans la Bande de Gaza n'est pas censé être un amendement pour faute commise. Néanmoins, Israël semble espérer, par sa mainmise et en punissant par des bombardements qui répliquent aux attaques de roquettes et de mortier vers Israël, que les Gaziotes vont changer de comportement. Son attente est bien vaine car la société de Gaza est essentiellement composée de jeunes privés d'avenir. Par dessus tout, cette population possède une capacité presque inexplicable à rebondir.

Cependant dans la Bande de Gaza, les contraintes spatiales ont des causes politiques car la société israélienne se dit constamment menacée. Depuis l'armistice de Rhodes en 1949, des frontières fixes et permanentes n'ont jamais été tracées. La ligne verte, censée être une frontière temporaire, reste la division de fait entre l'État d'Israël et les Territoires occupés. Elle n'est pas du tout respectée par Israël qui ne cesse de construire toujours plus de colonies au-delà de cette "frontière". De plus, les frontières de 1949 ont été établies en faisant fi des caractéristiques culturelles des populations ; en revanche, elles servent à renforcer le pouvoir de l'État occupant. *« La nouvelle frontière, barrière de séparation qui encercle les enclaves des territoires occupés reflète la géopolitique des divisions ethnico-religieuses avec vengeance* […] ; *la vieille ligne verte espérant qu'elle soit la* bonne frontière *impose une division par un mur de béton monumental, symptomatique de la situation coloniale existante»*[604].

Faire un blocus en fermant les points de passage n'est pas un nouvel outil de punition et de répression des Israéliens à Gaza. Depuis la première Intifada, le nombre de Gaziotes sortant pour travailler en Israël s'est réduit par milliers, comme punition collective en réponse aux soulèvements et aux attaques perpétrées en Israël. Puis, l'enfermement est devenu plus sévère quand il s'est accompagné de violence. En effet, lors de la première Intifada, les Gaziotes n'ont pas connu les dégâts physiques et émotionnels qu'ils subiront par la suite. Pendant la deuxième Intifada, en juillet 2000 puis pendant la guerre appelée "Opération Rempart" à l'initiative d'Ariel Sharon en Cisjordanie et Gaza en 2002, les Gaziotes se sont retrouvés dans une position vulnérable, exposés de façon permanente au danger des bombardements par avions de guerre F16 et par hélicoptères et aux assassinats ciblés par téléphone portable. Devant des chars et des fusils automatiques " habituels ", les gens

---

603 BERTRAND-DAGENBACH Cécile (1999), « La prison, lieu d'effroi », dans Carcer I: *Prison et privation de liberté dans l'Antiquité classique*, Actes du colloque de Strasbourg 1997, Paris, De Boccard, pp. 211-219.

604 GREGORY Derek (2003), « Defiled cities », *Singapore Journal of Tropical Geography*, 24(3), pp. 307-326.

pouvaient se cacher. Avec les attaques aériennes, le nombre de blessés et de handicapés n'a cessé d'augmenter. En août 2005, le retrait israélien des colons et de l'armée hors Gaza a confirmé la politique de séparation. À la fin du conflit[605] 2008-début 2009, la tendance était affirmée sans détour. Les Gaziotes l'ont assumée avec résignation et fatalité sans pour autant l'accepter. Depuis le conflit, de 2012 et 2014, ils ont le sentiment que les conflits deviennent cycliques. Dans certains entretiens, ils mettent en avant la nécessité de la patience, un des enseignements fort du Coran. Elle permet aux gens de s'accommoder de conditions de vie éprouvantes. Il en va différemment pour les plus jeunes. Même s'ils sont plus atteints par le désespoir, paradoxalement ils portent aussi en eux l'espoir d'un avenir meilleur.

L'enfermement géographique est imposé par l'occupation israélienne. En effet, il est interdit de quitter la Bande sans un permis toujours difficile à obtenir. Et le fait de l'obtenir, ne garantie pas que la personne réussira à sortir de Gaza, parce que, au dernier moment, l'autorisation peut être annulé ou le passage peut être fermé, dans le cas d'Erez. Pour le passage de Rafah, peut être il n'y aura pas des autobus suffisants pour faire passer tous ce qui attendent, ou le passage fermera de façon arbitraire. Le territoire qui est long et étroit encerclé par la mer à l'ouest, la frontière avec l'Égypte au sud, les frontières avec Israël au sud-est, à l'est et au nord, compromise toute mobilité à cause de la situation politique. Dans *Forgé par l'épreuve*, Danilo Martuccelli indique, concernant la " mobilité " que *« l'important ce n'est pas uniquement le fait d'être ou non mobile, puisque tout le monde l'est dans des proportions différentes, mais plutôt le degré de contrôle que les individus éprouvent de leur* "mobilité" *»*[606]. Toute mobilité, qu'il s'agisse de sortir de la Bande ou de se déplacer à l'intérieur, est compromise par la situation économique et politique et par le contrôle exercé par Israël mais encore par le Hamas. Certes, les réseaux sociaux comme *Facebook*, *Tweeter*, *Tango*, *WhatsApp* existent et peuvent être utilisés sans sortir de la Bande de Gaza ni même de chez soi. Des dizaines de milliers de Gaziotes y ont recours[607]. Pour une certaine partie de la société, les réseaux constituent un puissant palliatif.

---

605 Les Gaziotes appellent les conflits de 2008-2009, 2012 et 2014 les guerres *hurub*.

606 MARTUCELLI Danilo (2006), *Forgé par l'épreuve*, Paris, Armand Colin, p. 132.

607 Les Gaziotes possèdent de grandes compétences techniques en matière de télécommunications. Les réseaux tels Twitter, Facebook et Tango sont très populaires.

Dans le contexte entretenu par l'occupation et le blocus israélien, « *circuler, se déplacer, voyager*[608] » dans la Bande de Gaza constituent un véritable luxe pour la plupart des habitants. Entre les années 1970 à 2005, les barrages israéliens, mis en place pour protéger les colonies et faciliter la circulation des colons, empêchaient les Gaziotes de se déplacer librement entre le nord, le centre et le sud. « *La mobilité est presque un synonyme sociologique de la ville* » ou idéalement elle devrait l'être, nous dit Rémy Allain dans sa *Morphologie urbaine*[609]. La situation est différente dans la ville de Gaza qui constitue le nord, la partie urbaine la plus peuplée de la Bande : la métropole. Des centaines de personnes ont l'habitude de s'y rendre chaque jour pour travailler et avoir accès aux services qui n'existent que dans la ville. Il est normal d'être originaire de Khan Younes ou de Rafah et de travailler à Gaza. Nombreux sont ceux qui déménagent pour éviter le trajet matinal d'environ 45 minutes. On se déplace pour raisons d'études, de travail ou familiales (fêtes, mariages et décès). Lors de la multiplication des tunnels[610], les Gaziotes sont venus de toute la Bande visiter le *souq Nijme* (le marché de l'étoile) à Rafah pour acheter les produits égyptiens bon marché. Si l'on habite dans le nord, Jabalya ou Beit Hanoun, le trajet dure environ quarante à cinquante minutes selon la circulation. Depuis vingt ans, les mouvements migratoires sont faibles car les autorisations de sortie sont très peu nombreuses. De plus, les Gaziotes pour la plupart ne veulent pas émigrer. Néanmoins, depuis la dernière guerre en 2014, la situation a tellement empiré que l'émigration est de plus en plus envisagée et même tentée. Les candidats attendent une réponse d'autorisation de sortie qui est souvent négative, pendant des années.

Le déplacement entre les villes dans la Bande de Gaza n'a jamais été planifié au niveau national ni régional. Aussi, le réseau de transport local est pratiquement inexistant. Il n'y a ni train, ni tramway, seulement quelques autobus. Cependant, un réseau de taxis collectifs, initiative privée, fait la liaison entre les cinq gouvernorats. Il y avait des dizaines de stations de taxis bon marché jusqu'à juin 2013. Depuis la fermeture des tunnels, les carburants comme le gasoil et l'essence arrivent au compte-gouttes uniquement en provenance d'Israël. Leur prix est le double de celui des carburants égyptiens. Celui du gasoil, très utilisé pour les transports

---

608 MARTUCELLI Danilo, *op. cit.*, p. 132.

609 ALLAIN Rémy (2004), *Morphologie urbaine. Géographie, aménagement et architecture de la ville*, Paris, Armand Colin.

610 En 2008, des centaines des tunnels ont été construits pour acheminer des biens entre l'Égypte et Gaza afin de pallier la pénurie due au blocus croissant.

en commun, a augmenté de 46 % à cause des restrictions de circulation commerciale [611] avec Israël. Le prix du bidon de 12 litres d'essence coûte 56 NIS (shekels). La plupart des véhicules utilisent le gasoil ou le gaz parce que l'essence est trop chère, réservée en général aux générateurs car l'approvisionnement en électricité est défaillant, autre problème quotidien.

L'enfermement combine plusieurs difficultés : les aléas des restrictions de mouvements et l'incapacité à se projeter dans l'avenir compte tenu de l'impasse politique. Le fil conducteur du discours sur les sentiments évoqués reste l'incertitude omniprésente face à l'avenir. De plus, la peur des attaques israéliennes ajoute beaucoup d'anxiété et crée des états dépressifs chez des milliers de Gaziotes qui se sentent prisonniers de la situation, du blocus et deviennent incapables de trouver des solutions viables. Il n'est pas surprenant que la plupart des interviewés lient le discours sur l'avenir à l'enfermement et la peur. En revanche, la peur des parents pour les enfants et celle des enfants eux-mêmes au moment des raids israéliens s'expriment différemment. Tous rappellent qu'ils ne se sentent en sécurité nulle part, n'ayant ni refuge ni protection. Comment surmonter de tels sentiments quand on se sait enfermé et à la merci du danger ? Les Gaziotes apprennent à se projeter dans l'avenir dans le cadre de leurs limitations très réduites, sans perdre l'espoir. La plupart arrivent à survivre au jour le jour grâce à cette sorte de normalité atypique que l'on rencontre dans d'autres pays engagés dans de longs conflits, des guerres pour les Gaziotes.

5.2. Une sortie soumise aux contraints administratives arbitraires

Appliquer à la bande de Gaza le terme de *« prison »* n'est pas excessif, car, comme nous allons le voir, la majorité des Gaziotes n'ont aucune possibilité de sortir de Gaza. Quant à ceux, très peu nombreux qui en ont la possibilité, doivent déposer une demande à la fois à la fois du côté palestinien et du côté israélien et peuvent se la voir refuser. La Bande de Gaza est donc bien une prison avec deux portes : le passage d'Erez qui donne accès à Israël et à la Cisjordanie[612], le passage de Rafah qui donne un accès également très contrôlé à l'Egypte.

---

[611] Kerem abu Salem était, entre 2006 et 2016, le seul passage commercial avec Israël et il y était interdit de faire transiter les carburants nécessaires. Les carburants entraient dans Gaza par Nahel Oz, fermé en 2006 à cause de l'enlèvement du soldat Gilad Shalit.

[612] C'est aussi par ce passage que la Jordanie peut être rejointe, si la personne a réussi à obtenir les documents nécessaires pour s'y rendre.

Bien entendu, comme on l'a déjà dit, le blocus ne limite pas seulement la circulation des personnes. Il affecte aussi l'entrée et la sortie des biens de consommation. De fait les échanges économiques se sont beaucoup réduits. Par Erez ne passent que quelques produits destinés au commerce de détail et par Kerem abu Salem au sud-est de la Bande, les marchandises en gros et les produits dérivés du pétrole. Mais une circulation illicite et très restreinte se maintient à travers les tunnels de Rafah reconstruits aussi vite qu'ils sont détruits par l'aviation israélienne. Depuis 2016, la situation s'est encore aggravée et la circulation des personnes et des marchandises a été soumise à de nouvelles restrictions.

Enfin, il faut aussi souligner qu'il est très difficile d'entrer dans la Bande de Gaza. Les Gaziotes ne peuvent pas recevoir leur famille et leurs amis qui se trouvent en dehors de la Bande de Gaza et, même s'ils ont un passeport étranger. Les seuls étrangers qui peuvent rentrer sont le personnel diplomatique, le personnel des ONG, les journalistes, les chercheurs. Mais là aussi, l'entrée est étroitement contrôlée. A noter que n'ont d'autorisation de résider en tant qu'étranger dans la Bande de Gaza depuis le blocus que des femmes mariées avec des Palestiniens de Gaza.

5.2.1. Le fonctionnement du passage d'Erez

Le passage côté nord, dans le village de Beit Hanoun, est celui d'Erez[613] à la frontière nord avec Israël. Jusqu'en 1991, les Palestiniens circulaient par Erez sans restriction avec un permis de sortie que la plupart des ouvriers recevaient de l'administration israélienne. Toutefois, pendant la première Intifada en 1987 la fermeture des frontières était la punition collective préférée des Israéliens[614] envers les Gaziotes. Depuis 1991, tout résident de Gaza avait besoin d'un permis individuel pour sortir, octroyé par la sécurité israélienne. Le nombre de permis s'est réduit graduellement. Erez est souvent fermé et plus souvent fermé qu'il n'est ouvert. De plus, le droit de sortie n'est pas garanti car les permis sont souvent annulés au dernier moment.

Pour entrer et sortir de Gaza en passant par Erez, il faut être muni, hormis des papiers valides, d'un permis de passage octroyé par le service de sécurité israélien, différent selon que

---

[613] Mars 1993, 130 000 ouvriers palestiniens ont été empêchés d'aller travailler en Israël (30 000 Gaziotes) pendant des mois. *Cf.* Chapitre II.

[614] *Cf.* Chapitre II.

l'on est palestinien : gaziote, de Cisjordanie ou de Jérusalem ou encore à passeport étranger. Pour obtenir un permis de passage par Erez, un Palestinien de Gaza doit posséder une carte d'identité valide et avoir moins de 35 ans[615]. Si le Gaziote est un homme d'affaires, il faut qu'il ait payé ses impôts et soit exempt de dettes et de pénalités. S'il est employé d'une organisation internationale, son ONG doit l'enregistrer auprès du Hamas pour obtenir une approbation de passage. Si une Gaziote possède une résidence à Jérusalem (non en Cisjordanie), comme c'est le cas de centaines d'épouses, le permis n'est valable qu'une demi-journée, le temps de renouveler sa carte d'identité. Les candidats au passage se présentent ensuite au bureau de coordination de Gaza géré par des officiers de l'Autorité palestinienne de Ramallah. Quand le permis est autorisé par la sécurité israélienne, le candidat est appelé par téléphone pour lui notifier qu'il peut le retirer à Erez au bureau de coordination de l'Autorité palestinienne.

Quand un Gaziote veut sortir de Gaza vers Israël, il se rend au poste de frontière du Hamas connu sous le nom d'*arba/arba* (4/4), y présente ses papiers puis se rend au poste de l'Autorité de Ramallah appelé *hamza/hamza* (5/5)[616]. Il n'a pas le droit de s'y rendre en voiture. Seules les véhicules des représentants du Hamas et de l'Autorité de Ramallah, des diplomates et des employés d'ONG internationales sont habilités à circuler. Néanmoins, le Hamas a mis en place des taxis à 5 shekels qui accomplissent le trajet d'une distance de 3 km entre les deux postes. Le poste de l'Autorité de Ramallah assurant la liaison avec les instances israéliennes vérifie la validité des documents présentés.

Le Gaziote se dirige ensuite vers un long et étroit corridor grillagé de 1 800 mètres, à l'aspect d'une cage, soit à pied, soit en empruntant une des petites voitures autorisées depuis 2013 et fréquemment utilisées pour les malades et les enfants. Un employé arabe se charge du transport des bagages à l'aide d'une motocyclette à laquelle est attaché un chariot. Pour les personnes qui sont très malades et voyagent en ambulance, l'ambulance ne traverse pas, et il y a un système de " *back to back* " sur la route hors de la cage.

À la fin du corridor, des portes automatiques blindées s'ouvrent sur une première pièce qui se trouve dans l'enceinte du poste frontière israélien. L'attente dure parfois des heures avant que les soldats acceptent d'ouvrir ces portes. À l'intérieur de cette pièce il faut

---

615 En dessous de cet âge, un Palestinien représente un danger pour la sécurité d'Israël, nous dit l'officier israélien à Erez.

616 Nom donné par les ouvriers palestiniens car les Israéliens autorisaient dans le passé le passage des ouvriers cinq par cinq.

ouvrir les bagages, sous l'œil d'une caméra de surveillance, et exécuter les demandes à distance par haut-parleur, avant d'avoir l'autorisation de passer le premier tourniquet. À 300 mètres plus loin, après avoir passé un deuxième tourniquet donnant sur une nouvelle pièce, il faut ouvrir les bagages et les déposer sur un tapis roulant qui les fait parvenir au personnel de la sécurité israélienne, hors de la vue des voyageurs. Après, on passe par la machine de sécurité aux rayons ultra-violets. Il est interdit de transporter tout objet métallique ou électrique. On ne peut garder sur soi que de l'argent-papier et ses pièces d'identité. Aux heures de grande affluence, un portier arabe aide les gens à se placer correctement dans la machine, notamment les enfants et les malades dont l'inspection de la chaise roulante peut aussi durer des heures.

En effet, si quelqu'un, le plus souvent un enfant, ne sait pas se placer dans la machine, il ne peut passer et les seuls qui pourraient aider sont les Israéliens qui observent la scène depuis leur étage vitré comme si les Gaziotes se trouvaient dans un aquarium. Les bagages arrivés par tapis roulant sont fouillés manuellement par les Israéliens après un troisième tourniquet. On présente alors ses papiers pour entrer en Israël. Dès que les vérifications ont été faites, on sort du poste à travers un dernier tourniquet ou une porte, si l'on est très chargé en bagages ou si l'on est un malade en chaise roulante.

À l'instar des aéroports israéliens, une compagnie de sécurité privée gère le passage proprement dit, à l'aide de la police et de l'armée israéliennes qui contrôlent les permis de passage. À l'issue du dernier tourniquet, des voitures privées et des taxis attendent les passagers sur une grande esplanade. En l'absence de transports organisés à la sortie d'Erez, des "*services*" venant de Bir Saba' font la navette vers la Cisjordanie et des taxis privés se rendent à Tel Aviv et Jérusalem pour la somme de 300 shekels.

Les étrangers peuvent circuler par le passage d'Erez s'ils sont des diplomates, ceux qui travail dans les organisations humanitaires, l'UNRWA, certain bénévoles et si on est journaliste. Les journalistes peuvent rentrer si le passage est ouvert à tout moment sauf le vendredi. Les étrangères qui ne sont pas des diplomates reçoivent une « coordination » (permis de passage) qui dure six mois et qui faut toujours demander avec un bon justificatif. Les diplomates ou personnes qui possèdent une carte spéciale, la carte jaune, peuvent circuler librement après demande d'entrée au moins deux jours à l'avance et ils peuvent rentré avec leur voiture sauf le vendredi. Les personnes qui travail avec l'UNRWA et la Croix Rouge peuvent circuler à tout moment à condition que leurs voitures soient inscrit dans les registres à Erez. Vendredi, seulement les humanitaires qui passent à pied sont permis de circuler entre Gaza et Israël

Pendant la première Intifada entre 1987 et 1992, le passage d'Erez était fermé à 72 %. En 1993, Israël a déclaré un blocus général de l'ensemble des Territoires, la Bande de Gaza et la Cisjordanie, instaurant ainsi le principe de séparation. À la fin de la première Intifada, Israël a construit une barrière électrifiée sur soixante kilomètres de mur en dur. Israël a coupé peu à peu les liens qui l'unissaient à l'économie gaziote.

Il ne faut pas pour autant en déduire qu'auparavant la circulation dans Gaza était facile. Bien que les médias mettent en avant les difficultés évidentes de circulation entre Gaza et le monde extérieur jusqu'aux accords d'Oslo, à la fin des années 1993, les camps des réfugiés et plusieurs quartiers de Gaza étaient isolés par la présence de murs construits par les forces d'occupation israélienne avec des blocs de béton ou des tonneaux forçant les Gaziotes à faire de longs détours pour se déplacer à l'intérieur de Gaza. Ali Sha'arawi nous rappelle que, pour aller à la banque Palestine dans le quartier al-Nasser de Gaza, le trajet direct qui prenait dix minutes à pied étant interdit, il fallait faire un long détour à travers Sheikh Radwan[617] perdant parfois une demi-heure. Même si ces séparations entre les quartiers ont disparu presque dans leur totalité à l'arrivée de l'Autorité palestinienne, la Bande restait coupée en morceaux à cause des colonies israéliennes qui entravaient le mouvement des voitures et des personnes par des barrages et des routes réservées entre les colonies et le territoire d'Israël.

Quand s'est déclenchée la deuxième Intifada en 2000, Israël a réduit considérablement les permis de sortie des Gaziotes. Le nombre de jours pendant lesquels le passage est fermé a augmenté. Sur les 26 000 qui avaient l'autorisation quotidienne de sortir, seulement 900 personnes au cours de l'été 2000 sont passées par Erez. Après les attaques en 2002, les permis pour aller travailler en Israël ont été réduits à zéro. Les relations entre Israël et les Palestiniens se sont encore détériorées. Quand Israël a quitté Gaza en août 2005, le passage d'Erez est devenu une frontière internationale, avec le paradoxe que les permis des résidents ont continué à être délivrés par l'armée et non par le ministère israélien de l'Intérieur. Le point de non-retour a été atteint en mars 2006 quand Israël a déclaré la fermeture de tout le territoire et empêché l'entrée, apparemment définitive, des ouvriers gaziotes en Israël. Le gouvernement israélien affirme sans équivoque sa politique de séparation des territoires palestiniens et ne

[617]Ali Sha'arawi, entretien n° 2.

délivre plus de permis aux résidents de Gaza, hormis pour des *cas humanitaires*, des *cas urgents* qui nécessitent un traitement en Israël ou en Cisjordanie[618].

En mai 2008, de nombreux étudiants ayant reçu des bourses *Fulbright*, en attente de quitter Gaza par Erez, se voient aussi refuser le passage. Depuis cette date, les étudiants ne peuvent plus traverser par Erez à moins que la mission diplomatique du pays qui leur a octroyé la bourse leur offre une escorte avec interdiction de faire un arrêt, d'Erez jusqu'au pont Allenby qui relie la Cisjordanie à la Jordanie. Les étudiants préfèrent maintenant passer par Rafah, si le passage est ouvert. Pour les étudiants boursiers des États-Unis, Rafah n'est pas reconnu comme une option valide.

Rappelons les restrictions de circulation. Après les attaques israéliennes contre Gaza entre 2008 et 2009, la circulation au passage Erez a été réduite à un faible pourcentage de personnes : des commerçants, des malades ayant droit à être transférés dans un hôpital en Cisjordanie ou en Israël, les employés d'ONG internationales et quelques étrangers. Il faut pourtant ajouter que des Arabes d'Israël ou des Palestiniens munis de passeports étrangers peuvent se rendre à Gaza pour offrir leur expertise, surtout médicale. Selon les informations fournies par Gisha[619], en 2013 environ 3 000 personnes malades avec leurs accompagnateurs sortaient chaque mois pour se faire soigner en Israël ou en Cisjordanie. La situation reste similaire entre 2014 et 2016 : plus personne ne sort pour un travail journalier en Israël. Ne sortent que les commerçants (en bijoux, vêtements et chaussures), les hommes d'affaires, le personnel des ONG, les politiciens et les malades au cas par cas.

5.2.2. Le fonctionnement du passage de Rafah

Le passage de Rafah, à la frontière avec l'Égypte au sud de la Bande, sépare la ville de Rafah en deux parties : l'une gaziote, l'autre égyptienne[620]. Israël l'a créé en 1982 après les accords de paix avec l'Égypte. Après les accords d'Oslo en 1993 et jusqu'en 2000, déclenchement de la seconde Intifada, il fonctionnait 24 heures sur 24 presque sept jours sur sept. Le passage des personnes y était autorisé mais aussi l'entrée de produits étrangers. Après

---

618 Pour l'estimation du nombre de personnes qui circulent par Erez, voir http://www.gisha.org/graph.asp?lang_id=en&p_id=1236.

619 Gisha est une organisation des droits de l'homme israélienne basée à Tel Aviv qui documente la situation des passages palestiniens.

620 *Cf. Chapitre II* pour les détails de cette séparation.

septembre 2000, les Israéliens ont imposé des restrictions, et les heures d'ouverture se sont considérablement réduites. Ainsi le nombre de personnes qui voyageait entre Gaza et l'Égypte a baissé de moitié.

À cause du désengagement en août 2005, le passage de Rafah a été fermé pendant trois mois jusqu'à ce que l'Accord du mouvement et d'accès (AMA)[621] soit signé entre l'Autorité palestinienne, l'Égypte et Israël en novembre 2005. Selon cet accord, l'Autorité palestinienne est chargée de faire fonctionner le passage avec l'Égypte sous la supervision de l'EUBAM, une mission de l'Union européenne[622]. Pendant sept mois, le passage a bien fonctionné et environ 1 320 personnes traversaient tous les jours sous la surveillance des patrouilles égyptiennes. Après l'enlèvement du soldat israélien Gilad Shalit le 25 juin 2006, Israël a décidé de le fermer et a informé les inspecteurs européens qu'il restera ainsi indéfiniment pour des raisons de sécurité. Israël a donc suspendu l'accord arguant qu'il lui est impossible de contrôler le passage des personnes. Déjà en 2005, après le succès du Hamas aux élections municipales, Israël avait imposé un blocus commercial qui allait vite s'étendre à une interdiction aux Gaziotes de sortir de Gaza et aussi aux Palestiniens d'y entrer. Après la prise du pouvoir par le Hamas en juillet 2007, Israël renforce le blocus et gèle les fonds internationaux empêchant toute initiative à Gaza.

Après le succès des Frères musulmans aux élections égyptiennes en 2012, la circulation des personnes par le passage de Rafah a été facilitée. Comme le passage ne permet aucune circulation commerciale " *formelle* " entre Gaza et l'Égypte, l'acheminement des marchandises s'est fait par des souterrains. Après la prise du pouvoir par Mohammed Morsi, un grand nombre de tunnels (plus de 2 000, paraît-il) avaient été creusés entre les deux parties de Rafah. À la même époque, le passage était redevenu une option de sortie. C'est la seule période depuis des années pendant laquelle la circulation du passage de Rafah se faisait presque sans restriction pour les Gaziotes avec des visas étrangers ou des permis de séjour en Égypte. Le Hamas a instauré un système d'impôts pour les produits et les personnes, créant ainsi une

---

[621] L'accord pour l'accès et les mouvements de population (AMA), signé entre Israël et l'Autorité palestinienne en novembre 2005 après le « désengagement » du mois d'août, prévoit la surveillance des opérations au passage de Rafah par l'Autorité palestinienne et l'Égypte sous la supervision d'une mission européenne de suivi, l'EUBAM. En revanche, Israël conserve son contrôle du passage en matière de personnes depuis un poste d'opération situé à Kerem Abu Salem.

[622] En juillet 2013, le Parlement européen a décidé de prolonger le mandat d'EUBAM pour une période de 12 mois en attendant de pouvoir redéployer la mission dans le passage de Rafah.

source importante de revenus pour son gouvernement. Certains ont donc préféré traverser par les tunnels plus rapides et meilleur marché. Mohammad, un de nos interviewé parle du processus de passage :

> *« Mon oncle habite l'Arabie Saoudite depuis plus de trente ans. Il nous rend visite à Gaza avec sa famille une fois par an. Depuis février 2011, le passage souterrain permet de circuler très rapidement. Aussi, reste-t-il chez nous pendant trois mois en sortant chaque mois pour ses affaires sans aucun problème. Il fait l'aller-retour trois ou quatre fois si nécessaire pour un prix très raisonnable, 100 dollars par personne*[623] *».*

Gaza, toujours à la merci des situations extérieures, souffre aussi des problèmes du gouvernement Morsi qui perdait de sa popularité. La sécurité s'est dégradée dans le Sinaï. Le passage des personnes et le fonctionnement des tunnels en furent affectés et sérieusement réduits. Les manifestations et les soulèvements d'une partie du peuple égyptien se sont soldés par la prise de pouvoir de l'armée. Entre juin et octobre 2013, la fermeture et la destruction des tunnels se sont intensifiées. Les principaux tunnels, les plus larges, par lesquels circulaient les personnes et étaient acheminés les matériaux des constructions ainsi que la plupart des produits, ont été détruits. D'après un fonctionnaire du Hamas qui demande à rester anonyme, 90 % des tunnels ont été détruits par l'armée égyptienne en septembre, et tous fin octobre 2013.

Le Hamas ainsi que de nombreux commerçants et surtout des milliers d'ouvriers ont bénéficié du commerce des tunnels. Leur destruction a laissé plus de 10 000 personnes sans travail. Les chiffres fournis par Gisha[624] attestent que, pendant les six premiers mois de 2013, 1353 personnes en moyenne par mois passaient par Rafah pour entrer et sortir de Gaza. Puis, en juillet leur nombre était de 526, 363 en août et seulement 217 en septembre. La circulation a repris en février 2014 de manière aléatoire. Pour pouvoir passer, il faut s'inscrire au bureau de coordination du Hamas et attendre d'être contacté. Or, même après avoir été contacté et avoir reçu un numéro de bus, il n'est pas acquis que l'on puisse sortir. Les autobus prévus à cet effet ne sont souvent que trois, ce qui est insuffisant compte tenu du nombre de candidats. De plus, l'ouverture du passage n'est jamais certaine. Les derniers chiffres montrent que les

---

[623] Quand le passage des personnes par les souterrains a commencé, le prix était de 1 000 dollars par personne.

[624] *Legal Centre for Freedom of Movement* à Tel Aviv. Organisation des droits de l'homme qui documente l'accès des personnes aux passages palestiniens.

personnes qui ont pu passer par Rafah sont très peu nombreuses. La situation a empiré après le conflit de juillet-août 2014.

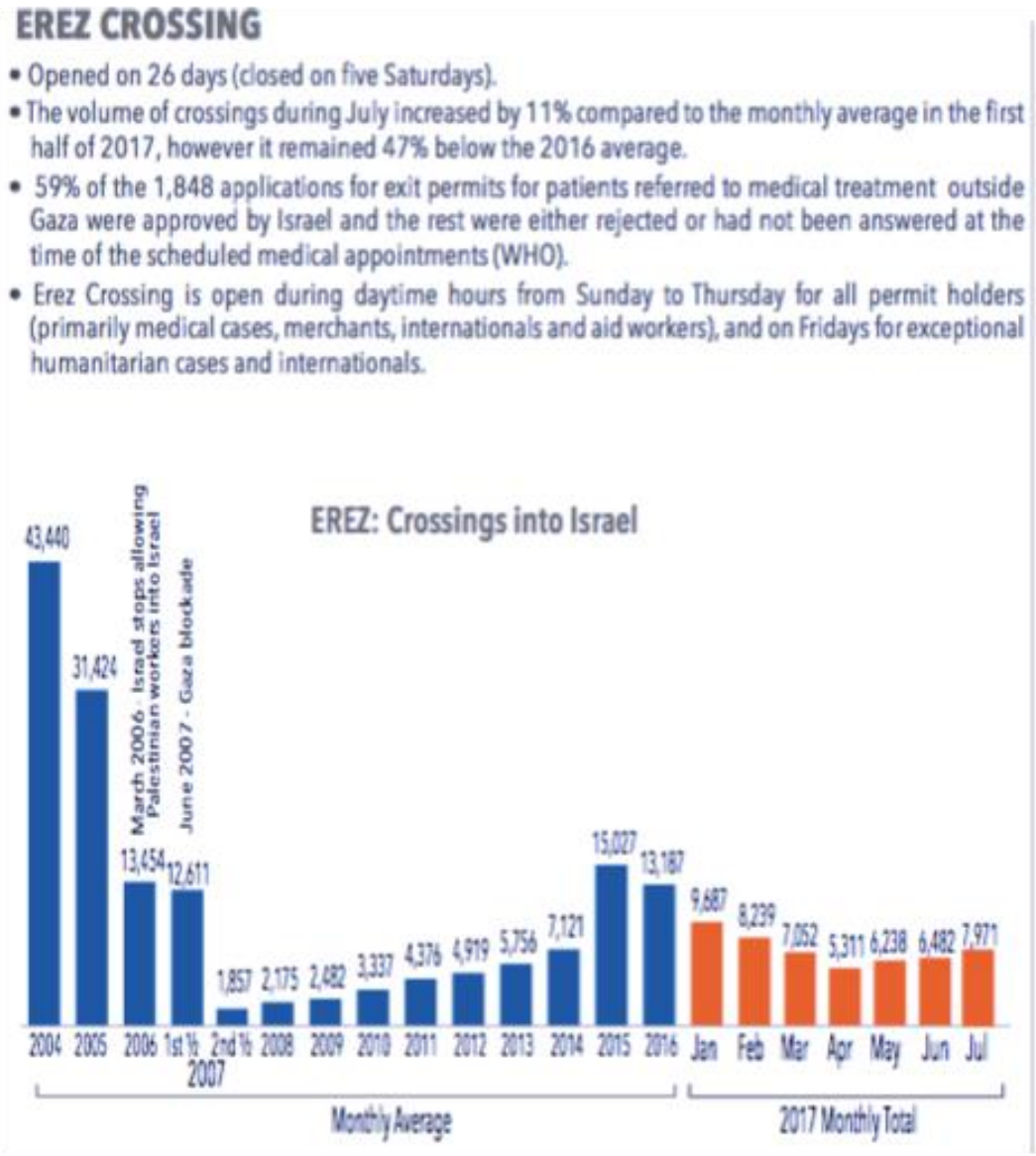
Après la fermeture des autres passages commerciaux, le passage commercial de Kerem Abu Salem dans la frontière sud-est avec Israël reste le seul qui permette l'entrée et la sortie de produits commerciaux ou l'acheminement des aides humanitaires.

6. Les catégories de l'enfermement

Comme l'épreuve du manque de travail, celle de l'enferment sur le territoire que constitue la Bande de Gaza est une épreuve collective. Mais de même que les Gaziotes ne sont pas égaux par rapport au manque de travail, de même ils ne sont pas égaux par rapport à l'enfermement. On peut ainsi distinguer deux catégories de Gaziotes : ceux qui peuvent sortir et ceux qui sont enfermés, le statut social jouant un rôle déterminant dans la possibilité de mobilité. Elles sont de ce fait d'importance numérique très différente. La première catégorie représente environ 15 000 personnes[625] en 2015 ; la seconde le reste de la population. Comme représenté dans le graphique les mouvements de personnes, en 2016 et une partie de 2017, se sont considérablement réduits.

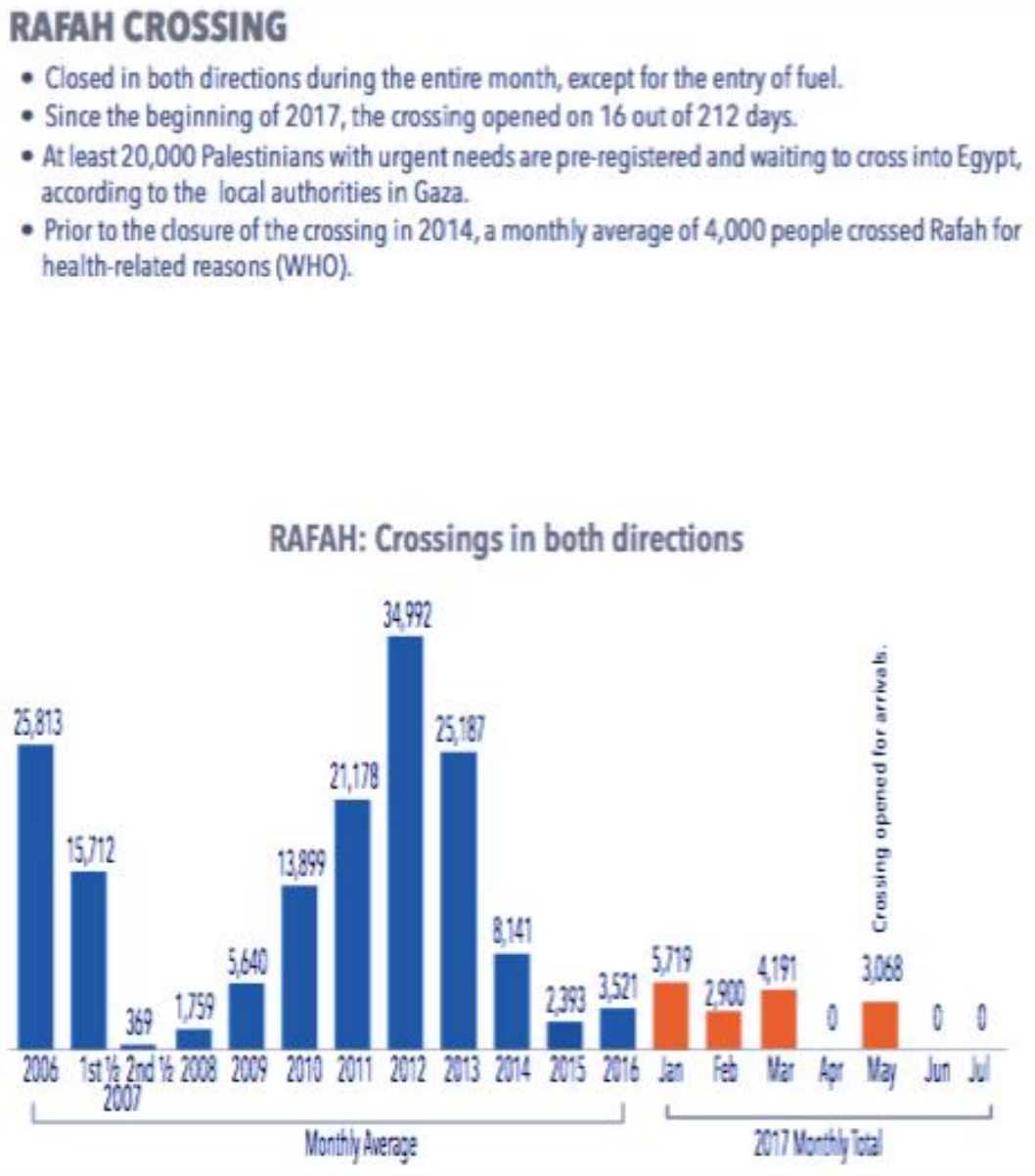
[625] Le nombre comprenait toutes les catégories incluant les malades et leurs compagnons ainsi que les visiteurs des prisonniers. Nous relevons que la fréquence des mouvements dans le passage peut être plus élevée que le nombre d'individus l'empruntant.

Figure 15 : Graphisme du mouvement à travers du passage d'Erez 2016 et 2017



Source : OCHA, juillet 2017.

Figure 16 : Graphisme du passage Rafah



Source : OCHA, juillet 2017.

On notera toutefois que, même pour ceux qui sortent, l'enfermement reste une épreuve d'abord parce qu'ils ont nécessairement dans leurs familles, parmi leurs amis des personnes qui ne peuvent pas sortir, ensuite parce qu'ils sont, comme les autres Gaziotes, dans l'impossibilité de recevoir les membres de leur famille et les amis qui n'habitent pas dans la Bande de Gaza, enfin parce que même s'ils se déplacent ponctuellement, ils ne peuvent pas plus que les autres se soustraire au monde clos que constitue la Bande de Gaza et dans lequel actuellement le poids du contrôle social ne cesse de s'alourdir mettant en cause la liberté de s'exprimer et de choisir son mode de vie.

Nous proposons trois catégories pour l'épreuve de l'enfermement :

1. **Les Gaziotes qui peuvent sortir** sous réserve que leur demande soit acceptée Comme on va le voir, c'est la position sociale le rapport avec Israël et la communauté internationale qui sont déterminants.

a. Le personnel politique de l'OLP, basé à Ramallah ou à Gaza arrive à avoir un permi pour des rencontres punctuelles depuis l'après conflit 2014.

b. Les hommes d'affaires et les chefs d'entreprise en relation avec des Israéliens. Leur nombre s'est réduit, surtout depuis 2015.

c. Le personnel gaziote des ONG internationales ainsi que celui des bureaux consulaires, les universitaires, les responsables des ONG locales. Ceux-là parviennent à partir de façon arbitraire toutefois

2. **Les Gaziotes qui sont enfermé**

Tous ceux qui n'ont pas un des statuts indiqués précédemment. Ils peuvent déposer une demande de permis de sortie, mais n'ont aucune chance de la voir aboutir.

3. **Les Gaziotes désignés comme « *bidoons* », sans papiers.**

Ce sont des apatrides. Les *biddons*[626] sont arrivés à Gaza avec Yasser Arafat après les accords d'Oslo, au moment de la création de l'autorité palestinienne, Néanmoins, les Palestiniens arrivés comme réfugiés en Égypte, au Yémen, en Lybie, en Algérie, en Iraq ou en Arabie Saoudite en 1948 n'ont jamais obtenu de nationalité dans ces pays et, par voie de conséquence, n'avaient pas de passeport[627]. Quand les Palestiniens apatrides sont arrivés, Israël leur a donné des laissez-passer en attendant la régularisation de leurs documents au département adéquat de la nouvelle Autorité palestinienne qui est, en fait, un bureau de liaison avec Israël. En effet, la décision finale est toujours prise en dernière instance par le gouvernement israélien. L'occupant insiste pour faire inscrire le nouvel arrivant dans la Bande de Gaza sur le registre de la population occupée par Israël depuis la défaite des Arabes en 1967. En conséquence, tout Gaziote est obligé de posséder une carte d'identité émise par l'occupation israélienne pour demeurer dans le territoire occupé et avoir l'espoir de circuler.

---

[626] Les *biddoons* sont des apatrides; ils ne possèdent aucun permis de voyage. Un groupe similaire se trouve en Cisjordanie.

[627] Seule la Jordanie a octroyé une citoyenneté aux Palestiniens.

Chaque nouveau-né aussi doit être immédiatement enregistré sur ce même registre de population. Cela représente un groupe non-négligeable d'environ 12 000 personnes. Ce sont des *a'edins* arrivés dans les territoires palestiniens avec Arafat et l'Autorité palestinienne au moment des accords d'Oslo. Au départ, un grand nombre d'entre eux possédaient un passeport et ont obtenu des documents dans les toutes premières années.

Depuis le désengagement israélien de Gaza en août 2005 puis la prise du pouvoir par le Hamas en 2007, ce système d'enregistrement a été suspendu temporairement. Il se poursuit seulement pour ceux qui ont déjà des papiers valides, en revanche, pour les enfants nés d'un père sans papiers ce n'est pas possible. Pour le moment, toute personne qui naît dans la Bande de Gaza reçoit une carte d'identité octroyée par le Hamas, sans toutefois être inscrite sur le registre de la population, contrôlé par Israël. Comme l'explique Amira Hass dans son article du 14 juillet 2014[628]. Une famille gaziote peut donc comporter plusieurs membres au statut différent. Certains possèdent des documents de voyage, d'autres non.

Nous avons interrogé des personnes dans la quarantaine arrivées à Gaza très jeunes qui ne peuvent espérer aujourd'hui un poste dans des organismes internationaux parce que sans permis de sortie et de circuler entre Jérusalem et la Cisjordanie. Or, sans carte d'identité octroyée par Israël, ils ne peuvent demander de permis. En effet, la seule et véritable carte d'identité palestinienne écrite en arabe et en hébreu permet l'inscription dans les registres israéliens. Ce qui permet aux autorités israéliennes d'avoir un suivi de chaque palestinien adulte. Plus de 12 000 personnes qui habitent dans la Bande, quelques milliers dans la ville même de Gaza possèdent une carte d'identité temporaire qui ne leur permet pas de se déplacer en dehors de la Bande. Certains possèdent comme documents de voyage des laissez-passer périmés qui n'ont jamais pu être renouvelés et qui leur servent seulement comme papiers d'identification. Le Centre norvégien[629] d'aide aux réfugiés est le seul organisme qui essaye de régler leur situation.

4. Hors catégorie: les malades ayant besoin de soins en dehors de la Bande de Gaza et les personnes qui ont des prisonniers à visiter dans les prisons israéliennes.

---

[628] *« Tout nouveau-né palestinien, à Gaza comme en Cisjordanie, doit être enregistré auprès du ministère de l'Intérieur israélien ».* Le processus doit se faire en passant par le bureau de liaison palestinien afin d'obtenir une carte d'identité à l'âge de 16 ans. Si cette procedure n'est pas suivie, alors l'individu ne bénéficie d'aucun document lui permettant de quitter la région.

[629] Norwegian Refugee Council, NRC. Le Centre fait le même travail en Cisjordanie.

Il y a les personnes qui doivent sortir pour des raisons médicales et ils peuvent appartenir aux deux catégories : ceux qui sortent et deux qui sont enfermés à ceci près que les sans-papiers même malades ne peuvent aller se faire soigner hors de la Bande de Gaza. Mais, de toute façon, pour les autres la procédure est complexe et les chances qu'elle aboutisse sont évidemment plus grandes pour ceux qui ont l'habitude de sortir et ont noué des contacts réguliers à l'extérieur. Le Hamas contacte l'autorité palestinienne à Ramallah et celle-ci s'efforce de trouver en Cisjordanie ou en Israël un établissement d'accueil. A noter que cette possibilité n'existe pas pour les sans-papiers. À la suite d'entretiens approfondis menés dans leur grande majorité entre 2012 et 2016, avec un mise à jour par Skype au cours du 2017, nous avons procédé à quelques entretiens collectifs comme nous l'avions fait concernant l'épreuve de travail dans le but d'affiner les thèmes de recherche et d'établir les *modalités* des sentiments ressentis en surmontant l'épreuve d'accord aux restrictions de mobilité.

Pour les personnes qui voudraient rendre visite à leurs relations dans des prisons israéliennes, le trajet est possible suite à l'octroi d'un permis effectué par le Comité international de la Croix rouge (ICRC) à Gaza. Sont recensés près de 350 prisonniers dans de prisons israéliennes. L'accord d'Israël avec l'ICRC vise à permettre deux visites par mois à chaque famille, aboutissant ainsi à une moyenne de 700 visites par mois. La réalité est toute autre pour août 2017 quand les autorités israéliennes ont permis seulement 34 visites[630].

7. Le vécu de l'épreuve de l'enfermement

Nous allons tenter d'expliquer de façon précise quel est le sens de l'épreuve pour les personnes interviewées. L'enfermement se ressent très clairement quand on veut sortir de la Bande avec son lot de contraintes administratives et sécuritaires bien réelles. Les employés du secteur saisonnier ne sont pas épargnés. Essayons de cerner les conséquences concrètes de la difficulté, voire de l'interdiction pure et simple de sortir de Gaza. Alors que nous évoquions la peur, un de nos interviewés, Nemer, nous livre qu'il a essayé de la dépasser en la niant. Toutefois, il s'interroge si nier la peur ne revient pas à nier la réalité tout courte et, par là même, résister aux conflits armés cycliques instaurés par les Israéliens.

Aussi avons-nous présenté leurs entretiens dans la partie correspondant à chaque épreuve. En revanche, pour d'autres sondés, l'enfermement constitue l'épreuve majeure et

[630] Pour plus des détails sur ce thème, voir les sites du PCHR, Gisha et OCHA.

domine tous les aspects de la vie, bien qu'il soit exprimé dans un large éventail de nuances. Les ressources (outils sociaux) dont se servent les Gaziotes pour surmonter l'épreuve de l'enfermement et continuer à vivre en société sont utilisés de façon différant que pour l'absence du travail. Il est aussi plus difficile de distinguer quelles sont ces ressources. L'enfermement, allié à la peur, et l'exposition constante au danger engendrent des problèmes concrets pour les Gaziotes : comment faire pour se nourrir, comment payer les frais des universités pour les enfants les plus âgés et les frais de transport pour l'école des plus jeunes, trouver du gaz pour cuisiner, avoir de l'eau potable et trouver des solutions lors des coupures d'électricité ? Les Gaziotes surmontent ces problèmes différemment en fonction de leur histoire personnelle et grâce à leurs compétences individuelles et leurs ressources familiales.

En 2016, seul un %age très réduit de la population Gaziote pouvait sortir de la Bande. La plupart des habitants ne possèdent pas les documents requis pour déposer une demande, ou pire encore certains n'ont aucun document de voyage valide. Les Gaziotes munis d'un passeport étranger et d'une carte d'identité gaziote peuvent transiter par Rafah tandis que le droit de passage par Erez ne leur est réservé qu'en cas d'évacuation aux périodes de conflit.

Les étudiants, comme nous l'avons signalé, ont des difficultés à sortir aussi bien par Rafah que par Erez. Seuls les commerçants ou le personnel des ONG peuvent circuler par Erez. Les malades peuvent sortir de la Bande quand ils sont admis dans un hôpital en Israël, en Cisjordanie et en Jordanie avec visa d'entrée pour ce pays envoyé de là-bas par des relations. Comme il fallait s'y attendre, des malades meurent avant d'avoir obtenu le permis escompté. D'autres se le voient refusé pour des raisons sécuritaires qui ne les concernent pas directement mais un membre de leur famille.

On signalera que les étrangers peuvent passer par Erez s'ils sont diplomates, journalistes, employés ou bénévoles dans des organisations humanitaires ou à l'UNRWA. Les journalistes peuvent circuler à tout moment sauf le vendredi quand le point de passage est ouvert. Les étrangers qui ne sont pas diplomates peuvent obtenir un permis de passage appelé " *coordination* " d'une durée de six mois, à condition de fournir d'excellentes raisons. Les diplomates ou tous ceux munis d'une carte spéciale, la "*carte jaune*" peuvent circuler librement avec leur voiture hormis le vendredi à condition d'avoir fait une demande deux jours à l'avance. Les employés de l'UNRWA et de la Croix Rouge peuvent circuler à tout moment, à condition que leurs voitures soient enregistrées à Erez. Tous ceux munis d'un permis qui veulent passer à pied ne peuvent le faire que le vendredi.

7.1. Le cas de Zahara, entretien n° 12

Zahara est fille de notables et des membres de sa famille sont membres du conseil législatif à Gaza. Elle est l'une des personnes que nous avons interviewées, pour qui Internet est une ressource et un soutien émotionnel qui lui permet d'être ailleurs, de prendre de la distance grâce à sa participation à de nombreux réseaux sociaux. Pendant la période du printemps égyptien, elle était en contact quotidien avec des personnes qui étaient sur la place Tahrir. Les événements dans ce pays ont touché les Gaziotes plus que la Tunisiens, tout simplement parce que cela s'est produit juste à côté et que les Egyptiens sont des frères. Ceux-ci soutiennent, par ailleurs, la cause palestinienne depuis toujours. Il est vrai qu'il y a eu des relations en dents de scie, mais ces contacts avec le monde permettent à beaucoup de personnes à Gaza, en grand partie issues de la jeunesse, de ne pas sentir le besoin d'agir par des actions drastiques qui pourraient les éloigner de leurs familles. Leurs ressources de soutien émotionnel sont des outils comme *Facebook*, *MySpace* ou *Twitte*r. Quant aux rébellions personnelles, s'il y en a, elles ne se manifestent pas concrètement dans les relations avec la famille. Zahara vit, comme elle l'explique elle-même, en contact avec des dizaines de personnes. Elle ne se sent pas enfermée dans Gaza ; elle habite dans le monde[631]. Elle fait du yoga et a pris des cours pour l'enseigner. Elle propose ainsi un cours par semaine sur son lieu de travail. Elle semble quelqu'un de très stable et sûre d'elle-même. Toutefois, en dépit de son discours, nous découvrons au fil de nos entretiens que Zahara n'est pas tout à fait comme elle veut bien nous le laisser croire. En effet, elle n'est pas si sûre d'elle et elle subit une pression presque constante, venant de sa famille et de la relation qu'elle entretient avec elle, sans parler de l'image qu'elle a d'elle-même. Finalement, nous la découvrons davantage à chacune de nos rencontres et aux détours de nos nombreuses conversations.

Zahara est la benjamine de sa famille, née dix ans après sa deuxième sœur. Elle appartient à une famille de notables, propriétaires terriens et de leur maison à Shaja'ia. Ils habitent celle-ci jusqu'à la première Intifada, elle est proche de la ligne verte, la frontière East avec Israël. Dans ce lieu stratégique, elle sert de refuge aux combattants mais elle subit à maintes reprises des tirs en tous genres. La mère de Zahara refuse de déménager jusqu'à la guerre de décembre 2008-janvier 2009. C'est alors qu'une partie de la maison est bombardée et

---

[631] APADURAI Arjun (1996), *Modernity at large: Cultural dimensions of globalisation,* Minneapolis and London, University of Minnessota Press.

que la famille décide de déménager pour Rimal chez le grand père de la fille. Zahara est âgée de six ans quand la première *Intifada* se déclenche à Gaza à la fin de l'année 1987. Elle est inscrite à l'école primaire près de Shaja'ia à cette période.

Zahara raconte :

« Je détestais l'école. Je croyais toujours que je ne pourrais réussirais pas. En plus je pensais que l'école était une perte du temps. Mes parents ne m'ont jamais beaucoup félicitée pour les bonnes notes que j'obtenais. Ils ne m'ont pas non plus puni pour les mauvaises.

Je ne supportais pas les maîtresses et je détestais les devoirs que je devais faire. J'avais des choses à dire et je sentais que je ne pouvais pas le faire, l'occasion ne se présentait pas dans un tel contexte de restrictions de cours. J'aimais écrire mais à l'école on nous donnait des thèmes spécifiques et on nous indiquait aussi comment les écrire ! Je ne trouvais aucun sens à ces sujets mais je n'ai jamais osé poser de questions ».

De ses souvenirs de la première Intifada, elle nous raconte :

« À quelques pas de la maison il y avait un sentier de sable qui permettait de descendre jusqu'à la Méditerranée. Ce sentier était souvent emprunté par les soldats israéliens, à pied ou au volant de leurs jeeps. Ils cherchaient toujours à prendre les jeunes Gaziotes en faute, parfois des enfants comme moi, qui jetaient des pierres ou écrivaient sur les murs des slogans contre l'occupation.

Le sentier de sable était assez large pour que nous, le groupe d'enfants de mon quartier, jouions dans le sable au retour de l'école. Nous avions beaucoup d'imagination pour nos jeux… pendant les journées du couvre-feu, il nous était interdit de jouer dehors. Parfois nous jouions quand même et quand je me rendais compte du danger, j'essayais de couvrir les autres enfants pour éviter une punition infligée par les adultes. C'était ma stratégie !

Je peux encore entendre le bruit de mon cœur battant violemment dans ma poitrine et voir mon visage rouge cramoisi et sentir mes jambes trembler, en courant vite vers la porte de la maison pour que les soldats ne me rattrapent pas.

Je me cachais souvent dans un coin de la chambre de mes parents pour pleurer ; demandant pardon à ma mère pour avoir cousu des drapeaux de la Palestine, mon pays que, à l'école, l'enseignante ne me laissait pas nommer. J'avais caché les drapeaux de peur que les soldats entrent chez nous et, les trouvant, ne fassent du mal à mes parents. Je n'étais pas très courageuse alors ! ».

Les officiers du département de l'éducation en Israël décidaient quels devaient être les livres utilisés par les élèves au cours de leur enseignement scolaire. Ils avaient révisé tous les textes des livres et les enfants étudiaient donc des paragraphes mités de sortes de *silences*. En

fait, il s'agissait de passages blancs, des caches qui couvraient des mots et parfois des phrases complètes comme " la Palestine est notre patrie, *al watan* ", " le panarabisme ", " Yasser Arafat ", " Jamal Abdel Nasser héros égyptien ", le drapeau de la Palestine, entre autres. Il était interdit de prononcer le nom " Palestine " et voler le drapeau était également réprimé. Par ailleurs, il ne fallait pas chanter de chansons nationalistes.

« Les couvre-feux étaient quotidiens, parfois entre 7 heures du soir et 5 heures du matin ; parfois 24 heures d'affilées pendant des semaines.

Le sentiment d'impuissance se développe facilement dans une région comme la nôtre, où nous ne constatons presque aucun changement positif. Depuis l'école, quand il m'était interdit d'écrire le nom de mon pays parce que c'était un péché majeur. Je ne pouvais pas supporter les cris de mes enseignantes, surtout des religieux quand je les défiais et que j'écrivais Palestine. Ils nous disaient que nous étions mauvais et que nous allions finir en enfer. Je les croyais parce qu'ils m'avaient convaincue que, moi et mes parents, nous irions en enfer, parce que nous devrions payer pour les plus lourd des péchés. J'ai développé un lourd sentiment d'impuissance.

La majorité des personnes que j'ai connues ont été frappées par deux marteaux que sont la famille et la société. Moi, grâce à Dieu, j'ai échappé à celui de la famille immédiate parce que j'ai les parents les plus amants, les plus stables et les plus raisonnables que je connaisse. Au moins j'ai eu de la chance du côté de la famille !

La peur, en revanche, a toujours été mon ami. J'ai parlé aux esprits fantômes parce que j'avais une grande peur d'eux. J'étais sûre que chez mon grand-père il y avait un esprit. Je lui ai parlé par le biais de la prière. Je n'avais pas d'autre choix pour apaiser ma peur. L'électricité coupée, j'ai pris parfois des médicaments pour me calmer et pour pouvoir respirer, tout simplement. Je n'ai jamais ressenti autant de peur et de tension que dans ces moments-là.

J'ai chanté beaucoup de chansons françaises parce que je prenais alors des cours de français au Centre que le Consulat de France à Jérusalem avait eu le courage d'ouvrir à Gaza[632]*. J'ai travaillé pendant ces cours jusqu'à l'épuisement du générateur qui fournissait l'électricité. La nuit, désespérée de ne pouvoir avoir de la lumière, j'étais forcée d'essayer de dormir. Pendant des semaines, je n'ai pas voulu sortir de la maison durant la journée. Je restais assise devant la fenêtre à regarder le ciel, les arbres et la verdure des champs, tellement j'appréciais le soleil et la lumière !*

---

[632] *Cf. Chapitre II*, en relation avec la création du Centre culturel français de Gaza.

Ma mère aimait sa maison […]. *Elle l'a vue s'abimer, ses fenêtres casées et les murs craquelés, les trous dans le plafond et dans sa chambre. Elle a accepté même les fumées des roquettes dans les arbustes derrière la maison.*

La maison a été réparée maintes fois et plus encore. Pour ma mère, quitter sa maison n'était pas une option envisageable. Par contre, pour moi, la maison n'avait pas d'importance. Je lui ai dit finalement : "Si tu es assez forte et courageuse pour rester ici, je suis fière de toi, mais je ne peux plus continuer à supporter la routine nocturne et ma peur au point que je voudrais mourir en entendant la prochaine explosion". *Elle a finalement compris, j'imagine, et elle m'a laissée partir chez mon grand-père. Je suis partie. Je devais partir. Je devais changer mon quotidien et faire face à ma peur. Et c'est suite à cette décision que j'ai déménagé et suis allée m'installer chez mon grand-père ».*

Zahara explique durant nos échanges qu'elle était victime de cauchemars toutes les nuits. Elle avait le sommeil très léger, ne se reposant jamais profondément. Le fait de penser aux bombardements et aux tirs de façon plus générale, la rendait incapable de fermer les yeux. Sa mère aimait sa maison et ne voulait pas la quitter. C'est une femme courageuse qui n'a peur de rien. C'est la raison pour laquelle elle a beaucoup de mal à accepter que Zahara n'ait pas sa force de caractère. Et bien que sachant qu'elle est née dans une famille particulière, dans le contexte singulier de Gaza, elle n'a pas cette force. Pourtant, elle est parfaitement consciente de la responsabilité qui est la sienne. Cette situation insoutenable engendre un malaise et un mal-être indescriptibles. De fait, Zahara pense qu'elle ne sera jamais à la hauteur.

L'expérience de Zahara en matière de travail est différente également de celle de Ghada[633] et Munira[634]. Dans sa famille, personne ne lui met la pression. Elle est seule responsable de celle-ci, fixant la barre toujours plus haut. Elle voulait faire quelque chose de bon pour la société dans laquelle elle vivait, à l'image de ses parents qu'elle admirait profondément. Après la faillite financière de ces derniers, leurs comportements sont encore plus admirables. Le poids d'aussi bons comportements l'épuise. Zahara ne se sent pas à la hauteur, elle veut partir ailleurs et créer son propre espace. Un lieu dans lequel elle serait moins connue :

« Depuis mes premières années à l'école, je savais que j'avais de la chance. Je savais que ma famille et moi avions plus de biens et bénéficions de plus de confort que la majorité des familles autour de

---

633 Ghada, entretien n° 7.

634 Munira, entretien n° 5.

nous. Et je sentais que je n'étais pas à la hauteur de tout ce que j'avais […] *; parce que je ne savais pas comment vivre pour mériter ces bienfaits.*

J'avais le cœur lourd quand je revenais de l'école chaque jour en regardant le voisinage pauvre de Gaza. L'une des traditions parmi les habitants des quartiers aisés de Gaza était, dans les maisons connues pour leur richesse et surtout pour leur générosité, que la sonnette ne s'arrête jamais de tinter [elle décrit le bruit de la sonnette comme un bourdonnement ininterrompu dans ses oreilles]*, tout au long de la journée, notamment quelques jours à la période des fêtes, pour demander de l'aide, de l'argent et du travail.*

Je me souviens avoir vu mes parents gênés de ne pas pouvoir aider tout le monde. Ils avaient leurs propres problèmes, des dettes et même la banqueroute de leurs affaires en cette année 1987, quand la première Intifada a éclaté. Et, malgré tous ces soucis, les gens pensaient que notre famille avait un pouvoir social et politique incontestable, sans limites !

Cette perception me rendait mal à l'aise. Je me sentais perçue comme riche et ayant du pouvoir, faits qui me donnaient l'obligation de donner, d'être discrète, de m'habiller de façon discrète pour ne pas attirer l'attention. M'obligeant aussi à être, en société, calme et polie afin de ne pas me sentir coupable. Souvent je me sentais sans aucun pouvoir, sans aucune force. J'aurais aimé être folle ou ne pas avoir de sentiments, ne ressentir ni peur ni rien finalement.

Quand la nuit tombait, les tirs commençaient, c'était une routine inévitable […], ils venaient de l'est quand ils venaient des Israéliens et les réponses arrivaient de la gauche de la maison, du côté de ma chambre. Les roquettes commençaient alors par l'arrière de la maison […], une routine non annoncée qui éclatait sans préavis et qui m'épuisait.

Notre maison était si belle, mais elle été dans la zone dangereuse, la zone des confrontations. Une grande fenêtre me donnait presque l'impression d'être dehors, dans les champs verts, et les chars israéliens se promenaient incessamment, acteurs inévitables de mes cauchemars récurrents.

Je souffre de la phobie des escaliers et des pentes de façon plus générale. La maison de mes parents, quand j'étais très petite, disposait d'un deuxième étage et il fallait emprunter de très grands escaliers pour y arriver et se trouver devant la porte d'entrée. Mon cauchemar le plus fréquent était que je sautais dans les escaliers quand j'essayais d'échapper à des animaux gigantesques qui me poursuivaient. C'était la girafe la plus féroce ; elle me suivait sans arrêt ».

Plus tard, après avoir obtenu son baccalauréat, elle a choisi d'étudier pour devenir assistante sociale et se sentir utile à la communauté. Elle a poursuivi ses études à Birzeit, loin de sa famille où elle peut explorer les limites de sa liberté. Sa formation se termine alors que survient la deuxième *Intifada*. Les permis de circuler entre Gaza et la Cisjordanie étaient

difficiles à obtenir. La violence de la deuxième Intifada entraînait, par ailleurs, d'importantes restrictions, des couvre-feux nombreux et, surtout, la fermeture des frontières :

« J'ai commencé à reprendre un peu du poil de la bête quand, pendant mon séjour à Birzeit, les forces d'occupation israéliennes m'ont interrogée pendant les incursions en Cisjordanie. Les attaques se passaient d'habitude le matin, très tôt, entre 2h et 5h. Ils ont frappé avec violence à la porte de la maison où huit d'entre nous logions pendant la période de cours. C'est moi qui ai ouvert. Je ne sais plus ce qu'ils m'ont demandé mais ils m'ont emmenée au centre de détention près de la maison, c'était alors la Mouqata[635]*. Le siège du gouvernement de l'Autorité palestinienne, l'endroit où Abu Ammar serait enfermé un peu plus tard pendant son siège.*

Ils m'ont interrogée pendant des heures. Je sais que j'ai dit de choses dont je suis fière. J'avais sans doute la peur d'être incarcérée. Je me suis demandée, dans ces instants-là, comment la vie serait dans une cellule de prison, et j'ai foncé avec détermination en songeant à tout ce que j'avais sur cœur. J'étais très calme. Moi-même, en me regardant maintenant, je suis étonnée de ma sérénité. Quand les soldats m'ont laissée partir finalement, le soleil se levait […]*, et c'était le soleil le plus spécial et le plus merveilleux de toute ma vie parce que je me sentais forte.*

Peu après cet incident, et pour la première fois de ma vie, j'étais atteint dans ma chair. En effet, ma jambe avait été touchée par une balle en caoutchouc. J'étais ravie ! Je me sentais héroïque. J'ai presque dansé. Je voulais retourner sur les lignes de confrontations. Je ne voulais pas être emmenée par l'ambulance jusqu'à l'hôpital. Je me sentais forte, pleine de puissance. J'ai quitté l'hôpital et je suis sortie avec des amies pour voir en film.

C'était quand ma mère m'a appelée pour venir à Gaza. Mon père était mourant. Et je ne suis pas arrivée pour le voir avant son décès ».

C'était aussi le moment quand Zahara et son amoureux, a qui nous n'avons pas mentionné avant et qui avait rencontré depuis son arrivé à Birzeit, vient une période de grand exaltation. Lui il était le chef d'une cellule importante des résistantes dans la Cisjordanie. Elle était fière d'avoir être blessé pour le montré son courage et sa loyauté à la défense de la Palestine.

Peu après cet incident, son père, qui est à Gaza, est très malade et l'appelle à son chevet avant de mourir. Malgré tous les contacts qu'elle a qui pourraient lui permettre

---

[635] La *mouqata* : Les bureaux administratives du mandat britannique à Ramallah utilisé plus tard par l'administration de l'occupation et plus tard par l'autorité palestinienne. Elle a été partiellement détruites par les bulldozers israéliens pendant le site d'Arafat en 2003.

d'obtenir un permis de passage, Zahara arrive trop tard pour voir son père de son vivant. Elle attend finalement la fin du semestre pour rentrer définitivement à Gaza.

Zahara raconte que peu après son retour de Birzeit, elle a décidé de se marier. C'est elle qui l'a choisi et, peut-être, ainsi que nous allons le voir, ce choix n'a pas été le plus sage qu'elle ait fait. Ils étaient voisins, lui un peu plus âgé qu'elle. Pendant l'été, ils jouaient ensemble avec d'autres enfants, avec les escargots, ils les regardaient se déplacer pendant des heures. Les parents de Zahara étaient restés dans Gaza alors que la famille d'Ahmad était partie pour travailler. Ahmad avait étudié en Arabie Saoudite. Sa famille revenait chaque année pour rendre visite à ses proches à Gaza. Ainsi, Zahara et Ahmad ont-ils eu le temps de se parler et de faire plus ample connaissance. Ils passaient du temps ensemble dans le grand jardin entre les deux maisons. Ils cuisinaient ensemble, jouaient avec les chiens et mangeaient des fleurs de jasmin. Elle décrit son enfance comme une période de simplicité, sans complication particulière et, surtout, chargée d'amour. La seule crainte demeure donc l'occupant. Elle passe maintes nuits blanches avec la peur au ventre, songeant que celui-ci va rentrer chez elle et tuer ses parents et sa grand-mère.

Zahara trouve Ahmed très attirant et elle tombe amoureuse. Il part étudier aux États-Unis d'où il revient nerveux et différent. Malgré un sentiment indéfini de malaise quand ils sont ensemble, Zahara veux l'épouser. Après, le jour de la cérémonie, quand le Sheikh arrive pour signer le contrat, son oncle, l'un des notables de la ville, offre à la famille de Zahara un *maher* très élevé. Le contrat est signé et, le jour d'après, Ahmad appelle sa belle-mère et lui demande de changer le montant accordé par son oncle pour le *maher*. Il explique qu'il n'a pas tellement d'argent pour payer en cas de séparation. Cette action gêne Zahara et sa famille mais la jeune fille, déjà décidée, se convainc que tout va pour le mieux. Le soir du mariage, Zahara est vierge, elle est alors bouleversée par la violence de son mari. Il vient gagne le lit nuptial alcoolisé, disant être déçu de son inexpérience totale.

Après un an de mariage et un sentiment de malaise et de mésentente, elle postule pour un master en développement, obtenant une bourse pour un diplôme à Washington. Elle décide de partir un an, contre la volonté de son mari. Il lui rend visite une fois au bout de six mois d'absence. Il est très gentil pendant cette visite et elle pense que, peut-être, des changements positifs sont intervenus chez lui. À son retour, elle se rend compte qu'il boit beaucoup et qu'il n'aime pas rendre visite à sa famille. Les invitations de famille et des amis deviennent une véritable torture et elle se sent toujours coupable de quelque chose.

Elle travaille et elle tâche de rendre visite à sa mère et à sa famille, sans pour autant donner d'excuses quant à l'absence de son époux. Il est grossier, ce qui la rend misérable. Elle ne peut pas même pas manger comme elle le voudrait car il veut qu'elle soit reste très mince. Elle doit arborer une coupe de cheveux très courte et doit s'habiller comme il choisit qu'elle le fasse, sans qu'il ne soit jamais satisfait malgré tout.

« J'étais convaincue que s'il n'arrivait pas à me battre ou qu'il m'empêche de sortir et de voyager, tout était "normal" et j'étais "ok" […]. *Je parlais et j'étais sûre qu'il ne m'écoutait pas. Il m'a même suggéré d'avoir des relations sexuelles avec d'autres personnes pour apprendre à faire l'amour ! Il ne voulait pas que je touche à ses vêtements. Surtout sa montre qui coûtait je ne sais pas combien de dollars. Je devais être mince, très mince et avoir mes cheveux coupés courts ; n'importe quoi que je fasse, ce n'était jamais bien pour lui* […], *je n'étais pas assez bonne pour lui.*

J'ai pu me voir moi-même et j'étais étonnée que ma situation avec mon premier mari m'ait convaincue que le mariage devait être, par nature, une expérience misérable. J'avais sombré dans un état de dépression totale où je ne pouvais pas voir que c'était lui et non pas moi le problème ».

Elle se sent déprimée et, surtout, elle n'arrive pas à être performante. A d'autres moments, elle ne se sent pas à la hauteur du devoir qui incombe à une épouse. Son mari, Ahmad, ne voulait pas d'enfant. C'est un élément supplémentaire qui la rend encore plus malheureuse.

« Une nuit Ahmed est rentré après avoir bu […], *il a cassé la porte d'entrée, les chaises, les assiettes. Je me suis barricadée dans la chambre à coucher et j'ai prié pour qu'il ne réussisse pas à rentrer où j'étais. Il a réussi à forcer la porte de la chambre ; j'avais une peur horrible d'être frappée. Il est tombé par terre au moment de l'impact de son corps contre la porte. J'ai couru jusqu'à la porte et j'ai réussi à sortir de la maison ; j'ai pris mes jambes à mon cou, et j'ai couru vers la maison de ses cousins qui habitaient à quelques minutes à pied.*

Quand mon corps s'est arrêté de trembler, je me suis rendue compte que mon avenir m'appartenait. C'était la première fois de ma vie que je me sentais forte ; que j'ai le pourvoir de décider pour moi. En fait, je l'ai eu tout le temps, mais sans m'en rendre compte […]. *Je sentais que j'avais le pouvoir en moi quand, finalement, j'ai pris la décision de divorcer ».*

Elle raconte que, après trois ans et demi de mariage, elle était convaincue que l'expérience du mariage devait être misérable et que c'est la condition naturelle de l'épouse de donner et de n'attendre rien en retour. Elle sombre dans une profonde dépression et elle arrive à croire que le bonheur et la tendresse n'existent pas ou alors seulement dans les romans et

dans sa famille. Deux ans après sa séparation, elle a finalement accepté de se marier avec son cousin germain, qui était son meilleur ami depuis le début de sa vie.

7.2. Le cas de Mahmud, entretien n° 39

La mère de Mahmud travaille dans le bureaux du consulat russe à Gaza et son père dirige des programmes pour la télévision et la radio russes à Gaza et dans le monde arabe. Nous avons interviewé Mahmud dans le cadre de l'épreuve du manque de travail concernant la jeunesse de Gaza, et particulièrement la catégorie 5 du manque de travail. Nous avons choisi un extrait de son entretien dans lequel il évoque son sentiment de flottement à son retour dans Gaza, après un séjour d'une année en France. Il exprime le désir, tellement normal pour un jeune homme de son âge, de bouger sans être enfermé dans sa ville et de se mouvoir selon son gré :

« Pouvoir se déplacer sans arrière-pensée est un luxe que nous n'avons pas à Gaza.

Chaque fois que nous devons en sortir, mon père doit faire des réservations pour emprunter le passage de Rafah des jours à l'avance. Même avec cela, nous n'étions jamais sûrs de pouvoir partir. Il nous est arrivé une fois que le passage ferme avant même que ce ne soit au tour de notre autobus de passer. Ma mère est devenue très anxieuse et ces moments d'attente nous ont semblé interminables pour parvenir du côté égyptien. Maintenant Rafah est presque fermé ».

Mahmud a l'avantage que sa mère qui est une russe du voisinage du Moscou travaille à Gaza dans l'ambassade qui fonctionne aussi comme consulat. Il y a grand nombre de femmes russes et des Gaziotes, qui mariés à une russe pendant leur séjour d'études quand la Russie était encore l'Union soviétique, portent un passeport russe. Le bureau gère les évacuations pendant les conflits, l'inscription des nouveaux nées, les décès et les permis de passage d'habitude à travers du passage de Rafah dans le sud de la Bande. Son père est journaliste pour la telévision et la radio russe et c'est la raison que la famille a des contactes qui permet a ses membres d'avoir des permis pour sortir de Gaza.

Mahmud continue :

« Quand j'étais à Strasbourg, l'un de mes plaisirs les plus chers était de prendre ma bicyclette et de traverser le pont menant en Allemagne. Quel bonheur et quel sentiment de puissance et de liberté ! Je voulais rester en France avec toutes les libertés : par exemple, conduire et traverser des frontières en ne montrant que très brièvement les papiers d'identité puis continuer notre chemin sans plus de difficultés à surmonter. Je ne sais pas si vous comprenez bien ce sentiment ?

En dépit de mon désir de rester en France, j'ai choisi de rentrer à Gaza au bout d'un an seulement parce que mon contrat de travail s'achevait en mai 2012 et que mon visa prenait fin le 20 juillet. Je voulais m'inscrire à l'Université pourtant, mais je ne pouvais le faire que si je réussissais à changer mon statut pour devenir étudiant et m'inscrire à la Fac de lettres, spécialisée dans des études orientales et slaves.

On apprenait à enseigner l'arabe aux Françaises par le biais de l'histoire de la culture. Ce n'est peut-être pas un métier, mais je trouvais cela très intéressant. Je me rends compte que ce n'est pas pragmatique sauf si je me dirige vers un doctorat pour travailler, ensuite, à l'université. À la fin de mon contrat j'ai trouvé un travail de magasinier. Mais mon visa arrivait à échéance. Je ne voulais pas partir. Je voulais rester pour finir mon Master. Je ne voulais pas rentrer à Gaza. Je suis allé à la préfecture pour demander à changer mon visa et en obtenir un autre pour étudier. Alors, à la préfecture, ils m'ont expliqué que je devais quitter la France quand mon visa prendrait fin et en demander un autre à Gaza pour revenir en qualité d'étudiant. Je ne pouvais pas rester pour travailler. Avec le nombre de chômeurs, je ne pouvais pas dire que mon talent de magasinier était unique ! Il était indispensable que j'aie un visa d'étudiant.

J'ai pris un avocat et commencé à faire les papiers nécessaires. C'est bien, c'est organisé. J'avais le choix de rester en France en attendant une réponse. Mais si je restais, je ne pouvais pas travailler pendant cette période. Et, surtout, je ne pouvais pas quitter la France. J'ai pris la décision de rentrer à Gaza et je suis revenu ».

Pour Mahmud l'important n'était pas de rester en France, mais d'y rester avec la possibilité de voyager. S'il devient « prisonnier », alors il préfère revenir à Gaza. Peu après le conflit de 2014, la sœur de Mahmoud s'est mariée à Abu Dhabi. Il arrive à partir avec l'aide des amis de son père. Il n'a pas eu à emprunter l'étroit tunnel pour quitter Gaza. Il a attendu une ouverture du passage de Rafah et son contact lui a permis de sortir via les moyens de transport. Il travaille maintenant dans les relations internationales au sein de la société de son beau-frère au Qatar. Le fait que sa mère soit Russe m'amenuise en rien son amour pour Gaza, en revanche il a davantage d'opportunités à l'extérieur de Gaza et des ressources supplémentaires pour le décider à quitter la ville de façon plus permanente.

7.3. Le cas de Mounir, entretien n° 28

Le blocus de la mer imposé par les Israéliens touche le secteur des grands mais aussi des petits pêcheurs. Ces derniers vivent dans une grande précarité et dans l'incertitude à cause des distances changeantes d'accès à la mer. Cette situation est tragique d'autant qu'un pêcheur ne se reconvertit pas facilement dans une autre profession, même dans des cas extrêmes. Il

existe aussi des pêcheurs qui ont opté pour ce métier par goût et dans l'espoir de ressources qui s'amenuisent avec le temps.

Nous avons déjà cité le témoignage de Mounir dans l'épreuve de l'absence de travail et maintenant nous allons traiter les parties de son entretien concernant l'épreuve de l'enfermement[636]. Mounir habite le camp de réfugiés de la Plage dans la ville de Gaza. Il est devenu pêcheur avant la deuxième Intifada. Il avait 53 ans au moment de notre premier entretien en 2009. Il vient d'une famille nombreuse, arrivée de Jaffa au camp de réfugiés en 1949. Bien qu'il soit d'une famille de pêcheurs, Mounir, comme beaucoup de gens de son âge travaillait en Israël. Il allait en mer pendant ses périodes de repos. Après des années de travail en Israël, attiré par l'espoir de changement dû à la création de l'Autorité palestinienne et par le succès de la pêche, las des allers et retours entre Gaza et Israël, il avait décidé de travailler dans ce secteur :

« Les années de la première Intifada avec ses bouleversements politiques et la violence m'ont fatigué. Il y avait toujours un élément d'anxiété avec cette menace de la suspension du permis de travail et de la fermeture de frontières. La mer nous était interdite pendant toute cette période et, bien que je sois du camp de la Plage, nous ne pouvions pas aller à la mer !

Après ces années de la première Intifada, quand la mer nous a été interdite, mes proches se sont effondrés dans l'inertie et l'attente. La création de l'Autorité palestinienne nous a rendu la mer et fait que le secteur de la pêche a prospéré. La mer, une nouvelle fois, devenait notre seul exutoire et notre source de nourriture tant spirituelle qu'économique. Sortir de Gaza devenait de plus en plus difficile et j'étais épuisé par mes allers-retours en Israël. Le plaisir que j'avais éprouvé en la quittant pendant quinze ans avait disparu. J'ai constaté que j'avais suffisamment d'argent pour travailler à Gaza, avoir une situation plus stable et sans souffrir de l'incertitude du passage. Je ne voulais pas vieillir avec les soucis du passage constant d'Erez. En outre, j'avais le pressentiment désagréable que le passage allait être fermé d'un moment à l'autre. L'argent était facile en Israël mais, malgré tout, j'avais le sentiment de ne bâtir aucun avenir à Gaza, sauf la maison. L'ouverture vers la mer ainsi que la prospérité promise par la pêche étaient décisives au moment de prendre ma décision.

J'étais loin d'imaginer que mes craintes allaient s'avérer exactes et qu'en étant enfermé, quelques années plus tard, j'idéaliserais les sorties en Israël comme une période parfaite accompagnée de prospérité économique ».

---

[636] *Cf. Catégorie 2*: Ceux qui voient leur activité de travail réduite de façon considerable, entretien n° 28.

Mounir ne parle pas des amitiés nouées en Israël, comme tant d'autres Gaziotes, bien qu'il soit conscient d'oublier les difficultés liées aux innombrables allers-retours et son anxiété chaque fois que les frontières fermaient. Il est devenu nostalgique de ces mouvements pendulaires, rêvant de sortir à nouveau. Et, finalement, il a expérimenté la diminution non seulement de la distance de pêche mais aussi celle des autres occasions de travail. L'incertitude qu'il voulait éviter est revenue dans sa vie quotidienne.

Pendant les premières années de travail en Israël, Mounir éprouvait un certain plaisir à quitter Gaza. Avec le temps et l'accumulation de problèmes au passage d'Erez, la lassitude l'a gagné et il a considéré, après mûre réflexion, que cesser de travailler là-bas pour investir à Gaza dans un métier plus stable serait plus productif.

Il est connu comme un pêcheur important parce qu'il a une *chanchola*[637] (chalutier) et deux *hasakas* (des petits bateaux utilisés pour la pêche). Il explique quelle a été la raison de l'achat du plus grand type de bateau de pêche :

> *« Après avoir consulté plusieurs pêcheurs du voisinage appartenant à l'Association*[638] *j'ai décidé d'acheter, pour commencer, une chanchola. Car ces grands bateaux peuvent faire face aux fluctuations saisonnières. Je ne savais pas alors, à ce moment-là, que mon bateau aurait une telle importance pour faire face aux mesures israéliennes de blocus maritime. Toutefois, il y avait un aspect négatif, le coût de chaque sortie et surtout la grande responsabilité qui m'incombait de trouver le soutien de seize familles. Je ne savais pas non plus qu'à maintes reprises je devrais sortir les hasakas pour pêcher les sardines plutôt que de naviguer en eaux profondes. Les pêcheurs disposant de moins de ressources, qui ne sont pas les employés d'un autre, pêchent dans leur petit hasaka, doté d'un moteur hors-bord, ou tirent leurs filets sur la plage, mais ils ont bien de la peine à survivre en basse saison. Rares sont ceux qui planifient leur budget pour avoir de l'argent pendant les saisons creuses, mais il y en a. Surtout dans le cas des pêcheurs qui travaillent sur de grands bateaux comme le mien* […]*, un grand nombre de personnes dépendent du propriétaire et du travail pour nourrir leurs familles. Un tel bateau a besoin de nombreuses mains pour remonter les filets lorsque la pêche a lieu en haute mer. Il est important, alors, de planifier et de mettre de côté de l'argent pour continuer à travailler.*

---

637 La *chanchola* est un bateau assez grand permettant de pêcher en haute mer, naviguant avec de nombreux pêcheurs pour manier les filets.

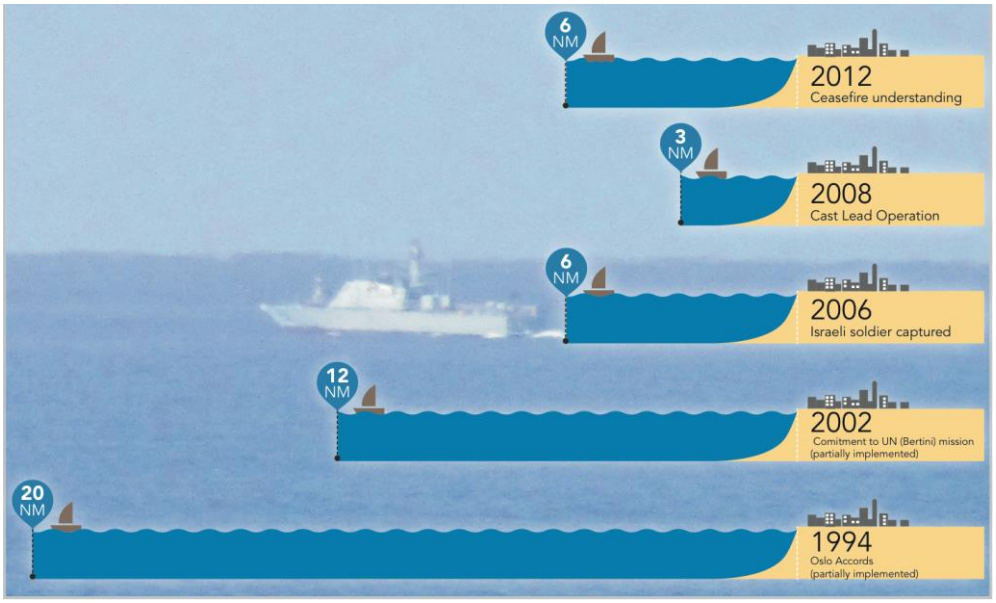
638 L'association des pêcheurs de Gaza permet une organisation de ses membres: elle les représente et gère les problèmes avec l'armée israélienne. Elle négocie les projets d'aide accordés aux pêcheurs de la part des ONG locales et internationales. En 2016, elle compte environ 4 000 pêcheurs, plus de la moitié ont quitté le secteur, et son directeur est Nizar Ayash. Elle organise le marché de la ville de Gaza et la participation des pêcheurs à la criée.

Quand j'ai commencé à pêcher en 1999, le nombre de pêcheurs dans la Bande de Gaza s'élevait à environ 10 000, avec une population dépendante de pas moins de 50 000 personnes. Les pêcheurs vivent souvent en famille avec plusieurs générations sous le même toit qui se soutiennent les un les autres. Maintenant, en 2016, nous sommes à Gaza environ 900 et dans la Bande, pas plus de 4 000 ».

En 1999, la pêche est alors en plein essor et Mounir ne ressent pas les effets des restrictions imposées. Il se sent soulagé d'avoir changé de travail, d'autant plus lorsqu'il rencontre certains de ses voisins qui doivent attendre des semaines, voire des mois, pour recouvrer leur permis de travail, étant alors obligés de dépenser leur épargne.

Après les accords d'Oslo, on pouvait naviguer jusqu'à une distance de 20 milles nautiques ; les prises étaient assez importantes et surtout variées. Mais suite aux nombreux accords, au plutôt désaccords, passés depuis Oslo, la distance permise pour la pêche a fluctué considérablement et, parce qu'elle s'est réduite, la mer s' "épuisé".

Figure 17 : Zones de pêche autorisées aux pêcheurs en Méditerranée devant Gaza en milles Nautiques



Source : OCHA 2012.

Périmètre de zone : rétrospective

2016	Mise en œuvre par l'armée israélienne. Résultat : augmentation du nombre de kilo de poissons pêchés	9 milles nautiques côte sud pendant que la côte nord maintient 6 milles
2012	Accord de cessez-le-feu, respecté très partiellement	6 milles nautiques
2008	Opération israélienne sur Gaza	3 milles nautiques
2006	Punition collective à cause de l'enlèvement d'un officier de l'armée à Rafah	6 milles nautiques
2002	La distance promise aux Nations unies après la mission Bertini à Gaza a été mise en œuvre partiellement	12 milles nautiques
1994	Accords d'Oslo, partiellement mis en place	20 milles nautiques

« La pêche m'a permis de subvenir aux besoins de ma famille, de mes fils et de mes quinze ouvriers sans aucun problème. Je faisais chaque mois environ 1 000 dollars net […]. *C'était alors beaucoup d'argent. Je suis doué pour économiser et j'ai réussi à constituer une épargne considérable. Nous vendons notre poisson non seulement al-hamdullillah, à la criée du marché local, mais j'avais aussi des contacts avec des commerçants de Cisjordanie et en Israël. Malheureusement, mon succès n'a pas duré.*

Le déclenchement de la deuxième Intifada et l'exacerbation de la violence qui a suivi, se sont aussi étendus à la mer. La Marine israélienne a commencé à restreindre l'accès à la mer avec les allégations selon lesquelles nous faisions du trafic d'armes et que nous nous infiltrions en Israël ! J'imagine qu'il y a des pêcheurs qui font ça mais je ne les connaissais pas et, pour la plupart, nous sommes seulement en mer pour faire vivre nos familles ».

Mounir parle ici de l'année 2000 qui a connu une réduction considérable de la distance permise pour la pêche. Bien que non mentionné sur la carte, entre le déclenchement de la deuxième Intifada et l'année 2002, cet accès a été interdit à certaines périodes, et la durée des mesures israéliennes a été et reste toujours très imprévisible, empêchant Mounir et son équipe d'aller pêcher. Cette interdiction semble une forme de punition utilisée par les Israéliens tout comme la fermeture des frontières, qui intervient de façon arbitraire en réponse aux actions des Palestiniens hors de la Bande de Gaza. La fréquence des mesures fait que le nombre de pêcheurs, un métier traditionnellement profitable à Gaza, s'est réduit, passant d'environ 10 000

individus en 2000 à seulement 3 500 en 2013 parmi lesquels 95 % survivent grâce à l'aide internationale :

> *« Les pêcheurs souffrent au quotidien des tirs provenant de ces bateaux* [de la Marine israélienne], *même s'ils naviguent dans la zone permise par les derniers accords. Le comportement des bateaux israéliens est souvent arbitraire et c'est une des raisons pour laquelle les pêcheurs ne respectent pas les distances accordées.*
>
> *Entre 2002 et 2015, mes fils sortaient les hasakas quand il y avait des restrictions. Avec les grands bateaux, les coûts de sortie en mer sont élevés et, si la distance est trop réduite, c'est plus cher de sortir que de rester à terre ».*

Juillet 2006 marque les pêcheurs parce qu'après l'enlèvement du soldat israélien Shalit à Rafah, Israël annonce que la distance maritime de pêche est réduite à six milles. Mais pêcher dans une zone aussi réduite épuise les poissons et tue les œufs, diminuant d'autant le nombre de prises. Mounir est donc contraint de faire face à de multiples problèmes pour économiser et, pour commencer, il réduit les dépenses familiales au strict nécessaire. Les revenus quotidiens sont devenus bien maigres, de 250 shekels israéliens ils sont passés à seulement 150 shekels. Entre 2002 et 2012, ses économies fondent comme neige au soleil. Il explique :

> *« Parfois, nous ne pouvons même pas payer le fuel* […]. *Nous réduisons encore davantage nos dépenses et n'utilisons nos maigres économies que pour l'indispensable. Les attaques israéliennes de novembre 2012 ont réduit un peu plus encore l'espace de pêche. Je n'ai presque rien à donner aux ouvriers et je n'ai pas d'autre choix que de préférer mes fils et mes frères…*
>
> *Ma fille aînée est diplômée de l'école secondaire… Ses résultats à l'examen de tawjihi [baccalauréat palestinien] ont été excellents. Elle rêvait de poursuivre des études universitaires pour devenir professeur d'anglais. Mais je n'arrive pas à payer les frais d'inscription. Mon épouse a essayé de trouver de l'aide pour une partie des frais mais, en juillet encore, elle n'a rien eu.*
>
> *Je vis cette période comme un supplice. Jamais dans ma vie, je n'ai connu un tel échec. J'ai honte de ne pas pouvoir payer quelques centaines de dinars. Ma fille est d'un caractère peu expansif, elle ne réclame rien* […]*, et c'est précisément ce comportement qui me rend le plus malheureux.*
>
> *Je n'ai jamais demandé d'argent à personne ; c'était toujours moi qui en donnais aux autres. Je ne sais vraiment pas ce que je veux faire.*
>
> *Depuis que j'ai quitté mon travail en Israël, le problème de l'enferment ne s'est jamais posé à moi. Le fait que je n'avais pas à sortir de Gaza pour me rendre en Israël m'a fait oublier durant*

quelques années cet enjeu et je ne me doutais pas que cela allait pourtant devenir crucial dans notre vie ».

C'est l'arbitraire des restrictions de pêche qui trouble Mounir parce qu'elles l'empêchent de planifier ses sorties en mer, elles grèvent ses dépenses et minimisent ses gains et, finalement, c'est toute sa vie qui s'en trouve touchée. Malgré tout, il continue à pêcher avec une équipe réduite, de seulement dix personnes, dont ses fils et ses frères, mais il ne gagne désormais que 500 shekels. Comme dans le cas d'autres entrepreneurs à Gaza, il doit choisir sa famille aux autres ouvriers.

Nous le rencontrons de nouveau après quelques mois en avril 2013. Mounir est dévasté parce qu'il a accepté une offre de mariage pour sa fille avec la promesse que le futur mari la laisserait poursuivre ses études. Son épouse Shafi'qa et lui ont alors finalement parlé à leur fille qui a décidé d'accepter l'offre.

« Les Israéliens ont étendu les limites pour la pêche à neuf milles il y a deux mois. Maintenant, ils les ont réduites à seulement trois milles !

Après le cessez-le-feu de 2009 conclu entre le Hamas et les autorités israéliennes pour mettre un terme à la guerre de fin 2008-janvier 2009, il y a eu, en novembre 2012, une autre opération militaire en réaction à des qassams[639] *en direction d'Israël. Mais pour le bon déroulé de ces manœuvres, les limites nautiques de six milles ont à nouveau été imposées. C'est une situation épouvantable ».*

En mars 2013, les autorités israéliennes fixent les limites à trois milles nautiques. Mounir doit faire face à de terribles soucis financiers, notamment pour subvenir aux besoins de ses plus jeunes enfants qui poursuivent leurs études secondaires. Il ne peut pas demander de l'argent à autrui parce que, ainsi qu'il l'a déjà dit, ce n'est pas une chose qu'il a déjà faite. Par ailleurs, il ne veut pas que son épouse réclame de l'aide à quelqu'un parce qu'il sait que la situation des autres membres de la famille, même plus éloignée, n'est pas meilleure que la sienne. Il ne met pas un terme à son activité halieutique car il est parfaitement conscient que trop de monde dépend de celle-ci pour vivre. L'aide que lui apporte son demi-frère, qui travaille dans les Émirats depuis plus de trente ans, le sauve de la ruine :

---

[639] Fusée artisanale.

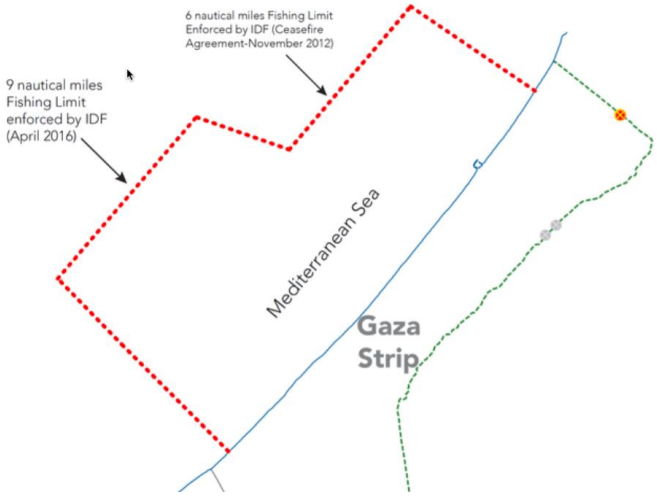
« J'ai décidé d'écrire à mon demi-frère qui nous avait quittés au moment de la première Intifada. C'est moi qui avais organisé son départ et lui avais donné de l'argent à ce moment-là.

Il répond tout de suite […]*, d'une réponse affirmative. Il peut m'aider. Il me gronde gentiment pour ne pas le lui avoir demandé avant. Le versement de l'argent n'est pas facile à faire. Il y a des nouvelles restrictions aussi pour les versements provenant de l'extérieur. Finalement, on a décidé d'utiliser plusieurs filières : la Western Union, la banque de Palestine et aussi d'Erez pour de plus petites sommes. Mon frère envoie une partie de l'argent à un parent en Cisjordanie qui me la renvoie via un homme d'affaires qui a un permis pour faire la navette entre Gaza et Israël.*

J'aurais pu lui demander de l'aide plus tôt […]*. J'étais dans une situation intenable à cause de la responsabilité que j'aie des personnes de mon entourage qui dépendent de moi ».*

Comme cela a été dit auparavant, la famille est une ressource plus qu'appréciable en cas de besoin et d'urgence. Mounir décide d'écrire à son demi-frère en dernier ressort et il est très heureux de constater que ce dernier lui adresse une réponse positive. En avril 2016, l'armée israélienne étend la limite de la côte sud à neuf milles, comme le montre le dessin plus bas, alors que la côte nord maintient celle de six milles, avec une augmentation majeure de la pêche entre mars et avril.

Figure 18 : Le limite de pêche de la Bande de Gaza, avril 2016



En avril 2016 le limite de pêche est fixé à 9 milles dans la partie de centre et au sud de la Bande de Gaza pendant que, devant la côte de la ville de Gaza et la partie nord, elle reste à 6 milles, d'après l'accord de 2012.

Source : Carte fournie par Mounir

Alors qu'au mois de mars 2016 les prises en mer étaient seulement d'une tonne, au mois d'avril de la même année ce sont 81, 2 tonnes[640] qui ont été sorties de l'eau, représentant quatre types de poissons dont le mérou blanc qui se vend à bon prix sur le marché. L'arbitraire de la situation demeure toutefois l'enjeu critique :

> *« On ne sait jamais ce que demain va nous apporter. Les décisions des Israéliens restent arbitraires bien que d'habitude elles soient imposées telles des punitions aux actions des militants envers lesquels nous n'avons aucun contrôle. Nous ne pouvons pas défaillir ! J'ai une famille et des responsabilités à gérer ».*

7.4. Le cas du Dr Nabil, entretien n° 50

Le Dr Nabil travail avec un ONG connu, Terre des Hommes Gaza, qui a des contactes avec des groupes de médecins israéliens ainsi que du droit de l'homme. Nous avons rencontré le Docteur Nabil dans le cadre d'un projet humanitaire de distribution de bons alimentaires. Il s'occupe du programme de sensibilisation à la diététique (comment cuisiner sans trop de sel, de matières grasses et de sucre).

Nous avons mené plusieurs entretiens avec lui. Après une pause due aux conflits, nous avons repris à l'endroit même où nous nous étions arrêtés, à savoir sur le thème de sa trajectoire de vie. Nous avons dû nous rencontrer encore une fois dans un café de la ville, Mazaj afin de compléter quelques informations que nous exposons ci-dessous.

Ses parents, cousins germains, se sont mariés en Égypte. Sa mère était comptable et son père maître d'histoire dans des écoles secondaires. La famille quitte l'Égypte pour partir travailler en Lybie où il est né, à Tripoli, en 1975. Après la Lybie, la famille déménage en Syrie, puis en Irak, en Arabie Saoudite, à Tunis pour, finalement, revenir en Arabie Saoudite. Nabil se souvient que pendant son enfance et sa jeunesse il était toujours en voyage. Ce n'était pas toujours facile. Dès qu'il commençait à s'habituer à l'école et qu'il s'était fait des amis, il devait repartir. Rétrospectivement, il concède que ces séjours dans différents pays lui ont accordé une réelle " *qualité de vie* " qu'il ne retrouvera très certainement plus jamais.

En 1994, alors qu'il a presque vingt ans, il rentre à Gaza avec ses parents, ses trois sœurs et ses deux frères pour obtenir une carte d'identité palestinienne nécessaire pour résider à Gaza. Il est ce qu'on appelle *nazah,* né hors de Gaza après 1967. Il obtient facilement sa carte

---

[640] OCHA 2016.

d'identité parce que ses deux parents possédaient leurs propres cartes en cours de validité. Il part ensuite pour Karachi au Pakistan car il a obtenu une bourse pour étudier la médecine, plus précisément la chirurgie. Il prépare ensuite un Master dans le domaine de la santé publique, spécialisé dans la santé des enfants ainsi qu'en nutrition. Il évolue au Pakistan dans un milieu ouvert. Comme jeune adulte, il ne cesse de voyager un peu partout dans les Émirats, en Espagne, en Italie, en Inde et à Cuba. Son père, son soutien majeur qui l'a poussé le plus à étudier afin de réussir dans la vie, meurt en 2000. Il se voit obligé d'arrêter ses études supérieures et de rentrer à Gaza pour prendre en charge sa famille dont il est désormais responsable.

« J'ai toujours vécu en Arabie Saoudite, en Syrie et à Tunis. Quand je suis arrivé à Gaza, j'avais parcouru le monde. J'ai même habité à la Havane, à Cuba où j'ai reçu 50 USD de la part de mon hôte avec lequel j'avais passé un mois entier et je lui acheté pour 25 dollars de cadeaux. J'ai fait une longue virée dans les Émirats, en Espagne, Italie, Pakistan, Inde, un peu partout…

Ma vie était facile, légère jusqu'à la mort de mon père. A ce moment-là, j'ai dû prendre la responsabilité de ma mère, mes sœurs et mes frères. J'ai appris la mort de mon père à mon arrivée à Gaza. Mes cousins m'avaient appelé à l'université et m'avaient demandé de rentrer à Gaza pour une affaire urgente. J'ai demandé à parler à mon père et ils m'ont dit qu'il était en voyage ; il voyageait souvent, je n'ai donc pas été étonné de leur explication. Quand je suis arrivé, je me suis rendu compte que la vraie raison de leur appel était la maladie de mon père.

Malheureusement, je suis arrivé trop tard pour le voir vivant et même al azza [les condoléances qui durent pendant trois jours] étaient déjà finies. La mort de mon père m'a beaucoup frappé. Il était mon soutien majeur.

Je suis reparti pour Karachi trois mois afin de finir ma spécialité et je suis revenu à Gaza pour assumer mes responsabilités envers ma famille ».

Il rentre à Gaza avec son diplôme. Il est au clair qu'il doit rapporter l'idée d'étudier plus indéfiniment. Pendant ses premières années après son retour, Nabil a une vie plus difficile, empreinte de problèmes à surmonter. Il se soucie avant tout de sa famille :

« J'ai été le soutien de mes sœurs et mes frères pour qu'ils finissent leurs études et j'ai trouvé du travail à mes deux frères. Après, je me suis également chargé de leur mariage. J'ai pris la place de mon père et c'est une très lourde responsabilité. Quand quelque chose se passe avec un membre de la famille, il m'appelle tout de suite ».

Ensuite, en 2004, il décide de se marier, précisément quand les difficultés dues au blocus se font plus criantes. Nous avons remarqué que, à Gaza, les funérailles et les mariages

ne s'arrêtent jamais. Tout mariage est un grand événement, par ailleurs très coûteux. Le *maher*[641] accordé à la famille de la fiancée n'est pas énorme mais pour Nabil c'est déjà beaucoup d'argent. C'est l'occasion d'inviter les amis et de renouveler les contacts et autres connaissances. En dépit de ses biens maigres finances, Nabil, comme la plupart des Gaziotes qui se marient, prépare, avec l'aide de sa mère, une grande fête. D'abord les invitations, puis les frais d'hôtel, le *sharab*, boisson sucrée qui ne manque pas dans les célébrations importantes, la collation, la musique et, surtout, le *tahjiz*[642] de la mariée qui inclut la *shabka* (les bijoux habituellement offerts par la mère du futur marié), la robe de mariage et d'autres pour les sœurs et la mère de la future épouse. Il y a, avant la cérémonie de mariage, la fête du henné qui, dans le cas de Nabil, a lieu à la maison des parents de la mariée, à laquelle s'ajoutent pour lui les frais de nourriture et la note du salon de coiffure. Il devient alors largement débiteur et devra attendre des années avant d'avoir rembourser tout l'argent qu'il doit. Dans son cas, après la mort de son père, il est seul responsable du montant de cette dette.

> *« Mon mariage n'a pas été arrangé. J'ai rencontré ma femme dans une ONG où elle travaillait. Je suis quand même un peu malin. Elle m'a plu dès que je l'ai vue. Je suis revenu pour demander son adresse et j'ai parlé à ma mère qui a rendu visite à sa famille tout de suite, mais la chance, nasib*[643] *n'était pas avec nous. Ma famille s'est mise à chercher ailleurs… mais j'ai décidé d'attendre. Un an plus tard, j'ai demandé à ma mère de retourner chez elle et, cette fois, son père a donné son consentement et nous avons pu nous marier. Dans la vie kulshi usmo nasib, c'est le destin.*
>
> *J'ai fait du volontariat à l'hôpital Shifa et j'ai travaillé avec Médecins du monde pendant quelques temps à l'époque où les Israéliens quittaient Gaza, en août 2005. A l''arrivée du Hamas, les fonds ont été gelés et le projet s'est arrêté. J'ai tout de même trouvé du travail en 2007 au sein de l'Association Ard al Insan. J'aime beaucoup la recherche et je travaille avec un collègue médecin très compétent et extrêmement doué. Ce poste me permet de finir de payer les dettes de mon mariage… plus de trois ans après ! Je louais, à l'époque, un appartement que je payais 250 dollars par mois ».*

---

641 Dans la société palestinienne, il s'agit de la somme que le marié promet de verser à sa femme en cas de divorce. Parfois el *maher* est utilisé par le couple pour acheter le *tajhiz*.

642 Le *tajhiz* concerne aussi les meubles, appareils électroménagers et ustensiles de cuisine.

643 Fortune, chance, hasard, destin. Ainsi, toutes les choses sont entre les mains divines. Toutefois, il convient d'aider le *nasib* afin de le transformer positivement.

Nabil explique que les négociations pour son mariage aient échoué, par le concept de *nasib*, destin, fortune, hasard. C'est un terme très utilisé à Gaza pour donner un sens aux événements qui n'aboutissent pas, une sorte de fatalisme religieux dans lequel il est aisé de sombrer quand on se sent impuissant face à un pouvoir hors de son contrôle.

Il travaille dans différentes organisations internationales médicales et, finalement, après la prise de pouvoir par le Hamas en 2007, il trouve un emploi plus stable au sein de l'association locale *Ard al Insan*, avec un salaire assez bas pour commencer. Celle-ci, dédiée à la santé et à la protection de l'enfance, a été fondée par *Terre des Hommes Suisse*, une fondation présente dans les territoires palestiniens occupés depuis près de 40 ans. Elle crée une branche locale à Hébron et à Gaza. À Gaza, l'association locale *Ard al Insan* est devenue une société autonome à laquelle *Terre des Hommes Suisse* continue à apporter son soutien pour la protection et le bien-être de l'enfance gaziote. C'est donc ici que Nabil trouve un travail. Notons que les salaires locaux sont plus réduits que ceux des organisations internationales.

Auparavant tous les postes qu'il avait occupés n'étaient que temporaires, désormais ce n'est plus le cas, il parvient donc à régler ses dettes du mariage et de l'appartement mais ce, seulement en 2007. Il est locataire de l'appartement qu'il habite avec sa mère, son épouse et ses trois enfants, dont le montant de la location mensuelle s'élève à 1 000 shekels. Rappelons ici que son salaire est de 5 000 shekels. La cohabitation de ces trois générations ne présente aucun problème pour le couple. Son épouse travaille comme lui et l'avantage d'une telle situation est que, à leur retour à la maison, après une journée parfois épuisante à l'extérieur, c'est un bon déjeuner qui les attend toujours. Il continue à chercher d'autres emplois car il pense avoir de bons contacts grâce au réseau de son père mais il est bien obligé de se rendre à l'évidence : ce n'est plus le cas.

> *« Mon père avait une position importante au sein de l'OLP, à l'association des enseignants. Tous ses amis sont des personnages importants. Quand nous étions hors de Gaza, en Arabie Saoudite ou en Tunisie, dans la ghourba*[644] *nous étions une grande "famille". Nous nous entraidions toujours en cas de besoin.*

---

[644] Le terme implique le déracinement des réfugiés partis loin de leur pays. Rosemary Sayigh utilise *al ghourba* pour se référer à l'état d'exil des Palestiniens hors du « pays », la Palestine. « The Palestinian Experience : Integration and Non-Integration in the Arab Ghourba » (1979), *Arab Studies Quarterly*, n°2. Sur le terrain, les Gaziotes l'utilisent avec le même sens. C'est habiter à l'étranger et surtout être dépaysé, exilé, dans une situation diasporique.

A Gaza, après la mort de mon père, quand j'ai demandé de l'aide à ses 'amis et frères', aucun ne m'a aidé… L'amitié était plus importante hors de Gaza. Ici, à Gaza, leur vraie famille les accapare et les amis passent au second plan. Ici, pour ces gens si importants, qui suis-je ? Qui est Nabil ? Ah oui, le fils de Habib de Tunis… c'est un vague souvenir, une lointaine connaissance. Maintenant ma vie de tous les jours est pleine de contraintes et de restrictions. Qui est Nabil ? ».

N'oublions pas que, à Gaza, Nabil est loin du lieu de pouvoir. Son père, professeur d'histoire dans des écoles, bien que comptant parmi les fondateur de l'union générale d'éducateurs qui finançait des bourses d'étudiants réfugiés et des orphelins partant étudier en Russie (avant sa désintégration), en Roumanie, au Pakistan, en Malaisie et bien d'autres pays du monde arabe, son père donc était un cadre de second ordre. L'OLP avait un pouvoir économique et politique très important avant les événements de septembre noir et la sortie de l'OLP de la Jordanie. Cette période est celle des années qu'ils ont passées au Liban, lorsque l'OLP, par le biais d'investissements divers prodiguait des dons et générait de l'impôt que les Palestiniens, à l'extérieur des territoires palestiniens occupés, devaient verser à l'organisation.

Nabil connaissais déjà cette réalité à Tunis, alors que l'organisation de l'OLP était seulement une moindre représentation de leur puissance passée en Jordanie et au Liban. Abu Nabil avait une certaine influence dans le milieu de l'éducation parce qu'il avait enseigné à nombre de ses membres et à leurs fils sans toutefois détenir un quelconque pouvoir d'agir directement. Il devait toujours passer par d'autres contacts, comme ce fut le cas pour obtenir la bourse de Nabil pour étudier à Karachi. Étant dans le secteur de l'éducation de l'OLP, un réseau avait été tissé avec les grandes universités. Les ressources étaient plus importantes et l'économie restait plus au moins prospère. L'OLP avait la mainmise sur des associations de soutien social dans les camps de réfugiés au sein du monde arabe qui, ultérieurement à Gaza, seront cooptées par le Cheikh Ahmad Yassin à travers ses organisations d'aide sociale, *al Mujama'a al islamiya*.

Nabil considère que dans la *ghourba*, les Palestiniens, par exemple à Tunis, étaient une grande famille très solidaire. Ils étaient, comme il le dit, *« amis et frères »*. Les conceptions de *la ghourba* varient profondément d'un Palestinien à un autre, surtout pour ceux qui ont eu la joie de pouvoir retourner dans leur pays. La définition du terme ne rend pas compte de sa complexité. La poésie et la littérature palestiniennes sont pleines de poèmes et d'explications la concernant. C'est une notion qui exprime le déracinement, l'aliénation, signifiant l'exil involontaire et, surtout, l'abandon de ses racines, la perte du droit naturel et essentiel d'avoir une patrie. Alors que Nabil considère qu'avec *la ghourba* les Palestiniens étaient plus solidaires,

certains d'entre eux l'évoquent exprimant l'absence de solidarité et surtout la douleur de l'incompréhension culturelle du Palestinien ailleurs, hors de chez lui.

C'est l'un des amis de son père qui l'a aidé à préparer le dossier de candidature pour une bourse à Karachi. Mais de retour à Gaza, « *dans le pays* » et non dans la *ghourba*, les collègues de son père ont des priorités clairement autres : aider leur familles et leur cercle proche de connaissances. La situation économique est mauvaise, c'est peu de le dire, et la marge de manœuvre des éventuels pistons est bien plus réduite. Les *aedins*, les Palestiniens qui retournent avec Arafat, constatent qu'ils ne sont pas seuls à évoluer dans le milieu politique et social, voire dans le monde de l'influence. En revanche, son professionnalisme et ses compétences sont reconnus par son collègue, médecin à l'association *Terre des Hommes Suisse* qui, lui, le pousse à continuer sa recherche, l'encourageant comme il se doit.

> *« J'ai eu mes enfants assez vite, deux filles et un garçon. Les filles vont à l'école catholique* Rosary *sister's school quant à mon fils, il est inscrit dans une école publique. Mon père m'a mis dans une école privée catholique où le Coran n'était pas au programme. C'est la même chose que je vais faire pour mes enfants, surtout pour mes filles. Mon père avait peur d'une instruction religieuse trop stricte, faite de nombre de contraintes et des résultats pernicieux que pouvait engendrer la religion. Il pensait que nous devions élever nos enfants dans la diversité des personnes et des croyances.*
>
> *Je ne voudrais pas voir mes filles voilées bien que je ne puisse pas les en empêcher si telle est leur volonté propre. Je suis convaincu que beaucoup de personnes font des choix sous la pression sociale.*
>
> *Pour mon fils, je dois attendre qu'une place soit libre dans l'école secondaire ; en attendant, il est à l'école publique. Je veux offrir à mes enfants la possibilité de grandir avec un esprit ouvert, tourné vers le monde, même s'ils sont à Gaza. L'enfermement physique, le blocus, est un fait contre lequel on ne peut pas lutter bien que nous devions déployer nos propres ressources pour éviter qu'il nous détruise.*
>
> *De fait, je me réfugie continuellement dans mon travail, dans mes recherches sur Internet qui me relient au monde et à une réalité plus vaste, sinon, j'ai aussi mes petits moments de plaisir lorsque je vais me balader sur le port et que je me promène en bord de mer, écoutant le roulis des vagues ».*

Le Dr Nabil fait état d'une réticence envers la religion dans le discours qu'il tient, ce qui n'est pas très fréquent chez les Gaziotes. Toutefois, bien que non pratiquant, il adopte les

préceptes de l'islam comme guide, telle une éthique de vie[645]. Son enfance et son histoire familiale comme sa trajectoire de vie ont développé chez lui un respect indéniable de l'islam. Il déploie tous les moyens en sa possession pour lutter contre le sentiment produit par l'enfermement pour ainsi, tâcher d'éviter de sombrer dans une profonde dépression. Comme il le répète, après tout, il vient d'un autre monde. Si Nabil considère l'islam comme une philosophie de vie et subit, de fait, l'influence de la tradition qui imprègne la société gaziote dans son ensemble. Dans l'islam, un refuge peut être trouvé dans le *nasib* fataliste, quand l'énergie de vivre est défaillante.

Pour nos entretiens suivants, nous avons convenu de nous rencontrer au café Mazaj. Il semblait agité, perturbé et, après avoir bu le café que je lui avais offert, il s'est mis à parler pendant plus de deux heures avec un désespoir croissant qui s'est finalement calmé vers la fin de l'échange. C'est lui qui a parlé quasiment tout le temps, me laissant à peine le temps d'intervenir furtivement à quelques rares reprises. Il a racontait sa vie, dans une fluence extrêmement rapidement, s'épanchant sur ses souffrances avec beaucoup de véhémence. Il avait par le passé déjà partagé beaucoup d'informations avec nous et il se sentait à l'aise pour se confier.

> *« J'ai eu tellement d'ennuis entre hier et aujourd'hui que je suis hors de moi. En dépit de ma place dans la famille, s'il y a quelqu'un qui me demande si je suis enraciné, fixé ici à Gaza, je ne pourrai pas dire oui. Je ne me sens pas chez moi. Nous sommes des réfugiés d'un village près du Majdal, Aret Swidan et nous avons vécu avec mes parents un peu partout. Je suis à Gaza parce que le rêve de mon père était de rentrer en Palestine. La venue d'Arafat à Gaza a été, pour lui, l'événement le plus heureux de sa vie. Il a été content de mourir à Gaza. Je comprends rétrospectivement qu'il ne pensait pas revenir à Aret Swidan mais en Palestine. Il m'a expliqué pendant mon enfance qu'Aret Swidan n'existait plus !*
>
> *A Gaza, vu que je suis un médecin assez connu avec certaines compétences et que j'ai un travail, tous pensent que j'ai beaucoup d'argent. Etant donné que c'est moi qui fais les courses, je dois faire attention aux différents prix pour la nourriture et les vêtements de mes enfants. Je ne peux pas demander un meilleur salaire à présent parce que les ressources de l'ONG pour laquelle je travaille sont limitées. Quand je vais faire le marché, je suis mal vu si je demande un meilleur prix ! C'est comme si mon diplôme de médecin me forçait à payer un impôt. Je dois payer plus cher. Je ne peux pas ouvrir un cabinet parce que ce n'est pas rentable ; les ONG qui offrent des traitements et des*

[645] Nous avons noté cette même façon de voir chez un ami communiste marié à une collègue russe qui considère l'islam comme une religion pleine de tolérance.

médicaments gratuits ont tué la médecine privée. Je peux recevoir cent personnes, soixante-dix ne vont pas payer et seulement trente vont payer. C'est seulement si on a de l'argent ou un autre revenu qu'on peut ouvrir un cabinet. Je suis médecin. Je ne peux même pas penser à faire des affaires parce que je n'ai pas d'économies. Je suis simplement fatigué de penser quoi faire. Mes nuits blanches sont pleines de scénarios qui échouent.

Ce matin mon moral a, à nouveau changé de palier. J''étais sur le marché pour me rendre chez le vendeur à qui j'achète toujours mes légumes et mes fruits… et il était fermé. Pourquoi ? Parce que les prix montent et ses clients ne peuvent pas payer le surplus, alors il a fermé jusqu'à un changement de la situation. J'ai acheté mes produits à un autre vendeur à un prix plus élevé et j'ai voulu rentrer à la maison quand j'ai reçu un coup de téléphone. C'était une station de radio avec qui je travaille qui faisait une émission sur la santé. Ce n'est pas payé et c'est mon jour de congé mais je participe toujours parce que c'est important pour moi et pour les autres. Il était déjà 10h00 et l'entretien était à 11h00 en direct. J'ai répondu que oui j'allais participer, j'ai mis mes paquets dans ma voiture, j'ai fermé les fenêtres et j'ai mis de la musique pour tâcher de me calmer ».

Bien que le Dr Nabil dise ne pas se sentir chez lui à Gaza, l'opinion des autres reste très importante pour lui et entrave sa liberté d'action. Dans un système patriarcal, sa représentation publique, ainsi que celle de toute sa famille, est très importante au sein de la société. *L'ayb*, la honte, intervient dans un cadre de valeurs collectives où l'honneur est essentiel, concernant non seulement l'individu en propre mais allant jusqu'à englober toute sa famille élargie.

De fait, les liens sociaux ne sont pas choisis par l'individu ; ils sont inhérents à la naissance car tenant à la famille élargie. Nabil pensait qu'a son retour à Gaza, le réseau et les amis de son père seraient également les siens. Toutefois, il a pu constater que les paramètres étaient désormais différents de ceux de la *ghourba* et, inévitablement, le sentiment qui s'est imposé à lui a été celui de la désillusion.

Comme la plupart des Gaziotes, Nabil est contraint d'acheter ce dont il a besoin à crédit chez un vendeur qui le connaît et qu'il rembourse partiellement tous les mois. Quand celui-ci est fermé, il ne sait comment faire. Il ne peut dévoiler publiquement qu'il cherche de la nourriture à bas prix. N'est-il pas un médecin après tout ? Alors, quand il le peut, il part acheter plus loin, dans un quartier où il n'est pas connu pour pouvoir marchander. Parmi les personnes que nous avons interrogées, certaines ont même contracté deux crédits en parallèle pour pallier les manques récurrents, toutefois, pour cela, il convient d'avoir suffisamment d'argent pour couvrir le paiement partiel des deux dettes conjointement.

« Ce qui est le plus difficile dans ma vie à Gaza c'est que je ne puisse rien planifier. On fait des projets, on établit des programmes mais il y a tellement d'imprévus que tout s'écroule.

Je vous donne un exemple, j'ai postulé pour un nouveau travail et, hier, j'ai reçu un appel du responsable des ressources humaines qui m'a demandé d'envoyer des documents par fax, mail ou manuscrits. Il n'y a pas d'électricité aujourd'hui chez moi, alors je dois chercher un endroit d'où je pourrais le faire. La vie ici est très, très fatigante !

Pourquoi, ailleurs, les gens peuvent-ils bien vivre et nous, ici, non ? Dans ces moments-là je voudrais tout brûler, détruire tout ça… faire quelque chose qui changerait ma vie ».

Cette impossibilité de planifier est pour le Dr Nabil très difficile à supporter. Il était las de ses voyages et il avait l'espoir qu'en se mariant il vivrait une vie plus stable, voire même pourquoi pas, confortable. Malheureusement, le blocus et les problèmes environnementaux qui en découlent ne le lui permettent pas. Il raconte sa façon de gérer les imprévus quotidiens qui lui rendent la vie difficile :

« Je vous raconte mon après-midi d'aujourd'hui : je n'avais pas d'électricité, et j'ai dû m'habiller dans le noir pour venir vous rencontrer. J'ai dû descendre du 9e étage à pied parce comme je vous l'ai dit, il n'y avait pas d'électricité, l'ascenseur ne fonctionnait donc pas… Ensuite, je n'ai pas pu venir en voiture parce que je travaille très tôt demain matin et j'ai très peu de carburant dans mon réservoir, alors j'ai pris un taxi collectif pour un shekel. J'ai été très agréablement surpris de constater que le prix de ce service n'a pas encore doublé malgré le manque de gasoil égyptien…

La qualité de vie est un concept qui n'existe pas à Gaza. J'aime beaucoup la recherche que je fais et je travaille avec un collègue médecin qui est très compétent et très intelligent mais mon salaire est très maigre et je dois parvenir à réaliser de véritables miracles pour réussir à payer les dépenses de ma famille ainsi que celles dues par ailleurs aux responsabilités sociales plus larges qui sont les miennes par rapport à ma famille étendue. Je me sens comme une personne emprisonnée dans une cage fermée. Je souffre chaque jour : le manque d'eau, d'électricité, le manque de contacts avec le reste du monde via Internet à cause des trop nombreuses coupures d'électricité. Je me sens coupé de tout, pris au piège ! Je trouve des obstacles dressés partout devant moi en ce moment.

Ces détails de la vie quotidienne portent atteinte à ma capacité et à mon habileté à m'investir dans mon travail, avec mes amis et même avec ma famille. Ma vie est pleine de trivialités comme la recherche de gaz pour la cuisine, ou le frigidère qui s'abime à cause des coupures d'électricité ou, l'eau qui arrive quand il n'y a pas d'électricité pour la pomper et toutes sortes de petites choses qui occupent ma vie et ne me laissent pas la possibilité de mettre à jour mes recherches, de les partager avec le monde, ni de lire ce qu'il y a de nouveau ailleurs.

Ce matin encore, j'étais en train de procéder à une opération chirurgicale quand il y a eu une coupure électrique ; la machine respiratoire au moins a continué à fonctionner mais les lumières se sont éteintes. Alors, je dû laissé mon patient sur la table d'opération et crier pour demander l'aide d'un électricien… et c'est comme ça souvent.

Pendant les guerres [les attaques israéliennes de 2008 à 2009 et de fin 2012], je disais toujours à ma mère, ma femme et mes enfants, la situation va s'améliorer, vous allez voir, alors qu'en moi-même je me sentais comme un volcan prêt à exploser. La situation épuise et réduit nos performances. J'aime mon travail, ma famille mais je dois faire un gros effort pour ne pas montrer mes sentiments réels et le fond de ma pensée. Je dors très peu la nuit. J'imagine divers scénarios pour améliorer ma situation. Parfois quand j'en ai assez, je conduis jusqu'à la mer pour la regarder ou pour marcher ou je m'enferme dans ma voiture pour écouter de la musique et pour avoir un moment de solitude. Je ne suis pour rien en ce qui concerne les grands problèmes qui conditionnent notre vie, les fragmentations du pays, les efforts de paix échoués, la politique internationale envers la Palestine.

Je voudrais sortir, quitter Gaza, m'évader même pour un petit moment. Et je sais que ce n'est pas possible parce que ces problèmes et ces contraintes vont me suivre partout parce que je suis palestinien ».

Avant son retour à Gaza, Nabil circulait avec un document de voyage libyen. Avec celui-ci et le nom des contacts de son père dans son travail, il voyageait sans aucune contrainte dans le monde arabe et dans d'autres pays comme Cuba. Après la sortie de l'OLP de Tunis et leur retour en Palestine, Nabil a dû, après seulement quelques mois, faire faire un passeport palestinien. Ce document officiel est approuvé par les autorités israéliennes. Il a pu y parvenir parce qu'il avait déjà réglé sa carte d'identité et qu'il avait été inclus dans le registre de population qui gère l'administration israélienne. Avec la nouvelle situation, les mouvements circulatoires sont devenus plus difficiles pour les Palestiniens qui ont davantage de mal à obtenir un visa pour sortir de Gaza à destination des pays occidentaux et parfois même pour les pays arabes. Etre en possession de son visa ne lui assure pas toutefois qu'il peut rentrer sans problème. Nabil précise :

« Ce n'est pas facile pour un Palestinien de voyager sauf pour la recherche, les études ou dans le cadre d'un travail pour lequel un visa de séjour a été établi. Dans les pays du Golfe il faut avoir une invitation et être attendu à l'aéroport. La Tunisie et l'Indonésie sont des endroits où l'on n'a pas de problème en tant que Palestinien et on s'y sent bien reçu.

Une de mes sœurs est mariée à un Norvégien. Elle essaie d'obtenir un visa pour ma mère qui n'est plus toute jeune depuis trois ans maintenant mais le gouvernement norvégien n'a pas encore donné

un avis favorable à sa demande. Lorsque leur décision interviendra, même si elle est positive, il faudra demander un permis de sortie aux Israéliens. Ah et j'oublie, il faudra aussi le permis de sortie du Hamas !

Je voudrais partir. J'ai postulé pour faire mon doctorat hors de Gaza. J'ai une place à l'Université libre de Bruxelles. J'essaie de trouver une bourse. Mais jusqu'à maintenant je n'ai pas eu le nasib [la chance]. *Je voudrais obtenir mon doctorat avant de fêter mes quarante ans. J'ai encore un peu plus d'un an devant moi pour ça. Finalement, ça ne me laisse pas tellement de temps ! ».*

Nabil considère que ni Israël ni le Hamas ni le Fatah sont tout à fait responsables de sa situation. Il est convaincu que c'est le *nasib*, le hasard, le destin, qui impact sa vie parce qu'il est Palestinien, donc voué à avoir des problèmes partout, même hors de Gaza. Bien qu'il ne soit pas pratiquant, il subit l'influence du fatalisme comme au moment de son mariage et il sent qu'il n'a pas le contrôle de sa vie. Pour illustrer ses propos il prend l'exemple sa sortie de Gaza pour une conférence :

« Je veux vous raconter l'histoire de mon voyage pour assister à une conférence et réaliser un travail de consultation à Dubaï. J'ai obtenu mon visa par Internet. Quand je suis arrivé à l'aéroport, je me suis dirigé au bureau de la migration où il y avait d'autres personnes qui attendaient… c'était comme si nous étions plus au moins retenus par la police de l'aéroport. En fait je ne pouvais pas quitter l'aéroport.

L'officier m'a poliment informé que mon visa était confirmé uniquement si la personne qui m'avait invité me recevait chez lui. Finalement, nous avons parlé avec mon hôte qui est venu me chercher douze heures plus tard parce qu'il était en voyage ailleurs, quelque part dans les Emirats et j'ai dû rester dans la section de transit, plutôt de détention, jusqu'à ce qu'il arrive enfin.

Mon frère a eu une bourse pour Chypre, du côté turc, et il a réussi à sortir par Rafah et après, il est passé par la Turquie. Il devrait continuer son Master mais je n'ai pas l'argent pour l'aider, alors il travaille. Il a essayé de partir en Bosnie et au Tadjikistan mais il n'a pas réussi. Alors, il continue à travailler et à attendre pour voir ce qui va se passer. La dernière fois que j'ai réussi à sortir de Gaza c'était pour aller à Ramallah avec mon chef il y a un an. C'est moi qui ai arrangé la sortie après de nombreuses démarches. Le permis était seulement pour moi mais je ne pouvais pas accepter de partir sans lui et j'ai été ravi de pouvoir le faire sortir également. Je suis conscient des innombrables problèmes que nous affrontons ailleurs en tant que Palestiniens. Je comprends maintenant que mon père ne voulait plus voyager. Pour lui, Gaza était sa destination finale ».

Le blocus et la détérioration de l'économie de la ville entraînant l'augmentation du prix des produits de première nécessité pèsent sur son maigre salaire sans compter les frais des écoles de tous. Malgré les pressions économiques, il n'envisage pas d'inscrire ses filles dans le

système public. Il finira toujours par s'arranger. Son fatalisme est entrelacé à la foi qu'il a de s'en sortir de quelque manière que ce soit :

> *« Je n'ai pas encore d'ulcère et je fais des efforts constants pour l'éviter bien que la vie quotidienne soit stressante. Je dors très peu la nuit. Je suis en train de terminer une recherche sur un problème de nutrition à Gaza qui sera bientôt payée. J'essaie de trouver des ressources financières grâce à mes compétences parce que mon salaire n'est pas suffisant pour les dépenses de toute ma famille. J'avais un petit appartement à Tel el Hawa. À cause d'un besoin pour la famille, j'ai dû vendre la propriété. Je l'ai vendue au même prix que je l'avais acheté.*
>
> *Hier soir, un policier est venu chez moi me notifiant qu'il avait un ordre de détention à mon encontre. Quel est le problème ? Ai-je dit. Il paraît que la personne à qui j'ai vendu l'appartement l'a vendu à son tour sans payer le transfert ; la tierce personne non plus n'a pas payé… Alors comme la propriété est encore à mon nom le cadastre me cherche pour payer les frais. Je n'ai pas fermé l'œil de la nuit. Je suis en train d'imaginer divers scénarios pour résoudre le problème. J'ai parlé à la personne à qui j'ai vendu l'appartement pour demander s'il y avait quelque chose qu'il pouvait faire. Il a dit qu'il ne paierait pas parce qu'il l'avait vendu et il ne voulait pas non plus parler à la tierce personne.*
>
> *Je suis finalement allé voir le dernier acheteur en date, une dame très bien mais qui refuse de payer les frais qui sont encore à mon nom. J'ai proposé une solution pour partager les frais parce que je ne peux pas payer le tout… mais elle n'a pas accepté. Alors je cherche d'autres issues possibles pour trouver une solution ».*

Nabil ne veut l'accepter mais le problème de l'appartement est lié à son manque de prévision ou, peut-être, à la tradition culturelle palestinienne de ne pas inscrire les propriétés dans le cadastre pour qu'elles ne puissent être taxées. Nous avons relevé que l'inscription des propriété, qu'il s'agisse de terres ou d'immeubles, da bâtis plus généralement, est une mesure assez nouvelle et date, finalement, de l'arrivée du Hamas au pouvoir qui voulait développer des systèmes pour percevoir des impôts pour les mairies. De ce fait, l'inscription est devenue une sorte d'outil auquel les individus peuvent recourir quand leur maison a été détruite ou endommagée après la série des conflits de 2008-2009, 2012 et 2014.

Mais que s'est-il passé pour Nabil lors de cette transaction ? Il se trouve que, au moment de la vente de l'appartement, il avait besoin de l'argent tout de suite, il n'a donc pas voulu dépenser, même une faible somme, pour la réinscription de la propriété au nom du nouveau propriétaire. Le résultat est que, désormais, il est le seul à blâmer. Il lui est donc totalement impossible de forcer quiconque à assumer le règlement des frais dont il est question dès lors.

Comme beaucoup d'autres de nos interviewées, la préoccupation majeure du Dr Nabil est de trouver comment s'arranger pour payer tous les compromis, bien nourrir sa famille et de cette façon préserver son image sociale. Ses distractions, à part sa recherche, sont ses balades sur le port pour se détendre ou bien pour y rencontrer des amis. Il décrit ces moments qui lui sont personnels :

> *« Je n'ai pas beaucoup l'occasion de penser mais je lis beaucoup. Cela me maintient en contact avec les avancées de la médecine dans le monde. Il se trouve qu'après le dernier conflit, je ne pense plus à sortir hors de Gaza ; je préfère penser comment faire avec ce que j'ai et j'évite la dépression en m'évadant par le biais d'Internet, de la lecture et de mes promenades au bord de la mer. Au port, je peux faire ça. C'est l'endroit idéal pour marcher, on s'y sent bien. Il me donne le sentiment qu'il y a quelque chose d'autre, un monde ailleurs, meilleur. C'est l'endroit où je me sens le mieux à Gaza. J'aime beaucoup la tranquillité, la paix face à la mer.*
>
> *Les amitiés sont importantes pour moi. Depuis que je suis arrivé à Gaza, elles sont beaucoup plus rares. Je passe tellement de temps avec ma famille et à mon travail. Je garde des contacts avec des amis que j'ai à Karachi et en Lybie. La société gaziote n'est pas très propice aux amitiés sauf dans le contexte du travail. Exception faite pour moi d'une amie de ma génération qui est, comme moi, né ailleurs et est rentrée à Gaza pour s'y marier. On s'est rencontré à l'université de Karachi. Elle a sa vie, ses enfants et son mari. Notre relation est amicale sans attirance sexuelle. Nous allons manger ensemble un sandwich et nous parlons sans contrainte et sans tension. On se rencontre parfois au port ou dans un café au bord de la mer. À Gaza, ce n'est pas simple d'avoir une amitié avec une femme. Je préfère taire nos rencontres à mon épouse parce qu'elle pourrait devenir soupçonneuse… elle est Gaziote et peut-être ne comprendrait-elle pas. C'est bien différent de l'amitié avec l'épouse et c'est important ».*

Le fait que son épouse soit Gaziote et qu'elle ait grandi dans un contexte qu'il considère comme assez restreint, amène Nabil à garder le silence sur cette amitié qui pourrait être mal interprétée. Les deux familles, celle de son amie comme la sienne, se rencontrent pour les fêtes formellement mais, pour lui, ces petites escapades font partie de son espace privé. Dans une société patriarcale comme celle de Gaza les rapports hommes/femmes sont toujours imprégnés de nuances sexuelles. Il reconnaît l'impossibilité d'effectuer de grands changements chez les personnes qu'il aime, dans sa vie et dans la ville de Gaza et il n'essaie même pas. Ce constat le rend parfois fataliste mais il continue à faire les efforts nécessaires pour arranger sa vie de la meilleure façon qu'il le peut.

7.5. Le cas de Ali Sha'arawi, entretien n° 2

Nous avons interviewé Ali Sha'arawi concernant l'épreuve de l'absence de travail. Il a voulu quant à lui, et ce de façon très éloquente, partager durant notre entretien ses sentiments envers l'enfermement et les conséquences que celui-ci a eues pour lui et sa famille. Ali se souvient sa jeunesse entre les différents barrages qui les israéliens avaient mise en place pour difficulté le passage entre les voisinages. Il allait à l'école lorsque la première Intifada a éclaté. Son quartier, Sabra, bien que n'étant pas un camp, était encerclé par l'armée israélienne, ceint de tonneaux faits de ciment. Toute la ville de Gaza, par ailleurs, était divisée de cette manière.

« Je suis né parmi les barrages, comme tout les enfants de la première Intifada. Quand j'étais petit, je me suis caché des soldats pour échapper aux persécutions à la sortie de l'école… C'était notre quotidien. Ces années d'Intifada me manquent. C'était l'époque où nous avons montré que nous pouvions boycotter les produits israéliens, que nous étions les enfants des pierres contre les chars israéliens. Nous nous sentions puissants et c'est la raison pour laquelle Oslo et la rentrée de l'Autorité ont été perçus comme un choc.

Je suis du Fatah, mais je ne suis pas aveugle, je vois parfaitement l'incompréhension qui existe entre les nouveaux arrivés et la génération de l'Intifada. Je vois aussi, plus tard, la corruption et le désordre. Il y a des personnes qui n'ont pas accepté qu'il faille vivre ensemble. La Palestine est à nous ! Mais non, mes amis, il y a d'autres gens, ailleurs, qui ont aussi donné leur vie pour la Palestine. Ces enfants sont les enfants de l'Intifada qui sont maintenant devenus parents à leur tour. Néanmoins ces « détails » et ces mésententes, l'arrivée de l'Autorité et la promesse de paix avec toute la bureaucratie gouvernementale qui s'est constituée entre 1994 et 2000, avec 2001 inclus, nous a offert un nouveau souffle de vie et l'illusion de la possibilité d'une vie ouverte.

Il y avait des gens de partout : de Lybie, du Yémen, d'Irak, de Jordanie, de Tunis, d'Algérie, etc. Nous qui étions alors une société tellement homogène, d'un jour à l'autre nous étions devenus comme une tour de Babel.

Oslo et l'arrivée de l'Autorité palestinienne m'ont permis d'étudier et de rencontrer des gens différents, autre que les soldats israéliens. C'était la période l'humanisation des Israéliens. Les accords d'Oslo avaient alors signifié un espoir de paix. Après avoir terminé la formation qui m'avait été offerte par l'ONG allemande GTZ au sein du service « client et hôtellerie », j'ai commencé à exercer dans le restaurant ressort appelé les Chalehat.

J'avais un très bon maître, un Egyptien, qui dispensait son enseignement avec professionnalisme. Selon lui, le succès d'un bon serveur était d'exécuter un service efficace et discret. Il nous disait que nous devions nous transformer en psychologues. On prêtait l'oreille aux clients et on ne répétait pas ce qu'on avait entendu. Les Chalehat se trouvaient face à la mer, disposant d'une plage protégée

pour permettre aux femmes de se baigner sans être dérangées. Il y avait un bar où on vendait toutes sortes d'alcools et beaucoup d'étrangères de passage le fréquentaient, avec lesquels je parlais et qui me permettaient d'améliorer mon anglais. Les étrangères venaient à Gaza et y séjournaient pendant des mois sans aucun problème.

Mais la période de calme et de promesses a doucement pris fin avec l'arrivée du nouveau siècle. Je savais qu'il y avait des changements de politique de la part des Israéliens bien que je ne voulais pas y croire. Nous entendions qu'il y avait des problèmes continuels, surtout en Cisjordanie. Et, avec l'autorité, il y avait eu aussi des arrivées d'armes. Je ne voulais même pas y penser, parce que nous craignions que s'il y avait un autre soulèvement, cette fois-ci, alors, il serait armé.

Notre maître, aux Chalehat, a eu l'opportunité de partir au Qatar pour un travail et il m'a proposé de l'accompagner. Il m'a dit qu'il y avait de mauvais mois qui approchaient et que ce serait mieux pour moi et pour mon avenir de quitter Gaza avec lui. Je l'ai remercié de tout mon cœur mais je n'ai eu aucun doute sur le fait que je voulais rester à Gaza.

Un avenir meilleur, dans une autre ville, avec de l'argent et un bon travail… cela n'était pas tentant pour moi si je devais payer le prix, trop élevé selon moi, de laisser ma famille et ma ville. Je sais, rétrospectivement, que j'aurai pris la même décision si c'était à refaire. En revanche, je ne pouvais pas imaginer les événements à venir ».

L'argent et la promesse d'un avenir meilleur, seul, loin de sa famille, ne sont pas des options envisageables pour Ali qui, des années plus tard, évoque avec nous cette partie de sa jeuneuse.

« Le changement le plus dramatique, d'après moi, a eu lieu entre 2000 et 2001. Depuis 2001, je n'arrive plus à sortir de Gaza. D'abord je me sentais terriblement opprimé. J'aurais pu passer par Rafah mais c'était cher et je n'avais pas de raison de le faire, sauf si je partais avec ma famille pour nous promener en Égypte ; et maintenant même cet exutoire n'est plus possible ».

Comme tant d'autres Gaziotes à qui nous avons parlé, Ali reconnaît l'isolement de Gaza par l'absence d'influences extérieures qui rendraient leur société plus tolérante et plus ouverte.

« Le niveau de la vie, a également baissé. Nous étions habitués à un niveau assez confortable et, tout d'un coup, on s'est trouvé avec beaucoup moins. Il faut établir un plan pour vivre avec moins qu'auparavant, et ce en lien avec les priorités. Les enfants ont la priorité, c'est vrai que pendant le Ramadan, les enfants veulent le fanus, la lanterne du Ramadan, au moins. Les enfants ne comprennent pas qu'il n'y ait pas d'argent et que leurs petits camarades de classe puissent avoir le fanus.

Quand votre enfant vous demande un shekel et que vous ne pouvez pas le lui donner parce que vous devez l'utiliser pour votre transport, c'est dur ! C'est la raison pour laquelle beaucoup d'hommes sombrent dans la dépression. Parfois, nous rencontrons aussi des enfants qui fouinent dans les poubelles, cherchant du fer ou du métal pour les recycler, mais ces enfants sont rares à Gaza, du moins je le pense[646].

Nous sommes habitués, nous les Gaziotes, aux attaques israéliennes ; nous les attendons mais sans anxiété. Mais ce n'est pas la perspective d'une guerre ou d'attaques israéliennes que nous avons depuis l'an 2000. Les représailles que nous subissions depuis la première Intifada consistaient à apporter la peur aux gens ! C'est l'incertitude de l'avenir de notre vie.

Mes enfants, en revanche, ne pensent pas ainsi, sauf quand les attaques surviennent ; il y a aussi parfois le souvenir de connaissances tuées lors de ces attaques, des copains d'école.

Mon travail, dans ces moments-là, est de me mettre d'accord avec mon épouse concernant ce que nous devons dire, pour gérer le temps qui passe. Ces jours-là, nous dormons tous ensemble ; les enfants se sentent plus en sécurité et protégés quand ils sont avec nous. Nous parlons beaucoup avec eux puis, au bout d'une semaine, tout redevient normal. C'était comme ça jusqu'en juillet 2014. Les attaques sont alors devenues interminables. Notre maison, à Sabra, a été épargnée ainsi que les maisons du voisinage. Les destructions les plus terribles ont eu lieu à Shaja'ia et dans quelques autres lieux de Rimal, très près de chez nous quand même.

Les enfants doivent s'habituer et rebondir, comme nous tous, parce que les choses ne semblent pas évoluer vers un mieux. Comme vous pouvez le voir autour de nous, la reconstruction promise n'est pas évidente. Nous sommes une famille de réfugiés de Jaffa. Mon père a fait de Gaza notre refuge et nous ne pensons pas devenir réfugiés à nouveau. Pour nous, un nouveau départ n'est pas envisageable. C'est même impensable ! Après cette guerre, la plus cruelle qu'on a connue, il va nous falloir beaucoup plus de temps pour guérir, en tant que ville mais aussi comme société.

Je m'intéresse beaucoup à la politique bien que je vois que les multiples mésententes au sein des factions sont les sources, partielles certes, de nos problèmes. Si nous étions unis, Israël serait moins fort.

Mais le problème c'est le blocus. La fermeture ne touche pas seulement le commerce et les mouvements des personnes, elle concerne aussi les contacts avec les autres cultures. Elle induit une étroitesse de l'horizon mental et, par conséquent, vital, faisant de cet enfermement un épisode qui n'est pas seulement physique. Les étrangers qui, habituellement, viennent pour un court séjour,

---

[646] Nous n'avons pas trouvé des chiffres fiables pour le nombre de ses enfants.

pour un travail spécifique ou autre, ne se mêlent pas beaucoup aux résidents locaux. Auparavant, il y avait des opportunités pour parler avec eux et les échanges culturels étaient possibles, comme ceux d'idées par ailleurs. Désormais, les plus jeunes notamment, ne voient les étrangers que par l'intermédiaire de la télévision, sauf dans le cas du personnel des organisations humanitaires. Ainsi, ils n'ont pas les moyens de partager et de parler tout simplement ».

La fermeture tient aussi au fait que l'horizon culturel se resserre, de plus en plus étroitement. La conséquence en est que les gens deviennent moins tolérants, moins ouverts que par le passé. L'échange avec les autres, venus d'ailleurs, est pourtant extrêmement important. Les livres rentraient dans la Bande de Gaza sans aucun problème auparavant, alors que maintenant ils sont très peu à être disponibles. Les sujets de conversation ont grandement perdu en variété. Les gens lisaient plus avant selon moi. Maintenant, les sujets de conversation se réduisent, n'abordant plus que le quotidien et la manière de vivre. Le temps des loisirs personnels se réduit lui aussi. Nous pourrions penser que s'il y a moins de travail, alors plus de temps sera disponible pour soi, mais ce n'est pas le cas ».

Ali est l'un des membres de notre panel qui a une conscience politique forte. La dimension du lien social dépend de l'existence d'une relation étroite à l'Histoire, aux autres et à soi-même, mais sous des formes particulières. Et, dans le cas de Gaza, il doit être encadré par le phénomène religieux. La religion et la famille sont de plus en plus contraignantes mais elles ne sont pas perçues comme des épreuves. La politique non plus n'est pas conçue comme un fardeau. Bien qu'elle divise certaines familles, aliénant les frères et les parents, elle est plutôt vue comme un choix identitaire.

La situation économique d'Ali n'est pas mauvaise et sa famille n'a pas été frappée directement par la destruction de la guerre. Néanmoins, les enfants allant à l'école ont connaissance de la mort d'amis et de la destruction de maisons relativement proches de chez eux. Ali ne sait pas trop si les enfants qui cherchent du fer et du métal, d'une grande pauvreté donc, en situation de grande misère, sont nombreux et, finalement, il ne tient pas tellement à le savoir. Il tâche de se protéger en demeurant ignorant, si possible, de la réalité qui l'entoure. Mais ce n'est pas facile du fait qu'il travaille dans un café très populaire où il côtoie beaucoup de monde et, par ailleurs, n'oublions pas qu'un bon serveur est un peu psychologue, ainsi que le lui a enseigné son maître égyptien.

La maison de sa famille a été épargnée durant le conflit de juillet-août 2014 bien que les enfants aient eu des problèmes, parfois, pour trouver le sommeil, ne voulant jamais rester seuls. Ils reçoivent, dans leurs écoles de l'UNRWA, les soins psychologiques dont ils ont

besoin pour réduire les effets traumatisants des bombardements continus qui n'ont cessé pendant plus de cinquante jours. Et c'est là sans évoquer leurs camarades de classe qui ont été tués. Il est impossible, en outre, de promettre aux enfants qu'il n'y aura pas d'autre conflit armé. C'est la raison pour laquelle Ali nous dit qu'ils doivent pouvoir rebondir en dépit de la situation en dehors de la maison. Comme c'est également le cas d'autres personnes que nous avons interrogées, la famille et la maison deviennent un refuge face à la situation du « dehors ».

« Les gens cherchent sur qui rejeter la faute. Et, d'habitude, elle est d'origine politique. Quand je rends visite à la famille, j'essaie de ne pas parler de politique ni de mes opinions sur la vie en général. Je suis très soucieux de ne pas partager mes sentiments personnels, mes principes, mes opinons sur la vie, sur l'alcool, le hejab [le port du foulard]*, etc.*

Une partie de ma famille est membre du Hamas et je veux que lors de nos rencontres, de nos réunions de famille, tout se passe de façon harmonieuse, sans heurts. Il me faut faire pour cela un gros effort. Depuis que j'ai réussi à travailler aux Chalehat, j'ai constitué un espace séparé pour moi-même et bien que beaucoup des membres de ma famille n'aient pas été d'accord avec cela, ils me respectent.

A Gaza, maintenant, je vois de plus en plus de personnes qui pensent que "si tu n'es pas avec moi tu es contre moi". *La plupart des gens qui ne sont pas du Hamas le critique et c'est la même chose pour le Fatah. Depuis 1987, cela fait plus de vingt-six ans donc, Gaza est devenue la culture de l'Intifada et pour beaucoup de personnes, de la résistance. Nous sommes passés d'une société ouverte à une autre, fermée !*

J'étais jeune, mais je me souviens clairement que, peu à peu, la société est devenue moins tolérante, plus fermée. Les islamistes ont pris de plus en plus de place au sein du discours nationaliste, aux côtés du Fatah. Mais le Fatah a tranché concernant l'idée de devenir un État et de faire les concessions nécessaires pour en finir avec les différends rencontrés avec le Hamas.

Je suis content que le commerce des tunnels soit presque arrêté. L'argent engendré par ce commerce ne servait qu'un petit groupe de personnes. J'ai des amis à Rafah, où se trouvaient les gens bénéficiant de ce commerce, et je pense que l'argent des tunnels a créé une division sociale négative. Nous avions, à Gaza, des familles de notables qui étaient des bienfaitrices. Mais ces groupes de nouveaux riches, eux, n'aident personne, sauf leur cercle familial le plus proche. Il y a des gens qui ont de l'argent, certes, mais la situation n'est pas comme avant.

Maintenant, il y a des personnes qui ont perdu tous leurs biens. Avant, les locaux qui avaient de l'argent pouvaient aider. C'était de leur responsabilité parce qu'ils avaient des biens, des ressources et la responsabilité morale. Je reconnais que le système était paternaliste, mais l'aide était réelle et importante pour tous, ainsi que leur protection par ailleurs.

Mon père était de Jaffa, c'est à la fois un port et une ville. Son père, mon grand-père, était un homme d'affaires et sa responsabilité était d'aider les plus démunis. Même après la nakba et le départ de Jaffa, dès qu'il a eu une situation confortable à Gaza, il a aidé sa famille et ses voisins et n'importe qui venait lui demander son aide. Personne n'est sûr de pouvoir aider ad aeternam. Leurs revenus ne sont plus garantis ».

Les familles des notables gaziotes étaient connues pour leur générosité en dehors du cercle familial. Il y avait des niveaux d'aides en accords avec les biens et les ressources de ces familles. Nous en connaissons quelques-uns encore qui font l'effort d'aider, bien que dans une moindre mesure, à cause de la réduction de leurs biens.

« Et nous avons la génération des jeunes qui sont nés dans ce contexte négatif et qui, n'ayant rien de plus positif, restent négatifs. Ils restent entre eux seulement. La jeunesse d'aujourd'hui à une pensée et des points de vue très étroits. Les personnes les plus ouvertes font partie de la génération qui a travaillé pendant l'occupation ; ils sont âgés de cinquante à soixante ans. Leur horizon et leur vision de la vie sont beaucoup plus ouverts et ils sont, par ailleurs, beaucoup plus tolérants. Ils ont été plus exposés aux autres personnes. Leur présence en Israël n'était pas évidente. Ils se mêlaient entre eux.

Ce qu'il faut voir si nous faisions la paix avec Israël, c'est que nos enfants en tireraient un bénéfice à long terme. En dépit de ce que je dis, il y a beaucoup de jeunes qui sont imaginatifs et ouverts. Je leur parle quand ils viennent au café et, parmi eux, il y a beaucoup de femmes qui sont des entrepreneurs dans le domaine de la technologie. Je trouve que leur réaction nous offre un espoir d'ouverture bien que virtuel et lié à la technologie. Je ne sais pas comment cela va se traduire pour nous dans la vie réelle ».

Une des bonnes réactions après plus d'un an après le conflit, sont les projets des jeunes entrepreneurs. Comme le note Ali, il y a parmi eux beaucoup de femmes, au sein des universités de Gaza, qui profitent des projets des ONG. Ce sont eux qui, avec une admirable ténacité, essaient de rompre le blocus par le travail virtuel de la technologie et l'interconnexion avec le monde extérieur, par le biais des réseaux Internet. Car il faut bien compter avec l'absence d'une quelconque amélioration de la situation du fait du blocage. Nous avons déjà mentionné précédemment que la normalisation de la vie quotidienne par les jeunes favorisait

la résilience dans un contexte de vie anormal comme c'est le cas de Gaza où le quotidien est fait de conflits chroniques[647].

7.6. Le cas de Tawfiq, entretien n° 33

Nous avons rencontré Tawfiq il y a des années pendant les fêtes orthodoxes organisées par l'Église orthodoxe grecque Saint Porphyre, en vielle ville de Gaza en 2007. Il était employé au département financier de la Marie de Gaza (où il travaille encore). A la fin de sa journée de travail, il se rend à l'Église orthodoxe dont il assure la garde, dans l'un des vieux quartiers de la ville. Il est en charge d'organiser les visites du monument, qui est la plus vieille église de la ville, datant du troisième siècle après Jésus Christ. C'est lui qui a trouvé un poste pour son frère, plus jeune, au sein d'une organisation internationale, et pour sa sœur, à la marie de Gaza, en qualité de secrétaire, depuis des années. Il est très serviable à l'égard de ses parents et c'est lui encore qui a dû prendre des jours de congé pour la restaurer la maison de famille, dans la vielle ville de Gaza. Il a s'est occupé du mariage de son frère, et maintenant de celui de sa sœur. Le résultat de cette belle générosité n'est autre que son célibat. Il voudrait changer de travail, mais la sécurité d'un poste dans le privé est très faible à Gaza et il profite des avantages, des allocations et des autres prestations que lui assure son travail à la Mairie. Il habite avec ses parents et la famille de son frère. Pour envisager de se marier, il devrait faire des travaux chez soit, dans la maison de la famille, pour diviser une pièce et créer une annexe, plus privée, pour lui et son épouse.

Parce qu'il est chrétien, il a profité des autorisations accordées pour les fêtes pour se rendre à Jérusalem durant de nombreuses années, pour Noël et pour Pâque, mais à partir de 2010, il ne parvient pas à sortir de Gaza, et ce sans explication.

> *« Depuis ma sortie de décembre 2010, je n'arrive plus à quitter Gaza. Nous n'avons pas reçu d'explications. Notre évêque même a interrogé les autorités israéliennes pour savoir quel était le problème de mon empêchement de sortie, mais lui non plus n'a pas eu de réponse.*
>
> *Pendant les fêtes je pouvais toujours prendre un congé auprès de la marie. C'est un bon poste. Il est fiable, bien que parfois, les salaires soient versés avec des mois de retard. En 2011 et 2012, et encore pendant la moitié de 2013, il n'y avait pas de problème avec les salaires. Depuis la*

[647] NGUYEN-GILHAM Viet *et al.* (2008), pp. 291-298.

fermeture des tunnels nous sentons les effets négatifs. Après 2014, ça n'a pas été mieux. D'habitude, pour les fêtes musulmanes, nous recevons un salaire ou un demi-salaire.

Je suis l'aîné de ma famille. Mon père n'a pas été en bonne santé. Il touche une retraite qui n'est pas mal mais toutes les réparations de la maison, les préparatifs pour les mariages de mon frère et plus tard de ma sœur, c'est moi qui les ai payés. J'ai contracté des prêts à la banque, j'ai participé à des tontines [jamaia], par ailleurs, j'ai eu l'aide de connaissances qui savaient que je remboursais ponctuellement[648].

J'ai un diplôme dans le domaine des finances et je suis connu pour mon poste et pour le poste de mon père avant moi. Mais je suis dans une situation d'enlisement. Comme si j'étais pris dans ma voiture dans de la boue et que je n'arrive plus à m'en sortir. Ma vie est dans une impasse qui se prolonge, jusqu'à devenir permanente. Je n'en vois pas la fin. Je vis au jour le jour, à cause des fonds réduits, mais surtout à cause de la situation politique autour de nous.

Les chrétiens, nous, nous vivons à Gaza depuis des temps immémoriaux, comme c'est le cas chez soi. Nous sommes des Gaziotes comme n'importe qui. Je dois clarifier une chose, ce n'est pas le Hamas per se. Mais c'est l'enseignement de l'Islam comme la " vraie " religion. Je lis le Coran. L'Islam est une religion ouverte et généreuse. Mais cet Islam qui est prêché et enseigné, surtout ailleurs, n'est pas l'Islam. C'est une aberration. Hormis ma famille, tous mes amis sont des musulmans. On parle la même langue et notre souffrance liée au conflit et à l'immobilité des réactions internationales qui apporteraient pourtant des changements positifs, est partagée.

J'ai rencontré beaucoup d'étrangers avant, plus que maintenant, qui visitaient l'église. Cela fait du bien de pouvoir parler avec des étrangers. Cela nous fait sortir de notre isolement. Mais les contacts ne te donnent pas de travail. Je peux seulement pratiquer mon anglais avec eux.

Après le dernier conflit de 2014, nous avons pensé qu'il y aurait plus des expatriés et des visiteurs, mais ce n'est pas le cas. J'habite dans un très vieux quartier de Gaza. Il y a eu des bombardements à travers toute la ville. Grâce à Dieu nous avons été épargnés. C'est vrai que des connaissances ont perdu leur maison à Shajaia. Il y a eu un employé de la marie qui a été blessé et il est mort peu après. J'ai l'espoir que la situation s'améliore ; comment vivre autrement sans cet espoir ? ».

Ce sentiment d'enlisement a été déjà exprimé par d'autres personnes que nous avons eu l'occasion d'interroger. Ne pas pouvoir s'en sortir, être coincé dans une vie faite d'espoir en un avenir meilleur. En revanche, il lui est impossible de rebondir et de chercher des solutions

[648] Dans une situation où la majorité des personnes vie du crédit, être fiable est une qualité précieuse.

dans le contexte qui est le sien, il ne peut que faire avec ce qu'il a. Nous avons évoqué avec lui la possibilité d'un départ mais il s'est montré très ferme, refusant purement et simplement l'idée même d'une telle solution. Il explique que même s'il faisait fi de son empêchement de sortie de Gaza, ses parents ne partiraient jamais, ne quitteraient jamais leur maison de famille et, lui-même, ne pourrait pas envisager de partir seul.

7.7. Le cas de Kamal, entretien n° 44

Les employés des ONG internationales doivent avoir un permis de Hamas et d'Israël pour sortir de Gaza à travers d'Erez. Pour sortir à travers de Rafah, ils doivent faire la coordination avec Hamas et avec l'Égypte.

Kamal est né à Rafah, dans le sud de la Bande, dans une *hamula* de bédouins, originaire de Bier Cheva. La famille de Kamal démange à Gaza quand le père prend un travail de chauffeur avant 1967. Il est le benjamin de quatre enfants : deux garçons et deux filles. La famille occupe un terrain public vide, près de Beit Hanoun (la frontière nord avec Israël connu comme Erez), où elle vive avec ses animaux dans une tente *beit sha'er*. La mère continue à être bergère et à vendre les produits de ses moutons dans la saison. Plus tard, le père construit une sorte de cabane faite de bois et de taule, abritant la famille et, à côté, les animaux. Kamal est très proche de son oncle qui est resté à Rafah et, depuis son plus jeune âge, il l'accompagne aux réunions auxquelles cet oncle participe pour la résolution des conflits. Le père de Kamal a péri des mains-mêmes des Israéliens durant la guerre de 1967 :

> *«C'est al hajeh, ma mère qui, après la mort de mon père, a continué à nous élever grâce aux produits des animaux : le lait, le fromage et les poulets qu'elle avait. Elle a un âne qu'elle emmène avec elle lorsqu'elle part ramasser du bois pour le feu et du foin pour nourrir les bêtes. Elle ne sait ni lire ni écrire mais sa sagesse est connue de tout le voisinage. J'avais cinq ans à la mort de mon père et, bien que je ne sois pas l'aîné, je me suis senti responsable de la famille, de mon frère* [souffrant d'un problème aux nerfs], *de ma mère et de mes sœurs. Depuis très jeune, alors même que j'étais encore à l'école, j'ai fait de petits travaux afin de gagner un peu d'argent et d'aider ma mère. J'ai finalement trouvé un travail d'ouvrier dans un atelier mécanique appartenant à un ami de mon oncle. L'atelier est situé dans Salah al Din, sur la route principale accédant à la ville de Gaza. Je travaillais après l'école et pendant les congés de fin de semaine et les vacances scolaires. J'étais le plus jeune de l'atelier et j'ai appris beaucoup de mon patron. C'est lui qui m'a également appris à conduire ».*

Après la guerre de 1967, les portes de la Bande de Gaza s'ouvrent aux Israéliens qui y viennent par centaines pour se restaurer, acheter du poisson, se rendre aux s*ouqs* et faire

réparer leurs voitures. Le garage dans lequel Kamal travaille est parfaitement situé. Toutes les voitures passant par Salah al Din, nombreuses sont celles qui commencent à s'arrêter pour des réparations bon marché. Il ne ressent pas de haine envers les Israéliens, en revanche il est curieux et veut apprendre leur langue. Il apprécie donc de pouvoir discuter avec eux lorsqu'ils viennent à l'atelier et c'est à cette occasion qu'il a découvert que beaucoup d'entre eux parlaient l'arabe palestinien. Il comprend la surprise et la confusion de sa famille quand les Israéliens rentrent vainqueurs à Gaza en 1967, car les Gaziotes pensaient qu'il s'agissait d'arabes et qu'ils avaient gagné la guerre.

Il continue :

« Comme vous le savez, mon père a été tué par des patrouilles israéliennes pendant la guerre de 1967. Je ne haïs pas les Israéliens. C'était une guerre et, dans une guerre, les soldats courent toujours un risque. Mon père était un fedayi, un résistant palestinien. Quand les Israéliens sont entrés dans Gaza, nous avons pensé qu'ils étaient arabes. Leur teint et le fait qu'ils parlaient notre langue nous ont induits en erreur. Parmi les Israéliens, nombreux sont ceux qui ne peuvent être différenciés des arabes. Maintenant, la guerre est finie et nous sommes les vaincus.

Quand ils s'arrêtent à l'atelier, la plupart parlent arabe et pour ceux qui ne le parlent pas bien, je me débrouille déjà bien avec l'hébreu que j'ai appris. Quand nous avons eu l'électricité, mon premier achat a été une radio. [Avant 1967 il y avait beaucoup d'endroits à Gaza qui ne recevaient pas d'électricité]. *Mon oncle en avait une toute petite qui fonctionnait avec des piles grâce à laquelle nous suivions les informations. Moi, je voulais aussi écouter les programmes en hébreu pour apprendre cette langue.*

Après l'ouverture des frontières, mon oncle nous a emmenés à Ashqelon et à Ashdod. Il nous fait aussi visiter le port de Jaffa en nous racontant les histories de la nakba et les attaques que la ville a eu à endurer entre 1946 et 1948. Ensuite, j'ai visité le nord avec mon école. Les professeurs organisaient des voyages deux fois par an pour les étudiants. Nous partions à bord de grands autobus.

Après l'obtention de mon baccalauréat, le tawjihi, mon patron, également propriétaire d'un taxi circulant entre Gaza et Israël, m'a permis de conduire dans Gaza. Je rêvais de faire la navette vers des villes israéliennes et de Cisjordanie […], et, lorsque j'ai eu dix-neuf ans, il m'a permis d'accompagner son chauffeur en Israël chaque fin de semaine, pour me familiariser avec les routes. Un an plus tard, j'ai pu faire aussi les jours de la semaine, tout seul. Ma vie a été presque parfaite pendant ces années-là. J'aime les voitures et j'aimais conduire hors de Gaza deux fois par semaine. En circulant j'ai rencontré beaucoup de monde, dans Gaza et en Israël… un peu partout ».

Lorsqu'il a jugé avoir suffisamment d'argent de côté pour réparer la maison et aménager une chambre supplémentaire, il a décidé, en accord avec sa mère, de demander en mariage sa cousine germaine Khadiya, la benjamine de son oncle qu'il aime tant. Et seulement quelques semaines plus tard, le mariage a eu lieu. Kamal précise :

> *« Mon mariage s'est fait en famille. De l'extérieur, il n'y avait que mon patron de l'atelier, son épouse et un couple israélien. Celui-ci venait à Gaza chaque semaine pour manger du poisson et faire divers achats. Nous sommes devenus proches. Lui et son épouse ont souvent rendu visite à ma mère ».*

Comme de nombreux Gaziotes de notre connaissance, Kamal noue des amitiés avec des Israéliens et, finalement, l'un d'entre eux lui propose de travailler avec lui dans une *moshav* près de Beit Hanoun. Il devient le chauffeur d'une camionnette Peugeot[649], faisant la navette chaque semaine entre Gaza et la *moshav* avec les ouvriers agricoles et, le samedi, il conduit en direction d'Erez et de Rafah pour les passagers qui continuent à se rendre en Égypte ou en Israël. Kamal prend grand soin de sa voiture ainsi que de ses animaux, sachant que sa voiture est son outil de travail, essentiel donc pour gagner l'argent qui nourrira la famille. Il aime les animaux et se souvient avec douceur de sa jeunesse quand il travaillait avec sa mère, s'occupant du poulailler et des chèvres dont le lait servait à produire le fromage. Ainsi, durant trois ans, travaille-t-il dans des serres à Ashkelon la journée, troquant sa tenue de jardinier contre celle de chauffeur de taxi chaque nuit. Et, durant ses rares moments de liberté, il prend alors soin de son beau jardin qu'il cultive avec amour. Kamal évoque notre rencontre :

> *« Quand je vous ai rencontrée il y a déjà plus de huit ans* [en 1998], *je travaillais encore à la mochav. Je ne vous ai pas vue pendant quelque temps* […]*, et nous nous sommes revus quand je travaillais entre Erez et Rafah au volant du taxi. Une sorte de barrière, aussi bien symbolique que matérielle, s'est constituée pendant des années. Nous pensions que notre liberté de décision et de mouvements nous appartenait. Progressivement, je me suis rendu compte que les murs dressés autour de la Bande de Gaza grandissaient et que les restrictions de mouvements étaient sans cesse plus nombreuses...*

---

[649] Curieusement, je tiens à spécifier la marque de la voiture en question. En effet, Peugeot, principalement concernant les camionnettes, devient la marque préférée des Palestiniens pendant des années. Ces camionnettes sont utilisées pour faire la navette entre les villes, en taxi collectif des *services* aussi bien que comme voiture particulière. Ce n'est qu'après l'arrivée de l'Autorité palestinienne que l'on commence à voir d'autres voitures circuler.

Je pense qu'il est moins douloureux de n'avoir jamais eu l'occasion de bouger, de sortir de Gaza et voyager, que de perdre cette droit à sortir peu à peu. Le problème, aujourd'hui, c'est que la télévision et l'Internet montrent d'autres pays, un monde plus ouvert. Alors, on comprend ce qu'on n'a pas, même quand on ne l'a jamais vécu. Et l'enfermement n'est pas seulement physique ou géographique, il est aussi mental. Le départ des Israéliens en 2005 a été pour nous, pour Gaza et pour les jeunes générations, une grande perte. Maintenant, les jeunes connaissent les Israéliens et les étrangers, par le biais des écrans ou comme des humanitaires ici à Gaza. Les individus perdent leur humanité de cette façon.

J'avais plutôt de bons amis israéliens. Il s'agissait d'Irakien […]*, et je n'ai jamais pensé qu'ils étaient des ennemis. Je considère qu'après l'arrivée de Sharon en 2002, les gens ont eu davantage de problèmes pour différencier le gouvernement israélien de son peuple. Mon épouse le sait bien, en revanche mes enfants ne le comprennent plus.*

J'aime la paix et la camaraderie entre personnes de diverses nationalités. Le mur qui a été érigé nous donne le sentiment d'être maintenus dans une cage.

Je me souviens de deux Français qui avaient séjourné à plusieurs reprises à Gaza. L'un d'eux, journaliste, a interviewé beaucoup de monde, l'autre, photographe, a pris de nombreux clichés. C'était avant le démantèlement des colonies israéliennes hors de Gaza, en 2005. Je les ai aidés dans leurs démarches. Je me suis rendu sur les marchés de Gaza avec eux et jusqu'au port. Ils voulaient comprendre les gens […]*, et ils aimaient beaucoup la mer. Ils sont venus par le biais du Centre culturel français. Ils parlaient un peu d'arabe et je pense qu'ils nous comprenaient. Ils ont fait un beau livre. Je crois qu'il s'intitule* La Vie en cage *».*

Kamal fait ici référence à l'ouvrage *Gaza. La Vie en cage* du journaliste Hervé Kempf et du photographe Jérôme Equer. Le reportage, réalisé en 2004 dans la Bande de Gaza, pose une question simple : *« Comment peut-on vivre au quotidien dans une prison à ciel ouvert ? Comment subsister dans un si petit espace, enfermé, continuellement en guerre ? Comment ne pas souffrir alors d'anomie ? ».* Les auteurs tâchent de répondre à cela à travers des témoignages qu'ils ont récoltés et des nombreuses photographies qu'ils ont prises pendant leurs séjours. Au fil des pages « *on découvre un lieu vibrant d'animation où chacun cherche avec ténacité à vivre normalement*. »

Kamal s'est déclaré responsable de sa mère, de son frère malade et de sa famille, ainsi que de sa famille nucléaire. Il ne peut se permettre le moindre jour de repos car ses rentrées d'argent ne suffiraient pas à couvrir les besoins de ses nombreux proches. Il perçoit le départ des Israéliens comme une grande perte. *Fathawi* (appartenant au Fatah), il ne remet pas en cause le fait que la Fatah ait perdu les élections à cause de sa corruption. En revanche, il précise :

« Ils profitaient mais, au moins ils laissaient quelque chose pour les autres ! Et, finalement, nous n'étions pas si enfermés que cela ! ».

Kamal ressent vivement l'enfermement avec la fermeture des frontières concernant les voitures. Il rêve de se réveiller tôt pour partir le plus rapidement possible au volant de sa voiture. Ensuite, il n'aurait plus qu'à attendre les ouvriers tout en poursuivant, bien évidemment, son travail à la *mochav* chaque jour.

Après 2006, il cherche une place de chauffeur dans toutes les ONG internationales présentes à travers de Gaza. C'est ainsi qu'il trouve un poste temporaire au sein de l'une de celles venant d'ouvrir un bureau à Gaza. Il utilise son taxi pour remplir sa nouvelle fonction durant la journée et poursuit après ses heures de travail au volant de ce même taxi. En 2007, avant la prise du pouvoir par le Hamas, l'organisation qui l'emploie l'embauche à plein temps. Toutefois, il continue à travailler comme chauffeur jusqu'en 2009. Ce n'est qu'à cette date-là qu'il doit prendre la décision de se consacrer pleinement à son poste de chauffeur pour l'organisation qui l'emploie :

« J'apprécie d'avoir, enfin, un travail fixe, et surtout un salaire. J'apprécie beaucoup de pouvoir parler avec des expatriés et de leur faire comprendre la vie d'ici, celle que connaissent les Gaziotes. Je suis connu pour être un bon raconteur, comme mon grand-père et mon oncle. Dans l'existence bédouine, nous connaissons des moments au cours desquels nous racontons de vieilles histories, à travers lesquelles nous donnons des conseils de vie, surtout pour les jeunes et nous récitons de vieux poèmes.

Maintenant [après le conflit du fin 2008 début 2009]*, je dois prendre la décision de mettre un terme à mon travail de chauffeur de taxi pour en prendre un autre à plein temps. C'est essentiel pour assurer des revenus aussi bien pour moi que pour ma famille. La proposition est tentante. Mais vous me connaissez : J'aime ma liberté sans horaires fixes... Je suis tiraillé entre les bienfaits que m'apporterait un autre emploi et ma nature profonde ! ».*

Kamal se décide finalement à accepter cette offre qui lui est faite car il a besoin de la stabilité qu'apporte un salaire mensuel pour mettre sa famille à l'abri du besoin. Dès lors, il a des horaires fixes à respecter, il continue tout de même de se lever tôt pour jardiner et aider sa mère à s'occuper des animaux. Une fois ces activités terminées, il retourne se coucher un moment. Il participe aux processus de résolution des conflits *sulha asha'eriah* depuis qu'il est jeune et, dans ce cadre, il fait des propositions fort utiles pour trouver des solutions à certains problèmes. Désormais, ce nouveau contrat de travail le contraint à respecter des horaires quotidiens bien définis auxquels il n'est, hélas, pas habitué.

Il a maintenant auprès de lui son épouse Khadiya, quatre enfants ainsi que sa maman, bien âgée. Ses trois aînés sont scolarisés ; quant à la petite dernière, elle entrera à l'école l'année suivante. Son épouse, ayant suivi une formation d'assistante étudie désormais à l'université pour obtenir un diplôme de comptable. L'existence de Kamal n'entre pas dans la norme au sein d'une communauté où les femmes ont un pouvoir symbolique important sans pour autant sortir de leur maison pour étudier ou se mêler à la société et au monde des associations de la ville :

> *« Je suis fier de Khadiya. Elle gère la maison, les enfants et notre budget très efficacement, s'arrangeant toujours pour qu'il ne nous manque rien. Elle aime ma mère comme si c'était la sienne. C'est un véritable bonheur d'épouser une cousine qui nous connaisse, qui soit accoutumée à nos mœurs et s'en accommode. Bien que sa journée soit très remplie, veillant à achever toutes les tâches qu'elle doit gérer, elle parvient à étudier. Khadiya va obtenir un nouveau diplôme. Elle pousse nos enfants à bien travailler à l'école, à apprendre correctement. Me concernant, je fais en sorte de m'adapter à cet agenda bien chargé. Ce n'est pas facile, mais ce qui compense la perte de ma liberté c'est le contact avec des étrangers. Je me sens moins enfermé dans ce contexte et, en plus, on m'a promis un permis de sortie pour une formation à Jérusalem et, qui sait, peut-être aussi en Grande-Bretagne ».*

Sa notion du bonheur et du bien-être prend en compte le fait que Khadiya adore sa belle-mère. Ainsi, pour Kamal, cette relation n'est pas source de problèmes familiaux. C'est le bonheur d'un mariage idéal contracté entre cousins germains. Ils ont grandi ensemble et ont les mêmes valeurs, un identique respect de la tradition bien qu'avec certaines limites toutefois. Son nouveau poste lui permet de suivre des formations à Jérusalem, voire au-delà des frontières d'Israël. Les choses vont bien pour Kamal jusqu'en 2013 quand il doit alors voyager pour représenter le bureau de Gaza au siège d'Oxfam à Oxford:

> *« Fin 2013, après mon séjour à Oxford au mois d'octobre, la procédure d'obtention de permis de sortie se complique pour le personnel encadrant des ONG internationales. Des modifications sont apportées au sein même de la direction du bureau et je ne peux alors plus quitter la ville car ma sortie ne semble pas une priorité. En ce moment je commence à ressentir un certain étouffement. Je passe beaucoup de temps à me promener à la plage. Je vais sur le port dès que je le peux avec ma famille. On peut se balader tout en grignotant de petites choses avec les enfants. Ma mère n'apprécie pas la mer, en revanche Khadiya et les enfants l'aiment beaucoup comme moi. Je crois qu'on aime contempler cet horizon infini. Je sais que les pêcheurs ne ressentent pas la même chose dans les circonstances présentes, ils ont à pâtir du harcèlement qu'exerce sur eux la marine israélienne ».*

La mer est finalement le seul exutoire de maintes personnes à Gaza. Des hommes qui se promènent seuls, ou non, contemplant la mer, sont très nombreux au bord de l'eau ou sur le port.

Kamal poursuit son travail bien qu'il se sente oppressé, non seulement à cause de son impossibilité de sortir, mais aussi du fait des problèmes avec son fils aîné, plus proche de sa mère. Comme tant d'autres jeunes, celui-ci ne sait pas ce qu'il veut faire dans la vie et il côtoie des militants, très nombreux dans le voisinage. En revanche, Kamal est très proche de son neveu, un bon étudiant dont le but est de devenir ingénieur agronome. Il accompagne souvent Kamal durant ses visites visant à résoudre les conflits. Un peu avant celui de juillet-août 2014, les attaques israéliennes sporadiques deviennent plus intenses. Le neveu de Kamal a été tué accidentellement, comme tant d'autres à Gaza. Des meurtres qui, en quelque sorte, sont des dommages collatéraux car trop proches, physiquement, des cibles que sont les représentants du Hamas sortis de leur maison ou à bord de leur voiture. C'est arrivé alors qu'il sortait de l'université. Les amis étudiants et lui-même venaient de terminer leurs cours. Il a reçu des éclats d'un obus qui ne lui était pourtant pas destiné. Sa mort a été un choc terrible pour Kamal qui a dû faire *el aza* chez lui :

> *« Les attaques de juillet et août 2014 m'ont frappé comme nul autre conflit dont je peux me souvenir. D'abord, la destruction de notre maison, mais le plus tragique pour moi, a été la mort de mon neveu. Je préfère ne pas parler de sa mort. Son absence me fait trop de mal. Vous l'avez connu. Il était ma main droite, ma fierté ».*

Kamal pleure la mort de son neveu qui lui était plus proche que son propre fils. Il l'accompagnait souvent lorsqu'il devait prendre des décisions importantes :

> *« Sa mort est survenue quelques jours avant que nous ne devions quitter la maison parce que le conflit s'était énormément intensifié dans notre secteur. Il y a eu beaucoup du monde dans son aza. Maintenant, quelques mois plus tard, j'arrive à parler de ce moment horrible quand j'ai vu son corps à l'hôpital. Après sa mort et notre fuite de la maison, nous avons déménagé pour un appartement que l'ONG pour laquelle je travaille m'aide à louer. Si je n'avais pas la mer tout près, je ne sais pas ce que je deviendrais !*
>
> *Ma mère est retournée voir notre maison détruite* […], *et elle ne veut plus sortir des ruines. Avec l'aide de mes amis et grâce à un prêt consenti par mon ONG, j'ai commencé à réparer un abri pour elle et les bêtes que je lui ai achetées. Seul son âne a miraculeusement réchappé aux bombes. L'UNRWA nous a aussi donné des matériaux pour la reconstruction ».*

La disparition de son neveu et la perte de la maison, de son jardin et des animaux qu'il avait auparavant ont été, pour Kamal, un choc considérable. Heureusement, il a la chance de ne pas sombrer dans une grave dépression.

> *« J'ai rêvé que je m'effondrais* […]*, comme si ma tête était ensevelie dans le sable […]. La mort de mon neveu, la destruction de nos biens, le déménagement en ville, la séparation d'avec ma mère qui ne veut pas entendre parler d'une vie en appartement, c'était trop. Tout était noir et je me sentais seul.*
>
> *Mon grand-père est apparu dans mon rêve et m'a dit :* "Kamal, n'oublie pas que nous sommes des bédouins ! Nous n'avons ni maisons ni jardins et nous avons survécu malgré la mort de nos animaux et de nos proches. Si tu t'effondres qu'est-ce que ta famille va devenir ? Tu ne peux pas te permettre le luxe d'être un homme gâté. Tu ne peux pas te laisser aller et sombrer dans la dépression ; tu as la responsabilité de faire avec cette situation et de continuer à avancer et à espérer".
>
> *Je me suis réveillé trempé de sueur comme si je sortais d'une forte fièvre. J'avais honte de mes moments de faiblesse. Nous n'étions pas à la rue. La décision de ma mère était la bonne après tout. Elle savait se protéger et continuer sa vie. Je n'avais pas le droit de pleurer mon neveu alors que j'avais la responsabilité des autres membres de la famille. Oui, certes, j'avais perdu mon jardin mais j'avais la mer tout près de la tour où j'habitais et j'allais jouir du plaisir que j'avais à portée de main. Ce rêve m'a sorti de ma torpeur en me forçant à reconnaître ce que j'avais perdu mais aussi tout ce que j'avais encore ».*

Kamal partage avec la plupart des Gaziotes la résilience. Bien qu'il soit conscient qu'il ne pourra pas réparer la mort de son neveu et revenir à sa vie d'avant, il a l'habilité de rebondir. Certes, son existence ne sera plus jamais celle d'antan mais sa vie doit continuer et d'autres instants de bonheur viendront.

L'enfermement, pour lui, est la combinaison de plusieurs éléments : ses mouvements sont entravés concernant les visites en Israël et en Cisjordanie, son déménagement pour la ville où ses enfants auront un avenir meilleur et, enfin, l'absence de sa mère à ses côtés et le manque d'un jardin et d'animaux :

> *« Mon exutoire reste la mer* […]*, là, je ne vois pas de barrières physiques* […]*. J'y trouve un certain réconfort. Le voisinage au sein duquel je résidais présentait trop de problèmes pour les enfants que je ne pouvais contrôler. Mon fils aîné surtout a été le plus susceptible de subir de mauvaises influences de la part des militants du Quasam. Je craignais qu'il devienne militant à son tour et qu'il nous quitte ».*

Kamal ne parle presque plus des autorités israéliens qui lui refusent son permis de sortie de Gaza, sa préoccupation majeure étant maintenant de convaincre ses enfants qu'ils sont mieux en ville. Leur vie à tous dans ce nouvel environnement est davantage privée, plus "propre ", selon les mots de Kamal qui renvoient là à l'absence de jeunes de mauvaises influences :

> *« Nous avons besoin d'inculquer à nos enfants l'importance des études. En étudiant et en jouant je sens qu'ils peuvent avoir une vie plutôt normale ».*

Tant les adultes que les plus jeunes font des efforts pour normaliser une situation bien loin de l'être. Nous notons des comportements semblables chez les jeunes de Cisjordanie[650] et lisons dans les journaux libanais que la population tâche de continuer à vivre au cœur même des révolutions. De fait, cette normalisation est finalement utilisée comme une ressource. L'espoir renaît toujours : au travers d'un rêve, par le biais d'une réflexion lors d'une promenade à la plage, ou grâce à une rencontre. Kamal l'explique ainsi :

> *« Ma famille près de moi me donne la force nécessaire pour continuer à vivre dans de telles circonstances et avec les seules ressources qui sont les nôtres ».*

7.8. Le cas de Omar, entretien n° 35

Omar[651] est le fils aîné d'une famille de réfugiés habitant dans le voisinage d'al Mina, le quartier chrétien, à Rimal nord, derrière l'hôpital al-Shifa[652]. Il travaille dans le secteur humanitaire depuis de nombreuses années maintenant et revient à Gaza au moins une fois par an pour rendre visite à sa famille mais aussi pour le procéder au renouvèlement de ses documents de résidence et de sa carte d'identité. En 2007, il a reçu son passeport français.

En 2006, il est rentré précipitamment par le passage de Rafah pour voir son père alors très malade. Deux semaines après son arrivée, celui-ci est décédé et après funérailles et la période de deuil, sa mère lui a demandé quels étaient ses projets. Il a décidé de rester quelque temps près d'elle et a trouvé un poste, toujours dans l'humanitaire, au sein d'une ONG internationale, avec un salaire de niveau international, c'est-à-dire plus élevé que ceux des

---

650 NGUYEN-GILHAM Viet *et al.* (2008), « Normalising the abnormal : Palestinian youth and the contradictions of resilience in protracted conflict », *in Health and Social Care in the Community*, pp. 291-298.

651 Omar vie à Gaza avec deux chapeaux : il est expatrié et travail pour un ONG international et il est Gaziote. Il a un passeport français et un passeport palestinien.

652 Nous avons débuté les entretiens en octobre 2012.

employés locaux. De cette façon, il peut vivre confortablement à Gaza[653] et cela dure toujours depuis.

Nous nous sommes connus lors de réunions organisées dans le secteur humanitaire et nous avons lié une relation cordiale sans avoir le temps de nous voir fréquemment toutefois. L'arrivé de son ex-chef de mission au Burundi en qualité de chef de mission à l'Oxfam *ad intérim*, que nous connaissions tous deux, nous a permis de faire plus ample connaissance et nous a offert l'occasion de lui demander un entretien.

Omar apprécie la discussion généralement mais il n'est pas habitué à parler de lui-même. Il précise à chacune de nos entrevues que cette réflexion est, pour lui, assez difficile. Handicapé depuis quelques années, il nous raconte qu'un problème de santé en entraîné la perte de ses deux jambes. Il se débrouille dans la vie quotidienne avec ses deux prothèses ayant surtout des soucis aux points de passage israéliens car il doit les enlever pour passer l'inspection. Autrement, les gens ne s'aperçoivent pas qu'il souffre d'un handicap. Il estime que son retour à Gaza est, pour lui, une affaire personnelle qui le touche de très près. Il n'aime pas penser à sa vie continuelle à Gaza si ce n'est pas strictement nécessaire.

> *« En réalité, mon retour est lié à l'état de santé de mon père en 2006. Je suis revenu à Gaza par le passage de Rafah et je l'ai accompagné dans ses derniers jours jusqu'à son décès, durant près d'une semaine. A ce moment-là, j'ai décidé de rester à Gaza près de ma mère pour la soutenir. Ça fait déjà environ huit ans que je suis à Gaza, toujours au sein de la même ONG internationale. À mon arrivée, j'ai trouvé Gaza dans une situation de blocus presque total. C'est très difficile même pour moi qui peux tout de même sortir. Il y a eu des changements dans la société, peut-être à cause du blocus.*
>
> *Il n'y a pas de mouvement entre la Cisjordanie et Gaza. Les gens ne peuvent plus circuler librement comme auparavant. Cet enfermement isole, change les perceptions de chacun réduisant leur horizon. Je suis ici comme un expatrié en ce qui concerne le travail, et celui-ci est ma motivation principale. J'ai un contrat international avec une ONG. Tout simplement, je suis né à Gaza. Effectivement, j'ai deux casquettes en quelque sorte. J'ai eu la chance de trouver un travail au bout de deux jours seulement ! Le chef de l'ONG était un ami qui me connaissait bien et il avait besoin d'un adjoint ».*

---

[653] Omar arrive avant la prise de pouvoir par le Hamas en juin 2007 et il est encore à Gaza. Il s'est marié en 2016 et il nous dit que son épouse est enceinte en juin 2017.

Omar essaie de se convaincre que la raison de sa présence à Gaza est son travail et qu'il y est né tout à fait par accident. Il explique dans une autre conversation qu'il a « *deux casquettes en quelque sorte : Gaza et la France* ». Il est tiraillé par son désir d'autonomie, ailleurs, en France, et sa loyauté envers sa famille à Gaza. Par la suite, il va nous expliquer comment il est devenu français :

> *« Je dois peut-être vous expliquer aussi comment je suis devenu français* […]. *C'est mon amour de la langue française. J'ai eu la meilleure note en français langue étrangère au* tawjihi [baccalauréat palestinien] *et j'ai même été, en 1987, récompensé d'une bourse du gouvernement français pour étudier l'agriculture.*
>
> *Le Centre culturel français avait une toute petite salle au sein de l'Association des avocats, à côté du YMCA. Il y avait des gens fantastiques à cette époque : le Dr Haidar Abdel Shafi*[654]*, Yousra al Barbari*[655]*, Intisar Abu Shaaban, Mme Dabagh, Leila Qleibo et Nabil Skeik*[656]*. Nous étions une vingtaine. J'étais le plus jeune. Le premier chef du Centre a été Philippe Thibeau qui vivait à Gaza avec sa femme Corinne. Quelle chance que, pour beaucoup de jeunes Gaziotes qui aimaient la langue française, le CCF et le consulat de France aient donné la possibilité de faire des études et de quitter Gaza. C'est grâce à la bourse octroyée par le gouvernement français pour étudier l'horticulture en France que je me suis retrouvé dans un petit village de la Corrèze, à Objat, près de Brive-la-Gaillarde, en plein cœur de la France profonde. J'explique toujours qu'il y avait 3 000 habitants, et 3 500 en comptant les vaches. J'ai obtenu un BTS Horticulture, un Brevet de technicien supérieur agricole ».*

À l'instar d'Omar, il existe un certain nombre de jeunes de sa génération qui sont partis au moment de la Première Intifada, entre 1987 et 1993, pour étudier en France. Nous en avons rencontré plusieurs qui ont participé à nos entretiens. Toutefois, nous n'avons gardé que l'entretien de Nemer, de la même génération qu'Omar[657].

Pendant la première Intifada, la violence de l'armée israélienne à l'encontre des écoles engendrait des interruptions des cours très fréquentes et le couvre-feu était devenu la norme.

---

[654] Dr Abdel Shafi, médecin, leader communautaire, fondateur de la Société du croissant rouge et contributeur à l'établissement de l'OLP en 1960 dont le but est de parvenir à un État laïque. Par ailleurs, il était à la tête de la délégation de négociateurs à la conférence de Madrid de 1991.

[655] Mademoiselle Yousra al Barbari, amie et collaboratrice du Dr Abdel Shafi, était la présidente de l'Union des femmes palestiniennes et l'un de ses fondateurs. Elle était connue pour *« ne pas mâcher ses mots »*.

[656] Membres de l'Union des femmes palestiniennes et membres connus de la société gaziote. Nous avons interviewé Mademoiselle Leila Qleibo ainsi qu'Intisar Abu Shaaban durant nos entretiens.

[657] Nous avons interviewé un autre jeune, Mahmoud, qui a obtenu une bourse de l'Institut français plus récemment, pendant la deuxième Intifada. Nous l'avons conservé dans notre recherche.

La génération des élèves ayant dû finir leur *tawjihi* durant cette période a suivi nombre de ses cours dans diverses maisons à cause des fermetures réitérées des écoles. Les parents avaient à cœur de réclamer et obtenir des bourses afin que leurs enfants poursuivent des études supérieures évitant, de fait, qu'ils ne soient enrôlés dans les groupes de résistance ou soient faits prisonniers par l'armée israélienne. La plupart d'entre eux, surtout les femmes, sont revenus. Omar continue, quant à lui, sa carrière en France pendant des années :

> *« J'ai rencontré peu après quelqu'un qui voulait s'établir à son propre compte et qui m'a demandé de travailler avec lui pour un contrat à durée indéterminée. Avec ce type de contrat, au bout d'un an, tu as une carte de résident français. En 1991, j'ai donc obtenu une telle carte. Ce qui m'a le plus plu avec celle-ci, c'est qu'il était mentionné dessus : nationalité palestinienne. Sur mon laisser-passer israélien, ma nationalité était indéterminée. En France, j'avais tous les droits sauf celui de vote.*
>
> *Ensuite, j'ai travaillé dans une entreprise maraîchère pendant quelque temps. En 1994 et 1995, la période des accords d'Oslo, j'ai décidé de rentrer à Gaza pour essayer d'y travailler. Je me suis dit :* "Bon, peut-être que je m'installerais et que je construirais des serres pour planter des produits pour l'exportation".
>
> *J'ai travaillé au CCF, avec les journalistes de France 3, Arte, RTDF, du journal le Monde, etc. Le hasard a fait que je rencontre une très gentille dame au consulat de France : Marie-Paule Garceau. Elle m'appelait toujours le "francisant ". Elle m'a dit :* "ce serait bien qu'on te renvoie en France, cette fois pour que tu fasses des études en traduction". *Il y avait à l'époque les cent bourses Mitterrand pour des cadres. J'ai eu la chance d'avoir une bourse pour repartir en France en octobre 1995. Cette fois-ci je me suis retrouvé à Paris, à l'École supérieure d'interprètes pour un stage d'un an en qualité de traducteur. Ensuite, la prof m'a donné quelques conseils : si je souhaitais rester plus longtemps en France, j'avais la possibilité de m'inscrire en LEA [Langue étrangères appliquées], anglais-arabe pour y faire une maîtrise de langue, dirigée vers l'international.*
>
> *Après, je suis allé à l'université de Paris 1 pour y poursuivre des études économiques et sociales en préparant un DESS en économie et développement, et puis il avait la première promotion constituée pour un DESS dans le secteur de l'humanitaire. J'ai fait partie de cette première promotion : Intervention humanitaire et action de développement, toujours à l'université de Paris 1. J'ai toujours voulu être près des gens et les aider ; alors j'ai pensé que je devais suivre cette formation et je me suis dit que, après seulement, on verrait pour trouver un travail ».*

Omar n'est pas seulement amoureux de la langue française, il aime la France pour elle-même, et y étudier puis y travailler est pour lui une opportunité considérable. Bien qu'il se soit

facilement adapté à son nouveau pays, Gaza demeure dans ses priorités et les études qu'il a faites ont pour seul objectif de venir en aide aux autres, en particulier aux Gaziotes. Pendant quelque temps, il a travaillé au profit d'organisations à Gaza depuis la France avant de trouver d'autres emplois dans des lieux différents :

« Après mon diplôme, j'ai fait un an et demi dans des centres d'éducation active. Et nous avons soutenu le centre Kanaan à Gaza. Géré par Isa Saba avec Anis Qandil, le centre formait des cadres qui, à leur tour, se chargeaient de l'apprentissage des jeunes qui seraient amenés à travailler dans le système éducatif, les centres et les écoles.

Puis j'ai travaillé au Centre Charles Léopold Mayer, une organisation suisse qui avait un bureau à Paris et, par la suite, je me suis rendu en Suisse. J'ai commencé à chercher un travail dans l'humanitaire, et j'ai accepté la première offre avec Solidarité une ONG française.

Je suis allé au Burundi en qualité d'officier de la sécurité alimentaire. C'était un peu lié à mon BTS agricole. Et c'est là que ton chef de mission, de maintenant, a alors été le mien. J'ai occupé ce poste pendant deux ans et, ensuite, je suis devenu coordinateur régional dans un village du Darfour.

Après, je me suis rendu au sud Soudan comme chef de mission et, plus tard, au Yémen.

En 2004 j'ai eu des problèmes de santé et j'ai dû m'arrêter pendant près d'un an. À ma sortie du centre de rééducation d'Amman, je suis reparti tout de suite pour le travail. J'avais envie de revenir vers le Moyen-Orient et je suis arrivé en Jordanie. Nous avons réalisé une mission où nous avons travaillé avec des réfugiés Irakiens et quelques Syriens ».

Il voyage, en 2006, après que le Hamas a remporté les élections législatives, à cause de la maladie de son père. Il arrive par le passage de Rafah et il est inscrit chez les autorités israéliennes comme Palestinien. Déjà, dans Gaza, il reçoit son passeport français en 2007 qui va lui permettre de circuler entre Gaza et le monde extérieur. Toutefois, un point négatif est à noter : il est déjà inscrit comme Palestinien et pour quitter Gaza il doit avoir u permis de sortie israélien. Même après que le Consulat de France est intervenu auprès des autorités israéliennes pour faire valider son statut de Français, les Israéliens ne lui ont accordé aucune faveur. Bien qu'il subisse les aléas et autres difficultés venues des autorités israéliennes, il a tout de même la possibilité de circuler, ce qui est loin d'être le cas de tout le monde :

« La première année, mon agence a déposé une demande pour me permettre d'aller en Cisjordanie pour assister à une réunion de notre ONG. Nous n'avons pas eu de réponse des Israéliens. Comme je suis venu à Gaza par l'Égypte, je ne suis pas enregistré en Israël comme Français alors je suis considéré comme un Palestinien de Gaza voulant se rendre en Israël.

La deuxième année, nous avons refait la demande et cette fois encore : rien. C'est uniquement quand la demande a été liée à ma nationalité française que j'ai eu la permission de voyager en Cisjordanie ; c'était pour les élections présidentielles françaises. Le consulat est intervenu pour que je puisse aller voter à Ramallah. Mon passeport français n'est pas considéré par les Israéliens. Pour la Jordanie, du moment que j'ai un passeport français, je peux obtenir mon visa à l'aéroport. Il en va de même pour l'Égypte.

Ce n'était déjà pas facile de passer par Rafah en 2006 mais maintenant je me rends compte que c'est quasiment impossible, depuis la révolution de janvier et février en Égypte en 2011, la victoire de Morsi aux élections égyptiennes qui se sont déroulées ensuite. Après sa chute, en 2013, le passage est refermé. Seuls les gens qui sont enregistrés auprès des autorités du Hamas peuvent passer. Quinze transports de passagers transitaient avant cette date, maintenant c'est seulement un et encore ce n'est que occasionnellement.

J'ai des souvenirs de Rafah quand le passage était ouvert vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Avec les tunnels, pour ceux qui les utilisaient, ils étaient une voie plus rapide que le passage sans mentionner les avantages commerciaux qu'ils ont représenté pendant des années et des années. Mais la volonté politique des Égyptiens est claire. Ils vont en finir avec le problème du Sinaï et ils vont empêcher l'accès libre des Gaziotes par Rafah pour des raisons de sécurité. Si l'autorité de facto de Gaza, n'a plus l'argent et n'a pas les mouvements égyptien des Frères musulmans pour la soutenir, jusqu'à quand va-t-elle attendre avant de trancher ?... Forcer la réconciliation, serait une bonne chose.

Les Israéliens n'ont aucune volonté de paix et ils étouffent les Gaziotes. Que les gens respirent un peu ! Qu'ils puissent sortir deux jours et revenir ! S'ils avaient la possibilité de voyager, ce serait bien.

Pendant le Ramadan et les fêtes, les gens sont sur la plage dès 8h00 du matin. Tu vois comme les gens courent à la plage, c'est le seul endroit ouvert ; c'est le seul exutoire qui leur reste. Tu te souviens quand la mer aussi été interdite pendant la Première Intifada ? C'était incroyable ! Amira Hass la journaliste israélienne parle de cette période que beaucoup de Gaziotes ont oubliée ! ».

Amira Hass, journaliste israélienne, habitait Gaza durant cette période de la première Intifada entre 1987 et 1992. La mer était interdite à la population et pendant les mois d'été c'était un véritable supplice d'avoir perdu, non seulement le droit d'aller pêcher, mais aussi

celui de simplement accéder à la mer. La journaliste décrit dans son livre *Drinking the sea of Gaza*[658], de façon très éloquente, ces histoires faisant écho aux commentaires d'Omar :

> *« Avant l'imposition du blocus déclaré autour de l'an 2000[659], Israël était une source de travail et il y avait de l'argent dans les poches des ouvriers. Les gens avaient une vie malgré le travail dur en Israël. C'était bien quand une famille avait trois ou quatre enfants ; si tous travaillaient en Israël, il y avait beaucoup d'argent qui rentrait au jour le jour ».*

Les restrictions des mouvements commerciaux comme des personnes ainsi que la fermeture du marché du travail en Israël et les conflits armés successifs durant des périodes de deux ou trois années, conduisent à une détérioration croissante de l'économie, détruisant les infrastructures des villes, empêchant le bon fonctionnement des producteurs d'énergie électrique et la distribution d'eau ainsi que l'assainissement des eaux usées.

Le passage de Rafah ouvre à nouveau en mai 2011 après que les Frères musulmans ont remporté les élections en Égypte avec leur candidat, Mohammed Morsi. Les Gaziotes détenteurs d'un passeport palestinien et d'une carte d'identité, ainsi que les étrangers, peuvent circuler avec peu de procédures administratives. Le passage de Rafah fonctionne, durant cette période, sept jours sur sept. Entre 30 000 et 40 000 personnes circulent mensuellement dans les deux sens. Il est donc possible d'avancer que le président Morsi et le commerce des tunnels ont été, en quelque sorte, des bienfaits transitoire pour Gaza.

La chute des Frères musulmans, en juillet 2013, et l'arrivée du général Abdel Fatah al Sissi au pouvoir a mis un terme à l'entente cordiale avec le Hamas. Depuis ce moment, il est devenu, à nouveau, difficile de transiter par le passage de Rafah. Pour qu'Omar sorte de Gaza par le poste frontière d'Erez, dans le nord de Gaza, frontière avec Israël, il doit être en possession d'un permis israélien pour entrer ou passer par Israël et un autre accord par le Hamas pour quitter la Bande de Gaza. Le passeport français n'évite pas les retards administratifs de la sortie dOmar.

> *« Nous ne dépendons plus d'Israël pour le travail et les versements d'argent de l'étranger se sont réduits considérablement. Il faut rappeler qu'il y avait deux sortes de canaux d'entrée d'argent, ici, à Gaza : le travail en Israël et l'argent de la diaspora palestinienne. Le travail a été arrêté avec le*

---

[658] HASS Amira (1999), *Drinking the Sea at Gaza : Days and Nights in a Land under Siege*, New York, Metropolitan Books.

[659] Au moment du déclenchement de la deuxième Intifada.

blocus et l'argent de la diaspora, surtout venant du Koweït et des autres pays du Golfe, s'est considérablement réduit après la guerre du Golfe avec l'Irak et l'expulsion des Palestiniens du Koweït à partir de 1992… Ils ont été chassés du Koweït ! Gaza a donc été frappée par l'arrêt presque total de ces deux plus grandes sources d'argent. Triste réalité !

Nous ne pouvons parler ni du secteur privé ni d'aucune infrastructure industrielle significative. Cette situation exacerbe les sentiments d'enfermement et obscurcit davantage encore notre vision de l'avenir. On parle de plus de 130 000 personnes qui travaillaient en Israël : celles qui travaillaient tout-à-fait en Israël, celles qui travaillaient dans les ateliers à l'intérieur de Gaza pour Israël et celles qui travaillaient dans la zone industrielle d'Erez et dans les colonies. Très rapidement et d'une façon brutale toutes les rentrées d'argent ont été coupées.

Déjà après Oslo, la situation avait empiré. J'avais de grands espoirs et je n'étais pas le seul dans ce cas. Mais le changement de la politique israélienne envers la Bande de Gaza et le reste des territoires a modifié la donne. Depuis la Deuxième Intifada, la situation a encore empiré et davantage après l'avènement du Hamas au pouvoir avec la division et la séparation territoriale en 2007 et 2008… j'étais alors en voyage pendant la guerre mais j'ai entendu des témoignages et ma famille me tenait régulièrement au courant.

La situation, à présent, n'est pas claire. La fermeture des tunnels aurait pu être positive si elle avait forcé à une réconciliation mais ça n'a pas été le cas. Je pense qu'il y a encore quelques tunnels pour permettre le passage du gasoil… Ils sont plus difficiles à trouver, mais si les Égyptiens les trouvent ils vont les détruire. Ceux qui fonctionnent encore, m'informent mes contacts, le font très tard dans la nuit. L'armée égyptienne et Sissi ont décidé de n'avoir aucune relation avec le Hamas. Les Égyptiens essaient de contrôler sans succès la situation au Sinaï qui existe depuis des années. On est sûr en traversant par Rafah, que le Sinaï est un autre monde. Le Hamas n'a pas d'intérêt à se mêler de ce type de problèmes bien que, parfois, les médias égyptiens l'accusent d'intervenir avec les tribus bédouines.

Maintenant, nous sommes enfermés de tous les côtés. La poursuite de la colonisation israélienne, bien que hors de Gaza, va contre la volonté de faire la paix. C'est clair pour moi !

Il y a un film important à voir pour mieux comprendre les Israéliens, c'est "Les Gatekeepers"[660]*, les sentinelles. Ce sont les témoignages de six anciens directeurs du Shin Bet, la sécurité intérieure israélienne. Après plus de trente ans, ils parlent d'actions secrètes entre 1980 et 2011. Ils sont les gardiens du système qui dévoilent les rouages du service chargé de la lutte antiterroriste – infiltrations, tortures, éliminations ciblées. Ils parlent en toute franchise des erreurs*

---

[660] *"Les Gatekeepers"* (Les sentinelles), film de Dror Moreh.

et des échecs des gouvernements successifs qui n'ont pu instaurer durablement la paix. Notre situation est le résultat de ces nombreux échecs, mais je n'excuse pas non plus l'Autorité palestinienne et notre peuple.

Pour Gaza, la réconciliation est la seule solution. Il y a une "fragmentation" territoriale ajoutée à une division entre le Hamas et le Fatah. Si on va jusqu'au bout et qu'on pousse à une réconciliation… alors ça pourrait être très positif. L'argent qui rentrait pour le gouvernement de facto et pour les Qassams, personne ne savait où il allait. On n'a jamais su. Il y avait de l'argent en espèces dans des valises qui entrait en plus des frais de fonctionnement des tunnels. Si comme Arafat, le Hamas fait des investissements de fonds ailleurs, cet argent ne peut plus entrer. Le Hamas est seul sans le Hezbollah, l'Iran et la Syrie.

Les employés du Hamas commencent à sentir les effets de l'absence d'argent : salaires réduits, en retard. Et je me demande comment font les autres qui n'ont pas de travail. L'enfermement est donc des trois côtés : les Israéliens, les Egyptiens et les demandes de permis auprès du Hamas. Je ne sais pas si ce sont les Israéliens qui l'ont demandé ou qui d'autre, et si le Hamas et Israël sont en contacts ! Bref, je ne peux pas décider de partir demain et je pars demain. Les Palestiniens sont enfermés de tous les côtés [661].

Nous sommes dans une prison. C'est très bien pour moi de passer un peu de temps en Cisjordanie, de respirer, de voir les collègues. L'absence d'alcool ne me dérange pas beaucoup, mais le fait qu'on nous interdise de boire, qu'on n'ait pas le choix, me gêne. Il faut laisser les gens prendre leurs propres décisions. Arrêtons de dire "haram, haram" parce que l'islam n'est pas ça. Tu peux mettre un voile si c'est ta décision mais c'est lié aux traditions. Il y a eu une déclaration récemment d'Al Azhar qui disait que le voile c'est de la tradition et qu'il n'est pas obligatoire ».

Bien que Omar appartienne à une famille traditionnellement religieuse comme la plupart des Gaziotes, il pense que la lecture extrémiste de l'islam va à l'encontre même de celui-ci, tant à Gaza que dans le reste du monde et pour clarifier ses propos il nous raconte un incident qui l'a profondément choqué du fait de l'ignorance qu'il révèle au grand jour :

« Je vous raconte une histoire qui m'a beaucoup touché : J'habite derrière l'hôpital Shifa, dans le quartier des Chrétiens. Mon voisin est malade et il est au lit depuis des mois. Sa femme le sort dans son fauteuil roulant pour le promener et lui faire pour prendre l'air. Elle a eu la malchance de choisir l'heure de la sortie des écoles. J'étais à l'intérieur et j'ai entendu quelqu'un qui criait en pleurant : ça ne nous est jamais arrivé auparavant. J'ai entendu aussi des enfants qui criaient et je

[661] Depuis 2014, un permis de sortie octroyé par le Hamas est nécessaire à toute personne qui est dans Gaza, locale ou international.

suis sorti rapidement pour voir ce qui était arrivé. Ma voisine m'a dit : vous savez Omar, nous habitons ici depuis des générations et c'est la première fois de ma vie que les enfants me gênent et m'appellent en criant : "la chrétienne" en montrant de leur index la croix que je porte.

J'ai essayé de la calmer en lui disant : ne crains rien, tu vois, ce sont des enfants, et quand ils sortent ensemble de l'école ils peuvent être méchants. Ne prends pas ça au pied de la lettre. Elle s'est calmée finalement et elle m'a répondu : oui tu as raison, ce sont des enfants. J'étais très touché parce qu'elle n'est pas très jeune et qu'elle a un mari malade qui ne peut plus marcher. Elle doit avoir le soutien de tous les voisins et elle ne doit pas subir la méchanceté de ces enfants. Moi j'ai peur que si on continue dans ce sens, les enfants se dirigent vers les extrémistes qui n'ont jamais été la norme à Gaza et qui pensent : Je suis le seul à avoir raison et tous les autres sont des mécréants. Quelle ignorance !

L'islam n'est pas une religion qui incite à la violence. Il y a toujours eu des Chrétiens à Gaza. Beaucoup ont émigré vers le Canada ou ailleurs mais ce n'est pas dû à la peur… c'est simplement pour avoir de meilleures opportunités économiques. Pour les jeunes, Gaza n'offre pas de promesse d'avenir. L'enfermement est permanent et c'est difficile pour les gens, les étudiants, bref, tout le monde ».

Comme tant d'autres de nos interviewés Omar considère l'islam comme une religion tolérante étant habitué à vivre à Gaza depuis son enfance près des Chrétiens, vivant en parfaite amitié à leurs côtés. Mais l'enfermement et l'isolement qu'il implique, liés aux répercussions des conflits durant les dix dernières années, sont considérés par un grand nombre des personnes que nous avons interrogées comme conduisant à un changement des mœurs et des pratiques religieuses. Comme plusieurs des membres de notre panel, Omar considère que, à Gaza, l'extrémisme est lié au blocus et qu'il est un enjeu complexe que nous n'étudierons pas dans notre présente analyse.

Nous voulons, en revanche, mettre en évidence les impressions que nous avons ressenties sur le terrain, tant à Gaza comme en Israël. Après la guerre qui a touché la Bande en juillet-août 2014, l'année 2015 qui a suivi a connu des incidents d'origine religieuse absolument effroyables. Le Président israélien Reuven Rivlin a condamné les attaques, les qualifiant de « terrorisme juif ». Ces événements sont divers et les cibles touchées ne sont pas seulement les Palestiniens : en juillet 2015, six personnes ont été poignardées pendant la parade de la *Gay Pride* par un Juif ultra-orthodoxe ainsi qu'ont pu l'expliquer les médias. Un peu plus tard, ce sont trois jeunes Palestiniens, parmi lequel un bébé de dix-huit mois, qui ont trouvé la mort dans l'incendie de leur maison, dont le feu avait été allumé de la main des colons israéliens. Le journal *Jérusalem Post* considère que « *le fil rouge entre ces terribles incidents est l'extrémisme*

religieux »[662]. Selon l'ONG israélienne Yesh Din, 85,3 % des plaintes de Palestiniens contre des colons sont classées sans suite. Les Israéliens déclarent cet extrémisme comme étant un cancer qui menace leur fragile démocratie. Pour l'année 2015 ils évoquent un important extrémisme religieux. Frédéric Encel, auteur de *Géopolitique du sionisme*[663], précise que, en Israël, deux sortes d'extrémisme coexistent : religieux, comme c'est le cas des ultra-orthodoxes, et politique, dans le cas des colons.

L'extrémisme arabe, palestinien dans le cas qui nous occupe, semble devenir un discours politique plus que religieux. Le Hamas, par le biais de l'un des membres de son bureau politique, Khalil al-Hayya, souligne, dans une conférence qu'il a donnée, qu'il y a une situation « *dans laquel l'extrémisme et le terrorisme se développent la plupart du temps, à cause d'un environnement d'injustices, de violences et d'exclusion.* [Le Hamas considère que], *nous adoptons en revanche le langage du consensus et l'acceptation des autres* ». Nous pouvons ajouter à la description faite ci-dessus des éléments recensés, la répression imposée par le Hamas qui est lui-même forcé de s'y soumettre par l'État occupant. La réalité de terrain à Gaza nous montre que la présence répressive du Hamas produit des changements au niveau des conceptions sociales. Ainsi, dans sa pratique, l'exclusion de l'islam peut être non voulue, à l'instar des autres religions, produisant des réactions comme celle rencontrée chez les enfants prenant à partie la dame chrétienne, voisine d'Omar.

> *« Mais vous m'avez également demandé comment je me projette dans l'avenir, et … c'est impossible de séparer l'enfermement, le blocus, de cette impossibilité de se projeter dans les semaines et les mois qui viennent pour la plupart des Gaziotes. Dans le contexte qu'est celui de la division entre Gaza et Ramallah, au niveau politique, auquel s'ajoute la "fragmentation" territoriale et le manque d'une troisième force qui pourrait offrir un espoir, l'avenir semble difficile.*
>
> *La cause principale c'est l'occupation israélienne et, surtout, la séparation territoriale entre Gaza et la Cisjordanie, le non-respect des Accords Oslo et la volonté israélienne de conquérir et de coloniser toujours plus de terres et d'expulser les gens de Jérusalem. Je ne vois pas où on va aller…*
>
> *Les Israéliens ne reconnaissent pas les Palestiniens, le Fatah et le Hamas n'ont pas intérêt à se réconcilier ; il faut que, d'abord, les Palestiniens puissent s'asseoir autour d'une table pour parler et*

---

[662] http://www.jpost.com/Opinion/Jerusalem-Post-Editorial-Message-of-peace-410923.
[663] ENCEL Frédéric (2015), *Géopolitique du sionisme*, Paris, Armand Colin.

pour trouver un compromis, et seulement plus tard, faire la même chose avec les Israéliens. Les deux côtés sont des gouvernements de facto, tant Ramallah comme Gaza.

De chaque côté, les autorités imposent leurs lois et, de fait, aucun d'eux n'a de légitimité. C'est horrible pour les gens. Je trouve aussi que, en ce moment, les gens ne peuvent plus s'exprimer. Si tu fais une manif, c'est quelque chose que l'autorité n'aime pas, la police te casse la gueule et c'est fini. Nous attendons des élections et elles ne se font pas. Dedans et dehors nous sommes vraiment encerclés[664].

En dépit de toutes ces contraints, les Gaziotes aiment Gaza. C'est comme moi. Ils ne veulent pas quitter Gaza. J'ai rencontré beaucoup de personnes et elles me font toujours la même réflexion : si on part ce sera pour aller où ? Pour devenir lajeh [réfugié] une fois de plus ? ».

L'idée de chercher à s'exiler, d'être dans la *ghourba*, est impensable pour la plupart des Gaziotes. Pour Omar, bien qu'il ne s'exprime pas beaucoup sur ses propres sentiments, sa volonté de rester est très gaziote :

« L'avenir, pour moi, dépend de trois facteurs. D'abord, Israël doit reconnaître les droits des Palestiniens en leur permettant d'utiliser leurs ressources naturelles comme l'eau et en leur octroyant une continuité territoriale. Deuxièmement, les factions palestiniennes doivent mettre de côté leurs différences, cesser de voir seulement leurs intérêts des deux côtés, il n'est jamais trop tard pour une réconciliation, nous avons un peuple envers lequel nous sommes responsables et à qui nous devons demander des responsabilités. Et, enfin, en dernier lieu, la création de l'État, la mise en œuvre des résolutions des Nations unies, Jérusalem comme capitale et le droit au retour. C'est à nous les Palestiniens de prendre les rênes de notre futur entre nos mains ».

Nous avons influé sur le cours de la conversation, l'amenant vers sa propre projection, vers son avenir et, lui, en réponse, a discouru avec emphase sur les sujets politiques avec force détails. Cette volonté de ne pas parler de soi n'est pas propre à Omar, c'est le cas de la majorité des autres Gaziotes bien qu'ayant vécu des années hors de Gaza.

Les personnes interviewées sont bien peu nombreuses à avoir l'habitude d'exprimer leurs sentiments de peur, de déception, de désespoir, trouvant rarement les mots pour le faire. Elles n'ont pas fait un travail de réflexion intérieur pour analyser les raisons de leurs comportements. Mais ce n'est pas le cas pour Omar. Car c'est le sentiment de pudeur qui l'empêche de nous parler de lui et des sentiments qu'il éprouve, il considère que c'est de

---

[664] Cette partie de l'entretien a été réalisée en mars 2014, avant la guerre de juillet-août.

l'ordre de l'intime et seule la sphère publique est évoquée dans son propos. Il sait que nous n'utiliserons pas son nom bien qu'il nous ait autorisés à le faire. Omar continue ainsi sa diatribe politique :

« Les autres pays n'ont jamais favorisé la solution du problème palestinien. On voit très bien que l'initiative du roi saoudien est toujours restée sur la table. Une Gaza démilitarisée oui… pourquoi pas, mais viable économiquement et politiquement. En plus, il faut sensibiliser les Palestiniens à prendre eux-mêmes en mains leur avenir. Je trouve c'est un point essentiel qui fait cruellement défaut.

Par ailleurs, il y a une absence totale de cadres dirigeants pour constituer un deuxième État. Les gens vivent dans la peur. Il n'y a pas de projection dans l'avenir, la population elle-même doit être responsabilisée quand il y a des décisions à prendre.

Nous en avons ras-le bol de cette crise qui est devenue chronique. Il y a plus d'une chenille qui est sortie et la situation est paralysée. Les gens n'ont plus de capital, ils ont vendu leurs biens. Une intégration des combattants dans la société est possible. J'ai été interprète pour le chargé d'affaires de la police palestinienne au cours de formations de deux semaines. Le but était de faire prendre conscience aux combattants qui arrivaient de Libye ou du Yémen qu'ils allaient changer de rôle en devenant policiers ; on pourrait proposer la même formation aux membres des Qassams.

Mais les Israéliens se fichent complètement des aspirations des Palestiniens. Leur sécurité prime avant tout. Pendant les premières années des Accords d'Oslo, les gens étaient tellement contents... Tout le monde voulait y croire.

Je me rappelle clairement des mots de Sit Yura al Barbari dans une rencontre au YMCA : "Les Israéliens veulent tout simplement transformer Gaza, Jéricho, Ramallah, Naplouse et Hébron en des bantoustans où nous serons enfermés et qui ne seront même pas reliés entre eux. Ils conserveront la maîtrise des routes, de la terre, de l'eau, des airs et de la mer. Ils passeront à Arafat un collier d'acier et le tiendront en laisse avec l'argent des donateurs dont il dépendit tout à fait". *Ses mots étaient prémonitoires ».*

Omar perd la foi qu'il avait encore dans le processus d'Oslo lorsque nous avons commencé nos entretiens. Il a été confronté aux dix dernières années de conflits armés et à la croissante division survenue parmi les Palestiniens. Et ce, surtout, après le dernier conflit de 2014, qui a été particulièrement meurtrier. Il ne voit donc pas comment Gaza pourrait devenir grande, surtout avec les changements qui, selon lui, ont eu lieu dernièrement en Israël :

« Il y a eu des changements en Israël durant ces dernières années. Je pense que l'image de l'armée a été très ternie au Liban. En plus, il y des choses qui ne marchent pas en Israël. Il y a des manifs

contre la militarisation. Il y a des objecteurs de conscience, des jeunes qui ne voient pas le sens de tout ça mais la paranoïa du gouvernement israélien envahit tout et dirige la politique.

De notre côté, nous aussi nous fantasmons. Nous voyons des collaborateurs partout. C'est possible qu'il y en ait mais on ne peut pas tomber dans la paranoïa.

C'est vrai que les Israéliens veulent faire disparaître Gaza, et il y a une réalité qui est vraie : nous voyons que les Israéliens sapent nos ressources vitales comme l'eau et l'énergie ; mais je suis sûr au moins d'une chose, ils ne vont pas réussir à saper notre résilience ».

Nous avons mentionné, à l'instar de Boudon[665], la sensation que, à Gaza, la vie qui continue chaque jour fait d'elle une société en tant que telle, du fait notamment de l'important dynamisme des liens familiaux. Ce constat peut être considéré comme une énigme du point de vue d'une société qui, dans une situation en apparence improbable, est constituée de personnes qui continuent à vivre ensemble, a « faire société » et voulant rester à Gaza. Dans le cas des entreprises gaziotes, leur survie est due au fait que les gérants ont licencié tout le personnel ne conservant que les membres de leur famille proche dans les rangs des employés. Boudon précise : *« on ne licencie pas son fils ou sa cousine, quitte d'ailleurs à mettre la pérennité de l'entreprise en danger »*[666]. Omar, comme tant d'autres personnes, fait état de ce comportement de résilience qui permet la permanence de la vie sociale en dépit d'un contexte qui, en apparence tendrait plus vers le désespoir :

« Ici, à Gaza, je vois des effets psychologiques, un énervement continu. J'ai l'impression que les gens s'engueulent tout le temps. Je pense que les gens, s'ils n'ont pas à manger, ils vont s'engueuler. Oui, l'aide humanitaire est une partie indispensable de notre vie ; je ne crois pas qu'Israël souhaite que l'aide s'arrête. Les humanitaires, nous, nous empêchons une crise. Les Israéliens disent qu'ils allègent les restrictions, mais le blocus est toujours présent ».

Omar exprime comme beaucoup son ressenti selon lequel nous ne pouvons pas séparer la projection vers l'avenir, sans parler de l'exposition constante au danger, des

---

665 *5e Congrès international de l'académie de l'entrepreneuriat*. Meier, O. et Pacitto, J.-C. 2007, « Le retour de l'acteur ou les *bonnes raisons* du comportement des dirigeants des très petites entreprises ». Résumé. Référence à la notion d'énigme dans la pensé de Raymond Boudon.

www.entrepreneuriat.com/fileadmin/ressources/.../Meier_Pacitto.pdf

666 Raymond Boudon, *La logique du social,* 1979, par Paul Prigent *in Sociologie de l'éducation,* Cours d'Alain Léger. http://alain-leger.lescigales.org/textes/Boudon.pdf

sentiments d'enfermement. Le fait qu'ils soient intimement liés nous convainc de les associer dans l'épreuve de l'enfermement.

« À Gaza, tout est contrôlé : l'air est contrôlé, la mer est contrôlée, les frontières le sont aussi… maintenant, c'est au tour de l'eau de l'être aussi.

Les moyens de subsistance ? Il n'y en a pas. Des ressources humaines, oui… bien, mais il n'y a pas de ressources d'un autre type. Il y a des problèmes de financement. Les gens survivent, c'est tout. Le lien social continuera jusqu'au bout parce que c'est ancré dans la culture de la société, c'est même demandé par le prophète dans les cinq piliers de l'islam.

Que vont faire les Israéliens avec tous les Palestiniens de Gaza ? Le Hamas a déjà reconnu implicitement les frontières de 1967 mais Israël ne reconnaît pas les Palestiniens. Allègement des mesures de restrictions de passage alors que le passage devrait être simplement ouvert, c'est scandaleux ! C'est une perversion cette histoire de Kerem abu Salem.

Le rôle des Palestiniens, au niveau régional, est inexistant. Les Palestiniens ont perdu leur importance. Si l'on en avait la possibilité, on pourrait avoir des activités économiques ; il y a eu un changement réel depuis le printemps arabe… mais c'est pas nécessairement en mieux.

La meilleure chose, pour moi, c'est qu'Israël partage vraiment : retour à 1948 ou 1967 ou un seul État comme Edward Saïd en a parlé depuis des années. Les Musulmans n'ont jamais rien eu contre les Juifs ou les Chrétiens. Le problème c'est toujours le sionisme. Une résolution peut se faire sur ce principe de respect.

Maintenant le pardon va prendre des années… mais il arrive. Regardez la France et l'Allemagne… le Danemark ; les jeunes de France ou d'Allemagne. Ça prend du temps peut-être… il y a ceux qui pensent que c'est une utopie. Il a un bouquin qui est sorti, j'ai oublié son titre... Il soutient la thèse d'un seul État. Le livre s'appelle Israël : amour et désamour. Rabin a voulu s'approcher des Palestiniens, lui aussi, qui, pourtant, a été un terroriste avant 1948, pour ensuite être militaire. Il avait tué beaucoup de Palestiniens. Ce que je veux dire c'est qu'on peut changer, on peut oublier et sinon, on peut arriver à pardonner.

Je reviens à moi. Je suis très attaché à la Palestine mais aussi à la France. C'était ma jeuneuse ; il y a des moments ici à Gaza où j'ai du mal. En France, il m'est arrivé de critiquer parfois l'individualisme ; comment se fait-il qu'en France on ne connait pas ses voisins, comment ? Nous avons en Palestine, à Gaza des liens forts avec les parents. Il y a les silet el rahem, ce sont les liens utérins, du côté de la mère et il y a les relations de consanguinité du côté du père. Quand les parents sont cousins germains, c'est moins compliqué.

Cependant, ici on pense que les vrais liens sont du côté du père, ulad al 'am. Mais quand je suis revenu ici, rapidement j'ai senti que c'était trop. Je crois qu'à Gaza j'ai développé la patience. C'est elle qui me fait tenir.

Il y a aussi, l'absence de liberté ; si je ne veux pas me marier de façon traditionnelle, on me met la pression. Les gens ici à Gaza ils sont très différents dans leur façon de penser. Je sens qu'il y a beaucoup de mensonges, les gens ont deux visages, ils font semblant. A différents degrés, ça existe dans d'autres cultures. Dans les vingt ans qui viennent, si je me sens bien ici je resterais. Mais à un moment donné, je voudrais retourner en France. Ma mère est très importante pour moi. J'ai mon frère et mes sœurs aussi. Si je peux continuer à vivre à Gaza tant mieux, mais je commence à avoir des doutes. Je suis en mission.

Je ne suis pas installé dans ma vie personnelle ; moi je ne m'installe pas. Le déclic pour partir serait que je tombe amoureux de quelqu'un, dans ce cas, je la suivrais sur Jupiter, et ça peut être en déclic ; un autre déclencheur peut être un surcroît de pression. Toutefois, j'aurais du mal à quitter cette vie si ma mère est encore vivante. Elle a envie de voir mes enfants, mais j'ai toujours voyagé.

Peut-être que je trouverais quelqu'un qui aura une mentalité comme la mienne, mais il y a les familles ; elles vont dire que peut-être je ne vais pas rester ici, peut-être que je suis un gigolo ou quelque chose comme ça. Le dernier conflit a été pour moi une surprise. Je ne sais pas comment ma pauvre Gaza va renaître de ses cendres ! »[667].

Omar ne nous dit pas tout, taisant une large part de la réalité qui est la sienne. Il évite de se dévoiler complètement, résistant à nos questions insistantes, à nos multiples demandes de clarification. Toutefois, il nous explique avoir partagé plus qu'il n'avait pensé le faire initialement. Il demande finalement que l'enregistrement de notre conversation soit arrêté pour parler plus à l'aise. Après ses confidences, il veut être sûr que nous n'utiliserons pas son nom dans notre analyse et finit par nous tutoyer :

« Je vous ai parlé jusqu'à maintenant des problèmes qui me touchent parce que je suis à Gaza et que je suis Gaziote bien que j'ai de la peine à parler de mes sentiments et de mes projets personnels. Même si j'ai essayé de répondre vaguement sans t'en dire trop. Tu as tout à fait raison si tu penses que je n'ai pas répondu à toutes tes attentes. Il y aura peut-être un moment où je vais dire : si mon ONG me propose d'aller ailleurs, je pars, mais je ne l'aurai pas voulu.

---

[667] Omar fait référence au légendaire phénix car Gaza est symbolisée par une statue de celui-ci sur la place entre la Banque arabe et le marché. A l'instar du phénix, Gaza renaît de ses cendres après ses nombreuses destructions depuis l'Antiquité.

J'ai ma mère ici. C'est un combat avec moi-même qui n'est pas facile du tout. Voilà ! Pour l'instant, j'ai une mission qui me prend tout mon temps. J'aimerais faire quelque chose de productif à Gaza ; peut-être un petit projet humanitaire et ensuite soit je reste, soit je pars. Il est très clair que si je dois rester à Gaza, je voudrais me marier.

Le fait de partir, que ce soit en vacances ou pour une mission, à court terme c'est un projet à l'ordre du jour. Tu dois me promettre que tu n'utiliseras pas mon nom. Je sais qu'au début des entretiens il y a déjà quelques années, je t'avais dit que tu pouvais l'utiliser. Maintenant c'est différent ».

Omar est tiraillé entre son désir de rester à Gaza près de sa famille, surtout aux côtés de sa mère, et les difficultés de trouver une raison de rester, hormis sa famille. Il y a déjà presque dix ans qu'il reste. Il se rend souvent en France mais il revient toujours. Il apprécie son travail bien qu'il s'ennuie. Sur le principe, il est Français et il peut quitter Gaza, mais son attachement pour sa mère et pour sa famille le pousse à rester près d'eux. L'une de nos proches relations est très attirée par Omar et nous attendons de cette rencontre un dénouement positif qui le ferait rester à Gaza.

En juillet 2016 nous avons reçu l'invitation au mariage dOmar. Il a épousé l'amie qui nous connaissons. Nous avons appris en juin 2017 que son épouse était enceinte. Omar est resplendissant, sa prochaine paternité le rend très heureux et sa mère davantage encore. Il semble très en forme, voire même optimiste quant à l'avenir. Parlant de l'un de nos interviewés, il s'avère que leur horizon paraît se réduire à leur cercle familial. Voilà pourquoi, même ceux qui, en apparence, sont les plus forts moralement, trouvent-ils refuge dans le cadre de la sphère privée, où des réponses à leurs vies leur semblent plus claires.

7.9. Le cas de Ghada, entretien n° 7

Nous avons rencontré Ghada[668] lors d'une formation dans le domaine de l'humanitaire en 2008. Sa participation à notre étude a été décidée au cours d'un entretien d'exploration préalable. Précisons, toutefois, que notre premier échange n'a eu lieu qu'en 2011 du fait du conflit et du travail de chacune. Aujourd'hui, Ghada est âgée de 31 ans. Elle est issue d'une grande famille de Khan Younes ; son père descend d'une lignée de socialistes, il a commencé des études de religion et de philosophie à l'université d'al Azhar en Égypte puis, finalement, il

[668] Ghada devrait pouvoir sortir de Gaza mais elle a reçu en empêchement de voyage des Israéliens.

a préféré la psychologie. Sa mère, quant à elle, est sa cousine germaine, elle dispense des cours de langue Arabe dans une école de Khan Younes. Après avoir étudié en Égypte, ils se sont mariés et ont achevé leurs études. Le mariage entre cousins germains est considéré comme l'union idéale à Gaza.

Ghada est née deux ans plus tard. Outre l'aînée de la famille elle est aussi l'aînée d'une nombreuse génération de femmes. Elle devient rapidement le centre d'attention de ses parents, ses grands-parents et de toute une troupe de jeunes tantes et oncles. Son père veut donner à Ghada et à ses futurs enfants une éducation libérale qui leur permettra de choisir leur vie à venir faisant ce qu'ils voudront. Elle a été élevée dans l'amour de la lecture et a été habitué très jeune à exprimer de la curiosité intellectuelle durant ses cours, et ses diverses lectures plus généralement, posant sans cesse beaucoup de questions. La maison de famille, une ferme dans la partie rurale de Khan Younes, est le lieu idéal pour garantir le développement d'un esprit curieux et vif dans un environnement éloigné de la ville.

Ainsi, Ghada nous raconte-t-elle :

« J'étais la première fille et le centre d'attention. Nous habitions dans la maison de famille. C'était dans la ferme et j'aimais beaucoup les animaux. Il y avait des bédouins dans le voisinage et je me souviens que j'étais très curieuse de comprendre leur façon de vivre. Ma grand-mère les aidaient avec fréquence et visiter les familles chaque semaine avec moi.

Elle m'a aussi appris à danser, c'était une activité qui me permettait de me détendre durant les moments difficiles que je traversais au cours de ma vie. La danse m'a apporté beaucoup de plaisir.

Par ailleurs, mon père m'a appris à lire lui-même de façon ludique jouant avec moi. Il voulait que je lise pour échanger ensuite avec moi ses idées. Hélas, j'étais très jeune et parfois je sentais que c'était difficile d'apprendre les idées qu'il voulait m'inculquer. Mon père a toujours souhaité que j'aie le meilleur en toute chose ! C'était une grande responsabilité !

J'avais mes jeunes oncles autour de moi… les plus âgés étaient retenus dans des prisons israéliennes parce qu'ils étaient membres actifs du harake el kaumi al arabi [mouvement de nationalisme arabe]. Ils ont été libérés par les Israéliens au moment de la libération du cheikh Ahmed Yassin plus tard en 1985.

J'ai toujours été très proche d'eux. Comme mon père, ils me donnaient des livres et, après, ils discutaient avec moi, nous commentions ensemble mes lectures. J'ai développé une relation très étroite avec eux.

Hélas, je sentais que ma mère était jalouse de mes oncles alors, j'ai été très contente quand mes parents ont décidé de déménager pour la ville de Khan Younes pour des raisons de travail et je suis restée chez ma grand-mère à la ferme où habitaient mes oncles.

J'ai dû, finalement, déménager moi aussi dans la ville de Khan Younes pour mon tawjihi (mon bac palestinien). Je n'avais pas beaucoup d'amis en dehors de ma famille. J'ai vécu entre les livres et la ferme où j'ai passé les meilleurs moments de ma vie avec ma grand-mère. La danse et les visites aux familles bédouines avec elle, lorsqu'elle partait pour les soigner quand ils en avaient besoin ».

Après avoir obtenu son baccalauréat palestinien, le moment de prendre la décision de poursuivre ses études arrive. Ghada voudrait en entreprendre en psychologie bien qu'elle soit consciente des stéréotypes existant à Gaza. En effet, la pratique de cette discipline et les opinions négatives à l'égard des maladies mentales qu'elles engendrent, seront sans nul doute possible, un énorme défi à relever si elle opte pour ce choix. Elle ne veut pas se lancer dans le domaine de la psychologie seulement parce que son père est psychologue, toutefois elle n'est pas claire sur ses motivations profondes et, quoi qu'elle en dise, elle veut, bien évidemment, faire plaisir à son père. Par ailleurs, elle s'intéresse beaucoup au travail communautaire mené par sa grand-mère auprès des bédouins, ce qui sera pour elle une grande source d'émulation :

« Après mon tawjihi *j'ai commencé mes études à l'université islamique à Gaza.*

Je sentais que c'était le souhait tu de mon père. La psychologie clinique, surtout, m'intéressait bien que je sois parfaitement au courant des stéréotypes contre les psychiatres et les psychologues véhiculés dans la société gaziote, et surtout contre l'idée d'une maladie mentale.

De très nombreuses familles comptent parmi elles une personne mentalement déficiente[669]*, ou comme on dit, al barake*[670] *sans vouloir le reconnaître. Mon père m'explique que c'est moins stigmatisant désormais et que les gens commencent à chercher un traitement.*

C'était donc un domaine très intéressant du point de vue de mes lectures, mais je doutais toutefois que la psychologie soit ce que je voulais pratiquer. J'étais plus intéressé par la santé publique.

Mon enfance à proximité des bédouins dans la ferme de Khan Younes et l'aide que ma grand-mère leur apportait, me faisaient penser à ce besoin général à Gaza. J'étais tiraillé entre la poursuite de mes études de psychologie et me tourner vers la santé publique. J'ai rencontré un médecin anglais

---

[669] Les mariages entre cousins germains sont favorisés fréquemment et les cas de surdité ou des déficiences mentaux n'est sont pas rares.

[670] Voulant dire, simplement, une personne qui est sous la protection divine par son innocence.

qui a fait une série des conférences sur la santé mentale à l'université à Gaza. Il m'a expliqué qu'il y avait diverses façons d'aborder le thème, davantage en accord avec mes préférences.

Je pouvais étudier la psychologie tout en ma spécialisant dans le domaine de la santé mentale, ou bien je pouvais également étudier pour devenir infirmière ce qui me donnerait une connaissance générale en matière de santé et, plus tard, je pourrais faire n'importe qu'elle spécialisation dans la santé mentale et la santé publique. Il m'a indiqué qu'il y avait des bourses accessibles pour les Palestiniens.

J'ai abordé ce sujet avec mon père et il m'a suggéré de continuer encore un peu sur cette voie. Quand j'aurai plus d'éléments en ma possession je serais plus à même de prendre ma décision et de choisir tel domaine plutôt qu'un autre et, de fait, changer de matière si nécessaire.

J'ai fait deux années de psychologie et je me suis décidée pour des études d'infirmière. J'avais des notes excellentes et je voulais pratiquer tout de suite.

J'ai candidaté pour des postes variés mais, chaque fois, j'ai eu la même réponse : « mais vous n'avez pas d'expérience ! ». J'ai finalement été acceptée par l'hôpital Shifa pour assurer un remplacement durant l'absence d'une de leurs employées, en congés de maternité. J'étais contente de pouvoir travailler en urgences et de gagner en expérience.

A cette époque, nous vivions la première Intifada et, parfois, il m'arrivait de ne pas pouvoir retourner dormir chez moi. Il y avait des barrages à Abu Holi, à l'intersection de la colonie israélienne de Gush Katif pour rentrer au sud, à Khan Younes. Il fallait que je passe par-là pour arriver jusque chez moi. Dans ces cas-là, je restais à Gaza chez des amis de mes parents. Mon père connaissait ma force de caractère et ne se faisait pas de soucis pour moi.

J'aimais mon travail, bien que ce ne fût pas celui que je voulais continuer à exercer. Je voulais travailler avec la communauté et aider, notamment, la population bédouine qui, je le sentais, avait de grands besoins en matière de santé. Ma grand-mère m'a alors suggéré de me diriger vers la santé publique et l'administration des hôpitaux. J'ai donc commencé à chercher une bourse pour étudier ailleurs ».

Alors que les jeunes filles de la génération de sa mère avaient la possibilité de partir pour leurs études, le déclenchement de la première Intifada en 1987 s'est révélé être une contrainte administrative considérablement désormais, du fait des difficultés de sortie de Gaza. Par ailleurs, des contraintes sociales se sont également faites sentir, une certaine connotation négative étant associée au départ d'une fille, dans le cadre d'une société fermée comme peut l'être celle de Khan Younes. L'insécurité règne dans les esprits et les restrictions s'imposent. Nous apprenons que seule une jeune Gaziote issue d'une famille de notables a réussi à partir

étudier à Birzeit en Cisjordanie. Elle a dû rester éloignée de Gaza pendant trois ans. Nous avons découvert que lorsque son père est tombé malade, elle n'a pas été autorisée par les Israéliens à revenir à Gaza. Ainsi, les familles veulent-elles garder leurs filles près d'elles et, si possible, faire en sorte que les garçons étudient ailleurs pour qu'ils ne soient pas détenus par les Israéliens au fil des fréquentes émeutes qui éclatent un peu partout.

La décision de poursuivre ses études supérieures est, ainsi, une décision de la famille de Ghada. Elle a la chance que ses parents, et en particulier sa grand-mère, soutiennent sa volonté d'étudier. Tous vont donc l'épauler quand elle est acceptera la bourse qui lui sera proposée par la Grande-Bretagne. Quelques-uns de ses *khoal*, ses tantes et ses oncles maternels qui, eux aussi ont des filles, n'ont pas été contents d'apprendre qu'elle allait quitter Gaza et partir à l'étranger pour deux années. Au fond d'eux, ils pensaient qu'elle ne reviendrait pas :

> *« J'ai trouvé une bourse pour étudier la santé publique, et j'ai eu la chance que mon dossier soit accepté. J'ai fait une demande de visa pour l'Angleterre que j'aie obtenu dans le mois qui a suivi. Il ne me restait plus qu'à avoir la permission familiale.*
>
> *Après de longues discussions, mon père m'a dit :* "On est d'accord pour ton départ, Alah i sahel aleki ". *J'étais euphorique à l'idée de voyager. Jusqu'alors, je n'avais voyagé qu'avec mes parents en Égypte, en Jordanie et aux Émirats. Je n'étais jamais partie seule et la confiance que m'accordaient mes parents m'a beaucoup touchée.*
>
> *Pour commencer, j'ai fait un peu de tourisme. Mon père avait un collègue à Glasgow, en Écosse qui m'a reçue au sein de sa famille. Il m'a fait visiter le pays pendant une semaine. On est allé un peu partout. J'ai beaucoup apprécié la nature si verte après notre désert, quel changement ! Lui et son épouse m'ont installée à l'université de Londres mais j'ai continué à être en contact avec eux au moins une fois par mois.*
>
> *Bien sûr, ma famille me manquait, mais j'étais prête à apprendre et à profiter de l'Angleterre. Il y avait tellement de choses à voir ! J'aimais la langue et je me suis sentie, très rapidement, très à l'aise. Je comprenais mieux la peur de mes tantes face aux dangers des attractions de la ville. Je savais que ce serait facile pour moi d'y rester, en revanche je savais que ce n'était pas une option envisageable.*
>
> *Alors, je me répétais que j'avais la lourde responsabilité envers les filles de ma famille de retourner à Gaza. Je n'avais pas de doute quant au fait de rentrer à Gaza. Je savais que c'était important pour mes parents, et pour moi aussi d'ailleurs, de démontrer à tous qu'après deux années je pouvais rentrer "indemne", sans aucun problème derrière moi et continuer ma vie à Gaza. C'était surtout très important pour mes sœurs et pour mes cousines. Je devais créer un précédent positif.*

Je dansais beaucoup chez moi, surtout le soir, après une journée bien remplie et de nouvelles expériences emmagasinées. La danse, par ailleurs, m'aiderait aussi de retour à Gaza quand je me rendrais compte de ma situation d'enfermement ».

Ghada emploie le mot *indemne* signifiant par-là qu'elle reviendrait sans avoir trouvé quelqu'un pour se marier ailleurs et, surtout, sans avoir perdu sa virginité, un élément très important pour les familles gaziotes, et palestiniennes en général. Dans le cas d'une jeune fille qui est autorisée par sa famille à partir étudier loin de chez elle, elle doit prouver qu'elle peut se réintégrer à la vie de Gaza sans problèmes. C'est à travers son expérience que ses sœurs et ses cousines pourront, ou non, partir elle aussi plus tard. Elle a donc cette lourde responsabilité et, bien qu'elle compte sur le soutien incontestable de ses parents et de sa grand-mère, elle doit se conformer aux attentes et ne peut se permettre de s'y soustraire. Elle doit arriver à se réinsérer dans la vie gaziote et son style de vie, à son retour, doit être accepté par la société. Une fille qui souhaite, éventuellement, se marier doit être vierge et avoir une bonne image sociale :

« Mon père voulait me laisser sentir mon indépendance et me faire prendre conscience de la responsabilité qui était désormais la mienne. De retour à Khan Younes, ma mère m'a dit que, parfois, il pleurait parce que je lui manquais. C'était la raison par laquelle il ne voulait pas entendre ma voix au téléphone. Je n'avais pas compris ! Quand je parlais à ma mère au téléphone, il ne voulait pas me parler. Je demandais seulement s'il était en bonne santé.

Après mon retour, j'ai compris la pression familiale qu'il avait eue pour m'avoir laissée partir... Mes tantes, surtout, étaient convaincues que je n'allais pas revenir à Gaza et que si je revenais ce serait pour repartir.

Une grande partie de ma famille s'attendait à ce que je fasse quelque chose de mal. Alors j'ai pris la mesure de l'importance de ma responsabilité. Je devais montrer qu'une Gaziote pouvait partir étudier à l'étranger et revenir indemne chez elle, montrant ainsi qu'elle savait comment gérer son indépendance quand elle était loin de chez elle ».

Ghada a du mal à s'habituer au silence de son père pendant son séjour en Angleterre. Elle nous raconte qu'elle ne comprenait pas alors que c'était sa façon à lui de lui montrer la confiance qu'il lui accordait de la laisser partir. Il ne voulait pas, comme elle explique, l'étouffer par sa présence :

« À mon retour à Gaza l'Intifada continuait. Khan Younes et Rafah étaient frappées par la répression de l'armée israélienne et l'un de mes frères avait été emprisonné. Outre mes parents, la personne que je voulais voir le plus à mon retour était ma grand-mère. Elle a toujours été, pour moi, une source d'inspiration et un modèle que je souhaitais imiter. Sa mort, un peu après mon

retour, a été un choc énorme pour moi. J'ai alors voulu quitter Khan Younes et partir loin de Gaza. Le mouvement entre la ville sud et le nord de la Bande était difficile et parfois dangereux du fait des barrages dressés par les colons israéliens et surtout à cause d'Abu Holi.

C'était plus simple de chercher un travail dans le sud sans devoir utiliser tout le temps ce passage. Pendant mon séjour en Angleterre j'avais choisi de me spécialiser dans la médecine attachée à la reproduction. D'après mon expérience à Gaza, je trouvais que c'était là un enjeu nécessaire qui manquait cruellement à la santé publique. Je voulais travailler en qualité de conseiller de famille. J'avais déjà vingt-cinq ans et je sentais que je n'avais pas eu l'adolescence de toutes les autres filles de mon école. Je me sentais vieille et peut-être comme tous autour de moi me répété je devais considéré si manquais-je d'expérience !

Il y avait aussi des attentes sociales pour que je me marie mais je n'avais pas envie. Alors je devais me montrer prudente pour évoluer sans trop de contraintes et sans provoquer de scandales, ce que je ne voulais pas non plus pour mes parents.

Un de mes plus jeunes oncles qui avait étudié la médecine et la psychologie clinique était en train de travailler sur un projet pilote à l'hôpital de Rafah pour traiter les problèmes sexuels au sein des couples. J'ai été reçue pour un entretien et il s'est avéré que j'avais les compétences nécessaires pour remplir la mission hormis le fait que je n'étais pas mariée. Il m'a laissée l'aider dans la pratique bien qu'il ait été évident que le fait que je ne sois pas mariée soit une sérieuse contrainte difficile à surmonter pour mon travail de conseiller matrimonial ».

Une femme, encore jeune, qui n'est pas mariée représente un problème en tant que conseiller dans les problèmes de couple. Si dans la religion musulmane, le sexe et les pratiques sexuelles peuvent être discutés sans embarras, le jeune âge de Ghada et le fait qu'elle ne soit pas mariée rendent son travail improbable.

Après que son nom a été mentionné dans le *khutba*[671] du vendredi à la mosquée, son père suggère qu'elle cherche un travail dans la ville de Gaza. Il n'est pas rare que les thèmes les plus importants soient abordés dans le sermon du vendredi à la mosquée de la ville. La famille de Ghada étant une famille de notables, son retour de Londres étant par ailleurs connu de tous, il est évident que le fait qu'elle veuille participer à ce projet en qualité de conseiller de famille, soit devenu un sujet de conversation récurrent dans la société et, allant de pairs, les propos médisants à son encontre se sont multipliés. Son retour, après plus de deux ans passés

[671] Prêche prononcé pendant la prière du vendredi dans les mosquées.

loin de Gaza, montre les difficultés que Ghada aura pour exercer sa profession au sein de sa communauté. Pour trouver une solution acceptable, elle suit donc le conseil de son père et cherche un poste ailleurs, dans une partie de la ville de Gaza où elle sera moins connue et où elle pourra exercer sa profession sans soucis :

« Je voulais finir mon Master, qui m'occupait depuis cinq ans, puisque je le faisais en même temps que j'exerçais un travail. Mon professeur en Angleterre m'avait suggéré un conseiller à Jérusalem. C'était plus facile pour moi d'aller en Angleterre qu'à Jérusalem. Alors j'ai dû chercher quelqu'un d'autre à Gaza.

Je voulais faire beaucoup de choses en même temps et mes parents se faisaient du souci parce qu'ils pensaient que je devais me focaliser sur une chose en particulier. Je voulais apprendre et cela me laissait peu de de temps pour socialiser avec des personnes de mon âge. Je cherchais un travail dans la ville de Gaza et j'ai loué, avec l'autorisation de mes parents, un petit appartement pour n'avoir plus a voyagé entre Khan Younes et Gaza. Par ailleurs, de cette façon j'avais moins de pression sociale de la part de ma communauté et de ma famille élargie et, finalement, de Khan Younes, un endroit très traditionnel !

Ma mère me rendait visite chaque semaine et je voyais mon père après ses cours à l'université islamique, pour prendre un café après ses cours au moins une fois par semaine Je continuais à chercher un poste plus éloigné de mon entourage et j'ai commencé à donner des cours à l'Université islamique de Gaza. En même temps, j'ai fait un stage à l'hôpital Al Awda, à Beit Hanoun, l'endroit le plus éloigné de la Bande de Gaza de Khan Younes dans le domaine de la santé reproductive. Je voulais aussi faire un Master concernant l'administration des hôpitaux. Mon salaire était très bas, environ 70 euros par mois, mais j'étais très contente quand même !

Quelques mois après, nous avons été frappés par les nouvelles concernant les accords d'Oslo. Je n'ai jamais cru au processus de paix. Il a été le bienvenu du fait des changements qu'il a produit à Gaza pendant quelques années. Mais les améliorations n'étaient que passagères. Après cinq ou six ans, la situation a empiré et la violence ajoutée au blocus nous ont frappés de plein fouet. Je suis plutôt cynique concernant ces accords et surtout concernant les efforts de paix des politiciens israéliens. Il faut reconnaître que j'arrive à bouger en ce moment : je suis partie une fois pour un stage en Égypte et une autre pour un séjour en Jordanie. Toutefois, ce sera la dernière fois que j'ai réussi à quitter Gaza.

Je commence à travailler dans une ONG internationale que j'avais déjà rencontrée pendant mon séjour en Grande-Bretagne. Parmi leurs programmes, il y a la santé publique. Je me sens rapidement à l'aise à leurs côtés. C'était surprenant comme le changement de Khan Younes à Gaza pouvait être si drastique au niveau des opportunités de mon développement personnel et professionnel. Je pouvais respirer et j'ai alors commencé à m'épanouir dans ma vie professionnelle.

À Gaza, je ne porte pas le foulard, mais ma mère me demande de me couvrir quand je leur rends visite à Khan Younes ».

Dans le cas de Ghada, la famille devient souvent trop présente, à la limite de l'étouffement bien que dans la plupart des occasions elle soit sa majeure ressource de soutien et de protection sociale. Ses parents lui ont permis d'avoir son propre « espace », au point de la laisser louer seule un appartement dans la ville de Gaza :

« A Gaza, je suis devenue un peu plus calme. J'ai commencé à prendre soin de moi, de mon maquillage et de mes vêtements. Et, finalement, j'ai commencé à me voir comme une femme qui avait l'âge et l'occasion d'avoir un petit ami. Mais comment ?

Je travaillais tout le temps et j'étudiais sans cesse pour terminer mon Master.

J'ai rejeté quelques demandes en mariage. J'étais furieuse quand des hommes mariés me demandaient de les épouser pour devenir leur seconde épouse !

J'étais satisfaite de mon travail à l'ONG et je savais que j'étais efficace dans l'aide que je leur apportais. La seule tache qui troublait mon horizon était mon impossibilité de voyager hors de Gaza ».

Ghada ressemble à de nombreuses autres jeunes femmes gaziotes qui arrivent à la trentaine sans vouloir se marier. Comme elles, elle se demande comment faire pour avoir une relation sérieuse avec quelqu'un sans pour autant verser dans le scandale. Comment ne pas suivre les chemins traditionnellement empruntés par les autres membres de la famille ? L'université est l'un des lieux possibles pour cela, ce que Ghada va d'ailleurs expérimenter, sans véritablement le savoir toutefois.

Au cours de cette partie de notre entretien, l'élément qui semblait principalement préoccuper Ghada concernait l'interdiction à laquelle elle se trouvait confrontée concernant sa sortie hors de Gaza. Elle a été entendue à deux reprises par les officiers chargés de la sécurité au passage d'Erez et elle n'a pas été autorisée à quitter la ville. A ce stade, nous ne connaissons pas les raisons ayant motivé ce refus : est-ce parce qu'elle est très loquace au sein de sa communauté ou bien son histoire familiale militante et les nombreux emprisonnements de ses oncles sont-ils les éléments déclencheurs de la réponse négative donnée à ses demandes ? Les officiers en question ne donnant aucune explication quant à leurs propos, elle ne peut plus leur demander de lui accorder d'entretien. Elle a perdu une autre bourse, cette fois-ci en Écosse. Alors que, avant les Accords Oslo, elle n'avait jamais rencontré de problèmes pour partir en

passant par Rafah, pour aller en Jordanie par exemple, désormais, du fait des restrictions liées au blocus, elle ne peut plus se déplacer librement :

« J'aime Gaza et j'aime ma vie et mon travail. Le problème c'est que je suis enfermée ! Je suis interdite de sortie ! Je suis habituée à trouver des solutions, mais dans ma situation actuelle, mon père comme moi, avons fait tout ce qu'il est possible de faire pour que j'obtienne mon permis… mais c'est sans aucun succès !

Alors, comme toujours, je trouve refuge dans la danse et dans mon travail. Les visites de ma famille sont maintenant un véritable plaisir. Je sais que, après, je rentre chez moi en ville, à Gaza, seule.

Quand je me promène dans les rues de Khan Younes, ce n'est pas aussi agréable. C'est une ville fermée où tout le monde se connaît. À Khan Younes, l'anonymat, ça n'existe pas ! C'est l'un des bienfaits que j'aie connu en Angleterre, peut-être parce que j'y suis restée peu de temps ».

Ghada est consciente que si elle était restée en Angleterre plus longtemps, peut-être aurait-elle été ennuyée de ne pas être reconnue par son entourage, cela aurait, éventuellement, pu causer quelques embarras. Au cours d'une autre de nos conversations, en dehors d'un entretien préparé en vue d'une analyse, elle explique être habituée à se sentir protégée par le nom qu'elle porte. Elle ne se sent jamais laissée pour compte, voire délaissée. Ainsi, se sent-elle plus forte face à n'importe qu'elle défi. Alors que, parallèlement, l'ambivalence concernant la pression familiale n'est pas rare. De fait, les bienfaits de liens familiaux, au moins dans le cas de Ghada, parviennent-ils toujours à trouver une solution acceptable :

« Lors de l'une de ses visites, ma mère m'a proposé de rencontrer quelqu'un qui souhaitait me voir. C'était un collègue de l'université qui avait demandé à ma mère d'intercéder en sa faveur auprès de moi pour que je le reçoive en qualité de prétendant. Il voulait me rencontrer sans aucune pression, seulement pour faciliter un engagement à long terme que pourrait, si je le voulais, aboutir au mariage. J'ai lui ai donné l'occasion de me parler et nous avons longuement discuté afin de mieux nous connaître. On se rencontrait presqu'au quotidien. Il avait un emploi de conseiller dans l'une des universités de Gaza. C'est vrai que ces agréables rencontres, qui devient fréquents, qui plus est, m'ont poussée à penser à l'éventualité de me marier.

De plus, il était un cadre politique très actif à l'université auprès des jeunes générations. Il comprenait parfaitement que j'aime mon travail et que je ne songe pas à y mettre un terme si nous nous mariions ».

Les préparatifs du mariage sont longs et onéreux car les deux familles sont nombreuses. « Les traditions ont sûrement changé puisque lorsqu'une fille d'une grande famille de Khan Younes s'est

mariée avec un fils de réfugiés né dans le camp d'al Nuseirat, les parents de la jeune épouse sont contents ! » commente une tante de Ghada que nous connaissons ».

Le mariage est une grande et heureuse occasion pour les deux familles respectives. Pour Ghada, la seule pensée triste lui venait du fait de l'absence de sa grand-mère, celle qui l'avait tant poussée à vivre sa vie avec courage et volonté. Le couple a continué à vivre à Gaza après le mariage tout en projetant d'acheter un appartement. Un premier enfant vient au monde deux ans après cette union et c'est l'époux qui, ayant un travail moins contraignant – rappelons qu'il est conseiller auprès des étudiants de l'université Al Aqsa à Gaza –, prend soin de lui. Tous deux passent beaucoup de temps dans la famille de celui-ci, dans le camp de réfugiés de Nuseirat. Bien que Ghada n'ait pas de tracas dans son travail et qu'elle occupe un poste fort intéressant, elle souffre tout de même de ne pas pouvoir quitter Gaza. Le travail, la danse, son nouveau-né l'aident, heureusement, à gérer au mieux cet enfermement subi qui, parfois, peut aller jusqu'à un sentiment de véritable étouffement :

« Je ne peux pas concevoir un départ de Gaza. Je connais deux jeunes qui l'ont fait en empruntant un étroit tunnel à Rafah. Mais comment faire avec mon couple et ma vie de famille ? Alors, pourquoi sortir ? Ce que je vais faire, finalement, c'est simplement voyager puis revenir. Je ne souhaite pas un départ définitif ».

7.10. Le cas de Fadl, entretien n° 43

Fadl, entretien 43, est originaire du village de *Burayr*. Sa famille a pris refuge à Gaza en 1948 et il est né au camp de refugiés de la Plage en dans la ville de Gaza.

Nous connaissons Fadl depuis des années. Sa capacité de réflexion est limité**e** et il a était difficile de puiser dans ses expériences pour illustrer un peu plus les comportements de certains Gaziotes de son âge. Nous avons rencontré d'autres jeunes hommes comme lui qui restent jeunes hommes sans mûrir émotionnellement.

Son père était un homme dominant qui contrôler**ait** tout les décisions de la famille. Le frère ainé**e** [au masculin, sans « e »] de Fadl était le favori de son père par son habilité à se débrouiller. Le jeune homme fini son *tawjihi* et il trouve un travail rémunéré avec l'Autorité palestinienne après leur arrivé. Il devient malade de**s** reins comme tant de Gaziotes et sa condition se détériore à vue d'œil. La qualité de l'eau à Gaza n'est pas bonne et après avoir développé des calculs biliaires il meurt d'une hépatite un an après. À la mort de son frère ainé cinq ans plus âgé que Fadl, par décision de son père, il a dû épouser la veuve de son frère qui

avait déjà un enfant et attendait un deuxième. Fadl était jeune pour vouloir se marier bien que sa belle sœur ait été une belle fille, bonne mère et épouse.

« Mon père était un homme fort et dominant. On ne pouvait pas aller contre sa volonté. Je n'ai voulais pas me marier mais il n'y avait pas de discussion possible. Je me suis trouvé d'un jour à l'autre marié et père des enfants de mon frère. Je n'avais pas de travail à ce moment bien que ma famille prenait soin de nos besoins. Je faisais des petits travaux dans le supermarché du coin quand j'ai rencontré des étrangers qui venaiet faire des fouilles archéologiques à Gaza, au camp de la Plage. Je commençais à les aider et peu à peu ce sont eux qui ont développé mon intérêt pour l'archéologie.

Une rencontre fortuit change la vie de Fadl complétement. Il apprend le français et les personnes qu'il rencontre vont lui fournir des occasions de bourses et de stages en France. Il lie des amitiés qui vont l'inviter et le prendre sous leur garde.

J'ai eu de la chance ! Même si je n'ai pas un travail fixe, mon travail d'ouvrier dès très jeune dans les fouilles de l'École biblique de Jérusalem m'a gagné la confiance de frères et comme tu vois je garde l'atelier de fouilles et je fais de petits travaux. J'ai fais divers stages en France, pour les mosaïques, la restauration archéologique, et maintenant pour la taille de pierre. J'ai appris le français et c'est cette langue qui m'a ouvert les portes de la France. Je suis revenu il y a quelques semaines après un long stage de cinq mois. J'ai appris à tailler la pierre et à faire des maisons en bois et en boue, c'était fascinant. Je te montre les photos. Cette fois je sens vraiment que j'ai appris quelque chose d'important. Ce n'est pas facile et j'ai encore beaucoup à apprendre mais je suis heureux. Moi, je ne lis pas le français. Je voudrai apprendre. Mon ignorance bloque mes opportunités de travail. La période la pire à Gaza est pour moi le Ramadan. Pendant ces jours je ma cache pour fumer et pour manger. Avec le Hamas, il faut faire attention ».

Dans le cas de Fadl, un départ permanent n'est pas voulu. Il aime voyager en France et revenir. Il connaît ses limites au niveau de l'écriture et il ne se fait pas d'illusions. Il a eu l'occasion d'étudier le français à l'Institut français de Gaza bien qu'il ne compte pas investir assez d'énergie pour cela. Ses ressources personnelles en ce respect sont limitées et comme il dit, l'apprentissage de la langue prend trop d'effort. Il favorise le voyage hors de Gaza pendant le mois de Ramadan. Il déteste les interdictions de fumer et de boire. En même temps il a peur d'être vu-par un officier du Hamas parce que la police des mœurs peut être très répressive, en arrivant à le faire battre ou à le garder en prison.

Il a souffert aussi du départ des Israéliens parce que comme il dit, leur présence, bien que contraignante lui donnait l'impression qu'il y avait un autre monde à Gaza. Initié dans l'archéologie d'un façon empirique il est attristé de la destruction du patrimoine gaziote et il

est impuissant à l'arrêter. Blakhiyeh/Anthédon, camp et site en bord de plage où il a fouillé avec l'équipe palestino française, et où le Hamas a construit un camp militaire est enceint maintenant d'un mur en béton qui cache tout. Un autre cas qui le rend malade est la destruction du site immémorial de Tell el Sakan au sud est de Gaza qui subit en ce moment une grosse et radicale destruction par les bulldozers palestiniens pour la construction d'immeubles.

7.11. Le cas de Ala'a, entretien n° 1

Il est un collègue de travail qui a accepté d'être mon premier entretien formel. Il nous a attiré parce qu'il était convivial et il était toujours prêt à participer en des activités de travail même hors les heures, pendant les urgences qu'à Gaza sont assez fréquents. Nous l'avions recruté et il avait beaucoup a donner. Il est né dans un de camps de refugiés en Jordanie, le camp de Zarqa. La vie dans le camp se passe dans un environnement convivial, avec la famille et avec beaucoup d'amis et des activités sportives. Il aime le football et la nage qu'il pratique dans une piscine dans les alentours de son voisinage.

> *« Notre vie était tranquille et joyeuse. J'ai passé depuis petit beaucoup de temps avec ma grande mère que habitait tout prêt de nous. Même adulte j'ai resté chez elle avec fréquence et nous avons développé une relation très proche ».*

Il rêve d'étudier la médecine en Iraq en finissant son *tawjihi*, (bac palestinien qu'il prend dans son école à Zarqa). Le tournant politique de la séparation de la Cisjordanie de la Jordanie, va produire un changement dramatique dans sa vie qui va le conduire vers Gaza. Il raconte :

> *« J'avais eu des bonnes notes que j'ai envoyé tout de suite à Baghdâd pour faire mon inscription à la faculté de médecine. J'avais étais admis avec une bourse et ma famille avait organisé que j'y reste dans une maison d'hôtes où il y avait d'autres étudiantes, et qui appartenait a des amis de mes parents. Je dois expliquer que mon père a travaillé pendant des années comme chauffeur faisant le transport entre l'Iraq et la Jordanie. Quand il a eu assez de fonds, il a ouvert un atelier des voitures dans la rue principale qui lié la Jordanie à l'Iraq. Il faut reconnaître que notre situation économique était confortable.*
>
> *Dans ce contexte, je me préparai à mon départ quand un changement politique par des problèmes entre le OLP et le roi Hussein bouleverse ma vie et la vie de tout Palestinien qui résidé en Jordanie et en Palestine.* [Ala'a se réfère à la Cisjordanie, Gaza et Jérusalem est] *».*

En juillet 1988 le roi Hussein sèvre les liens administratifs qui donnent lieu à la séparation entre les deux rives du Jourdain, mettant fin à son rêve d'un Royaume arabe uni,

laissant à l'OLP le soin de s'occuper du problème palestinien et faisant difficile pour un palestinien gaziote de se rendre en Iraq pour les études ou les affaires. Ala'a devait avoir un passeport valide, qu'il n'avait pas, pour voyager en Iraq ou en Algérie pendant que pour sa rentré a Gaza il pouvait le faire seulement avec sa carte d'identité.

Bien qu'en Jordanie son père avait une bonne situation économique, étant réfugié, il ne pouvait pas achever son rêve d'acheter à nouveau des propriétés et surtout sa maison. Comme les Gaziotes que nous connaissons le fait de posséder leur résidence est un but très important dans la vie. La santé de son père se détérioré et Ala'a voulait étudier et commencer à travailler pour prendre un peu la charge de la famille des épaules de son père. La décision du roi Hussein l'avait laissé dévasté pendant quelques jours bien qu'il décide de ne lâchait se plaies pour long temps et planifier sont nouvel scénario de vie :

> *« J'ai voyagé à Gaza avec ma grand-mère pour chercher une maison pour la famille de façon temporaire. Nous avions des oncles dans le camp de Nuseirat et ils nous ont aidé à chercher. Je ne voulais pas aller à une université gaziote, je voulais essayer d'avoir mon nouveau passeport et partir pour l'Algérie ou rester même en Jordanie. J'ai pensé commencer les études à Gaza et plus tard partir pour l'Iraq. Mais je n'attendais pas la guerre du Golfe qui a lieu en peu plus tard en 1991 et avec le soutien montré par Arafat à Sadam Hussein c'était impossible pour aucun palestinien de voyager hors Gaza et aller en Iraq. Je pouvais continuer à vivre en Jordanie mais ce n'était pas une solution. Plus tard, avec les accords d'Oslo, Arafat nous a signé notre retour forcé. Nous devions retourner en Palestine pour la reconstruire, pour la bâtir. Alors comme Palestinien et surtout comme Gaziote, je n'avais pas de choix. J'ai eu mon passeport finalement un an après mon arrivé dans Gaza et je devais attendre encore le visa pour voyager en Algérie ou ailleurs et j'ai trouvé que c'était déjà trop tard. Je suis réaliste et j'accepte mon destin ».*

Le sens de responsabilité du fils ainé envers sa famille est omniprésent parmi les Gaziotes. Ala'a n'était pas différent. Il avait aussi un élément de fatalisme que la religion offre dans le cas des décisions difficiles ou la personne n'a pas en vérité beaucoup de marge de manouvre. La famille d'Ala'a est musulmane pratiquant comme la plupart de Gaziotes que nous avons rencontré à travers de nos années à Gaza. Ala'a décrit ses premières expériences à Gaza :

> *« L'expérience de mon première année à Gaza, c'était bien tragique. Je n'avais pas d'amis et j'étais seulement avec ma mère. J'aller à l'université islamique et après revenais dormir. Il y avait des baraques comme des poules. J'ai choisi sciences de l'environnement. Je n'aimais pas l'ingénierie alors c'était ma décision. D'habitude c'était mon père qui décidé. C'était la première décision que*

j'ai prix par moi même. Il rêvait que j'ai devenait médecin ou ingénieure. La matière que j'ai choisie était facile. Je ne devais pas étudier trop.

J'ai rêvais d'une université ouverte et pluraliste et à Gaza je me trouvais dans une université fermé et avec une séparation parmi les hommes et les femmes ! Je me sentais seul et je me suis rendu compte comme la présence de mon père et ma grande mère était importante pour moi. Elle a resté presque quatre mois et après ma grande mère part pour rejoindre ses autres enfants.

Je voulais que me parents arrivent et ils l'ont fait par force parce que mon père a eu un problème cardiaque. Il a dût être interné et opéré en Jordanie et six mois après ils ont finalement déménagé avec toute la famille.

Jusqu'à que mon père était vivant je ne sentais pas que j'avais une vrai responsabilité. Après sa mort, en revanche, je senti finalement le poids de chaque membre de ma famille ».

Après la mort de son père Ala'a devient l'homme responsable de la famille. Le changement pour lui a été très fort et il sent qu'il porte un lourd poids dans son dos. Avec son changement de statu, le mariage d'Ala'a devient priorité imminente pour sa mère. Ses parents étaient des cousins germaines et il ne voulait pas se marier avec quelqu'un de sa famille. Il nous parle du prospect pour le mariage et il est claire qu'il aurait voulu rencontrer sa partenaire pour la vie lui même sans l'intervention de la famille. En revanche il est consciente qu'à Gaza ce scénario n'est pas souhaitable. Il nous raconte :

« Mon mariage a été traditionnel. Si j'aurais vécu en Jordanie au ailleurs ça aurais être différent. À Gaza, sauf si vous rencontrez quelqu'un dans le travail, autrement c'est impossible. C'est la raison que je demandé à ma mère de chercher une épouse pour moi. Je ne savait pas qu'elle aller choisir une femme munaqaba. Mais elle m'a plût du premier moment alors j'ai décidé de me marier.

Mon épouse, peut-être parce qu'elle vienne d'une famille avec beaucoup plus de moyens économiques que la mienne, elle est plus ambitieuse et elle veut plus de toute qu'elle a. Je vous donne un exemple, elle veut qu'on ait une meilleur appartement ou même une maison. J'ai suis beaucoup plus kanua[672] *qu'elle. C'est peut-être à cause de notre différence de bagage familiale. Elle vient d'une famille d'universitaires. Son père est professeur d'anglais et sa mère enseigne dans une école secondaire. Ils ont des voitures, des maisons… Quand elle accepte de m'épouser elle sait qu'avec*

[672] L'adjectif de *kanu'a*. Contentement ou suffisance, pour dire qu'il faut se satisfaire de ce qu'on a et remercier Dieu pour ses biens.

moi nous commençons du zéro. Comme son père, elle a étudié l'anglais. Bien que ses parents habitent au camp de Nuseirat elle veut vivre à Gaza.

Nous ne pouvions acheter de la propriété en Jordanie et nous savions que notre long séjour y était temporaire. Drôle de situation d'être réfugié ailleurs, dans un pays que nous avions considéré comme formant partie du notre. Quand je regarde en arrière, je me rends compte que j'ai vécu ma vie " en temporaire " sans le savoir ! C'est pour ça qu'après mon mariage j'ai décidé de chercher un avenir meilleur et plus stable sans la condition transitoire que j'ai eu tout ma vie avant de mon arrivé à Gaza. J'ai vécu hors Gaza pendant 19 ans et j'ai voyagé par tout le monde Arabe. Déjà à Gaza j'ai pu sortir seulement grâce aux permis de travaille ».

Ala'a se trouve bien avec son épouse en dépit qu'à plusieurs repris il s'excuse du fait qu'elle porte le *nakab*, surtout parce qu'il vient d'une famille religieuse mais qui n'a pas eu l'habitude de la porte même du foulard. C'est évident que ça le gêne bien qu'il l'accepte comme elle est. Nous trouvons que c'est la seule chose qu'il peut faire. Elle est source de pression bien qu'elle le pousse toujours à améliorer sa vie. Très différent de la posture familiale de *kana'a*.

Il nous raconte que depuis qu'il a un contrat à long terme dans un ONG international il a le luxe de planifier pour un an. Un de caractéristiques des personnes les plus démunis des ressources économiques à Gaza est leur inhabilité de planifier. Malgré cette plan annuelle il sait que son contrat dépend de s'il y a ou non de fonds qui arrive pour les projets de l'ONG. Il a finalement réussit a acheter un appartement et il a une dette de seulement 5 000 dollars. Il participe dans des *jamaiat* (des tontines), des fonds d'épargne qui peuvent être utilisé après quelques mois d'après le nombre de personnes qui participent. Cette année il y a dix personnes et un des fonds a commencé au mois d'août 2012. Il a demandé d'être le premier à le recevoir parce qu'il devait arranger le mariage de son plus jeune frère qui est arrivé à l'âge de mariage. Un an après le mariage de son frère sa mère demande de commencer à chercher un mari adéquat pour sa sœur ainée. Il précise :

« Pour ma sœur j'ai choisi son mari, ulad khal un jeune homme très correcte et tendre. Je souhaite pour mes enfants d'avoir un avenir meilleur que le mien ; je ne veux pas la situation que j'avais en Jordanie ».

Nous sommes surpris par le choix si différent pour sa sœur de son choix de se marier hors de la famille pour son épouse. Il nous explique qu'il a dû choisir quelqu'un connu et avec des mœurs similaires ainsi que une belle mère aimant qui n'est va pas le rendre la vie misérable à sa sœur. Après ces deux mariages il le reste seulement sa plus jeune sœur. Elle doit

finir d'abord ses études. Elle étudie l'Arabe pour les écoles primaires. Le mariage viendra dans quelques années. Le fait de pouvoir planifier le rend plus fort dans sa vie. Il achète finalement une maison pour sa famille. Il a déjà trois enfants. La seule chose qui le rend mal à l'aise c'est qu'il n'habite pas à coté de sa mère :

« Je suis triste que j'aie quitté la maison à côté de ma mère. Mais la maison était louée. Elle ne veut pas quitter la maison ou elle est et je ne peux plus vivre loin d'elle.

Ce sera plus simple de vivre dans la ville de Gaza mais je voudrai être tout à coté de ma mère ». Les règlements de la religion l'utilisation de la banque après l'intifada les gens se transforment et devenait plus religieux. Après les destructions de la première guerre entre les israéliens et le Hamas (2008-2009), les morts et la perte des biens, et peut-être aussi la présence du Hamas dans le pouvoir, pousse les gens vers la religion comme panacée au désespoir et à l'incertitude. Ma mère ne portait pas le hijab. Et elle prié et fait le jeune. Pour moi la religion est nécessaire bien que ce soit difficile de suivre et je n'essaie pas parce que si je vais le faire, je devrais devenir cheikh. La religion me rend la paix.

Ma mère est très importante pour moi. Je passe la voir chaque jour. Son père est mort, après mon père. Mon père était mon ami et il a été difficile pour moi sa mort. Ma mère maintenant est devenue plus proche parce qu'elle est tout seule avec mes jeunes frères. J'ai acheté un appartement loin de ma mère parce que c'était spacieux et bon marché. Maintenant je ne suis pas sûre que ma décision a été la bonne. Je suis anxieux loin d'elle ; j'ai peur que quelque chose l'arrive et je ne suis pas à se côté. C'était important pour moi et ma famille d'avoir un endroit indépendant. Je cherche maintenant dans le voisinage de ma mère mais j'ai rien trouvé ».

Ala'a voulait, comme son père acheter une propriété. Il se demande parfois, maintenant qu'il a acheté sa maison et presque fini de payer sa dette qu'elle est son but dans la vie. Il ne planifie pas que pour six mois à venir. Il ne pense pas plus loin parce qu'il attende que dans moment à l'autre, sa situation peux changer et ainsi les paramètres de sa vie.

Nous le demandons de partager ses plans à court terme puisqu'il nous a expliqué que ce comme ça qu'il planifie :

« Avant d'avoir mon poste j'étais toujours anxieux cherchant un travail. Je ne pouvais pas acceptais n'importe quel travail, il devait être raisonnablement rémunéré parce que mon but était d'acheter une maison et arrêter de payer le logement.

Je voudrais finir mon master et mon doctorat. Je pourrais avoir une bourse, mais je ne peux pas me permettre de partir un ans ou deux. Qui va soutenir ma famille. Après la mort de mon père je n'ai plus de vie privée de vie personnelle. Si je trouve dix minutes pour moi même pour penser ce

n'est pas bon parce que je voudrais faire quelque chose. Une fin de semaine en Égypte je pourrais le faire et mon épouse me pousse à sortir, mais maintenant je souris aux autres et je ne prends du temps pour moi.

Mon père mort en 2003 mais c'est la combinaison de la mort de mon père et mon mariage le poids.

Le 12 jours quand j'ai visité UK je n'ai pensé pas à personne, j'ai fait "switch off" et j'ai eu de travail tout le temps. Si je pouvais sortir de Gaza, même à Ramallah ou Jérusalem!!! Mais je n'ai pas eu de permis déjà pendant trois moi.

Je me décris comme un homme simple avec la ambition d'offrir ma famille et mes proches de la stabilité dans un contexte d'incertitude ».

L'idée de quitter Gaza n'est pas dans son esprit. Le départ de la Jordanie était douloureux et il ne veut pas répliquer l'expérience. Il est sorti pour de formations de quelques jours, le plus de deux semaines. Il a eu d'offre de bourse d'un an. Il n'a pas accepté. Pour lui quitter sa famille un an est hors de question. Il veut être avec sa mère, ses enfants et son épouse. Il connaît des cas ou le mari laisse la famille pendant des années, visitant trois fois par an pour raison d'étude ou travail comme c'était très commun entre les palestiniens, surtout dans la période d'or du Gulf. Pour lui c'est un choix qu'il peut prendre. Il a eu d'occasions de sortie. Il voyage pour son travail environs deux fois par an au moins à Jérusalem, le lieu saint qui est interdit pour la plupart de gaziotes. Chaque fois qu'il sort à Jérusalem il prie à la Dôme du rocher. Il sort aussi pour des formations et pour travail bien que depuis la guerre de 2014 il n'a pas eu un permis de sorti :

« Si je perds mon travail pour manque de fonds dans mon ONG, je devrais me réhabituer à ne sortir pas, et je devrais recommencer à chercher un poste. Je pense que j'ai des bons contacts pour trouver une autre poste. Mais on ne peut pas jamais être sûre. Pour le moment j'appart de mon esprit cette préoccupation et je vie. Les bailleurs de fonds, le gouvernement danois, veulent faire un projet à plus long terme, pour au moins cinq ans. Je travaille jour et nuit pour finir la préparation avec les collègues dans mon équipe ».

Trop de travaille et tout le temps crée des frictions avec son épouse et le rend d'humour épouvantable. Un des thèmes que nous avons discutés pendant les entretiens a été quoi faire avec sa vie. En ces moments, Ala'a n'a pas voulu que nous enregistrons la conversation.

C'est un de rares moments d'intimité dans une conversation qui le touche. Il se rend compte qu'il peut parler avec nous de cette façon, d'abord parce qu'on se connaît de long date et parce qu'il sait que ce qu'il dit ne sortira pas parmi des histories frivoles :

« Ici à Gaza je réagisse je n'acte pas. Je n'ai pas d'options. Les circonstances me poussent par leur contraints. Je ne pas des options. On réagit comme résultat de quelque chose qui nous force à réagir no parce que c'est ma décision. Je n'ai pas pris le temps ni fais l'espace vital pour réfléchir pour prendre soin de mon nafs[673]*. Par ce concept je vais dire l'esprit, qui est pour moi en même temps concrète et spirituelle.*

Maintenant je réserve du temps pour moi. J'aime nager et mon projet c'est de me faire l'espace. Une activité d'exercice va me faire du bien. Je dois avoir du temps pour moi, si non je me sens comme si mon espace privé est envahi. Je suis irascible et impatiente. Je voulais fuir de la maison mais j'y restais et je me bagarré avec mon épouse et les enfants. Deux heures au moins. Et s'il pleut pendant l'hiver je vais faire de la gymnastique. J'arrive chez moi, je me change et mange quelque chose léger et après je vais nager. Par fois après je rencontre des amis pour jouer shadda[674]*. J'ai eu cette nouveau programme pour environs un moi et je vais beaucoup mieux.*

Maintenant mon épouse me pousse hors de la maison parce qu'elle se rend compte de mon changement ».

C'est difficile de sortir des patrons de comportement établis parce que il y a le sentiment qu'il faut occuper chaque instant de la vie. Le changement de programme d'Ala'a, aider par son épouse, améliore son caractère et réduit la pression qu'il exprime de tous cotés.

7.12. Le cas de Munira, entretien n° 5

Munira est employée par une organisation internationale non-gouvernementale venant en aide aux Gaziotes souffrant d'insécurité alimentaire et de malnutrition. Elle n'a eu aucun problème en matière d'emploi et son salaire est resté constant puisque les bailleurs de fonds financent encore les projets humanitaires de son ONG. Elle a toujours su quoi faire, soit au sein d'une organisation qu'elle a fondée elle-même, soit en qualité d'agent de terrain pour cette ONG. Nous avons discuté avec elle de notre guide d'entretien et elle nous a aidés à affiner la

---

[673] Le *nafs* (نَفْس) et un mot arabe qui apparaît dans le Coran en se référant à soi même, à l'esprit, voir l'âme, ou c'est que la psychologie appellerai l'*ego*.

[674] Le jeu des cartes qui s'appelle *shadda*, en arabe colloquial شده .

conception qu'avaient les Gaziotes des épreuves principales qu'ils devaient endurer puisqu'elle les connaît bien par le biais de son travail de soutien social.

Elle nous explique que si, elle, n'a pas eu de souci d'emploi, nombre de ses proches ont souffert de cette épreuve. Personnellement, elle évoque l'épreuve de l'enfermement, liée aux limites de sa projection dans l'avenir, ainsi que l'exposition au danger. Nous avons conduit plusieurs entretiens avec elle entre 2010 et 2013 puis de 2015 à 2017 inclus au cours desquels elle nous a parlé de son parcours familial :

« Je viens d'une famille nombreuse. Mon père était né à Huran, en Syrie. Ses parents se sont rendus au village de Burayr[675] *où ils avaient des connaissances, en 1939.*

Il rencontre ma mère encore jeune et quand ils rentrent en Syrie, il veut l'épouser et rentrer avec elle. Ma mère n'a pas voulu quitter sa famille, sa mère étant malade, alors mon père est revenu pour le mariage et il a décidé de rester à Burayr où il continue à exercer son métier de tailleur de pierres.

Il était simple ouvrier et il n'avait pas de famille sauf celle de ma mère. En 1948, quand les émeutes entre Juifs et armées arabes rendent la vie impossible, ils fuient vers Gaza. Ma grand-mère était déjà décédée… ils sont donc partis avec mon grand-père et ses frères.

Ils sont arrivés à Gaza avec ma mère encore très jeune et deux enfants. Ils ont d'abord été logés au camp de la Plage puis, un an et demi plus tard à celui de Bureij[676]*. Ma mère accouchera encore de quinze enfants ! Mais seulement huit ont survécu et maintenant nous somme cinq en vie.*

Ma mère était souvent malade et depuis notre enfance nous l'aidions à entretenir la maison surtout quand mon père partait pour rendre visite à sa famille à Huran. Les premières années, après 1948, mon père nous a raconté que c'était difficile. Ils avaient laissé la récolte au village et les dons de nourriture venus de l'aide humanitaire n'en étaient qu'à leurs débuts, étant étrangers ils ne pouvaient pas la manger.

Par ailleurs, il n'y avait pas de travail parce qu'il n'y avait pas d'activité de construction en dur. Il était souvent contraint de se rendre en Syrie pour travailler, voir sa famille et nous ramener de l'argent.

---

[675] *Burayr* était une village palestinien situé à 18 kilomètres vers le nord-est de la ville de Gaza. Sa population, en 1945, s'élevait à 2 740 personnes, mais il a été complétement vidé pendant la guerre arabo juive de 1948.

[676] *Bureij* est l'un des camps de réfugiés formels construits par l'UNRWA en 1950 au milieu de la Bande, au sud de la ville de Gaza.

Ma mère continuait sa vie comme au village ; elle s'occupait de son élevage de lapins, de poules, cailles, et elle cultivait ses salades en dehors de la maison, un lopin de terre éloigné en bordure du camp…

C'est elle qui payait vraiment pour nos besoins… en matière d'éducation et qui nous a poussés à étudier. Depuis que j'ai dix ans, quand ma mère était malade, ma sœur et moi prenions en charge la maison. Bien que mon père n'ait jamais appris à lire ni à écrire il est devenu un artisan reconnu à Gaza pour la taille des pierres de construction. Il travaillait beaucoup ».

Pendant le mandat Britannique, l'éducation n'était pas pour tous. Dans la plupart des villages, il n'y avait pas d'écoles et les enfants travaillaient la terre. Toutefois, avec l'Administration égyptienne et l'arrivée de l'UNRWA dans la ville de Gaza, l'apprentissage est devenu possible, notamment pour les réfugiés qui, venant des villages, n'avaient pas eu ce privilège par le passé. En outre, il est important de noter qu'avec la perte des terres, l'éducation est devenue l'option à choisir pour à accéder à une éventuelle mobilité sociale et économique :

« Ma mère, comme mon père d'ailleurs, était analphabète, ça ne l'a pas empêchée de se débrouiller dans la vie. Elle n'achetait aucun produit du marché. Même les légumes, nous les échangions contre des lapins, etc. Elle faisait du troc pour la plupart de nos besoins alimentaires. Nous étions presque autonomes de point de vue de la nourriture et des vêtements.

Ma mère produisait tout chez nous et quand elle était malade ma sœur et moi prenions soin des animaux.

Je ne suis jamais allée sur le marché pour faire des achats… et ce sera un grand choc pour moi quand, à peine mariée, ma belle-mère voudra acheter des poules sur le marché.

C'était ma mère, ou parfois ma sœur, qui sortaient s'il y avait quelque chose à acheter. J'avais peur de manger les produits dont je ne connaissais pas l'origine. Rétrospectivement, je dirais que nous menions une vie très écologique ».

Ainsi que l'explique Munira, la nourriture, un élément qui pourtant peut être considéré comme banal, constituera dans sa belle-famille un problème de taille après son mariage, durant les quatre mois que le couple passera avec elle. Elle sera dégoûtée par les denrées vendues sur le marché et par la cuisine de sa belle-mère. D'autant que cette dernière pensera alors que sa belle-fille est de nature prétentieuse. La raison est toute autre : les habitudes de Munira sont différentes. Il est dommage qu'elle ne clarifie pas ce point de discorde avec la belle-mère.

« Mon frère aîné, très militant, a été emprisonné par les Israéliens quand il avait quinze ans. Il a pu étudier en prison et finir ses études… il a été libéré et il a été autorisé à aller en Syrie dans la famille de mon père.

Il s'est marié et a fondé une famille. Ma mère a aussi cherché une épouse pour mon jeune frère qui avait terminé ses études de comptable et travaillait depuis dans un bureau de l'UNRWA au camp de Bureij en qualité d'assistant.

Les prisonniers libérés des geôles israéliennes, habituellement, n'étaient pas autorisés à rentrer chez eux. Ils étaient exilés. Dans le cas du frère de Munira, il a la possibilité de partir pour la Syrie dans la famille de son père. Munira est âgée de huit ans au moment de son départ, en 1972.

La famille est un atout mais peut aussi, parfois, être un poids à certains moments de la vie. Dans le cas de la mienne, c'est mes parents qui m'ont poussée, tout le temps, à étudier et à devenir meilleure. J'ai habité toute ma jeuneuse avec ma famille. C'est ma famille qui m'a soutenue dans mes études et dans l'accomplissement de mes rêves.

Mes parents, les deux, m'ont élevée en m'inculquant la responsabilité d'être forte, sûre de moi... Il y avait des problèmes dans ma famille, mais ils étaient principalement d'ordre économique. Je voulais étudier et pouvoir travailler pour aider ma famille. C'était surtout ma mère qui, ne sachant ni lire ni écrire, a voulu nous donner une éducation qui ferait de nous des individus autonomes.

La famille de mon père nous a reçus en Syrie les bras ouverts ; elle a été notre ressource principale dans les pires moments de détresse économique que nous avons dû traverser au cours de notre vie.

Quand j'avais dix ans, je me rappelle que ma mère a été très malade. Mon père nous donnait alors l'argent nécessaire pour la maison et ma sœur et moi faisions en sorte que les dépenses de la maisonnée coïncident avec cette somme.

J'étais en troisième année de premier cycle et ma sœur entrait au secondaire. Ma sœur et moi faisions le pain et préparions les repas. J'aimais prendre soin des animaux et de la famille. C'était comme si c'était écrit... Je trouve que cette expérience a été l'un des éléments positifs de ma jeunesse. La situation et les attentes de ma mère et de ma famille nous ont donné la force d'affronter les problèmes, de trouver des solutions dans notre vie future…

Je suis très proche de ma sœur aînée. Elle a été comme une mère pour moi. La seule chose négative que je peux dire c'est que je n'ai pas eu d'enfance. Je me préoccupais davantage des problèmes de tous que des miens en propre et, pendant de très nombreuses années, je me suis presque oubliée moi-même !

Je sentais terriblement la responsabilité de ma famille peser sur mes épaules. Cette responsabilité a fait que j'ai développé ma personnalité en un certain sens : ce qu'on appelle en arabe al kifah, je suis donc devenue autosuffisante. Et, encore maintenant, ma plus jeune sœur et ses enfants réclament mon avis et mon soutien… il en va de même, bien évidemment, pour mes propres enfants.

Une fois que j'ai terminé mon tawjihi, mon baccalauréat palestinien, mon père a parlé avec mon frère pour préparer mon séjour à Damas afin d'y étudier le Droit. Cette matière n'était pas enseignée en Palestine et mon père voulait m'envoyer en Syrie chez mon frère ».

Munira finit son *tawjihi* en 1981, obtenant les meilleures notes de sa promotion. Son père ayant compris qu'elle voulait étudier le Droit, la soutenait dans ses projets. Hélas, à ce moment-là, le Droit n'était pas enseigné en Palestine. Ce n'est que beaucoup plus tard qu'il sera possible de s'inscrire à Bir Zeit pour l'étudier. Ses parents ne voulaient pas qu'elle se marie avant d'avoir terminé ses études et, en accord avec elle, ils ont donc refusé les prétendants qui venaient régulièrement demander sa main. Ainsi, est-elle partie pour la Syrie chez son frère, afin de voir quelles étaient les possibilités d'inscription à Damas. Elle y a rencontré un ami de son frère, un Gaziote (Nabil), qui suivait un cours à Damas. Rendant souvent visite à celui-ci, Nabil lui a alors peu à peu parlé de mariage :

« Nabil a compris, quand il est venu demander ma main, que j'avais des projets à réaliser avant de fonder une famille, avant d'avoir des enfants. Nous avons décidé d'attendre pour nous marier plus tard, quand j'aurai fini mes études.

Lui, avait étudié l'ingénierie mécanique. Il savait que j'éprouvais un sentiment de responsabilité énorme envers ma famille, mes parents qui étaient des réfugiés ayant connu l'expérience de la nakba [677]*[…], qui n'avaient jamais appris à lire et à écrire… ».*

Pour Munira qui a fait un mariage d'amour, la responsabilité envers ses parents et ses sœurs reste claire dès le moment où son prétendant lui a parlé de mariage. Tant la femme que l'homme ont la responsabilité d'aider leur famille. Dans quelques cas, la famille demande cette aide directement, mais dans la majorité des situations, chacun a conscience de la responsabilité filiale qui est la sienne, nul besoin de le lui rappeler sans cesse. En même temps, notons que la famille est une ressource vitale en matière d'entraide économique. Le poste de son frère à

[677] C'est la catastrophe de la dépossession des terres et des biens du fait de la guerre arabo-juive.

Damas, dans l'OLP, n'a pu être envisagé et se concrétiser que grâce aux contacts de la famille du père, les *ulad 'am*.

> *« À Damas, j'ai décidé, en accord avec mon frère et Nabil, de rentrer à Gaza pour l'engagement et, après seulement, de revenir à Damas pour y étudier le Droit. Nous avons également parlé à mes oncles qui appréciaient Nabil pour son caractère agréable et sa nature généreuse, toujours prêt à aider ».*

La famille de Munira, ne voit pas de problème à ce qu'elle voyage avec Nabil qui est un ami de la famille. Bien que ses parents soient de très modestes paysans, illettrés par ailleurs, le couple a une conception, qu'il pourrait convenir de qualifier de révolutionnaire, de la femme ainsi que du respect des décisions de leur fille. Une de caractéristiques de Munira est son autonomie et sa confiance en elle-même. Cela va toutefois devenir un enjeu problématique pour la famille de Nabil et en particulier pour sa mère :

> *« De retour à Gaza, les parents de Nabil ne voulaient pas que l'engagement aboutisse. Ils ne m'ont jamais acceptée pour leur fils. L'entêtement de Nabil les a forcés finalement à le faire. Mon père a arrangé le contrat de mariage à la condition que je puisse poursuivre mes études, et ses parents ont finalement dû accepter. Mais mon père a compris que, eux, n'avaient jamais eu l'intention de me laisser étudier.*
>
> *Mon père avait raison ! Après l'engagement, la famille de Nabil voulait m'interdire de continuer mes études. Mon père a insisté pour que nous partions [après les fiançailles, en accord avec le certificat de mariage, le kateb el kitab] bien qu'il ait accepté plus tard ma décision. Pour obtempérer devant les parents de Nabil qui ne voulaient pas de ce voyage, j'ai suggéré d'achever d'abord un diplôme à Taybe[678], Ramallah puis que nous partions, plus tard, pour Damas, après le mariage.*
>
> *Les contacts de la famille à Damas ont été cruciaux pour que Nabil trouve un emploi et que l'inscription d'Ena'am à la faculté de Droit soit possible. La famille de Nabil est furieuse, sans pouvoir rien faire pour interdire les choses qui leur déplaisent.*
>
> *Mon père et Nabil ont très largement appuyé ma décision. Alors, avec le consentement de Nabil, j'ai utilisé une partie de mon maher[679], 1 150 dinars jordaniens. J'ai pris 450 dinars et j'ai*

---

[678] Le Centre d'études de Taybe-t-Ramallah était connu pour ses cours en liens avec les services sociaux.

[679] Dans la société palestinienne, il s'agit de la somme que le marié promet de verser à sa femme en cas de divorce. Parfois *el maher* est utilisé par le couple pour acheter le *tajhiz*, parfois il est un symbole, comme dans le cas présent, s'élevant à seulement un dinar.

commencé à étudier à Ramallah au Centre d'études à Taybeh-t-Ramallah. J'ai fait toutes mes études à Ramallah avec mon maher et il y avait encore 700 dinars pour notre voyage. Nabil n'a pas pu m'aider parce qu'il étudiait lui aussi.

De nombreuses jeunes femmes qui se marient ne pensent pas à finir leurs études… c'est dommage ! J'avais mes priorités, bien clairement établies, et elles étaient à court et à longs termes.

Je faisais les trajets toute seule deux fois par semaine à Ramallah. Ça a duré trois ans, jusqu'à ce que j'obtienne mon diplôme. Après seulement, on s'est marié et nous sommes restés avec ma belle-famille pendant quatre mois en attendant mon inscription et les nouvelles d'un emploi pour Nabil à Damas que mon frère aîné a trouvé pour lui pour que nous puissions partir ensemble ».

J'avoue que ça a été les mois les plus difficiles de ma vie. Nous étions déjà sous l'occupation israélienne. Ma belle-mère voulait acheter des poulets israéliens et tout ce qu'elle cuisinait me dégoûtait... Elle faisait tout sans amour ! Il y avait des discussions constantes avec ses autres enfants et son mari. Nabil avait fait des économies. Sa mère m'a accusée de l'avoir épousé pour son argent. Sa mère ne pouvait pas comprendre que nous nous aimions ».

Les membres de la famille de Nabil ne s'entendaient pas entre eux. Il y avait des frictions au quotidien. Sa mère, son père et ses frères étaient contre notre mariage dès le début, bien qu'ils aient ardemment convoité l'argent du *maher*. Ils avaient menti au père de Munira en promettant de la laisser poursuivre ses études et ils étaient furieux que Nabil ait permis à sa future épouse d'utiliser son *maher* pour les études à Taybeh-t-Ramallah ainsi que pour les frais du voyage en Syrie. Dès les premiers jours, la relation s'est avérée difficile. Munira s'arrange de cette situation de la meilleure façon qu'elle puisse le faire, mais ce n'est pas facile tous les jours. Elle accepte de terminer un diplôme d'assistante sociale et de se marier avant de repartir en Syrie pour continuer à étudier le Droit :

« Nous avons voyagé ensemble un jour après que j'ai obtenu mon diplôme. Mon frère nous a invités à rester chez lui pendant la période nécessaire. Parce que mes oncles avaient une grande maison, on a logé finalement chez eux. J'étais ravie de pouvoir continuer mes études et tant Nabil que ma famille étaient au courant. Déjà à Damas j'ai commencé à étudier le Droit en même temps que j'occupais mon emploi.

Nous étions heureux ensemble et la ville de Damas, à cette époque, appréciait les Palestiniens. Je me sentais à l'aise et j'avais beaucoup d'amis. Mon frère avait un bon poste au sein de l'OLP à Damas dans un orphelinat. L'organisation était dirigée par le frère de Abu Jihad, de la famille al Wazir, des locaux de Gaza.

J'ai fait partie du mouvement pour le droit des femmes à Gaza. À Damas il fallait faire attention de ne rien faire ***avec*** *des Syriens. Je n'ai pas eu de problèmes [politiques], et j'étais très populaire.* [Les problèmes avec les Syriens, cf. Chapitre II] *».*

Munira a dû lutter pour défendre son droit de poursuivre ses études, celui de voyager et, enfin, pour exercer son indépendance. Ses études, ses trajets et son travail n'étaient pas contestés jusqu'à la première Intifada. Pour elle, l'Intifada associée à une mauvaise relation avec la famille de son mari, lui ont fait éprouver des sentiments négatifs, pour des raisons diverses, à l'égard d'une communauté traditionnelle. La première Intifada est l'enjeu qui bouleverse profondément sa vie et ses projets.

« La première Intifada a interrompu nos projets… Nous devions rentrer à Gaza.

Mon retour a été difficile. J'étais habituée à une vie assez libre. Je sortais avec des copines et des copains, sans restriction aucune. Ma famille est musulmane, nous faisions le jeûne pendant le Ramadan et payions le mais je n'ai jamais pensé à porter le voile. Surtout, ma famille respectait mes décisions et zaqat[680] *avait une confiance totale en moi. C'est la raison pour laquelle j'ai pu faire des trajets seule avec Nabil avant notre mariage. C'est vrai qu'à ce moment-là personne ne se doutait qu'il allait me demander en mariage.*

À notre retour à Gaza, la famille de Nabil était ouvertement contre moi, sa mère surtout. Il semble parfaitement clair que la décision de Nabil allait contre l'avis de sa famille. Depuis ils ont toujours été contre moi. Bien que lui n'ait fait aucun compromis envers sa famille. J'ai été sa priorité en dépit des efforts déployés pour nous séparer et des commentaires malveillants à mon encontre.

A notre retour nous avons trouvé que la ville avait beaucoup changé. La situation était tendue et l'armée israélienne poursuivait sans cesse les résistants. Nous sommes restés chez ma sœur aînée à Jabalya et nous travaillions à Gaza. La possibilité de quitter de la Bande était devenue complètement aléatoire ».

Jabalya est à seulement quinze ou vingt minutes de Gaza. Les distances dans la Bande ne sont pas très grandes quand on regarde une carte, même quand on veut se rendre du nord à la pointe sud. En revanche, chaque gouvernorat est un monde particulier :

---

680 L'un des plus importants des cinq piliers de l'Islam. La charité obligatoire promet la croissance de la richesse de l'individu quand il fait des dons à ceux qui en ont besoin.

« À mon arrivée de Syrie, j'avais des bons contacts et j'ai créé une association pour aider les handicapés qui travaillait en collaboration avec l'association suédoise pour handicapés, The Swedish Organisation for Individual relief (SOIR).

Dans les années de la première Intifada, à partir de 1987, nous entendions dire qu'il y avait eu des agressions de femmes non voilées. En ces années-là aucune femme de notre groupe ne portait le foulard. Les agresseurs étaient des extrémistes.

Nous avons demandé au conseil[681] *gérant l'Intifada de publier un bayan [tract] contre les agresseurs. Plusieurs jours plus tard, finalement, le bayan est publié, délivrant un message surprenant pour nous les femmes. En bref, les laïcs ne défendaient pas les femmes dans leur droit à décider de leur tenue, mais par le biais de la tradition et leur défense se basait sur leur statut de mères de famille palestiniennes.*

J'ai vu ces dernières années la société de Gaza se modifier. Les commentaires dans mon voisinage devenaient davantage religieux, outre la malveillance de la famille de Nabil envers moi. Voilà donc les raisons qui m'ont décidée à porter le foulard.

Nabil n'était pas content de ma décision, mais pour me sentir plus à l'aise sans devoir subir les commentaires des voisins, j'ai finalement porté le foulard lorsque je travaillais. J'ai ressenti une pression sociale qui s'était renforcée et rendait mes déplacements assez désagréables. J'ai vu mon espace de liberté se réduire considérablement... ».

Dès lors, Munira commence à ressentir de plus en plus l'enfermement. Elle travaille tous les jours, accomplissant sa double activité au sein de l'association et dans une ONG internationale. La famille de son mari fait des commentaires désobligeants, essayant de la stigmatiser socialement parce qu'elle n'est pas voilée. C'est la pression sociale pendant la première *Intifada* qui la convainc de porter le voile pour faciliter ses déplacements.

Certaines femmes qui travaillaient dans des associations de la société civile aux côtés de femmes voilées ont expliqué ressentir une pression sociale croissante les poussant à se voiler. Quelques-unes d'entre elles ont résisté mais d'autres, surtout en accord avec leur lieu de résidence, ont pris le voile, don Munira ainsi que nous l'avons déjà vu :

---

[681] *Cf. Chapitre II* : depuis août 1987, dans la Bande de Gaza, les quatre partis existant, formalisent leur coordination (le Fatah, le FDLP, le FPLP et le Parti communiste). Ce sont eux qui vont former, immédiatement après le déclanchement de la rébellion de fin décembre, un *Commandement national unifié du soulèvement* (CNUS).

« C'était difficile, voire même dangereux, de circuler entre Gaza et Jabalyia. Résidant à Jabalyia. C'était différent si la femme habite Gaza. Elle se sentait peut être plus protégée... Mais, chez nous aussi, j'avais la famille de mon mari, qui ne m'a jamais appréciée, qui me faisait la guerre ».

Depuis son mariage, Munira gère les finances du couple, qu'elle utilise de façon sage. Ils ont acheté leur maison à Tel el Zatar, située à environ vingt minutes de leur lieu de travail au centre de la ville de Gaza, ainsi qu'une voiture pour que Nabil puisse se rendre facilement à son travail. Habituellement, Nabil passait la prendre à la fin de la journée mais lorsqu'il avait un empêchement, Munira faisait alors appel à un *service* (taxi collectif) pour rentrer à la maison.

La grande complicité et l'amour qui existe entre son mari et elle la rendent plus forte pour affronter la société et sa belle-famille :

« J'étais habituée à sortir sans aucun problème. Et, peu à peu, le mouvement est devenu plus étroit. Pendant la première Intifada, nous avions le rêve de pouvoir faire quelque chose pour notre patrie… et il y avait des interlocuteurs. L'ambiance était vraiment idéaliste. Il y a avais un groupe de personnes avec lequel je travaillais, surtout dans le social.

Je venais d'accoucher de ma première fille. Elle avait quarante jours et il y avait un congrès de femmes à Amman pour prendre des décisions sur l'Intifada… serait aussi discuté quel était le chemin politique à suivre. J'ai laissé ma fille avec mon mari et je me suis rendue à Amman pour le congrès. Il y eu des problèmes en Jordanie et je n'ai pas pu rentrer pour la fête. J'étais la seule femme entourée d'une vingtaine hommes.

Quand il a eu des problèmes et que le passage à temporairement fermé je suis restée à Amman… les gens venaient parler à Nabil pour avoir de mes nouvelles et savoir ce que je faisais et mon mari répondait toujours : Je connais Munira, j'ai confiance en elle… et il n'y aura pas de problèmes.

Bien que notre espace de mouvement se soit rétréci, la première Intifada a été un beau moment. Il y avait une grande générosité de la part de tous envers ceux qui avaient plus de besoins. Il y avait le sens du don " atta'a ". *En revanche, cette période a été difficile du point de vue de la violence des Israéliens. C'était la première fois que je côtoyais la violence. Mais il y avait, parallèlement à cela, un sentiment de bonté et de partage, de bons voisins et un intérêt croissant accordé à l'entraide. Tout le monde travaillait ensemble. J'ai fait partie d'un groupe d'aide sociale où homme et femmes travaillaient ensemble. Nous étions dix groupes… et le mien était davantage tourné vers le social que politique. Et nous ressentions les résultats. Il y avait un espace d'action beaucoup plus important que maintenant et tout le monde avait sa place. En ces moments-là, nous ne ressentions pas la peur.*

Dans le groupe politique démocratique [hezbe el democrati], *Fiddah, auquel j'appartenais, les gens donnaient beaucoup… J'ai beaucoup appris à leur contact, notamment auprès de Zahira Kamal, Yasser Abed Rabo, Raffiq Qada ».*

Raffiq parlait ainsi de notre situation, déjà en ces années-là, et je m'en rappelle comme si c'était hier, j'avais seulement 22 ans :

« La situation entre les Israéliens et les Palestiniens est très simple. Ce qui s'est passé est la chose suivante : c'est comme si tu avais une toute petite maison et que ton voisin vient chez toi et te demande s'il peut rester avec toi. Qu'est que nous pouvons répondre à cela ? Ahlan wa sahlan, el beit maftouh [vous êtes les bienvenus, la maison est ouverte, nous pouvons vous recevoir]. Alors le voisin dit, j'amène aussi mon épouse et mes enfants et le cheval et les moutons, et nous continuons à dire ahlan wa sahlan ma maison vous est ouverte… et, finalement, le voisin et sa famille prennent la maison et te jettent dehors ! ».

Nous avons entendu cette histoire que raconte Munira au fil de nombreuses conversations à Gaza, dans toutes les couches sociales et générationnelles. C'est un thème récurrent qui explique la perte de la Palestine. Nemer, l'une des personnes que nous avons interrogées, commente ainsi cette histoire :

« C'est la ressource à la mémoire, aux histoires comme celle de la petite maison pour justifier une absence de leaders, une population rurale sans compétences politiques pour créer un État et surtout une façon de justifier une injustice sans précédent faite à la Palestine.

L'année 2000 marque la prise du pouvoir par Ariel Sharon et une intensification de la violence des attaques menées contre Gaza, largement accrues par le déclenchement de la deuxième Intifada qui survient, ainsi que le dit Munira, dans un contexte politique tout à fait différent.

L'expérience pendant la deuxième Intifada était différent de la première ; peut-être ma responsabilité familiale était-elle plus grande, mais, surtout, la situation politique avait changé. Les gens avaient peur. Il n'y avait pas de travail, pas d'argent…

Depuis l'année 2000 l'incertitude est devenue notre quotidien. Chaque jour un peu plus je me rendais compte que tous les individus avaient changé, plus personne n'était lui-même. La peur était un sentiment nouveau. Je n'ai pas ressenti de peur pour moi. Moi-même, non, mais je rencontrais de plus en plus de gens qui ne savaient pas de quoi demain serait fait. Et la raison à cela n'était pas les attaques israéliennes. Certes, elles faisaient partie intégrante de notre vie… Et la situation empirait chaque jour un peu plus.

Maintenant, tout le monde est déprimé, et personne ne pense que ce qui viendra demain sera mieux que ce que nous connaissons aujourd'hui.

Le printemps arabe, moi, je l'appelle l'automne des arabes. Ces révolutions aggravent la situation. Je considère que ce sont des actions négatives. Si tu veux améliorer les choses il faut être conciliant et non tuer. C'est le pouvoir qu'ils veulent et ce sont leurs intérêts qu'ils voient avant tout.

Mais pendant ce temps-là, le peuple souffre. Je pense surtout à l'Égypte et aux Egyptiens.

Le printemps arabe, lui, est bon pour Israël. Je ne vois rien de positif dans ces révolutions, elles nous montrent qu'il n'y a pas une volonté arabe unie, ni une vision globale de la situation... Oui, je comprends que la population veuille un changement. Le problème c'est que les révolutions prennent des années à donner leurs fruits. Je ne crois pas que nous verrons de notre vivant de bons résultats découler de cela. Les gens s'attendent seulement au pire.

Le soulèvement populaire en Egypte avec l'occupation de la place Tahrir [libération] *au Caire, a contraint Moubarak à abandonner la présidence du pays le 11 février, après trente ans de pouvoir. Les élections égyptiennes ont apporté la victoire à Mohammad Morsi, allié aux Frères musulmans. Sa présence nous aide et je crois qu'elle aide aussi les Egyptiens. Le problème c'est que, à nouveau, arrive un autre militaire qui est pire que Moubarak, Sissi. Il ne veut pas l'unité des Arabes. C'était le rêve de Nasser.*

Cet effort pour diviser et, par ailleurs, pro-américain, est mauvais pour les Gaziotes. C'est pour ça que je pense que le printemps arabe est bon pour Israël. Je ne vois rien de positif là-dedans.

En revanche pendant la deuxième Intifada c'était différent ; peut-être ma responsabilité familiale était-elle plus grande… surtout, la situation politique avait changé. Les gens avaient peur. Il n'y avait pas de travail, pas d'argent.

J'ai cinq filles et deux garçons. Je suis très attachée à leur éducation, surtout à celle de mes filles parce que je veux qu'elles apprécient l'autonomie et l'indépendance. Mais elles veulent se marier sans finir leurs études et ça, je ne peux pas le permettre.

A plusieurs reprises, j'ai parlé à mes filles mais je crois qu'elles ne peuvent pas comprendre parce que leur situation est trop différente de celle que j'ai connue dans ma jeunesse. Elles n'ont jamais eu besoin de rien. Alors j'ai pris la décision… et je leur ai interdit de se marier avant d'avoir terminé leurs études. Et ce n'est pas facile parce que les filles ne comprennent pas ma position. Elles vivent dans un autre monde ».

Fin 2013, Nabil, le mari de Munira, est tombé malade. Souffrant d'une hépatite incurable, il a succombé après seulement six mois de soins à Gaza et en Égypte.

Munira raconte :

« Je n'ai jamais pensé que Nabil aller mourir si jeune. Je l'aimais tant ! Mais ce que je craignais le plus c'était la position de ses parents par rapport à sa maladie.

Sa maladie a été une période très difficile pour moi, un véritable supplice. Et je ne pouvais pas imaginer ma vie après sa mort, et surtout je ne cessais de penser à la haine de ses parents envers moi !

Jusqu'au dernier moment, mon mari m'a fait confiance et s'est reposé sur moi, grâce à Dieu[682] *».*

La famille de Nabil, avec laquelle Munira n'a jamais entretenu de bonnes relations depuis son mariage, est prête à s'accaparer des biens de leur fils défunt. Selon la tradition islamique, lorsque les parents sont encore en vie, ils ont droit à une partie, considérable, de l'héritage laissé par leur descendance. Munira, qui n'a pas pensé à demander à Nabil d'enregistrer la maison à son nom, se fait donc beaucoup de souci à ce sujet. À la mort de Nabil, son cousin, qui l'avait accompagné en Égypte pour y être soigné, lui a remis les papiers lui permettant d'être propriétaire de la maison que son mari avait mise à son nom trois mois avant de savoir qu'il était atteint d'une grave maladie. Néanmoins, malgré l'existence de ces documents, en 2015 encore, soit deux années après la mort de son mari, Munira se débat encore dans un processus l'opposant à la famille de son époux, à la cour de Gaza, du fait que sa belle-famille conteste lesdits documents et réclame la maison avec grand empressement.

Au cours de la mise à jour de l'année passée, à laquelle nous avons procédé afin que tous les entretiens que nous avons menés soient convenablement employés, après l'Aïd 2016, nous avons appris que c'était seulement au mois de février que Munira avait obtenu un verdict positif. Ces nombreuses années d'attente se sont finalement conclues de façon favorable pour elle. Elle n'a donc perdu ni sa maison ni le reste de ses biens.

« Je suis soulagé du verdict que la cour a rendu… Je m'attendais tellement au pire… Alors, finalement, de ce côté de ma vie, tout va bien. Je prépare les noces de Mariam ma plus jeune fille qui vient d'obtenir son diplôme d'enseignante d'arabe. C'est un cousin éloigné qui habite avec mon cousin germain à Dubaï qui l'a demandée en mariage. Ils se connaissent bien parce que sa famille nous rend visite à Gaza chaque année. Mais ce côté personnel de ma vie n'est pas suffisant pour moi. J'ai un esprit nationaliste qui se rebelle quand je vois la faillite des Accords d'Oslo qui m'avaient pourtant donné quelques espoirs à leurs débuts.

---

[682] L'époux de Munira est mort d'un cancer du foie au début de l'année 2014.

Je ressens un sentiment général d'impuissance à changer la situation, notre vie et la vie de Gaza. Quand le Hamas a remporté les élections, le Fatah et la communauté internationale le laisseront-ils gouverner ?! Ils ont tous contribué à transformer la situation en une « guerre civile » qui a fait des centaines de jeunes hommes handicapés. Et les Accords d'Oslo… vraiment, ce sont des accords de vente de notre qadiya[683]*. Comment signer un accord dans lequel le mot « occupation » n'est même pas mentionné !? En fait, c'est la ratification de l'occupation israélienne. Où sont allés les principes et al quadiya falastinya ? Où en sont nos demandes pour la Palestine ? ».*

Il nous est impossible de ne pas penser à ce qu'a écrit Jean-François Legrain dans deux de ses articles : *« Mais, en empêchant le Hamas d'exercer son mandat, le Président Mahmoud Abbas, Fath, la légitimité d'Israël et la communauté internationale ont contribué, chacun à son niveau, à transformer la débâcle sécuritaire en une* "guerre civile" *dont les prémices se sont manifestés dès l'été 2006 »*[684]. Dans son autre article, il évoque par ailleurs l'échec de l'OLP et le nationalisme lui-même :

« Bien au-delà de l'échec personnel de Yasser Arafat et de l'organisation de l'OLP, c'est le nationalisme palestinien lui-même, structuré sous l'égide de la centrale palestinienne, qui se trouve mis en échec et, en conséquence, délégitimé. Dès lors que l'espoir du recouvrement du territoire à court ou moyen termes apparaît de plus en plus chimérique et que la conscience se fait plus forte que l'occupation a fait de la cassure du lien social l'instrument de sa domination et de sa pérennisation, la construction identitaire qui avait fait du lien à la terre le fondement de l'identité de la personne, de l'unité de la nation et de l'action de l'organisation, ne paraît plus opératoire »[685].

Munira continue en précisant :

« Ah… les problèmes d'électricité ! Si nous pouvions avoir de l'eau potable à boire ! Ah… où est parti le rêve de la Palestine, de l'État, de la générosité des personnes. Je ne vais pas être très négative mais avec vous je peux parler franchement et partager mon absence croissante d'espoir pour un avenir meilleur. Il n'y a pas d'initiative parce que nous avons face à nous quelque chose de plus fort qui nous arrête et empêche notre mouvement.

En dépit de mes moments de désespoir, j'ai confiance en les Gaziotes et je sais qu'il y a parmi eux des personnes compétentes et courageuses qui peuvent nous mener vers un avenir meilleur. Après tout, le noyau du nationalisme palestinien… je considère qu'il a été à Gaza...

---

683 *Al qadiya falastinya*, est la question du problème palestinien dont Munira pense qu'il est tombé dans l'oubli.

684 LEGRAIN Jean-François (2006), « La dynamique de la "guerre civile " en Palestine ou comment refuser au Hamas d'exercer son mandat », *Critique international,* n° 36, juillet-septembre.

685 LEGRAIN Jean-François (1996), « La Palestine : de la terre perdue à la reconquête du territoire », *Cultures et Conflits*, n° 22, pp. 171-221.

J'ai lu dans des livres d'histoire que la seule fois où il y a eu un effort pour produire notre propre gouvernement et nous gouverner nous-mêmes, ça a été « le gouvernement de toute la Palestine » *qui a été soutenu par la Ligue arabe… une initiative du hadj Amin al Husseini en juillet 1948. Alors, un passeport palestinien a même été émis…*

Mais ce gouvernement n'a été qu'un moment éphémère… nous ne nous sommes dirigés nous-mêmes que quelques mois... Vous connaissez le reste de l'histoire, le roi Abdallah est intervenu et en 1949 déjà il ne restait plus rien de ce bel effort ! ».

Le « *all Palestine government* » dont parle Munira a véritablement constitué le seul moment où la Palestine a été gérée par les Palestiniens eux-mêmes. Les intérêts des pays arabes allaient à l'encontre de cette idée.

« Avec le Hamas, la peur est présente, tout comme les difficultés et l'incertitude d'ailleurs. Il y a toujours une part de la population qui profite de la situation et une autre non.

La majorité est atteinte de dépression, plus ou moins importante certes, mais tout de même… du fait de l'absence d'un avenir convenable et d'un possible ouverture vers le reste du monde. Nous faisons une longue sieste, comme dans les contes[686]*… ou, encore pire, c'est le temps du Ghazwe, hauf et ahbat, [ravage, peur et dépression]. Une sorte de mélange entre une peur qui n'est pas reconnue et surtout une importante dépression, un peu comme si la voiture qu'est la vie s'était embourbée, enlisée… et qu'elle ne pouvait plus ni avancer ni reculer.*

La peur et la dépression nous paralysent. Il y a des moments où j'attends… mais il n'y a pas d'initiative ».

Munira n'est pas la seule à évoquer ce sentiment d'enlisement. Nous le ressentons également chez des personnes plus jeunes, hommes comme femmes, venus de tous horizons. Quand nous demandons à Munira comment elle gère le quotidien lorsqu'elle se trouve dans la situation qu'elle décrit ainsi, elle répond :

« Dans ma famille, ni moi ni mes enfants n'avons jamais trouvé refuge dans la drogue ni ou l'évasion offerte par Internet. Nous sommes ensemble. On se soutient de cette manière. Je dois vous donner quelques explications : je ne vais pas dire que nous discutons de toutes sortes de problèmes ensemble mais soit avec moi, soit entre frères et sœurs, mes enfants se livrent entre eux, extériorisent leurs ressentis et tentent de trouver une solution.

---

[686] L'histoire de la *Belle au bois dormant* est aussi présente dans les contes arabes sous le nom *al amyra al nayma.*

Nous sommes loin d'être une famille parfaite ! Mais la différence avec d'autres c'est que nous avons la foi, en nous-mêmes, mais aussi en notre religion.

Je vous raconte un événement qui nous a frappés fortement : un voisin, ami de mon fils aîné, a décidé, étant en cela aidé par sa famille, de fuir Gaza, empruntant l'un des tunnels paraît-il encore ouvert à Rafah. Le voyage est périlleux et long. Il a un oncle en Suède. Il espère pouvoir le rejoindre si, éventuellement, il réussit à passer. Ce qu'on sait pour le moment c'est qu'il attend à Alexandrie pour embarquer sur un bateau en partance pour l'Europe.

Nous sommes peinés par la nouvelle de son départ… d'autant que nous avons été très surpris. Nous prions pour qu'il arrive sain et sauf en Europe. C'est le seul jeune homme dont on sait qu'il est parti. Nous avons lu dans la presse qu'il y en a d'autres mais c'est la première fois qu'on l'apprend concernant quelqu'un qui nous est proche.

Être loin de la famille, n'est pas une vie… Je ne le souhaite à aucun de mes enfants ! ».

La pratique religieuse, dans les familles traditionnelles gaziotes, ne dérive pas nécessairement vers l'extrémisme. En revanche, elle fixe les préceptes de vie indiquant qu'il convient d'avoir foi en la famille et de croire en la protection divine. Cette croyance et le soutien au cœur de la famille permettent aux personnes comme Munira et les siens de continuer à vivre en société sans tomber dans le désespoir. La famille s'isole presque pour mieux se protéger. La nouvelle du départ de l'ami du fils est d'autant plus surprenante pour Munira qu'elle ne comprend pas comment la mère du jeune homme a pu lui permettre de partir loin des siens. Elle ne pense pas que son avenir soit meilleur lorsqu'il sera seul, loin de sa famille.

7.13. Le cas de Samira, entretien n° 16

Issue d'une famille de réfugiés dont le père est originaire de Jaffa et la mère de Ber Cheva, Samira n'a jamais vécu dans les camps. Lorsqu'elle évoque sa vie, elle nous montre un autre aspect de la société gaziote, nous faisant prendre conscience de la façon dont elle gère l'épreuve de l'enfermement. Sans pour autant oublier que nos entretiens avaient lieu dans le cadre d'une recherche académique, nous avons noué des liens d'amitié qui nous ont permis de mieux comprendre d'autres personnes de la société gaziote que nous avons côtoyées.

Nous avons interrogé Samira pour la première fois à la fin de l'année 2008. Au cours de cet échange nous lui avons demandé si elle pouvait nous accorder une série d'entretiens pour notre recherche. Nous l'avons rencontrée alors que les Accords d'Oslo étaient en vigueur

en 1994. Elle venait d'inaugurer son centre d'enseignement linguistique et culturel. Elle voulait emmener des Israéliens à Gaza, leur faire rencontrer les Gaziotes et leur enseigner l'hébreu pour faciliter les échanges culturels et les relations personnelles. Samira voulait mettre en évidence l'humanité des Israéliens, et des autres cultures de plus généralement, afin d'apaiser les esprits et les sentiments éprouvés après l'Intifada.

Depuis, nous nous sommes revues à plusieurs reprises et c'est toujours avec plaisir qu'elle se confie à nous. Nous n'avions réalisé qu'un seul entretien lorsque la guerre de décembre 2008-janvier 2009 a mis un terme à nos rencontres. En revanche, nos entrevues fréquentes pour suivre les événements nous ont permis une communication fluide et continue. Nous n'avons renouvelé nos échanges formels qu'à la fin de l'année 2010. Pendant les entretiens initiaux, elle a montré beaucoup d'entrain à parler de la vie à Gaza, détaillant d'ailleurs l'historique de ces dernières années, évitant de parler d'elle-même et d'aborder des sujets que nous n'avions pas proposés[687]. Après deux rendez-vous, en 2010, elle s'est mise à parler d'elle, évoquant les détails les plus marquants de son parcours personnel. Nos rencontres de 2013, faisant suite au conflit de novembre 2012, font état de ses sentiments d'enfermement et de la façon dont elle les gère. Elle prend un certain plaisir à parler, se sentant plus à l'aise à chacune de nos entrevues. A l'issue du conflit de juillet-août 2014, c'est elle qui a entrepris de nous recontacter pour poursuivre notre relation.

En bonne enseignante, c'est elle qui organise nos entretiens tels des chapitres de sa vie. Ils se sont déroulés à son bureau vers lequel elle a déménage son centre, ou bien chez elle, ou encore à Mazaj, un café en ville. Le lieu dépendant de l'horaire de notre entretien. Samira n'aime pas rentrer tard chez elle. En effet, elle vit seule, loin de sa famille, ce qui n'est pas très commun à Gaza pour une femme mariée mais habitant seule parce que son mari a dû quitter la ville. Notre relation s'étant peu à peu muée en amitié, nos rencontres ont progressivement pris un tour plus intime. Samira commence son récit avec le parcours personnel de sa mère :

> *« Fatima, ma mère, est originaire de Ber Cheva. Elle habite Gaza depuis que sa famille y a emménagé après 1940. Elle a fait des études pour devenir infermière, très jeune, à Jérusalem, durant les années du Mandat britannique. Par l'intermédiaire d'amis, elle a fait la connaissance de Cha'aban, un jeune homme de Jaffa, qui enseignait l'arabe dans une école religieuse privée,*

---

[687] Samira est une des sources pour la partie historique de la thèse, produit à travers des entretiens et d'accord aux moments plus importants pour chacun de nos interviewés, sans le propos d'offrir une "histoire" compréhensive de Gaza depuis l'Empire ottoman.

l'École des Frères. Cha'aban est tombé amoureux de Fatima et, après s'être fréquentés un temps, lors des visites du jeune homme à Gaza, afin que les familles se rencontrent, ils se sont finalement mariés. Fils unique, mon père s'est retrouvé orphelin à trente ans à peine et a dû souffrir de ne pas avoir de famille près de lui. Malgré leurs vingt ans d'écart, le couple était heureux et mon père était impatient d'accueillir son premier enfant puis de fonder une grande famille sans perdre de temps.

Le port de Jaffa, surnommé arous-t'el-bahr [la sirène de la mer] était un lieu dynamique comptant de nombreuses activités culturelles. Le niveau d'éducation y était élevé. La vie était agréable et le travail stimulant ».

La mère de Fatima travaille à l'hôpital de Jaffa pendant que son mari enseigne l'arabe à l'École des Frères sur le port. Ils accueillent leur premier enfant à Jaffa, mon frère aîné, en 1946. Les heurts et les émeutes entre Juifs et Arabes se multiplient et la peur née du massacre de Deir Yassin[688] s'était déjà répandue à travers toute la Palestine. L'augmentation du nombre d'attaques contre Jaffa et ses alentours, venant des groupes sionistes Irgoun et Haganah, a conduit à la *nakba*. C'est là l'élément qui a décidé le couple à chercher refuge auprès de la famille de Fatima à Gaza.

Dès lors que le couple avait de la famille à la ville de Gaza disposant de certaines ressources économiques, l'installation dans un camp n'a pas été envisagée. La famille se composait déjà de quatre personnes au sein de la maison de la grand-mère. Elle était donc trop exiguë pour recevoir les trois nouveaux arrivants avec le simple confort dont elle disposait. Il n'y avait pas d'autre choix que de travailler pour économiser dans le but d'acheter un terrain voisin pour y construire une nouvelle maison plus vaste, pour accommoder notre famille :

« Mes parents n'avaient pas réussi à apporter assez d'argent avec eux à Gaza, mais ils avaient quelques bijoux et, surtout, mon père détenait une liste de noms des personnes qu'il connaissait ; un carnet d'adresses qui lui serait très précieux pour leur installation à Gaza. Il nous raconte qu'en quelques semaines il avait déjà réactivé son réseau de contacts.

Ma mère, quant à elle, n'a pas eu de problèmes pour trouver un emploi. Elle a commencé à travailler à l'hôpital Shifa à Rimal tout de suite, et est rapidement devenue infirmière en chef. Elle a été la première femme infirmière à Gaza.

Mon père a trouvé un travail dans le système scolaire gouvernemental qui avait été pris en charge par l'administration égyptienne, avec un salaire qu'il considérait comme très faible. Musulman de

---

[688] *Cf. Chapitre II*, partie historique sur le massacre de Deir Yassin.

religion mais laïque libéral au quotidien, Gaza lui semblait une ville petit et rétrograde. La situation des écoles était précaire et il n'y en avait pas d'éducation supérieure comme celle dans laquelle il enseignait a Jaffa.

Mes parents sont restés chez ma grand-mère pendant presque trois ans. Ils ont eu un autre garçon et deux filles. Je suis la dernière, la benjamine ».

Un groupe de personnes de sa connaissance cherche un emploi en Arabie Saoudite où s'ouvrent des milliers de postes, créés selon la volonté des dirigeants de construire leur royaume ; déçu des moindres possibilités de travail proposées à Gaza, le père de Samira a alors décidé de partir avec eux. C'était l'un des premiers groupes qui partait travailler ailleurs. Il s'est retrouvé dans un hameau où des bédouins vivaient sous des tentes. Mon père nous a raconté que ces gens étaient très simples et illettrés. Il y avait quelques villes et les Palestiniens étaient en demande d'enseignement dans les écoles du royaume. Samira évoque :

« J'étais seulement âgée de trois mois quand mon père a décidé de partir. Il m'a raconté que toute la famille l'avait accompagné dans ce voyage puis ma mère et nous autres, les petits, étions revenus à Gaza au bout d'un an.

Elle ne considère pas possible la vie hors de Gaza, sans sa famille étendue et sans sa propre mère. Elle a retrouvé son travail, le poste étant resté vacant.

Mon père a travaillé là-bas pendant vingt ans. Tous les cinq mois, il prenait deux mois de vacances pour revenir nous voir. Il a fait ces aller-retour pendant toutes ces années, ne restant à Gaza près de sa famille que deux fois par an.

Mes parents ont finalement acheté une parcelle de terre pour y construire une maison ainsi qu'un bayara [verger] *planté d'agrumes ».*

Samira précise :

« Au fur et à mesure que j'ai grandi, la relation que j'avais avec mon père s'est grandement renforcée et ce, malgré ses longues et très nombreuses absences. Nous avions une connivence toute particulière qui me manque beaucoup à présent. Il me comprenait comme personne ne savait le faire. Pendant ses vacances, il rentrait à la maison comme un hôte, toujours les bras chargés de dizaines de cadeaux pour tout le monde et une envie énorme d'entendre les histoires que nous avions à lui raconter. En fait… pour nous, c'était la fête deux fois par an ».

Elle se souvient que la vie de famille était harmonieuse et emplie d'amour, bien que largement entachée par les difficultés provoquées par l'aîné des garçons qui était assez rebelle et a qui les études n'intéressaient pas beaucoup. Celui-ci accompagne son oncle maternel, son

khal, et tous deux partent rejoindre son père pour, ainsi, travailler là-bas également. La présence de sa grand-mère maternelle, sa tante et sa mère, a apporté à son enfance une grande stabilité malgré les absences continues de son père. Samira est très proche de sa tante, plus jeune que sa mère, qui exerce la même profession que celle-ci. C'est pourquoi l'un de ses plus tristes souvenirs est l'épisode douloureux de la maladie de sa tante qui, hélas, décèdera en Égypte où elle s'était rendue pour y subir d'autres soins médicaux.

De sa mère encore vivante, qui fêtera bientôt ses 90 ans, elle raconte :

> *« Elle est une FEMME avec des majuscules,* jalila… *l'idéal de l'autosuffisance, du savoir-faire en toutes circonstances, efficace, forte et loyale. Elle prenait n'importe quel problème à bras le corps et c'était bon, il était résolu !*
>
> *Ma mère écrivait très régulièrement à mon père. Moi, je savais déjà écrire et je joignais mes petites lettres à celles de ma mère. Ainsi, j'ai réussi à entretenir une relation quasi fusionnelle avec mon père ».*

La personnalité de sa mère marque Samira et, plus tard, cela la rendra incapable de quitter Gaza avec son mari pour partir dans un autre pays. Elle idéalise tellement sa mère qu'elle ne se rend pas compte que celle-ci contrôle et dirige la vie de son entourage et sa propre vie. Samira, élevée dans la religion musulmane, dans une famille ouverte et laïque avec un père déjà âgé, aborde l'adolescence dans un climat de tolérance. Son père la gâte énormément et entretient son amour pour les études. Durant nos discussions, elle nous explique être sa préférée car c'est elle la plus originale de la fratrie ; elle se décrit elle-même comme étant d'une grande curiosité et extrêmement entrepreneuriale.

Sa sœur aînée, elle, poursuit ses études dans le but de devenir enseignante, quant à son autre frère, il a entrepris un cursus dans l'ingénierie. Elle ne se souvient pas d'une autre maison que celle de la famille. Les visites au camp de Nuseirat[689] pour voir le reste de la parentèle de sa grand-mère sont habituelles. Avec l'occupation israélienne en juin 1967, Gaza devient la partie des territoires occupés. Les taxis collectifs se sont alors organisés avec une rapidité étonnante et les étudiants ont eu la possibilité de s'inscrire très facilement dans les divers instituts de formation de Ramallah et comme de Bethlehem.

---

[689] Le camp de réfugiés de Nuseirat qui a pris le nom d'une tribu bédouine locale, est situé au milieu de la Bande, voisin des camps Bureij et Maghazi. Il accueille, en 1948, les réfugiés en fuite des districts sud de la Palestine mandataire, incluant la côte et Ber Cheva. Avant la construction du camp, les 16 000 personnes se sont abritées dans une prison militaire britannique dans le lieu.

C'est à ce moment-là que son père a arrêté de travailler et est revenu définitivement à Gaza. Samira commence alors à faire des voyages avec lui car il souhaite qu'elle connaisse mieux les lieux où lui-même a vécu. Les sorties se font en famille mais il arrive parfois qu'ils ne soient que tous les deux. Ils se sont rendus à Jaffa et ont vu la maison qui avait été la leur. Elle est toujours debout mais désormais elle est habitée par d'autres personnes : des Israéliens.

Ils sont également allés à Jérusalem où la mère de Samira avait étudié lorsqu'elle était jeune. Dans ce nouveau contexte, Samira peut envisager de se déplacer entre la Cisjordanie et Gaza pour ses études sans aucun problème. Samira précise :

« Quand les Israéliens sont arrivés à Gaza en 1967 je finissais de passer mes examens de tawjihi, le baccalauréat palestinien. L'ouverture des frontières vers la Cisjordanie m'a permis de demander à mes parents de me permettre d'aller étudier à Ramallah au sein de la célèbre école d'enseignants de Taybe. Par ailleurs, j'avais été acceptée au Caire, mais ma mère bien que soutenant mon projet de poursuivre mes études, n'était pas d'accord pour un séjour dans cette ville d'une telle durée toute seule.

L'image que j'avais alors en moi de la population juive provenait des histoires que me racontait mon père, qui remontaient aux années d'avant la nakba. Mon père, natif du port de Jaffa, nous parlait de son travail auprès des Chrétiens et des Juifs ainsi que des amitiés qu'il entretenait avec eux. Bien que les histoires post-années 1940 relatées m'aient préparée au pire – des massacres horribles intentés par les groupes de la Haganah et de l'Irgoun –, mon père évoquait aussi la convivialité existant parmi de très nombreux Arabes et Juifs. Je n'avais pas peur d'eux, en revanche, je ressentais une vive curiosité à leur égard.

J'ai obtenu mon diplôme d'enseignante d'anglais en 1971 et j'ai trouvé une place tout de suite dans une école publique à Gaza ».

Dans les années 1970, Samira obtient son diplôme lui permettant d'enseigner l'Arabe et l'Anglais. Elle a immédiatement trouvé un poste au sein d'une école primaire de Jabaliya. La proviseure, une femme traditionnelle qui n'apprécie pas beaucoup la modernité de Samira et de quelques-unes des autres enseignantes :

« Dans l'école à Jabaliya, la directrice était très stricte et fort traditionnelle. Chaque fois que je portais un pantalon elle était très agacée. Elle a essayé d'interdire le port de celui-ci et je crois qu'elle le faisait exprès, pour ennuyer les jeunes femmes qui enseignaient là. Moi aussi je continuais à arborer fièrement mon pantalon… pour l'ennuyer tout simplement. Je préparais très bien mes cours pour que la directrice ne puisse trouver à me reprocher.

Un jour que je suis arrivée à l'école avant mon cours, je me dirigeais vers la salle des professeurs où je devais récupérer quelques documents dont j'avais besoin quand, tout d'un coup, je me suis retrouvée devant la secrétaire de l'officier israélien chargé de l'éducation alors en visite auprès de la directrice de l'école. Je n'avais jamais eu l'occasion de la rencontrer au cours d'une entrevue formellement… je me souvenais seulement qu'elle était blonde.

Je lui ai dit "Chalom". *Elle m'a répondu en Hébreu, tout en souriant, et elle s'est arrêtée et m'a parlé* […], *cette fois en anglais :* "Est-ce que tu voudrais apprendre l'Hébreu ?" *Et je lui ai répondu :* "Et pourquoi pas ?" *Comprenant que j'allais être en retard pour donner mon cours si je ne me pressais pas, elle m'a dit de revenir la voir, plus tard, dans le bureau de la directrice. J'ai vécu dans un état d'anxiété jusqu'à cet instant…priant pour que le temps passe vite ! Enfin, la fin du cours est arrivée et j'ai pu aller la rejoindre.*

Elle m'a fait entrer dans le bureau où la directrice et le colonel israélien étaient déjà installés. Le colonel, du département israélien de l'éducation m'a demandé si j'étais intéressée pour apprendre l'hébreu. Il m'a expliqué qu'il y avait un groupe de professeurs des écoles de Gaza qui était déjà parti pour Netanya pour y étudier. Toutefois, il y avait encore une place disponible et il voulait savoir si l'idée m'intéressait et si j'avais envie de les joindre.

Il m'a dit : " Va chez toi, si l'idée t'intéresse, parles-en à tes parents et s'ils te donnent la permission tu reviens ici demain avec tes bagages et tu pars pour Netanya. Tu auras une bourse d'études, tu n'auras rien à débourser de ta poche ". *Onze personnes devaient être choisies pour aller étudier là-bas, seulement dix étaient pour l'instant concernées et le hasard avait fait le reste… alors que je cherchais à récupérer des documents importants pour mon cours, j'avais rencontré la secrétaire ! ».*

L'administration civile de la Bande de Gaza, à la charge de l'Égypte depuis 1949, est gérée à la fin de 1967 par une administration d'occupation israélienne. L'un des changements alors survenus tient à la langue employée pour effectuer les démarches administratives : désormais l'hébreu est ici parlé et, dès 1970, il est nécessaire de le maîtriser correctement. Afin que les professeurs gaziotes apprennent la langue, l'Administration organise des cours intensifs dans les Ulpan qui existent déjà pour y enseigner cette langue aux nouveaux arrivants juifs en Israël. Voilà pourquoi des membres des directions de diverses écoles parcourent-ils Gaza à la recherche d'étudiants intéressés par ce projet.

La relation qu'elle entretient avec ses parents donne à Samira le sentiment qu'elle va pouvoir quitter la maison pour étudier l'hébreu. Elle n'a pas eu un instant de doute, d'autant que son désir le plus cher est de quitter Gaza pour voir le monde.

« Moi, j'avais déjà décidé. Je devais partir !

J'ai couru rejoindre mes parents pour leur raconter ce que je venais de vivre. Le cours devait durer une année et avait commencé depuis deux mois déjà. Je leur ai expliqué que c'était là une opportunité incroyable pour moi et que même si le cours avait était déjà entamé ce serait formidable que je le rejoigne parce qu'il y avait une encore une place disponible… "Est-ce que je peux m'inscrire et le suivre", *ai-je alors demandé à mes parents ?*

Connaissant mes rêves et ma volonté de quitter Gaza et de rencontrer d'autres personnes, des gens différents, ailleurs, mes parents m'ont donné leur accord sans plus attendre.

J'ai alors immédiatement préparé mes bagages… J'étais très excitée à l'idée de partir. C'était le 23 ou le 24 je ne me souviens plus très bien... Tôt le matin, j'ai quitté la maison avec mon sac de voyage pour rejoindre le colonel. Il m'a mis dans une voiture et je suis partie pour Netanya.

Je pense souvent à ce moment-là parce que, maintenant, mon père est mort. Il avait dit à ma mère que si mon désir était sincère et fort alors je réussirais sans problème. Il me connaissait très bien et il savait que j'avais la ténacité pour atteindre mes rêves ».

La volonté de Samira de parvenir à réaliser ses rêves n'est sans doute pas la norme à Gaza. Malgré tout, nous connaissons parmi nos interviewés quelques individus qui ont aussi un certain pouvoir d'action sans toutefois mettre un terme à leur approche traditionnelle concernant les liens familiaux.

« Nous étions douze personnes, trois femmes dont moi. A la fin de l'année nous étions seulement quatre. Les personnes avaient peur de ce que les gens pouvaient dire. La guerre du 6 octobre 1973 avait été un moment difficile. Les gens avaient peur.

J'étais partie quatre mois seulement après la fin de la guerre. Ce n'était pas facile d'expliquer pourquoi nous voulions apprendre la langue de l'ennemi. Je vous avoue que j'étais partie moins pour apprendre la langue que pour voir ce qu'était Israël et qui étaient les Israéliens. J'étais parmi les premiers étudiants gaziotes qui avaient participé au programme de formation des professeurs pour l'enseignement de l'hébreu dans les écoles secondaires dans les années 1970.

En Israël, l'apprentissage de l'hébreu se fait encore dans des centres d'enseignement intensif qui s'appellent ulpan. Notre ulpan était celle de Nataniya, à une demie heure de Gaza. J'arrivais donc là-bas deux mois après le début des cours… Et je suis, malgré ce retard qui aurait pu être handicapant, devenue la meilleure étudiante ».

Au sujet de sa curiosité, de sa soif d'apprendre et de son désir de quitter Gaza pour découvrir le monde, Samira explique :

« J'ai aimé entendre et répéter, plus que parler d'ailleurs. Voilà, c'était l'opportunité d'apprendre… Quand il y avait quelqu'un qui parlait je tendais l'oreille pour tâcher de comprendre et pour imiter les sonorités que j'entendais, à la cuisine, avec la secrétaire de l'hôtel, auprès du chauffeur de taxi, les enseignants… Bref, finalement avec n'importe qui parlant hébreu. J'imitais la façon de prononcer chaque fois que j'en avais la possibilité.

Pour moi, l'école d'hébreu se trouvait aussi à l'extérieur des murs de la salle de cours. J'étudiais tout le temps. J'écoutais la radio et lisais les supports pédagogiques de la bibliothèque. J'ai appris beaucoup sur leur histoire et la création de l'hébreu moderne et j'ai lié des amitiés avec les professeurs. Il fallait préparer la leçon après le cours pour le jour suivant. Moi, j'étais toujours prête le matin mais les autres dormaient davantage et ne préparaient pas bien leur leçon. J'avais décidé que j'apprendrai plus vite que les autres. Je suis arrivée deux mois en retard mais j'avais les meilleures notes.

Mes collègues, comme tous les Israéliens, étaient tenus de faire leur service militaire, certains iraient peut-être à Gaza et, peut-être, auraient-ils à nous attaquer… Mais la vie continue et ce détail, finalement, n'avait pas tellement d'importance. J'insistais beaucoup sur la séparation entre le gouvernement israélien et les Israéliens eux-mêmes. Ces amitiés seront très estimées et très utiles plus tard quand j'aurais commencé à enseigner la langue dans les écoles de Gaza.

Puis, au bout de six mois, l'administration civile israélienne a ouvert un centre dans la ville de Gaza pour dispenser des cours d'hébreu aux employés civils…Et ce sont les quatre professeurs gaziotes qui avaient achevé leur formation, au nombre desquels je comptais, et qui étaient prêts à donner des cours d'hébreu qui l'ont fait ».

L'administration civile de la Bande de Gaza à la charge de l'Égypte depuis 1949, est gérée dès 1967 par une administration d'occupation israélienne. Dès lors, la langue officielle pour faire toutes les démarches administratives de rigueur devient l'hébreu.

« La connaissance de l'hébreu était devenue nécessaire du fait que toutes les démarches auprès de l'administration israélienne devaient être faites dans cette langue. Les professeurs israéliens, à Nataniya, avaient néanmoins peur de se rendre à Gaza. Voilà donc la raison principale de notre formation. Nous devrions ensuite l'enseigner à tous les employés de l'administration civile gaziote : des employés locaux… ils étaient très nombreux, environ cinquante.

Pour compléter leur apprentissage de la langue, j'ai décidé de faire une proposition au directeur à Netanya : je lui ai demandé si je pouvais emmener mes étudiants visiter l'Ulpan. Je lui ai expliqué qu'il n'y avait pas de budget alloué à ce voyage et que nous étions près d'une cinquantaine. Il m'a seulement demandé de combien j'avais besoin pour couvrir les frais de transport et la nourriture. À Gaza, en revanche, j'ai eu plus de mal à convaincre. J'ai dû parlementer longuement avec certains

parents qui ne voulais pas laisser leurs enfants, surtout s'agissant de filles, participer à cette visite, qu'ils ne voyaient pas d'un très bon œil et dont ils avaient bien du mal à comprendre la nécessité. Mais, finalement, après quelques jours de discussions, parfois un peu tendues, tous sont venus, les cinquante !

Je voulais leur montrer une ville israélienne, je voulais que les étudiants partagent un moment de la vie des Israéliens afin qu'ils puissent voir de leur propres yeux l'humanité dont ils étaient capables et leur niveau de développement. Nous n'avons rien eu à débourser. Il y avait l'autobus, l'hôtel et la nourriture, tout était payé par l'Ulpan.

Le mois suivant, une nouvelle fois, j'ai voulu recommencer cette expérience inédite. En effet, je considère qu'une seule visite n'est pas suffisante pour comprendre un mode de vie qui n'est pas le sien. Voilà donc quel était ma manière d'enseigner… Pour moi, c'est non seulement la langue qui est importante, mais c'est également la culture de tolérance et du respect. Alors, une nouvelle fois nous avons passé une nuit à partager, à échanger avec les collègues professeurs, à manger ensemble. Cette fois-là nous étions une trentaine de personnes ».

Samira n'avait là aucun intérêt politique, sa démarche visait simplement à ce que les gens se rencontrent dans le but de mieux se connaître. Elle rêvait de créer un centre culturel et linguistique pour faciliter les échanges entre sociétés et mondes diverses. Elle ressentait sa responsabilité d'enseigner l'hébreu comme un lien entre les deux cultures, palestinienne et israélienne, et elle se sentait capable de le faire.

Samira nous dit :

« Nos enfants n'ont pas une bonne éducation ils ne connaissent pas le monde extérieur… ailleurs, des gens différents, surtout les plus jeunes. Je voulais enseigner la langue et la culture israélienne. Parfois les parents m'amenaient des jeunes pour leur trouver des bourses, des postes ailleurs ou en Israël. Il y avait des contraintes réelles comme le fait que beaucoup de jeunes ne parlent pas bien leur propre langue. Provenant de villages, leur trajectoire scolaire n'était pas la priorité de leurs parents qui jugeaient leur participation au le travail quotidien comme un soutien apporté à la famille. La première Intifada a été source de bienfaits mais a, également, amené des éléments négatifs comme la détérioration de l'éducation et la perte du respect dû à l'autorité en général ».

Beaucoup de personnes pensent comme Samira bien qu'elles n'aient pas le courage ou les ressources pour mettre en œuvre leurs rêves.

« Après avoir commencé mon travail d'enseignement à Gaza auprès des employés de l'administration, le directeur de l'ulpan Akiva m'a demandé de rester comme enseignante au sein de son Ulpan les jours où je ne devais pas travailler à Gaza, et j'ai accepté.

Chaque semaine je faisais le trajet entre le centre et Gaza. Cela a été une expérience extrêmement enrichissante qui m'a permis, d'un côté, de mieux comprendre les Israéliens et, de l'autre, bien qu'à une échelle très réduite, de montrer à certains Israéliens l'humanité et la bienveillance des Palestiniens ».

Parmi les gens à qui Samira enseignait l'arabe à Netanya, certains Israéliens ne se doutaient pas qu'elle était arabe. Le public qu'elle côtoyait quotidiennement, venu la rencontrer pour se former à la langue arabe, couvrait un large panel d'âges.

« Haim, un enfant de sept ans, bénéficiait d'une bourse pour étudier l'arabe. Ses parents, originaires du Maroc, voulaient qu'il l'apprenne afin qu'il puisse parler avec ses grands-parents qui ne parlaient pas l'hébreu. Haim disait toujours qu'il voulait devenir pilote. En Israël tout le monde est soldat. Les gens que je connaissais étaient, eux-mêmes, soldats ou épouse ou frère ou sœur de soldat. Les parents de Haim n'étaient pas une exception, son père étant lui aussi pilote de guerre. Il était parfaitement normal et compréhensible que son jeune garçon veuille lui ressembler et suivre ses traces.

Au cours d'une conversation que j'ai eue avec Haim, j'ai relevé que la raison qu'il donnait à vouloir devenir pilote quand il serait adulte, était qu'il voulait bombarder les Arabes qui étaient des méchants !

Haim ne comprenait pas que moi, j'étais arabe !

J'ai mis des mois à convaincre Haim que j'étais arabe palestinienne et que, comme dans toutes les situations, il y avait des gens méchants et des gens qui ne l'étaient pas. Au bout de trois mois de cours auprès de moi, il avait appris quelques chansons et quelques jeux en arabe. Il n'avait pas changé d'avis sur le métier qu'il voulait exercer plus tard : il voulait toujours devenir pilote ; mais il m'a assuré que quand il bombarderait ma maison, il le ferait seulement avec des chocolats ».

Samira a développé des amitiés non seulement avec les étudiantes mais également avec ses collègues enseignantes. Elle insistait pour que tous comprennent qu'elle était arabe et que, en même temps, elle respectait les Israéliens et pouvait même les apprécier. Ses déplacements constants pour le travail nourrissant les commérages au sein de sa communauté à Gaza, sa mère a suggéré qu'elle se marie afin de se protéger de la rumeur. Samira la laisse libre d'arranger une union à la condition que soit mentionnée dans le contrat, la clause de divorce dans le cas éventuel où le mariage se terminerait par une séparation.

« Ainsi, à cette période de ma vie ma mère m'a cherché un mari. Elle pensait que le mariage serait une bonne façon d'éviter les mauvaises langues qui ne cessaient de parler de mes sorties et de mon engagement dans mon travail. Pour moi le mariage n'était pas du tout l'une de mes priorités. J'ai

laissé faire ma mère… Je pensais qu'étant d'origine une bédouine elle connaîtrait les familles bédouines convenables. Elle pourrait choisir quelqu'un de bien qui serait économiquement indépendant.

Ma seule condition était d'inclure dans le contrat de mariage une clause me permettant de divorcer si la relation ne fonctionnait pas. Alors, finalement, je me suis mariée. Je n'ai pas trop de souvenirs de 'sa' présence dans ma vie. Il n'a pas laissé de traces dramatiques même si la façon dont tout s'est terminé était assez théâtrale. Voilà, mon mariage a été un véritable échec. Un jour, nous avons reçu la visite de la police… nous avons été très surprises d'apprendre que mon mari souffrait d'une addiction aux drogues et le pire… qu'il se livrait même à un trafic. Il n'était pas chez nous ce jour-là (nous habitions avec la famille mais il était allé rendre visite à sa mère à Nuserait). J'ai demandé à ma mère d'arranger le divorce discrètement et je ne l'ai jamais revu !

Ce que je trouve étonnant c'est que, depuis vingt ans, ou presque, je ne l'ai plus jamais croisé dans Gaza ! Personnellement, je pense qu'il m'évite ».

Grâce à son fort caractère, Samira poursuit son existence comme si de rien n'était après le divorce. Et, pendant qu'elle enseigne à Natanya, elle fait les démarches nécessaires à l'obtention d'un permis pour la création du Centre d'apprentissage de langues qu'elle rêve d'établir à Gaza. Elle prend contact avec les ambassades norvégienne et suédoise pour le financement ainsi qu'avec celle des États-Unis, très active dans le processus d'établissement de l'Autorité palestinienne. Après un an de travaux et de préparatifs en tous genres, elle peut enfin inaugurer le centre en 1994. Elle parle de notre rencontre au cours de cet événement :

« Vous étiez là pour l'inauguration du Centre al Ibrahimi. Il y avait les diplômâtes des ambassades scandinave, norvégienne, suédoise et danoise qui nous ont financés, tous les représentants d'autres missions et de l'Autorité palestinienne. Nous n'avions pas beaucoup le temps de discuter à ce moment-là. Vous êtes revenue avec votre mari et des amis gaziotes et vous avez inscrit un jeune homme qui travaillait avec Arafat pour qu'il puisse apprendre à lire et à écrire l'arabe. Vous parliez déjà arabe ».

Le centre s'appelle *Centre pour l'apprentissage de langues et de la culture al Ibrahimi*, du nom du prophète Abraham *al Ibrahimi* pour *Sidna Ibrahim,* traditionnellement considéré comme le père des Arabes, des Juifs et des Chrétiens. Elle était entourée d'une équipe de professeurs d'hébreu, d'arabe et d'anglais. L'immeuble du centre était juste à côté du palais de réception du président Arafat à Rimal. Elle précise :

« Au bout de seulement un mois, il y avait déjà beaucoup de personnes qui venaient étudier au centre. Parmi elles de nombreuses filles. J'ai toujours demandé que ce soient les parents qui

viennent me demander. Et j'ai expliqué qu'il n'y avait pas, ensuite, l'assurance de trouver un travail immédiatement dans notre système à Gaza parce que l'hébreu venait d'être introduit comme langue d'étude.

Il était essentiel que, toujours, je me protéger. C'est-à-dire que je devais veiller à prendre les décisions suite à la consultation des parents ; c'était assez compromettant dans mon milieu social d'étudier l'hébreu. Les mauvais souvenirs de la première Intifada étaient encore très frais dans nos mémoires comme dans celles de la plupart des Gaziotes et même 1967 n'était pas si éloignée que cela. Ma mère se faisait du souci pour moi. Elle avait peur que quelqu'un me veuille du mal.

Je n'ai jamais eu de problèmes avec les parents ni avec les autorités, et à tous ceux qui disaient de moi que j'avais appris la langue de l'ennemi, me dénigrant et parfois même m'insultant, je ne répondais rien. Et presque tout le temps ils devaient revenir en me demandant de traduire le rapport médical ou écrire la lettre pour une demande administrative ou quelque autre chose. Tous les documents étaient rédigés en hébreu, les formulaires, tout ».

L'autorisation de la famille pour les poursuivre des études d'hébreu était requise, surtout pour les filles qui le souhaitaient. Sans avoir obtenu le soutien de chaque famille, le travail était alors impossible. Samira faisait très attention à l'image du centre et à son acceptation générale. Il y avait beaucoup d'ouvriers gaziotes qui, travaillant en Israël, parlaient l'hébreu. En revanche, peu l'écrivaient et le lisaient couramment. Il y avait aussi les centaines d'hommes qui étaient venus avec Arafat, faisant partie de sa garde rapprochée, qui ne savaient ni lire ni écrire l'arabe et qui étaient déjà adultes. Il y avait du travail pour un tel centre bien que l'enjeu crucial ait été la possibilité d'avoir des étudiants venus du monde entier, Israël inclus. Samira maintient sa relation avec le personnel de l'*ulpan* Akiva et les collègues qu'elle y avait rencontrés. Elle voyage beaucoup pour récolter des fonds, surtout dans les pays scandinaves et aux États-Unis où elle rend visite à la famille d'un ami Libérien qu'elle a rencontré à l'*ulpan* et qui est en Israël comme réfugié politique. Certains membres de sa famille qui habitaient au Liberia ont étudié aux États-Unis et, de fait, Samuel (Sam) a fait le voyage pour les voir. Il y avait des affaires entre Israël et le Liberia quand ses parents géraient le pouvoir, alors qu'une guerre civile commençait. Quelques membres de sa fratrie se sont alors réfugiés aux États-Unis. Le jeune homme est venu finir son diplôme d'ingénieur au TECHNION, à Haïfa où l'université lui proposait une bourse. Sa famille était proche du ministre de la Défense et d'Israël et il les avait aidés à quitter le Liberia. Il a commençait à étudier l'hébreu à l'*ulpan* Akiva où Samira le rencontre :

« Nous sommes devenus amis et lors d'un de mes voyages en Amérique j'ai rendu visite à sa famille. Sa mère et ses sœurs voulaient qu'on se marie tout de suite ! J'étais assez réticente vis-à-vis de ce projet. Il a fini le Technion puis il est retourné au Libéria. Il n'a pas réussi à sortir ses biens du Liberia et avec tous les problèmes politiques qui existent il considère qu'il ne peut pas continuer à vivre là-bas, surtout alors que le reste de sa famille a définitivement migré vers l'Amérique.

Sa famille voulait qu'il la joigne en Amérique. Après quelques aller-retour entre le Libéria et les Etats-Unis, sa situation est devenue carrément intenable : il était menacé de mort. Il a alors accepté la proposition de la compagnie pour laquelle il travaillait au Libéria qui avait un partenariat avec Israël dans une branche importante. La compagnie lui a donné la possibilité de déménager en Israël pour son travail et d'être près de moi qui continuais à ne pas vouloir me marier.

Il faut que je vous explique… j'avais peur de problèmes avec ma famille et de complications à cause de sa carte d'identité qui était israélienne. Lors d'une visite rendue à sa famille, sa mère m'a expressément demandé de me marier. Elle ne comprenait pas les difficultés et elle offrait de parler à ma mère. Je n'avais besoin de personne pour convaincre ma mère. J'étais adulte, divorcée et autonome et je pouvais me marier si j'en avais envie. J'avais peur de tous les arrangements et changements qu'une telle décision aller engendrer dans ma vie. Jusqu'à ce moment-là je trouvais mon ami très beau intérieurement. Nous pensions vivre à Gaza bien que nous ne puissions pas y vivre sans être mariés.

En dépit de toutes mes peurs, on s'est marié à Gaza. Il faut dire que ma famille était ravie et ma mère l'a apprécié tout de suite. Il se sentait très à l'aise parmi nous tous. Nous avons acheté cette maison et nous avons habité ensemble à Gaza pendant quatre ans. Tout le monde l'aimait ici et il se débrouillait sans problème en anglais et en arabe, qu'il avait d'ailleurs appris au centre. Il est décontracté et aimait beaucoup la musique qu'il pratiquait avec les jeunes qui venaient étudier au centre avec lesquels il avait d'ailleurs constitué un petit groupe.

Sa venue à Gaza pendant les premières années de l'Autorité palestinienne n'a pas été un problème. Mais après l'année 2000, quand a éclaté la deuxième Intifada, les frontières ont commencé à devenir un enjeu préoccupant ».

Pour Samira, quitter sa famille n'est pas concevable. Elle est aussi consciente qu'elle ne pourra pas se sentir à l'aise ailleurs, ni en Israël ni aucun autre pays, bien qu'elle sache que s'il est en Israël elle pourra avoir une vie sociale et suivre les changements de la langue auxquels elle s'intéresse. Elle ne se sent pas capable d'emménager seule avec son mari en dépit de son grand amour pour lui. Tant Samira que son époux le savent parfaitement. Elle évoque la possibilité de mouvement qui existait avant le blocus avec mélancolie :

« Jusqu'en 1994, les mouvements hors de Gaza, vers le monde extérieur, vers Israël et la Cisjordanie étaient faciles. Les Gaziotes pouvaient voyager via l'aéroport israélien Ben Gourion. Il y avait une station de taxis collectifs sur la place centrale de la ville en direction de Tel Aviv, Ashdod, Ashkelon, Naplouse, Jenin, Jérusalem, Hébron […]. *Je me souviens avec mélancolie de cette période.*

Après 1994, et surtout après la deuxième Intifada, mes mouvements et les mouvements de tous hors de Gaza, sont devenus de plus en plus compliqués. Cette action tellement simple de décider de quitter Gaza, de prendre un service de transport ou une voiture privé pour sortir a été stoppée, devenant seulement possible en demandant un permis de sortie à l'un de mes amis israéliens : ça signifiait un accroissement des restrictions de mouvement et surtout une perte d'élan ; le fait que tout devait être préparé par avance, a contribué au sentiment d'enfermement que j'ai senti depuis ces instants ».

L'une des conséquences de l'Intifada al Aqsa a été l'arrêt, en 2000, des échanges de professeurs et d'étudiants étrangers et, deux années plus tard, les fonds qu'elle recevait annuellement en provenance d'Oslo sont devenus beaucoup plus difficile à percevoir. En 2003, les problèmes s'avèrent insurmontables et Israël demande au mari de Samira de quitter Gaza. Le fait qu'il soit réfugié politique détenteur d'une carte d'identité israélienne ne lui permet d'éluder la demande. Samira raconte :

« Fin 2003, Sam quitte Gaza et il a la chance de pouvoir rejoindre son travail à Rishon le Ziyon en Israël. Je pouvais le rejoindre en Israël où on pouvait aller en Norvège où j'avais les contacts de mon école ou en Amérique. On voulait être ensemble bien qu'il comprenait que je ne puisse pas quitter Gaza pour le retrouver.

J'ai des amies, ou plutôt des connaissances, en Israël mais il est difficile de penser à vivre en Israël. Qu'est que je vais faire là-bas ? J'ai eu des opportunités pour partir ailleurs également, en Norvège, en Bretagne mais ce n'était pas envisageable pour moi de quitter Gaza et ma famille. Je voyage souvent et je sors avec lui. Nous nous sommes rendus au Danemark. Les amis nous invitent et je voyage à ses côtés quand je parviens à quitter Gaza, mais pour déménager c'est autre chose... Toutes ses propositions n'étaient, finalement, que des solutions temporaires. On se parle presque quotidiennement… et on fait avec. Je me réfugie dans mon travail, c'est ma grande ressource pour échapper aux problèmes de la vie. Le travail accapare tout mon temps ».

Ne pas pouvoir circuler librement est le triste constat négatif que nous pouvons faire au sein de la population de Gaza : ses opinions et ses comportements en sont fortement influencés. Elle accepte sa décision d'une façon un peu fataliste, en revanche, pour les jeunes

Gaziotes qui vivent dans un monde tellement réduit, avec un contact avec la réalité hors de Gaza seulement virtuel, c'est beaucoup plus délicat.

> *« Leur monde se rétrécit. Leur horizon se limite aux frontières de la Bande, et elle est bien étroite ! J'ai toujours voulu faire des choses, avoir la possibilité de sortir de ce bout de terre qu'est Gaza, avec les mêmes gens, les mêmes visages et surtout les même pensées. J'ai marché, toujours, vers l'ouverture, ou tout du moins, j'essaie ».*

Une carrière de plusieurs années dans l'enseignement et la médiation et ce, pendant l'occupation israélienne, l'a rendue populaire. En revanche elle doit aussi avoir des ennemis parce qu'une plainte a été déposée contre elle qui empêche la Mairie de lui renouveler son permis de travail pour le centre. Elle pense que ladite plainte est liée aux contacts israéliens. Elle persévère et trouve des solutions temporaires ; elle décide d'ouvrir le centre chez-elle, pour continuer à enseigner, telle est sa raison de vivre. Elle précise :

> *« C'est ma mission bien sûr, mon obligation, mais surtout ma passion. La communication surtout avec les jeunes. C'est ma responsabilité de leur montrer des horizons plus vastes, plus conciliatoires et leur faire accepter… ou plutôt comprendre, les différences culturelles. C'est la raison pour laquelle le blocus me rend très triste ».*

Elle m'a expliqué que la principale cause des violences et des extrémismes des jeunes Gaziotes était du, en grande partie, à l'ignorance qu'ils avaient des Israéliens.

Samira fait tout son possible pour que son centre de langue survive et soit toujours actif, allant jusqu'à couvrir ses frais en donnant des cours de langue à domicile aux étrangers des organisations internationales. Les Gaziotes paient, certes, mais pas pour des cours particuliers. Sa passion est plus forte que tout l'environnement qui se montre hostile à ses rêves.

> *« Après avoir eu une école de langue avec un avenir d'échanges internationaux, la fermeture des frontières et l'arrêt du versement de fonds nous a réduits à travailler depuis la maison de famille. C'est une chance que j'ai pu déménager dans un endroit sans trop de coûts de fonctionnement. J'ai eu aussi une histoire de permis de travail que je ne parviens pas à comprendre, parce que mes papiers et ceux du centre, sont tout à fait en règle. Alors pour le moment, c'est mieux de faire profil bas et de continuer à donner des cours privés ou dans le Centre, relocalisé dans l'immeuble de famille ».*

Pour Samira, l'enfermement est souvent lié à la réduction d'échelle dans le travail qui empêche la réalisation de sa mission comme enseignante. Il est aussi le motif de sa séparation avec son mari. Elle est aimée, admirée et bien connue pour son talent comme enseignante.

Elle a étudié le français et elle me montre que son Dictionnaire Larousse a pour titre *« je sème à tous vents ». « L'enseignement est pour moi un labeur d'amour comme si je travaillais la terre ».*

Ainsi, Samira continue-t-elle à *faire avec*, faisant montre d'un énorme courage et d'une foi inébranlables qui lui permettent de continuer à vivre avec espoir et dynamisme. Elle espère que l'amour entre elle et son mari pourra survivre encore aux années d'épreuves qu'elle pense avoir encore devant elle.

7.14. Le cas de Nemer, entretien n° 13

Il appartient à la même génération qu'Omar, dans l'entretien n° 35. Comme lui, Nemer est amoureux de la langue française depuis sa jeunesse. Nous l'avons connu au Centre culturel français (CCF) de Gaza où il donnait des cours de français langue étrangère. Il y faisait aussi un travail d'interprète et de traducteur d'arabe en français, agréé par le Consulat de France.

Nemer est né au camp de réfugiés de la Plage dans une famille nombreuse originaire d'un village de pêcheurs, Hamama, près d'al Majdal, Ashqelon. Il a grandi là, fréquentant les écoles de l'UNRWA. Depuis ses études secondaires, il s'intéresse à la langue française et aux langues en général. Il a suivi ses premiers cours de français à Gaza alors que le CCF n'avait pas encore été inauguré en tant que tel dans les locaux de la YMCA[690]. Avant la Première Intifada, le Consulat de France proposait des cours de français dans les salles de l'association des jeunes YMCA. Nemer n'a pas obtenu de bourse quand il est parti pour la France. Il s'est inscrit en médecine et c'est sa famille, sa sœur plus précisément, qui lui a donné l'argent pour le voyage et ses premiers frais. Donnons, dès lors, la parole à Nemer qui évoque son parcours :

> *« Mon enfance n'a pas été très malheureuse. J'étais le dernier de la fratrie. Nous étions sept, quatre garçons et trois filles. J'étais l'enfant gâté de la maison. Tout le monde s'occupait de moi ; même si la famille vivait dans la pauvreté. Je me souviens que nous étions une famille plutôt pauvre, nous vivions dans une petite maison avec beaucoup de monde sous le même toit.*
>
> *Quand je suis né, mon grand frère était sur le point de se marier. Lui et sa femme allaient aussi vivre avec nous. Je me rappelle qu'après son mariage nous étions dix dans notre petite maison de seulement trois pièces.*

---

[690] Union chrétienne de jeunes gens, association de jeunesse protestante fondée en 1844, à Londres est en Palestine depuis 1893 et officiellement à Jérusalem en 1918. Nous avons entendu parler de la YMCA à Gaza depuis les années 1930.

Jusqu'à l'âge de huit ans, j'ai cohabité avec mes sœurs, dans la même pièce et, normalement, je trouve qu'on aurait dû être séparés, les garçons dans une pièce et les filles dans une autre mais il n'y avait pas la place. Pour les jouets, il n'y avait pas grande chose. Il fallait aller dans la rue, et la rue ce n'est pas ce que tu vois aujourd'hui, il y avait des canalisations ouvertes, les égouts, les poubelles... Je me souviens encore de l'odeur des égouts dans les rues du camp !

Je me rappelle aussi m'être blessé aux pieds avec des morceaux de verre ou des copeaux de bois parce que je ne portais pas de chaussures ; il n'y avait pas d'argent pour en acheter, ni même des sandales pour sortir de la maison. Je jouais avec les enfants du voisinage et nous nous baignions dans la mer. J'ai failli me noyer un jour. Mes parents, très occupés, ne pouvaient pas me surveiller et un adulte qui passait par-là par hasard m'a vu et m'a sauvé de la noyade.

Mon école était toute près de la maison et c'était une bonne école. J'aimais l'école et j'avais de très bonnes notes ».

Dans son enfance, dans les années 1960, les égouts du camp de réfugiés de la Plage étaient encore partiellement découverts. La rue et la mer étaient les terrains de jeux des enfants. Parce que Nemer vient d'une famille traditionnelle, pendant son adolescence il est influencé par la présence des Frères musulmans très présents au camp de la Plage, très bien structurés dans diverses organisations de soutien et de travail social. L'organisation *Al Mujama'a al Islami*, dirigée par Al Sheikh Ahmed Yassin, formait la jeuneuse au travers d'activités sportives et religieuses. Jusqu'à l'âge de vingt ans il a été très respectueux de la religion, des coutumes et traditions, toujours intéressé par l'étude des langues et des autres cultures. Depuis son adolescence, sa famille respecte l'opinion de Nemer et ses conseils ont souvent été réclamés.

« Ma famille savait que je voulais étudier et c'était une priorité pour tout le monde de me soutenir dans mon désir. Je voulais être médecin et personne ne doutait que j'allais réussir. Moi-même, je n'avais aucun doute quant à ma réussite. J'ai pensé à étudier la médicine après la fin de l'école secondaire, après mon tawjihi, le baccalauréat palestinien. J'ai commencé à m'intéresser aux universités en Amérique (États-Unis et Canada) mais également en Europe.

J'ai été accepté d'abord par des universités en Amérique. Je n'avais pas de bourse, alors la question de l'argent s'est avérée difficile à résoudre : comment est-ce que la famille pourrait payer 10 000 dollars par an pour moi ? C'était une somme trop importante pour être financée par ma famille ».

A ce moment de sa vie, Nemer n'avait pas de contacts qui pouvaient le guider pour lui permettre d'obtenir une bourse et il ne voulait surtout pas attendre. Il avait le soutien de sa famille et il pensait pouvoir trouver par lui-même l'université adéquate pour ses études. Il

sentait que vents de rébellion[691] se profilait à l'horizon et il voulait se sauver avant son éclatement. Nemer ne voulait pas se voir mêlé aux mouvements politiques d'autant que le camp de la Plage était un centre actif pour diverses factions.

Comme tant d'autres Palestiniens de sa génération et même la génération qui a suivi la " promesse " d'Oslo[692], Nemer n'avait pas d'aspirations nationalistes. La vie dans le camp, qui était le terreau des groupes du PFLP et des Frères musulmans, ne le convainc pas de l'utilité de ces mouvements. Il ne pense pas que la Palestine puisse être libérée par la force et, plus précisément, il ne pense pas qu'elle puisse être libérée tout simplement.

Les Israéliens sont les occupants et ils détiennent le pouvoir. Par ailleurs, ce sont eux qui bénéficient d'un soutien international inconditionnel. Les relations publiques dans le gouvernement israélien sont très efficaces sur la scène internationale. Il croit à une solution négociée qui, pour le moment, n'est pas réalisable. Nemer préfère se focaliser sur sa vie pour arriver à l'aboutissement de ses aspirations personnelles. Il veut lutter pour ses rêves et revenir à Gaza pour avoir un bon travail, correctement rémunéré. Il n'a jamais pensé à travailler en Israël parce que l'idée de l'argent au jour le jour ne l'attirait pas. Il voulait une carrière satisfaisante pour son esprit et qui lui offre éventuellement un salaire correct pour fonder une famille.

Les aspirations des jeunes à Gaza n'ont pas beaucoup changé durant les vingt années qui le séparent de nos interviewés actuellement inscrits dans les universités gaziotes, achevant un cursus qui n'offre pas de garanties quant à un avenir prospère.

> *« J'ai commencé à faire des demandes en Allemagne et en France. En attendant, je me suis également rendu à Birzeit en Cisjordanie où j'ai passé trois jours. Ce bref séjour m'a profondément marqué.*
>
> *J'aimais la vie universitaire à Birzeit. C'était une université très cotée. J'aimais surtout l'idée d'autonomie, de faire la cuisine, enfin de vivre seul.*
>
> *Mais je devrais souvent faire des trajets pour rendre visite à ma famille et dans ce cas, les frais de transport devenaient chers.*

---

691 Cette rébellion va être connue comme la rébellion de pierres : la première Intifada.

692 Cette assertion se fait d'après notre expérience de terrain d'une vingtaine d'années.

En plus, la situation devenait dangereuse ; les gens parlaient d'un possible soulèvement et si je devais faire la navette je pouvais facilement être arrêté et même emprisonné car je n'avais pas de permis de séjour en Cisjordanie. La tension dans la rue montait entre l'armée israélienne et les jeunes Palestiniens. C'était plus simple de partir ailleurs, dans un autre pays ».

Pendant que Nemer exprime son plaisir face à l'idée de vivre seul, il ne peut pas concevoir l'absence de sa famille. Il est très attaché à sa mère et à sa sœur aînée qui l'ont chouchouté pendant toute sa vie quand c'était possible. Mais il sent l'urgence qu'il y a de quitter Gaza avant que la révolte n'éclate. Il ne tient pas à se voir mêlé à une insurrection palestinienne et il ne veut pas se faire emprisonner par l'armée israélienne. Parce qu'il a suivi des cours de français et qu'il considère le gouvernement bienveillant à l'égard des Palestiniens, il postule en France.

Il explique ainsi sa volonté :

« J'avais déjà suivi les cours de français proposés par des coopérants dans le cadre de l'aide du gouvernement français. Ils avaient lieu au YMCA. Le Centre culturel français n'avait pas encore de bâtiment et il utilisait les locaux du YMCA à Rimal, dans la ville de Gaza, non loin de l'endroit où j'habitais au camp de la Plage.

Alors le hasard a bien fait les choses et j'ai obtenu presqu'immédiatement une réponse d'une université française, à Nantes. Les dés étaient jetés, j'allais étudier la médecine en France à Nantes.

C'était en 1987, juste avant le début de la première Intifada. Ma famille était dans une situation moyennement aisée. Et c'était elle qui allait m'envoyer l'argent nécessaire pour poursuivre mes études.

Je suis le petit… le préféré. Mes frères travaillaient dans le bâtiment en Israël et ils rapportaient pas mal d'argent à la maison. La situation politique s'est détériorée. Il y avait souvent des manifestations et des incidents avec les Israéliens qui n'auguraient rien de bon. Mes frères continuaient à travailler en Israël et ils percevaient de l'argent au jour le jour. La situation s'est tendue davantage encore et certains groupes faisaient pression. Ils empêchaient les ouvriers de sortir pour travailler en Israël. Je voulais partir rapidement pour éviter une fermeture des passages[693].

---

[693] La fermeture des passages a été l'outil préféré de punition employé par les autorités israéliennes à l'encontre de la Bande de Gaza depuis les années de la première Intifada. Pour plus d'informations sur la réduction du nombre de permis de travail et de sortie vers Israël pour les Gaziotes et la création d'Erez en tant que passage des frontière, *cf. Chapitre III*, *La première Intifada et ses répercussions sur l'emploi.*

Je n'ai pas eu de problèmes avec mon visa à l'époque, mais c'était il y a plus de vingt ans de ça… Je suis parti le 2 novembre 1987 aux frais de la famille. Un mois presque jour pour jour avant l'Intifada. Un mois après mon départ, mes frères se sont vus interdits de retourner à leur travail en Israël. Sans permis de travail, les rentrées d'argent se sont arrêtées…

Je suis arrivé à Nantes pendant l'hiver dans un train de nuit. Je venais de quitter Gaza à l'automne et il y avait du soleil. C'était la première fois de ma vie que je voyageais, une grande aventure, un changement total. A mon arrivé à Nantes, il pleuvait. Il a continué à pleuvoir pendant des semaines. Le ciel, toujours gris, ne me permettait pas de trouver mes repères. Je ne parvenais pas à comprendre où étaient les points cardinaux. À Gaza c'est facile, les rues sont toutes parallèles et se coupent à angle droit, à Nantes non, les rues tournent tout le temps, impossible de dire dans quel sens ! J'ai demandé depuis mon arrivé où était le nord pour connaître la direction de la prière, mais je n'ai jamais réellement pu repérer les directions et même si je connaissais bien Nantes, je n'ai jamais réussi à m'orienter.

Pour l'anecdote, je suis arrivé à Nantes la nuit et pendant trois ou quatre mois, il n'y a pas eu de soleil. Donc, je ne pouvais pas m'orienter. Avec le temps je ne me suis plus perdu, je connaissais parfaitement la ville mais je ne suis jamais arrivé à savoir où était le nord et où était le sud. Je marchais beaucoup et j'ai pris du plaisir à faire du sport tous les jours. Je connaissais bien la ville, je n'ai jamais pu dire sans y réfléchir à deux fois où était l'ouest. A Gaza, il était dans la direction de la mer ».

Nemer a été littéralement bouleversé par son premier voyage. Il vit ce déplacement comme une véritable épreuve de déracinement. Son nouvel environnement lui est totalement étranger, il ne trouve aucun de ses repères habituels, personne ne le connaît et il ne connaît personne. La position particulière qui était la sienne dans son camp de Gaza n'existe plus, désormais il est seul et se sent abandonné. Il est étranger dans un pays qui n'est pas le sien, il se sent dans la *ghourba*[694]. Malgré tout, parallèlement à ce ressenti négatif, il décrit cette expérience comme une grande aventure qui s'est offerte à lui. Ses propos laissent entrevoir que son séjour en France n'est pas appelé à durer car, malgré les années qui passent, profitant de toutes les opportunités qui lui sont permises, il n'envisage jamais de s'intégrer complètement à la société qu'il a rejointe. Toujours, il protège ses coutumes et traditions ainsi que sa religion. L'islam lui donne les points de repère dont son monde intérieur a besoin.

---

[694] Al *ghourba* fait référence au déracinement des réfugiés exilés loin de leur pays. Nemer l'utilise pour exprimer ses sentiments loin de Gaza, parce qu'il se sent étranger et surtout dépaysé.

Par ailleurs, il précise au cours d'entretiens ultérieurs, qu'il a emmené avec lui l'enfermement géographique qu'il vivait à Gaza, protégeant ainsi sa manière de vivre durant son séjour en France. La religion est le recours principal pour gérer son « exil » hors de Gaza pendant les neuf années qu'il passe en France. Ce peut être la raison qui pourrait donc expliquer qu'il n'ait même pas eu l'idée de regarder la direction dans laquelle coulait la rivière devant ses yeux. Il ne s'intéresse tout simplement pas à ce qui l'entoure ailleurs que chez lui à Gaza. Il se renferme sur lui-même et sur ses priorités, sortant s'aérer seulement pour courir et se dépenser physiquement de la sorte. Notons, toutefois, qu'il est un fervent adepte du cinéma[695], un plaisir qu'il ne peut assouvir à Gaza où il n'existe pas, qui l'aide beaucoup dans son apprentissage de la langue française et dans la compréhension de la culture qu'il côtoie désormais.

Peu après son arrivé à Nantes, les communications avec Gaza ont étaient coupées du fait du soulèvement palestinien. Non seulement celles-ci ne sont plus actives, mais se pose également le problème de l'argent qui ne lui parvient plus, ne pouvant lui être versé à cause de la cessation des mouvements bancaires.

Dès lors, nous devons ouvrir une parenthèse pour expliquer les nouvelles données à prendre en compte dans la relation entre l'OLP et la Jordanie, puisque la reconnaissance de l'organisation en 1974 va engendrer un autre contexte que celui en place jusqu'alors. Avec elle, le roi Hussein renonce à être le représentant du peuple palestinien et reconnaît l'existence d'un État palestinien indépendant de la Jordanie. Des années plus tard, le 28 juillet 1988, il annonce que les 1.3 billion de dollars qui devaient être versés pour des programmes de développement en Cisjordanie ne le seraient pas, expliquant par ce geste qu'il permettait à l'OLP d'assumer plus de responsabilités sur les Territoires palestiniens occupés. Quelques jours plus tard, le roi dissout les liens du Parlement jordanien avec la Cisjordanie ainsi que toutes les missions administratives et, par extension, bancaires, assumant seulement la continuation de la protection jordanienne des lieux saints musulmans de Jérusalem.

---

[695] Il y avait environs dix maisons de cinéma dans les grandes villes de la Bande. Nous avons connus encore le cinéma Al Nasser dans la ville de Gaza qui a été fermé en 1967 et reouvert pour fermer dans les 1980's pendant la première Intifad. Il a été ouvert en 1996 avec l'arrrivée de l'autorité palestinienne. Des films des cinéastes gaziotes qui travaillent depui Gaza ou hors Gaza se montrent d'habitudes dans le hall du Croissant Rouge ou dans l'Institut français.

La décision provoque un chaos administratif, dont la fin des relations entre les deux systèmes bancaires qui n'en faisaient qu'un jusqu'alors. Ainsi, les banques ne fonctionnent-elles plus à Gaza. La décision du roi Hussein de se séparer de la Cisjordanie a provoqué la chute du dinar jordanien qui était la monnaie principale utilisée par les Palestiniens.

Nemer précise les effets de cette mesure dans sa situation propre :

« Et j'étais dans une situation […]*, misérable c'est le mot. En fait, j'étais coupé de tout !*

J'ai abandonné mes études pendant quelque temps pour travailler dans des restaurants et des stations-service… j'ai fait des jobs d'étudiants. C'était des années très, très difficile. Je me souviens avec amertume que ma famille a pu rassembler un peu d'argent… mais il n'y avait pas de banque qui marchait pour faire le versement de la somme mise de côté pour moi...

Mais le dinar a chuté de plus de 50% et il était interdit de transférer des divises étrangères. Donc ma mère n'a pas pu me verser le peu d'argent que la famille avait réuni ».

Pour pouvoir téléphoner à sa famille, Nemer devait trouver quelqu'un disposant d'une ligne fixe. Il était contraint d'organiser un rendez-vous pour pouvoir passer son appel qui, de plus, était bref et excessivement onéreux. Ainsi, les très courtes conversations qu'il avait avec les membres de sa famille à Gaza lui permettaient-elles seulement d'entendre leur voix. Il leur disait à peine *« je vais bien »* et demandait rapidement des nouvelles de tous. Sa mère s'est rendue en Jordanie, mais elle n'a pas réussi à lui envoyer l'argent qu'elle avait avec elle. Nemer s'est donc retrouvé dans une situation très difficile qu'il qualifie de précaire.

Sa sœur aînée, qui travaillait alors depuis longtemps déjà, lui avait donné 3 500 dollars avant son départ. Cette somme était, après tous les bouleversements politiques et économiques survenus, l'unique argent que sa famille avait pu lui fournir pour poursuivre ses études. Il a donc dû se débrouiller, occupant divers petits emplois, sans jamais vouloir s'intégrer à la vie de la société française, du point de vue des habitudes occidentales, s'en protégeant toujours.

En revanche, il assure qu'il *« se fond »* dans la culture française bien qu'il soit sûr de ne pas vouloir rester en France. Sa famille lui manque terriblement et il veut seulement disposer d'assez d'argent pour pouvoir se marier. Il ne peut pas rentrer à Gaza sans argent et sans de nombreux cadeaux pour la famille comme est tenu de le faire tout Palestinien. Il sait que lorsqu'il rentrera dans son pays il devra avoir les bras chargés de présents pour toute sa famille. Notons que, entre 1991 et 1993, le nombre de permis de sortie s'est réduit comme peau de chagrin et les lettres qu'il reçoit des siens lui permettent de prendre la mesure de la situation,

notamment concernant les ouvriers et les étudiants : le contexte devient extrêmement difficile. Ainsi, pour l'instant, il ne saurait être question de penser à rentrer à Gaza car même s'il parvenait à y aller, il n'est pas assuré de pouvoir en repartir. Voilà pourquoi il n'est pas encore prêt à rendre visite à sa famille :

« En 1987, au moment de mon départ, j'avais déjà suivi quelques leçons de français à Gaza. Mais c'est plus tard, en travaillant en France, que je l'ai vraiment appris. Je n'ai pas perdu beaucoup de temps, je me suis fondu dans le pays… j'étais plongé dans un bain linguistique parfait, une immersion totale qui m'a permis d'apprendre le français avec toutes ses nuances.

La famille n'avait toujours pas réussi à m'envoyer d'argent, alors j'ai continué à travailler pour payer les frais de l'université. En fait, ces frais en France sont symboliques, 200 où 300 francs à l'époque. Mais le loyer, la nourriture, le transport et les vêtements sont chers, la vie est chère ! J'ai travaillé dans des restos, des stations-service où j'étais confronté à des populations avec des accents différents. A l'université, j'ai peut-être appris le français, la grammaire, le vocabulaire (je lis beaucoup) mais parler le français et vivre à la française, c'est en travaillant et en côtoyant les gens, en ayant ces expériences que je l'ai appris.

Je fais ce que j'ai appris : Je traduis et j'interprète ».

Après neuf ans passés en France, Nemer a fait des économies et il considère qu'il a amassé suffisamment d'argent pour pouvoir se marier. Il décide alors de rentrer à Gaza. Le processus d'Oslo semble encore en vigueur et il pense qu'il pourra trouver un bon poste à l'université, au centre français ou, peut-être, auprès de l'autorité palestinienne.

Son mariage a été arrangé par sa mère et ses sœurs. Il voulait quelqu'un qui ne soit pas très jeune et qui avait un certain goût pour les études. Rana, une jeune femme née dans un pays du Golfe a été choisie par la famille de Nemer. Toutefois, il a peur que cette dernière ne veuille pas quitter Gaza parce qu'elle y a vécu une autre vie, plus libre depuis sa naissance. Sa mère ne pense pas que ce soit un problème et insiste.

Alors, ils habitent en famille les premiers temps de leur union, sans beaucoup d'harmonie. Il a commencé à travailler au sein de l'université d'al Aqsa pour un programme de langue financé par le gouvernement français et, par ailleurs, il a bénéficié d'une bourse pour poursuivre ses études. Son épouse travail dans l'enseignement dans les écoles primaires de l'UNRWA.

« Après mon mariage, j'ai bénéficié d'une bourse en 2000 avant la Deuxième Intifada et je suis parti en France pour la deuxième fois. J'ai fini un DESS, c'est l'ancien nom pour le Master

professionnel en traduction. Suite à l'obtention de mon Master, je suis revenu et j'ai travaillé à l'université d'Al Aqsa. C'était dans le cadre d'un programme de coopération avec la France. J'y ai travaillé pendant cinq ans. Après ces cinq ans, le Consulat de France m'a donné le choix : continuer à l'université à Gaza ou obtenir une bourse pour faire un doctorat en France qui me donnerait ensuite la possibilité d'accéder à un poste plus important à l'université.

J'ai choisi la deuxième proposition et je suis parti, effectivement, en février 2006. J'étais à l'Université de Rouen en Normandie. J'ai commencé par faire un Master de recherche qui m'a permis de poursuivre un doctorat de recherche un an plus tard… Et j'ai commencé ma thèse de doctorat au mois d'avril 2006. Nous ne devions pas être à l'université tous les jours, mais l'attente et que nous travaillons chez nous et à la bibliothèque. Nous étions là pour travailler !

J'ai donc recherché quelques mois sur le thème que j'avais choisi pour la thèse avant de rentrer à Gaza en passant par Rafah, après un an d'absence pour les vacances d'été, en 2007. J'avais à cette époque trois enfants, maintenant j'en ai quatre. C'était l'été 2007 et il y a eu les événements de Gaza […]. *C'est à ce moment précis qu'il y a eu le coup de force du Hamas au mois de juin. Tout de suite : bouclage hermétique de la Bande de Gaza. Plus personne ne pouvait bouger.*

Je n'ai pas pu repartir en France. Entre temps j'ai perdu ma bourse ; parce que ce n'est pas possible de la percevoir ici. Il faut être en France pour l'avoir. Bref, je n'ai plus de bourse et même si la frontière était ouverte pour me laisser passer, je n'ai plus de financement. Alors mes études sont en suspens. Et ma thèse n'est pas encore finie…

Je voulais faire une thèse en traductologie[696]*. J'avais lu beaucoup sur le thème. En un sens général, toute pratique réflexive sur la traduction relève de la traductologie. Elle a été employée en 1972 pour la première fois par un traductologue français, Jean-René Ladmiral et en même temps par un canadien aussi traducteur, Brian Harris.*

J'avais choisi comme thème la politesse dans les sous-titres cinématographiques de l'arabe au français. Je trouve que, souvent, la politesse est oubliée, négligée parce que dans le sous-titrage, il y a un espace limité sur l'écran. On a deux lignes au maximum où l'on a droit à un nombre limité de caractères. Par conséquent, nous sommes obligés, parfois, d'abréger ou de supprimer tout ce qui n'est pas essentiel à la compréhension. Alors nous perdons beaucoup de nuances.

---

[696] La traductologie, connue aussi comme traductographie, en tant que science, étudie le processus cognitif inhérent à toute reproduction (traduction) orale, écrite ou gestuelle, vers un langage, de l'expression d'une idée provenant d'un autre langage (signes vocaux (parole), graphiques (écriture) ou gestuels).

Il s'agit aussi d'un exercice universitaire inscrit dans les programmes des facultés de langues vivantes, mais généralement à partir de la troisième année d'études, du moins en France, et dans les études supérieures menant au doctorat en plusieurs pays.

Quand je parle de politesse, je ne veux pas dire seulement les mots de politesse, il y a aussi les codes de politesse, la façon dont on s'adresse à quelqu'un, le "tu" *ou le* "vous"… *ce code change d'une culture à l'autre et c'est sur ce changement que je voulais travailler. Je trouve que c'est très intéressant.*

Je suis aussi interprète, c'est ma profession. Il est très important pour un interprète d'être cultivé, d'avoir un certain niveau de culture surtout quand on atteint un certain niveau de professionnalisme et de perfection dans le métier, quand on traduit, interprète, on doit aussi restituer les codes de politesse. Et je pense que j'y arriverai convenablement, disons, pour rester modeste. Le sous-titrage est un monde nouveau pour moi. Je n'ai pas pu pratiquer ce métier et c'était intéressant surtout parce que c'était nouveau. Je pensais que je pourrais apporter quelque chose de nouveau. Je suis quelqu'un qui vient de l'extérieur, j'aurai plus de recul. Quand on a du recul, quand on est réflexive, on peut voir plus ou d'une façon différente que quelqu'un qui ne fait que ça.

Il faut savoir comment traduire et comment procéder à l'analyse d'un film ou de plusieurs films en fonction de l'espace utilisable pour le sous-titrage. Et voilà, je pense que beaucoup ne se rendent pas compte des problèmes du sous-titrage ; moi, je suis traducteur et interprète. Tu peux devenir une machine et tu traduis sans penser. La majorité des gens qui sont dans le métier sont livrés à eux-mêmes sans connaissances précises. Il y a tellement de détails que tu ne prends pas le temps de penser. Je peux apporter un regard de l'extérieur et, bien sûr, je me suis documenté ».

Il n'y a pas de cinéma à Gaza depuis 1987 et les films sont projetés soit au Centre culturel français, soit au théâtre du Croissant rouge pour des occasions particulières. La population regarde plutôt la télévision. Toutefois, dans sa jeuneuse, Nemer était un assidu des salles de cinéma. Dans les dernières dix années, entre 2007 et 2017 il y a eu des diverses organisations qui propices la projections des filmes, des cours pratiques, des compétitions pour les Gaziotes intéressés et doués et des festivals de cinéma. Il y en a beaucoup de jeunes gaziotes qui s'expriment avec la production cinématographique et aussi des cinéastes qui sont devenue très connus. Rashid Mashaarawi et les frères Tarzan et Arab Nasser sont parmi des exemples[697].

Nemer se sent frustré, d'une part, par le blocus physique et, d'autre part, du fait de sa propre impasse émotionnelle qui le paralyse depuis 2013. Il voudrait terminer sa thèse mais il ne parvient pas à se concentrer sur l'écriture à cause du poids trop important des obligations

[697] Il y en a plusieurs régisseurs dans Gaza parmi lesquels Khalil al Mozayen.

sociales qu'il a envers sa famille à Gaza. Nemer appartient à une large *hamulah* présente surtout à Rafah dans le sud de la Bande et dans la ville même de Gaza. Depuis son retour ici, il a assuré des responsabilités de médiateur au sein du conseil de *makhatirs* du *diwan* de sa famille à Rafah qui lui ont demandé beaucoup de son temps. Il est important de bien comprendre que l'absence d'avocats de qualité à la Cour de justice de Gaza, rompus aux rouages du système, celui-ci a connu maints problèmes de tous ordres, ce qui explique que les conseils de résolution traditionnels aient pris le relais pour toutes sortes de conflits : liés à un héritage, à une propriété, à la drogue ou aux mésententes au cœur des familles. Ce sont là les raisons que Nemer donne l'empêchant de travailler correctement à la rédaction de sa thèse. Certes ces occupations lui apportent une grande fierté mais parallèlement à cela, elles lui coûtent beaucoup de son temps.

Sa femme le pousse fréquemment à quitter Gaza et il ne sait pas jusqu'à quand il pourra résister. Il entame alors des démarches pour obtenir la résidence au Canada dès la fin de l'année 2012, après le conflit de novembre[698], sans révéler un mot de ses projets à sa mère, ce qui exacerbe ses sentiments de culpabilité à son égard :

> *« Je suis dans une situation de flottement. En fait, je suis dans la même situation depuis 2007. Pendant un an, j'ai gardé l'espoir de repartir en France… de terminer ma thèse. Mais, avec le temps l'espoir s'est amenuisé. Et… bon, j'ai dû chercher un travail ; il fallait vivre, j'ai une famille à nourrir.*
>
> *Je ne peux pas bénéficier d'une autre bourse, j'ai déjà plus de quarante ans et la règle est d'être âgé de moins de quarante ans. Je suis dans une situation précaire, je vis au jour le jour. Je donne des cours au CCF. Le cours est rémunéré environ 45 shekels de l'heure. Ce travail me permet de tenir mais pas plus. Enfin, je ne vois pas le bout du tunnel.*
>
> *Pour te dire la vérité, je songe à partir. Jusqu'à maintenant j'ai toujours refusé cette idée. Cette éventualité me paraissait impossible à envisager, mais à présent j'y pense sérieusement, surtout du fait de la pression constante de ma femme qui est née ailleurs et n'a pas les mêmes attaches à Gaza que moi… même si ses parents sont retournés à Gaza en 2006. Je ne pense pas partir pour la France, non, plutôt pour le Canada. J'ai fait une demande pour cela. Mais ce n'est pas sûr qu'elle soit acceptée. Et si elle l'est, ce n'est pas sûr que je parte. Si entre temps j'obtiens un poste intéressant à Gaza, il est possible que je ne parte pas ».*

---

[698] Pour plus de détails sur cette guerre, *cf. Chapitre III,* sur *le conflit de novembre 2012*.

« Franchement, je suis frustré d'être sous-employé et inoccupé ! J'ai l'habitude de toujours bosser. C'est comme ça que je fonctionne le mieux. Je suis habitué à bosser comme un fou, du matin au soir, jusque parfois très tard. J'ai toujours rempli les fonctions de plus d'un poste en même temps. Je travaillais à l'université pendant la journée, je traduisais la nuit et je faisais l'interprète quand il y avait des délégations. J'étais toujours au travail. Je n'avais pas le temps de respirer. J'adore ça ! C'est mon milieu et là, maintenant, je suis inoccupé, je passe le temps à ne rien faire. Je n'ai plus envie de lire, de penser à travailler sur ma thèse. Je pourrais le faire pourtant. Je suis déprimé. Mais c'est parce que je suis habitué à travailler sous pression et quand j'ai très peu de choses à faire, alors je ne fais rien.

Je suis très mal organisé et je ne crois pas que je changerais un jour. C'est seulement quand je suis très occupé que je me sens bien. Je n'aime pas avoir de temps libre. C'est Rana *qui a entrepris de chercher si un départ au Canada était possible. Serais-je capable d'apprendre à vivre ailleurs ? ».*

La mère de Nemer est très malade et il ne voudrait pas partir au risque de ne plus revoir de son vivant. Il a trouvé un emploi de traducteur au Qatar où il travaille pendant deux mois. À son retour, la santé de sa maman s'est grandement détériorée et au début du mois de mai elle décède. La mort de sa mère est le déclencheur qui lui permet de partir.

Il prépare tous les papiers nécessaires et la famille se prête même à une séance de photographies afin que les parents de Rana et les sœurs de Nemer puissent en avoir avant leur départ. Ils nous invitent à partager leur dîner dans une pizzeria pour nous montrer les clichés pris. Bien que sa mère ne soit plus de ce monde, l'idée de quitter Gaza n'est pas la sienne. Le départ ne l'intéresse plus mais son épouse le pousse à continuer les préparatifs. On partira l'année prochain *insha'allah,* nous raconte-t-il. Ils vont, dès lors, avoir l'espace et le temps de rêver à une nouvelle vie, ouverte sur l'extérieur et plus saine pour les enfants comme pour Rana. Son objectif est, clairement, sa famille. La perte de sa mère, même s'il explique que ce n'est pas là un élément décisif dans sa prise de position, nous amène à nous demander s'il ne se sacrifie pas pour offrir un avenir meilleur à son épouse et à ses enfants. Peu avant le conflit de juillet 2014 la famille reçoit les papiers et les visas leur permettant de quitter Gaza pour le Canada.

Le départ est triste et il avoue désirer ardemment rester. Mais les dossiers sont remplis et Rana et les enfants sont déjà prêts à partir. Nous lui souhaitons alors bon courage.

Nemer est le seul de ceux que nous avons interviewés qui, finalement, va réellement partir[699]. Nous avons rencontré plusieurs autres individus qui évoquaient régulièrement un possible départ mais dont l'idée restait, en fin de compte, assez lointaine dans leur esprit. Nous avons décidé d'inclure son entretien à notre étude afin de montrer son attachement pour Gaza et sa difficulté à partir. C'est son épouse, dont l'enracinement est différent du sien, qui devient l'élément déclencheur de ce départ.

[699] Entre temps, une amie chère, Samira, a trouvé refuge en Norvège à la fin de l'année 2016.

CONCLUSION : S'EN SORTIR SANS SORTIE

Conclusion : S'en sortir sans sortie

Marco Longari, photographe de l'AFP dans les Territoires Palestiniens occupés jusqu'en décembre 2013, raconte dans son allocution de départ de Gaza, ses souvenirs du désengagement des colonies de Gaza en août 2005 : il rappelle qu'en attendant le départ des Israéliens et la prise de contrôle par l'Autorité palestinienne, il regardait des hautes herbes qui se croisaient sous le vent et se redressaient comme si de rien n'était. L'image fut pour lui le symbole des habitants de Gaza. Il fut le spectateur des attaques répétées des Israéliens et de deux " guerres " et il a noté qu'à chacun de ses retours, il retrouvait Gaza recomposée, nettoyée, « debout devant la mer »[700], ayant retrouvé une " normalité " difficile à imaginer, qu'il déclare très gaziote.

La capacité de revenir à une forme de " normalité ", diffère de l'idée que l'on se fait ailleurs de la « norme », et l'on s'étonne de la qualité de la résistance aux chocs que subissent ses habitants. Cependant après plus de quinze ans d'expérience professionnelle dans la région nous notons qu'après chaque impact, bien que la population rebondisse et que la vie reprenne, les individus n'ont pourtant pas assez de ressources pour " guérir ". Chaque fois, à part les dégâts à l'infrastructure et à l'économie, les faits érodent le réseau social familial, diminue le réseau des amis, et augmente l'usure émotionnelle, mettant à l'épreuve la résilience. Tous rappellent qu'ils ne se sentent en sécurité nulle part, sans refuge ni protection. Rawia[701], chère amie, femme d'exception et d'âge respectable, met en avant l'endurance et l'optimisme des Gaziotes face à toute adversité :

> *« Les Gaziotes sont des combattants dès la naissance. Nous avons appris à Gaza, de bas en haut de l'échelle sociale, à vivre avec une goute d'huile et une pincée de* dukka[702]. *Je vous assure, nous pouvons survivre sans fin, de mieux en mieux avec le minimum, sans perdre ce que quelques chercheurs appellent la résilience. Mais les coûts son énormes et maintenant nous les accusons toujours plus ».*

Dans les années qui suivent la guerre du 2014, la Bande se transforme en pion dans le jeu d'échecs géopolitique dans lequel s'engage Israël, Mahmoud Abas et ses vieillissants camarades du Fatah qui s'accrochent au pouvoir sans prendre en compte le mal qu'endure la

---

[700] *Cf.* GUELPA Beatrice (2009), *Gaza débout face à la mer,* Carouge, Éditions ZOE.

[701] Entretien fait avant la guerre de 2014. Elle est décédé en juin 2017.

[702] Mélange d'épices qui se mangent avec du pain.

population du fait de leurs manipulations : la disponibilité de l'eau et le traitement des eux usées, tout comme l'état sanitaire de la mer, vont de mal en pis. La pression de l'Égypte et de l'Arabie Saoudite, pour réanimer le plan de paix de 2002, revient à l'ordre du jour dans le contexte politique de 2017, mais cette fois avec la participation de Mohammed Dahlan revenu des Emirats après que la prise de pouvoir par le Hamas a été récusé par Abu Mazen (Mahmoud Abbas). Dans le contexte de juillet-août, la position d'Israël ne semble pas favorable à une solution politique qui semble proposer l'ouverture de Gaza. Les bouleversements et la violence consécutifs à la permission du gouvernement israélien, en juillet 2017, de laisser des membres de la Knesset de visiter l'Esplanade des Mosquées dans la vielle ville de Jérusalem fut une provocation.

La situation à Gaza a évolué depuis août 2005 avec la décision d'Israël d'évacuer les colonies de Gaza pour les relocaliser ailleurs. Les coûts économiques et politiques de l'opération sont conséquents pour Israël, bien que le départ de Gaza était considéré par son « ingénieur », le général Ariel Sharon[703], comme stratégique et positif. Pour le Hamas l'événement a été considéré comme une victoire et perçu, jusqu'à maintenant, comme bénéfique pour la plupart de Gaziotes. Oui, les *mochavs*, les colons et l'armée israélienne sont partis et ont été rouvertes les routes privées qui découpaient la Bande en trois sections étanches entre elles par de sévères barrages de contrôle. En revanche, Israël est resté une *présence menaçante et invisible,* menaçante par ce qu'« invisible ». Les milliers des Gaziotes se savent prisonniers dans des frontières imposées par une occupation occulte et indirecte, pourtant manifeste dans le blocus, les incursions et les attaques israéliennes qui s'ajoutent à l'austérité croissante du Hamas désormais incapable d'imposer des solutions viables, autres que de continuer vaille que vaille à vivre ou survivre.

Dans nos entretiens nous avons adopté comme piste d'envoi, l'exposition au danger et la peur comme une possible tierce épreuve. Il y avait une insistance de la part des personnes interrogées de lier dans leur discours l'inaction, l'absence de travail et l'enfermement à l'incertitude, voire la peur et à l'exposition permanente au danger. Après des dizaines de conversations et d'entretiens nous avons acquis la certitude qu'il n'est pas surprenant dans un tel cadre vital, de ne pouvoir écarter ces sentiments d'oppression. Essayer de ne pas en tenir compte aurait biaisé notre compréhension globale de la société gaziote. Pour les Gaziotes,

---

[703] En 2005, Ariel Sharon est premier ministre du gouvernement de la droite israélienne.

l'incertitude de l'avenir est un de ces éléments qui sont devenus une « norme diffuse » pour continuer à vivre sans la perspective d'une issue positive. Dans l'épreuve, les Gaziotes ont appris à se projeter dans un avenir contraint mais avec la presque fiction d'un espoir. La capacité à se ressaisir après chaque choc et à reprendre la vie avec l'espoir d'un avenir meilleur, se lit dans les vers du poème *État de siège* du poète palestinien Mahmud Darwich :

« […]. *Face au crépuscule et au canon du temps*

Près des jardins aux ombres brisées,

Nous faisons ce que font les prisonniers,

Ce que font les chômeurs : nous cultivons l'espoir... […]. *»*

Comment surmonter le sentiment d'incertitude face à un danger omniprésent, quand on se sait pris au piège et à la merci aléatoire des Seigneurs de la Guerre ? Les Gaziotes survivent chaque jour grâce à cette forme atypique de normalité, spécifique des pays engagés dans des guerres longues, comme le Liban. Les articles des journaux présentent une population qui vit dans la révolution comme si de rien n'était. La normalisation dont nous parlons est utilisée comme l'unique ressource pour survivre dans la Bande de Gaza où s'aggrave la tension politique et idéologique entre le Fatah et le Hamas, dans Gaza étranglé par un blocus israélien, cautionné par l'Occident.

Alors que nous évoquions la peur dans les conversations et les entretiens, un de nos interlocuteurs, Nimer nous assure qu'il est possible de la dépasser en la niant. Toutefois, il s'interroge : nier la peur ne revient-il pas à nier la réalité et par là même résister en l'évacuant pour survivre. La normalisation reconstituée de la vie quotidienne à Gaza favorise la résilience dans le contexte de conflit chronique et du manque de ressources. La vie doit continuer et pour vivre il faut malgré tout espérer[704]. Il ajoute :

« La peur ? Ah oui, la peur de quoi ? Des bombardements ? Je ne peux pas dire que j'ai peur ou même que je pense à la peur. Mais je me demande si je ne réprime pas mes peurs intimes, mes anxiétés […]. *Franchement je suis dans une période de résignation, même d'entendre les nouvelles ne m'intéresse pas. Il y a quelques jours ils m'ont dit qu'il a eu un bombardement d'une maison pas loin de la mienne ; j'ai entendu la déflagration et j'ai pensé, bof ! ça ne m'a pas troublé. Les*

---

[704] Nous généralisons la normalisation aux Gaziotes et non comme dans la recherche ici cité aux jeunes. NGUYEN-GILHAM, Viet *et al.* (2008), 16, n°3, 291-298. *Op.cit.*

incidents comme ça ne m'intéresse presque plus. C'est aussi parce que je n'ai aucune confiance en les hommes politiques ni d'un côté ni de l'autre. Grand nombre de jeunes se font tuer gratuitement, pour rien. Je regarde beaucoup de films sur Internet et la phrase d'un personnage de film de guerre américain disait : live today, fight tomorrow ; si on ne peut pas combattre au moins il faut vivre. La mort de ces jeunes ne sert à rien. Pour les politiciens s'il y a cinq, dix, cent morts, ce n'est pas grave, tant que la mort ne touche pas ses enfants et ses proches. C'est alors notre responsabilité de continuer à vivre de la meilleure façon possible. Nous ne pouvons nous asseoir pour attendre un moment meilleur, il faut faire cet avenir meilleur ».

Ali Sha'arawi[705] que nous avons souvent écouté au cours des dix dernières années, ne formule la peur qu'en fonction de ses enfants et décrit comment lui et son épouse la gèrent, quand elle menace. Lui et son épouse se préoccupent pendant les bombardements de distraire les enfants avec des jeux. Ces artifices leur donnent de l'assurance et bien que se sachant vulnérables, Ali nous confie que, du coup, eux-mêmes se calment et arrivent à croire qu'ils se réveilleront en vie après les nuits blanches :

« La peur ? Nous laissons de côté le sujet et n'en parlons jamais. Lorsque nous sommes ensemble, les enfants n'ont pas peur. À quoi servirait la peur ? Nous sommes certainement impuissants pendant les attaques israéliennes, et la seule sagesse est dans la résignation ; c'est mieux de se résigner ; après tout nous sommes entre les mains de la volonté divine.

Nous, Gaziotes sommes habitués à la menace permanente des attaques israéliennes ; nous les attendons de façon fataliste, sans anxiété apparente ; seulement nous faisons des préparatifs : nourriture, des batteries, des jeux. Ce n'est pas la perspective des guerres, ou des attaques aériennes continuelles depuis 2000 ou des représailles que nous subissons depuis la première Intifada, qui suscite la peur, mais l'incertitude de l'avenir. Mes enfants en revanche ne pensent à rien sauf pendant les attaques ou quand ils apprennent que des copains de l'école ont été tués. Mon unique souci dans ces moments de grande tension, en accord avec mon épouse, est de continuer de parler pour meubler le temps de la crise. Durant ces jours nous dormons tous ensemble ; les enfants se sentent plus en sécurité et protégés quand ils sont avec nous. Nous parlons tous ensemble et après une semaine tout redevient normal.

Au moins jusqu'en juillet 2014 quand les attaques devenaient interminables. Notre maison à Sabra fut épargnée ainsi que les maisons alentour. Les destructions les plus terribles étaient à Shaja'ia et dans quelques autres lieux à Rimal, très proche de nous. Les enfants doivent apprendre à rebondir comme nous tous parce que les choses ne vont pas s'améliorer. Comme vous

[705] Ali Sha'arawi, entretien n° 2.

pouvez voir autour de nous, la reconstruction promise n'est pas évidente. Nous sommes une famille de réfugiés de Jaffa. Mon père a fait de Gaza notre refuge et nous ne pensons pas devenir réfugiés à nouveau. Pour nous un nouveau départ n'est pas envisageable. Tout simplement impensable. Après cette guerre, qui fut la plus cruelle, il nous faudra beaucoup plus de temps pour assainir la ville et guérir la société. »

Dans l'opinion du père d'Ali, qui a quitté la ville de Jaffa lors des émeutes de 1948, la panique qui a suivi le massacre de Deir Yassin a provoqué l'exode des villageois des abords de Gaza comme du reste de la Palestine mandataire. Cette certitude est peut-être le fruit d'une simplification, mais elle demeure le ressort quotidien des Gaziotes pour ne pas céder une seconde fois à la panique. Il y a eu des dizaines de jeunes qui, poussés par les familles se sont exilés, et de nombreux autres qui ont sombré dans la drogue ou ont été tentés par le suicide. En revanche, ils ne constituent pas la norme.

La plupart des interviewés, qui ont un travail ou un métier, s'appliquent au travail ou à leur métier comme façon de résister. Munira parle de son emploi du temps et précise :

« Avec le Hamas l'incertitude s'est installée. Pour moi, elle est liée à la peur dont on ne veut pas parler. Depuis l'année 2016 la répression augmente. Le fait d'avoir des juges qui décident qu'un Gaziote condamné à la peine de mort est pour nous inconcevable. Nous ne sommes pas l'Arabie Saoudite !

En revanche je ne me laisse pas gagner par la déprime. Alors je me ressaisis et me consacre à mon travail pour l'amélioration de la vie des handicapés et de ma famille. Le trésor que nous avons à Gaza ce sont ces gens-là. C'est mon espoir et ma boussole. Si je n'avais pas une foi entière dans les Gaziotes, je ne pourrais pas continuer à travailler et à me consacrer à eux. C'est la raison pour laquelle je m'investis aussi dans la cuisine comme un calmant. J'ai fait avec une amie étrangère, une recherche à propos de la cuisine traditionnelle à Gaza. La Bande est si petite et néanmoins, il y a des mets à Khan Younes dans le sud peu connus dans le nord. Nous travaillons de concert à ce projet à long terme pour ajouter à la vie un élément de créativité ».

Nos interlocuteurs gaziotes pendant toutes ces années, nous font comprendre qu'en trois générations ils « *ont dépassé le seuil de la peur* ». Citons Umm Hussam au camp de Jabaliya et le Dr Sana'a al Kuzondar sur ce sujet:

« Les diverses générations que je peux nommer et dont je me souviens : mon grand père et mes oncles qui avaient échappé aux persécutions juives des années de la nakba, et aussi mes parents. Pour ceux qui ont survécu jusqu'à aujourd'hui 2014, dans ma génération et celle de mes enfants, les Palestiniens et les Gaziotes en particulier ont dépassé depuis des années le seuil de la peur. Je vous raconte une histoire de la première Intifada. L'armée a rejeté la responsabilité de la mort d'un

soldat israélien sur un adolescent de la famille Jouda du camp de Jabaliya. Le jeune homme s'était échappé et nous avons compris qu'il avait réussi à gagner la Jordanie. Les parents ont été punis à sa place et la leçon donnée au voisinage de Jabalya, voulait que la maison de famille où vivaient quarante personnes devait être démolie. C'était en 1989. Il y avait un journaliste à ce moment-là qui écrivait un livre sur Gaza qui avait interviewé mon grand père ; j'ai entendu le patriarche de la famille Jouda lui répondre. Il affirmait au journaliste que de détruire leur maison ne réduirait pas leur détermination à résister à l'occupation. Il savait que la participation de son fils dans l'Intifada coûterait cher à la famille. Mais la mémoire des humiliations des années de la nakba, la fuite des réfugiés vers Gaza et la répression et les punitions juives étaient encore si vives qu'il était calme et résigné ».

Sana'a al Khuzondar directeur du département des Affaires sociales dans le même Ministère précise :

« La peur ? Non ; nous avons dépassé il y a longtemps ce sentiment […], *après tout, peur de quoi ? De mourir ? Nous n'allons pas vivre toute la vie, si c'est un peu avant, qu'au moins nous mourrions chez nous*[706] *».*

Omar, qui continue à vivre à Gaza avec deux chapeaux, un Gaziote et l'autre Français, offre son opinion sur la peur en précisant :

« Nous avons ras-le bol de cette crise chronique. Les gens n'ont plus de capital, ils ont perdu leurs biens. En vérité je ne crois plus que les Gaziotes souffrent de la peur, au contraire, ce sont les Israéliens [de leur côté] qui souffrent d'une paranoïa chronique de la peur ! »

S'il n'y a pas à Gaza, d'après notre expérience, une catégorie établie du *loisir*[707]. En revanche les Gaziotes s'occupent de la façon la plus créative et profitent des sorties en famille comme des visites aux amis, de la fréquentation des clubs de sport, des rencontres de femmes dans les hôtels ou chez le coiffeur. Une des meilleures distractions que les femmes peuvent s'offrir à Gaza, quand elles ont l'argent nécessaire, est d'aller chez le coiffeur. Il faut dire *coiffeuse*. Parce que depuis quelques années déjà, le Hamas a réduit les coiffeurs mâles au chômage par interdiction de travailler pour les femmes. Jusque là, les coiffeurs étaient très prisés des dames gaziotes. Nous mêmes nous avons un coiffeur mâle à Gaza connu pour ses bonnes coupes. Malgré cette interdiction, beaucoup d'entre eux, continuent de travailler à portes fermés et en toute discrétion. Notre amie Rawia raconte :

---

[706] Dr Sanaa al Kuzondar, entretien n°47.

[707] Leisure time

« J'étais hier chez la coiffeuse ; ces jours-ci, mon coiffeur mâle ne travaille pas tout le temps et je suis obligée d'aller chez la coiffeuse. J'ai toujours fait appel aux deux, un homme et une femme, au cas où l'un deux ne travaillerait pas ou serait indisponible. Lui est plus rapide quand elle est plus lente. Alors je vais chez la plus lente quand j'ai le temps pour entendre les petites histoires et rencontrer les femmes qui viennent s'attifer mais surtout pour sortir de chez elles, pour se défouler et faire en sorte que la vie soit " normale " par le maintien de ce genre d'occupations, même pendant les temps les plus difficiles.

J'observe que beaucoup de femmes chez la coiffeuse sont devenues obèses, énormes ! Elles viennent surtout pour se refaire les cils pour environ 10 sicles ; ou el halawa, au moins une fois par mois parce que plus cher, de même pour la teinture des cheveux ; les décrêper coûte encore plus cher. Avec la dépréciation de l'homme, la femme perd le contact avec son corps et le goût de se soigner. Je vois comment les femmes se laissent aller, comme les hommes. L'absence d'exercice, de la simple marche, trop de nourriture le soir et trop de télévision, ah ! Et trop d'anxiété, je ne peux pas le nier ». Je comprends pourquoi le jour du mariage est si important surtout pour les filles ! Dès le lendemain, une vie ingrate commence, surtout pour les femmes ».

Le dépassement de la peur engage à la normalisation dont nous avons parlé et provoque une grande créativité chez les Gaziotes. Elle est notable parce que nous sommes dans un contexte où la joie « artistique » se réduit à créer n'importe quoi. Les Gaziotes sont connus pour leur joie de vivre et leur talent à « faire avec » ainsi que pour leur habileté à bricoler. Avant le blocus complet, la pièce d'automobile ou d'une autre machine, introuvable en Israël, se découvrait sans peine à Gaza. La créativité est présente à tous les niveaux. Des organisations comme l'Institut français ou la Fondation Qattan et plus récemment la PMX Palestine Music Expo dans les années 2016 et 2017, ont été moteurs dans la création d'un espace pour l'expression et pour le développement puis la diffusion des artistes gaziotes.

La ville a concentré ses hôtels et ses commerces vers la mer. La mer pour les Gaziotes est ressource inépuisable pour leur distraction, leur détente et leur plaisir. Même les plus pauvres vont dépenser de l'argent pour une tasse de thé, un *hommos* ou un sandwich à consommer devant la mer, pour marcher, pêcher, jouer et piqueniquer. La mer est un thème récurrent dans les entretiens. Elle permet l'illusion d'un horizon pur, ouvert et pour ceux qui ne l'explicitent pas dans ces termes, la Méditerranée est pour les Gaziotes un exutoire.

Gaza, lieu de passage et marché pendant l'Antiquité, ne manque pas de ressources humaines : comme le disent les Gaziotes dynamiques, contre toute attente, et parfois de façon surprenante, surgissent des créations ; cependant souvent les créateurs ne peuvent pas quitter la Bande et se frotter à la vie culturelle hors des barbelés, à cause des restrictions de

déplacement imposées par l'occupation israélienne. Nous parlons de la joie de créer même si l'ouvrage n'est pas de qualité. Dans le commentaire d'Agnès Heller[708], il n'y a guère de vie quotidienne sans activité créatrice. Nous hésitons à utiliser le mot art, parce que trop lourd de sens et nous préférons dire expression du beau, fabrication de quelque chose qui sort de la vie de Gaza, regardé comme ressource pour matérialiser l'espoir. L'espoir est le germe de la création artistique.

La création dans le cadre ludique encore disponible est devenue une des façons gratuites de résister. Pour ceux qui réussissent à sortir hors la Bande, la vie à Gaza ou la vie de Gaza reste le thème de leur inspiration artistique : en France comme ailleurs, ont essaimé des peintres, des rappeurs, des réalisateurs de films. À l'exception de quelques uns qui ont réussi à percer, le bilan global demeure modeste. De la poussée créatrice où ils puisent, surgit une identité perdue-reconstituée qui s'expose surtout dans une nostalgie de leur Bande de Gaza, qui n'exclut pas la mélancolie. Au contraire, les artistes de l'intérieur trouvent l'inspiration dans ce qu'ils vivent et expriment leur souffrance, la violence de la guerre et le viol de leur image, alors leurs œuvres sont une restauration. Littérature ou peinture de résistance pour ceux qui sont dehors et exorcisme de la tragédie avec volonté de guérison pour ceux sont dedans. L'artiste exilé formule une vision idéalisée, celui qui est enfermé élabore sur place l'exorcisme qui puisse dissiper la peur.

Nous pouvons nommer les réalisateurs gaziotes, Rashid Masha'arwi qui travaille depuis la Cisjordanie ou les frères Nasser, Arab et Tarzan, pour tous ceux qui ont réussi à sortir de la Bande. Leurs films se projettent à Gaza s'ils passent la censure. C'est le cas du film produit en 2008, de Masha'arawi *L'anniversaire de Leila*. Le film *Dégradée*[709] des frères Nasser présentent une face de la réalité de la vie à Gaza de façon très réaliste, en utilisant la métaphore d'un salon de coiffure pour décrire les paradoxes du huit-clos de Gaza. Comme l'a dit un des réalisateurs lors du vernissage du film : « *Se faire les ongles et se coiffer pendant la guerre, c'est déjà résister !* » Se faire belle quand tout s'effondre, pourquoi pas ? Nous apprécions les moments de beauté, parfois réduits à des stéréotypes parce que l'on y rencontre des personnes que nous connaissons. L'appréciation de la beauté devient résistance.

---

[708] HELLER Àgnes 1977, *Sociología de la vida cotidiana*, Barcelona, Ediciones península.

[709] Le vernissage du film a eu lieu au Musée du monde arabe pendant le congrès sur Gaza en 2016.

Il y a à Gaza aussi des créateurs qui décident de faire de leur mieux pour rendre la vie vivable ou développer les affaires. Mentionnons quelques noms parmi d'autres. Basel Eleiwa, qui en même temps qu'il était investi dans un organisme international, était entrepreneur et créateur dans les hôtels et les restaurants populaires comme le *Windmill,* à l'arrivée de l'Autorité palestinienne. Un autre entrepreneur et partenaire dans certaines entreprises d'Eleiwa est cette fois une femme, Mouna Ghalaini. Née dans une famille progressiste, Mouna obtient son diplôme de comptable en Jordanie en 1992. Elle s'intéresse à l'hôtellerie et au tourisme et voyage souvent en s'intéressant à la gestion d'hôtels. Elle travaille d'abord comme réceptionniste dans un hôtel du bord de mer et quelques années plus tard en 2000, elle établit pendant la première Intifada un hôtel-restaurant, le *Sea Breeze*, très connu au rond-point connu aujourd'hui sous le nom de *dowar* Abu Mazen. Le restaurant devient pour beaucoup des expatriés et des hommes d'affaires un lieu idéal de rencontre. En partenariat avec d'autres entrepreneurs comme Basil Eleiwa, elle a développé d'autres lieux bien connus comme Roots I et Roots II, le restaurant Big Bite et un supermarché à Rimal. Dans une conversation peu après la fin du conflit, elle considère que les entrepreneurs de lieux touristiques doivent offrir à la population locale des lieux pour se rétablir et se distraire après le long conflit de 2014 qui a laissé tant de profondes séquelles dans la santé mentale des Gaziotes.

> *« Notre responsabilité est de présenter des options au prix le plus réduit pour permettre à la plus large fraction de la population gaziote, de fréquenter au moins une fois par semaine un restaurant ou un café pour rencontrer des gens et pour améliorer leur bonne humeur ».*

Dans un entretien pour *Al Monitor* (2017), Mouna explique qu'il n'y a pas beaucoup d'offres pour le divertissement et peu de lieux touristiques. La notion du divertissement tourne autour des sorties à la mer et, pour ceux qui ont plus de moyens, dans les restaurants aussi en bord de mer pour des rencontres familiales élargies où avec des amis. La contemplation de la mer est une des meilleures recettes pour transcender la morosité quotidienne et s'évader. En revanche Mouna est consciente que pour avoir les gains nécessaires au maintien de ses entreprises, il faudra des changements radicaux comme le retour à la stabilité politique et la réouverture des passages. Sous ces deux conditions elle est sûre, comme Basil Elewia, que le secteur touristique sera en net progrès[710]. Dans un lieu comme la Bande de Gaza, sans

---

[710] MACINTYRE Donald (2016), " The future of Gaza: from city under siege to world tourism hub? " in *The Guardian*, 28 juillet 2016, en ligne: https://www.theguardian.com/cities/2016/jul/28/future-gaza-city-world-tourism-hub-palestinian

agriculture performante ni industrie, seulement la mer et les services touristiques comme les restaurants, les hôtels et les cafés promettent un futur économique.

Basil Eleiwa récite, à propos de cette joie de vivre des vers du poème de Mahmoud Darwish: *Nous aussi, nous aimons la vie*[711].

« Nous aussi, nous aimons la vie quand nous en avons les moyens. Nous dansons entre deux martyrs et pour le lilas

Entre eux, nous dressons un minaret ou un palmier.

Nous aussi, nous aimons la vie quand nous en avons les moyens.

Au ver à soie, nous dérobons un fil pour tisser un ciel qui nous appartienne et enclore cette migration. Et nous ouvrons la porte du jardin pour que le jasmin sorte dans les rues comme une belle journée.

Nous aussi, nous aimons la vie quand nous en avons les moyens.

Là où nous élisons demeure, nous cultivons les plantes vivaces et récoltons les morts. Dans la flûte, nous soufflons la couleur du plus lointain, sur le sable du défilé, nous dessinons les hennissements Et nous écrivons nos noms, pierre par pierre. Toi l'éclair, éclaircis pour nous la nuit, éclaircis donc un peu.

Nous aussi, nous aimons la vie quand nous en avons les moyens ».

Elewia continue :

« C'est MA Gaza. J'appartiens à ce lieu. Un jour, Gaza aura l'occasion d'aller de l'avant dans mon domaine professionnel [services touristiques] et je vous assure qu'on va pouvoir rivaliser [avec les meilleurs] dans la région parce que nous avons les éléments essentiels pour réussir dans cette industrie, et devenir la meilleure : un climat idéal, une plage magnifique, et l'hospitalité propre des Gaziotes ».

L'entrepreneur et amant de l'archéologie, Jawdat al Khudary, construisait son dernier restaurant au bord de la mer pendant la guerre Plomb Durci. Un de ses enfants, Yasmine, adopte l'amour de son père pour Gaza et l'archéologie et étudie à Londres après son mariage avec un Gaziote en 2015. Jawdat al Khudary donne un écho avec son discours sur Gaza,

---

[711] Mahmoud Darwich, 1986, *La terre nous est étroite et autres poèmes*.

« Gaza a été le passage de diverses civilisations pendant des temps immémoriaux. Gaza formait partie de la route de la soie, elle était grand marché et lieu de départ pour le pèlerinage à la Mecque. Son patrimoine est notre patrimoine. Son passé est aussi le nôtre et nous avons la responsabilité de le garder pour le montrer aux les futures générations. Gaza a subi nombre d'occupations. Nous ne pouvons pas nous résigner à notre présente situation. Il nous faut continuer a lutter et à croire en nous mêmes et en nos potentiels humains, notre seule ressource inépuisable ».

Toutes ces personnes et leurs familles, indépendamment du statut social, n'envisagent pas de quitter Gaza. Il y a un enracinement spécifique qui va au delà du politique et des notions de *sumud* et de résistance. Leur refus est inspiré, malgré tout, par leur enracinement et leur foi dans un futur meilleur pour leur Bande de Gaza. Elles pourraient partir et refaire leur vie ailleurs mais un avenir hors de Gaza n'a pas de sens pour elles et ne paraît pas enviable. L'argent et le succès économique sans une mission morale ne fait pas non plus du sens. Eleiwa insiste comme nous tout au long de la recherche, sur la forme de joie gaziote de vivre enracinée, fondation de leur culture et de leur société.

Alors quel est le mobile secret de cette apparente résistance et peut-on l'appeler résilience ? Nous l'avons cherché pendant tout au long de l'enquête et finalement il nous faut accepter que la force intérieure qui se dessine tient de leur amour et de leur loyauté à Gaza, et d'un autre côté se renforce par la densité des réseaux familiaux.

En conclusion l'esprit gaziote est fait d'espoir et de dynamisme en dépit de l'oppression maintenue par Israël, et quand la répression du Hamas n'offre aucune solution dans l'immédiat. Le Hamas manifeste son pouvoir par la mise en place de décrets et de dispositifs illégaux et par les décisions d'un conseil d'urgence qui n'a pas été avalisé formellement parce qu'à ce jour (juillet 2017) tant l'autorité de Hamas que celle de Ramallah fonctionnent hors de la légalité à cause de l'absence d'élections et du gel du pouvoir législatif. La poursuite de l'occupation et la situation gaziote en particulier, occupent de moins en moins de place dans les media occidentaux ; l'agenda international a repoussé *sine die* tout règlement dans le cadre des bouleversements géopolitiques tragiques du Proche-Orient. Il est devenu évident que les bruits de réconciliation et de négociations de paix sont des leurres. La situation de l'eau à Gaza devient critique et la situation pourrait devenir rapidement insoutenable après 2020, selon les rapports bien fondés. Et en dépit de tous ses enjeux, comme en suspens, les Gaziotes continuent de vivre.

BIBLIOGRAPHIE

A *Survey of Palestine*: Prepared in December 1945 and January 1946 for The Information of the Anglo-American Committee of Inquiry, J. V. W. Shaw (Editor), vol. I.

ABU-AMR Ziyād (1994), Islamic fundamentalism in the West Bank and Gaza: Muslim Brotherhood and Islamic Jihad. Bloomington, Indiana University Press.

ABU-AMR Ziad (1993*),* « Hamas: a historical and political background ». *Journal of Palestine Studies,* Issue 88. Vol. 22, n° 4, été, pp. 5-19, Washington D.C.

ABU-SADA Caroline (2007), *ONG Palestiniennes et Construction Étatique.* Beyrouth, Liban, Institut français du Proche-Orient ifpo.

AL-HAJ Majid (1989), " Social Research on Family Lifestyles among Arabs in Israel ", *Journal of Comparative Family Studies* vol. 20, n° 2 (Summer), pp. 175-195.

ALHAJ Wissam, DOT-POUILLARD Nicolas, & RÉBILLARD Eugénie (2014), *De la théologie à la libération ? Histoire du Jihad islamique palestinien*. Paris, Editions La Découverte.

AL HUSSEINI Jalal (2010), « L'assistance humanitaire en faveur des réfugiés de Palestine, instrument de la politique étrangère américaine au Proche-Orient? » *in Politique Américaine*, Hiver 2010-2011, pp. 57-74.

ALLON Yigal (1976), « The Case for Defensible Borders », *Foreign Affairs*, octobre, Israël.

AMIREH Amal (2003), « Between Complicity and subersion: Body politics in palestinian National Narrative ». *The South Atlantic Quarterly,* vol. 102, n° 4, automne.

ANASTASIOU Andreas (2015), "The Communication of Empathy Through Art: Implications for Conflict Resolution and Social Justice", Chapter 7, pp. 77-82. *In Art and Social Justice: The Media Connection* (éd. Mike Hajimichael), Lady Stephenson Library, Newcastle upon Tyne, NE6 2PA, UK Cambridge Scholars Publishing.

ANTONIOUS George (1965), *The Arab Awakening, The Story of the Arab National Movement*. Capricorn Books, New York, (1èr éd. 1946).

APPADURAI Arjun (1996), *Modernity at Large : Cultural Dimensions of Globalisation*. Minneapolis and London: University of Minnessota Press.

ARONSON Geoffrey (2005), « Issues Arising from the Implementation of Israel's Disengagement from the Gaza Strip ». *Journal of Palestine Studies, Vol. 34* (No. 4 (Summer 2005), pp. 49-63.

ARONSON Shlomo (1982), The Politics and Strategy of Nuclear Weapons in the Middle East. Opacity, Theory, and Reality, 1960-1991: An Israeli Perspective, New York, State University of New York Press.

BALAWI Hassan en collaboration avec Michaël PRAZAN (2008), *Gaza : dans les coulisses du mouvement national palestinien*. Paris, Éditons Denoël.

BARAKAT Halim (1993), *The Arab World: Society, Culture, and State*, Berkeley, University of California Press.

BARAKAT Halim (1985), "The Arab Family and the Challenge of Social Transformation" in Elizabeth Warnock-Fernea (ed.), *Women and Family in The Middle East*, Austin, University of Texas Press, pp. 27- 48.

BARBER Brian et DOTY Samuel (2013), "How can a majority be resilient? Critiquing the utility of the Construct of Resilience through a focus on Youth in Contexts of Political Conflict", *in Handbook of Resilience in Children of War*, C. Fernando and M. Ferrari (éd.), New York, Springer, pp. 233-252.

BAUMGARTEN Helga (2005), « The Three Faces/Phases of Palestinian Nationalism, 1948-2005 ». *Journal of Palestine Studies,* vol 34, n° 4, été 2005, pp. 25-48.

BENDELAC Jacques (1999), L'économie palestinienne, de la dépendance à l'autonomie. Paris: L'Harmattan.

BENEDICT Ruth (1989), *The Chrysanthemum and the Sword : Patterns of Japanese Culture,* Cleveland, USA, first print, Houghton Mifflin Company paperback.

BENVENISTI Meron, KHAYAT Shlomo (1988), *The West Bank and Gaza Atlas,* Jerusalem, The Jerusalem Post Press.

BERCHET Jean-Claude (1985), Le voyage en Orient: Anthologie des voyageurs français dans le Levant au XIXe siècle, Paris, Éditions Robert Laffont.

BERQUE Jacques (1960), *Les Arabes d'hier à Demain*, Paris, Esprit, Seuil.

BERTAUX Daniel (2006), *L'enquête et ses méthodes, le récit de vie* Barcelone, Liberduplex.

BOURDIEU Pierre (1985), « The genesis of the concepts of "habitus" and field" ». *Sociocriticism* vol.1, n° 2, pp. 11-24.

BSISSO (Bisisu) Mu'in (trad. Mu'in Tawfīq) (1988), *Entre l'épi et le fusil*, Tunis, Lotus Book.

BUDEIRI Musa (2010), The Palestinian Communist Party 1919-1948 - Arab and Jew in the Struggle for Internationalism, Chicago, Ithaca Press, (2ème éd.), Illinois, Haymarket Books).

BUTT Gerald (1995), *Life at the Crossroads, a history of Gaza*. Essex: Rimal, Scorpion Cavendish.

CARADEC Vincent, & MARTUCCELLI Danilo éds. (2004), *Matériaux pour une sociologie de l'individu: perspectives et débats*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion.

CARIDI Paola (2009), *Hamas - From resistance to government. Milano*, Giangiacomo Feltrinelli Editore.

CARRÉ Olivier (1996), *Le nationalisme arabe*, Paris, Payot et Rivages.

CASTEL Robert (2003), L'Insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé? Paris, Le Seuil.

CASTEL Robert (1995), Les métamorphoses de la question sociale. Paris, Fayard.

CERTAU Michel de (1990), *L'invention du quotidien*. France, Gallimard.

CYRULNIK Boris (1999), *Un merveilleux malheur*. Paris, Odile Jacob, (2ème éd. 2002).

DELCROIX Catherine (2005), Ombres et lumières de la famille Nour, comment certains résistent face à la précarité. Paris, Payot.

DENIAU-MAROUDIS Géraldine (1999), *L'autonomie palestinienne intérimaire dans la bande de Gaza,* vol. 17. Paris XII CEDIN, Montchrestien.

DEPARTMENT OF STATISTICS, GOVERNMENT OF PALESTINE (1944-45), Statistical Abstract of Palestine (Eight edition ed.). Palestine, Printed by the Governement Printer.

DOWTY Alan (2014), « Prelude to the Arab-Israel Conflict, European Penetration of Nineteenth-century Ottoman, Palestine », *Contemporary Review of the Middle East*, v. 1, n° 1, pp. 3-24.

CASTREE Noel; KITCHIN Rob; ROGER Alistair (2016), "Carceral geographies" *in Oxford Dictionary of Human Geography*, Oxford University Press online edition 2016.

DUBET François (2002), *Le Déclin de l'institution*. Paris, Le Seuil.

DUBET François (2009), *Le Travail des sociétés*. Paris, Le Seuil.

DUBET François (1994), *Sociologie de l'expérience*. Paris, Le Seuil.

DUBET François et MARTUCCELLI Danilo (1998), *Dans quelle société vivons-nous?* Paris, Le Seuil.

DUMONT Luis (1985), Essaies sur l'individualisme. Une perspective anthropologique sur l'idéologie moderne. Paris, Le Seuil (1re éd. 1983).

DURET Alain (1994), *Moyen-Orient, crises et enjeux*, Paris, Le Monde Éditions.

EFRAT Elisha (2006), The West Bank and Gaza Strip - A geography of occupation and disengagement, London, Routledge.

EHRENBERG Alain (1995), *L'individu incertain*. Paris, Calmann-Lévy.

EHRENBERG Alain (1988), *La fatigue d'être soi. Dépression et société*, Paris, Odile Jacob.

EL-EINI Roza I.M. (2006), Mandated Landscape, British Imperial Rule in Palestine, 1929-1948, Cambridge, USA, Routledge.

ELIAS Norbert (1991), *La société des individus. Paris, Fayard* (d'après des textes écrits en 1939, 1940-1950 et 1986-1987).

ESPOSITO John L., TAMIMI Azzam (2000), *Islam and Secularism in the Middle East*, New York, Oxford University Press.

FARSAKH Leila (2002), " Palestinian Labor Flows to the Israeli Economy: A Finished Story ". *University of California Press Journals + Digital Publishing,* vol. 32, n° 1, autumn, pp. 13-27.

FARSAKH Leila (2002), " Palestinian Labor Migration to Israel Since Oslo and Beyond ". *Topics in Middle Eastern and North African Economies, Electronic journal,* vol. 4, septembre, Chicago, Middle East Economic Association and Loyola University.

FELDMAN Ilana (2008), Governing Gaza - Bureaucracy, authority, and the work of rule, 1917-1967. Durham and London, Duke University Press.

FENAUX Pascal (2010), « Israël-Gaza : piège en haute mer », *La Revue Nouvelle*, n° 7/8 juillet-août, pp. 22-25.

FERRÉOL Gilles, DEUBEL Philippe (1993), *Méthodologie des sciences sociales*, Paris, Armand Colin.

FILIU Jean-Pierre (2012), *Histoire de Gaza*, Paris, Fayard.

FOUCAULT Michel (1975), *Surveiller et punir, Naissance de la prison*, Paris, Gallimard.

FURSTENBERG Frank (2005), "Banking on Families: How Families Generate and Distribute Social Capital", *Journal of Marriage and Family*, v. 67, New Jersey, Blackwell Publishing Ltd/Inc.

GAUCHET, Marcel (2002), *La démocratie contre elle-même*, Paris, Gallimard.

GEERTZ Clifford (1973), *The Interpretation of Cultures*, New York, Basic Books.

GEERTZ Clifford (1986), *Savoir local, savoir global. Les lieux du savoir*, Paris, Presses universitaires de France, (1re éd. 1983).

GUELPA Beatrice (2009), *Gaza débout face à la mer,* Carouge, Éditions ZOE.

EFRAT Elisha (2006), *The West Bank and Gaza Strip, A geography of occupation and disengagement*, London, Routledge.

ÉLIAS Norbert (1991), *La Société des individus*, trad. fr., Paris, Fayard (1re éd. d'après des textes écrits en 1939, 1940-1950 et 1986-1987).

ERVING GOFFMAN ET LA VIE SOCIALE À L'ÉPREUVE DU TEMPS (1999), Hubert Peres, *Cahiers Internationaux de Sociologie* Nouvelle série, vol. 107, Les métamorphoses de la sociologie allemande (juillet-décembre).

INQUIRY A-A. C. O. (1947), *The Information of the Anglo-American Committee of Inquiry,* A Survey of Palestine, prepared in December 1945 and January 1946 for the information of the Anglo-American Committee of Inquiry, Ann Arbor (Michigan), The Institute for Palestine Studies, Washington DC.

GRANQVIST Hilma. Birth and Childhood Among the Arabs - Studies in a muhammadan village in Palestine. Helsingfors: Söderström & C:O Förlagsaktiebolag, 1947.

GREEN Duncan (2012), From Poverty to Power - How active citizens and effective states can change the world. Cowley, Oxford: Oxfam Publishing Press, (1re éd. 2008).

GRINBERG Lev Luis (2005), « Discours économiques et construction des frontières dans l'espace israélo-palestinien depuis 1967 », *in* Stéphanie Latte Abdallah (éd.), *Images aux frontières représentations et constructions sociales et politiques : Palestine, Jordanie 1948-2000*, Beyrouth - Liban, IFPO.

GUNNING Jeroen (2008), *Hamas in politics : democracy, religion, violence*, New York, Columbia University Press/Hurst.

HADAWI Sami (1990), *Bitter Harvest: A Modern History of Palestine*, UK, Scorpion Cavendish Publishing Ltd. (1re éd. 1989).

HADAWI, Sami (1945), Village Statistics 1945 et PalestineRemembered.com, Village Statistics Project. Basé sur les données statistiques du Gouvernement de la Palestine pour les Nations Unis en 1945, Palestine, Government of Palestine.

HAMMAMI Rema, KUTTAB Eileen (1998), " Towards New Strategies for the Women's Movement, Democratic Transformation and Independence ". *After the Crisis : Structural Changes in Palestinian Political Life (en arabe)*. Ramallah: Muwatin - The Palestinian Institute for the Study of Democracy.

HAMMAMI Rema, TAMARI Salim (2012), " Anatomy of another rebellion ", *Middle East Research and Information Project*, pp. 1-7. http://www.merip.org/mer/mer217/anatomy-another-rebellion

HAMMAMI Rema, TAMARI, Salim (2001), The Second Uprising: End or New Beginning? *Journal of Palestine Studies,* vol. 30, n°2, hiver, pp. 5-25.

HAMZA Mohammed (1971), *Bidaiat (Abu Jihad al Wazir) Génese*, en arabe, Le Caire, Al Quds Press.

HANSEN Kurt (2013), *Gaza City: Analyse de transformations urbaines 1917 - 2011*, 281 pp. Thèse : Géographie, Université RENNES 2.

HASS Amira (1999), *Drinking the Sea at Gaza : Days and Nights in a Land under Siege*, New York, Metropolitan Books.

HEIBERG Marianne & OVENSON Geir (1993), *Palestinian Society in Gaza, West Bank and Arab Jerusalem : a survey of living conditions,* Fafo Report n° 15, Ramallah, Institute for Palestine Studies.

HELM June (1968), "Essays on the problem of tribe", *proceedings of the 1967 Annual Spring Meeting of the American Ethnological Society*, Seattle, University of Washington Press.

HERVIEU-LÉGER Danièle (1980), *La religion en miettes*. Paris: Armand Colin.

HOURANI Albert (2005), *A history of the Arab peoples*, Croydon, CPI Bookmarque, (1re éd. 1991).

HROUB Khaled (2006), *HAMAS: A Beginner's Guide*, London, Pluto Press.

HUMBERT Jean-Baptiste (éd) (2000), Gaza Méditerranéenne : Histoire et archéologie en Palestine, Paris, Éditions Errance.

HUMBERT Jean-Baptiste. *«Identités»* (2001), Papier présenté pour Identities Jerusalem - Conférence à l'Université de Bir Zeit.

HUNTINGTON Samuel P. The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order. Reading: Simon & Schuster, 1996.

International Crisis Group (2012), " The emperor has no clothes: Palestinians and the end of the peace process ". *Middle East Report,* vol. n°122 – 7 mai.

International Crisis Group (2007), " Inside Gaza: The Challenge of Clans and Families ". *Middle East Report* N°71, 20 décembre.

KAUFMANN Jean-Claude (2005), *L'invention de soi. Une théorie de l'identité*, Rennes, Presses Universitaires.

KAUFMANN Jean-Claude (2007) *Agacements - Les petites guerres du couple*, Paris, Armand Colin.

KAUFMANN Jean-Claude (2014) *L'Enquête et ses méthodes, L'Entretien compréhensif*, 3 éd., Paris, Armand Colin.

KEMPF Hervé et EQUER Jérôme (2005), *Gaza, La vie en cage*, Paris, Le Seuil.

KEPEL Gilles (1991), *La Revanche de Dieu. Chrétiens, juifs et musulmans à la reconquête du monde*, Paris, Le Seuil.

KERR Malcolm H. ed. (1971), *The Arab Cold War: Gamal 'Abd al-Nasir and His Rivals, 1958-1970*, Oxford, Oxford University Press.

KHALIDI Rashid (2007), *The Iron Cage : The Story of the Palestinian Struggle for Statehood*, London, One World Publications.

KHOURY-TADIÉ Arlette (2002), *Une enfance à Gaza, 1942-1958*, Paris, Maisonneuve & Larose.

LAHIRE Bernard (2002), *Portraits sociologiques : Dispositions et variations individuelles*, Paris, Armand Colin.

LATTE-ABDALLAH Stéphanie, PARIZOT Cédric (Sous la direction de) (2011), *A l'ombre du mur : Israéliens et Palestiniens entre séparation et occupation*, Arles, Actes Sud/MMSH.

LATTE-ABDALLAH Stéphanie (Sous la direction) (2005), *Images aux frontières, Représentations et constructions sociales et politiques, Palestine, Jordanie 1948-2000*, Beyrouth, IFPO.

LEGRAIN Jean-François (2006), « La dynamique de la *guerre civile* en Palestine ou comment refuser à Hamas d'exercer son mandat », *Critique internationale* n°36 – juillet-septembre.

LESCH Ann M. (1985), " Gaza: Forgotten Corner of Palestine ", *Journal of Palestine Studies*, vol. 15, n° 1, pp. 43-61.

LEVI-STRAUSS Claude (1988), *The Jealous Potter, Introduction to the work of Marcel Mauss* (Translated by F. Baker), Chicago, University of Chicago Press, (1re éd. 1950).

LEVI-STRAUSS, Claude (1958), *Anthropologie Structurelle*, Paris, PLON.

LEVI-STRAUSS Claude (1968), « Introduction à l'œuvre de Marcel Mauss » *in Sociologie et anthropologie* par Marcel Mauss. Marcel Mauss (1902-1938), Paris, Les Presses universitaires de France, (1re éd.1950).

LÉVI-STRAUSS Claude (2009), *Tristes tropiques*, Paris, Terre Humaine (1re éd. 1995).

LEWIS Bernard (2002), *The Arabs in History,* Reading, Berkshire, Oxford University Press, (1re éd. 1950).

LEWIS Bernard (2000), *The Middle East: 2000 Years of History from the Rise of Christianity to the Present Day*, London, A Phoenix Giant Paperback (1re éd. 1995).

LINTON Ralph (1977), *Le fondement culturel de la personnalité*, Paris, Dunod, (1re éd. 1945).

LOCKMAN Zachary, BENIN Joel (1991), *Intifada: The Palestinian Uprising against Israeli Occupation*, Boston, South End Press.

LYBARGER Loren D. (2007), *Identity and Religion in Palestine: The Struggle between Islamism and Secularism in the Occupied Territories*, Princeton, New Jersey, Princeton University Press.

MANCIAUX Michel et al. (2001), *La résilience : résister et se construire,* Genève, Cahiers Médicaux Sociaux.

MANSFIELD Peter (1992), *The Arabs*. United Kingdom, Penguin Books, (1re éd. 1976).

MARTUCCELLI Danilo (2005), *La consistance du social. Une sociologie pour la modernité*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.

MARTUCCELLI Danilo (2005), « Les trois voies de l'individu sociologique », *Théorie,* juin 2005, pp. 1-12.

MARTUCCELLI Danilo (2006), *Forgé par l'épreuve, L'individu dans la France contemporaine*, Paris, Armand Colin.

MARTUCCELLI Danilo, SINGLY, François de (2009), *Les sociologies de l'individu*, Paris, Armand Colin.

MARTUCCELLI Danilo (2010), (a) *La société singulariste*, Paris, Armand Colin.

MARTUCCELLI Danilo (2010), (b) *Existen individuos en el sur ?* Lima, LOM Ediciones.

MARX Emmanuel (1977), "The Tribe as a Unit of Subsistence: Nomadic Pastoralism in the Middle East ", *American Anthropologist*, v. 119, n° 1, pp. 261–526.

MASSAD Salwa *et al* (2009), " Mental Health of Children in Palestinian Kindergartens: Resilience and Vulnerability ", In *Child and Adolescent Mental Health*, Volume 14, No. 2, pp. 89–96.

MASALHA Nur (1991), "A critique of Benny Morris ", *Journal of Palestine Studies*, vol. 21, n° 1.

McTAGUE John J. (1977/78), " The British Military Administration in Palestine 1917-1920 ", *Journal of Palestine Studies*, vol. 7, n° 3, 1977/78, pp. 55-76.

MEIER Olivier, PACITTO, Jean-Claude (2007), *« Le retour de l'acteur ou les « bonnes raisons » du comportement des dirigeants des très petites entreprises* ». Résumé. Papier présenté au 5e Congrès International de l'Académie de l'Entrepreneuriat, Université de Sherbrooke, Canada.

MILTON-EDWARDS Beverley, FARREL Stephen (2010), *Hamas: the Islamic resistance movement*, Cambridge, Polity Press.

Ministère de l'Aménagement (2005), *Mid Term Development Plan 2005-2007, Annexe 7*, Ramallah, Ministry of Planning.

MOORS Annelies, VON TEFFELEN Toine, KANAANA Sharif, ABU GHAZALEH Ilham (eds) (1995), *Discourse and Palestine : Power, Text and Context*, Amsterdam, Het Spinuis.

MORRIS Benny (2001), *Righteous Victims: A History of the Zionist-Arab Conflict, 1881-2001*. New York, Knopf, (1re éd. 1999).

MORRIS Benny (2004), *The Birth of the Palestinian Refugee Problem Revisited*, Cambridge, UK: Cambridge University Press, (1re éd. 1988).

NGUYEN-GILHAM, Viet et al. et al (2008), "Normalising the abnormal: Palestinian youth and the contradictions of resilience in protracted conflict" In *Health and Social Care in the Community* 16(3).

NIETZSCHE Friedrich Wilhelm (1997), *Ainsi parlait Zarathoustra*, Paris, Max Milo, L'Inconnu, l'édition Poche (1re éd. 1886).

NORA Pierre (sous la direction de) (1984), *« Les lieux de mémoire I »*. La République, Paris, éditions Gallimard.

NORTON Augustus Richard (ed.) (1995), *Civil Society in the Middle East*, vol.1, Leiden and New York, E. J. Brill.

NORWEGIAN REFUGEE COUNCIL (2011), The Shari'a Courts and Personal Status Laws in the Gaza Strip.

NORWEGIAN REFUGEE COUNCIL (2012), *Customary Dispute Resolution Mechanisms in the Gaza Strip.*

PAPPE Ilan (2006), *The Ethnic Cleansing of Palestine*, Oxford, Oneworld Publications.

PETEET Julie (2005), *Landscape of Hope and Despair: Palestinian Refugee Camps*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press.

PICAUDOU Nadine (sous la direction de) (2006), *Territoires palestiniens de mémoire*, Paris, Beyrouth, IFPO.

PIRINOLI Christine (2002), « Entre terre et territoire : enracinement de l'identité palestinienne », *Études rurales* 2002/3-4, N 163-164, pp. 91-107.

PRICE-JONES David (1972), *The Face of Defeat: Palestinian Refugees and Guerrillas*, New York, Chicago, San Francisco, Holt, Rinehart and Winston.

QLEIBO Ali Hussein (1992), *Before the Mountains disappear, an ethnographic chronicle of the modern Palestinians*, Cairo, Kloreurs Book.

QLEIBO Ali (2009), “Reflections on Palestinian Identity Al-Nakba: An Open Wound”, *This Week In Palestine*, Ramallah, Turbo, février.

QLEIBO Ali (2011), "The Semiology of the Palestinian Face The Dichotomy of Private versus Public Space", *This Week in Palestine*, Ramallah, Turbo, septembre.

QLEIBO Ali, (2012), “Sharaf in Palestinian Society”, *This week in Palestine*, Ramallah, Turbo, janvier.

QLEIBO Ali (2013), “Pilgrimage to Al-Aqsa Mosque The Symbolism of Jerusalem in Islam”, *This week in Palestine*, Turbo design, Jérusalem, novembre.

QLEIBO Elena, MOHANNA Aetimad (2009), *"Israeli restrictions in mobility for women in the Gaza Strip",* Birzeit University, Women’s Study Centre.

RABINOW Paul (1988), *Un Ethnologue au Maroc : Réflexion sur une enquête de terrain* (traduit par Tina Jolas), Mesnil-sur-Estrées, Hachette (1re éd., 1977).

REYNAUD Jean-Daniel. *Les règles du jeu: L'action collective et la régulation sociale*, Armand Colin, 1989 (1re éd., 1977).

RIESMAN David (2001), *The lonely crowd, a study of the changing American Character*. New Haven, Yale University Press (1re éd., 1950).

ROBINSON Glen E. (2008), “ Palestinian Tribes, Clans, and Notable Families ”, *Strategic Insights,* bi-monthly electronic journal, Center for Contemporary Conflict.

ROSENFIELD Maya (2004), *Confronting the Occupation: Work, Education, and Political Activism of Palestinian Families in a Refugee Camp*, Stanford, California, Stanford University Press.

ROY, Sara (1996), “ Civil Society in the Gaza Strip: Obstacles to Social Reconstruction ” *in* Augustus Richard Norton (Ed.), *Civil Society in the Middle*, vol. 2, Leiden, E. J. BRILL.

ROY Sara (2004), *The Gaza Strip, the political economy of de-development*, Washington, DC, Institute of Palestine Studies (1re éd., 1995).

ROY Sara (2004/2005), “ Praying with Their Eyes Closed: Reflections on the Disengagement from Gaza ”, *Journal of Palestine Studies*, vol. 34, n° 4.

ROY Sara (2011), *Hamas and Civil Society in Gaza: Engaging the Islamist social sector*, Princeton, Princeton University Press.

ROY Sara (2016), *The Gaza Strip, The Political Economy of De-development*, Expanded third edition, Washington, DC, Institute for Palestine Studies.

SABBAGH Suha (ed) (1998), " Introduction ". *In* Suha SABBAGH éd., *Palestinian Women of Gaza and the West Bank*, (pp. 1-38). Bloomington and Indianapolis, Indiana University Press.

SACO Joe (2009*), Footnotes in Gaza,* London, Jonathan Cape.

SAID Edward (1994), *Orientalism, New York*, Random House (1re éd., 1987).

SAYIGH Yezid (1986), " The Palestinian Economy under Occupation: Dependency and Pauperisation ", *Journal of Palestine Studies* 60, Vol. XV, n°4.

SAYIGH Yezid (1999), *Armed Struggle and the Search for State, the Palestinian National movement, 1949-1993*, Oxford, Oxford University Press.

SCHNAPPER Dominique (1994), *L'épreuve du chômage*, Paris, Gallimard.

SCHWARTZ Olivier (2012), *Le monde privé des ouvriers*, Paris, PUF (1re éd. 1990).

SEGAL Rafi, TARTAKOVER David, WEIZMAN Eyal (2003), *A Civilian Occupation, the politics of Israeli Architecture*, Tel Aviv, New York, Babel and Verso.

SEREEN Hélène (2005), « Le réseau urbain 1879-2000. Permanences spatiales et stratégies de contournement de la contrainte colonial », *Villes Arabes en Mouvement,* Sid-Ahmed Souriah éd., vol. Cahier no° 18, Groupes de Recherches sur le Maghreb et le Moyen-Orient, Paris, L'Harmattan.

SEN Amartya (2003), *Un nouveau modèle économique : Développement, justice et liberté*, Paris, Odile Jacob.

SHARABI Hisham (1988), *Neopatriarchy, A Theory of Distorted Change in Arab Society*, New York, Oxford University Press.

SHARON Ariel with David CHARNOFF (2001), *Warrior: An Autobiograhpy*, New York, Simon & Schuster (1re éd. 1989).

SHIKAKI Khalil (2001), " *Old Guard, Young Guard: the Palestinian Authority and the Peace Process at Crossroads* ", Political Analysis, PSR - Strategic Analysis Unit: Occasional Papers, West Bank.

SHIKAKI Khalil (2004), " The Future of Palestine", *Foreign Affairs*, vol° 83, n° 6.

SHEHADEH Raja (1982), "The Land Law of Palestine: An Analysis of the Definition of State Lands", *Journal of Palestine Studies*, vol. 11 n°2, hiver, pp. 82-99.

SHILS Edward (1991), "The Virtue of Civil Society ", *Government and Opposition*, n° 26, pp. 3-20, http://dx.doi.org/10.1111/j.1477-7053.1991.tb01120.x

SHLAIM Avi (1990), " The Rise and Fall of the All-Palestine Government in Gaza", *Journal of Palestine Studies*, vol. 20, n° 1, automne, pp. 37-53.

SKEIK Ibrahim (1965), *Gaza through history,* en arabe *(Ghaza abretarik*), Gaza, Palestine.

SIGNOLES Aude (2001), « Les ingénieurs palestiniens entre restructuration interne et accession au pouvoir politique : Enjeux nouveaux de la phase de la construction étatique », in Institut National d'Aménagement et d'Urbanisme (éd.), *Les Métiers de la ville. Des métiers pour une gestion urbaine rénovée*, Rabat: L'Harmattan, pp. 139-169.

SIGNOLES Aude (2005), *Les Palestiniens*, Paris, Le Cavalier Bleu Editions.

SIGNOLES Aude (2005), « Les représentations du passé en Palestine - Municipalités d'hier, municipalités d'aujourd'hui », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, p. 109-126, 60e année, n°1 janvier-février, pp. 109-126.

SIGNOLES Aude (2006), *Le Hamas au pouvoir et après ?* Toulouse, Editions Milan Actu.

SINGLY François de (1996), *Le Soi, le couple et la famille*, Paris, Nathan.

SINGLY François de, Sylvie MESURE (direction) (2001), *« Le lien familial »,* Revue Métaphysique et Moral, Paris, PUF.

SINGLY François de (sous la direction) (2001), *Etre soi d'un âge à l'autre. Famille et individualisation*, Tome 2, Paris, L'Harmattan.

SINGLY François de (2004), *Les Uns avec les autres : quand l'individualisme crée du lien*, Paris, Armand Colin (1re éd. 2003).

SINGLY François de (sous la direction de) (2001), *Famille et individualisation*, Tome 1, Paris, L'Harmattan.

SCHNAPPER Dominique (1994), *L'Épreuve du chômage*, Paris, Gallimard.

SCHWARTZ Olivier (2012), *Le Monde privé des ouvriers*, Paris, PUF (1re éd. 1990).

TAMARI, Salim (2011), *La Montagne contre la mer - Essais sur la société et la culture palestiniennes* (Dima Al-Wadi, trad.), Arles, Actes Sud.

TAMIMI, Azzam (2009), *Hamas: Unwritten Chapters*, London, Hurst & Company (1re éd. 2006).

TAMIMI, Azzam (2007), *Hamas: A History from Within*. Northampton, Massachusetts, Olive Branch Press.

TARAKI, Lisa (2006), *Living Palestine: Family Survival, Resistance and Mobility under Occupation,* Syracuse, Syracuse University Press.

VAUMAS Étienne de (1954), « Les trois périodes de l'immigration juive en Palestine », *Annales de Géographie*, vol. 63, n° 335, pp. 71-72.

VULPIAN Alain de (2004), *A l'écoute des gens ordinaires. Comment ils transforment le monde*, Paris, DUNOD.

WISSAM Alhaj, DOT-POULLARD Nicolas et REBILLARD, Eugénie (2014), *De La Théologie a la Libération ?* Histoire du Jihad Islamique Palestinien, Paris, La Découverte.

YOUNG William, SHAMI Seteney (1997), "Anthropological Approaches to the Arab Family: An introduction", Journal of Comparative Family Studies, vol. 28, n° 2, pp. 1-13.

ZUREIK Constantine (1948), *Ma'na al-nakba (Le sens du désastre)*. Beyrouth: Dar al-'ilm li-l-malayin.

Liens

Raymond Boudon, *La logique du social,* 1979, par Paul Prigent *in* Sociologie de l'éducation, *Cours d'*Alain Léger. http://alain-leger.lescigales.org/textes/Boudon.pdf

5e Congrès international de l'académie de l'entrepreneuriat. Meier, O. et Pacitto, J-C. 2007, « Le retour de l'acteur ou les bonnes raisons du comportement des dirigeants des très petites entreprises ». Résumé.

Colonies (israéliennes dans les Territoires Occupés)| Institut MEDEA : http://www.medea.be/fr/pays/palestine/colonies-israeliennes-dans-les-territoires-occupes/

Conflit israélo arabe (deuxième intifada)| Institut MEDEA : http://www.medea.be/fr/themes/conflit-israelo-arabe/deuxieme-intifada/

Frontières du Sinaï. Un siècle de diplomatie au Moyen-Orient, 1840-1948. http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/polit_0032-342x_1971_num_36_2_1992

Gaza at a glance. http//www.palestine-studies.org/files/pdf/10336.pdf

QUAKERS IN ACTION: Jerusalem and Gaza 1947-1950 http://www.quakersintheworld.org/quakers-in-action/216

HERBERT, Gilbert, SOSNOVSKY, Silvina. *Bauhaus on the Carmel and the Crossroads of Empire*, Yad Izhak Ben-Zvi, Publications, Jérusalem, 1993. En 1927 le British Imperial Airways passe un accord avec le gouvernement du Mandat pour opérer un service de poste aérienne, la ligne Le Caire/Baghdad, s'arrêtant à Gaza, p. 51-52. Aussi *in* SHRITEH Fakher, 2014, *Gaza, The Bleeding Wound.* https://books.google.fr/books?isbn=1503524833*https://books.google.fr/books?id=WmndBQAAQBAJ&printsec=frontcover&dq=inauthor:%22Fakher+Shriteh%22&hl=en&sa=X&ei=xBCFVeCUMIb6UPT6g4AD&ved=0CBcQ6AEwAA#v=onepage&q&f=false*

http://www.lemonde.fr/disparitions/article/2008/01/26/georges-habache-le-fondateur-du-front-populaire-de-liberation-de-la-palestine-est-mort_1004222_3382.html#44d3EhqHS0xekKft.99

Frontières du Sinaï. Un siècle de diplomatie au Moyen-Orient, 1840-1948. http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/polit_0032-342x_1971_num_36_2_1992.

Recherches et écriture : LEPAC / Jean-Christophe Victor Réalisation : Frédéric Lernoud http://lsjinfo.free.fr/barla/Israel_Palestine.pdf

http://www.lesclesdumoyenorient.com/Operation-Paix-en-Galilee.html

http://boutique.monde-diplomatique.fr/extrait-cent-cles-guerre-de-1982, p. 1, Extrait des « 100 clés du Proche-Orient », article consulté le 27/06/2015.

Archives du Ministère des Affaires étrangères. *Le massacre de Deir Yassin : télégramme de René Neuville, consul général de France à Jérusalem, au Département, 13 avril 1948*. En ligne: http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/photos-videos-publications/archives-diplomatiques-3512/expositions/expositions-diverses/60e-anniversaire-de-l-etat-d/article/le-massacre-de-deir-yassin-d-apres#.

Archives de l'UNRWA : https://www.unrwa.org/tags/archive

ANNEXE 1 : Caractéristiques des personnes interviewées

Nous avons réalisé 120 entretiens individuels qui peuvent être classés en trois catégories:

- Une vingtaine d'entretiens exploratoires ont été menés bien avant l'inscription en thèse à l'Université de Franche Comté en 2014. Il s'agissait de s'imprégner dans la société gaziote et, de fait, ce sont moins des entretiens que des récits de vie que nous avons recueillis. Leur principal intérêt tenait à ce qu'ils permettaient de voir la force de l'histoire partagée, du récit collectif. Il s'agissait alors de la nakba, de la guerre de 1967, de la visite de Sadat à Jérusalem en 1973, des massacres de Sabra et Chatila en septembre 1982, de la guerre du Golfe en 1990, des deux Intifadas. Cette histoire encore était partagée lorsque nous avons revu une partie des membres de notre panel un peu plus tard, pour des événements plus récents comme la prise du pouvoir par le Hamas en juin 2007, les attaques[712] sur Gaza par les Israéliens en décembre 2008/2009, les deux derniers conflits armés de 2012 et de juillet-août 2014[713.]
- Une quarantaine d'entretiens, assez courts, a été ensuite réalisée auprès d'autres personnes. Le but étant ici d'obtenir davantage de précisions sur ce qui semblait être des moments historiques marquants.
- Mais, le cœur de notre enquête a été la réalisation d'une soixantaine d'entretiens approfondis ayant nécessité plusieurs rencontres d'un même individu (entre quatre et six) échelonnées sur une période assez longue. Celle-ci dépendant essentiellement de la disponibilité des personnes interrogées et de la facilité avec laquelle elles évoquaient leur histoire personnelle. Nous avons parfois entendu les deux conjoints d'un même couple, en veillant toutefois à le faire de façon séparée.

Par ailleurs, nous avons conduit quatre sessions d'entretiens de groupes, ceux-ci étant constitués de quelques-uns des interlocuteurs de nos entretiens courts et approfondis ainsi que d'autres personnes rencontrées par le biais de notre travail humanitaire. Les entretiens de groupes ont été utiles pour la mise en évidence d'une ligne chronologique concernant le blocus et ont également permis d'apporter des précisions quant à la définition de la période considérée[714]. Pour terminer, une mise à jour a pu être établie grâce à *Skype* avec certaines personnes des entretiens approfondis. Nous avons changé une partie des noms tout en

---

[712] Les trois conflits des dernières dix années sont conçus et nommés par les Gaziotes comme des guerres, *hurub*.

[713] A noter, mais nous y reviendrons, que les Accords d'Oslo, même s'ils sont connus de nos interlocuteurs, ne s'inscrivent pas dans ce récit collectif et consensuel.

[714] Présenté dans l'Annexe 02.

conservant l'identité de ceux qui nous avaient explicitement donné leur accord. Nous avons utilisé des extraits d'entretien que nous avons retranscrits à partir d'enregistrements et d'autres constitués des notes prises au fil des discussions. Il s'agit donc là de données brutes.

Il est remarquable que certains entretiens semblent avoir été réalisés auprès de personnes venues d'un autre monde que Gaza, d'Europe ou d'ailleurs du fait de la similitude des expériences et des sentiments. Notre propos dans la thèse n'a pas était de montrer la spécificité de la Bande de Gaza. En revanche, ainsi que le fait avec emphase Clifford Geertz dans sa description détaillée, le travail ethnographique revient à : « *Se pencher sur l'ordinaire dans les lieux où il prend des formes inaccoutumées, fait ressortir non pas comme cela a été si souvent prétendu, l'arbitraire du comportement humain* […]*, mais le degré avec lequel son sens peut varier suivant le modèle de vie qui l'informe. La compréhension de la culture d'un peuple consiste à montrer ce qu'est sa normalité sans gommer ses particularités* […]. *Ils en deviennent accessibles : replacés dans le cadre de leur propre banalité, leur opacité se dissout* ».

Caractéristique des personnes interviewées

Entretien n° 1, Ala'a, 32 ans

Issu d'une famille palestinienne de Gaza, venue du voisinage de Gaza en 1948, en fuite par la Jordanie. Il est né dans le camp de réfugiés de Zara. Il est revenu à Gaza après la guerre du Golfe en 1994 pour terminer ses études d'ingénieur environnemental. Il y sera rejoint par le reste de sa famille. Après la mort de son père, à Gaza déjà, il a dû assumer la lourde responsabilité de prendre en charge sa famille. Il a rapidement trouvé un travail au sein d'une ONG locale spécialisée dans l'agriculture. Son mariage a été arrangé par sa famille. Son épouse n'a pas de lien de parenté avec lui. Père de trois enfants, il a habité avec sa famille jusqu'à l'année dernière. C'est alors qu'il a décidé de déménager pour s'installer seul avec son épouse et ses enfants. Nous suivons les problèmes qu'il doit surmonter et la façon dont il le fait.

Entretien n° 2, Ali Sha'arawwi, 35 ans

Issu d'une famille de réfugiés venus de Jaffa. Le troisième d'une fratrie de cinq enfants (deux garçons et trois filles). Il se marie jeune et a trois enfants. Il fait des études dans le domaine de l'hôtellerie à Gaza via un programme du GIZ et de l'Autorité palestinienne. Il a commencé à travailler tout de suite après avoir terminé ses études. À présent il gère le café le

plus branché de la ville. Il constitue l'une de nos sources les plus importantes concernant les renseignements obtenus sur l'occupation israélienne et sur la société gaziote en général.

Entretien n° 3, Amani, 42 ans

La troisième d'une fratrie de quatre filles et deux garçons. Fille de propriétaires terriens de Gaza. Sa mère s'est mariée juste après avoir obtenu son baccalauréat. Amani qui a fait ses études à l'université de Bethlehem, logeait chez les sœurs de Saint-Vincent de Paul à Jérusalem. À ce moment-là, Gaza était encore accessible en voiture. À Jérusalem, elle tombe amoureuse d'un cousin qui n'a pas voulu l'épouser, alors elle est rentrée à Gaza, déçue et déprimée. Elle épouse finalement un cousin de sa mère. Maintenant, elle a deux enfants et a repris ses études pour achever un Master en Science politique. Proche collaboratrice du Gouverneur de Gaza, elle a occupé ce poste jusqu'à la chute de l'Autorité palestinienne en 2007. Sa vie conjugale est loin d'être paisible, seules les pressions de sa mère l'empêchent de demander le divorce. Grâce à cette dernière, elle réussit à gérer les relations avec son mari. Maintenant, une sorte de *statu quo* s'est établi entre eux, elle se sent plus ou moins bien. Elle habite l'immeuble de la famille élargie de son mari.

Entretien n° 4, Ayman, 36 ans

Il est marié à Rana une voisine d'une famille de pêcheurs locaux qui après avoir fait des études de pharmacie trouve un emploi de pharmacienne. En tant qu'employé de l'Administration égyptienne, son père a acheté, à un prix préférentiel, un terrain sur lequel il a bâti un immeuble pour la famille. Ayman y habite pendant quatre ans après son mariage (arrangé). Il fait des études supérieures et a l'occasion de partir pour Lille dans le cadre d'un stage d'un an à la mairie. Il laisse sa femme sans difficulté, car il considère que la présence de la famille la protège. Il rentre à Gaza avec un peu d'argent qu'il utilise pour payer ses dettes et acheter un nouvel appartement dans lequel il déménage avec son épouse, à quinze minutes à pied de l'immeuble familial. Il obtient une promotion à la Mairie de Gaza et, aujourd'hui, il est chef du département des permis de construire qui compte une dizaine de personnes. Après dix ans de mariage heureux, il n'a pas d'enfant et a recours à l'insémination artificielle. Ils « adoptent » finalement en 2014 un enfant, un petit palestinien syrien, âgé de deux ans. (Bien que ce qui se pratique ordinairement soit plutôt un parrainage, t'bana).

Entretien n° 5, Munira, la quarantaine

Née dans le camp de réfugiés de Nuseirat, elle est la fille d'une famille rurale très modeste qui a quitté son village, Breir, en 1948. Aînée d'une fratrie de cinq filles et deux garçons, elle a pu étudier et devenir enseignante, ce qui lui a permis d'améliorer la situation de la famille. Déjà promise en mariage, elle part pourtant en Syrie chez son frère pour poursuivre des études supérieures et travailler. Son fiancé la rejoint à Damas où il a, lui aussi, de la famille. Ils rentrent après la crise du Golfe, mariés, et avec deux enfants. Elle a fait, comme elle le dit, un bon mariage. Son mari respecte son autonomie. Elle habite maintenant à Tel el Zatar dans une grande villa de deux étages loin du camp. Elle a fondé une association d'aide aux handicapés. Son fils aîné est décédé lors d'une attaque israélienne pendant la deuxième Intifada en 2002. Elle travaille à présent pour une ONG internationale.

Entretien n° 6, Emad, 53 ans

Son père était Mukhtar, chef d'un voisinage, très actif dans le règlement des conflits familiaux selon le système de médiation traditionnel. La famille a quitté Gaza pour l'Égypte où il a pu étudier l'architecture. La famille est revenue à Gaza dans les années 1970. Il a travaillé quelque temps dans le secteur privé et a été rapidement embauché par la Mairie de Gaza, à la section de l'aménagement où il devient une source d'informations très prisé. Il a cinq enfants, quatre garçons et une fille. Seule sa fille est mariée et habite en Allemagne. Les quatre garçons, âgés de vingt à trente ans, ne sont pas encore mariés. Il réside dans un quartier résidentiel avec sa famille élargie. Il fait honneur à son père et, après sa mort, devient lui-même le nouveau *mukhtar*.

Entretien n° 7, Ghada, 31 ans en 2012

Née dans une grande famille de Khan Younes (son père est professeur à l'université), elle a poursuivi ses études à Gaza et s'est spécialisée dans le domaine de la santé publique en Angleterre. Elle est rentrée à Gaza et a trouvé rapidement un poste dans une ONG internationale. Elle habite seule Gaza-ville, mais rend fréquemment visite à sa famille. Elle ne porte pas le foulard. Elle est l'enfant gâtée de la famille, ce qui lui a permis de vivre plus au moins selon son propre gré. Toutefois, sa famille se fait du souci pour elle. Elle s'est mariée avec un ami de l'université que lui a proposé sa mère. Il avait en effet demandé à la mère de Ghada d'intercéder en sa faveur auprès d'elle. Elle vient d'avoir un enfant et, à présent, a réintégré son poste. Elle saisit des opportunités de formation et voyage souvent avec le soutien de son mari.

Entretien n° 8, Ghagda, 28 ans en 2006

Fille d'une famille locale de Gaziotes. Elle a fait un mariage d'amour avec un collègue de travail il y déjà quatre ans. Elle s'est spécialisée dans le CT et est devenue chef du département dans une importante ONG locale, en arabe et en anglais. Elle habite dans l'immeuble familial de la famille de son mari qui est aussi issu d'une famille gaziote. Il est ingénieur agricole, au chômage depuis 2010.

Entretien n° 9, Ibrahim, la quarantaine en 2010

Né à Khan Younes au sein d'une grande famille de Gaza, il est sélectionné, dès le lycée, pour étudier à l'Académie militaire d'Alger. Il s'y marie et revient à Gaza avec Abu Ammar après les Accords d'Oslo en 1994. A leur retour, ils habitent à Khan Younes avec la famille élargie, mais peu de temps après, ils déménagent à Gaza pour vivre une existence plus privée. Il travaille dans la sécurité et la coordination entre Palestiniens et Israéliens et parle couramment la langue de ces derniers. Sa femme est algérienne et francophone. Trois de ses six enfants sont nés à Alger. A présent, il est au chômage (rémunéré par l'Autorité palestinienne pour rester chez lui) mais occupe tout son temps à l'éducation de ses enfants. Il rencontre également ses amis, étudie et fait des recherches sur Internet.

Entretien n° 10, Imad, 38 ans

Il est l'aîné d'une famille de quatre garçons et une fille. Il vit sa jeunesse pendant la première Intifada (1987). Fils d'ingénieur, il fait des études pour devenir lui aussi ingénieur, en Russie, avant le démantèlement de l'Union soviétique. Il envisage de se marier avec une Ukrainienne, professeur de russe, mais une visite subite de son père l'en dissuade. Il laisse son amie, rentre à Gaza titulaire de son diplôme et commence à travailler avec son père. Il se marie, selon l'arrangement conclu par sa mère et ses tantes. Il a deux enfants et habite un appartement à proximité de chez ses parents.

Entretien n° 11, Jawdat, 47 ans

Fils cadet de la famille, son père n'est pas réfugié alors que sa mère oui. Ingénieur civil de profession, il a mis de l'argent de côté grâce aux terres qui lui viennent de sa famille, puis l'a fait fructifier dans le secteur de la construction et des affaires. Il se passionne pour tout ce qui touche au patrimoine et à l'archéologie. Il a acheté des centaines d'objets archéologiques en pierre, argile et des monnaies, le tout découvert sur les chantiers de construction sur lesquels il a travaillé. Il a constitué un musée archéologique au sein de son hôtel, pas très loin du site de

Blakhia au nord de la ville de Gaza. Marié, père de cinq enfants. Il fume sans-arrêt et a pris beaucoup de poids ces dernières années.

Entretien n° 12, Zahara, 32 ans

Fille cadette d'une famille de notables gaziotes. Son mariage arrangé ne dure que deux ans. Elle décide de divorcer avec le soutien de ses parents et revient chez eux. Elle commence alors à travailler pour une ONG internationale puis auprès du PNUD. Elle est malheureuse dans son travail et essaie de trouver un autre poste, même s'il doit être moins bien rémunéré. Elle décide de terminer son diplôme d'études de développement en ligne pour trouver un autre poste même s'il est moins bien rémunéré, et elle a la chance de le trouver. Elle fréquente très souvent un cousin qui décide de revenir vivre à Gaza auprès d'elle, ils se connaissent depuis leur plus tendre enfance. Finalement, ils se marient et restent à Gaza. Toutefois, elle a conscience de ne pas vivre la vie qu'elle aurait souhaitée, sa propre vie, puisque sans cesse elle répond aux attentes et aux besoins des autres. Elle cherche à prendre des décisions personnelles, les siennes en propre, et non en fonction de la réaction des autres. Elle se fait suivre médicalement pour avoir un enfant.

Entretien n° 13, Nemer, 45 ans en 2010 lors de notre premier entretien

Il est le plus jeune enfant d'une famille de quatre garçons et trois filles. Particulièrement gâté, il dispose d'une grande liberté dès son plus jeune âge. Il part étudier la médecine en France lorsque survient la première Intifada. Durant sa seconde année, il échoue au concours de l'Ecole de Médecine mais il décide toutefois de rester en France en attendant la fin de l'Intifada. Il revient huit ans plus tard sans être médecin, mais ayant très bien appris le français ; il devient alors professeur de français et traducteur-interprète pour le Consulat général de France qui dispose d'un centre culturel et d'une antenne consulaire à Gaza. Il demande à sa mère et à ses sœurs de lui trouver une épouse convenable. Il se marie avec une femme belle et intelligente qui s'est spécialisée en matière d'environnement. Elle travaille à présent comme enseignante dans une école primaire. Il a deux filles et trois garçons et habite à Blakhya, dans le camp de Châtie à trois minutes à pied de la maison de sa mère. La mort de cette dernière l'a profondément bouleversé, tout comme ses frères et sœurs. Ils avaient fait une demande de visa pour partir au Canada et il semble que les papiers seront prêts pour la fin de l'année 2014.

Entretien n° 14, Nivine, 35 ans

Non réfugiée, marié à un réfugié (Abed) en qualité de deuxième épouse. C'est un mariage d'amour. Mère de trois filles. Elle partage la maison avec sa belle-mère et la première épouse, elle est ce qu'on appelle *durra*. Le proverbe arabe dit *el durra murra* qui peut être traduit par « la position de deuxième femme est amère ». Elle n'a pas terminé ses études secondaires et rêve, pour ses filles, d'études universitaires afin qu'elles vivent une vie différente de la sienne, plus ouverte, avec davantage de possibilités pour l'avenir.

Entretien n° 15, Neirous, 24 ans

Célibataire, elle habite avec sa famille. Elle n'a pas voulu poursuivre ses études universitaires. Elle veut travailler dans un salon de coiffure pour apprendre le métier directement au contact de la clientèle. Elle travaille quelques heures quand elle trouve un salon qui l'accepte.

Entretien n° 16, Samira, la cinquantaine

Fille d'une bédouine de Ber Sheba et d'un citadin réfugié de Jaffa, elle fait partie d'une fratrie de trois filles et deux garçons. Elle a obtenu un diplôme d'enseignante d'arabe et a eu ensuite la possibilité d'étudier, d'abord en Israël puis en Scandinavie. Elle crée une école des langues où elle enseigne l'hébreu. Elle épouse un Libérien qu'elle a connu en Israël et qui a le statut de réfugié politique en Israël, ce qui rend leur vie ensemble à Gaza particulièrement contraignante. Malgré ses sentiments pour son mari, elle n'envisage pas de quitter sa famille pour aller vivre avec lui ailleurs.

Entretien n° 17, Ali Abu Shahala, la cinquantaine

Nous le connaissons depuis 2006. Ingénieur civil de profession. Fils aîné d'une famille non réfugiée d'origine modeste. Il fait ses études en Égypte où il trouve un travail peu après. Il est absent de Gaza au moment de la guerre de 1967, de fait il perd son droit à résider à Gaza. Son père parvient à déclencher le processus de réunification familiale pour qu'il rentre à Gaza définitivement.

Entretien n° 18, Haidar 48 ans en 2012 lors de notre premier rencontre

Titulaire d'un diplôme d'agronome, il est au chômage depuis 2003. Marié à Zohra, catégorie 1[715] (entretien n°25). Il est originaire d'Al-Shajaia et sa famille déménage à Rimal dans les années 1960. Son père est le *mukhtâr* (chef) de leur *hamulah* et, bien que s'agissant d'une famille de notables, il appartient à une branche sans richesse, *mastourin*. Le terrain et la maison sont la seule propriété de la famille. Haidar est l'aîné d'une fratrie de sept enfants, ayant trois frères et trois sœurs. Il fait partie des hommes qui travaillaient auparavant en Israël. Le concernant, il travaillait dans une *mochav*, une colonie constituée d'une plantation agricole à quelques minutes de Gaza. Il travaille dans cette colonie pendant des années en qualité de superviseur. Il a emménagé dans le quartier de Rimal dans les années 1960. Ils habitent tous la maison des parents de Haidar. Son père est le *mukhtâr* (chef) de leur *hamulah*. (Cf. Chapitre VI - *L'épreuve du manque de travail*, catégorie 1).

Entretien n° 19 Mahdi, 35 ans en 2010

Mahdi est un couturier dans l'âme. Il est marié à Hanan, 32 ans, (entretien n°27). Sa famille est originaire d'Eret Swidan. Dans les années 1980, son père qui travaille dans l'UNRWA, a acheté un terrain à l'est de Gaza, dans le quartier d'Al-Zeitoun, un grand voisinage de la ville de Gaza où il a construit une maison. Mahdi a trois frères et une sœur. Il est le benjamin et le préféré. Le premier enfant né de Mahdi et Hanan est un garçon, c'est le premier petit-fils de son père, ses autres petits-enfants étant toutes des filles. Les parents de Mahdi sont ravis de le garder près d'eux quand c'est nécessaire. Nous l'avons rencontré initialement en 2009, mais notre premier entretien n'a eu lieu que l'année suivante.

Entretien n° 20, Maher, 49 ans

Marié a Randa, il est propriétaire d'un atelier de couture. La famille de Maher est arrivée à Gaza en provenance du village d'Al Majdal (Asqalan) dans les années de la *nakba*, entre 1946 et 1948, pour s'installer au camp de réfugiés de la Plage où Maher est né. Son père, alors jeune, a trouvé un emploi à la Mairie de Gaza, où il a travaillé plus de quarante ans. Il est maintenant à la retraite. Maher a poursuivi des études dans le domaine de la finance mais ce

[715] Cette catégorie concerne ceux qui ont travaillé à plein temps en Israël ou à Gaza. Mahdi fait partie des hommes qui ne sont jamais allés en Israël, malgré une activité rémunérée et permanente.

sont ses compétences pour la couture et son souci du détail qui l'ont emporté et, après l'obtention de son diplôme, il s'est lancé dans un projet d'atelier plutôt que de chercher un poste de comptable. Avec l'aide de sa famille, il est à l'initiative de la création d'un atelier de couture à Sheikh Radwan qui emploie cinq personnes pour commencer puis compte, quelques temps après, une vingtaine d'employés, dont l'un de ses frères. Lui et son épouse Randa ont trois enfants et habitent au-dessus de ses parents. Nous avons rencontré sa famille après le conflit qui a pris fin en 2009 et avons mené notre premier entretien un an après, en 2010. Notons que, à l'étage suivant, se trouvent les appartements de ses deux autres frères, qui viennent d'épouser deux sœurs. Parce que son père perçoit seulement sa retraite, Maher, bien évidemment, aide ses parents lorsque l'argent vient à manquer. Il finance ainsi les études universitaires de ses sœurs et règle les dépenses alimentaires des jours de fête. Son atelier a beaucoup de travail jusqu'en 2005. Mais, alors, l'entreprise israélienne avec laquelle il travaille depuis les années 1980 quitte la zone d'Erez pour installer son site de production à Ashqelon. (Cf. Chapitre VI, *L'épreuve collective du manque de travail*, catégorie 1).

Entretien n° 21, Wajdi, 32 ans en 2009

C'est un petit commerçant gérant d'une imprimerie familiale, marié à Miriam. Les parents de Wajdi sont originaires de Gaza. Ils sont cousins germains et ont poursuivi leurs études en Égypte sous l'Administration égyptienne de la ville. Le père de Wajdi a étudié la littérature, s'intéressant par ailleurs à l'imprimerie qu'il a aussi pratiquée en Égypte. Il a travaillé en qualité d'apprenti chez des relations au Caire où il a vraiment appris le métier. Sa cousine parcourt l'Égypte elle aussi pour devenir enseignante d'arabe et revenir ensuite à Gaza, une fois son diplôme en poche. Le jeune homme choisit d'achever sa période d'apprentissage à l'imprimerie avant de revenir vers Gaza. Les familles arrangent le mariage dès son retour. Ils logent sur un terrain à côté des parents de la jeune mariée à Shajaia, l'un des plus vieux quartiers de la ville. Ils sont parents de quatre garçons et deux filles. L'aîné des fils reçoit une bourse pour étudier la médecine en Espagne où il va d'ailleurs rester. C'est Wajdi, alors, le deuxième fils qui, comme son père, a étudié la littérature, va devenir son bras droit dans l'imprimerie. Leur grande maison, érigée pour accueillir éventuellement la famille des enfants, dispose d'un jardin dans lequel la mère de Wajdi fait pousser des salades. Cf. Chapitre VI, *L'épreuve collective du manque de travail*, catégorie 2).

Entretien n° 22, Bara'a, 24 ans en 2009

Elle est célibataire et habite avec ses parents dans le voisinage de Zaitoun. Elle obtient un diplôme d'enseignante de langue arabe et donne des cours privé de soutien pour le *tawjihi*, le baccalauréat palestinien.

Entretien n° 23, Bakir, 24 ans en 2010

Il est orphelin de mère. Sa grand-mère paternelle l'élève dans la maison de famille quand son mère se marie peu après le décès de sa mère. Il étudie la *Gestion des entreprises* en Angleterre et revient à Gaza pour travailler dans une ONG locale qui œuvre pour le soutien des petites et moyennes entreprises. Il devient formateur dans la direction d'entreprises, un travail qu'il aime beaucoup. Il se marie, traditionnellement, avec une cousine de sa mère et le couple habite chez la grand-mère jusqu'à que le problème survienne avec son épouse. Après la naissance du deuxième enfant, le couple revient habiter auprès de la grand-mère, après le conflit de 2014.

Entretien n° 24 - Maha 26 ans

Elle a un diplôme de NTIC (nouvelles technologies de l'information et de la communication). Elle travaille comme assistante à l'université technologique de Gaza où elle a étudié et fréquente l'Institut Français, où nous l'avons d'ailleurs rencontrée. Elle habite chez ses parents dans le voisinage de Rimal sud.

Entretien n° 25, Zohra 43 ans en 2012

Mariée à Haidar (entretien n°18). Elle appartient à une famille de Gaziotes d'origine comme son mari, de Al-Shajaia. Elle est la benjamine d'une famille de cinq enfants, trois garçons et deux filles. Bien qu'elle ait été élevée dans le confort, elle a travaillé depuis qu'elle a obtenu son diplôme et elle est même prête à se lancer dans l'élevage des lapins si cette affaire peut apporter un quelconque bénéfice à sa famille et réduire la pression économique que ressent son époux.

Entretien n° 26, Widad, 59 ans en 2009

D'une famille de notables Gaziotes, elle est née dans le voisinage d'Al-Shajaia. Elle est célibataire comme tant d'autres femmes de sa génération. Elle explique qu'elle était la seule fille parmi cinq frères. Elle a eu beaucoup de prétendants mais peut-être que si personne n'a voulu s'engager à ses côtés c'était pour éviter d'avoir à gérer l'enjeu des propriétés et de l'héritage. Sa carrière professionnelle et son aisance financière, ainsi qu'elle l'avoue elle-même, faisaient certainement peur aux jeunes hommes. Après ses études en Égypte elle a obtenu un diplôme de comptable. Elle est devenue chef du département des marchés de la Mairie de Gaza, et ce jusqu'en 2009 lorsque le maire l'a invitée à prendre sa retraite. Elle est la présidente d'une importante association de femmes qui vient en aide aux jeunes, notamment, leur proposant des formations et leur faisant profiter de ses contacts.

Entretien n° 27, Hanan, 32 ans en 2009

Elle est mariée à Mahdi, trois enfants, diplôme de finances (entretien n°19). Elle appartient également à une famille de réfugiés, mais elle est d'Isdud (Ashdod). Son père, instituteur de l'UNRWA a réussi à acheter une propriété à l'extérieur du camp. Il est désormais à la retraite. Il a voulu que, comme lui, ses enfants (cinq filles et deux garçons) fassent des études qui leur permettraient d'aspirer à une vie meilleure. Il se rend parfaitement compte que la situation a bien changé et que les portes, ouvertes à sa génération, se sont fermées avec l'arrivée de l'Autorité palestinienne et la recrudescence du blocus. Ses deux frères aînés habitent dans le Golfe, quant à Hanan, la benjamine de la famille, elle vient d'épouser Mahdi. Cette information est très importante pour mieux comprendre que les parents de Hanan reçoivent une aide financière de la part des frères, leur permettant de soutenir à leur tour leur fille et sa famille lorsque Mahdi s'est retrouvé sans emploi.

Entretien n° 28, Mounir, 53 ans en 2009

Il est marié à Shafi'qa et le couple a sept enfants. Il n'a pas arrêté totalement son travail mais il a dû s'adapter. Mounir devient pêcheur après des années de travail en Israël. Issu d'une famille nombreuse du camp de la Plage, il continue à travailler jusqu'en 1999 après avoir fait des économies. La fermeture des frontières et la réduction du nombre de permis de travail,

l'ont décidé à chercher un autre emploi à Gaza avant qu'il ne perde son permis. Durant ces années, la pêche était encore considérée comme un métier productif (Cf. Chapitre IV *L'épreuve collective du manque de travail* - catégorie 2).

Entretien n° 28, Tahsin, 35 ans en 2010

Il appartient à la catégorie des « *sans papiers* » (cf. Chapitre VI, *L'épreuve collective de l'enfermement*, catégorie 2 *Les Gaziotes qui sont enfermés*). Il se marie à Sara un peu avant le conflit de 2008-2009. Il est le cinquième fils d'une famille de 10 enfants. Il est titulaire d'un diplôme d'arabe. Son père, retraité, est malade. Le concernant, il souffre de la même maladie que son père, un type de lymphome qui, pour le moment, le laisse tranquille. Nous étions à ses côtés lors du décès de son père, sans pour autant pouvoir l'assister et lui assurer un transfert médical en Israël ou ailleurs. La famille arrive de Lybie avec Yasser Arafat en 1994 et les papiers ne sont pas mis à jour par les Israéliens avant la coupure administrative avec Gaza en 2005. Le fait que le père ait été apatride empêche sa sortie de Gaza, par le nord comme par le sud.

Entretien n° 30, Amr, 52 ans en 2011

Il est marié à Na'ela, (entretien n°48), et père de quatre enfants. Il est né près d'Al Nasser dans la ville de Gaza, issu d'une famille de Shaja'ia. Après son *tawjihi*, il a étudié pour devenir infirmier et, par le biais d'amis, a trouvé une place dans un hôpital israélien en 1986, seulement un an avant la première Intifada. (Cf. dans *L'épreuve collective du manque de travail*, catégorie 1).

Entretien n° 31, Antar, 38 ans en 2013

Mère marocaine et père palestinien, d'une de famille de notables de la ville de Gaza. Mariée à Suhad, elle a deux enfants. Employé par L'Autorité palestinienne, pour percevoir son salaire il ne se présente pas sur son lieu de travail depuis la fin de l'année 2007.

Entretien n° 32, Suhad, 32 ans en 2013

Épouse de Antar, mère de deux fils. Orpheline de père, elle est dans une situation qui la rend fragile face à son époux.

Entretien n° 33, Tawfiq, nous l'avons rencontré en 2007 quand il était âge de 35 ans

Il est employé au département des finances de la Mairie de Gaza. Nous l'avons sélectionné pour nos entretiens approfondis et nous avons commencé notre étude avec lui en 2011. Après avoir arrangé les mariages de son frère et de sa sœur, il reste encore célibataire et vit avec ses parents. (Cf. Chapitre IV L'épreuve collective de l'enfermement, catégorie 1).

Entretien n° 34, Akram, 40 ans au moment du premier entretien en 2009

Marié à Isdud. Issu d'une famille aisée de Khan Younes, il a trois enfants. Il a étudié le droit en Égypte et reviens à Gaza lors de la création de l'Autorité palestinienne. Il est avocat au bureau du Procureur général. Il fait partie de cette catégorie particulière de la Bande de Gaza qui profite du « chômage » tout en étant payé, situation imposée par l'Autorité palestinienne basée à Ramallah qui finit par devenir, pour beaucoup d'hommes, une sorte de cadeau empoisonné. Il ne peut pas se présenter au travail depuis la fin de l'année 2007.

Entretien n° 35, Omar, 40 ans en 2011

Il est rentré à Gaza il y a six ans pour être aux côtés de son père alors très malade. Il travaillait dans l'humanitaire international occupant un poste de directeur du bureau du terrain à Gaza.

Entretien n° 36, Wajiha

Algérienne d'origine, elle connaît son mari depuis l'université d'Alger, par l'intermédiaire de ses frères. Sa famille a peur pour elle, mais ne peut empêcher son retour à Gaza. Il est l'un des cadres supérieurs de l'OLP, originaire d'une famille de notables de Khan Younes qui a étudié en Algérie alors que les Israéliens remportaient la guerre de 1967. Il revient à Gaza au moment de la création de l'Autorité palestinienne et décide d'habiter d'abord dans sa famille. La belle-mère de Wajiha est une femme rigide et conservatrice qui n'apprécie pas les mœurs modernes de sa belle-fille à qui elle mène une vie impossible. Le couple, avec ses trois enfants, achète un appartement dans le voisinage de la ville de Gaza,

medina al Zahara où ils partent habiter pour faciliter la scolarisation des plus jeunes. Son profil pourra être utilisé pour une future recherche sur les femmes étrangères à Gaza.

Entretien n° 37, Soumaya 40 ans en 2009

Nous l'avons rencontrée après les attaques israéliennes de fin 2008-début 2009. Elle est issue d'une famille de réfugiés qui, depuis leur arrivée à Gaza, vit dans le camp de la plage. Elle épouse son cousin germain Mo'otaz quand elle a 19 ans. Son mari est pêcheur. Il devient dépendant de la drogue alors qu'il exercice ce métier.

Entretien n° 38, Fadi, 24 ans

Neveu du professeur de langue, il est rappeur. Il participe, avec son frère et ses amis, au Festival de musique de 2003. Ils avaient alors fondé un groupe de Rap. Il fait partie des jeunes gens à l'origine de la déclaration de la jeuneuse de 2011. Il a l'occasion de partir en Suisse où il se rend avec son frère malgré la détresse de sa tante à laquelle il est très attaché et réciproquement.

Entretien n° 39, Mahmud, 25 ans en 2011

Il est né en Russie d'une mère russe et un père palestinien. Sa sœur, Sara, est née quatre ans après lui. La famille arrive à Gaza chez la grand-mère au camp de Nuseirat en 1995, au moment de la création de l'Autorité palestinienne et de la promesse de la fin de l'occupation et du développement de Gaza. Mahmud a sept ans à ce moment-là. Il parle russe et anglais et apprend l'arabe sans beaucoup de problèmes. Il aime les langues. Son assiduité aux cours de français dispensés au Centre culturel lui permet de réussir, à la fin de l'année 2012, un concours. C'est un type de contrat-bourse permettant de partir travailler dans un institut éducatif en France. A l'expiration de son visa de travail il essaie de le transformer en visa étudiant, mais sans succès. Il rentre à Gaza pour partir ensuite, une fois de plus, d'abord vers l'Égypte et, plus tard, chez sa sœur qui est mariée à un Palestinien qui travaille à Abu Dhabi.

Entretien n° 40, Mohammed, 35 ans en 2007

Il est spécialiste des TIC (Technologie d'information et de communication). Il a vécu aux États-Unis pendant dix ans où il a fait ses études d'information technologique. Il s'y marie avec une cousine germaine et quand ils ont leur premier enfant, une petite fille, il décide, avec son épouse, de rentrer à Gaza pour vivre auprès de ses parents qui sont âgés. C'est un entrepreneur remarquable qui essaie de trouver des façons innovantes pour dynamiser le secteur informatique de Gaza. Il est père de trois filles.

Entretien n° 42, Anwar, la cinquantaine en 2012, quand on commence les entretiens

Chauffeur de taxi ayant travaillé en Israël pendant vingt-cinq ans. Il continue à conduire à Gaza en se souvenant, avec nostalgie, de ses amis et de sa vie d'antan.

Entretien n° 43, Rami, dans la quarantaine en 2013

Il est dirigeant d'un magasin de voitures à Sheikh Radwan. Nous l'avons rencontré à la période des pluies ayant engendré des inondations dans le voisinage d'al-Sheikh Radwan et al Zaitoun. Il est marié et père de cinq enfants. Ils habitent l'immeuble de la famille de Rami avec ses trois autres frères, ses parents et sa grand-mère paternelle. Nous avons l'occasion de nous rencontrer plusieurs fois après la baisse des eaux et ce qui nous a particulièrement frappés a été son optimisme et son sens de l'humour. Bien qu'ils habitent au deuxième étage, ils sont au bord de l'eau et le seul moyen de transport est les *hasakas* (de petits bateaux utilisés pour la pêche qui peuvent transporter deux personnes) que les pêcheurs ont emmenés à la demande de la Mairie de Gaza pour aider à porter hommes et matériels. Nous avons étaient invité à prendre le thé après les inondations et il nous a raconté que son rêve le plus cher a toujours été de visiter Venise. Puis, il nous dit en souriant que, finalement, son souhait a été comblé : « *Venise est venu à Gaza* ! ».

Entretien n° 44, Kamal, 35 ans en 1998

Nous l'incluons à nos entretiens approfondis en 2009. Chauffeur de taxi sous l'occupation israélienne, il fait la navette entre Erez et Rafah. Il travaille un temps dans des serres à Ashkelon puis, la nuit venue, il endosse sa tenue de chauffeur de taxi. Il est responsable de sa mère, de son frère malade et de sa famille ainsi que de la sienne en propre. Il ne peut se permettre d'arrêter de travailler un seul instant parce qu'il n'y aurait alors pas assez

d'argent pour subvenir aux besoins de tous ceux qui dépendent de lui. Le départ des Israéliens est perçu, pour lui, comme une grande perte. « Fathawi », il est d'accord avec le fait que le Fatah a perdu les élections du fait de sa corruption. Il occupe finalement un poste fixe de chauffeur au sein d'une ONG internationale.

Entretien n° 45, Mo'otaz, 50 ans en 2012

C'est un réfugié de Hamama, un village de pêcheurs proche d'Asqelon, dans le nord-ouest d'Israël. Sa famille est arrivée à Gaza pour fuir les attaques juives. Son père, malade du cœur, décède dans les années 1970. Dès lors, il est pris en charge et élevé par son oncle. Les pêcheurs de là-bas ne peuvent imaginer avoir une autre activité. Son oncle l'emmène avec lui en haute mer dès son plus jeune âge, lui apprenant à repérer le vent du nord, excellent pour la pêche à la sardine, mais aussi à tirer les filets sur la plage quand le temps ne permet pas de partir en mer.

Entretien n° 46, Na'ela, 38 ans en 2011

Le père de cette dernière, parti juste avant 1967 pour travailler dans le Golfe, a trouvé une bonne place d'ingénieur à Djedda où il fonde sa famille. La famille de Na'ela et des amis visite Gaza en 1989. Elle était alors âgée de 17 ans seulement et terminerait son *tawjihi* dans un an. La mère et les sœurs d'Amr sont enchantées de cette jeune fille. Elle est bien élevée, a l'esprit vif et semble prudente. Ainsi, elles arrangent son mariage avec Amr. Nous donnerons plus de précisions dans la partie concernant l'entretien de ce dernier.

Entretien n° 47, Nizzar 40 ans en 2007 lors de notre premier entretien formel

Il est né dans le camp de réfugiés d'al Nuseirat. Sa mère est veuve très jeune quand son époux, un *fedayhi*, est tué par les Israéliens après la guerre de 1967. Après la mort du père, la mère part en Jordanie pour rencontrer des responsables de l'OLP pour demander une bourse d'études pour son fils. Il part pour l'Union soviétique pour étudier l'ingénierie civile. Il se marie à Yelena, une collègue russe et ensemble ont un fils. Elle tombe enceinte une deuxième fois et après l'accouchement, d'une petite fille, la famille part pour Gaza. Ainsi, participeront-ils à sa reconstruction au moment de la création de l'Autorité palestinienne. Il nous offre un regard détaillé de l'éducation et de la répression pendant l'occupation israélienne à Gaza. Il

explique et nous montre, textes à l'appui, qu'il avait encore, la façon qu'avaient les Israéliens de censurer les écrits[716].

Entretien n° 48, Mariam, 33 ans en 2010

Elle habite dans le voisinage d'Al Mina dans Rimal, derrière l'hôpital al Shifa. Elle appartient à une famille chrétienne disposant de moins de ressources économiques. Elle habite Gaza depuis l'époque de l'Empire ottoman. Elle acquit un certain statut au sein de la société en qualité de gérante de l'école des Sœurs du Rosaire.

Entretien n° 49, Khalil, 22 ans en 2012

Pour beaucoup de jeunes qui pensent ne pas avoir d'avenir après leurs études, le rêve politique est une option envisageable : devenir Qassam, un résistant de l'unité d'élite d'Azzedin al Qassam. Après la guerre de novembre 2012, l'un de nos interviewés a été approché par des amis d'amis qui formaient le parti des Qassam. Les dirigeants du groupe connaissaient la situation économique difficile de Khalil qui, après ses études d'ingénierie agronome, ne parvenait pas à trouver un poste salarié (cf. *L'épreuve collective du manque de travail*, catégorie 5).

Entretien n° 50, Mohana, 30 ans au moment de notre rencontre en 2008, durant le conflit

Sa famille est originaire du village de Masmiya, dans le voisinage de Tel Aviv. La famille, composée des grands-parents et de cousins germains, arrive à Jabalya et y reste. Mohana étudie l'ingénierie, se spécialisant dans l'aménagement du sol, en France. Il devient chef du département d'aménagement à la Mairie de Beit Hanoun et, en dépit de ses origines de Jabalaya, ses compétences et son savoir-faire lui permettent de devenir le bras droit du maire et un collaborateur apprécié de ses collègues. Après le conflit de 2014, il est pris dans une embuscade et attaqué de façon brutale sans que la police puisse retrouver ses agresseurs.

---

[716] Zahara, dans l'entretien n°12 *L'épreuve collective de l'enfermement,* parle aussi de la censure des textes et de la répression, utile pour comprendre la situation des jeunes pendant ces années.

Entretien n° 51 Yelena

Elle est mariée à Nizzar. Elle est née dans le camp de Nuseirat. Elle rencontre son mari à l'université en Union soviétique près de Moscou. Elle étudie l'ingénierie agronome et obtient son diplôme. Au moment de la création de l'Autorité palestinienne, tous deux décident de rentrer à Gaza avec leurs deux enfants. Par son intermédiaire, nous rencontrons plusieurs femmes étrangères mariées à des Gaziotes ayant étudié, comme Nizzar, en Union soviétique.

Entretien n° 52 Leila Qleibo

Leila est cousine germaine avec mon époux, Ali Qleibo, et fille d'Abdel Razaq Qleibo, était Hakem lua à Bier Saba en 1948 qui, après l'arrivée des Anglais, continue à servir l'administration du mandat un peu partout, Bier Saba, Hébron, Ramla, Lod, Akka et, une fois de plus, la ville de Gaza également. Leila a été scolarisée à l'école de *Friends* à Ramallah[717] en 1940. Elle se souvient vaguement avoir été emmenée avec une partie de sa famille à Hébron mais seul son père Abdel Razaq et un de ses collègues, le maire de Bier Saba, Shafiq Mushtaha avaient décidé d'y rester. Après plusieurs déplacements dans la Palestine en guerre, la famille rentre à Gaza sous l'Administration égyptienne, en 1952. Elle continue son cursus scolaire à l'école Zahara et quand elle obtient son *tawjihi* égyptien, elle est recommandée par le proviseur de l'école pour poursuivre des études d'anglais étant donné sa bonne prononciation. Leila part au Caire pour continuer ses études en 1956. Elle rentre à Gaza juste avant la crise du canal de Suez en septembre. Elle est à Gaza quand les forces étrangères et israéliennes occupent le canal et rentrent en novembre dans la Bande. C'est à l'époque où son père est maire de la ville de Gaza. Les forces franco-anglaises quittent les lieux à la demande des Nations unies et surtout des États-Unis, se repliant vers le canal jusqu'en décembre. Leila raconte que le succès remporté par Gamal Abdel Nasser a été très important et que, au-delà de l'invasion qui a été temporaire, le canal passe aux mains des Egyptiens. Voilà donc ce qui va assurer à Nasser les revenus indispensables à la construction du barrage d'Assouan, achevant ainsi son rêve de maîtrise du Nil. Israël, quant à elle, en dépit d'âpres négociations, est obligée de rendre la Bande de Gaza et le Sinaï. En mars 1957, l'armée israélienne doit évacuer Gaza, qui repasse

[717] L'école de quakers arrive en Palestine sous l'Empire ottoman.

alors à l'administration égyptienne, et quitte le Sinaï. Leila raconte qu'il y avait des célébrations dans toute la Bande. La photo de Nasser est dans un lieu important de sa maison.

Entretien n° 53, Saadiya

D'une famille de réfugiés de Khan Younes, elle est l'aînée de sept enfants (deux filles et cinq garçons). La benjamine de la famille souffre d'une maladie des nerfs que les attaques fréquentes pendant les conflits et les incursions *ad hoc* de l'armée israélienne dans la partie proche de la frontière est avec Israël n'arrangent pas. Elle étudie pour devenir infirmière/sage-femme en Angleterre bénéficiant d'une bourse consulaire. Elle veut revenir à Gaza avec son diplôme. Elle décide d'intégrer le programme de formation continue proposé par l'université islamique, en 2010. Il s'agit de préparer un diplôme professionnel permettant de travailler dans l'administration sanitaire des ONG internationales qui œuvrent sur ce thème. Nous nous rencontrons en 2011 à Mazaj (un café gaziote dans la rue Omar al Mukhtar) que nous fréquentons parce qu'il dispose d'un générateur fournissant de l'électricité, quand il n'y en a pas ailleurs, et de bonnes connexions Internet. Elle souhaite partir travailler ailleurs bien qu'elle se sente responsable de sa sœur et de sa famille. Elle est l'une des jeunes personnes que nous avons rencontrées qui consomment régulièrement des drogues et autres stupéfiants. Ce qu'elle peut fait grâce à son emploi. C'est là sa façon de se détendre pour pouvoir continuer à étudier, travailler et vivre tout simplement.

Entretien n° 54, M. Abu Sharekh

Une partie de la famille réside à Gaza, l'autre en Égypte. Ils sont originaires d'Al Majdal, Ashkelon. Il a étudié à Al Azhar pour ce qui est de l'école secondaire puis à l'université. Il n'a pas étudié la sharia. Sa famille est, traditionnellement, religieuse sans pour autant être extrémiste. Ses oncles également ont étudié dans cette université. La pensée religieuse était un thème d'étude et de conversation. En 1995, il est arrivé à Gaza. Les universités sont devenues très chères en Égypte. Après la guerre du Golfe, les Palestiniens sont considérés comme des étrangers et les étudiants palestiniens devaient payer comme s'ils étaient étrangers, 3 000 sterling l'année pour pouvoir s'inscrire. Or, la famille ne disposait pas de cette somme. Deux choix sont alors envisageables : partir en Russie ou venir à Gaza. Il a choisi Gaza pour étudier le journalisme à l'université islamique puis a décidé d'y rester. Suite à de bonnes rencontres ayant entraîné des liens d'amitié, il avait l'espoir que survienne un

changement positif au moment de la création de l'Autorité palestinienne. Il voyage quand il le peut, et bien qu'il ait des papiers de résidence en Égypte, le passage par Rafah n'est jamais garanti. Il nous fournit des informations pertinentes permettant de mieux comprendre la position de la religion à Gaza.

Entretiens n° 55, Thana'a al Khuzondar

Nous l'avons connue au cours de visites familiales dans les années 1990. Célibataire, elle est la tante d'autres femmes de bonne position sociale et professionnelle à Gaza. Sa mère, qui était Libanaise, rencontre son époux, son père donc, à Jaffa où ils se sont mariés. Elle présente la transition entre l'Administration égyptienne et l'occupation israélienne jusqu'à son dénouement en 2017. Elle nous fournit, par ailleurs, des informations quant au cursus scolaire et aux transformations en découlant après l'arrivée des Israéliens. Le mot Palestine est alors interdit, il ne doit pas même être prononcé dans de simples chansons, alors que jusqu'alors il était chanté quotidiennement dans les écoles. Les enfants continuent à apprendre l'histoire égyptienne et tous ses pharaons, l'histoire des pyramides et des guerres passées mais, parfois, les noms et des pages entières peuvent être censurés, voire complètement blanches. Durant ces années, l'Empire ottoman était considéré comme une occupation et son enseignement était fait de manière négative. Elle se souvient que, plus tard, l'histoire sur l'Empire avait changé montrant des aspects positifs, et ce pas seulement pour ce qui est de la dernière période lorsque celui-ci avait pris des mesures dures et que les impôts étaient très lourds. Dans son école il y avait des chrétiennes et des musulmanes qui recevaient la même éducation ; la religion n'étant pas un cours formel de l'enseignement. Et, bien qu'elle ait été la fille du Cheikh Hachem Khuzondar, le Cheikh de la mosquée principale de la ville de Gaza, elle n'a appris le Coran que beaucoup plus tard de sa propre initiative quand elle a commencé ses études universitaires. L'Islam est considéré comme faisant partie de la vie quotidienne, ainsi il doit être enseigné au sein même des foyers.

Entretien n° 56, Dr Zakariah Mikki

Il est Gaziote, originaire d'Al Shajaia. Sa famille déménage à Rimal (une grande partie de la famille étendue) dans des propriétés acquises pendant l'Administration égyptienne suivant un projet d'aménagement visant à développer Rimal, pensé par Abdel Razah Qleibo. Il est l'un des premiers vétérinaires de Gaza bien qu'il combine cette activité à son travail à la

mairie. Il est administrateur général de la Maire de Gaza pendant des années, faisant un travail excellent, surtout dans les moments d'urgence comme les conflits et les inondations.

Entretien n° 57, Engineer Hazim Tarazi

Issu d'une famille importante de chrétiens de Gaza, une famille de médecins et d'ingénieurs. Sa famille est présente au conseil municipal de Gaza et possède un capital solide étant à la tête de propriétés considérables dans la ville de Gaza et d'un *bayara* sur le chemin au sud, vers Khan Younes. Nous l'avons rencontré lors de visites familiales, sa famille étant très proche de la famille Qleibo.

Entretien n° 59, M Ghaleb al Wazir

Les discussions se déroulent avec M Ghaleb al Wazir et son épouse en mai 2011. Il nous fournit des informations considérables sur 1948 et la transition du Mandat vers l'Administration égyptienne puis l'occupation israélienne. Pour ceux qui connaissent un peu l'histoire récente de la Palestine, Abu Maher est le frère d'Abu Jihad al-Wazir, le bras droit de Yasser Arafat jusqu'à son assassinat à Tunis en avril 1988. Au décès de son frère, c'est Abu Maher, qui a dû prendre en charge toute la famille quand Abu Jihad s'est engagé avec Arafat dans la lutte pour la Palestine. Parce que son frère aîné, Abu Jihad, a déjà quitté la famille pour joindre la résistance, à l'arrivée des Juifs à Ramlah, il a dû quitter la ville où il habitait, dans les camions destinés à leur sortie par les armées juives. Il était responsable de sa famille et de ses parents âgés, ils arrivent à Gaza pour chercher refuge auprès de ses cousins. Il occupe, des années après, un poste de directeur d'un orphelinat de l'OLP à Damas et, finalement, rentre à Gaza avec une partie de sa famille, avec Yasser Arafat en qualité de cadre administratif dans l'éducation. Il nous raconte la transformation ressentie dans la perception des réfugiés palestiniens envers l'éducation. Au lieu d'avoir les terres et les maisons que nombre d'entre eux avaient perdues dans *al hijra*, les Palestiniens commençaient à goûter aux possibilités offertes en matière de mobilité et de sécurité par l'éducation. Cette dernière était donc la seule voie pour se construire une situation digne dans la société et pour atteindre une source identitaire.

Entretien n° 60, Mr Mustapha Murtaja

Il est membre du conseil de l'Administration égyptienne avec le Dr Haiddar Abdel Shafi fondateur de la Croix rouge à Gaza. Il étudie l'ingénierie et ouvre un grand magasin d'importation d'engins agricoles et de machines pour l'industrie. Il nous fournit des informations importantes sur la transition entre les différentes périodes : l'administration du mandat, l'administration égyptienne et l'occupation israélienne jusqu'à aujourd'hui après le dernier conflit de 2014.

Entretien n° 61, ingénier Rafik Mikki

Il est ingénieur civil, issu d'une famille de notables de Gaza qui travaillait avec le Mandat britannique puis avec l'administration égyptienne. Sa famille était traditionnellement de *fathouïs*. Le Dr Zacharia Mikke dont nous avons parlé dans l'entretien n°54 est son oncle. Il se dit déçu du Fatah et commence à militer dans les groupes du Hamas qui le choisisse comme premier Maire de Gaza après la prise du pouvoir par le Hamas. Il commence son travail en 2008. Il reste à la mairie jusqu'en 2014 après le conflit, laissant la place aux efforts de la formation d'un gouvernement d'unité qui promettrait de résoudre la séparation entre le Hamas et le Fatah.

Entretien n° 62, Abu Ghazi Moushtaha, âgé de 87 en 2013

Il étudie pour devenir chimiste et travaille sous l'Administration égyptienne à l'hôpital Al Zahara, devenu aujourd'hui le bâtiment de la Mairie de Gaza. Il a constitué, pour nous, une source appréciable d'informations concernant la transition du Mandat à l'administration égyptienne, l'occupation israélienne et la création de l'Autorité palestinienne avec, plus tard, l'arrivée du Hamas au pouvoir. Nous l'avons sélectionné parmi diverses personnes âgées que nous avions interviewées pour son éloquence et sa mémoire considérable.

Entretien n° 63, Mme. Rawia Shawa, Gaza, 2010

Amie chère et femme d'exception, elle fait partie du conseil législatif en qualité de membre indépendant. Durant de nombreuses années elle nous a apporté son soutien et ses conseils, ayant des contacts précieux et un sens aigu de l'analyse et de la description. Nous l'avons rencontrée dès notre arrivée à Gaza en 1987.

Entretien n° 64, Randa, mariée à Maher entretien n°20

Elle est âgée de 43 ans au moment de notre première rencontre en 2009 après le conflit de fin 2008-début 2009. Randa est fille de Gaziotes, issue d'une famille bien connue de pêcheurs, Abu Hasira, une *fahde* (branche) pauvre. Ils habitent en bordure du camp de réfugiés de la Plage à Gaza. Maher était son voisin, habitant dans le camp. Ils jouent ensemble pendant leur enfance.

Randa épouse Maher contre la décision de sa mère qui voulait qu'elle se marie avec le fils de sa sœur. Randa a fini par convaincre ses parents bien que sa mère reste réticente envers lui. Elle n'abandonne pas ses obligations de fille mais souffre des frictions dans sa relation avec sa mère.

ANNEXE 2 : La détérioration de la situation du travail à travers des entretiens collectives

Nous avons organisé quatre sessions d'entretiens de groupe avec des Gaziotes que nous connaissions déjà par notre organisation humanitaire en 2012, 2013, et après la guerre de 2014 en 2015, qui étaient pour une partie d'entre elles au chômage, et d'autres, mariées à des ouvriers sans emploi fixe depuis l'arrêt des permis pour travailler en Israël.

L'objectif était de les suivre sur trois ans pour savoir quels étaient leurs problèmes économiques et sociaux. Après les deux premières sessions faites seulement avec des femmes, nous avons reproduit l'expérience avec un groupe mixte, homme et femmes et finalement avec un groupe d'hommes sans emploie depuis longue durée. Leur lecture de la situation dans les derniers seize ans est plutôt similaire. Certains de ses personnes ont participés aux entretiens approfondi pour parler, avec plus de détailles, sur leurs expériences subjectives et sociales et l'impacte de leur manque de travail sur eux mêmes et sur leur familles.

Nous avons produit par leur biais une chronologiques de deux périodes, de 2000 à 2007 et de 2008 à 2015 montrant leur perception des moments plus marquants qui mènent à leur « situation ». À travers de cette chronologie, nous pouvons constater qu'une partie de la population gaziote, subit l'épreuve du manque de travail à des degrés croissants depuis l'année 2000. Beaucoup parmi les personnes consultées ont attendu des années, avec l'espoir d'avoir un permis de travail pour ressortir travailler. Quelques familles nous expliquent à l'occasion, leur transition d'une situation confortable à une réalité précaire. Quand l'attente s'est prolongée et le « blocus » devenu définitif, les mécanismes de survie utilisé, provoquent parfois des dégâts irréparables dans la situation économique, sociale et politique que vit la population de Gaza.

Figure 1. Chronologie de la détérioration de la situation des familles à Gaza entre 2000 et 2007.

Enjeu	2000	2002 à 2004	2005	2006 à 2007
Changement de la politique israélienne envers Gaza Début du	Début de l'Intifada al-Aqsa (deuxième Intifadah)	Accentuation du blocus	Désengagement	Le Hamas remporte les élections législatives

blocus du « blocus »				
Diminution des possibilités de travail biens, maison, électroménager	Déclin général de l'économie et perte d'emploi en Israël à grande-échelle	Réduction des permis de travail pour Israël. Fermeture des frontières : réduction de l'exportation Anxiété et incertitude	Départ des colonies israélienne hors Gaza et réduction d'emplois dans l'agriculture	Début du conflit intra palestinien ; division
La situation financière devient de plus en plus difficile/ la population commence à se rendre compte le blocus est permanente	Ceux qui travaillent en Israël attendent une solution pendant des semaines	Vente des animaux pour subvenir à payer des dépenses urgents- fêtes, maladies, noces (al maher)	Vente de bijoux, de l'or et épuisement de l'épargne	La population concerné commence à se rendre compte la situation va devenir définitive
Dette	Dettes/crédit pour les achats	Déclin du cash-flow (absence d'argent liquide) - déclin de l'épargne et plus d'endettement	Augmente la marge de crédit dans tout les supermarchés et pharmacies et les repaie ment se réduit	Augmentation générale de l'endettement
Mécanismes de survie dans les comportements quotidiens	Les gens commencent à utiliser leur épargne	Achat moins fréquent de produits qui ne sont pas strictement nécessaire	Il y a des signes que l'épargne s'épuise/les gens commencent a demander l'aide des familier plus aisés	Les mécanismes de survie qui se considérés temporaire devient permanentes
Dynamique familiale, impact émotionnel des événements, réduction de la sociabilité				Les bagarres intra familiale sont fréquentes

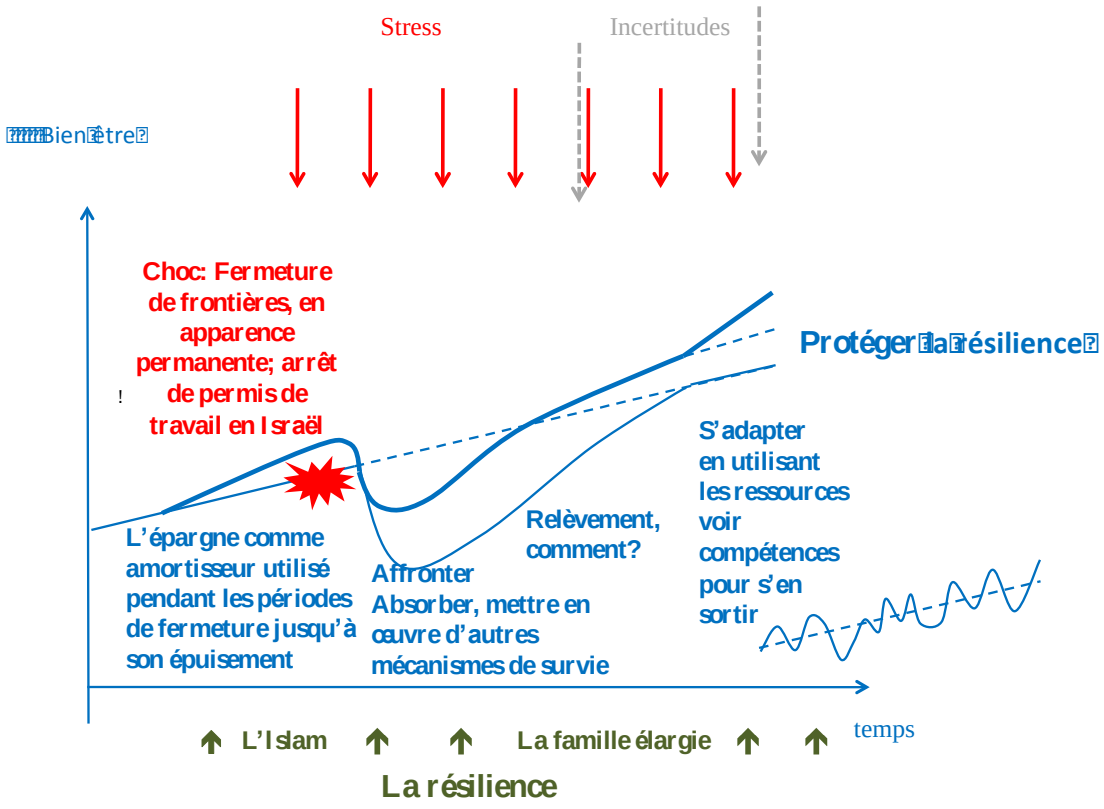
Figure 2. Chronologie de la détérioration de la situation des familles à Gaza entre 2008 et 2015.

Enjeu	2008-2009	2010-2011	Fin 2011 - 2013	Guerre et l'après guerre 2014 - 2015
La situation politique « blocus »	Début 2008 membres du Hamas percent la barrière de séparation entre Rafah et l'Égypte718. Le mur s'effondre selon l'effet domino ; opération israélienne plomb durci fin 2008 débout 2009 qui a comme résultat la destruction massive d'infrastructure et de terres	Perte du pouvoir d'achat et présence fort des agences humanitaires le plus grands acteurs l'UNRWA et le PAM	Le Printemps arabe : la Tunisie, l'Égypte/les Frères Musulmanes sont élus à la présidence en Égypte - novembre 2012 Israël assassine Ahmed al Jabari, le chef de la brigade Azzedin al Qassam dans un attaque ciblé. Les attaques se poursuivent pendant une semaine et les Gaziotes considèrent cette période comme une autre guerre par les dégâts et les terres agricoles perdus	Pendant plus de cinquante jours Israël ne donne pas un moment de répit au Gaziotes. Le conflit s'achève par une trêve après la mort de 2 251 personnes 1 462 civiles, parmi lesquelles 551 enfants et 299 femmes, un total de 11 231 blessés et plus de 1 500 enfants ont perdus leurs parents 500 000 personnes déplacés 28% de la population desquelles restent en août 2016 environs 75 000 personnes déplacés dans des maisons d'accueille et refuges. La dévastation des maisons parfois des voisinages complet et des infrastructures de la ville est la plus

[718] http://usatoday30.usatoday.com/news/world/2008-01-28-158692866_x.htm

				importante de tout autre conflit. Les organismes internationaux, Israël et l'Autorité palestinienne crée on outil pour la reconstruction et la réhabilitation de la Bande de Gaza le GRM. n'ont Les résultats positifs sont maigres
Déclin du travail (positions, possibilités de travail/ érosion du secteur privé /situation économique locale se détériore ainsi qu'une réduction de la circulation d'argent. Les salaires sont en retard	Réduction des emploies plus permanents par le gèle de projet et le blocus / le manque d'emploies règne	Augmentation du travail à court terme par les agences d'aide humanitaire	Destruction de plus de meilleures terres agricoles dans les frontières est et sud	Destruction majeure que dans les conflits précédents de dernière dix années réduisant encore plus les opportunités de travail. Le « chômage » des adultes est de 43 % pendant que ce de jeunes est de 60 %
La situation financière devient de plus en plus difficile/ la population commence à se rendre compte le blocus est permanente	L'économie de tunnels s'accroît bien qu'ils sont sujets à explosions et destructions	L'économie de tunnels augmente et le Hamas fonde un département pour réguler les impôt de passages des produits et des personnes	Les tunnels en essor pendant la tenure des frères musulmanes en Égypte bien que au moment de leur chute ils sont presque tous fermé produisant une chute d'activité de la construction et le secteur immobilière	Dévastation de l'infrastructure des égouts et de l'eau ajoutés à la destruction massive de voisinages, maisons et tours résidentielles
Dette et vente de biens, et			Endettement continue	

des produits électroménagères				
Mécanismes de survie dans les comportements quotidiens		Incertitude et désarroi/les jeunes commencent à chercher de travail dans la police local		Les mécanismes de survie deviennent de plus en plus négatifs
Dynamique familiale, impact émotionnel, réduction de la sociabilité			Accroissement des rapports individuels sur les réactions violentes	Plus de 200 000 enfants et jeunes soufrent de problèmes émotionnelles résultat du dernier conflit de juillet, août 2014

ANNEXE 3 : Le concepte de résilience chez les humanitaires

Nous avons emprunté à l'humanitaire ce schéma sur la résilience auquel nous avons ajouté les axes horizontal et vertical.